

# la société face au crime

volume 3    tome III

le crime au québec

le crime organisé



commission d'enquête sur l'administration de la justice  
en matière criminelle et pénale au québec

*la société face au crime*





# **la société face au crime**

**volume III, tome 3**

**le crime au québec**

**le crime organisé**

**Commission d'enquête sur l'administration de la justice  
en matière criminelle et pénale au Québec**



A11 D6

A29

J82

1968-70

3,3

Ex. 2

6L

magasin

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE  
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE  
AU QUÉBEC

LES COMMISSAIRES

M. le juge Yves PRÉVOST  
*Président*

Hon. Paul MARTINEAU, C.P., C.R. \*\*

M. Harry GOULD

Hon. juge Guy Merrill DÉSAULNIERS \*

M. Laurent LAPLANTE

LE SECRÉTAIRE

Me Jean SIROIS

LES CONSEILLERS JURIDIQUES

M. le bâtonnier Jean MARTINEAU, C.R.

M. le juge Lucien THINEL \*

M. le juge Jacques CODERRE \*

Me Jean BRUNEAU, C.R.

Me F. Michel GAGNON

\*\* s'est retiré pour se porter candidat à l'élection fédérale tenue dans Pontiac le 25 juin 1968.

\* ont quitté la Commission à la suite de leur accès à la magistrature.





GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE  
LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE  
AU QUÉBEC

*A son Excellence*

LE LIEUTENANT-GOUVERNEUR EN CONSEIL

*Qu'il plaise à votre Excellence*

NOUS, LES COMMISSAIRES,  
CONSTITUÉS EN COMMISSION D'ENQUÊTE  
SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE  
EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE,  
AVONS L'HONNEUR  
DE PRÉSENTER À VOTRE EXCELLENCE  
LA TROISIÈME TRANCHE DE NOTRE RAPPORT.  
CELLE-CI PORTE  
SUR LE CRIME AU QUÉBEC.



**LA SOCIÉTÉ FACE AU CRIME**  
**LE CRIME AU QUÉBEC**  
**LE CRIME ORGANISÉ**





## **INTRODUCTION**



## INTRODUCTION

(1-5)

1. Nous avons déjà défini l'objectif général du crime organisé (volume 3, tome 1, 2<sup>e</sup> partie). Ces commentaires sommaires ne suffisent quand même pas à faire comprendre l'ampleur du problème et il nous a paru indispensable de consacrer au crime organisé l'essentiel d'un chapitre.

Nous ne voulons pas, en nous attardant sur un tel sujet, subir l'attrait du mystère, ni succomber à la tentation du roman policier. Nous voulons simplement ne pas oublier que le crime organisé existe et qu'il coûte à la société nord-américaine (à la nôtre, par conséquent) infiniment plus que n'importe quelle épidémie de vols à main armée et même de faillites frauduleuses. En fait, *le crime organisé existe* à un degré tel que le président américain Richard Nixon n'a pas hésité à accepter les estimations que lui ont fournies les services spécialisés américains : les opérations illégales des *racketeers* américains se traduisent par un revenu annuel d'environ \$50 milliards <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Voici, selon l'agence France-Presse (AFP), la déclaration faite par le président Nixon le 23 avril 1969 :

### *Aux États-Unis*

#### **REVENU ANNUEL DE LA PÈGRE : \$50 MILLIARDS**

WASHINGTON, (AFP) — Le président Richard Nixon transmettra mercredi au Congrès américain le premier d'une série de quatre messages contenant son programme législatif de lutte contre la délinquance et la criminalité. Ce premier message s'attachera à la répression de la « délinquance organisée ». Le sénateur Everett Dirksen, chef de la minorité républicaine au Sénat, a révélé mardi que les opérations illégales des « racketeers » américains se traduisent par un revenu annuel d'environ 50 milliards de dollars, somme qui est ensuite investie légalement produisant une plus-value qui aboutit, elle aussi, à engraisser la « Mafia ».

#### **LES ORIGINES**

Le programme législatif envisagé par M. Nixon, a dit le sénateur Dirksen, s'attachera à détecter l'origine criminelle de ces fonds transférés dans le circuit légal en les frappant de manière à décourager l'activité illégale dont ils proviennent.

M. Dirksen a précisé que l'intention du président était de pourvoir la police de moyens accrus tant en hommes qu'en argent.

Trois autres messages présidentiels à ce sujet seront adressés au Congrès très

2. Comme un grand nombre de personnes se font du crime organisé une image très inexacte, mieux vaut s'entendre dès le départ sur le sens que nous donnons à ce terme. D'une définition à l'autre, les éléments varient quelque peu. La commission Katzenbach (*President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*) définit ainsi le crime organisé :

Le crime organisé est une société qui cherche à exercer ses activités en dehors du contrôle des citoyens et de leurs gouvernement. Son action n'est pas improvisée, mais résulte de conspirations très complexes ourdies pendant de nombreuses années et destinées à procurer le contrôle d'un champ complet d'activités en vue d'accumuler le plus de profits possible. Le crime organisé emploie le plus gros de son énergie à fournir marchandises et services illicites : jeux, prêts usuraires, narcotiques et autres formes de vices. Il est aussi profondément enraciné dans les entreprises légales et dans les unions ouvrières <sup>1</sup>.

Le comité que nous avons désigné pour étudier le crime organisé propose une définition du crime organisé qui correspond substantiellement à ce qu'en disait la commission Katzenbach :

Une association d'individus qui survivent par une conspiration continuelle dont le but est de soutirer des profits exorbitants de la société tout en exploitant les faiblesses humaines et la faiblesse de certaines de nos lois <sup>2</sup>.

3. Ces descriptions du crime organisé concordent avec le tableau qu'en brossait le président Nixon le 23 avril 1969 :

(AFP) — Avant de soumettre au Congrès la série de mesures qui, à son avis, doivent permettre de lutter efficacement contre la délinquance organisée, le président Nixon brosse un tableau impressionnant de ses activités.

Le syndicat national du crime, la « Cosa Nostra », précise M. Nixon, se compose de 5,000 membres environ répartis entre 24 grandes « familles », dont chacune contrôle, la plupart du temps, la délinquance organisée dans l'une des

---

prochainement, a-t-il dit. Il concerneront : la répression de l'obscénité (films et publications diverses), la répression du trafic et de l'usage des stupéfiants et, enfin, les « droits de l'accusé ».

Le sénateur Dirksen a donné ces indications à la suite d'une réunion de deux heures entre le chef de l'exécutif et les leaders parlementaires du parti républicain, réunion qui se tient tous les mardis à la Maison blanche.

<sup>1</sup> *Task Force Report : Organized Crime*, President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 1.

<sup>2</sup> Ce comité, sur lequel nous fournirons plus loin de plus amples renseignements, était composé de l'inspecteur-chef H. Patenaude, de la Sûreté municipale de Montréal, du lieutenant M. Ménard, de la Sûreté du Québec, et du sergent d'état-major G. Barbeau, de la Gendarmerie royale du Canada.

grandes villes américaines. À New York, cependant, cinq des « familles » coexistent dans l'exploitation lucrative du délit.

Les salles de jeu illégales rapportent, à elles seules, entre \$20 milliards par an, soit plus de 2 p. cent du produit national brut des États-Unis, et \$50 milliards par an, soit plus que le budget total de l'administration fédérale en 1951.

Le président sollicite, enfin, du Congrès un crédit exceptionnel de \$300 millions apporté au budget de 1970 aux diverses agences gouvernementales chargées du maintien de la loi au niveau de l'État et de la municipalité.

Dans le préambule à son message, le chef de l'exécutif déclare : « Le crime et la délinquance organisée pénètrent profondément aujourd'hui de vastes secteurs de la vie américaine. Dans nos grandes villes, ils exploitent des cartels criminels ; dans nos banlieues et dans nos villes de province, leur influence corrosive ne cesse de gagner du terrain. Il est crucial que les citoyens américains se rendent compte de ce qu'est réellement cette étrange organisation : *une société totalitaire et fermée sur elle-même opérant à l'intérieur d'une société ouverte et démocratique.* »

« Cette organisation a prospéré jusqu'à présent en raison de l'apathie d'un public qui ne se rend pas compte de la menace que cela constitue pour le mode de vie américain », ajoute le président, qui signale enfin que depuis le début de la lutte contre la délinquance organisée, en 1950, « pas une seule des vingt-quatre familles de la Cosa Nostra n'a été démantelée. Elles sont plus fermement re-tranchées et plus solidement établies que jamais ».

4. Ces précisions du président américain contribuent à souligner l'enjeu de la lutte et à clarifier le problème. Elles insistent, comme il est indispensable de le faire, sur le fait que le crime organisé est une société parfaitement structurée et qui cherche, de la même manière qu'une entreprise légale, à obtenir des profits considérables et constants. Ce sont là des éléments que nous devons constamment garder en mémoire. Ils nous aideront à tracer une ligne de démarcation entre certaines manifestations du crime au Québec et ce qu'il convient de ranger à part sous le nom de criminalité ou de délinquance organisée.

Il ne faut ni apercevoir partout le crime organisé ni oublier son existence. En certains cas (rarissimes), le jeu peut demeurer une activité d'amateur ; de façon générale, cependant, le jeu fait l'objet d'une exploitation constante et agressive de la part d'une organisation professionnelle. De même, la prostitution peut s'établir au niveau d'individus qui n'ont aucun lien avec la Mafia ou la Cosa Nostra (et c'est le cas de plus en plus fréquemment), alors que dans certains autres cas une organisation criminelle de grande envergure s'occupera d'offrir ce genre de « services » à la population. Qu'est-ce qui révèle la main du crime organisé ? C'est ce que nous tenterons de découvrir ici.

Il importe d'approfondir le plus possible la définition de ce type de criminalité, de manière à ne pas mobiliser toutes les énergies d'un État et d'une société contre des moulins à vent.



Pour notre part, nous proposons la définition suivante dont nous reprendrons un à un les divers éléments :

Une société...  
...permanente...  
...et secrète...  
...qui réserve généralement la violence pour la régie interne...  
...mais dont les conspirations constantes visent un profit considérable et régulier...  
...soit par la vente de services et de produits illicites...  
...soit par l'infiltration à l'intérieur d'entreprises légales...  
...au point d'établir (si possible) des monopoles dans les deux secteurs <sup>1</sup>.

Avant même d'entreprendre l'examen de la situation québécoise il convient, en effet, de savoir :

- ce qu'est le crime organisé,
- comment il se finance,
- ce qu'il offre et ce qu'il prend.

<sup>1</sup> Le chapitre XXVIII du rapport Roach insiste pour maintenir une marge considérable entre le *crime organisé* et le *crime syndiqué*. Sur le plan théorique, nous croyons à l'importance de cette distinction. Dans la pratique, nous croyons qu'il serait dangereux de maintenir cette opposition. En effet, le public commence à peine à soupçonner l'existence du crime organisé et l'on stériliserait cette prise de conscience en insistant indûment sur une nouvelle définition. Nous préférons un terme peut-être un peu moins juste à un terme tout à fait précis qui laisserait le public indifférent. Au cours des pages qui suivent, nous incluerons donc dans nos commentaires sur le crime organisé aussi bien ce qui concerne le crime organisé proprement dit que ce qui caractérise plutôt le crime syndiqué.

Citons quand même le rapport Roach :

En décrivant la troisième partie de notre mandat, vous nous invitez à faire enquête et rapport sur

- 1) l'ampleur de la criminalité en Ontario ;
- 2) l'aptitude des forces de l'ordre à y faire face.

Avant de vous présenter mon rapport sur ces sujets, je crois opportun de m'attarder d'abord au crime organisé et au crime syndiqué.

1) *Le crime organisé*

Il semble bien que ce soit notre siècle qui ait créé ce terme de « crime organisé ». À ma connaissance, le terme n'a jamais été utilisé antérieurement.

Le terme fait allusion à une association d'individus dont l'activité principale est le crime et il fait également allusion aux activités criminelles auxquelles ces individus s'adonnent comme groupe organisé.

À l'exception du crime commis sous le coup de l'émotion, la perpétration de n'importe quel crime sous-entend une certaine dose d'organisation. Le voleur solitaire fixe d'avance la suite des gestes qu'il devra poser pour réussir son vol, mais, même s'il commet une série de vols, sa conduite ne fait tout de même pas partie de ce qu'on entend par crime organisé.

De la même manière, deux ou plusieurs personnes peuvent collaborer et élaborer conjointement leur plan en vue de commettre un vol isolé, mais leur action commune ne range pas ce vol dans le domaine qui relève du crime organisé. Il est également possible qu'ils agissent ensemble pour commettre une série

de vols isolés les uns des autres, se réunissant et conjuguant leurs efforts pour chaque crime isolé et n'entretenant aucune association ou contact les uns avec les autres entre deux actes criminels. Une fois le vol commis, chacun va de son côté sans qu'aucun plan ne prévoie une nouvelle rencontre entre les différents participants. Chacun de ces vols constitue ainsi un événement isolé et ne se relie d'aucune manière à un autre vol, même si chaque crime a été commis par les mêmes personnes et même si, dans certains cas, la même procédure se retrouve dans chacun des délits.

Le « crime organisé » réfère à une association permanente qui constitue un organisme social à l'intérieur de la société. À l'intérieur de cette association, on trouve des individus ou des groupes d'individus qui ont des fonctions précises à remplir et qui coopèrent les uns avec les autres ainsi que le feraient des parties indépendantes intégrées à l'intérieur d'un tout, de manière à composer ensemble un système qui soit, dans ses buts ou ses objectifs, foncièrement criminel. Ainsi existe-t-il entre eux une conspiration continuelle et sans interruption qui se manifeste en partie par les offenses qui apparaissent à leur actif.

Le crime organisé n'est pas nécessairement à l'échelle d'une nation ou d'un état ou d'une province. Son existence n'est pas déterminée par le secteur dans lequel agissent les conspirateurs, même s'il est peu vraisemblable que leurs activités se confinent à une région de dimensions restreintes. Fagan et sa bande de tirelaine londoniens faisaient partie du crime organisé, mais, que je sache, Charles Dickens n'a pas décrit leurs activités dans cette perspective.

Il n'est pas non plus nécessaire que l'association fonctionne avec la précision d'une organisation commerciale bien huilée. Les liens peuvent être ténus et distendus. Le receleur qui s'occupe de prêts sur gages à Toronto et le cambrioleur avec lequel il conspire de manière à écouler la marchandise volée, ces deux là sont impliqués dans le crime organisé même si le prêteur sur gages traite aussi des affaires légales et même si le cambrioleur, à l'occasion, travaille de jour dans une usine et n'effectue ses cambriolages que le soir et à des intervalles réguliers. Ce qui apparente leurs activités au crime organisé est le fait qu'il existe entre eux un accord permanent grâce auquel on dispose de la marchandise volée et l'on en obtient des espèces sonnantes.

Un malentendu beaucoup plus répandu que j'aurais pu le croire veut qu'il n'existe pas de crime organisé à moins qu'il existe un quelconque « grand patron » comme propriétaire et directeur de toute l'organisation, un équivalent des puissances interlopes comme Al Capone à Chicago, Louis Lepke et « Legs » Diamond à New York et autres chefs de bandes qui se sont construits des empires criminels aux États-Unis. Heureusement, nous n'avons jamais eu de tels individus dans cette province (Ontario) mais nous avons eu du crime organisé et, plus particulièrement, du jeu organisé.

## 2) *Le crime syndiqué*

Ce terme aussi semble être une création de notre siècle.

Il s'applique à une association permanente de criminels qui est parvenue à un tel degré d'organisation qu'elle détient le contrôle exclusif du crime dans une région donnée, c'est-à-dire un monopole. Ce monopole n'englobe pas nécessairement le crime organisé du territoire. Dans le même territoire, on peut trouver ou bien un seul ou bien plusieurs syndicats dont chacun exerce un contrôle exclusif sur différents secteurs de la criminalité. Un syndicat peut avoir l'exclusivité du jeu, un autre de la prostitution et un autre des stupéfiants.

Ces syndicats préservent jalousement leur monopole respectif et ils défendent à leur manière les régions dont ils ont le contrôle contre les intrusions de qui

5. On comprendra aisément que la Commission ait puisé largement dans les sources américaines.

- En premier lieu, le crime organisé qui existe au Canada est assurément relié au crime organisé des États-Unis.
- En deuxième lieu, le crime organisé existe fort peu sur le Vieux Continent et, sauf auprès d'Interpol, il n'est pas facile d'obtenir des experts européens des renseignements précis sur ce type de criminalité.
- Enfin, malgré certaines collaborations, nos différents contacts avec les experts canadiens nous ont laissés insatisfaits.

Pour se familiariser avec les plus récents aspects du problème, la Commission a rencontré en deux ans un bon nombre de spécialistes. Assurément, les policiers d'expérience, qu'il s'agisse de ceux de la Sûreté municipale de Montréal, de ceux de la Sûreté du Québec, de ceux de la Gendarmerie royale du Canada ou de ceux du Federal Bureau of Investigation (FBI), comptent, à l'heure actuelle, parmi les personnes les mieux renseignées sur ce problème. D'autre part, surtout depuis les travaux de la commission américaine Katzenbach, un certain nombre d'universitaires américains ont commencé à s'intéresser au problème. Nous avons donc rencontré, aussi bien à Boston qu'en Californie, la plupart des spécialistes qui ont travaillé à la rédaction du *Task Force Report* sur le crime organisé. En Europe, nous avons pu compter sur la compétence et l'ouverture d'esprit des spécialistes d'Interpol qui nous ont aimablement fourni de précieux renseignements. Nous avons également mis à contribution surtout dans le secteur des stupéfiants, certaines associations internationales.

Nous avons également tenu à rencontrer des personnalités qui ont travaillé ou œuvrent encore dans des commissions spécialement dirigées contre le crime organisé. Ce fut le cas à Boston, à Chicago, à New York (appendice 1).

---

que ce soit. Ils considèrent comme leurs ennemis communs le policier honnête et le politicien véreux. S'ils doivent réussir, ils ont besoin de l'un et de l'autre. Pour venir à bout de ceux qui menacent leur monopole, ils recourent à des méthodes diverses et généralement discrètes. La violence est un recours de dernière minute. Grâce aux policiers malhonnêtes, il est généralement possible de faire arrêter les criminels qui contestent la suprématie du syndicat. On en parle généralement comme de personnes « mises hors de combat ».

On utilise fréquemment les termes de « crime organisé » et de « crime syndiqué » comme si une équivalence existait entre les deux, alors que tel n'est pas le cas. On peut avoir affaire au premier sans qu'existe le second, mais le second ne peut exister sans le premier.

Après avoir ainsi défini et distingué l'un et l'autre de ces termes, je m'attaque maintenant à la première partie du mandat que vous m'aviez confié, c'est-à-dire l'ampleur du crime dans cette province. *Report of the Ontario Police Commission on Organized Crime*, January 31st, 1964, pp. 5-7.

## **I — DÉFINITION COMMENTÉE**



## I — DÉFINITION COMMENTÉE

(6-47)

### a) UNE SOCIÉTÉ

(6)

6. Il importe de comprendre avant tout que le *crime organisé est une véritable société*. Sur cette partie de la définition, l'accord se réalise rapidement : ceux qui reconnaissent l'existence du crime organisé le décrivent à tout coup comme une organisation, une association, une société ; ceux qui estiment pouvoir mettre en doute l'existence du crime organisé contestent d'abord qu'il soit une société structurée.

Il est extrêmement dangereux, cependant, de poursuivre trop loin le parallèle entre le crime organisé et la société. Surtout, on ne doit pas s'attendre à rencontrer partout à l'intérieur du crime organisé la structure formelle que peut se permettre une société qui vit à ciel ouvert. Il faut retenir l'essentiel du terme de « société » sans prétendre en appliquer tous les aspects.

Il en sera d'ailleurs de même lorsque nous mettrons l'accent sur certaines activités du crime organisé. Si l'on exagère l'importance de quelques activités criminelles, on crée l'impression que le crime organisé se désintéresse d'autres activités. En revanche, si la description des activités demeure trop vague, on encourt de nouveaux dangers : on ne voit plus la différence entre le crime organisé et la criminalité des amateurs, ni la différence entre l'activité criminelle et l'activité normale et légale. Dans un cas, les contrastes sont brusques et injustes ; dans l'autre, l'imprécision voile tout.

Malgré ces nuances, tous ceux qui admettent l'existence du crime organisé lui reconnaissent l'aptitude à se constituer en société et donc, à posséder des structures et des activités diversifiées. Ceci nous invite à aborder l'étude du crime organisé de diverses manières.

Une étude approfondie du crime organisé nous amène inévitablement à étudier trois aspects de la question :

- premièrement, la nature d'un syndicat du crime ;
- deuxièmement, les individus qui rendent possible son fonctionnement ; et
- troisièmement, les articles ou services dont la création correspond aux buts et aux objectifs de l'organisation <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 9.



Selon le professeur Donald R. Cressey, la technique pour étudier l'un ou l'autre de ces aspects peut rappeler les méthodes de l'*archéologie*. En d'autres termes, comme le secret le plus absolu entoure les activités du crime organisé, c'est souvent sur une base très mince qu'il faut échafauder les hypothèses. Elles seront édifiées, en tout cas, sur un nombre restreint d'éléments que l'analyste tentera de relier les uns aux autres. D'un règlement de compte, on voudra déduire la présence de deux bandes rivales. Du meurtre perpétré pour faire taire un délateur, on déduira aussi bien la volonté du groupe de préserver son mystère que l'existence d'un individu chargé de faire appliquer les volontés du groupe... Tout cela ressemble fort, en effet, aux efforts de l'archéologue pour reconstituer une civilisation à partir d'un papyrus ou d'un quelconque fragment de poterie.

Pour d'autres motifs encore, une étude du crime organisé comporte des risques d'imprécision. Il est essentiel, par exemple, de bien comprendre au départ qu'on ne peut épuiser le champ des activités qu'englobe le crime organisé, pour la bonne raison que *le crime organisé s'intéresse à tout ce qui est ou peut devenir rentable*. On aurait tort, par esprit de simplification, de croire que le crime organisé se désintéresse de tel ou tel domaine et de croire, par exemple, que le crime organisé a pu renoncer définitivement à exploiter soit les faillites frauduleuses soit la prostitution. Pour peu que de nouvelles circonstances permettent au crime organisé d'espérer un profit majeur en un laps de temps plus ou moins court, n'importe quel principe peut subitement se renverser, laissant la porte ouverte à la reprise de n'importe quelle activité. Et ceci complique encore l'analyse.

Société, oui, mais société souple et secrète.

#### b) ...PERMANENTE...

(7-8)

7. Certains aspects du crime organisé sautent aux yeux. Ainsi, l'opinion publique, qui en sait pourtant fort peu sur la véritable nature du crime organisé, constate elle-même la stabilité et la *permanence* de certaines influences. En 1959, Frederic Sondern Jr., décrivant dans *Brotherhood of Evil*<sup>1</sup> la déportation de Lucky Luciano, mentionnait des noms qui, aujourd'hui encore, commandent l'attention. Ceux qui portaient ces noms

<sup>1</sup> À son arrivée, Charlie Lucky était entouré d'une batterie de gens du bureau de l'Immigration et de la Citoyenneté qui l'avait escorté depuis Ellis Island où on l'avait détenu quelques jours. Selon toute apparence le puissant garde du corps fédéral qui l'accompagnait avait beaucoup plus pour mission de le protéger de la bousculade que d'interdire sa fuite. Les vigoureux débardeurs passèrent au tamis la délégation officielle et lui accordèrent le droit de passage. On entendit des cris comme « Tu reviendras Lucky » et « Lâchez pas, patron ». Et les rangs se refermèrent pour empêcher les journalistes de suivre le groupe.

On a peine à croire à ce qui se produisit pendant les quelques heures qui précédèrent le départ du navire. On voyait constamment arriver d'énormes limousines

sont toujours considérés comme reliés au crime organisé, à la Mafia ou à certaines familles de la Cosa Nostra. Ce que disait Sondern vaut toujours : on affirmait en 1959 que Meyer Lansky était profondément intégré à l'entreprise criminel et étroitement relié à ceux qui avaient contrôlé l'empire de la prohibition des années 30 ; dix ans plus tard, les mêmes affirmations circulent encore à son sujet.

On reculerait de vingt ou trente ans que les mêmes individus se retrouveraient aux mêmes postes.

*Montréal-Matin, 10 avril 1969*

*La réunion secrète de Miami 3-A/1*

### **CINQ LEADERS DE LA MAFIA DEVANT UN JURY D'ENQUÊTE**

*MIAMI (UPI) Cinq leaders de la Mafia ont été convoqués, hier, devant un jury d'enquête fédéral pour expliquer pourquoi ils avaient tenu des réunions secrètes à Miami Beach et avaient apparemment refusé d'en dire mot à la police.*

*Les cinq hommes, qui étaient accompagnés de leurs procureurs, ont passé environ un quart d'heure chacun devant le jury, à huis clos, et il appert qu'ils n'ont donné que leur nom et leur adresse et se sont ensuite tus, alléguant que tout autre renseignement pourrait les incriminer.*

*Ces Mafiosi ont été identifiés comme étant Vincent Alo, membre de la bande de feu Vito Genovese, de New York ; Meyer Lansky, soit-disant « financier » de la Mafia ; Gaetano Ricci, autre membre de la « famille » Genovese ; Anthony Accardo, qui serait le chef du crime organisé à Chicago ; et Dominic Angelini, qui fournit les cotes aux preneurs au livre de Chicago.*

---

pleines des membres les plus importants de la fraternité. Leurs gardes du corps traînaient d'énormes paniers de vin et de friandises que les débardeurs transportaient avec le sourire jusque sur le quai. Frank Costello et Albert Anastasia vinrent présenter leurs hommages à Don Salvatore et souhaiter bon voyage à leur vieux compagnon. Le monde interlope délégua d'autres personnalités d'un rang presque égal et reliées étroitement à la Mafia, comme Meyer Lansky, le grand responsable du jeu clandestin et Joseph (Socks) Lanza, qui règne sur le *Fulton Fish Market* et les quais du secteur est (*Lower East Side*). Tammany Hall était également représenté par les personnalités en vue. Selon un agent fédéral, la fête se déroula à bord à grands renforts de champagne, de caviar et de homard pendant que les débardeurs et leurs crochets aigus, la police municipale et les policiers du port tenaient à distance les journalistes et les curieux. Enfin, le Laure Keene actionna son sifflet, un groupe considérable de bandits en liesse se réunirent sur le quai pour saluer et crier un dernier au revoir et Don Salvatore se mit en route pour l'Italie, une nouvelle vie et, pensait-on, l'oubli. FREDERIC SONDERN, JR., *Brotherhood of Evil*, cité par GUS TYLER, dans *Organized Crime in America*, Ann Arbor Paperbacks, The University of Michigan Press, 1967, pp. 302-303.

*C'était la deuxième fois en un mois que les autorités de la Floride, inquiètes de ces étranges visiteurs, convoquaient les membres de la Mafia devant un jury d'enquête pour tenter de découvrir ce qui se passe à leurs « conclaves ».*



### **LA MAFIA, ILS CONNAISSENT ÇA !**

Quatre présumées têtes dirigeantes d'organisations criminelles comparaissent actuellement devant le grand jury fédéral de Miami. On en voit deux ici : à gauche, Anthony Accardo, un des grands chefs d'organisations de Chicago (certains disent qu'il s'est retiré) ; et Gaetano Ricci, surnommé le Gros Tony, qu'on croit être le coordinateur entre Chicago et New York.

**(UPI-MM)**

8. Cette étonnante continuité suffit, à elle seule, à creuser un fossé profond entre le crime organisé et la criminalité des individus. Les criminels professionnels eux-mêmes ne savent pas se perpétuer ainsi dans leurs descendants, édifier de véritables dynasties et bâtir des structures aussi stables que celles des grandes corporations.

En décrivant *le crime organisé* comme une société, il faut donc comprendre à quel point la société criminelle *entend jouir de la même stabilité et de la même permanence que n'importe quelle société démocratique ou totalitaire.*

Il faut donc retenir, comme une composante essentielle du crime organisé, cette solidité de l'organisation criminelle, cette aptitude à défier le temps et à rendre la structure plus forte que les hommes qui la composent.

### c) ...ET SECRÈTE...

(9-22)

9. La société criminelle est cependant une société *secrète*. Certes, elle survit à ses membres, mais c'est en demeurant dans un maquis impénétrable.

Il ne saurait en être autrement. En effet, il est évident qu'une société criminelle poursuit des objectifs radicalement différents de ceux que se fixe une société démocratique. Ainsi, notre société occidentale se sentirait carrément en état de guerre et agirait en conséquence si la société criminelle jetait bas le masque, renonçait au secret, opposait publiquement ses habitudes totalitaires au régime électif auquel nous sommes habitués. Le crime organisé voit de multiples avantages à ne pas alarmer sa « clientèle » et, dans ce but, il se dissimule.

Si le crime organisé est une société, elle peut *ou bien* tenter de se substituer à l'autre, *ou bien* s'agripper secrètement à l'autre à la façon d'une lamproie. À l'heure actuelle, il est évident que le crime organisé préfère de beaucoup demeurer dans l'ombre où il lui est continuellement possible de tirer des ficelles « profitables » tout en laissant les responsabilités à autrui.

Il est également évident que le crime organisé n'a que faire d'une majorité parlementaire. Il lui suffit de jouir de l'immunité, tout en laissant à d'autres la responsabilité de la société.

10. Le fait que le crime organisé tienne à demeurer une société clandestine complique évidemment la tâche de l'analyste. (Ceci explique notre allusion à l'*archéologie*.)

Comme c'est le cas pour l'analyste qui porte son attention sur les civilisations anciennes, l'observateur qui enquête sur le crime organisé ne peut compter que sur un nombre extrêmement restreint d'éléments publics. Il reste à en déduire le maximum sans verser dans le délire.

Si l'on applique la technique de l'inférence au problème qui nous préoccupe, l'on peut utiliser les connaissances qu'on possède sur la structure du crime organisé pour en extraire des renseignements et des détails précis sur les normes et les procédés d'interaction. Il est vrai, par ailleurs, que notre connaissance de cette hiérarchie est encore fragmentaire et assez limitée. Néanmoins, on peut analyser la structure d'un organisme sans procéder à des interviews et sans recourir à l'observation quotidienne des agissements de l'organisme. Le postulat, c'est qu'à mesure que l'on pourra vérifier certaines observations, il sera possible de déduire des conclusions de plus en plus valables quant aux valeurs et aux normes. À titre d'expérience préliminaire, on peut remarquer que l'analyse d'un seul poste de la hiérarchie, soit la fonction de « policier » (*enforcer*), fournit des renseignements sur de complexes procédures gouvernementales et sur certaines « lois ». On a choisi le cas de l'« enforcer » parce que tous les observateurs du crime organisé en admettent l'existence et qu'au surplus l'analyse d'un seul règlement de compte prouverait son existence, même si les observateurs ne voulaient pas l'admettre <sup>1</sup>.

11. En somme, à condition d'utiliser la technique appropriée, l'analyse d'une seule *fonction* révèle à l'observateur d'importantes notions. Pour sa part, Cressey estime que le travail vérifiable du policier (*enforcer*) démontre à lui seul l'existence d'une organisation complexe <sup>2</sup>. Cressey en déduit, par

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a social problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 110.

<sup>2</sup> Même si nous ne savons pas grand chose de ce poste de policier (*enforcer*), sa description prouve qu'il constitue une des nombreuses fonctions qui, à l'intérieur d'un cadre de travail plus ample, permettent d'obtenir une totale assimilation à l'ensemble par la simple inflexion de châtements aux récalcitrants. Celui qui exerce la fonction d'*enforcer* prend les dispositions nécessaires quand il faut blesser ou tuer des membres. Il n'appartient pas à ce policier d'ordonner une intervention ni de commettre lui-même l'assaut ou l'homicide ; ses fonctions ressemblent à celles du directeur d'une prison ou du fonctionnaire prenant les dispositions nécessaires à une exécution capitale.

Ceci revient à dire que cette fonction se relie nécessairement à d'autres pour former un tout cohérent où il y a place pour celui qui tue ou intimide ou participe aux « explications ». De plus, parce que des fonctions comme celles du *policier* relèvent d'un pouvoir politique, elles doivent nécessairement se rattacher à d'autres fonctions politiques de nature législative, exécutive ou contraignante. En d'autres termes, le fait qu'il existe une fonction « policière » au sein d'une compartimentation des tâches peut servir à prouver l'existence de fonctions administratives complémentaires, ce qui nous permet de conclure que la Cosa Nostra est un organisme gouvernemental tout aussi bien qu'une entreprise commerciale. La capacité de raisonner, qui se manifestait par la création de tâches spécialisées au sein de chaque cellule de la pègre — par exemple les équipes de voleurs à la tire et les syndicats de fabrication de faux chèques — suscite dans le cas de la Cosa Nostra l'établissement d'un cartel apte à écraser la concurrence. Elle suscite encore la mise sur pied d'un véritable « ministère du travail » chargé de pousser à la limite l'intégration à l'ensemble. L'existence d'une fonction « policière » dans une organisation de travail peut aussi

exemple, que le crime organisé possède plus d'une ressemblance avec les gouvernements publics. Puisque quelqu'un est chargé d'appliquer « brutalement » les décisions du groupe, il en déduit que le groupe exige le respect d'un certain code, édicte des règlements, sévit lorsqu'ils sont violés. Ces diverses activités relèvent, à coup sûr, d'un souci de « gouverner » et permettent de conclure, ainsi que le fait le professeur Cressey, que le crime organisé est aussi bien un gouvernement qu'une entreprise.

Ainsi, d'une seule fonction, on parviendrait à une description de l'ensemble.

12. Malgré la précarité de certaines hypothèses formulées à propos du crime organisé, l'observateur n'en est pas toujours réduit à de brumeuses spéculations. Au contraire, l'analyse du crime organisé présente des avantages que ne peut offrir l'archéologie : travailler sur une société *secrète* demeure quand même moins aléatoire que de reconstruire une société *disparue*.

Alors que l'archéologue ne peut jamais obtenir confirmation de ses hypothèses, l'observateur du crime organisé peut, quant à lui, obtenir de temps à autre l'endossement de ses théories :

Même si une telle ébauche simplifie à l'excès les inférences complexes que l'on peut faire sur les normes de la Cosa Nostra à partir d'observations sur une seule de ses « fonctions », elle prouve quand même que le sociologue peut créer des informations sur le crime organisé en procédant du connu à l'inaccessible, de la même manière que l'archéologue crée des faits et de la même manière que le géologue fait du présent une clé pour étudier le passé. Le sociologue qui serait en outre un spécialiste du crime organisé, a sur ces deux autres disciplines l'avantage de travailler à partir de données contemporaines ; il peut donc plus facilement qu'eux supposer *qu'à la longue* les données qu'il a reconstituées par inférence pourront être vérifiées par l'observation directe <sup>1</sup>.

13. À l'heure actuelle, qu'avons-nous obtenu en fait de renseignements sur le crime organisé ? Peu de choses. Ainsi que l'indiquait le discours du président Nixon cité au début de cette analyse, on considère aujourd'hui que

---

servir à démontrer que les membres de l'organisation ont élaboré l'équivalent pratique d'un code criminel d'où la hiérarchie administrative tire son autorité et son pouvoir...

... L'existence de la fonction d' « enforcer » dans une cellule de travail souligne aussi le fait que les châtiments doivent n'être imposés que « justement » et d'une manière « désintéressée ». DONALD R. CRESSY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, pp. 110-111.

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 112.



la majeure partie du crime organisé est entre les mains d'au moins vingt-quatre groupes qui sont considérés et se considèrent comme autant de « familles ».

Cette information elle-même doit se nuancer, faute de quoi on ignore ce qu'il faut entendre par des termes comme *Mafia*, *Cosa Nostra*, *crime organisé* !

On trouve aujourd'hui comme noyau du crime organisé aux États-Unis vingt-quatre cellules faisant fonction de cartels du crime dans les grandes villes du pays. L'intégration (*membership*) est limitée aux Italiens d'origine, les groupes maintiennent entre eux des contacts étroits et une Commission nationale formée de chefs de familles veille à maintenir un souple fonctionnement. Jusqu'à maintenant, seul le FBI a réussi à établir pleinement l'ampleur nationale de ces groupes et le service de renseignements du FBI affirme que l'organisation dans son ensemble a délaissé le nom de Mafia pour celui de Cosa Nostra <sup>1</sup>.

Diverses sources indiquent, par ailleurs, que la Cosa Nostra existait et agissait il y a 40 ans : la Mafia, restreinte aux Italiens d'origine sicilienne, n'aurait pas réussi à franchir intacte les difficultés des années 30. En revanche, la Cosa Nostra, qui englobe les Italiens de toutes origines, aurait, elle, réussi à diversifier ses opérations de façon satisfaisante et rentable lorsque la prohibition de l'alcool a été abrogée aux États-Unis <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 119.

<sup>2</sup> Peut-être que l'affirmation qui se rapproche le plus de l'horrible réalité est-elle celle « que les armes de dix siècles coulent avec le sang de la Mafia ».

Un mouvement de résistance.

Mais elle ne tarda pas à être plus que cela. Elle devint loi. Elle devint : l'honneur de la Sicile. Elle devint un État dans l'État. Une religion dans la religion. Elle devint ce que l'on a appelé une *consortia occulta e terribile*. En outre, et dans une large mesure à tort, elle est devenue un mythe.

Il est significatif que, quand il invita l'Italie à lutter contre la Mafia, Benito Mussolini déclara la guerre non pas à une organisation, mais précisément à ce mythe : au *mito dell' eroismo*, qui aurait pourtant dû perdre tout attrait depuis longtemps. Même si l'on admet qu'elle n'est sortie que de nobles intentions, on ne peut s'empêcher de constater que la Mafia n'a pas tardé à mésuser de son pouvoir. Elle ne laissa pas le choix aux Siciliens, en tout cas pas dans les régions qu'elle avait en mains. (Elle n'a jamais été très forte sur la côte orientale. Même après la seconde guerre mondiale, quand on sacrifia pratiquement l'île à la Mafia, son pouvoir sur cette côte resta limité.)

Elle ordonnait. Elle profitait. Elle occupait les postes clés. Le riche payait son tribut à la Mafia, la tolérait et la couvrait. Il n'avait pas le choix. En échange de ce que lui extorquait la Mafia, il avait la « protection » indispensable de ses terres contre... la Mafia. Le pauvre s'inclinait devant la Mafia et la tolérait parce que, dans une certaine mesure du moins, elle le protégeait de la toute-puissance des riches, dans un pays où la féodalité est abominable. En échange de la « justice sociale »

14. Aujourd'hui, la Cosa Nostra n'est peut-être pas responsable de tout le crime organisé en Amérique du Nord, mais elle constituerait la partie la plus importante du crime organisé et prendrait même figure de spécialiste aux yeux des autres groupes qui désirent prendre leur part du gâteau. On affirme que la Cosa Nostra entretient des relations suivies avec tous les autres groupes qui participent au crime organisé, qu'elle exécute des contrats pour ces autres groupes et tire presque toujours un profit même des activités qu'elle n'organise pas elle-même.

Dans chaque ville importante des États-Unis, le noyau central peut aussi être connu sous le nom de patente (*outfit*), de syndicat ou de rassemblement (*mob*). Ces vingt-quatre familles sont les partenaires ou les patrons d'autres groupes d'exploiteurs dont les chefs peuvent être de différentes origines ethniques. En outre, on trouverait un excellent échantillonnage des différentes nationalités qui composent la nation américaine en observant les milliers de sous-ordres dont le crime organisé se sert pour faire parvenir au niveau de la rue le jeu clandestin, le prêt usuraire et ses autres activités illégales.

La présente structure confédérale des divers groupes reliés au crime organisé est née après la prohibition, période au cours de laquelle Italiens, Allemands, Irlandais et Juifs avaient dressé les uns contre les autres leurs organisations criminelles. Les groupes italiens obtinrent le succès dans leur effort pour déplacer leurs intérêts de la prostitution et de la contrebande au jeu, à l'extorsion et à d'autres activités illégales. Ils usèrent du meurtre et de la violence comme moyens aptes à consolider leur emprise.

Aujourd'hui, les membres des vingt-quatre noyaux résident et agissent aux États-Unis. L'ampleur et la nature de leurs activités criminelles et l'importance

---

que lui procurait la Mafia, il payait de son silence, l'*omertà*, dont il répondait sur sa vie. Le prix à payer était donc la complicité.

Dès ses tout premiers débuts, l'ensemble fut attaché à un code de l'honneur et de plus, d'une façon évidemment voulue, maintenu dans une atmosphère semi-occulte.

Le code de l'honneur de la Mafia se ramène à cinq principes faciles à formuler :

- 1) Les membres de la Mafia s'aident mutuellement, de quelque nature que soit cette aide.
- 2) Les membres de la Mafia s'engagent à l'obéissance absolue envers leurs supérieurs ; ceux-ci, les *capimafia*, s'engagent à l'obéissance envers le chef suprême, le *capo effettivo della Mafia*.
- 3) Toute atteinte à un membre de la Mafia, sous quelque forme que ce soit, est une atteinte à tous les membres de la Mafia ; elle doit être vengée à tout prix.
- 4) Quand il faut faire justice, les membres de la Mafia s'adressent non pas aux autorités civiles, mais à la Mafia elle-même. C'est elle qui juge. C'est elle qui rend l'arrêt. C'est elle qui le fait exécuter.
- 5) Quiconque, pour quelque raison que ce soit, livre les noms de membres de l'organisation peut être tué par n'importe qui, n'importe quand ; la vengeance le vise non seulement lui, mais aussi toute sa famille.

Ce que l'organisation a surtout veillé à maintenir, tout au long des siècles, c'est le cinquième devoir : l'*omertà*, la « loi du silence ». Cette loi reste toujours valable. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, pp. 54-55.

de leur infiltration au sein des commerces légaux varient d'une région du pays à l'autre <sup>1</sup>.

15. Un empire comme celui-là échappe à l'analyse. L'homogénéité du groupe, la violence des représailles et les multiples cloisonnements rendent les indiscretions fort peu nombreuses et rarement graves. Comment donc les corps policiers en sont-ils venus à posséder les renseignements dont ils font aujourd'hui état ?

La méthode « archéologique » joue le rôle dont nous avons déjà parlé. Pourtant, même si elle prétend volontiers reconstruire un squelette entier à partir d'un ossement isolé, elle fournit rarement des certitudes incontestables. Il est donc heureux que les corps policiers aient pu y ajouter des certitudes plus terre-à-terre.

À diverses époques de l'histoire, les spécialistes américains ont utilisé, ainsi que le signale l'un des auteurs du *Task Force Report* sur le crime organisé, le professeur Donald R. Cressey, la délation et de multiples formes d'écoute électronique.

Au niveau de la délation, le témoignage le plus substantiel demeure, à coup sûr, celui de Joseph Valachi devant la commission McClellan. D'autre part, tous les spécialistes reconnaissent de façon unanime que les meilleurs renseignements leur sont parvenus par les méthodes électroniques : tables d'écoute et autres instruments du même genre. Il ne s'agit pas ici de juger de la moralité de semblables méthodes, mais simplement de mesurer l'efficacité des techniques utilisées. Sans conteste, la surveillance électronique mérite la palme à cet égard, ainsi que le révèle un texte du spécialiste Henry S. Ruth, qui fut conseiller juridique spécial dans ce service formé au sein du département de la justice des États-Unis en vue d'étudier le crime organisé.

Le rapport du FBI basé sur les conversations intervenues pendant deux semaines entre les chefs du crime organisé du Rhode Island, font ressortir leurs activités quotidiennes dans le meurtre, le rapt, l'extorsion, la fraude, le chantage, le parjure, le prêt usuraire et la corruption de fonctionnaires publics. Les conventions révélaient également que les chefs du crime organisé exerçaient certains contrôles sur le jeu légalisé, les unions ouvrières, les pistes de courses, les distributeurs automatiques et la vente des boissons alcooliques <sup>2</sup>.

On pourra aussi lire à ce sujet l'appendice 2 qui, par la brutalité des conversations traduites, donne une idée des relations qui existent au sein

---

<sup>1</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 119.

<sup>2</sup> HENRY S. RUTH, JR., *Why Organized Crime Thrives*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 116.

du crime organisé. On pourra, dans le même esprit, lire les conversations enregistrées dont la revue « *Life* » a publié le texte.

16. Grâce aux différentes méthodes utilisées, les corps policiers des États-Unis considèrent aujourd'hui l'existence du crime organisé comme un fait vérifié. Un grand nombre de citoyens et même de spécialistes ne partagent cependant pas la conviction des corps policiers ou, du moins, ne conçoivent pas le crime organisé comme *une société permanente et secrète*.

À cet égard, l'itinéraire suivi par le professeur Cressey est spécialement révélateur. Au départ, il faisait partie de cette multitude de citoyens qui continuent à se demander si le crime organisé existe vraiment. Il était encore en proie au doute même au moment où il entreprenait des études sur ce sujet pour le compte de la commission Katzenbach :

Lorsque les rapports commencèrent à affluer, le personnel se rendit compte qu'il devenait nécessaire de les analyser ou, tout au moins, de les discuter. Je fus invité à faire ce travail, mais je n'étais pas du tout certain que la Mafia, la Cosa Nostra ou toute organisation criminelle d'envergure nationale ait jamais existé <sup>1</sup>.

17. Quelques semaines plus tard, le même professeur admettait honnêtement la disparition de ses dernières réticences :

Toutefois, après avoir consacré quelques jours à la lecture des pièces remises à la Commission, quelques autres à consulter certains dossiers et documents plus confidentiels ainsi que quelques jours à m'entretenir avec des policiers et des enquêteurs solidement documentés, j'en suis arrivé à pouvoir considérer comme des certitudes les huit points suivants :

1. Il existe aux États-Unis une « organisation » à l'échelon national et un réseau d'au moins vingt-quatre familles aux liens extrêmement serrés.

2. Tous les membres de ces « familles » sont Italiens ou Siciliens (ou d'origine italienne ou sicilienne) et l'on sait qu'au moins ceux de l'est du pays donnent à leur organisation le nom de « La Cosa Nostra ». Chaque adhérent estime faire partie d'une « famille » particulière aussi bien que de la Cosa Nostra (ou d'une association portant un nom similaire).

3. La hiérarchie de ces familles (elle englobe les fonctions de chef, d'adjoint, de lieutenant (ou de capitaine), de conseiller et, pour les grades inférieurs, de soldats et d'hommes de main) est familière aux officiers de police en contact avec des informateurs. Un certain nombre de titres tombent dans le domaine du connu, comme « buffer » (homme de contact), « money mover » (préposé au transport de l'argent), « enforcer » (responsable de l'exécution des consignes) et « executioner » (homme de main) ; mais, à l'exception du terme « enforcer », la terminologie varie d'un endroit à l'autre.

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the study of Organized Crime as a social problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 103.

4. Les « familles » sont reliées entre elles par des conventions, ententes ou traités et par l'obéissance à une commission de neuf membres choisis parmi les chefs des plus puissantes « familles ».

5. C'est le *chef* de chaque « famille » qui dirige les activités des membres de la famille, surtout dans le cas d'activités qui sortent de la légalité.

6. On connaît les noms, les dossiers et les principales activités criminelles d'au moins deux mille membres.

7. Les membres de l'organisation contrôlent la quasi-totalité du jeu exploité illégalement aux États-Unis. Ce sont aussi les principaux bénéficiaires. Dans le secteur des narcotiques en gros, ils sont les principaux importateurs et distributeurs. Ils se sont fauflés dans les unions ouvrières et ils y extorquent l'argent du patronat tout en trahissant les membres des syndicats. Las Vegas leur appartient presque en entier. Ils gardent sous leur coupe des membres du Congrès américain ainsi que d'autres des divers états américains ; ils peuvent aussi compter sur des personnalités des milieux législatifs, exécutifs et judiciaires de la nation tant à Washington que dans les diverses capitales. Quelques politiciens en vue passent pour « membres » de l'organisation et se considèrent comme tels. Les membres ont le contrôle d'entreprises légitimes comme les compagnies de distributrices automatiques ; ils possèdent toute une série de commerces de détail — restaurants, bars, hôtels, entreprises de camionnage, épiceries, services de buanderie, franchises de boueurs, usines...

8. Les renseignements qui décrivent la Commission, les « familles » et les activités des membres proviennent de rapports détaillés émanant d'une variété de délateurs, d'écoutes électroniques et d'enregistrements surprises, et ne sont pas uniquement basés sur les dossiers individuels des « congressistes d'Apalachin » ou sur le témoignage de M. Valachi devant le comité McClellan<sup>1</sup>.

Ces huit *certitudes* regroupent fort bien les renseignements compilés par les observateurs des corps policiers et des administrations gouvernementales. On admet d'ailleurs volontiers que la Mafia ou la Cosa Nostra conserve aujourd'hui encore toutes ces caractéristiques.

Le rapport démontre que la Mafia entre « comme sur mesures » dans le cadre précisé par les huit conditions suivantes :

1. Un nombre imposant de membres.

2. L'organisation se dépense farouchement à bouleverser le processus gouvernemental à force d'assauts dûment organisés, et tente même de rendre inopérants les trois pouvoirs des gouvernements fédéral et locaux par toutes formes de subornation et corruption.

3. Le principal objectif de l'organisation est la domination des secteurs du crime que l'on fait entrer sous le titre « crime organisé » ; nous entendons par là les jeux du hasard, la distribution des stupéfiants, la prostitution commercialisée, la corruption des milieux syndicaux et patronaux, l'usure ainsi que l'infiltration au sein d'entreprises légales.

4. L'organisation escompte poursuivre ses activités de façon constante et sans interruption.

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, pp. 103-104.

5. Les membres retirent habituellement le plus clair de leurs revenus réguliers du même genre d'activités criminelles.

6. Les chefs et les dirigeants de l'organisation se rendent coupables surtout de crimes de conspiration et sont séparés généralement des autres genres de crimes par deux ou plusieurs « couches protectrices ».

7. L'organisation est résolue à frapper de mort ou de toute autre forme de violence celui de ses membres qui fournirait des renseignements sur le groupe ; elle est décidée à employer les mêmes moyens contre toute personne de l'extérieur qui menacerait la sécurité de l'organisation.

8. L'organisation ne reconnaît aucune frontière géographique en ce qui a trait à ses agissements et elle s'associe souvent pour commettre le crime avec des organisations du genre opérant dans d'autres villes ; d'autres états américains ou, en certains cas, dans d'autres pays <sup>1</sup>.

18. 1 — En somme : on trouve au cœur du crime organisé un ensemble de vingt-quatre groupes ou « familles » fortement structurés et parfaitement discipliné <sup>2</sup>.

2 — Ces vingt-quatre familles ne constituent pas la totalité du crime organisé.

3 — On ne peut pas considérer comme des termes équivalents et interchangeable *Mafia*, *crime organisé* et *Cosa Nostra*. Il est plus que probable que les vingt-quatre familles de la Cosa Nostra contrôlent une partie extrêmement considérable du crime organisé et que la partie du crime organisé qui ne relève pas directement de la Cosa Nostra doit quand même constamment tenir compte de l'existence et des volontés de cette dernière. En d'autres termes, un groupe important peut fort bien se développer en utilisant non pas seulement des citoyens d'ascendance italienne <sup>3</sup>, mais des

<sup>1</sup> *Organized Crime and Illicit Traffic in narcotics*, Report of Committee on Government operations, United States Senate, March 4, 1965, pp. 6-7.

<sup>2</sup> Chacune des vingt-quatre cellules est connue sous le nom de « famille » et le nombre de ses membres peut varier de vingt à sept cents. La plupart des villes où le crime organisé est florissant n'ont qu'une seule de ces « familles » ; la ville de New York en a cinq. Chacune des « familles » peut s'adonner à toutes les activités auxquelles s'intéresse généralement le « crime organisé ». La hiérarchie de ces « familles » est délibérément conçue pour que l'agencement de ses diverses fonctions lui assure les profits le plus élevés possible. Comme dans toutes les grandes entreprises, l'organisation fonctionne malgré tous les changements de personnel ; elle doit pouvoir se passer de tout membre, même du chef. Que le chef meure ou soit emprisonné, les affaires continuent. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 119.

<sup>3</sup> La fusion des intérêts italiens avec ceux de groupes juifs, irlandais, slaves ou autres en est venue à constituer les « nations unies du crime », ce qui fait dire que la Commission joue à l'égard de la Cosa Nostra un rôle rappelant certaines fonctions du Sénat américain. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 11.

individus de toute nationalité. Un tel groupe pourra même jouir d'une certaine autonomie, mais il lui faudra presque toujours demeurer à l'intérieur de limites précises, sous peine de marcher dangereusement sur les brisées de la Cosa Nostra. Même en demeurant à l'intérieur de telles limites, il se pourra que le groupe indépendant doive conclure des accords avec une famille de la Cosa Nostra, ou encore lui vendre ou lui acheter un service spécialisé. En ce sens, il est à la fois vrai et faux d'affirmer que la Cosa Nostra contrôle l'essentiel du crime organisé en Amérique du Nord.

4 — Les cellules sont dirigées par des « chefs » à l'autorité absolue <sup>1</sup>.

19. Il est relativement normal qu'on ait consacré autant de temps et d'efforts à comprendre cette structure. En effet, les révélations fournies par Joseph Valachi et les enquêtes menées par les différents corps policiers des États-Unis et du Canada pouvaient difficilement faire connaître chacun des accords conclus entre la Cosa Nostra et les autres parties du crime organisé. En revanche, les différents coups de sonde permettaient de toujours mieux connaître la structure de la Cosa Nostra. D'ailleurs, la structure semble le seul élément stable dans cette organisation qui passe sans vergogne d'un crime à l'autre.

On connaît aujourd'hui l'organigramme d'une famille de la Cosa Nostra <sup>2</sup>. Publié à maintes reprises, cet organigramme fait d'ailleurs partie du rapport de la commission Katzenbach (tableau 1).

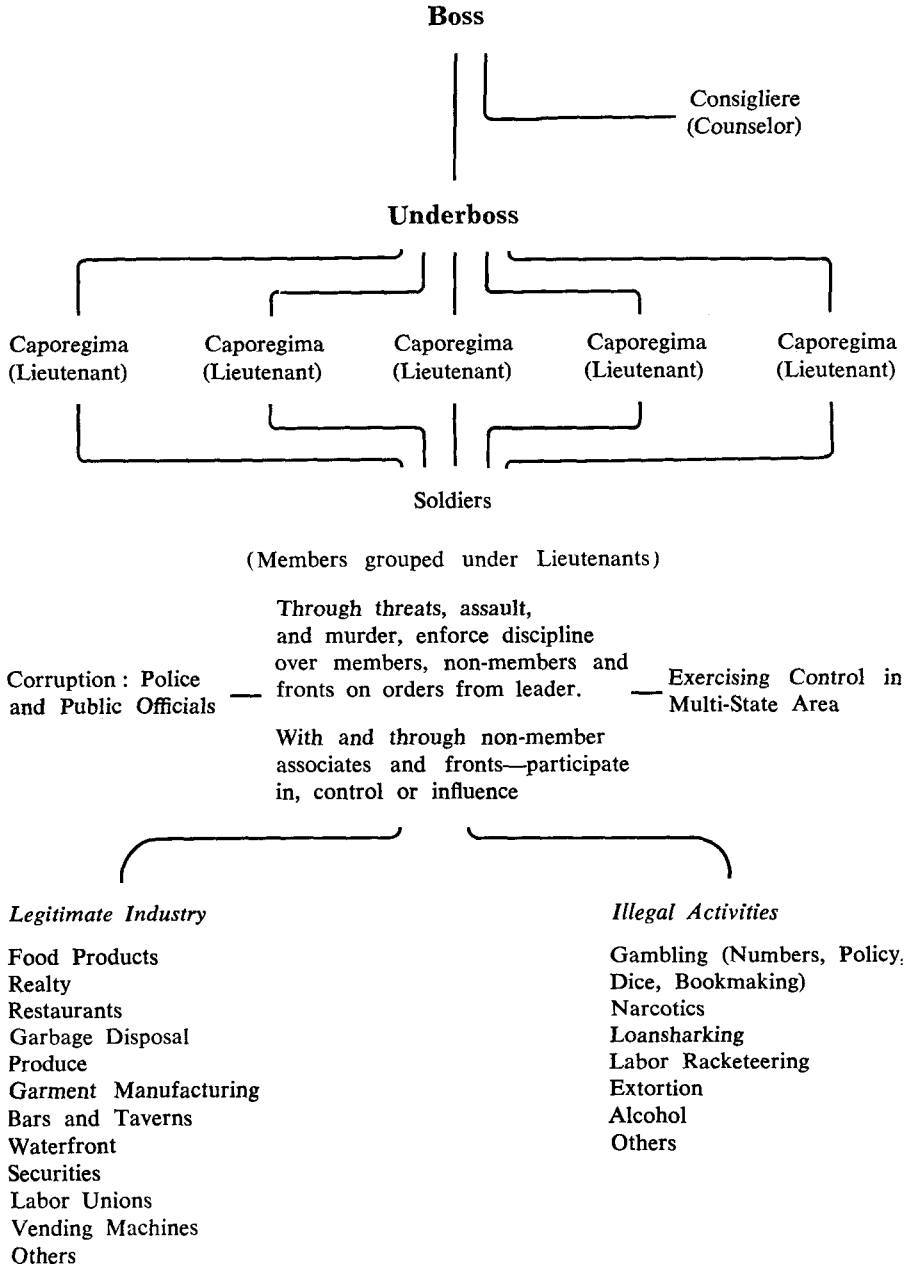
---

<sup>1</sup> La structure hiérarchique des « familles » ressemble à celle des cellules de la Mafia qui poursuivent leurs activités depuis presque un siècle dans l'île de Sicile. Chacune de ces « familles » obéit à un chef dont la principale occupation est de maintenir l'ordre et de gonfler les profits ; sauf dans les cas où son autorité est renversée par un comité consultatif national, (...) il est pour tous les problèmes le chef absolu de sa « famille ». *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 119.

<sup>2</sup> Chaque « famille » a à sa tête un chef dont l'autorité est absolue dans cette cellule, dans le territoire géographique de cette cellule et à l'intérieur de toute zone d'influence qui n'est pas recherchée par une autre cellule reconnue. Immédiatement après lui vient l'adjoint, un genre de vice-président exécutif qui agit en l'absence du chef. Au même palier, mais hors de la ligne d'autorité se trouve le conseiller, un membre âgé entouré du plus grand respect ; ce conseiller peut donner des conseils au chef ou à tout membre de la « famille », ce genre de conseils n'ayant toutefois en aucun cas le poids d'un ordre ou d'un commandement. C'est aussi un historien et ses opinions se basent habituellement sur des précédents ; on peut généralement s'attendre à ce que ses conseils rejoignent les désirs du chef dont il est un confident intime. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 12.

## TABLEAU I

### An Organized Crime Family





On aurait compris que les divers analystes utilisent des termes différents à propos de la même structure. Ce n'est pas le cas<sup>1</sup>. On peut sans doute trouver à ce fait plusieurs explications. D'une part, les témoignages vraiment révélateurs demeurent très peu nombreux, et il faut bien que tous les observateurs s'y réfèrent et les utilisent. D'autre part, les structures de la Cosa Nostra ont tant de choses en commun avec les structures normales d'une entreprise légale que personne n'éprouve le besoin de décrire longuement et en détail chacune des fonctions. Il faut quand même considérer la première de ces explications comme la plus satisfaisante, car on retrouve les mêmes étroites similarités dans la description du *consigliere*, fonction qui n'existe pourtant pas dans l'entreprise<sup>2</sup>.

20. Ainsi, selon l'organigramme, une famille de la Cosa Nostra comprend, immédiatement après l'adjoint (*underboss*), le rang de lieutenant (*caporegime*). Encore là, il s'agit d'une fonction qui présente de multiples similitudes avec des postes qui existent depuis toujours dans l'entreprise légale.

Après l'adjoint vient le lieutenant (*caporegime*) ; quelques-uns agissent comme agents de liaison (*buffers*) entre les membres des échelons supérieurs et les membres plus humbles. Pour demeurer à l'abri de tout contact avec la police, les principaux membres de la hiérarchie (surtout le chef) évitent tout contact direct avec les membres. C'est toujours un intermédiaire de confiance qui transmet les ordres, les renseignements, les plaintes et même les sommes d'argent dans un sens ou dans l'autre. Pourtant, même si un lieutenant remplit ainsi les fonctions d'*homme de contact*, il ne peut pas, contrairement à l'adjoint, prendre de décision ou utiliser l'autorité du chef.

D'autres lieutenants agissent à titre de chef des « groupes opérationnels ». Le nombre d'hommes affectés à chaque groupe varie d'un ensemble à l'autre selon le genre d'activités et l'importance de la « famille » dont le groupe fait partie. Il arrive souvent que le lieutenant ait un ou deux associés travaillant de concert avec lui, transmettant les ordres, les renseignements et l'argent entre les membres de son groupe. Si on se réfère au monde des affaires, la fonction de *caporegime* est l'équivalent de celle d'un surveillant d'usine ou du directeur des ventes<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Après chaque chef vient un adjoint (*underboss*) qui joue un rôle de vice-président ou de directeur en second de la « famille ». Il recueille des renseignements pour le chef, lui transmet les nouvelles et fait connaître aux membres les instructions du patron. En l'absence du chef, l'adjoint agit à sa place. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 119.

<sup>2</sup> Sur le même palier administratif que l'adjoint, mais agissant comme un cadre permanent, le *consigliere* se cantonne dans un rôle de conseiller ou d'avisé. Il est ordinairement un membre d'un âge avancé et qui s'est (partiellement) retiré de la carrière du crime ; il advise les membres de la « famille » y compris le chef et son adjoint, ce qui lui donne une influence et une autorité de poids. *Ibidem*.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

On s'en aperçoit, seul le lieutenant (*caporegime*) est en contact avec ceux que l'organisation désigne comme les *soldats*<sup>1</sup>. Il ne faudrait cependant pas croire que ces *soldats* constituent l'échelon le moins élevé dans la structure opérationnelle de la Cosa Nostra. En effet, le soldat lui-même est d'origine italienne et fait partie de la famille. Cependant, le groupe utilise une multitude d'individus sans les intégrer le moins du monde au sein de la famille : on leur fait faire le travail, on leur laisse une commission ou un pourcentage des profits, mais on ne leur garantit aucune protection contre les forces de l'ordre<sup>2</sup> et on ne leur révèle aucun des « secrets » de la famille.

21. Grâce à une telle structure, la Cosa Nostra peut aisément assurer sa permanence. Elle peut en outre éviter presque totalement la publicité inutile et les spectaculaires effusions de sang. En maintenant l'ordre et la

<sup>1</sup> Le palier suivant dans la ligne d'autorité reçoit divers noms : capitaine, *caporegime*, chef de groupe, chef de section ou lieutenant. Ces cadres constituent le niveau intermédiaire de contrôle entre le chef de la « famille » et les échelons inférieurs où l'on trouve les « soldats », « hommes de main » ou « membres ». Les *capo* ou chefs de groupe relayent de haut en bas les directives et les ordres et quand il ne peuvent régler eux-mêmes certaines questions, parce qu'elles ne se situent pas à l'intérieur des politiques définies, ils réfèrent en haut lieu les demandes et/ou les plaintes des *soldats*. Au-dessous des soldats et à l'extérieur des cadres mêmes de la « famille », on trouve des gens choisis, fonctionnaires aussi bien qu'employés. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 12.

<sup>2</sup> Au bas de l'échelle hiérarchique de la famille se trouve les simples membres que l'on nomme tantôt *soldati*, tantôt « hommes de main » (*button*) ; ils obéissent à un lieutenant (*caporegime*). Un soldat peut diriger une entreprise illicite particulière, comme un comptoir d'usurier, un tripot où l'on joue aux dés, une loterie, un commerce de preneur de livres, une entreprise de contrebande, ou bien il peut « posséder » une entreprise et verser une partie de ses profits à l'organisation qui lui permet en retour de se livrer à son activité. Il arrive fréquemment que deux ou plusieurs soldats s'associent ou encore que des soldats s'associent à des membres d'un échelon plus élevé. Un certain nombre de soldats et la quasi-totalité des membres plus haut placés ont des intérêts dans plus d'une entreprise.

Après les soldats vient toute une armée d'employés et d'agents traitant sur une base de commission ; ces deux derniers groupes sont formés de gens qui ne font pas partie de la « famille » et qui ne sont pas non plus nécessairement de descendance italienne. Ce sont ces gens qui effectuent en réalité le gros des travaux dans les diverses entreprises de l'organisation. Ils n'ont pas leurs « buffers » (agents de relations extérieures ou de contact) ou d'autres hommes-tampons entre eux et les policiers. Ils reçoivent les mises des prix, conduisent les camions, répondent au téléphone, vendent les stupéfiants, surveillent les alambics ou travaillent dans les entreprises légales de l'organisation. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 120.

clarté, la Cosa Nostra évite de réveiller l'opinion publique et de stimuler l'intervention policière.

On comprend aisément qu'il en soit ainsi à l'intérieur de chaque famille de la Cosa Nostra, mais on se demande pourtant comment l'ordre peut être maintenu entre les vingt-quatre familles : l'avoir de chacune suffit amplement à susciter la cupidité des voisines et de véritables batailles rangées ont assurément leur raison d'être entre les différentes familles. À la disparition d'un chef, par exemple, il serait encore assez normal que les aspirants au poste et les autres groupes se disputent avec âpreté les dépouilles du défunt. Ceci est pourtant de moins en moins fréquent <sup>1</sup>, même si un phénomène comme Joseph Bonanno a maintes fois défié ses collègues de la Commission nationale en combattant ouvertement ses adversaires (cf. les articles du *Life*).

22. De façon globale, on peut affirmer que cette *Commission nationale* (dont plusieurs contestent l'existence) agit comme arbitre dans les conflits qui opposent entre elles les familles de la Cosa Nostra <sup>2</sup>. La Commission nationale doit également approuver les ententes qui peuvent intervenir entre une famille de la Cosa Nostra et un groupe extérieur à la Cosa Nostra. De la même manière, la Commission nationale garde, jusqu'à un certain point, un droit de regard sur l'élection des nouveaux chefs.

Selon les années et les problèmes qui surviennent, il semble que la commission a compris sept, neuf ou douze membres qui proviennent des plus puissantes familles de la Cosa Nostra. Les familles qui n'ont pas des dimensions suffisantes pour justifier la présence d'un des leurs à la Commission nationale présentent leurs doléances par l'intermédiaire d'une famille géographiquement voisine.

<sup>1</sup> La Cosa Nostra se plie à une structure qui définit formellement certains échelons de la hiérarchie, même si la plupart des titres ne disent rien en termes d'autorité et de responsabilité. La Cosa Nostra est dirigée par une commission nationale où siègent les chefs des principaux cartels criminels italiens, groupes que l'on nomme « familles ». RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 11.

<sup>2</sup> Pour nous résumer, disons qu'il ne faut jamais oublier que la Mafia travaille toujours sans encombre et avec un succès effrayant, même quand, pendant quelques mois, les pistolets mitrailleurs et les revolvers se taisent à Palerme, Milan, Corleone ou Trapani. Quand on entend crépiter les pistolets mitrailleurs, quand on assiste à un meurtre de la Mafia, cela signifie simplement que quelque chose (guerre de bandes, règlement de comptes) est allé de travers ou que l'on juge à propos de rappeler au public et à la police que l'on ne recule toujours pas devant un meurtre qualifié, bien que l'on dispose aujourd'hui de méthodes bien préférables. Quand c'est nécessaire, on ne recule devant rien. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 128.

En ce qui touche à la direction d'une famille, la Commission nationale n'effectue ni ne dirige le choix, mais il est impératif que le groupe qui entreprend de se donner un nouveau chef obtienne « l'opinion et la permission » de ce sénat et que le nouveau chef obtienne sa propre ratification. En un mot, la commission a comme mission de veiller sur les relations qui se créent entre les « familles » aussi bien qu'entre la Cosa Nostra et les autres organisations. Les « familles » qui n'ont pas de représentant au sein de la commission confient la défense de leurs intérêts à un voisin géographique faisant partie de cette commission <sup>1</sup>.

#### d) ...QUI RÉSERVE GÉNÉRALEMENT LA VIOLENCE POUR LA RÉGIE INTERNE...

(23-24)

23. Ce côté rationnel de la Cosa Nostra et du crime organisé en général nous permet d'imaginer quel usage cet empire clandestin fera de la violence. De façon constante, le public réagit violemment aux éruptions de violence et le travail des forces policières est subitement plus alerte, plus efficace au moment où l'opinion publique et le pouvoir politique s'insurgent contre une vague de violence. En d'autres termes, le crime organisé peut être certain qu'il n'aide aucunement sa cause mais, au contraire, stimule la lutte contre ses activités dès l'instant où il fait publiquement usage de violence. On peut en déduire qu'il ne se permettra aucune violence inutile <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure* dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 11.

<sup>2</sup> Peter Maas écrit, à propos de Joseph Bonanno, des lignes qui en disent long sur les tueries qui ensanglantent présentement Montréal et qui expliquent que le comportement de M. Bonanno s'inscrit d'étrange façon dans la politique générale du crime organisé :

Quand il devient évident que Genovese ne serait pas éliminé, Joseph Bonanno décida de suivre ses traces. Bonanno avait déjà entrepris son expansion à partir de sa base de Brooklyn et, à cause de son tremplin à Phoenix, en Arizona, revendiquait une large tranche du sud-ouest comme son fief. Il décida alors de sortir toutes ses batteries et mit à prix les têtes d'au moins trois patrons, Frank De Simone à Los Angeles, le patriarcal Magaddino à Buffalo et son collègue de Brooklyn, Carlo Gambino. La Commission nationale, qui avait déjà vécu une telle aventure avec Genovese, répliqua rapidement. Peu après minuit le 15 octobre 1964, dans une rue de Manhattan, Bonanno fut enlevé à la pointe du revolver par deux membres de la famille de Magaddino. Il parvint cependant à plaider victorieusement sa remise en liberté en s'engageant à morceler son organisation, à démissionner comme patron de sa famille et à se retirer dans une confortable retraite à Phoenix. Il se tint tranquille pour près de deux ans et revint soudain à la charge toutes griffes dehors. À l'heure actuelle, il tente de dérober à Magaddino ses intérêts canadiens. Dans l'intervalle, au grand mécontentement de la Cosa Nostra, il fait régulièrement les manchettes à New York et encombre les rues de cadavres dans un effort pour

D'ailleurs, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, le crime organisé n'attend aucun profit direct de la violence. Le criminel occasionnel ou professionnel, au contraire, est fréquemment forcé de recourir à la violence s'il entend se procurer rapidement des ressources considérables. Même le fraudeur, qui jouit souvent d'une intelligence supérieure, est entraîné à commettre des impairs à cause de la pression du temps ou de la crainte de voir une occasion lui échapper. De telles pressions ne s'exercent pas sur le crime organisé. Le crime organisé, en raison de la puissance et de la permanence de ses structures, possède l'assurance des profits considérables, réguliers, constants. Dans ce contexte, le crime organisé hésitera nécessairement avant de recourir à la violence. Il a tout à y perdre, il n'a que peu à y gagner.

Chose certaine, le crime organisé n'éprouve aucun besoin de déclencher des vagues de violence contre sa clientèle. Or, la clientèle du crime organisé, c'est cette masse incalculable de citoyens qui utilisent clandestinement les services offerts par le preneur aux livres ou par l'usurier. Au total, si violence il y a, elle sera limitée, réfléchie, intégrée à une rentabilité constante et rarement exercée sur ou devant le public<sup>1</sup>.

24. Ce n'est pas à dire que la violence soit absente du crime organisé. Au contraire, elle sert de façon au moins sporadique à maintenir la discipline à l'intérieur de l'organisation et elle sert également comme barème pour évaluer les talents d'une recrue.

Une société qui tient à son secret autant que le fait la Cosa Nostra ne peut évidemment tolérer la moindre entorse à ses règlements. On re-

---

*noyer une révolte que conduisent dans sa propre famille des membres qui avaient cru à la sincérité de sa démission.*

La Cosa Nostra moderne, qui se conçoit beaucoup plus comme une grande entreprise et qui considère de semblables accrochages comme un détestable retour en arrière, déteste toute publicité de cette nature. Ce n'est pas à dire que la jeune génération, maintenue dans l'ombre par des années qui se cramponnent à leur pouvoir, ne se permettra pas des gestes brutaux. On ne peut même pas promettre que, les circonstances s'y prêtant, les jeunes ne renoueront pas avec le passé. Des membres de la famille d'Angelo Bruno à Philadelphie ont pratiquement violé la ville de Reading, une paisible petite ville au cœur d'un secteur hollandais dans la bucolique Pennsylvanie. PETER MAAS, *The Valachi Papers*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1968, pp. 271-272.

<sup>1</sup> La réussite de Lucky Luciano reposait surtout sur le fait qu'il ne vou'ait pas tout garder pour lui. Il partagea avec Frank Costello le haut-commandement de la Mafia d'Amérique. Il entretenait des relations avec les grands de Sicile, et, bien que leurs principes fussent trop conservateurs pour un homme aux idées avancées comme Luciano, il tenait compte des « sages conseils » qu'il reçut des grands-prêtres de la Mafia sicilienne, même pendant le régime fasciste. Il créa des zones d'influence, soigneusement délimitées. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 182.

trouve ici la nécessité d'un exécuter de hautes œuvres<sup>1</sup> chargé d'assurer la sécurité du groupe en faisant taire d'avance tous les délateurs éventuels. D'autre part, le crime organisé a tendance à n'intégrer dans ses structures que l'individu qui s'est montré capable de violence, qui a subi l'arrestation, qui possède un dossier judiciaire et qui a séjourné à l'intérieur d'une prison. En d'autres termes, le crime organisé estime que la violence, l'arrestation et l'incarcération constituent en quelque sorte un examen d'admission<sup>2</sup>.

En somme, la violence intervient à l'intérieur du crime organisé, mais elle est presque restreinte à la régie interne. On n'accorde la confiance du groupe qu'à l'individu qui s'est montré capable d'y recourir : désormais, le dossier judiciaire existe, ce qui rend presque impossible l'infiltration d'un policier à l'intérieur du groupe<sup>3</sup>. D'autre part, la violence s'abat sur l'informateur, ce qui a pour effet de faire taire même les insatisfaits<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Parallèlement à cet autre instrument d'avancement qu'est la violence, il existe la possibilité de se souder à la moelle même de l'organisation, c'est-à-dire au rôle de l'enforcer (policier). Ce dernier assure la sécurité interne et la discipline de l'organisation. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 13.

<sup>2</sup> Voici les antécédents auxquels l'organisation juge qu'un aspirant peut gagner ses rangs :

- a) La perpétration de vols qualifiés ou d'assauts au cours desquels l'individu était armé, s'est servi de ses armes ou s'est montré prêt à les utiliser ;
- b) L'arrestation, ce qui rend le futur membre conscient de l'utilité du cautionnement et des services d'un avocat ;
- c) L'emprisonnement, après une condamnation en Cour. *Ibidem*, p. 11.

Depuis quelques années, cette politique change, au grand mécontentement des vétérans pour qui certaines recrues sont « incapables de casser un œuf ».

<sup>3</sup> Nous signalons ici pour mémoire une série de caractéristiques qui font la force du crime organisé :

#### L'AGENT DE CONTACT

Les dirigeants ne se mêlent pas aux membres ordinaires de l'organisation ; ils ne traitent pas non plus avec eux et utilisent les services de contact (*buffer*). (Cet homme relie et isole à la fois le chef qui tient à ne pas perdre contact avec les parties moins agréables du travail sans toutefois s'en approcher trop directement). L'agent de contact a donc plusieurs missions et il est au courant de tous les agissements de son chef.

#### LES SESSIONS

Les réunions connues sous le nom de sessions (*sitdowns*) sont des conférences de paix à l'intérieur d'une famille ou entre des familles alliées. Elles réunissent ordinairement des membres sans statut important même s'il arrive que des chefs de famille de la Cosa Nostra se réunissent pour étudier des questions vitales. Les décisions prises au niveau des dirigeants sont finales.

#### LA DISCIPLINE

Chaque fois que le besoin s'en fait sentir, comme c'est souvent le cas, la discipline est maintenue de l'intérieur de la famille et mise en vigueur par des

membres. Les sanctions vont du simple avertissement à certaines restrictions dans les entreprises criminelles et au meurtre.

### LES CONTRÔLES

Chacune des activités criminelles au sein d'une famille doit recevoir l'approbation du chef. La famille qui accorde cette permission viendra à la rescousse en cas de difficulté. Les activités d'une famille doivent respecter les politiques établies par celle-ci. On évite soigneusement le genre de crimes qui pourrait indigner l'opinion publique.

### LA DISPARITION

Quand un meurtre est décidé, certains membres dont l'organisation est absolument sûre exécutent la sentence et la victime disparaît sans laisser trace ni violence, ni arme à feu, ni sang, ni cadavre, ni sursaut de l'opinion publique. La police traite l'affaire comme une disparition et la victime est considérée comme une personne disparue.

### LE TRÉSORIER

Un ou plusieurs membres sûrs de l'organisation manipulent les montants qu'une famille fait jaillir de ses activités illégales. Ce trésorier (*money mover*) possède de multiples relations d'affaires ; il fait fructifier les sommes qui lui sont confiées, tout en cachant la provenance. Il fait des placements dans l'importation, les valeurs immobilières, la fiducie, les actions et les débetures ainsi que dans certaines autres activités recommandées par l'association. La masse de ces profits est acheminée secrètement vers les chefs.

### LES RELATIONS EXTÉRIEURES

L'organisation attache une importance constante à l'opinion publique et tout geste draconien pouvant alerter cette opinion doit être autorisé formellement par les dirigeants de la Cosa Nostra. Tout échec dans ce domaine se reflète sur le chef. On doit maintenir à tout prix une façade de respectabilité bien assise. *Organized Crime and illicit traffic in narcotics. Report of the Committee on Government operations, United States Senate, March 4, 1965, pp. 7-10.*

- <sup>4</sup> Nous avons déjà dit que la Mafia a raffiné ses méthodes et n'est plus obligée, pour atteindre son but, de tuer pour intimider et faire un exemple. En conséquence, les meurtres sont plus rares en Sicile ces derniers temps, ce que prouvent les chiffres. Mais on aurait tort de pousser les choses plus loin. Si l'on ne tue pas, cela prouve simplement que la Mafia a, en Sicile, le pouvoir de continuer son activité sans être gênée par des guerres entre bandes, ni par des personnes refusant, pour une raison quelconque, de se plier aux désirs et aux exigences de la Mafia.

Tout cela n'exclut pas que les habitants de l'île continuent de mourir par la faute de la Mafia. Une enquête publiée en 1961 montre que, de nos jours encore, cent-trente-neuf Siciliens en moyenne par an perdent la vie du fait de la Mafia.

Le même rapport donne des chiffres de détail pour quatre provinces de Sicile. N'oublions pas qu'il s'agit là uniquement des meurtres dont il est évident qu'ils sont à porter au compte de la Mafia. N'oublions pas non plus qu'un assassinat n'est classé « meurtre » que quand la police dispose des restes de la victime. C'est loin d'être toujours le cas. Dans les archives de la police sicilienne, des centaines de personnes figurent depuis des années comme « disparues » (avec la réjouissante mention : « Domicile actuel inconnu »), alors qu'officieusement, on a la certitude que les « disparus » ont depuis longtemps quitté la terre, car ils ont été tués par la Mafia.

e) **...MAIS DONT LA CONSPIRATION CONSTANTE...** (25-34)

25. Cette façon de recruter son nouveau personnel montre à quel point le crime organisé s'est consacré avec conviction à une éternelle conspiration. On mesure du même coup la différence entre le crime organisé et ceux-là que nous décrivons, dans notre code criminel, comme des repris de justice

---

Voici ces chiffres.

Province de Palerme :

1946 : 182 crimes de la Mafia, dont 161 restent inexplicables.

1947 : 163 crimes de la Mafia ; procès dans 20 cas seulement.

1948 : 126 crimes de la Mafia : les auteurs supposés sont poursuivis dans 33 cas.

1949 : 79 crimes de la Mafia ; la trace des auteurs n'est retrouvée que dans 32 cas.

1960 : 56 crimes donnent lieu à 45 procès, le plus souvent, le verdict est : acquittement faute de preuves.

Province d'Agrigente :

1946 : 44 crimes ; dans 14 cas seulement les auteurs supposés sont accusés.

1947 : 50 crimes ; accusation dans 22 cas.

1948 : 42 crimes ; accusation dans 24 cas.

1949 : 41 crimes ; accusation dans 21 cas.

1960 : 15 crimes ; accusation dans 15 cas.

Province de Trapani :

1946 : 111 crimes ; accusation dans 34 cas.

1947 : 55 crimes ; accusation dans 20 cas.

1948 : 70 crimes ; accusation dans 20 cas.

1949 : 22 crimes ; accusation dans 13 cas.

1960 : 26 crimes ; accusation dans 11 cas.

Province de Caltanissetta :

1946 : 77 crimes ; accusation dans 30 cas.

1960 : 26 crimes ; accusation dans 11 cas.

D'autres chiffres parlent peut-être plus à l'imagination. Selon des indications officielles (et toujours avec les réserves ci-dessus), dans la seule ville de Palerme, entre 1951 et 1959, on n'a pas attribué moins de 211 meurtres à la Mafia, et, entre 1956 et 1960, cette zélée organisation assassina si gaillardement en Sicile que, chaque année, sur 100,000 insulaires, cinq perdaient la vie du fait de la Mafia. (À titre de comparaison, disons qu'en Italie, sur 100,000 habitants, à peine plus d'un est assassiné ; en 1961, le chiffre exact était 1.029).

Même ces chiffres secs et forcément incomplets montrent bien que, de nos jours, les meurtres ne sont plus des opérations isolées. La Mafia tue en série. Des meurtres se produisent quand la Mafia veut obtenir le contrôle d'un nouveau secteur de la vie publique ou quand l'équilibre des forces se modifie en son sein. Comme nous l'avons vu, ces modifications ne s'opèrent pas d'une façon très raffinée. La Mafia n'utilise le tapis vert que dans les cas solennels, et non pour discuter autour. Quand il y a conflit, le droit est, tout simplement, celui du plus fort. Pour avoir raison, il faut d'abord prouver que l'on est le plus fort, et pour cela, il faut obligatoirement faire usage de revolvers et de pistolets mitrailleurs. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, pp. 157-158.



ou des criminels d'habitude (article 660).

Dans un cas, nous considérons comme solidement enraciné dans le crime l'individu qui a commis trois offenses passibles d'une peine de plus de cinq ans et qui, en outre, mène continuellement une vie criminelle. Il n'y a pourtant aucune commune mesure entre le repris de justice ainsi défini et la conspiration élaborée que mène le crime organisé pour neutraliser l'ensemble des mécanismes de notre société. Pour ne souligner qu'un aspect, nous pouvons nous contenter ici de remarquer à quel point un certain nombre de criminels d'habitude subissent en fait une compulsion si forte qu'on hésite à les considérer comme complètement responsables de leurs gestes. À l'autre extrémité, le crime organisé montre à la fois lucidité, raison et sang froid.

Parler d'*organisation*, qu'il s'agisse de criminels travaillant ensemble, d'une société légale ou d'un monopole criminel, équivaut à parler de rationalité <sup>1</sup>.

D'ailleurs, c'est précisément parce qu'il savait à ce point faire preuve d'intelligence et de raison qu'on a jugé nécessaire de réserver le qualificatif de crime organisé à ce secteur de la criminalité <sup>2</sup>.

26. Nul n'exploite la corruption autant que le crime organisé. Il ajoute même des « perfectionnements » à la méthode pourtant classique. Ainsi que le font remarquer différents analystes, il est possible de trouver dans d'autres contextes et sous d'autres climats une combinaison de corrupteurs et de personnes qui veulent bien être corrompues. Cependant, le crime organisé a ajouté à ces deux pôles la fonction de *contraignant* (*enforcer*). Il n'en faut pas plus pour le placer dans une position différente de toutes les formes classiques de corruption.

En effet, cette contrainte est, par excellence, le moyen de majorer les bénéfices, de minimiser les risques, d'éliminer la concurrence.

---

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Organized crime as a social system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 5.

<sup>2</sup> La raison se manifeste de trois manières différentes dans les activités de groupes criminels. Premièrement, les crimes que commettent les équipes de criminels sont presque toujours des crimes dont la nature même rend l'appréhension et la condamnation des auteurs presque impossible. Deuxièmement, la répartition des tâches exige que chacun des associés soit passé maître dans l'usage de techniques qui donnent au travail du groupe tout entier une sorte d'immunité et, par conséquent, de rentabilité. En troisième lieu, sans qu'il en soit toujours ainsi dans chaque groupe actif de criminels, l'organisation rationnelle assure l'immunité et le profit en prévoyant au moins un poste de « corrupteur » et au moins un poste de « corruptible ». Cet emploi de « corruptible » appartient aux fonctionnaires publics qui veilleront contre rémunération à ce que le groupe puisse agir sans trop d'intervention de l'appareil pénal et il fait partie de la structure tout autant qu'un autre emploi. *Ibidem*.

Ce système tripartite — corrupteur, corruptible et contraignant — est indispensable au crime organisé et lui est particulier. Les postes de corrupteurs et de corruptibles se retrouvent dans d'autres organisations, mais ils ne se relient jamais avec la fonction de policier « *enforcer* » à l'intérieur d'un même cadre de travail. Ces deux fonctions découlent d'un désir lucide de pousser au maximum les bénéfices illégaux. Lorsque ces deux fonctions se relient au rôle du contraignant et, indirectement, se loge à l'intérieur d'un cadre qui insiste pour contraindre, l'organisation ne se préoccupe plus seulement de profits maximum, mais prend également les mesures pour conserver l'harmonie et obtenir la soumission totale <sup>1</sup>.

En somme, l'existence d'une contrainte à l'intérieur du groupe fait presque totalement disparaître les imprévisibles : l'organisation peut prévoir ses activités, compter sur l'application des accords signés, être assurée de l'application des décisions. Elle n'a pas non plus à craindre l'intrusion d'un rival ou d'un concurrent : la contrainte existe aussi à l'extérieur <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Organized crime as a social system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology* ; Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 6.

<sup>2</sup> On paye ce que veut la Mafia. Elle peut vous retrouver où elle veut. Elle peut atteindre votre famille. Elle peut vous atteindre économiquement, non seulement en Sicile, mais à Rome, à Naples, à Gênes, à Milan... où elle veut. Elle n'a pas besoin de tuer. L'arme du chantage fonctionne à merveille. On paye !...

Ou bien supposons que vous habitez aux environs de Palerme et qu'un garage se construise près de chez vous. Il y a, en Sicile, des villages et des bourgades où, faute de moyens de transports modernes, on n'a pas encore entendu parler de problèmes de parking. À Palerme, par contre, ils sont exactement les mêmes que dans le reste de l'Europe. La construction d'un garage est donc un bon placement. Malheureusement, les tarifs sont élevés. Terriblement, même. La Mafia y a veillé. Car, en ce qui concerne les garages de Palerme, la Mafia détient un monopole universellement reconnu et respecté. Quand elle ne construit pas les garages elle-même, elle les « assure » exactement comme, par exemple, les remorqueurs du port. Un garage, donc, se construit dans votre immeuble. Vous voudriez y mettre votre voiture, car elle passe souvent, devant votre porte, des heures en plein soleil, et, la nuit, elle risque d'être allégée de ses pneus et autres accessoires utiles. Oui, vous voudriez faire usage du garage, mais les tarifs sont trop élevés pour vous, et vous ne répondez pas à l'offre aimable de la Mafia. Vous laissez votre voiture à la porte de l'immeuble ; alors vous êtes averti trois fois (courtoisement, mais fermement), par un anonyme.

« Il est plus raisonnable, dit au téléphone une voix inconnue, que vous profitiez des services qui vous sont offerts. C'est plus prudent pour vous, et nettement préférable pour votre voiture. » En admettant que vous ne teniez aucun compte de ces avis (et qui oserait, à Palerme ?), alors, si lié que vous soyez avec le préfet de police, vous découvrirez, un matin, votre auto avec, par exemple, les pneus soigneusement lacérés, le toit fendu, ou la carrosserie généreusement cabossée.

Non vous ne serez pas assassiné. On ne vous pointera pas un revolver sous le nez. Vous ne serez pas attaqué par des bandits masqués. Mais vous ferez ce que la Mafia exigera de vous. Vous mettrez votre voiture au garage. Et vous paierez le prix exigé par la Mafia.

À Palerme, on raconte l'histoire d'un homme particulièrement audacieux, qui n'était pas content de la façon dont fonctionnaient les pompes funèbres de la ville.

27. Le crime organisé poursuit une conspiration intelligente et cynique, permanente et diversifiée. Il sait si bien recruter son personnel et *compromettre* chacune de ses recrues que personne n'a encore réussi à s'infiltrer bien loin à l'intérieur du crime organisé<sup>1</sup>. Il sait également désamorcer les

Il avait, ainsi qu'un nombre appréciable de veuves éplorées, quelques griefs contre les pompes funèbres. Tout d'abord, il trouvait les tarifs trop élevés. Secondement, il prétendait qu'on livrait des cercueils de qualité médiocre. Troisièmement, il calcula que, dans bien des cas, un corbillard tiré par deux chevaux maigres coûtait environ 40 F du kilomètre. Quatrièmement, il découvrit que l'on ne pouvait pas acheter où on voulait des statuettes, couronnes et pierres tombales. Cinquièmement, il apprit que, dans les cimetières, florissait une sorte de marché noir des emplacements. Le curé pouvait dire ce qu'il voulait, les meilleures places au cimetière étaient réservées aux plus offrants. La vie chrétienne menée par le paroissien, ou l'odeur de sainteté dans laquelle il était mort, n'entraient absolument pas en ligne de compte.

Or, à Palerme, les pompes funèbres, autant que les garages et les remorqueurs, sont entre les mains de la Mafia. La Mafia a une « taxe ». La Mafia fixe les tarifs. La Mafia vous reste fidèle jusqu'à votre dernier voyage.

Revenons à notre homme entreprenant. Dans le dos de la Mafia, il fonda une entreprise de pompes funèbres. Il dut s'étonner de ne pas être attaqué aussitôt par la Mafia, et d'avoir la paix. Cela le renforça dans sa décision. Il développa son entreprise, qu'il appela fièrement « En terre avec brio ». Il se procura un corbillard et quelques calèches. Il embaucha quelques croque-morts. Il marchandait la réduction d'usage avec les fabricants de couronnes, les fossoyeurs et autres industries voisines. Selon la coutume, il loua quelques affligés professionnels, et la Mafia le laissa toujours tranquille. Elle n'intervint même pas quand, après les préparatifs d'usage, il fit, dans la presse locale, de la publicité pour ses nouvelles pompes funèbres, offrant un meilleur service, des cercueils plus décents et des prix plus raisonnables.

Or voici la fin de l'histoire : l'homme entreprenant n'organisa qu'un seul et unique enterrement. Le matin de cet enterrement, les croque-morts n'apparurent pas. Ils étaient empêchés. L'homme s'en tira avec quelques manœuvres que l'on couvrit en hâte de costumes de deuil improvisés. Quand ces extras sortirent le cercueil de la maison, les barres de bois sur lesquelles ils le portaient se brisèrent. Les cris horribles de la famille, s'entendirent dans toute la rue. Le cortège atteignit sans incident l'église où devait être dite la messe. On y constata qu'il y avait manifestement maldonne : le clergé n'était pas au rendez-vous. Après une bonne demi-heure de retard, trois prêtres vinrent célébrer, mais l'orgue était malheureusement en panne. Ce fut une messe exceptionnellement basse. Sur la route du cimetière, une bombe explosa, pour des raisons inconnues, dans une rue que devait emprunter le cortège. Elle ne causa pas de dommage, mais les chevaux du corbillard prirent le mors aux dents. Le cortège arriva au cimetière au grand galop et avec quelque désordre. Par un curieux concours de circonstances, la tombe creusée par les nouvelles pompes funèbres venait d'être utilisée par l'une des entreprises soumises, de sorte qu'il fallut un certain temps pour que le premier client de l'entreprise « En terre avec brio » puisse enfin prendre possession de sa couche dernière. Ce premier client fut le dernier. Depuis la Mafia n'a plus connu de concurrence dans le domaine de l'ensevelissement. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, pp. 125-127.

<sup>1</sup> Le syndicat a poursuivi l'embauche et l'entraînement de son personnel de telle manière qu'il a obtenu un succès phénoménal dont on ne trouve peut-être pas d'équivalent.

efforts des corps policiers et des administrations publiques en poursuivant sur une base permanente un programme de corruption<sup>1</sup>. Il sait, fort prudemment, édifier une cloison étanche entre les magnats du crime et les crimes dont la police et le public peuvent prendre connaissance<sup>2</sup>. Surtout, il sait modifier profondément ses structures, ses habitudes et ses activités si les transformations sociales rendent les anciennes coutumes inefficaces et périmées<sup>3</sup>.

28. Certaines de ces affirmations méritent d'être reprises en détail. Nous avons déjà noté, par exemple, que le crime organisé a réussi jusqu'à main-

---

Le tamisage sévère qui s'effectue à l'endroit du personnel appelé à pénétrer à l'intérieur des arcanes du crime organisé a permis à la structure de préserver son intimité, si bien qu'il n'existe aucun exemple d'une personne qui soit parvenue à y pénétrer tout en servant un autre maître. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 10.

<sup>1</sup> Il est essentiel au crime organisé de neutraliser les forces policières locales. Que peut faire le public si personne n'effectue d'enquête sur les enquêteurs et si les politiciens sont réduits au silence par leur propre connivence avec le crime organisé ? Celui qui viendrait parler de corruption pourrait tout aussi bien raconter son histoire à des individus déjà corrompus ; dans une récente enquête portant sur des corruptions énormes le représentant de l'État (*prosecutor*) fit savoir qu'il poursuivrait sous une inculpation de connivence tout citoyen qui viendrait présenter la preuve que des fonctionnaires se seraient rendus coupables d'influence.

Au cours des récentes années, certains gouvernements locaux ont subi la domination de groupes criminels. À l'heure actuelle, aucune ville de grande dimension n'est complètement contrôlée par le crime organisé, mais la corruption atteint une ampleur considérable dans un grand nombre de villes.

Le crime organisé dirige présentement ses efforts de corruption vers les dirigeants des forces policières ou, tout au moins, vers le niveau intermédiaire de direction. Dans la perspective du crime organisé, le politicien corrompu a encore plus de valeur puisqu'il peut lier les mains des policiers qui voudraient s'en prendre au crime organisé. Pour s'assurer des appuis politiques, le crime organisé distribue les pots-de-vin et les contributions aux caisses électorales de manière à corrompre les dirigeants politiques qui, en coulisse, peuvent exercer des pressions sur les juges, les maires, les avocats de l'État et les autorités carcérales. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 118.

<sup>2</sup> La subdivision en multiples niveaux constitue une autre différence entre le crime organisé et la criminalité ordinaire dans le genre du cambriolage. Cette structure met les grands patrons de l'organisation criminelle à l'abri de la détection et de l'arrestation en jetant entre lui et l'acte tangible plusieurs intermédiaires. WILLIAM J. DUFFY, *Organized Crime — illegal activities*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 30.

<sup>3</sup> Depuis quelques années, le crime organisé a sensiblement amélioré sa diversification et son style. Une importante restructuration de l'organisation semble en être une conséquence directe. Comme dans n'importe quelle organisation, l'autorité découle

tenant à éviter presque totalement l'infiltration d'agents étrangers à l'intérieur de son organisation. Ce succès s'explique de plusieurs façons.

Positivement, il faut souligner, en utilisant un matériel encore très insuffisant, que le crime organisé semble recruter délibérément des individus qui sont déjà en état de révolte contre la société<sup>1</sup>. À cet égard, on peut même dire que la société, bien malgré elle, contribue souvent à former les collaborateurs dont le crime organisé saura ensuite tirer parti :

Au sens littéral du terme, il peut, lui, le personnel du monopole criminel, embaucher et choisir les meilleurs entre les meilleurs, pour la bonne raison que la première partie de son travail a été exécutée à sa place et beaucoup mieux qu'il n'aurait pu le faire lui-même, car c'est la société qui s'est conduite comme son alliée, son associée et son complice aveugle<sup>2</sup>.

On aurait tort cependant de croire que la conspiration menée par le crime organisé se borne à utiliser les mécontentements qui existent dans la société. Le crime organisé possède des objectifs précis auxquels il s'attaque selon des méthodes précises :

- 1 — La corruption des adversaires ;
- 2 — une judicieuse répartition des tâches ;
- 3 — une expansion poussée jusqu'au monopole.

---

dans le crime organisé soit de la place que l'individu occupe aux échelons supérieurs de la hiérarchie, soit de la spécialisation que donnent le talent et la connaissance technique. Traditionnellement, les cellules du crime organisé, comme des gouvernements totalitaires, avaient maintenu la discipline en exploitant la docilité servile de sous-ordres qui professaient le plus grand respect pour le titre de leurs supérieurs. Toutefois, depuis 1931, le crime organisé a accru sa puissance et a acquis une meilleure image publique en renonçant à la contrebande de l'alcool et à la prostitution et en s'adonnant plutôt au jeu, au prêt usuraire et à l'infiltration du commerce légal. Son besoin de spécialistes, largement pourvus de talents et de connaissances techniques, s'est accru. Aujourd'hui, aussi bien la structure que l'exploitation des commerces clandestins montrent que le crime organisé souffre d'une certaine indécision parce qu'il tente encore de suivre concurremment les deux politiques. Les « experts » du crime organisé ne sont pas remplaçables ou interchangeables comme les « soldats » et le menu fretin, et, comme les experts font aussi partie de l'organisation, la discipline et la structure doivent nécessairement prendre de nouveaux visages. C'est peut-être en prenant conscience de ces faits que plusieurs membres des familles ont décidé d'envoyer leurs garçons apprendre dans les universités les sciences raffinées de l'administration commerciale. *Task Force Report : Organized Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 8.

<sup>1</sup> Au moment où ils recherchent le personnel requis pour leurs activités criminelles, qui sont en somme une forme de comportement anti-social, ils poussent leur programme d'embauche vers des territoires où il sera possible d'exploiter des sentiments anti-sociaux qui existent déjà. RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure dans Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 10.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

29. Le recours à la corruption est sans doute la meilleure preuve que l'on puisse offrir de la lucidité du crime organisé. Dans un contexte différent, la corruption est, en effet, au crime organisé ce que l'espionnage est à un gouvernement et ce qu'est le sabotage à un maquis ou à une armée de libération populaire. Par la corruption, le crime organisé désarme ses adversaires et frappe leur action de stérilité<sup>1</sup>.

Notre administration de la justice est d'ailleurs vulnérable à la corruption. Entendons par là que notre administration de la justice comprend une multitude de chaînons qui portent à tour de rôle ou ensemble l'entière responsabilité de sauvegarder l'intégrité et l'efficacité du système.

En se raffinant, notre administration de la justice est devenue plus complexe et a multiplié le nombre des serviteurs de la justice. On s'est trouvé ainsi à multiplier le nombre d'endroits où peut se loger la corruption. Or, il suffit de la corruption d'un policier, d'un procureur de la Couronne ou d'un magistrat pour que l'ensemble de l'administration de la justice dans un secteur donné soit brusquement frappée de paralysie.

Dans nos habitudes judiciaires anglo-américaines, une application efficace de la loi exige une étroite coordination des gestes et des décisions de toute une gamme d'individus certes reliés les uns aux autres étroitement, mais occupant aussi chacun des postes séparés et autonomes à diverses étapes de l'application de la loi. Les législateurs, les témoins, les dirigeants policiers, les avocats de la poursuite et les tribunaux doivent tous poser des gestes concrets si l'on veut que les peines prévues au Code criminel aient un impact sur les activités du crime organisé. Qu'on parvienne à corrompre n'importe quel homme essentiel à cet enchaînement et l'on obtient comme conséquence ultime la stérilisation de toute la procédure<sup>2</sup>.

30. Dès lors, il devient possible et « rentable » d'exercer les pressions les plus fortes contre les plus faibles chaînons. Il suffit de localiser les hommes clés et de détecter chez ceux-ci les points faibles<sup>3</sup>.

De façon systématique, le crime organisé poursuit ainsi une campagne de corruption contre tous les représentants de l'ordre public : politiciens, procureurs de l'État, policiers, fonctionnaires de tout niveau...

<sup>1</sup> L'arme typique à laquelle recourt l'élite du crime organisé pour exercer son influence dans notre société : la corruption. G. ROBERT BLAKEY, *Organized crime and corruption practices* dans *Law Enforcement Sciences and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 15.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 16.

<sup>3</sup> Toutefois, selon l'ampleur et la complexité de l'institution, on peut localiser un ou plusieurs hommes clés qui, par leurs décisions et leurs gestes, influent de façon notable sur l'action d'ensemble de l'institution. Par conséquent, il est souvent plus efficace — et souvent plus économique — de neutraliser l'institution en neutralisant ces « hommes névralgiques ». Ceci devient donc pour le corrupteur du crime organisé sa politique et son objectif. *Ibidem*.

La corruption n'a pas à adopter des techniques très complexes. Certains individus sans grande intelligence peuvent succomber à l'attrait de théories fallacieuses. D'autres peuvent être sensibles à l'attrait des votes ou des fonds nécessaires pour acheter des votes. Certains se vendent carrément. D'autres plient devant la menace ou le chantage. Quel que soit le genre de paiement, le résultat est le même ; l'individu est bientôt docile entre les mains du chef du crime organisé. Quels que soient ses intérêts personnels, il agira, oubliera d'agir ou agira à contretemps selon ce que son maître considère comme le plus opportun<sup>1</sup>.

Ce système de corruption se justifie aisément du point de vue financier. En effet, il en coûte infiniment moins cher d'acheter *une* connivence ou *une* passivité à un carrefour névralgique que de mener une lutte de tous les instants à coup d'hommes, de capitaux et de techniques. En ce sens, nous concluons sans peine à l'intelligence de la conspiration conduite par le crime organisé : lorsqu'un groupe en arrive ainsi à économiser les moyens pour majorer ses bénéfices, la conspiration criminelle a atteint son maximum de lucidité et de sang-froid.

31. Il était assez normal que la campagne de corruption menée par le crime organisé frappe tout d'abord les corps policiers<sup>2</sup>. Les policiers sont sur la première ligne de feu, ils sont les premiers observateurs de l'activité criminelle et les premiers à entrer en contact avec les agents locaux du crime organisé.

Il n'y a donc pas lieu de se surprendre que le crime organisé ait engagé des efforts et des sommes énormes pour neutraliser les corps policiers ou, du moins, pour éviter le plus possible les confrontations avec les forces de l'ordre.

Citons un exemple des contorsions pratiquées. La police municipale de Montréal a établi à la satisfaction de la Commission que Montréal constituait un chaînon important dans le réseau mis sur pied en Amérique du Nord pour exploiter le jeu clandestin. Il en est ainsi parce que les transferts de fonds ou les conspirations d'un État américain à l'autre sont considérés comme un *délit fédéral* et entraînant généralement l'intervention du FBI. Pour éviter d'attirer sur soi les foudres de ce corps policier d'élite,

---

<sup>1</sup> G. ROBERT BLAKEY, *op. cit.*

<sup>2</sup> Le crime organisé entre en contact avec la plupart des institutions majeures de notre société : écoles, entreprises, syndicats, partis politiques, gouvernements, services administratifs et tribunaux ; la liste pourrait s'allonger presque indéfiniment. À une époque ou à une autre, à un endroit ou à un autre, chacune de ces institutions a connu la corruption. Néanmoins, il était assez naturel que l'impact majeur des influences corruptrices exercées par le crime organisé se fasse sentir d'abord dans les mécanismes de l'application de la loi. *Ibidem.*

il apparaît préférable au réseau américain de faire passer les transferts (et les appels téléphoniques) par Montréal, de manière à éviter qu'apparaisse sur les comptes de téléphone des preneurs aux livres et des propriétaires américains le moindre appel interurbain d'un État américain à l'autre. Ainsi, en utilisant pour les appels téléphoniques les cartes de crédit de collaborateurs situés à Montréal, le réseau américain réussit à effectuer des paris qui équivalent à des virements de fonds d'un État à l'autre sans faire intervenir le corps policier chargé de réprimer les délits fédéraux.

On voit à quel point le crime organisé préfère « régler ses affaires » avec les corps policiers locaux plutôt que de combattre à visière levée le corps policier le mieux structuré des États Unis <sup>1</sup>.

32. Le crime organisé ne se préoccupe pas seulement d'éviter la confrontation avec les plus importants corps policiers. Fort habilement, il déclenche parfois l'action policière contre ceux qui refusent l'autorité du groupe. Aux yeux du public, il est rassurant de constater que les policiers interviennent contre certaines organisations criminelles. Cependant, il est fort possible — et la chose s'est vérifiée en certaines occasions — que le crime organisé trouve son compte dans une *action policière sélective* qui s'exerce constamment contre les adversaires du groupe organisé. De cette manière, il incombe aux corps policiers d'éliminer ceux que le crime organisé considère comme ses rivaux <sup>2</sup>. De la même manière, ainsi que le note le même auteur, il est parfaitement possible d'obtenir des corps policiers qu'ils gâchent eux-mêmes la preuve qu'ils présentent au tribunal. En d'autres termes, un corps policier corrompu n'est pas nécessairement un corps policier qui n'agit pas : ce peut être aussi bien un corps policier qui agit délibérément de façon illégale, de façon à forcer les tribunaux à rejeter une preuve qui n'est pas conforme aux normes <sup>3</sup>.

33. De l'avis unanime, il n'est pas possible au crime organisé de s'implanter, de se développer et de s'épanouir sans une collaboration quelconque

<sup>1</sup> Le crime organisé utilise de plus en plus un équipement complexe (*cheesebones*) qui permet de loger des appels interurbains sans risque de détection.

<sup>2</sup> Il est également possible que les forces de l'ordre soient carrément corrompues. Il est possible de recourir à la police pour faire disparaître la concurrence. Une action policière sélective comporte ces avantages. Elle aide à créer l'illusion d'une action policière satisfaisante, alors qu'elle contribue en fait à assurer le monopole illégal. G. ROBERT BLAKEY, *Organized crime and corruption practices* dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 17.

<sup>3</sup> Il est également possible d'amener les forces de l'ordre à commettre délibérément des illégalités, de façon à ce que même des tribunaux honnêtes soient contraints de rejeter des accusations qui contiennent d'évidentes violations des droits constitutionnels. *Ibidem*.



de l'administration de la justice<sup>1</sup>. Brutalement on formule ce principe en affirmant qu'il n'y a pas de crime organisé sans corruption.

Certes, l'achat de cette collaboration entraîne des dépenses considérables. En revanche, cette immunité du crime organisé, obtenue par le biais de la peur et de la corruption, permet à l'organisation criminelle de décupler ses bénéfices de toute nature. Le crime organisé obtient par cette corruption le contrôle de certaines activités économiques. Il obtient également l'assurance que les législations qui lui seraient nuisibles ne seront ni votées ni même présentées. Il obtient de pouvoir concurrencer les entreprises légales sans avoir, lui, à payer les redevances normales aux différents gouvernements...

Grâce aux millions de dollars qu'il peut dépenser à corrompre les représentants de la chose publique, il peut obtenir le pouvoir de blesser ou de tuer impunément à l'intérieur ou à l'extérieur de l'organisation, d'extorquer de l'argent des hommes d'affaires, de faire commerce de boissons alcooliques, de viande ou de médicaments sans se préoccuper des limitations administratives, d'éviter le paiement des impôts sur le revenu ou d'obtenir des contrats de travaux publics sans passer par les soumissions<sup>2</sup>.

34. Certes, le recours systématique à la corruption manifeste à quel point le crime organisé se conduit comme une société permanente et secrète et à quel point il est voué à une conspiration constante contre la société démocratique. Pour achever de comprendre la froide lucidité de l'empire criminel, il importe de constater jusqu'où a poussé la répartition des tâches et la division intelligente des responsabilités.

On ne parviendra pas à contrôler le crime organisé avant de l'avoir compris et on ne le comprendra pas tant qu'on n'aura pas établi en détail sa répartition des tâches<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> La corruption de l'heure est moins voyante, plus subtile et elle échappe plus aisément à la détection et à la preuve que la corruption qui avait cours à l'époque de la prohibition. Tous les renseignements disponibles démontrent que *le crime organisé ne s'épanouit que s'il a corrompu des représentants des pouvoirs locaux*. Comme le crime organisé a agrandi et multiplié ses activités, il ressent plus qu'auparavant le besoin de compromettre des fonctionnaires dans toutes les avenues du gouvernement local. Et comme la législation gouvernementale envahit un nombre croissant d'activités privées et commerciales, la puissance de corruption accroît parallèlement les chances que peut avoir un corrupteur de laisser sa trace dans les activités quotidiennes de chaque citoyen. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, Washington, D.C., 1967, p. 118.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

<sup>3</sup> DONALD R. CRESSEY, *Organized crime as a system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 3.

De fait, à moins de comprendre en plénitude l'organisation criminelle, toute lutte contre elle demeure futile. À l'inverse, sans la force de cette organisation, la conspiration menée par le crime organisé n'aurait rien de terrifiant. Il faut comprendre ici que la conspiration criminelle dont se rend coupable le crime organisé a ceci de particulier qu'elle est l'œuvre non pas d'un individu, mais d'une structure où chacun des éléments joue un rôle particulier et clairement défini. À lutter contre un individu, on oublie parfois, dans les milieux policiers, que dix individus n'attendent que la chance de remplacer leur collègue et de maintenir eux-mêmes l'action de l'entreprise.

Un crime organisé, c'est n'importe quel geste criminel posé par une personne qui occupe, à l'intérieur d'une répartition des tâches nettement définies, un poste conçu en vue de la perpétration de gestes criminels, pourvu qu'une telle répartition des tâches comporte aussi au moins un poste pour un *corrupteur*, un poste pour une personne *corruptible* et un poste pour un *policier*<sup>1</sup>.

Au total, le crime organisé se comporte donc comme une société permanente et secrète qui pousse si loin l'usage rationnel de la peur, de la corruption et de la violence qu'il en découle une efficacité soutenue, une permanence inattaquable, une immunité presque totale au moins pour les plus hauts échelons.

L'organisation est même si forte qu'elle vit grassement même si, dans chaque ville, le nombre de policiers dépasse toujours le nombre du crime organisé. Ainsi, à Montréal, on évalue à environ 200 les membres du crime organisé et l'on s'approche du moment où l'administration de la justice consacrera à la lutte au crime organisé un aussi grand nombre de *spécialistes*. La différence, c'est l'unité d'action et l'efficacité de l'organisation.

#### f) **...VISE UN PROFIT CONSIDÉRABLE ET RÉGULIER...** (35)

35. Il serait invraisemblable que, ainsi équipé, le crime organisé ne cherche pas le profit énorme et constant. Il peut, en effet, obtenir ce qui échappe au plus habile des criminels professionnels : une rentrée de fonds régulière, paisible et presque irréversible. Il ne faut donc pas se surprendre que le crime organisé manifeste, partout où on le rencontre, dynamisme, vitalité, ambition.

On sait aujourd'hui que le crime organisé étend partout ses ramifications et accélère sans cesse ses progrès économiques. À compter du moment où une organisation criminelle ressemble à une entreprise légale, elle peut en adopter tous les signes : on la voit multiplier ses succursales, envahir de nouveaux marchés, majorer ses bénéfices. À l'heure actuelle, le crime orga-

---

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *op. cit.*, p. 7.

nisé, parce qu'il a pu surmonter les inconvénients de la caducité, s'est installé dans presque toutes les grandes villes d'Amérique du Nord :

On sait que des groupements criminels organisés sont à l'œuvre dans toutes les parties du pays. En réponse à une enquête instituée par la commission (Katzenbach) dans 71 villes, 80 p. cent des villes de plus d'un million d'habitants, 20 p. cent des cités dont la population s'établit entre un demi-million et un million, 20 p. cent des villes qui comptent entre 250,000 et 500,000 habitants, plus de 50 p. cent des villes situées entre 100,000 et 250,000 de population ont reconnu, par la voie de leur service de police, que les groupes criminels organisés existaient dans leurs limites. Dans quelques cas, les services d'enquête d'une agence fédérale ont découvert la présence du crime organisé là où des rapports locaux avaient nié son existence. Les agences fédérales savent que six des neuf villes qui n'ont pas répondu à l'enquête de la Commission sont aux prises avec de graves problèmes de crime organisé. Dans les endroits où l'on a reconnu l'existence du crime organisé, *tous les départements de police ont admis que les activités criminelles continueraient, même si un dirigeant principal mourait ou subissait l'incarcération*<sup>1</sup>.

On aura noté ce dernier élément : tout comme une entreprise dûment incorporée continue ses activités malgré la mort du président ou d'un actionnaire important, ainsi le crime organisé poursuit ses activités comme si de rien n'était même au lendemain d'un décès ou d'une intervention policière. Cet élément s'ajoute à ceux que nous avons déjà groupés pour décrire la conspiration menée par le crime organisé : possédant les avantages de la pérennité, le crime organisé peut se consacrer à *la recherche du profit paisible et régulier*.

#### g) **...SOIT EN OFFRANT DES SERVICES ILLICITES...** (36-40)

**36.** Nous n'avons évidemment pas à insister longuement sur l'intention du crime organisé : si la structure permet un profit considérable et régulier, l'avantage sera vite mis à profit. L'essentiel demeure cependant en suspens : comment le crime organisé utilise-t-il ses structures ?

Notre réponse à cette question sera double : le crime organisé mène ses activités à la fois dans le domaine des *services illicites* et dans le domaine de l'entreprise légale. Dans un cas, il offre au public des avantages qui sont interdits par la loi ; dans l'autre cas, il se porte acquéreur d'entreprises légales ou les forme de toutes pièces<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> *Task Force Report : Organized Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 5.

<sup>2</sup> *Une mine d'or inépuisable fut offerte au crime* ; étant donné la situation du pays, celui-ci devait inévitablement fleurir.

*On proclama la prohibition.* Parmi ceux qui, certainement pour des raisons pures et nobles, en furent alors les chauds partisans, beaucoup certainement ont eu leurs noms immortalisés par des monuments et des rues. La plupart d'entre eux ne

37. Cette notion de services illicites demande des éclaircissements. L'élément important à retenir, c'est que le crime organisé, loin de recourir systématiquement à la violence pour s'enrichir, tente d'établir entre la société et lui les relations qui existent entre un fournisseur et ses clients.

Le cinéma et la télévision ont contribué de façon excessive à décrire le crime organisé en termes qui frappent l'imagination et la sensibilité. Certes, le crime organisé ne recule devant aucun moyen lorsqu'il s'agit de protéger son secret ou de contraindre son personnel et ses collaborateurs à respecter les ententes conclues. Cependant, le crime organisé a fort bien compris qu'un meurtre ne rapporte pas grand-chose et qu'aucun vol de banque ne rapporte autant qu'une banale organisation de jeu ou de prêt usuraire.

Les médias ont donc eu le tort de faire oublier que :

En outre, la violence et les risques de violence ne constituent pas, dans une société industrielle, un danger aussi considérable que d'autres menaces<sup>1</sup>.

S'il ne recourt pas à la violence, que fait le crime organisé ? *Il tire l'essentiel de ses revenus du public, mais avec le plein consentement du public.* En d'autres termes, il vend au public des biens et des services dont l'usage est prohibé par le code criminel : prostitution, pari, prêt usuraire,

compriront jamais quel mal ils avaient fait. En luttant contre l'alcoolisme, ils avaient frayé la voie aux premiers grands *rackets* : la production, la contrebande et la distribution de l'alcool illégal. La prohibition coûta à l'État et au peuple américains des milliards. Elle coûta aussi des centaines de vies humaines. Elle précipita des dizaines de milliers de gens dans la misère. Elle valut à quelques gangsters des gains fantastiques. Elle sema le venin de la corruption dans l'administration américaine. Et c'est pourquoi, en définitive, on ne but pas une goutte de whisky de moins aux États-Unis d'Amérique...

C'est pendant la prohibition que naquit l'arme la meilleure, la plus rentable et la plus mortelle de la Mafia : le *racket*. Il est vrai qu'elle ne peut en revendiquer la paternité. D'autres bandes ont profité tout autant qu'elle des possibilités offertes par la prohibition. Ce que la Mafia peut revendiquer, c'est d'avoir porté l'idée à sa perfection et d'avoir compris, plus rapidement que les bandes concurrentes, qu'on pouvait l'appliquer ailleurs que dans la contrebande de l'alcool.

La Mafia changea de tactique. Elle se spécialisa dans le « crime organisé, semi-légal ». Elle rompit avec certaines traditions. Elle se soucia un peu moins d'occultisme et d'un code pseudo-romantique de l'honneur. Elle devint plus dure, plus réaliste. Elle devint un trust, fondé sur les ossements de ses victimes. Ce qui se passa en Sicile dans les années 50 se passait déjà aux États-Unis dans les années 20 : la lutte entre la Mafia ancienne et les jeunes, les *killers* au sang froid, qui, cherchant à améliorer le rendement, voulaient réorganiser la Mafia. Plus tard, reconnaissons-le, il fallut constater qu'ils étaient effectivement des organisateurs éblouissants. À l'époque, un empire comme, par exemple, celui de Lucky Luciano aurait pu, à ce point de vue, servir de modèle à bien des sociétés internationales. Aux U.S.A., la lutte entre les idées anciennes et nouvelles dura environ dix ans. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 177.

<sup>1</sup> JENNIE McINTYRE, *Public Attitudes toward Crime and Law Enforcement*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 40.

narcotique... Tout cela est si éloigné de la criminalité de violence qu'une large portion du public croit aujourd'hui sincèrement que ces activités n'ont rien de criminel.

Lorsqu'on a interrogé les citoyens de Washington sur les mesures qu'ils avaient prises pour se mettre à l'abri du crime, ils ont insisté spontanément sur les façons d'éviter les risques qui naissent dans les rues.

Personne ne souligna la nécessité de restreindre les pertes attribuables à la fraude ou à des formes d'usure perfectionnées ou d'escroquerie sous une forme ou sous une autre. Il est évident que les crimes qui leur paraissaient redoutables étaient les crimes qui pouvaient compromettre leur sécurité personnelle, en particulier l'assaut commis par un parfait étranger <sup>1</sup>.

38. En somme, le crime organisé préfère de beaucoup ne pas attirer l'attention des corps policiers, spécialement des corps policiers les plus organisés. Il est avant tout une entreprise permanente et désireuse d'expansion. Il est, essentiellement, une entreprise de services dont les profits dépendent de la bonne volonté et de la satisfaction du public. Par conséquent, la violence sera aussi restreinte que possible, car elle attire beaucoup trop l'attention et la publicité.

Une large partie du crime organisé est faite de la vente de produits et de services interdits par la loi. Dans le monde interlope, ceci comprend les stupéfiants, la prostitution, le jeu, les boissons alcooliques si elles sont prohibées, les avortements, les contraceptifs dans un certain nombre d'États, la pornographie, la contrebande ou le recel. (Il s'agit presque toujours de biens de consommation <sup>2</sup>.)

Historiquement, le crime organisé remonte à cette période que nous désignons aujourd'hui comme la *prohibition*. En bannissant le commerce des boissons alcooliques, la législature américaine créait du même coup un énorme marché noir qui est vite tombé sous la coupe des brigands les moins scrupuleux <sup>3</sup>. Les interdictions varient d'un territoire à l'autre, mais le crime organisé demeure fidèle à sa politique : il offre ce qu'on interdit <sup>4</sup>.

<sup>1</sup> JENNIE McINTYRE, *op. cit.*, p. 39.

<sup>2</sup> THOMAS C. SCHELLING, *Economics and the underworld of crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 33.

<sup>3</sup> Le crime organisé, sous la forme que nous lui connaissons aujourd'hui — la Mafia, la Cosa Nostra, le monopole — a pris naissance durant la prohibition. Même s'il a subi des modifications depuis la fin des années 20, il a conservé sa formidable organisation et ses considérables dimensions en ce qui a trait au personnel autant qu'en ce qui touche à son chiffre d'affaires. Si les chefs de notre pays et si les citoyens avaient réagi avec vigueur face à la menace que constitue le crime organisé, il est probable qu'il s'en trouverait réduit à une fraction de sa stature actuelle. ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 41.

<sup>4</sup> Il ne pourrait plus jamais s'entourer de *chorus-girls* inondées par ses soins de manteaux de fourrure et de bijoux.

39. Pas plus aujourd'hui que dans les années 30, le public n'imagine les sommes qui s'engouffrent dans ces activités clandestines.

Pour mieux comprendre l'ampleur du problème, attirons l'attention sur les sommes énormes qui découlent des activités illégales placées sous le contrôle du crime organisé. Parmi celles-ci, les plus considérables proviennent du jeu, du prêt usuraire et des narcotiques. Certes, ceci n'épuise pas la gamme d'activités que déploie le crime organisé mais un simple aperçu des sommes qui y circulent fournit déjà ample matière à réflexion. On peut ici se référer au *Task Force Report* que la commission Katzenbach consacrait au crime organisé :

Les membres du crime organisé utilisent des systèmes hiérarchiques très élaborés pour établir ou contrôler la plus grande partie du jeu des grandes villes. L'argent est canalisé depuis le petit agent qui recueille le pari du client, en passant par des individus qui recueillent les fonds et les coupons, pour ensuite passer aux mains de membres de second plan en charge de secteurs particuliers et enfin, tomber dans les coffres de l'un des quelques bureaux chefs. Les bénéfices qui parviennent éventuellement aux dirigeants de l'organisation sont acheminés par des voies si complexes que même ceux qui participent à l'exploitation du pari ignorent ou sont incapables de prouver l'identité du chef. Le recours croissant au téléphone pour les loteries et les paris sportifs a facilité l'établissement de systèmes selon lesquels le preneur aux livres ne peut même pas identifier le personnage de second plan auquel il transmet les paris du jour. Non seulement l'organisation réussit à devenir de plus en plus efficace et à élargir son marché, mais elle utilise encore une méthode systématique pour la corruption des forces de l'ordre en centralisant les procédures pour le paiement de pots-de-vin.

Elle s'avère également indispensable pour prévenir les pertes sérieuses. On peut, au niveau d'un petit agent, parier plus d'argent sur un cheval ou un numéro que cet agent ne pourrait payer si ce cheval ou ce numéro devait l'emporter. L'agent devra ainsi se protéger en misant lui-même sur ce cheval ou sur ce numéro. Ce soi-disant *pari de couverture* (layoff betting) s'effectue à partir d'un réseau de spécialistes locaux, régionaux et nationaux qui effectuent des paris pour le compte des entreprises de jeu. Il n'existe aucun moyen précis pour déterminer exactement les revenus bruts que le crime organisé retire du jeu à travers les États-Unis. On estime qu'ils peuvent varier entre \$7 et \$50

---

Luciano se défendit encore. Ses hommes de main « travaillèrent » ardemment les témoins qui avaient révélé au tribunal une partie seulement des sales affaires de Luciano. Beaucoup furent torturés brutalement, certains moururent. Plusieurs déclarèrent ensuite qu'ils avaient menti devant le tribunal, et qu'ils ne pouvaient se souvenir de rien qui accablât Luciano.

Rien n'y fit. Luciano resta derrière les murs de Siberia, loin au nord, près de la frontière canadienne. Il y resta plus de cinq ans. Il semblait même avoir tiré une leçon de son aventure. Sur son ordre, la Mafia revendit ses intérêts sur la prostitution organisée. Luciano s'était persuadé que le bénéfice (plus de quatre-vingts millions de dollars par an !) était trop mince par rapport au risque. Il y avait d'autres domaines, dans lesquels le risque était moindre pour la Mafia, et le profit plus élevé. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 185.

milliards par an. Alors que le pari légal sur les pistes de courses fournit annuellement un revenu brut de presque 5 milliards, la plupart des enquêteurs sont d'avis que le pari illégal sur les courses de chevaux, les loteries et les événements sportifs totalisent au minimum \$20 milliards chaque année. Une analyse des méthodes d'exploitation de jeu mises au point par le crime organisé indique que le profit réalisé atteindrait aisément un tiers du revenu brut, soit \$6 à \$7 milliards chaque année. Bien que la Commission (Katzenbach) ne puisse vérifier la précision de ces chiffres, il n'en demeure pas moins que les estimations les plus conservatrices concèdent que les chefs du crime organisé contrôlent un capital considérable <sup>1</sup>.

40. On aura compris le raisonnement. Grâce à une lucrative connivence entre le crime organisé et un nombre considérable de citoyens, un commerce et d'innombrables relations d'affaires s'établissent entre la population et les dirigeants du crime. Des sommes énormes changent de mains sans que les forces policières y puissent grand chose et sans que l'opinion publique s'insurge jamais contre la perpétration des délits. La conséquence, c'est pourtant que le crime organisé encaisse de cette manière d'énormes revenus qui échappent complètement à l'emprise des impôts et qui peuvent réapparaître dans n'importe quelle entreprise réputée légale.

Avouons-le, de tels chiffres font frémir. Certes la situation n'atteint peut-être pas la même acuité au Québec, mais nous ne pouvons pas croire que notre province, et particulièrement sa métropole, demeurent totalement à l'abri de semblables aventures. Il suffit d'ailleurs de nous rappeler que le crime organisé manifeste autant de dynamisme qu'une entreprise normale et cherche aussi naturellement son expansion. Il n'est donc pas question de croire que le crime organisé puisse se satisfaire d'un territoire donné. Par la simple force des choses, il envahit tous les territoires adjacents : le Québec est trop près des États-Unis et Montréal est trop près de New York (et de Buffalo) pour que nous puissions nous considérer à l'abri.

À cette étape, il est d'ailleurs suffisant de comprendre que la conspiration ourdie par le crime organisé compte principalement sur la rentabilité des services illicites pour obtenir des revenus considérables, discrets et réguliers <sup>2</sup>. Nous fournirons dans nos « opinions et constatations » quelques détails sur la présence du crime organisé au Canada et au Québec.

<sup>1</sup> Task Force Report : *Organized Crime*, — The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 2.

<sup>2</sup> Sans l'ombre d'un doute, le crime organisé étend ses tentacules jusque dans la députation de nos États et du pays. Jusqu'à maintenant, il ne détient nulle part une majorité, mais, si l'on y songe, il n'a jamais eu besoin d'une majorité. Il ne demande pas qu'on lève les interdictions qui frappent la plupart de ses activités. Au contraire, du seul fait de leur existence, certaines lois l'aident à maintenir son monopole et ajoutent une valeur artificielle aux services que rend l'organisation. G. ROBERT BLAKEY, *Organized crime and corruption practices*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 16.

**h) ...SOIT EN S'INFILTRANT À L'INTÉRIEUR  
D'ENTREPRISES LÉGALES...**

(41-45)

41. Pour de multiples raisons, le crime organisé ne se cantonne pas dans des activités illégales, mais investit une part considérable de ses profits dans des entreprises absolument légales. En raison même du volume de capitaux liquides dont il dispose, le crime organisé peut assurément faire main basse sur un grand nombre d'entreprises légales et même mener une concurrence déloyale aux hommes d'affaires qui ne peuvent compter de la même manière sur des réserves inépuisables.

En somme, affirmer que le crime organisé investit des sommes considérables dans les entreprises légales ne signifie pas du tout que le crime organisé a subitement décidé de se convertir à une pratique normale des affaires. Au contraire, en prenant pied dans le secteur légal de l'industrie et du commerce, le crime organisé amène avec lui son cortège de corruption et d'intimidation <sup>1</sup>.

42. Cette pénétration du crime organisé dans le monde des affaires légales n'est pas une addition facultative : au contraire, elle correspond fort bien aux aspirations du crime organisé et fait partie intégrante de sa logique. Le crime organisé apprécie, en effet, la stabilité à sa juste mesure et il en trouve à satiété dans l'entreprise légale.

Il importe, en outre, de comprendre que le crime organisé ne rejette a priori aucune activité. Il s'intéresse à tout ce qui permet un profit régulier

---

<sup>1</sup> Voici comment l'on a défini le crime organisé : « L'association de deux ou plusieurs individus qui se fixent comme objectif d'établir, dans un secteur géographique donné, un monopole ou un quasi-monopole dans la catégorie des activités criminelles qui garantissent un profit pécuniaire continu et qui recourent à des techniques de violence et de corruption pour arriver à leurs fins. » Au dire d'une autorité en la matière, « parler du crime organisé équivaut à parler d'entreprises commerciales mises sur pied dans le seul but de se livrer à des activités illégales et qui recourent à des méthodes illégales au moment où elles exploitent des commerces licites. Elles ont grandi en se fixant comme objectif de satisfaire nos vices... »

Les activités criminelles les plus aptes à bénéficier d'une telle « organisation » sont le commerce des stupéfiants, les jeux de hasard, la prostitution ainsi que la fabrication et la vente illégales des boissons alcooliques. Ces « crimes sans victimes », parce qu'ils impliquent la participation volontaire des deux parties à l'activité illégale, échappent aisément à la prévention et à la preuve. Les offenses rapportées si l'on en juge par le nombre d'arrestations, ne fournissent donc qu'une sous-évaluation du nombre réel des crimes de ce genre commis dans notre société. *Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*, Washington, D.C., 1966, p. 111.



et considérable. Et ce n'est pas parce que des profits de ce genre sont plus fréquemment possibles dans le secteur des activités illégales que le crime organisé renoncera aux profits que des commerces légitimes peuvent procurer. Pour y arriver, il saura se maquiller en honnête homme d'affaires. Les corps policiers des États-Unis estiment d'ailleurs que l'accroissement des activités du crime organisé dans le secteur légal n'a aucunement diminué le volume des activités illégales du même crime organisé <sup>1</sup>.

D'ailleurs, personne n'est encore parvenu à prouver que le crime organisé faisait peau neuve en entreprenant une nouvelle aventure. Au contraire, tout indique que le crime organisé, en s'implantant dans le secteur légal, y apparaît avec ses méthodes coercitives, ses intimidations, ses fraudes, sa corruption. On peut s'en rendre compte dès le départ en analysant les méthodes auxquelles recourt le crime organisé pour se porter acquéreur d'une entreprise légale :

Pour s'emparer d'une entreprise le crime organisé a généralement recouru à l'une ou l'autre des quatre méthodes suivantes :

- 1- il y a investi des profits clandestins qui provenaient du jeu ou d'autres activités illégales ;
- 2- il a accepté une participation à l'entreprise en guise de paiement pour les dettes de jeu du propriétaire ;
- 3- il a saisi l'entreprise parce que le propriétaire n'avait pu rembourser ses prêts usuraires ; et,
- 4- il a pu y parvenir en recourant à diverses formes d'extorsion.

Il est également possible de faire main basse sur des entreprises légales en recourant à des méthodes plus raffinées. Une cellule du crime organisé offrit, par exemple, de consentir un prêt à une entreprise à condition qu'un représentant du syndicat criminel soit intégré au conseil d'administration de l'entreprise et qu'une personne suggérée par le prêteur bénéficie de la première option d'achat dès l'instant où la société déciderait de vendre des actions. Plusieurs maisons de courtage sont passées sous l'emprise du crime organisé à la suite de saisies découlant de prêts usuraires et elles servirent par la suite à promouvoir la vente d'actions fictives, ce qui entraîna des pertes de plus de \$2 millions dans le public <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Il est impossible de mesurer ce qu'a pu accumuler le crime organisé en s'infiltrant à l'intérieur des entreprises légales. Les dirigeants des corps policiers admettent que le crime organisé pénètre toujours davantage dans le commerce légal et que cette invasion n'a aucunement diminué le contrôle que le crime organisé peut exercer sur le jeu, le prêt usuraire et les autres secteurs criminels où les profits sont considérables et les risques minimes. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 117.

<sup>2</sup> *The Federal effort against organized crime*, loc. cit., p. 116.

43. En somme, même si certaines parentés peuvent exister entre le crime organisé et l'univers commercial normal, les similitudes cessent dès l'instant où le crime organisé définit ses objectifs et ses méthodes. Il est certain, par exemple, que le crime organisé cherche *par tous les moyens* à établir un *monopole*. Un financier ou un industriel cherchera, lui aussi, la plus grande expansion possible pour son entreprise, mais il accepte généralement d'être régi par un certain nombre de lois anti-cartel et il accepte également de ne pouvoir recourir à certaines formes de commercialisation (*marketing*).

En raison du fait qu'il ne recule pas devant l'utilisation de méthodes illégales, le crime organisé sera assurément prêt à agir là où l'honnête homme d'affaires ne se permettra pas d'intervenir. Par exemple, il n'est même pas certain que le crime organisé se donne toujours la peine de payer les entreprises dont il se porte acquéreur<sup>1</sup>. Il est certain, d'autre part, en raison d'un certain nombre d'exemples, que le crime organisé trouve son profit à contrôler à la fois l'entreprise et son syndicat<sup>2</sup>.

Nous n'affirmons évidemment pas que le monde des affaires résiste toujours à la tentation du monopole, de la fausse représentation, des mesures antisyndicales... La différence, c'est que l'homme d'affaires fait quand même des distinctions entre une norme générale et ses faiblesses personnelles. Le crime organisé ne perd pas de temps à de telles nuances ! D'ailleurs, si les mœurs laissent parfois à désirer dans le monde des affaires, une partie de la responsabilité de cette situation appartient au crime organisé. Il suffit, en effet, d'une entreprise déloyale pour que toute une série de concurrents soient entraînés dans une surenchère peu rassurante.

44. Ces précisions sont indispensables, car la présence du crime organisé dans l'activité légale en mystifie un grand nombre. Ou bien on ne voit pas pourquoi des criminels investiraient dans des secteurs légaux. Ou bien on se réjouit à l'idée que des criminels pratiquent l'auto-discipline et apprennent à se conduire comme des hommes d'affaires de la plus belle orthodoxie !

---

<sup>1</sup> Si l'on considère tous les profits que retire le crime organisé, on pourrait au moins s'attendre à ce qu'il paie les entreprises qu'il acquiert et à ce qu'il les exploite honnêtement. Tel n'est pas le cas. L'extorsion, une des activités criminelles majeures du crime organisé, fait également partie de l'arsenal utilisé pour étendre le contrôle à l'entreprise légale. PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises - legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 23. On pourra lire un exemple émouvant en appendice 3.

<sup>2</sup> Un autre risque qui survient lorsqu'une entreprise légale est possédée et régie par des criminels réunis en organisation, c'est que les employés peuvent être forcés de s'intégrer à un syndicat qui est contrôlé et exploité par le monde interlope. *Ibidem*, p. 24.

Il importe donc de dissiper les illusions. Tout d'abord, répétons que le crime organisé ne s'intéresse à l'entreprise légale que s'il peut en attendre un profit comparable à celui que rapporteraient des activités illégales. Par conséquent, *l'organisation criminelle*, même incorporée dans une société légale, *effectuera la commercialisation de ses produits, choisira ses fournisseurs et effectuera ses paiements et sa distribution selon des méthodes qui, elles, n'ont rien de recommandable*<sup>1</sup>.

D'autre part, le crime organisé intervient dans l'entreprise légale *après* avoir retiré des sommes énormes de ses opérations illégales. Ainsi, le crime organisé se sert de ses énormes réservoirs de capitaux pour mener, même dans les secteurs légaux, une concurrence déloyale aux autres entreprises :

Pour le crime organisé, l'activité essentielle consiste à fournir des produits et des services illégaux — jeu, prêt usuraire, stupéfiant et vice sous toutes ses formes — à une multitude de citoyens. Mais le crime organisé est aussi profondément et amplement impliqué dans le commerce légal et dans les syndicats ouvriers. Ici il met à profit des méthodes illégales — monopole, intimidation, extorsion, tricherie fiscale — pour éliminer ou contrôler les propriétaires et les dirigeants respectueux de la loi et pour soutirer du public des bénéfices abusifs. Et, de façon à pouvoir poursuivre son travail à l'abri de toute intervention gouvernementale, le crime organisé corrompt des fonctionnaires<sup>2</sup>.

45. En somme, la conspiration que mène le crime organisé en vue d'obtenir un profit considérable et régulier ne change pas de nature lorsqu'elle se déroule à l'intérieur des cadres normaux d'une entreprise légale<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Les enquêtes révèlent qu'il n'y a pratiquement aucun secteur d'entreprises légales qui n'ait subi l'infiltration de membres associés au crime organisé. Ils ont envahi le domaine des variétés (*entertainment*). Certains détiennent des intérêts financiers dans les contrats des artistes. D'autres possèdent des clubs de nuit. D'autres contrôlent des entreprises de disques et des distributrices automatiques. Actifs dans ces domaines, ils sont en mesure de décourager la concurrence et de garantir le succès de leurs protégés. Chaque entreprise aide la voisine et l'on extrait des investissements le maximum des bénéfices. PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises-legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 24.

<sup>2</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale partie I, Washington, D.C., 1967, p. 113.

<sup>3</sup> On devint très vite conscient du contrôle qu'exerce l'organisation sur le preneur aux livres local qu'un bon nombre considérait comme un problème restreint, un problème de « coin de rue ». Il fallut dès lors considérer comme un fait l'existence, à la tête de certains secteurs de la criminalité, de directions souples et coordonnées.

Mais le comité devait également apprendre que le banditisme ne se retrouve pas seulement dans ces activités illégales, mais qu'il prenait également les sommes

Dans certains cas, le crime organisé s'attaque surtout aux entreprises qui ne sont pas syndiquées. Dans d'autres cas, l'organisation criminelle tentera de s'appropriier aussi bien l'entreprise que le syndicat, de manière à pouvoir établir une fausse comptabilité dans le secteur des bénéfices marginaux et de pouvoir jouir de la « paix industrielle » comme lui la conçoit<sup>1</sup>. Dans d'autres cas encore, l'acquisition d'une entreprise légale peut servir tout simplement à frauder des créanciers<sup>2</sup>. Ailleurs, le crime organisé se procure des entreprises légales de façon à pouvoir contourner les exigences de l'impôt sur le revenu. Depuis quelques années surtout, on remarque même que le crime organisé se procure des entreprises légales de façon à pouvoir embaucher par personnes interposées le personnel de comptables, d'avocats et de conseillers financiers dont il a besoin pour le guider dans ses entreprises illégales<sup>3</sup>.

Pourtant, nous en sommes à peine au début des études qui seraient nécessaires pour mesurer l'ampleur et la nature de cette infiltration du crime organisé dans notre univers commercial et industriel :

Toutefois, aucune preuve bien définie n'existe qui permette de mesurer l'ampleur de l'infiltration réussie par le crime organisé au sein de l'entreprise légale. On connaît quelques-unes des méthodes dont on s'est servi pour obtenir la propriété et le contrôle d'une société légale, mais on n'est pas encore parvenu à

---

obtenues illégalement et les investissait tout aussi volontiers dans des entreprises légales. Et, certes, en plus de transférer ses capitaux dans des sociétés légales, le bandit y transférerait également ses méthodes blâmables. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 5.

<sup>1</sup> Dans certains secteurs de l'industrie, l'entreprise qui appartient à une organisation criminelle fonctionne souvent comme une boutique sans syndicat. Dans plusieurs cas, lorsque l'entreprise est syndiquée, l'organisation criminelle a réussi à supprimer une portion considérable des allocations sociales en tenant une double comptabilité. PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises-legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 24.

<sup>2</sup> L'achat d'une entreprise légale ou la création d'une nouvelle peut faire partie d'une conspiration criminelle en vue de frauder les créanciers. *Ibidem*, p. 23.

<sup>3</sup> Une entreprise légale permet à une organisation criminelle de redorer son blason face à son milieu et se donner une source de revenus apparemment légitimes et dont il déduira suffisamment d'impôt pour éviter une poursuite du ministère du Revenu. Le crime organisé investit dans toute une gamme d'entreprises réparties aux quatre coins du pays le profit qu'il a obtenu en offrant des services illégaux. Pour réussir de telles aventures, il emploie des comptables, des avocats et des conseillers en administration qu'il s'attache parfois de manière exclusive. Trop souvent, soit à cause des profits mutuels qui découlent des transactions entre le crime organisé et le monde des affaires, soit à cause de la peur, la portion légale de la société vient en aide aux secteurs malhonnêtes. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 116.

déterminer l'ampleur exacte de la tête de pont établie par le banditisme dans les entreprises légales. Par exemple, différentes enquêtes ont démontré que le crime organisé avait utilisé son emprise sur certains syndicats ouvriers pour tirer ensuite d'autres bénéfices de l'entreprise légale grâce à des « contrats sans négociation » ou à l'élimination du syndicalisme. Ce qu'on ignore, c'est jusqu'où est parvenue cette invasion de commerces légaux par le biais de syndicats satellites <sup>1</sup>.

Un des exemples les plus curieux de l'entreprise légale - nécessaire - au crime - organisé, c'est la distribution automatique (*vending machines*) : le crime organisé ne saurait comment expliquer la présence des milliers et des millions de pièces de monnaie perçues dans le jeu s'il ne pouvait les mêler aux pièces de monnaie qui proviennent des distributrices automatiques. (Ce qui ne veut pas dire que les distributrices automatiques ne servent pas également à écouler parfois les cigarettes volées).

#### i) ...DE FAÇON À ÉTABLIR DES MONOPOLES LUCRATIFS

(46)

46. Ce qui précède nous prépare à comprendre le dernier élément de cette définition Il est, en effet, dans la logique du crime organisé de *tendre au monopole* aussi bien dans le domaine des services illicites que dans les secteurs légaux dont il s'est emparé.

Peut-être le monopole est-il lui-même la position dont rêve tout homme d'affaires. L'individu ou l'entreprise qui jouit du monopole possède une force de négociation à nulle autre pareille et peut réclamer les prix qui lui plaisent. Il n'est donc pas étonnant que les gouvernements modernes éprouvent des difficultés croissantes à contenir les hommes d'affaires honnêtes à l'intérieur des législations anti-cartel et il n'est pas davantage étonnant que le crime organisé tente, de son côté, de se procurer un peu partout des monopoles lucratifs <sup>2</sup>.

Nous avons suffisamment insisté sur la lucidité et le sang-froid qui inspirent les activités du crime organisé pour qu'on voit surgir sans surprise son aspiration au monopole :

Dans le crime organisé, la lucidité (*rationality*) fait ses preuves dans la répartition des groupes de travail criminels en diverses fonctions spécialisées, répartition qui est poussée, ainsi que nous l'avons indiqué, jusqu'à la création d'un monopole dont le but est de réduire à néant la concurrence. Cette lucidité a également provoqué la création d'une répartition *gouvernementale* des tâches

<sup>1</sup> PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises-legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 22.

<sup>2</sup> Le gangstérisme comprend deux types d'entreprises, tous deux à base d'intimidation. L'un est le monopole criminel, l'autre l'extorsion. THOMAS C. SCHELLING, *Economics and the underworld of crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 33.

de manière à pousser à son maximum la conformité de chacun aux volontés de l'organisation <sup>1</sup>.

En somme, le crime organisé ressemble suffisamment à une entreprise normale pour éprouver la tentation du monopole. Il diffère suffisamment de l'entreprise légale pour ne pas résister à cette tentation... Nous ne revenons pas ici sur les explications déjà fournies (volume III, tome I, 2<sup>e</sup> partie) quant à cette tendance de toutes les entreprises modernes à atteindre le monopole <sup>2</sup>.

Nous nous permettrons cependant d'attirer brièvement l'attention sur un point étonnant : le crime organisé ressemble suffisamment à la vie normale pour que le pouvoir politique y apparaisse aux yeux de certains comme aussi important que la richesse :

Enfin, il y a l'espoir, non seulement de s'appropriier totalement un marché, mais aussi de se tailler une place importante dans le crime organisé lui-même et de participer à sa régie <sup>3</sup>.

Ceci est extrêmement important. Le crime organisé est devenu un si important réservoir de capitaux qu'il pèsera toujours plus lourd que tout autre spéculateur lorsque viendra le moment de faire craquer une monnaie... Au cours des années qui viennent, ce sera peut-être le grand défi que posera le crime organisé.

## RÉSUMÉ

(47)

47. Ces divers éléments justifient la définition du crime organisé que nous proposons au départ : *une société permanente et secrète qui réserve généralement la violence pour la régie interne, mais dont la conspiration constante vise un profit considérable et régulier, soit en offrant des services illicites, soit en s'infiltrant à l'intérieur d'entreprises légales, de façon à établir des monopoles lucratifs.*

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSY, *Organized crime as a social system*, op. cit., p. 6.

<sup>2</sup> La création d'une société de grandes dimensions se justifie de la manière la plus simple, dans le monde interlope comme partout ailleurs, par le coût élevé de l'administration ou pour d'autres motifs d'ordre technologique qui rendent l'exploitation d'une petite entreprise plus dispendieuse que celle d'une grande. La seconde justification est l'espoir de prix monopolistiques. THOMAS C. SCHELLING, *Economics and the underworld of crime*, op. cit., p. 35. Il n'est pas nécessaire de sortir du Québec pour observer d'inquiétantes pratiques commerciales (appendice 4).

<sup>3</sup> *Ibidem*.



## **II—LE CRIME ORGANISÉ À L'ŒUVRE**





## II — LE CRIME ORGANISÉ À L'ŒUVRE (48-108)

48. Nous avons défini le crime organisé. Nous l'avons même défini avec autant de précision que permettent de le faire les informations disponibles. Tout cela ne constitue cependant qu'un travail préliminaire qui ne doit pas faire oublier l'essentiel.

L'essentiel, c'est d'établir l'existence et l'ampleur du crime organisé. À cet égard, aucune définition ne constitue une preuve. L'essentiel, c'est aussi d'identifier en Amérique du Nord et dans le Québec les activités du crime organisé. L'essentiel, ce sera encore de décrire les façons traditionnelles de faire face au crime organisé et d'en proposer qui soient plus efficaces.

### a) LE CRIME ORGANISÉ EXISTE-T-IL ? (49-57)

49. Nous savons désormais comment les spécialistes et les corps policiers définissent le crime organisé. À vrai dire, nous n'avons pas encore établi son existence.

Autant les corps policiers majeurs considèrent le crime organisé comme une évidence indiscutable, autant certains auteurs le considèrent comme un mythe savamment orchestré. Ce scepticisme est florissant dans les milieux universitaires et même parmi les professeurs qui sont spécialement bien placés pour porter un jugement valable sur la question. Nous ne sommes pas ici en présence de simples citoyens exaspérés ou déridés par le côté continuellement spectaculaire des films et des émissions de télévision consacrés au crime organisé. Nous sommes en présence de chercheurs qui, souvent, ont pu se rendre aux sources et qui peuvent plus facilement que d'autres distinguer le vrai du faux. Bref, des analystes sérieux et compétents doutent de l'existence même du crime organisé.

Avant d'aller plus loin dans notre étude du crime organisé, il est nécessaire d'entendre les objections que formulent les sceptiques. En particulier, nous voulons retenir les témoignages des professeurs et des chercheurs universitaires. Deux d'entre eux nous paraissent mériter une attention

spéciale : MM. Norval Morris et Gordon Hawkins. Certes, le groupe des réticents comprend aussi bien des professeurs de la Californie que des spécialistes de Washington, de Chicago ou de Philadelphie. Cependant, peu de sceptiques ont manifesté leurs opinions de façon aussi ouverte que MM. Morris et Hawkins.

50. On trouvera en appendice (appendice 5) un résumé des opinions exprimées devant la Commission par le professeur Morris. Dans le cas de M. Hawkins, nous citons surtout un texte intitulé *Organized Crime and God*, qui constitue la première partie d'un ouvrage auquel travaillait le professeur Hawkins lors de la visite de la Commission aux États-Unis.

De façon générale, la thèse des sceptiques est la suivante : le crime organisé n'existe que dans l'esprit des dirigeants policiers et de quelques journalistes en mal de sensations. Certes, la criminalité existe et elle découle des activités financières normales et même des tendances humaines les plus profondes. De toute éternité, la criminalité a existé sans qu'on n'ait jamais besoin de concevoir une commission nationale du crime organisé ou de créer vingt-quatre familles de la Cosa Nostra. Selon les sceptiques, en somme, le jeu existe, on constate un trafic de narcotiques, le prêt usuraire sévit en maints endroits, mais rien ne prouve que ces diverses activités soient placées sous le contrôle d'un empire structuré, discipliné, permanent, unifié.

Certains de ces spécialistes considèrent même la croyance au crime organisé comme une véritable foi religieuse. Ceci explique le titre du volume du professeur Hawkins, Selon lui, les *dogmes* des spécialistes du crime organisé sont beaucoup plus des objets de foi que des réalités démontrables.

51. Le professeur Hawkins ouvre la discussion en citant abondamment les commentaires de la commission Katzenbach et de son *Task Force Report* sur le crime organisé. Le professeur Hawkins s'en prend également au professeur Donald R. Cressey : après avoir partagé amplement les doutes des professeurs Hawkins et Morris, le professeur Cressey a renoncé au scepticisme pour participer activement à la rédaction de rapports gouvernementaux sur le crime organisé. Dans les circonstances, on comprend que le professeur Cressey semble manifester aux yeux de M. Hawkins une foi de néophyte !

Comme c'est le cas pour la divinité, en outre, nous ne sommes apparemment pas dignes d'une connaissance directe de ce phénomène. « Tandis que les personnes chargées du maintien de l'ordre possèdent aujourd'hui des renseignements précis quant aux activités criminelles des individus, déclare le professeur Cressey, on ne possède encore sur la structure de leur confédération qu'une science fragmentaire et impressionniste ». Il ajoute que « notre connaissance de la structure qui constitue l'organisation du crime organisé se compare en quelque sorte à la

connaissance de la société Standard Oil qu'on pourrait recueillir à partir d'interviews avec les employés des stations de service ». Mais il n'y a rien d'incertain dans son témoignage péremptoire que « aux États-Unis, les criminels ont réussi à organiser sur le plan national un monopole et une confédération illicites ». Et, dans un long chapitre qui commence en ces termes : « La structure du monopole et de la confédération nationale qui exploite aujourd'hui les principales entreprises illégales d'Amérique et qui s'attaque aujourd'hui aux fondements mêmes de l'entreprise légale et du gouvernement est née en 1931 », on nous fournit suffisamment de détails baroques pour nous convaincre que les interviews avec les employés des stations de service ne sont peut-être pas sans intérêt pour ceux qui ont des oreilles pour entendre.

Pourtant, ainsi que le professeur Cressey le reconnaît, « certains fonctionnaires et un certain nombre de citoyens ordinaires demeurent réticents ». Et, même s'il qualifie le scepticisme d'inopportun, il ne va pas, ainsi que l'a fait le sénateur Kefauver, jusqu'à définir les sceptiques comme des criminels, des égoïstes, des aveugles stupides, etc. Ceci, dans les circonstances, constitue de la prudence. Car au moment où on ne possède que des renseignements « fragmentaires et impressionnistes », il n'est certes pas sage de qualifier les doutes de coupables ou de pervers<sup>1</sup>.

52. Après avoir ainsi renvoyé d'un sourire les affirmations de son collègue Cressey, le professeur Hawkins reprend à la source le matériel disponible et tente à son tour de vérifier si l'existence du crime organisé s'impose à la raison. En fait, il tente de séparer aussi nettement que possible notre *besoin psychologique* du crime organisé et les preuves qu'on peut mettre à contribution pour établir l'existence d'un tel empire. Il va sans dire que les conclusions du professeur Hawkins diffèrent sensiblement de celles de son collègue :

Mais nous en arrivons maintenant aux problèmes qui constituent dans ce contexte et dans l'état actuel de nos connaissances des questions primordiales. En premier lieu, il faut tenir compte des « facteurs de mythomanie » qui jouent dans ce domaine. Car il est essentiel d'admettre que, mis à part les renseignements disponibles, *il demeure extrêmement séduisant* non seulement pour les journalistes, mais aussi pour un grand nombre de dirigeants policiers et d'adeptes respectables de la criminologie *de croire qu'il existe derrière les innombrables facettes du crime une seule et omniprésente organisation mystérieuse qui porte la responsabilité de l'ensemble*. La seconde question que nous devons nous poser est la suivante : si nous laissons de côté toutes les considérations d'ordre intuitif et irrationnel, quelles preuves sont aujourd'hui disponibles et permettent d'obtenir des certitudes dans ce domaine : et, enfin, quels types de raisonnements peuvent être invoqués sinon comme parfaitement probants, du moins comme offrant des points de repère valables pour résoudre le litige<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God* (manuscrit remis par l'auteur à la Commission), pp. 6-7.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 10. Les italiques sont de nous.

53. Le professeur Hawkins effectue d'ailleurs sa propre sélection : il affirme sans ambages que la littérature relative au crime organisé comprend une large part de folklore. Il ne faut pas s'en surprendre, dit-il : notre besoin de clarté nous incite à voir une volonté maîtresse derrière toutes les manifestations du crime. Par ailleurs, le monde occidental, préparé par le manichéisme et par les traditionnelles oppositions et dualités judéo-chrétiennes entre le bien et le mal, a fort bien pu bâtir de toutes pièces le mythe du crime organisé de façon à expliquer plus clairement la situation à laquelle nous devons faire face :

Ruth Benedict a souligné à propos de notre propre société que « l'opposition fondamentale entre le bien et le mal est, dans le folklore occidental, une constante qui émerge aussi bien dans les contes féeriques des frères Grimm que dans les contes des Mille et une nuits ! C'est dans cette opposition que s'enracinent avec le plus de force certaines croyances des civilisations et des religions occidentales. L'opposition entre Dieu et le diable, entre le Christ et l'antéchrist, entre le ciel et l'enfer, tout cela fait partie de l'équipement intellectuel de base de ceux qui participent de ces civilisations ». Il est probable qu'une large partie du succès que connaissent certaines émissions télévisées comme « Les incorruptibles », « Target : The Corrupters » et « F.B.I. », pour n'en mentionner que trois, provient de ce que ces émissions présentent la lutte au crime organisé en relation avec ce mythe fondamental. C'est également cette opposition qui explique le magnétisme qu'exercent certaines enquêtes du Congrès qui ont été télévisées et rendues publiques, les comptes rendus des journaux sur les *croisades* menées contre le crime organisé et la littérature considérable qui traite du travail policier contre lui<sup>1</sup>.

On le voit, le professeur Hawkins n'a aucunement tenté jusqu'à maintenant de réfuter par des faits la théorie du crime organisé. Il se contente de montrer à quel point la théorie du crime organisé convient à un esprit occidental et à une psychologie judéo-chrétienne. Formulées de cette manière, les réticences du professeur Hawkins ne prouvent pas grand-chose contre la théorie du crime organisé.

Si l'on s'en tenait à la logique du professeur Hawkins, il serait possible, en effet, d'attribuer à la tradition judéo-chrétienne et au *relativisme chrétien* la croyance en un système solaire qui réduit la terre au rang de satellite ! Il est certain, en effet, que l'astronomie actuelle offre d'innombrables satisfactions à celui qui a gardé une vue naïve des récits de la Genèse. *Que la théorie soit séduisante et psychologiquement satisfaisante ne prouve cependant pas qu'elle soit fausse.* En d'autres termes, même si le crime organisé constitue une façon simple (et occidentale) d'expliquer nos problèmes modernes, ceci ne signifie nullement qu'il n'existe pas.

Certes, toute comparaison demeure déficiente. Celle que nous avons offerte possède l'avantage de faire comprendre le danger de la discussion.

---

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God*, op. cit., pp. 11-12.

D'une part, il est sans doute possible que nous ayons tendance à simplifier la description du crime organisé en raison de nos habitudes mentales ou religieuses. En revanche, il est encore plus aventureux de se laisser entièrement hypnotiser par l'analyse de la théorie au point d'escamoter les faits (peut-être insuffisants) qui ont donné naissance à la théorie.

À cette étape de la discussion, la tentation est forte de conclure que le professeur Hawkins, s'intéressant de façon exclusive au processus mental de l'Américain moyen face à la menace que constitue le crime organisé, a complètement négligé d'expliquer les faits qui ont mis en marche la psychologie de l'Américain moyen.

54. Sur ce plan, l'argumentation de Gordon Hawkins éveille donc les mêmes échos qu'une discussion religieuse. D'une part, il montre à quel point la foi au crime organisé répond à nos aspirations de clarté, d'oppositions nettes, de mise en place d'une divinité ou d'un pouvoir maléfique. D'autre part, il se demande s'il est possible de réfuter les dogmes sur lesquels repose cette foi.

En somme, Hawkins prouve en premier lieu qu'il est conforme à notre histoire et à notre tempérament de créer de toutes pièces un bouc émissaire qui puisse devenir l'objet de toutes nos haines et le grand responsable de toutes nos terreurs. Au cours d'une deuxième étape, Hawkins entreprend d'ébranler cette foi sur ses bases. Autrement dit, il se demande carrément quelles preuves offrir aux spécialistes de l'autre camp pour les amener à mettre en doute l'existence du crime organisé :

Il est donc opportun de s'interroger ainsi dans *ce contexte* : quelles preuves seraient valables contre cette affirmation qu'un syndicat national du crime existe ? Que dire pour que cette affirmation soit mise en doute ou rétractée ? Existe-t-il une argumentation qui puisse espérer un tel résultat et si oui, laquelle <sup>1</sup> ?

55. Au moment de se lancer à l'attaque, le professeur Hawkins marque un temps d'arrêt. Un peu comme nous l'avons fait au cours de la première partie, il définit soigneusement le crime organisé.

En fait, Hawkins concède que « depuis des siècles » de petits groupes de criminels se sont réunis et organisés pour mener à bon port différents projets criminels. Hawkins concède même, rejoignant sur ce point les affirmations de Sutherland et de Cressey, que des groupes existent aujourd'hui pour perpétrer des vols de banques et des vols à l'étalage, pour s'adonner aux fausses représentations, aux vols à la tire et aux vols d'automobiles. Hawkins affirme même que tous les analystes tombent d'accord (*general agreement*) pour reconnaître l'existence du crime organisé sur ce plan :

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God*, *op. cit.*, p. 15.

À ce niveau, le crime organisé implique qu'un groupe restreint de criminels se forme en vue de commettre un certain type de crimes, que tous travaillent ensemble à la stratégie qui permettra d'éviter la détection et que le groupe établit des contacts financiers et politiques grâce auxquels il y aura immunité partielle en cas de dépistage<sup>1</sup>.

Aux yeux d'un grand nombre, le professeur Hawkins vient de se contredire. En effet, un grand nombre considèrent qu'une telle description convient parfaitement au crime organisé : l'association, la planification, la prudence, la corruption ! Certes, ce sont là plusieurs des éléments que nous avons déjà cités en définissant le crime organisé. Cependant, rien ne garantit encore à ce groupe la permanence de ses activités ni les avantages du monopole.

Le professeur Hawkins, sur ce terrain, ne commet donc aucune contradiction : au contraire, il situe fort bien le problème. Que des groupes restreints sachent aujourd'hui s'organiser de mieux en mieux et même acheter une certaine immunité, voilà qui ne fait aucun doute. L'existence de ces cellules de petites dimensions ne prouve cependant pas — et le professeur Hawkins le sait mieux que quiconque — que le crime organisé existe sur une base nationale et au point d'exercer des contrôles monopolistiques. En pratique, les concessions auxquelles vient de se livrer le professeur Hawkins ne concernent d'aucune manière le crime organisé. Sur ce terrain, nous le suivons volontiers pas à pas et nous croyons comme lui qu'il est abusif d'établir un lien direct entre le crime organisé et les vols de banques et les vols de voitures. Nous expliquerons plus loin quelles relations existent entre le crime organisé et l'activité criminelle des amateurs et même des professionnels.

56. Après ce déblaiement, Hawkins entre enfin dans le vif du sujet et précise la nature de sa théorie et de ses objections : les organisations criminelles existent et il leur concède même la permanence, mais elles ne sont pas regroupées sur une base nationale.

En fait, Gordon Hawkins admet carrément l'existence d'organisations criminelles qui se donnent pour mandat principal de satisfaire aux appétits illicites du public. Ceci l'entraîne à concéder l'existence d'organisations criminelles axées sur la notion de services illicites et recherchant le contrôle exclusif ! Pour notre part, nous croyons qu'en concédant ces points, Hawkins est entraîné irrémédiablement à admettre l'existence du crime organisé :

Ici encore, il n'y a pas de litige. Bien plus, dans le domaine de ce que nous pourrions appeler « la criminalité de services », qui se fixe comme objectif de fournir les biens de consommation et les services qui sont en grande demande,

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God*, op. cit., p. 16.

il serait surprenant qu'il ne se développe pas, comme dans l'entreprise légale, ce que le professeur Schelling, un économiste de Harvard, décrivait, dans un article intitulé *Economic Analysis and the Organized Crime*, comme « de grandes sociétés permanentes dotées de l'organisation interne de la grande entreprise et délibérément vouées au contrôle du marché ».

Toutefois, nous nous demandons si, outre ces « grandes entreprises permanentes » établies aux quatre coins du pays, il existe un monopole national qui domine le crime organisé à travers le pays, une seule organisation criminelle nationale qui puisse contrôler la majorité ou la totalité des entreprises locales. En effet, la notion de crime organisé, telle qu'on l'a décrite dans la preuve offerte par le procureur général Robert F. Kennedy devant le sous-comité permanent que le comité sur l'administration gouvernementale a chargé des enquêtes (le comité McClellan) au cours des séances de 1963 impliquait que « le crime organisé possédait un gouvernement privé, un gouvernement basé sur un revenu annuel de milliards de dollars et régi par une commission chargée d'établir les grandes politiques de l'organisation, de régler les différends entre les familles et d'allouer les territoires où les différentes organisations pouvaient s'adonner à leurs activités criminelles »<sup>1</sup>.

À l'examen, on constate donc que les réticences du professeur Hawkins portent beaucoup plus sur l'existence de la *Commission nationale* que sur l'existence d'organisations criminelles permanentes. Dès lors, les principales difficultés sont levées et les divergences entre Hawkins et les « fidèles du crime organisé » tiennent à un seul point : la Commission nationale. Hawkins reconnaît même que les organisations criminelles mettent tout en œuvre pour constituer des monopoles voués à la satisfaction des besoins illicites de la population. Pour notre part, nous croyons que cette volonté de monopole, s'ajoutant aux divers éléments que nous avons décrits et dont le professeur Hawkins a admis l'existence, suffisent à donner au crime organisé une structure précise et permanente et une existence indiscutable.

57. Comme s'il regrettait ses propres concessions, Hawkins tente par la suite de réduire en charpie les pièces maîtresses fournies par les analystes du crime organisé. Cette partie de la démonstration achève de nous convaincre que les réticences du professeur Hawkins portent sur une portion extrêmement restreinte de la définition que nous avons offerte. En fait, le professeur Hawkins ne conteste qu'une affirmation : celle qui porte sur l'existence d'une commission nationale<sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God*, op. cit., p. 17.

<sup>2</sup> Aux yeux de la revue *Life*, cette Commission nationale est bel et bien vivante :

The Mob's ruling council was organized in 1931 by Lucky Luciano and Al Capone, and Bonanno, then a mean, ambitious 26-years-old, was given charter membership as the representative of a Brooklyn gang. It was not until 1963 that the name Cosa Nostra became part of the American idiom. That was the



Le professeur Hawkins ne se prive quand même pas d'accumuler à plaisir les contradictions extraites des divers comptes rendus fournis à propos de la rencontre d'Apalachin. Il dissèque aussi avec la même agressive minutie le témoignage de Joseph Valachi sur la Cosa Nostra.

À notre avis, la preuve survient un peu tard. Le professeur Hawkins ne réussit guère à maintenir son propre propos : malgré les nuances qu'il apporte, il reconnaît lui-même l'existence de groupes criminels importants et permanents, orientés vers le monopole ! Que ces groupes soient ou non soumis à une commission nationale, qu'ils acceptent le terme de Mafia plutôt que celui de Cosa Nostra, qu'ils pratiquent ou non un code d'honneur strict et sans rémission (*omerta*), tout cela, bien que d'une certaine importance, demeure malgré tout passablement académique.

D'ailleurs, pour les raisons mentionnées déjà, il est assez normal que nous possédions très peu de renseignements sur la structure et la régie interne du crime organisé. Il est également normal que le crime organisé soit parvenu à préserver admirablement son secret à travers les âges. Il est aussi normal que les cloisonnements très stricts ne permettent pas la libre circulation des informations d'un groupe ou d'une famille à l'autre. Faut-il, dans un tel contexte, se surprendre si les détails diffèrent d'un témoignage à l'autre ou si un témoin semble manquer de consistance en passant d'une partie de son témoignage à l'autre. D'ailleurs, même un spécialiste du crime organisé

---

year Joe Valachi, a small-time killer for the Mob, decided to spill the brotherhood's secrets to federal agents and then, on network television, to a congressional committee. As Valachi detailed it — and as some lawmen were already aware — each of the "Commissioners" serving on the ruling council is the head of a subdivision called a "Family" which more or less has free rein over the rackets in its own territory. Any disputes over territorial jurisdictions are settled by the Commission.

At present, there are eight Commissioners on the ruling council: Vito Genovese of New York and New Jersey, now in the federal penitentiary at Leavenworth; Carlo Gambino of New York; Steve Magaddino of Buffalo; Joe Colombo of New York; Joe Zerelli of Detroit; Momo Salvatore "Sam" Giancana of Chicago; Angelo Bruno of Philadelphia — and the aforementioned Joe Bonanno. (There was a ninth member, Thomas "Three-Finger Brown" Lucchese, who died — of natural causes — in July; the vacancy is still up for grabs.)

Collectively, they are not a physically imposing lot, nor even frightening. Five of them are over 60. Magaddino, at 75, is widely spoken of — though never to his face — as a senile and autocratic windbag. Giancana is 59. Bruno, a tubby hypochondriac to whom the greeting "How are you?" is an invitation to deliver an organ recital, is 57. Even Colombo, at 43, doesn't stack up as much of a headbreaker. Yet, the thing to remember is that they got where they are — and have managed to stay there — by killing people. The troublemaker in the executive club was Joe Bonanno, a fact that stemmed from his aggressive and inventive nature. Life Magazine — Article intitulé "How Joe Bonanno Schemed to Kill — and Lost", Sept. 1967.

comme M. Ralph Salerno n'est pas du tout certain que Vito Genevese ait jamais été le « chef des chefs » ni même qu'un tel poste existe.

Au total, le scepticisme d'un certain groupe d'universitaires, tel qu'il se manifeste dans les travaux de Hawkins, nous paraît porter sur un point extrêmement limité de l'analyse. Quant à nous, nous serions amplement satisfaits si l'opinion publique admettait ce que le professeur Hawkins lui-même, malgré ses objections à la *théologie du crime organisé*, concède à contrecœur :

(Il existe) de grandes entreprises permanentes dotées de l'organisation interne d'une grande société et tendant consciemment au contrôle du marché <sup>1</sup>.

## b) LES CHAMPS D'ACTIVITÉ

(58-108)

58. Pour notre part, nous ne croyons pas nécessaire d'insister davantage sur des discussions qui nous paraissent, avouons-le, peu profitables. Il nous suffit amplement, et il devrait suffire au public, que des groupes criminels soient en mesure de mettre sur pied une organisation considérable et d'exploiter sur une base permanente les appétits du public. Nous croyons, pour notre part, qu'il existe une commission nationale et même internationale pour arbitrer les débats entre les diverses familles et pour approuver les ententes qui peuvent relier une section de la Cosa Nostra à d'autres secteurs du crime organisé. Cependant, même si l'on devait nous prouver de façon péremptoire qu'une telle commission nationale n'existe en aucune manière, il nous semble que le public et les gouvernements devraient quand même attacher la plus grande importance au crime organisé.

Il est temps, après avoir ramené le scepticisme à des dimensions modestes, d'observer le crime organisé tel qu'il se présente au niveau des faits. Il est temps, en particulier, d'observer les principales activités du crime organisé, d'en évaluer l'impact économique et social et surtout de mettre au point un programme d'action qui puisse ou les neutraliser complètement ou en restreindre l'influence.

Au cours des prochaines étapes de ce travail, nous voudrions :

- 1 — Décrire d'abord les principales activités du crime organisé.
- 2 — Décrire ensuite les façons traditionnelles de faire face à cette conspiration criminelle d'envergure.
- 3 — Proposer enfin ce qui nous paraît une politique différente et plus adaptée en matière de crime organisé.

---

<sup>1</sup> SCHELLING, *Economic Analysis and the Organized Crime*, cité par GORDON HAWKINS dans *Organized Crime and God*, op. cit., p. 17.

## 1 — LES ACTIVITÉS VOULUES PAR LE PUBLIC

### Exemple : Le jeu

(59-94)

59. De toutes les activités du crime organisé, le jeu constitue, d'un avis unanime, la plus lucrative. Le jeu se classe aisément parmi ces services illicites qui tablent sur une connivence constante entre le crime organisé et la population et valent à l'organisation criminelle des profits réguliers, discrets et considérables. En outre, le jeu est, par excellence, un secteur où la loi elle-même permet au crime organisé de jouir paisiblement du monopole complet.

Clarifions ce dernier point. Il y a monopole criminel chez nous parce que la législation canadienne en matière de jeu permet aux intérêts clandestins de conserver l'exclusivité dans ce domaine. À compter du moment où deux conditions sont remplies, un empire clandestin du jeu peut même s'épanouir en toute liberté. Ces conditions sont les suivantes :

1 — La législation interdit le jeu ;

2 — la population désire jouer.

En somme, le jeu devient rapidement, dans ce contexte, l'exemple d'une activité interdite par la loi et voulue par la population. En insistant autant que nous le faisons sur cette activité du crime organisé, nous n'entendons nullement laisser croire que le crime organisé y concentre toutes ses énergies. Bien au contraire, le crime organisé s'intéresse à toutes les activités criminelles aptes à produire un rendement constant et considérable. À maints égards, ce que nous disons ici du jeu organisé pourrait s'appliquer aux autres services qu'offre le crime organisé. Par exemple, la prostitution et le prêt usuraire présentent plusieurs des caractéristiques que nous attribuons ici au jeu organisé. Nous préférons cependant nous en tenir au jeu organisé, parce qu'il est, aux yeux du public, une activité beaucoup moins répréhensible que la prostitution ou l'usure <sup>1</sup> et aussi parce qu'il constitue la principale source de revenus.

<sup>1</sup> Le jeu est toujours interdit par la loi, mais fait de plus en plus partie des activités que se permettent les citoyens sans en éprouver le moindre remords. Ce n'est d'ailleurs pas la seule activité, si l'on en juge par la dernière série de sondages effectués par la firme « Louis Harris » :

New York (AFP) — Au cours des dix dernières années, le sens moral traditionnel des Américains, notamment chez les jeunes, a été totalement bouleversé, à en juger par un sondage effectué par la firme « Louis Harris » à la demande de *Time* et que publie cet hebdomadaire dans sa dernière livraison.

C'est ainsi que près de la moitié des Américains (48 p. cent) considèrent par exemple que toute femme célibataire a droit à la même liberté sexuelle que les célibataires mâles et que près des 2/3 (67 p. cent) jugent que l'avortement est un problème de conscience individuel qui ne devrait pas faire l'objet des sanctions de la loi.

Le sondage « Harris » montre également qu'un nombre assez surprenant

60. En somme, le jeu nous sert à une interrogation générale : que valent ces interdictions que notre société maintient même s'il lui en coûte des millions et des milliards de dollars chaque année et même si une minorité consistante ou peut-être une majorité des citoyens les désavouent ? Certainement dans le cas du jeu et probablement dans d'autres cas, nous reproduisons aujourd'hui les conditions qui prévalaient au temps de la prohibition de l'alcool aux États-Unis : nous mettons face à face une *interdiction législative* et une *volonté populaire qui va en sens inverse*. Le risque que nous courons aujourd'hui rappelle celui d'il y a quarante ans : celui de créer ainsi des empires commerciaux clandestins et de canaliser vers des mains criminelles des sommes qu'aucune activité légale ne saurait contrebalancer.

2

De façon extrêmement hypothétique, on pourrait poser la question suivante : où en serions-nous aujourd'hui vis-à-vis du crime organisé si l'on n'avait pas ainsi laissé filer vers lui des sommes énormes pendant quarante ans... En donnant à notre interrogation un tour plus pratique, nous demandons carrément s'il n'est pas souhaitable de lever au plus tôt les interdictions qui pèsent encore sur le jeu.

61. Déjà, dans notre introduction générale (volume 1), nous avons fait allusion aux risques que court une société lorsque la loi ne reçoit pas l'adhésion pratique de la population. Le jeu constitue, malheureusement, une preuve flagrante de ce qui survient lorsque le texte législatif heurte de plein fouet les comportements pratiques d'importantes couches de la société. Différents sondages menés auprès de la population du Québec (Montréal, Québec, ville Jacques-Cartier, Drummondville et Rimouski) démontrent que seulement 18 p. cent de la population québécoise s'opposent encore au principe des loteries. (Les résultats de ces sondages sont publiés à part.)

---

d'Américains admettent avoir commis des actes contraires à la morale traditionnelle : 30 p. cent reconnaissent avoir triché à des examens, 16 p. cent admettent avoir chapardé matériel, outillages ou autres choses, là où ils travaillent et 12 p. cent (23 p. cent chez les jeunes) avouent avoir au moins une fois pratiqué le vol à l'étalage dans des grand magasins.

Les réponses des 1,500 personnes interrogées prouvent aussi un transfert de l'échelle des valeurs morales chez les Américains d'aujourd'hui. Par exemple, le fabricant d'une automobile dangereuse est considéré comme plus fautif qu'un repris de justice ; un épicier blanc qui vend de la viande avariée à un client noir est plus coupable qu'un émeutier noir ; un médecin qui refuse de se rendre au chevet d'un malade est plus criminel qu'un homosexuel et un homme d'affaires qui fait des bénéfices illégaux est pire qu'un cambrioleur.

D'anciens tabous comme le suicide ou l'homosexualité ne sont plus condamnés que par respectivement 12 et 30 p. cent des Américains. Les stupéfiants demeurent cependant condamnés par 90 p. cent des personnes interrogées. 67 p. cent considèrent qu'il est plus grave de fumer de la marijuana que de s'enivrer (le lundi 2 juin 1969).

À notre avis, l'exemple des années 30 devrait nous inciter à la prudence : il n'est pas sage de refuser à une société qui les réclame des services que le monde criminel est en mesure de dispenser avec d'énormes profits.

3 À moins de pousser fort loin la naïveté, il faut bien croire en effet qu'il existe chez nous un empire du jeu clandestin extrêmement florissant : il ne saurait en être autrement lorsque la loi interdit une activité avec laquelle 82 p. cent se trouvent plus ou moins en accord. D'ailleurs, les montants que citent les corps policiers eux-mêmes au moment de saisies chez des preneurs aux livres démontrent clairement que les paris clandestins et illégaux engouffrent des sommes plus considérables que celles dont peuvent se glorifier les pistes de courses accréditées légalement. C'est donc par dizaines et même par centaines de millions que l'argent passe des parieurs aux preneurs aux livres et des preneurs aux livres à l'empire criminel.

62. Surtout lorsqu'il s'agit d'activités neutres, comme c'est le cas pour le jeu, il est souverainement imprudent et parfaitement irréaliste de laisser entre les mains de dirigeants criminels les bénéfices qui peuvent en découler. On dépasse l'imprudence et l'irréalisme et l'on verse dans l'aberration lorsque, non content de créer pour le criminel un terrain favorable, on lui assure en outre le parfait monopole.

4 Comprenons bien l'ampleur du risque. Ce n'est pas seulement, en effet, le domaine des activités illégales que nous abandonnons à des mains criminelles. La définition du crime organisé que nous venons de proposer nous a déjà révélé que le crime organisé réinvestissait dans des entreprises légales l'argent accumulé dans des activités clandestines. C'est dire qu'en abandonnant au crime organisé des activités aussi lucratives que le jeu, non seulement nous abandonnons arbitrairement et inutilement des sommes énormes aux criminels, mais nous plaçons les honnêtes hommes d'affaires en état d'infériorité dans le secteur légal lui-même. Aucun homme d'affaires honnête ne peut compter sur les intarissables sources de revenu qui alimentent quotidiennement les dirigeants du jeu clandestin.

5 63. Outre les motifs déjà invoqués, le volume même des bénéfices qui découlent du jeu clandestin nous fournissait toutes les raisons du monde de faire du pari une analyse attentive. Depuis toujours, les analystes du crime organisé ont rangé le jeu parmi les activités les plus lucratives du crime organisé. Dans des textes qui remontent à tout près de vingt ans, le jeu était déjà considéré comme la plus importante source de revenu du crime organisé. Pour ce motif, le troisième rapport intérimaire du comité spécial chargé d'analyser les activités du crime organisé dans le commerce entre les états (*Third Interim Report, Special Committee to Investigate Organized Crime in Interstate Commerce*, 1951) conclut de la manière suivante :

Les cellules du crime organisé qui sont impliquées dans le commerce entre les états sont profondément engagées à l'intérieur de nos grandes villes dans l'exploitation de toutes les formes de jeu, y compris la prise aux livres, les numéros chanceux (*policy*) et les distributrices automatiques, en plus d'intervenir dans d'autres aspects du gangstérisme comme la vente et la distribution des narcotiques et la prostitution commercialisée<sup>1</sup>.

64. On ne saurait se surprendre qu'il en soit ainsi. Dans une société comme la nôtre, le jeu possède un attrait tout à fait particulier. L'ensemble des pressions sociales veut, en effet, que tous les citoyens se mettent en marche vers une réussite matérielle aussi complète que possible. Certains des citoyens, toutefois, ne peuvent soutenir cette pression et doivent nécessairement *ou bien* abandonner la course, *ou bien* emprunter des raccourcis dont le jeu est l'un des plus anodins.

Quels sont les traits caractéristiques de celui qui spéculé sur les nombres (*policy player*) ? Il a ou elle a — les femmes adorent le jeu — quarante ans ou plus. Dans la plupart des cas, les joueurs sont aigris, frustrés, instables et superstitieux. Le cinq sous, le vingt-cinq sous ou le dollar qu'ils parient quotidiennement constitue un rêve : une cruche pleine d'or qui se vide sur leurs genoux. D'un seul coup, ils pourront passer à une vie de luxe et de confort. Il ne viendra jamais à l'esprit d'un parieur qu'il ne possède même pas une chance sur cent de gagner. Les cotes ne comptent pas, c'est le rêve, l'évasion hors d'un quotidien gris, monotone et épuisant auquel il faut faire face jour après jour. Il parvient parfois tout près du but : si seulement il avait parié 432 au lieu de 423 ! Qu'il se soit trompé de si peu le stimule. Finalement, le pari quotidien devient une habitude toute puissante. La période de la dépression est pleine de ces récits d'hommes et de femmes qui ont parié au jeu des nombres leurs chèques de secours. Plusieurs y ont dépensé l'argent qu'ils mettaient normalement de côté pour payer la prime hebdomadaire sur une police d'assurance<sup>2</sup>.

En somme, plus le quotidien pèse lourd et plus les pressions grandissent, plus la tentation du raccourci apparaît séduisante. Par définition, ce sont les individus fragiles qui sont acculés à l'infériorité et c'est pourtant sur eux que s'exerce avec le plus de force l'attrait d'une impossible solution facile. Certes, on pourrait proposer d'innombrables analyses psychologiques du jeu. Tel n'est pas notre propos, même s'il était nécessaire de signaler au passage qu'une société comme la nôtre fait face à d'étranges et douloureux paradoxes : elle crée et entretient le besoin du raccourci, mais range ensuite certains raccourcis parmi les techniques illégales. Surtout, elle autorise la spéculation des riches, particulièrement à la bourse, sans accorder des avantages comparables aux dépourvus.

<sup>1</sup> Cité par GUS TYLER dans *Organized Crime in America*, Ann Arbor Paperbacks, The University of Michigan Press, 1967, pp. 10-11.

<sup>2</sup> HAROLD R. DANFORTH and JAMES D. HORAN, *Fixing the Clearinghouse*, dans *The D.A.'s Man*, cité par GUY TYLER, dans *Organized Crime in America*, Ann Arbor Paperbacks, The University of Michigan Press, 1967, p. 277.

65. L'analyse du problème psychologique ne doit pas faire oublier que le jeu constitue une importante réalité sociale et économique. Le tout n'est donc pas de comprendre par quel raisonnement aberrant et sous quelle pression sociale le citoyen de ressources limitées en arrive à considérer le jeu comme son seul espoir. Il faut autant et surtout comprendre à quel point le lien est direct entre la *minime* pièce de monnaie et les *énormes* empires criminels.

Ainsi que le constatent l'immense majorité des analystes, il n'est pas un seul empire criminel qui n'entretienne un lien quelconque avec le jeu. On peut même appliquer la même affirmation aux dirigeants criminels eux-mêmes : aucun d'entre eux ne se désintéresse du jeu.

À cette étape, il est important de marquer un temps d'arrêt pour examiner de plus près ce qu'on veut appeler « l'innocent jeu des nombres à coup de cinq sous ou de dix sous » et d'examiner aussi le joueur typique qui a permis de transformer cette activité en une entreprise criminelle multimillionnaire. Avec les années, nous avons recueilli la preuve que ces paris censément innocents avaient financé l'infiltration du monde interlope dans les syndicats, financé de puissants prêteurs usuraires et nourri le crime organisé sous toutes ses formes. Le dossier de n'importe quel gangster d'un niveau élevé montre une affiliation quelconque avec le pari sur les nombres. Les gangsters en font leur tremplin vers des activités plus répréhensibles<sup>1</sup>.

Certes, il fallait comprendre *pourquoi* le joueur s'adonnait à cette activité, mais il est tout aussi important de constater les *résultats* de ce besoin psychologique et social. Pour notre part, nous considérons que notre rôle consiste beaucoup plus à analyser la portée sociale des interdictions et à mesurer l'ampleur du jeu clandestin en termes économiques. Nous croyons cependant qu'il sera nécessaire, au cours des années, d'effectuer des recherches en profondeur pour mieux comprendre la motivation du joueur nord-américain.

Il n'y a d'ailleurs pas de contradiction entre les deux évaluations. En effet, une étude du joueur révèle le besoin sur lequel spéculé l'empire criminel ; une étude du jeu révèle que les dirigeants du crime organisé tirent d'énormes bénéfices en utilisant le jeu comme une des soupapes psychologiques les plus attrayantes.

On nous dira sans doute que les pauvres ne sont pas les seuls à parier et l'on aura raison. Cependant, la situation n'en est que plus grave pour les mieux pourvus, car ils y perdent fréquemment leur emploi, leur réputation, leurs investissements. Ils sont parfois contraints de servir de paravents à des criminels.

---

<sup>1</sup> HAROLD R. DANFORTH and JAMES D. HORAN, *Fixing the Clearinghouse*, dans *The D.A.'s Man*, cité par GUS TYLER, dans *Organized Crime in America*, Ann Arbor Paperbacks, The University of Michigan Press, 1967, p. 277

66. Les aspects sociaux sont cependant multiples. Nous nous contentons de souligner ici qu'à maints égards le jeu constitue, dans une société comme la nôtre, une possibilité d'évasion semblable à celle que semble offrir la drogue. À preuve, ce qu'écrivent les journalistes à propos des *stupéfiants* devrait faire partie de nos perspectives sur le jeu :

Ce qui est sûr, c'est que la consommation d'une drogue ou d'une autre procède d'un besoin d'échapper à la médiocrité, d'une nécessité d'évasion ou d'exaltation. Quand un phénomène prend les proportions qu'il atteint en Amérique du Nord, c'est toute la société qui est en cause. Contrôler sévèrement la vente des drogues, démanteler les réseaux de distribution, pourchasser les usagers, autant de solutions temporaires qui n'arrachent pas les racines du mal. Ce qu'il faut combattre, si l'on croit que la drogue est un fléau — ce que je crois — ce sont les causes même de la contagion. Il faudrait que nous soyons en mesure de fixer à la jeunesse des objectifs qui soient dignes de ses aspirations, il faudrait pouvoir intégrer mieux et plus vite une génération qui fonce plus vite vers l'avenir et modifier en conséquence les structures de notre monde. Sinon, la drogue remplacera demain l'idéal<sup>1</sup>.

67. Tout en professant un idéal démocratique, notre société ne facilite pas toujours l'accès des pauvres aux richesses et au prestige. Dans le concret de la vie, il est fréquent que les riches deviennent plus riches, tandis que les pauvres s'appauvrissent constamment. Ceci se réalise non seulement dans les richesses d'ordre purement pécuniaire, mais aussi bien dans les dons de l'intelligence et les additions de l'éducation. L'enfant intellectuellement plus doué apprend plus aisément, avec le résultat que le fossé entre lui et l'enfant d'intelligence limitée s'accroît au lieu de se rétrécir.

Diverses études américaines démontrent, comme il fallait s'y attendre, que ce sont les milieux les plus défavorisés qui s'adonnent le plus au jeu clandestin. Pour cette raison, on prévoit que les progrès de l'éducation permettront de limiter et même de réduire l'ampleur du jeu clandestin. Une telle évolution peut se produire et elle se produit de fait. Cependant, si l'on ne dérobe pas les autres différences sociales, le besoin de réussite (*achievement*) garde son magnétisme et le jeu conserve son attrait.

En somme, plus des groupes sont défavorisés, sur le plan social autant que sur le plan humain, plus grandit le besoin d'évasion. La pression augmente, pendant que diminuent les chances de briser le cercle vicieux. À ce moment, il est assurément normal ou du moins compréhensible que le jeu (aussi bien que les stupéfiants) soit fréquemment envisagé comme la seule solution accessible. Celui qui croit qu'un investissement dérisoire de \$1 ou de \$2 le mettra subitement en possession de la richesse, du confort, de la sécurité et du prestige, celui-là place tous ses espoirs dans le jeu. Toutes ses économies aussi.

<sup>1</sup> Article de Paul Gros D'Aillon : *Un fléau social*, publié dans *Montréal Matin*, le 3 juin 1969, p. 8.



Nous n'avons pas à revenir ici sur les propositions que nous avons formulées à propos de la sécurité judiciaire (volume II, tome 1). Cependant, on remarquera qu'un régime de sécurité judiciaire qui donne des défenseurs permanents et des voix puissantes aux groupes défavorisés constitue, sur le plan social, un moyen efficace de réduire les frustrations, de contenir les pressions et de rendre les raccourcis moins nécessaires. De façon indirecte, mais réelle, un régime de sécurité judiciaire freinerait la popularité du jeu illégal.

Mais peut-être n'est-il pas nécessaire d'interdire le jeu. Peut-être vaut-il mieux, au contraire, utiliser les énormes ressources du jeu pour financer les indispensables réformes sociales.

68. Car il est absolument impensable qu'une société comme la nôtre puisse jamais faire disparaître le jeu. Tout en croyant que le relèvement social, les progrès de l'éducation et une sécurité judiciaire adulte diminueront la compulsion au jeu chez un grand nombre, nous croyons que le jeu s'est établi chez nous à demeure. Notre mode de vie, notre structure économique, tout conspire à édifier une société où les différences s'accroissent et où il est difficile de rétablir entre tous l'égalité des chances.

Dans ce contexte, il faut donc savoir que l'interdiction du jeu n'aboutit qu'à un résultat : elle ne fait pas disparaître le *besoin*, mais elle réserve aux intérêts clandestins *l'exploitation de ce besoin*. Un certain nombre d'hommes politiques et d'analystes, conscients de cette situation, souhaitent aujourd'hui qu'on se montre plus réaliste et qu'on légalise carrément le jeu. De cette manière, disent-ils, ce qui est un besoin permanent cessera d'être utilisé contre les meilleurs intérêts de la société. Nous partageons cette perspective, tout en considérant, pour des raisons qui nous paraissent péremptoires, qu'il n'est pas suffisant de légaliser le jeu, mais qu'il faut carrément le socialiser.

69. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la « taxe volontaire » pratiquée sous forme de loterie par la ville de Montréal. Nous n'avons évidemment pas à nous prononcer sur la légalité stricte de l'aventure, laissant à la Cour suprême du Canada le soin de régler ce problème.

Cependant, tout en laissant à la Cour suprême le soin de décider si le code criminel dans sa teneur actuelle interdit ou non le système de « taxe volontaire » du maire Drapeau, nous affirmons, de notre côté, que cette procédure constitue un effort réaliste (et peut-être encore illégal) pour drainer vers des sources légitimes les sommes d'argent qui étaient jusqu'à maintenant canalisées par des intérêts inconnus.

C'est également dans cette perspective qu'il faut situer la suggestion formulée par un député à l'Assemblée nationale en février de cette année (1969) :

Montréalais et Québécois en général font face au problème de conserver Terre des Hommes — centre de culture populaire, ouverture sur le monde, etc... — et contenir les déficits budgétaires de leur gouvernement municipal et provincial. Quant au gouvernement fédéral, même s'il accepte la proposition provinciale qui ne s'applique qu'à l'année courante, on voit difficilement qu'il puisse s'engager à perpétuité. D'ailleurs, la province ne peut sûrement pas s'engager irrémédiablement à combler des déficits annuels d'opération qu'une entreprise comme Terre des Hommes comporte. Par conséquent, quelle que soit la solution temporaire apportée, le problème de la permanence de Terre des Hommes reste entier dans l'état actuel des finances publiques. Par ailleurs, la disparition de Terre des Hommes risquerait de porter un coup fatal au prestige précaire de la métropole au plan culturel, touristique et économique.

La meilleure solution, et peut-être la seule solution, consiste donc à rendre Terre des Hommes viable, sans lui faire perdre son caractère culturel et éducatif mais également en lui reconnaissant tout simplement et naturellement son caractère de lieu de loisir et de distraction. Terre des Hommes ne saurait devenir un musée figé et vite désuet. Pour ce faire, il n'est pas suffisant de parer aux déficits mais il faut prévoir les moyens d'assurer le renouveau des immeubles, pièces, exhibits, etc.

La suggestion que j'ai faite de permettre à la ville de Montréal d'y exploiter un casino municipal aurait pu être faite en un autre temps que l'annonce de la fermeture de Terre des Hommes. C'est un fait que le jeu existe. Il est même reconnu légalement, exemples : le pari mutuel aux courses ainsi que les amendements déjà prévus au bill omnibus au sujet des loteries et jeux de hasard organisés par des associations de bienfaisance. L'annonce de la fermeture de Terre des Hommes n'est donc que l'occasion de poser devant le public la question du jeu et du pari qui, pour une fois, pourraient rendre de précieux services à la collectivité.

C'est la raison pour laquelle j'ai proposé que la Ville soit autorisée par le code pénal à exploiter un casino municipal à Terre des Hommes. Cette action requiert le concours des trois gouvernements intéressés. La Ville doit le vouloir, la province doit permettre les modifications nécessaires à la charte de la ville et surtout, le gouvernement fédéral doit l'autoriser en apportant les modifications nécessaires au code pénal. Or, voilà que le bill omnibus doit être étudié incessamment à Ottawa et que des amendements sont déjà prévus au sujet du pari et du jeu. Les circonstances sont donc favorables.

Au cours de la semaine écoulée, on a signalé une baisse très sensible du tourisme et des congrès d'associations professionnelles et autres à Montréal par suite de nos taxes de vente et sur les chambres d'hôtel, particulièrement élevées ici. Ces deux taxes sont en effet les plus élevées en Amérique du Nord. Et pourtant, Montréal, nous dit-on, est par ailleurs la ville la plus accueillante et la plus recherchée par ces associations professionnelles et autres pour la tenue de leurs congrès. Il faut donc trouver du nouveau pour stimuler l'intérêt touristique à Montréal et surmonter les difficultés posées par les taxes précitées. Constatons de plus qu'il y a à proximité soit dans un rayon de 750 milles de Montréal, aux États-Unis, plus de 75 millions d'habitants, c'est-à-dire un bassin potentiel particulièrement important de touristes et de congressistes. Cependant, pour que ceux-ci deviennent des touristes et des congressistes montréalais, il faut que nous soyons en mesure de renouveler périodiquement leur intérêt dans la métropole.

L'on a également signalé il y a quelques jours le départ possible ou prévu de bureaux principaux de certaines lignes aériennes. On nous annonçait le départ de ceux-ci pour Toronto où le trafic aérien augmente tandis que le nôtre décline. L'accroissement du tourisme à Montréal est certes un moyen efficace de reprendre l'initiative et la supériorité en matière de circulation aérienne.

Il ne s'agit évidemment pas de faire de Montréal ou de Terre des Hommes un autre Las Vegas où, pourtant, des milliers de personnes se dépossèdent au profit de caisses qui n'ont pas les mêmes raisons de se remplir que celles de la Terre des Hommes. Pensons plutôt à Monte-Carlo où le casino a permis à la principauté de vivre et de prospérer. D'ailleurs les casinos municipaux existent en France, en Italie et en Espagne et ne donnent pas lieu au scandale. Ces pays européens ont donc compris depuis longtemps les bénéfices que l'on peut tirer de ces entreprises qui, dans un cadre civilisé, n'ont rien de répréhensible.

Il va sans dire qu'un casino montréalais relèverait exclusivement des autorités de la métropole elle-même. On ne saurait en effet envisager de confier la gérance ou l'administration d'une telle affaire à une entreprise privée si apparemment sérieuse soit-elle. De toute façon, il n'est pas question, que je sache, d'autoriser d'autres que des organismes désintéressés à but non lucratif suivant les dispositions du projet fédéral actuellement envisagé.

On serait mal venu de se formaliser de ce qu'une municipalité telle que la métropole du Canada et, particulièrement, dans un endroit tel que le site de Terre des Hommes, jouisse du droit d'exploiter un casino au bénéfice de sa population alors que des entreprises privées exploitant des pistes de courses bénéficient de profits considérables. On connaît les affluences et les montants pariés à Blue Bonnets et au parc Richelieu. On m'a dit que la moyenne des paris quotidiens à Blue Bonnets dépasse \$500,000 et l'on sait que la saison hippique est d'environ 10 mois par année. Ne serait-il pas normal que des profits de cet ordre aillent à la collectivité et singulièrement à maintenir Terre des Hommes dont le caractère est compatible avec ce type d'activité ?

En outre, une telle institution est de nature à porter un coup sérieux aux entreprises clandestines de jeu et de pari qui bénéficient du jeu et du pari illégal.

Disposons maintenant d'une dernière prévention : les pauvres ou les peu fortunés iraient jouer leur paie ou leur avoir. Qu'on me démontre que les assistés sociaux le sont à cause du jeu. Non, c'est bien plutôt à cause de l'absence d'éducation, de déficience de santé, d'absence de travail et de logements insalubres. Dans un autre ordre, l'existence d'alcooliques est-elle une raison pour justifier la prohibition ? D'ailleurs, on connaît les effets néfastes de la prohibition aux U.S.A. Le jeu illégal et clandestin ne crée-t-il pas les mêmes conditions ?

Sans aucun doute faut-il que le casino soit bien réglementé quant à l'admission des mineurs, des alcooliques et des prodigues. Les mises pourraient être limitées. Le personnel devrait être formé à partir d'éléments sains et honnêtes. En somme, le contrôle par l'autorité municipale devrait être très strict. Il ne faudrait pas que le casino soit un élément surajouté à l'ensemble des avantages de Terre des Hommes et par conséquent son administration devrait être reliée au reste, par exemple au point de vue des heures d'ouverture et de fermeture.

Si les gouvernements intéressés ne sont pas prêts à agir immédiatement, il faudrait au moins qu'ils se mettent d'accord pour confier l'étude de ce projet à un organisme désintéressé tel que la commission Prévost sur l'administration de

la justice par exemple, ou quelque autre organisme apte à donner une opinion objective <sup>1</sup>.

70. On aurait tort de croire que ces quelques prises de position suffisent à renverser la vapeur. Un certain nombre maintiennent encore leur opposition à la légalisation du jeu. Il est déjà possible d'affirmer que l'immense majorité de la population (82 p. cent) consentirait volontiers à ne plus punir ceux qui se livrent au plaisir de la loterie. L'opposition demeure cependant énergique. Elle possède cet avantage de pouvoir compter sur une bonne partie des dirigeants policiers.

Nous croyons donc nécessaire de passer en revue les objections les plus souvent formulées. Ce sont les suivantes :

- 1 — Le jeu légalisé n'est pas rentable ;
- 2 — les joueurs manquent déjà du nécessaire et le jeu contribuerait à aggraver le problème de la pauvreté ;
- 3 — le jeu légal tomberait vite, lui aussi, sous le contrôle du crime organisé.

71. On conteste, dès le départ, la rentabilité du jeu légal. En d'autres termes, on affirme que le fait de légaliser le jeu lui fait perdre tout attrait auprès du public. On affirme, par exemple, que la légalisation du jeu entraîne l'intervention du fonctionnarisme et qu'ainsi se répand la grisaille sur une activité dont le public appréciait l'imprévu.

À titre d'exemple, les opposants citent l'expérience montréalaise qui, au lieu des \$32 millions désirés et prévus, n'aura fourni qu'une dizaine de millions. À côté de cette *taxe volontaire* qui ne parviendrait pas à garder à la loterie municipale un attrait suffisant, le jeu clandestin continue, à Montréal, d'empocher des profits fabuleux.

En somme, le jeu n'aurait d'attrait et de rentabilité que s'il possède le piquant du fruit défendu !

72. Une seconde objection veut que la plupart des clients du jeu se recrutent dans les couches sociales les plus défavorisées. La description déjà fournie par Tyler confirme cette affirmation. Encore là, les opposants citent à l'appui de leur affirmation l'exemple récent de Montréal : dans le cas de la taxe volontaire, qu'un grand nombre de citoyens considèrent à toute fin

---

<sup>1</sup> Article de M. Jérôme Choquette, député à l'Assemblée nationale, intitulé : *Pourquoi pas un casino municipal à Terres des Hommes ?*, publié dans *Le Devoir* le 12 février 1969.

pratique comme une forme de loterie, diverses enquêtes inclinent à penser que l'immense majorité des contributions proviennent de familles ou d'individus à revenu très modeste.

On considère donc que le jeu, dont certains veulent faire la panacée universelle et une profitable source de revenu pour les pouvoirs publics, contribue au contraire à accentuer les différences entre riches et pauvres. L'objection rappelle l'argumentation des *prohibitionnistes* : si l'on met un produit dangereux à la portée des gens (alcool, jeu !), un grand nombre de citoyens en abuseront et ce seront presque toujours ceux qui, précisément, n'en ont pas les moyens.

Jusqu'à un certain point, l'objection décrit fort bien la réalité. Il semble bien, en effet, que la plupart des grandes organisations de jeu des États-Unis puisent l'essentiel de leurs revenus dans les quartiers noirs peuplés et dépourvus. En somme, selon ce raisonnement, bien loin de niveler les chances entre les différents groupes sociaux, le jeu contribuerait tout simplement à accroître les dépenses des familles défavorisées.

73. Les corps policiers ajoutent fréquemment à ces deux objections classiques leurs propres réticences. Ils affirment, quant à eux, que le fait de légaliser le jeu ne le tire pas du tout des griffes du crime organisé. Ils affirment, en se basant sur certains exemples réels et spectaculaires, que le crime organisé fait rapidement main basse sur tous les permis que peut émettre un État tolérant en matière de jeu. De cette manière, la légalisation du jeu ne prive le crime organisé d'aucun revenu.

Les publications policières et les témoignages que nous avons nous-mêmes recueillis de la bouche des policiers permettent de conclure en ce sens : la légalisation du jeu ne constitue pas pour les policiers la formule souhaitable. On observe, disent-ils à satiété, que les états ou les villes qui ont légalisé le jeu ne se sont pas pour autant débarrassés des éléments criminels. Selon presque les vérifications policières, les empires criminels éliminent rapidement du secteur du jeu toute concurrence légale et ils reprennent rapidement leur monopole.

De cette manière, la légalisation du jeu ne servirait, d'après les policiers, qu'à remettre *officiellement* au crime organisé ce qu'il possédait précédemment de façon *officieuse* et clandestine. À l'appui de cette thèse, on cite Las Vegas et même l'ensemble du Nevada. On fait également allusion, quoique de façon plus discrète, à la ville de Londres.

Le cas du Nevada semble particulièrement intéressant. On évalue à environ \$3 milliards le montant des paris légaux enregistrés chaque année dans les limites de l'état. Les policiers considèrent, pour leur part, que l'immense majorité de ces paris demeurent sous le contrôle des groupes criminels qui, ailleurs, se satisfont d'un contrôle clandestin sur le pari. En somme, la décision prise par le Nevada de légaliser le jeu n'aurait

absolument rien changé à la situation : les profits du crime organisé demeurent substantiellement les mêmes et la légalisation ne change même pas le nom du propriétaire <sup>1</sup>.

74. Ces diverses objections méritent un examen attentif. L'essentiel nous paraît cependant d'un autre ordre : il faut accepter comme point de départ que le jeu existe et que rien ne le fera disparaître de notre société. D'ailleurs, aucune des objections ne fait la moindre allusion aux méthodes qui permettraient de déraciner définitivement cette habitude. Dès lors, *la seule décision à prendre concerne le choix de l'exploitant* : le crime organisé, l'entreprise privée légale ou la société elle-même.

Le jeu constitue la première et même l'indispensable base financière d'une organisation criminelle...

... En 1966, deux ans après qu'un maire réformiste ait fermé — ou expédié dans les catacombes — toute l'exploitation du jeu, une équipe d'interviewers soumit un groupe de citoyens de Wincanton choisis au hasard à des questions portant sur des sujets divers, y compris le jeu. Un grand nombre de leurs réponses sont marquées au coin du fatalisme et d'un manque d'intérêt. 96 p. cent des réponses endossaient l'opinion suivante : « Peu importe ce que vous faites, les gens joueront toujours ». Les gens exprimèrent également l'opinion qu'un fort pourcentage de leurs voisins jouaient ;...

... dépassant leur fatalisme et leur conviction que le jeu est très répandu, les habitants de Wincanton sont également d'avis qu'au moins certaines formes de jeu n'ont rien de particulièrement répréhensible. En dépit de l'interdiction actuelle, 88 p. cent des réponses affirment que le bingo devrait être permis et 64 p. cent des personnes interrogées affirment que les « églises et les autres associations charitables devraient avoir le droit d'organiser des parties de bingo ». 59 p. cent favorisent une loterie nationale pour financer les écoles publiques ; 55 p. cent estiment que l'État devrait permettre toutes les formes de jeu. 47 p. cent estiment que « la police ne devrait pas intervenir dans une partie de cartes privée, même s'il y a des enjeux ».

Même s'ils n'avaient pas à répondre directement sur ce point, quelques citoyens de Wincanton reconnurent un lien entre le jeu et le crime organisé. 15 p. cent des personnes favorables à une loterie d'État voyaient là une façon d'enlever aux criminels le contrôle du jeu ; 11 p. cent des personnes favorables à la légalisation de toutes les formes de jeu proposaient également cette motivation. (Les raisons les plus souvent invoquées à l'appui de ces suggestions étaient que « le jeu est inoffensif » et que « l'État aurait avantage à se servir de ces fonds » ; comme argument en sens inverse, on affirmait surtout que le « jeu sous toutes ses formes est une mauvaise chose » et que « les gens y gaspilleraient leur argent » ) <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> On lira avec grand profit sur ce sujet. " *The Grim Reapers* ", par ED REID, Henry Reguery Company, Chicago, 199, 344 pages.

<sup>2</sup> *Ibidem*.

75. Face à la réalité du jeu, un certain nombre de citoyens formulent donc des objections de deux types principaux. Dans un cas, les objections sont d'ordre moral, dans l'autre cas, on affirme, dans une perspective presque semblable, que les gens ne sauront pas restreindre leur besoin de jouer. Par ailleurs, ni au niveau de la théorie ni au niveau des sondages, ni chez les dirigeants policiers ni dans le grand public, les opposants ne se donnent la peine de proposer des mesures qui soient efficaces contre le jeu. Pour parler net, les objections soulignent les inconvénients du jeu, mais aucune ne propose une ligne d'action.

Malgré leurs faiblesses intellectuelles, ces objections d'ordre moral viennent tout juste de commencer leur ressac.

76. Soulignons un autre aspect de ces objections : elles font presque totalement abstraction des aspects sociaux de la situation. Parfois valables sur le plan individuel, elles perdent tout impact si on les applique à l'ensemble de la société.

Elles ont donc une conséquence extrêmement grave : elles empêchent le jeu de devenir un véritable *problème social* aux yeux des hommes politiques et du grand public.

Pourtant, tant que le jeu, pour nous contenter de cet exemple, ne deviendra pas un problème social de grande envergure, un homme politique ne verra qu'un intérêt restreint à heurter les convictions ou les réticences d'une partie de la population. Certes, la majorité accepterait le changement au niveau de la législation, mais cette majorité s'accommode assez bien du statu quo. L'homme politique ne gagne donc pas grand-chose à lui offrir une satisfaction supplémentaire. En revanche, une minorité bruyante s'oppose à la modification de la loi. L'homme politique garde donc le sentiment qu'il déclencherait une polémique hasardeuse en prenant cette minorité à rebrousse-poil.

C'est dans l'aspect économique du jeu qu'on peut trouver une solution à ce problème. Autrement dit, *c'est peut-être en évaluant les ressources du crime organisé et en constatant de quelles sommes astronomiques le public se prive par cette prohibition que les hommes politiques et les gouvernements en arriveront à modifier leur attitude.*

Diverses raisons expliquent que le crime organisé ait tant tardé à devenir aux yeux du public et des gouvernants un problème social d'envergure. Retenons parmi les motifs principaux les éléments suivants :

- *D'une part*, les aspects économiques du crime organisé demeurent généralement inconnus ;
- *d'autre part*, on oublie généralement que le public requerra toujours les services dispensés par le crime organisé et que la seule décision à prendre consiste à établir au profit de qui ces services seront dispensés.

Il ne sera pas facile de présenter le crime organisé comme un problème social, en dépit du fait que les organisations criminelles prélèvent déjà un lourd tribut de la plupart des Américains et en dépit du fait que les organisations criminelles, en cultivant la corruption politique, ont déjà privé un grand nombre d'Américains de leurs droits d'exercer un vote fécond, de bénéficier d'un procès équitable et, de façon générale, de recevoir un traitement honnête dans la vie politique et économique. Trois raisons permettent de croire que ce problème ne deviendra pas prochainement un problème social, et l'une de ces raisons est d'ordre légal.

*En premier lieu*, la confédération criminelle des États-Unis est florissante parce qu'une minorité considérable de citoyens sollicitent les produits et les services illégaux que veut vendre l'organisation criminelle. (...) D'un autre côté, si l'on abolissait subitement la Cosa Nostra, sa disparition se ferait durement sentir car elle dispense des services très en demande dans le grand public américain. Par définition, le membre d'une organisation criminelle occupe un poste bien défini dans une structure sociale, dans une « organisation » qui a été conçue essentiellement de manière à porter les bénéfices à leur apogée en offrant des services et des produits qui, malgré qu'ils soient illégaux et interdits, sont voulus par les membres de cette société plus large au sein de laquelle se déploie le crime organisé. Tout comme la société américaine a créé un poste pour la Cosa Nostra en souscrivant aux jeux de hasard, en achetant sous le comptoir alcool et stupéfiants, en s'adressant aux usuriers et en collaborant à l'exploitation de la main-d'œuvre, la Cosa Nostra a créé, à l'intérieur d'une structure intégrée, une série de fonctions où trouvent à s'employer les compétences d'un large éventail de spécialistes qui fournissent ces biens et ces services. Il est impossible que le crime organisé devienne un problème social à moins qu'un secteur beaucoup plus large de la société prenne conscience que le coût de ces services est trop élevé.

*En deuxième lieu*, une forte proportion des personnes qui recherchent les biens et les services illicites sont convaincues qu'ils sont offerts par des criminels qui n'ont aucune organisation et qui par conséquent, ne sont pas vraiment criminels...

... Le jeu ne sera pas considéré comme un problème social avant qu'on sache dans tous les milieux que les preneurs aux livres ne sont pas des parieurs. La nature même de leur entreprise veut qu'ils marchent main dans la main avec tous ceux qui font le même métier. D'autres entreprises illégales présentent les mêmes caractéristiques. En s'unissant, les fournisseurs de produits et de services illicites (1) réduisent les frais d'exploitation, élargissent leur marché et réunissent leurs capitaux ; (2) établissent des monopoles dans le cas de certains services illégaux ou sur tous les services illégaux offerts dans un territoire donné ; (3) peuvent centraliser les procédures en vue d'inciter les organismes de protection publique et les cadres de la justice à fermer l'œil sur les combines illégales ; et (4) accumulent des sommes considérables qui facilitent la mise sur pied de monopoles plus importants dans le secteur des activités illégales et, tout aussi bien, dans le commerce licite. Le crime organisé ne peut pas devenir un problème social à moins qu'une portion beaucoup plus considérable de la société comprenne que le phénomène dont il faut s'inquiéter, c'est *l'organisation* et non le jeu lui-même.

*En troisième lieu*, le crime organisé ne va pas à l'encontre de la loi. Ce qui est illégal est le fait de faire passer des stupéfiants en contrebande et de les vendre, de faire le métier de preneur aux livres, de se livrer à l'usure, de tuer,



d'extorquer, de conspirer et ainsi de suite. Sauf dans les cas où les lois qui concernent la conspiration sont battues en brèche, il n'est pas illégal pour un individu ou un groupe de préparer, de mettre sur pied et de développer une hiérarchie destinée à la perpétration d'un crime, qu'il s'agisse de jeu ou de meurtre. Il n'est pas non plus illégal pour un individu de participer aux activités d'une telle organisation. . .

... Les insuffisances de la loi permettent aux dirigeants de ces entreprises illicites de demeurer à l'abri de l'arrestation, de la poursuite et de l'emprisonnement, à moins qu'ils ne violent eux-mêmes un article spécifique du code criminel comme, par exemple, ceux qui interdisent aux individus la vente des stupéfiants. La législation autorise aussi les organismes chargés de la mise en vigueur de la loi à fermer l'œil sur le crime organisé si tel est leur désir, parce que les changements dans leur politique ne se reflètent pas dans la courbe des statistiques. Par dessus tout, ceci interdit à une forte proportion de la société de percevoir le crime organisé comme un problème social<sup>1</sup>.

77. La Commission a tenté une analyse des différentes objections. La Commission admet, par exemple, qu'il serait ridicule de légaliser le jeu pour le seul plaisir de le remettre entre les mains du crime organisé. Ce serait faire bénéficier celui-ci d'une complète latitude pour majorer ses profits et pour exploiter le public à sa guise. Nous croyons quand même qu'une société comme la nôtre doit lever les interdictions sur plusieurs des activités qui, à l'heure actuelle, constituent les principales sources de revenu du crime organisé. Cette remarque générale s'applique tout particulièrement au jeu clandestin.

Notons d'abord, à propos du jeu, que les objections d'ordre moral ne résistent guère à l'examen. Certes, il est probable qu'un certain nombre d'individus ne sauront pas restreindre leur désir de parier et risqueront dans toute forme de gageure et de jeu l'argent indispensable au bien-être de leur famille. Certes, ces cas se présentent, mais il importe de ne pas les transformer en un faux problème : de tels individus existent et existeront toujours et il ne sert à rien de pratiquer la politique de l'autruche. On constate déjà que :

- 1 — Les pistes de courses officielles et légales retirent des sommes considérables d'individus qui n'ont pourtant pas les moyens de parier ;
- 2 — des expériences théoriquement aussi louables que la *taxe volontaire* de la ville de Montréal tirent elles aussi une part importante de leurs revenus des familles économiquement fragiles ;
- 3 — les preneurs aux livres clandestins reçoivent déjà des sommes considérables d'individus qui n'ont pas les moyens de jouer...

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, pp. 106-109.

Encore une fois, rien ne sert de pratiquer des autopsies inutiles et tardives : le jeu est spécialement attrayant dans une société comme la nôtre et il revêt un attrait encore plus considérable pour l'individu dont les chances de succès ont été jusque-là limitées. L'argument d'ordre moral porte quelque peu à faux puisque déjà l'individu à faible revenu a plus que les occasions nécessaires de parier son dernier sou et de maintenir sa famille dans l'insécurité économique.

78. La Commission estime que le jeu clandestin existe chez nous sur une haute échelle. Elle considère encore que le jeu clandestin se sustente grâce aux paris d'un grand nombre d'individus qui n'ont pourtant pas les moyens de se payer ce genre de distractions ou d'évasion. En cela, notre milieu ne diffère guère des milieux défavorisés des grandes agglomérations américaines <sup>1</sup>.

À la lumière des objections soulevées, la Commission concède cependant que *la simple légalisation du jeu ne constitue pas une solution*. En effet, le crime organisé est le mieux placé financièrement pour se porter acquéreur de tous les permis que pourraient émettre les États ou les municipalités.

Notre proposition se résume donc de façon fort simple : il faut *socialiser* le jeu. Entendons par là que l'État autorise le jeu, mais l'organise lui-même à son bénéfice et sans intermédiaire. Il n'y a donc aucune émission de permis ou de licence en faveur de l'entreprise privée.

Ceci nous paraît la seule attitude réaliste.

79. Tout cela n'éclaire guère le public sur la présence et l'ampleur du crime organisé et du jeu en terre québécoise. À cet égard, nos remarques peuvent décevoir : on n'y trouvera ni le reportage sensationnel, ni les noms de tous les preneurs aux livres...

En fait, si l'on parvenait à trouver dans nos commentaires de semblables révélations, nous aurions complètement raté notre coup. Nous entendons précisément convaincre la population que la force du crime organisé — et

<sup>1</sup> Le jeu clandestin est un problème de dimension régionale et ne se confine pas au district (de Columbia). Modestement organisé, un circuit typique de paris tirera la majorité de ses gageurs de clients résidant dans le district, transmettra les paris à un bureau central ou « banque » dans les banlieues du Maryland, et procédera enfin à un « pari de couverture » (lay-off) avec d'autres preneurs aux livres en Virginie ou dans les banlieues du Maryland ou dans le district. Certains indices permettent de croire que la région métropolitaine parie chaque année plus de \$100 millions sur les « numéros chanceux » et sur les événements sportifs. Ces renseignements sont contenus dans une lettre de Sheldon C. Cohen, Commissioner of Internal Revenue, en date du 9 mai 1966. *Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*, Washington, D.C., 1966, p. 112.

du jeu en particulier — est de ne susciter aucun remous et d'attirer le moins possible l'attention de la police et du public. On méconnaîtrait complètement cette perspective si l'on nous reprochait le manque de relief de nos remarques. Nous préférons nous en tenir à des faits usuels, aisément vérifiables pour quiconque s'adonne à la lecture des journaux ou se tient à l'écoute de la radio et de la télévision. Certains faits apparaîtront cependant, dépouillés des éléments qui trahiraient les sources, dans nos constatations et recommandations.

Il est cependant nécessaire d'ajouter certaines précisions. Il est exact que le jeu fonctionne dans notre milieu avec infiniment de souplesse et de discrétion. Toutefois, il faut répéter que les dirigeants du jeu clandestin utilisent l'argent qu'ils retirent de cette activité pour s'adonner au commerce massif des narcotiques et pour établir de véritables réseaux de prêts usuraires.

Notre difficulté réside donc dans le paradoxe suivant :

- Il faut éviter de verser dans le jaunisme et d'entretenir le public dans la conviction que le crime organisé aime la violence, le vaurme et la publicité ;
- il faut, parallèlement, convaincre le public que les « innocents preneurs aux livres » alimentent les plus répugnantes activités du crime organisé.

80. Notons au passage quelques faits. Un nombre extrêmement considérable de Québécois spéculent sur les courses de chevaux qui se déroulent à l'étranger et absolument rien ne prouve que ce soit dans l'intention de venir en aide aux hôpitaux irlandais ! Une ville comme Québec, d'allure pourtant fort conservatrice, trouve le moyen de parier plus d'une douzaine de millions de dollars sur les courses de chevaux *légal*es au cours d'une saison très courte. À Montréal, la saison du Parc Richelieu et de Blue Bonnets dure beaucoup plus longtemps et se termine sur un bilan de l'ordre de \$200 millions. Dans le secteur légal, on s'aperçoit donc que la moyenne des paris légaux sur les seules courses de chevaux s'établit déjà à \$1 ou \$2 par semaine par tête. Le chiffre mérite d'être retenu <sup>1</sup>.

81. Ces chiffres donnent une idée très incomplète des sommes qui s'engouffrent quotidiennement et annuellement dans le jeu. L'essentiel n'est cependant pas là. À moins d'ignorer complètement les habitudes des parieurs, il faut déduire d'un tel volume de paris que *le jeu se poursuit toute l'année*. Aux périodes de pari légal succèdent, par conséquent, les périodes de pari clandestin.

<sup>1</sup> Il faut, en toute honnêteté, situer les chiffres qui concernent le jeu. Une bonne partie de l'argent parié sur les courses provient du pari ! Par exemple, un individu pariera sur la dixième course ce qu'il a gagné dans la cinquième.

Un sondage effectué par un journal quotidien dans la ville de Québec révélait que les habitués des pistes de courses ne changeaient pas leur mode de vie après la clôture de la saison légale. Ils poursuivaient leurs activités par l'entremise de bookies (preneurs aux livres clandestins). De son côté, une très haute personnalité de la Sûreté du Québec nous affirmait connaître, dans les limites de la seule ville de Québec, banlieue mise à part, l'existence de quatorze *bookies*. On imagine ce qu'un chiffre semblable laisse supposer à propos de Montréal !

Notre propos n'est pas de fournir ici la liste des tabagies, bars, kiosques à journaux et épiceries qui servent au contact (direct ou téléphonique) avec le parieur. Nous voulons simplement indiquer que le pari clandestin existe dans notre milieu infiniment plus qu'on ne voudrait le croire. Pour compléter le tableau, il faudrait d'ailleurs tenir compte de ces inombrables *pools* qui ravagent bureaux et usines : séries mondiales de baseball, parties de hockey, coupe Stanley, coupe Grey, sweepstakes irlandais, etc. Un extrait de journal, choisi presque au hasard, donne une idée de l'ampleur des opérations :

Il était une heure trente, samedi après-midi (17 mai 1969). La police a envahi onze maisons privées et établissements commerciaux simultanément, mettant ainsi fin aux activités d'un important réseau de preneurs aux livres (*bookies*) dans la métropole, « entreprise » qui enregistrerait un chiffre d'affaires d'environ un million de dollars par semaine. Huit personnes ont été appréhendées et plusieurs autres doivent s'attendre à recevoir une sommation.

L'escouade de la moralité de la police de Montréal, sous les ordres du capitaine Paul Boisvert, assisté des agents Dave Adumo et Henry Forfellow, est l'auteur de ce grand coup qui a cassé les reins d'un réseau d'envergure qui opérait non seulement au Canada mais également aux États-Unis.

Bien plus, le capitaine Boisvert est d'avis qu'au nombre des personnes arrêtées se trouve le grand patron du réseau qui travaillait en étroite collaboration avec les filiales américaines.

Il s'agit du co-propriétaire d'un cabaret au 2170 rue Bishop. Un autre individu a été appréhendé au même endroit. Selon la police, ce cabaret aurait été la scène de vagabondage, prostitution et infractions au règlement 3416. Il ferait d'ailleurs l'objet d'une enquête de la Régie des alcools du Québec (!). Les policiers ont frappé au moment où les activités étaient à leur meilleur. Il y avait la course de chevaux du « Preakness » et la partie de baseball des Expos au Parc Jarry.

Fait à remarquer, chacun des endroits était organisé de façon à tout camoufler en quelques secondes advenant une intervention policière. Tout n'a pas marché comme prévu <sup>1</sup>.

82. Même en l'absence d'aussi spectaculaires interventions policières, n'importe quel observateur attentif se rendra compte que le jeu clandestin a déployé chez nous un réseau extrêmement considérable.

<sup>1</sup> *Montréal-Matin*, mardi 20 mai 1969, p. 4.

On se surprend, par exemple, qu'un certain nombre de journaux québécois consacrent un espace considérable aux innombrables courses de chevaux qui se déroulent aux quatre coins de l'Amérique. À moins de sombrer dans la plus totale naïveté, il faut bien croire que les journaux publient des pages complètes de résultats de courses parce qu'un large public les demande...

Du même coup, il faut bien comprendre qu'un réseau clandestin existe pour satisfaire les parieurs. Même pendant la saison légale de courses de chevaux, les preneurs aux livres clandestins fonctionnent sans doute pour tous ceux qui peuvent se permettre de gager \$2, mais qui ne veulent ou ne peuvent se rendre aux pistes de courses accréditées légalement ou qui préfèrent spéculer sur les courses qui se déroulent au loin.

Le réseau est même si largement déployé qu'il est naïf de croire qu'une seule série d'interventions policières puisse venir à bout de ces activités. On peut d'ailleurs être assuré que le réseau va constamment se reconstituer.

**83.** À vrai dire, il n'est aucunement nécessaire de faire au grand public ou aux corps policiers la preuve que le jeu clandestin existe au Québec. On peut donc considérer les points suivants comme acquis :

- 1 — Le jeu légal, là où il existe au Québec, vient chercher des sommes considérables.
- 2 — La plupart des sondages révèlent que le pari sous toutes ses formes intéresse les individus défavorisés autant et plus que les classes sociales bien pourvues.
- 3 — En marge du jeu légal, tout un réseau de pari clandestin existe que personne ne semble capable de déraciner.
- 4 — Autant et plus que le jeu légal, le pari clandestin se finance dans les classes sociales défavorisées.
- 5 — À elles seules, les interventions policières établissent aisément que le jeu clandestin du Québec est relié aux réseaux analogues des États-Unis.

**84.** Les enquêtes policières établissent en outre un aspect particulier du jeu clandestin au Québec. Non seulement le volume des paris atteint à Montréal et au Québec des dimensions importantes, mais Montréal sert de plaque tournante à de larges secteurs du jeu clandestin des États-Unis.

Pour des raisons évidentes, les dirigeants du jeu illégal qui veulent transférer des fonds importants d'un État américain à l'autre veillent à ne pas donner au FBI l'occasion d'intervenir. Ils effectueront les appels téléphoniques et les virements de fonds en utilisant un comparse montréalais. Ainsi, le FBI ne trouve pas trace d'appels d'État à État. L'appendice 6 fournira un certain nombre d'exemples de cette pratique <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Pour ne pas nuire au travail policier, l'édition publique omet ici une série de noms et de numéros de téléphone, de même que l'appendice 6. À notre avis, les corps policiers devraient cependant faire connaître ces renseignements. Ils confirment certaines des accusations portées par l'ex-ministre québécois de la Justice, Me Claude Wagner, lors de l'exposition universelle de 1967.

(...) Dans l'esprit des dirigeants policiers, il ne fait aucun doute que certaines de ces entreprises ne constituent en fait que de simples paravents et sont surtout des chaînons importants dans le réseau du jeu clandestin. Certes, n'importe quel homme d'affaires peut être appelé par les besoins de son entreprise à établir et à entretenir des contacts importants avec des villes fort lointaines. Cependant, il serait assez étonnant qu'une entreprise sérieuse accepte régulièrement de payer les appels téléphoniques qui lui parviennent « frais virés » (*collect*) de boîtes téléphoniques publiques ! C'est pourtant ce que révèle, dans certains cas, l'appendice 6.

85. Dans notre évaluation du jeu, il faut inclure un aspect dont sont parfaitement conscients les policiers, les procureurs de la Couronne et les juges. C'est la difficulté d'appliquer des sentences appropriées en matière de jeu. Cette difficulté contribue, elle aussi, à renforcer les réticences des policiers face au jeu.

En raison de l'ampleur et de la complexité des organisations clandestines, il est à peu près impossible aux forces policières de parvenir, par delà les multiples échelons, jusqu'aux individus qui sont à la source de l'exploitation du jeu et qui en encaissent les bénéfices majeurs. En pratique, cela veut dire que les policiers, les procureurs de la Couronne et les juges répugnent à faire payer à des sous-ordres les crimes d'insaisissables patrons. Même les récits des journaux laissent filtrer la fierté policière lorsqu'une « descente » a permis d'effectuer l'arrestation d'un personnage important (paragraphe 81).

Le policier sera souvent tenté de laisser le petit preneur aux livres poursuivre paisiblement ses activités. Le procureur de la Couronne, de son côté, sera fréquemment tenté de négocier avec le preneur aux livres que lui amène un policier et de faire miroiter devant lui la possibilité d'une sentence suspendue ou même de la liberté pour peu qu'il aide les forces policières à parvenir un peu plus haut à l'intérieur de la hiérarchie clandestine. Le magistrat, quant à lui, ainsi que le démontrent différents dossiers que nous

---

D'autre part, pour des motifs que nous expliquons plus loin, nous nous en sommes tenus à regret à la jurisprudence :

Consideration should also be given to extending to the Commission the powers given to Courts at Common Law to punish for contempts committed in the face of the tribunal. Mr. Justice Roach, as Royal Commissioner, was subjected publicly to insolence and defiance by self admitted criminals and hoodlums called as witnesses, which should not have had to be endured by a representative of the Crown in the performance of a high public duty.

The Commission has refrained, as stated elsewhere, from completing its inquiry as to criminal personalities until its legal powers can be settled by legislation or by the Courts. Report of the Ontario Police Commission on Organized Crime, January 31st, 1964 - chapitre sur « *New York Crime Commission* ».

reproduisons ici (appendice 7), ne verra absolument rien de dramatique dans l'activité du preneur aux livres. C'est ainsi que des individus traduits en Cour pour la troisième, la cinquième ou la huitième fois ne recevront comme sentence que « \$50 et les frais », « \$300 et les frais »... Pourtant, certains des individus qui comparaissent en raison de leur rôle dans l'organisation clandestine du jeu encaissent quotidiennement ou sur une base hebdomadaire des paris de l'ordre de dizaine de milliers de dollars, sinon davantage.

Ceci montre à quel point, dans l'état actuel des choses, la répression de la plus lucrative des activités clandestines demeure aléatoire. Demander aux policiers, aux procureurs de la Couronne et aux juges de faire montre d'une plus grande sévérité serait parfaitement illusoire : même exaspérantes, les sentences actuelles conviennent fort bien à des sous-ordres qui ne gardent pour eux-mêmes presque rien des sommes énormes qu'ils manipulent<sup>1</sup>.

86. Une certaine école estime qu'en punissant davantage les sous-ordres, on empêcherait le réseau clandestin de se déployer. Certains affirment, en effet, que l'organisation criminelle ne pourrait plus recruter un personnel suffisant si le moindre serviteur de l'empire criminel était systématiquement mis à l'ombre pour des périodes prolongées pour chaque offense.

Il est probable, concédons-le, que l'organisation criminelle éprouverait des difficultés plus grandes à recruter son personnel si les tribunaux se

---

<sup>1</sup> À cet égard, les tribunaux québécois se sont heureusement abstenus d'appliquer la 10e recommandation du rapport consacré par la commission de Police de l'Ontario au crime organisé :

*That the Courts be respectfully requested (a) not to impose concurrent sentences in respect of convictions for offences committed while an accused was awaiting trial of another offence or the disposition of an appeal and as a deterrent that substantial jail sentences be imposed in cases indicating the involvement of syndicated or organized crime, or the use or threat of force to intimidate or punish an individual in connection therewith ; (b) to recognize that professional gambling of which bookmaking is the most common and representative form, finances and is at the root of most organized and syndicated crime and corruption ; and that the only effective deterrent penalty is a substantial jail sentence coupled with an additional fine, sufficient in size having regard to the magnitude of the operation, to render it unprofitable. We respectfully support the comment of Mr. Justice Roach that "too much leniency has been shown to bookmakers in the matter of punishment", and still is in some Courts where the seriousness of this activity is apparently still not appreciated. We agree that there is "no reason why a jail sentence should not be imposed even for the first offence" on operators of front-ends as well as back-ends, and view with satisfaction the precedent just established (January 31st) by the Court of Appeal in the case of Regina v. Sam Sylvestro. Report of the Ontario Police Commission on Organized Crime - Chapitre intitulé « Recommendations », January 31st, 1964, pp. 123-124.*

montraient de la dernière sévérité à l'endroit de tous et chacun des preneurs aux livres et même des « messagers ». On ne doit cependant pas oublier, à notre avis, que le crime organisé ne compte pas seulement sur des salaires pour garder son personnel. Plus que tout autre employeur, il recourt à la violence et à l'intimidation et peut ainsi forcer même l'employé récalcitrant à poursuivre ses activités. Dans certains cas, le crime organisé pourra, à même ses bénéfices énormes, maintenir son embauche en offrant des augmentations de salaire.

87. Pour notre part, nous ne croyons donc pas qu'un durcissement de la part des policiers, des procureurs de la Couronne et des juges soit la réponse la plus adéquate. Nous admettons que la sentence constitue encore un problème dans le domaine du jeu. Nous concédons même que l'exaspération des policiers soit plus que légitime. Cependant, nous croyons que les tribunaux québécois ont fait montre, somme toute, de sagesse en refusant de frapper les acolytes ignorants et mal rémunérés autant que s'ils étaient les maîtres et les propriétaires du réseau clandestin.

Dans un certain nombre de cas, toutefois, il semble bien que les forces policières soient parvenues à arrêter, non plus seulement le menu fretin, mais un quelconque intermédiaire. Dans ces cas, les sentences pourraient et devraient (dans l'état actuel de la loi) tenir compte du fait que l'accusé était plus un exploiteur qu'un exploité... L'appendice 8 fournira en détail l'argumentation d'un policier spécialisé dans ce domaine.

88. En somme, le fait que le jeu soit devenu une activité solidement structurée rend le travail de détection et de répression extrêmement difficile. Le jeu ne suscite aucune réaction violente dans le public qui, de façon générale, y trouve son compte ou jette un regard de bienveillance amusé sur le parieur invétéré et sur celui qu'on désigne volontiers comme « le preneur aux livres de coin de rue ».

On peut donc dire que le jeu est farci d'équivoques. — Dans l'esprit de la population, il s'agit carrément d'un innocent service public. Pourtant, ce service public appartient à un empire criminel. — La loi exige donc que le jeu soit combattu, mais les forces de l'ordre n'obtiennent aucune collaboration du public. — Le jeu, on le sait, soutire des capitaux énormes, mais les policiers, les procureurs de la Couronne et les juges ne sont généralement en présence que de simples sous-ordres qu'ils répugnent à punir avec une sévérité excessive.



En somme, le jeu est, malgré son illégalité, une activité profondément structurée et organisée, ce qui assure le maximum de protection aux véritables propriétaires de l'entreprise et incite les organes de répression à montrer une relative tolérance<sup>1</sup>.

89. Indépendamment des convictions de chacun quant à la *moralité* du jeu, il est indéniable que le jeu clandestin existe, qu'il est largement déployé dans notre milieu, qu'il appartient, corps et biens, au crime organisé et qu'il se permet même d'établir des « chambres de compensation » qui rappellent certaines procédures des établissements bancaires. Sur chacun de ces points, l'enquête Kefauver<sup>2</sup> a tout simplement confirmé ce que

---

<sup>1</sup> Dans les grandes villes, le jeu est presque toujours mis en place ou contrôlé par des hiérarchies complexes créées par les membres du crime organisé. Les montants des mises *sont acheminés* du simple agent qui note les choix des parieurs, passent ensuite entre les mains des personnes chargées de percevoir l'argent et les bordereaux, *parviennent* aux intermédiaires du second échelon qui ont charge de districts spécifiques et arrivent enfin à l'un des bureaux principaux. Les profits distribués par la suite au chef de l'organisation sont acheminés par des voies si complexes que même les personnes qui participent à l'exploitation du pari ne connaissent pas ou du moins ne peuvent prouver l'identité du chef. L'usage de plus en plus fréquent du téléphone pour la loterie et le pari sur les événements sportifs a contribué à créer ce système où le preneur aux livres peut fort bien ne pas connaître l'identité de cette personne du second échelon auquel il transmet quotidiennement par téléphone les paris de la journée. Non seulement l'organisation a accru l'efficacité et agrandi les marchés, mais elle assure aussi, grâce à la centralisation des pots-de-vin, une méthode systématique pour corrompre ceux qui sont chargés de l'application de la loi.

Une telle organisation est également nécessaire pour prévenir des pertes lourdes. Il arrive que les parieurs investissent trop d'argent sur un cheval ou sur un chiffre pour qu'un petit agent puisse payer ce qu'il doit si ce cheval ou ce chiffre l'emporte. L'agent doit alors se couvrir en gageant lui-même sur ce cheval ou ce chiffre. Ce *pari de couverture (layoff betting)* s'effectue grâce à un réseau de parieurs spécialisés (*layoff men*) qui reçoivent des paris de l'organisation clandestine. *The Federal effort organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D. C., 1967, p. 115.

<sup>2</sup> Grâce aux auditions de l'enquête Kefauver et grâce à l'aide fournie par la réunion organisée en 1950 sur le crime organisé par le procureur général, deux lois ont été votées. Ce fut là vraisemblablement la première manifestation concrète d'un intérêt du congrès pour ce problème. Les témoins réussirent à convaincre le comité que la principale source de revenu du gangstérisme était le jeu et ses divers satellites.

Ceci relevait évidemment de la juridiction fédérale à cause des expéditions d'un état à l'autre et ceci décida le congrès à adopter la loi de la taxe sur les paris qui obligeait toutes les personnes engagées dans ce métier à se procurer des timbres de taxe fédérale. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D. C., 1967, p. 6.

savaient déjà les corps policiers spécialisés<sup>1</sup>. L'unanimité couvre un autre point : il est inutile, dispendieux et fastidieux de poursuivre les valets pendant que les maîtres continuent d'encaisser en toute quiétude les bénéfices d'une activité à laquelle les citoyens honnêtes sont les premiers à participer<sup>2</sup>. Sur chacun de ces points, l'appendice 7 a fourni le point de vue policier.

Les doutes ne sont donc plus possibles au niveau du diagnostic ; en revanche, les opinions diffèrent encore lorsque vient le moment de définir le remède approprié. En effet, selon les corps policiers, la meilleure technique de lutte serait assurément d'autoriser les techniques d'espionnage électronique. En d'autres termes, les policiers estiment qu'il y aurait moyen de venir à bout de l'empire clandestin du jeu organisé pour peu que les policiers puissent, moyennant certaines précautions légales, brancher des tables d'écoute sur la ligne téléphonique des individus qui sont soupçonnés de participer au jeu organisé. Dans un mémoire récent présenté à Ottawa, l'Association canadienne des chefs de police a même affirmé que les corps policiers devraient avoir la permission d'utiliser à leur gré — et sans avoir à recourir chaque fois aux tribunaux — les techniques de surveillance électronique.

90. Quant à la description du problème, nous acceptons donc aisément la version des policiers. En revanche, nous ne partageons pas le point de

<sup>1</sup> *Le jeu de hasard*. Les dirigeants policiers conviennent presque tous que le jeu constitue la principale ressource financière du crime organisé. Le jeu comprend aussi bien les loteries, tels les « numéros chanceux » et les cadeaux-primes, que le pari hors piste sur les courses de chevaux, les paris à propos d'événements sportifs, le jeu de dés sur une grande échelle et les casinos illégaux. Dans les grandes villes où existent des groupes reliés au crime organisé, il est très rare que les responsables du jeu soient indépendants d'organismes centraux. Dès qu'un individu connaît le succès dans une exploitation indépendante, il doit s'attendre à la visite d'un représentant de l'organisation centrale qui le convaincra, par l'intimidation ou la promesse de bénéfices plus considérables, de partager ses revenus avec l'organisation. *The Federal effort against organized crime, op. cit.*, p. 114.

<sup>2</sup> En quatrième lieu, nous concentrons nos efforts sur ces activités qui nous semblent rapporter au gangstérisme l'essentiel de ses revenus. De façon certaine, nous croyons que ces activités sont le jeu de hasard et le pari. Dans ces recherches, nos principaux collaborateurs sont le FBI et le Service d'enquête du ministère du Revenu (Internal Revenue Service, Intelligence division).

Il ne suffit pas d'arrêter et de faire condamner les preneurs aux livres et les agents de pari mutuel. Tel n'est pas notre objectif. Pour qu'une campagne contre le jeu soit une réussite, nous devons réussir à arrêter et à faire condamner les têtes de l'organisation. À cette fin, nous demandons aux comités fédéraux d'enquête (*Grand Juries*) de nous aider à accumuler des preuves contre les dirigeants des réseaux du jeu illégal.

Une telle campagne présuppose, surtout quand on s'attaque aux grands responsables nationaux du pari de couverture (*layoff betting*), le recours aux dispositions légales qui assurent l'immunité. *Ibidem*, p. 14.

vue policier quant à la lutte à mener au jeu clandestin. Pour qu'une lutte à outrance ait une chance de réussir, il faudrait accorder aux corps policiers les pleins pouvoirs, ce qui paraît peu conforme à nos habitudes et à notre philosophie.

Nous préférons quant à nous envisager l'autre hypothèse, c'est-à-dire la socialisation du jeu. Dans cette perspective, l'État intervient lui-même pour assumer l'organisation du jeu et en tirer bénéfice.

Des trois solutions (lutte à outrance, légalisation du jeu, socialisation du jeu), la socialisation nous paraît la seule praticable. D'avance, la lutte au jeu nous paraît une guerre mal engagée et perdue. D'autre part, il nous paraît tout aussi peu souhaitable que l'État consente à une simple légalisation du jeu. En effet, dans les décors où le pari est devenu légal sous toutes ses formes, le crime organisé a été le seul en mesure de se procurer les licences et les permis émis par l'État. En définitive, le crime organisé recevait ainsi sur un plateau d'argent la permission de conserver son empire et même d'accroître ses bénéfices. Sur ce point, l'expérience européenne diffère sensiblement du contexte américain. En effet, la plupart des pays d'Europe n'ont jamais connu les diverses prohibitions de l'Amérique et ils ont ainsi évité de créer les larges empires criminels auxquels nous devons maintenant faire face. Pour eux, il semble que la simple législation du jeu puisse constituer une mesure satisfaisante. Cependant, selon certains dirigeants policiers, la légalisation du jeu ne peut constituer, même pour les pays européens, une solution complètement satisfaisante : là où n'existait pas un embryon de crime organisé, la situation est demeurée paisible ; dans les cas où le crime organisé avait commencé à se manifester, la légalisation du jeu n'a pas empêché l'organisation criminelle de poursuivre sa marche en avant.

91. Notre proposition est donc formelle : l'État n'émet pas de permis, mais il devient lui-même l'organisateur et l'exploiteur du pari. Au besoin, il utilisera comme contact avec les parieurs le réseau des banques à charte et les caisses populaires. Au besoin, il utilisera même le réseau des bureaux de poste. Ainsi, il concurrencera directement les preneurs aux livres locaux qu'il bouterà rapidement hors des affaires en offrant de meilleures cotes aux parieurs.

On s'étonnera sans doute que nous conseillons ainsi à l'État de passer d'un extrême à l'autre, de la prohibition presque totale à la sollicitation directe et publique. Nous croyons cependant qu'un tel coup de barre s'impose. En effet, pour peu que l'on tarde encore, le crime organisé aura soutiré du jeu clandestin des sommes encore plus considérables. Très bientôt, le crime organisé sera, aux États-Unis comme chez nous, en mesure

soit d'acheter les appuis qui lui sont nécessaires pour empêcher que soit jamais contesté son empire, soit d'entrer plus profondément dans le champ des activités commerciales légales.

Nous ne cherchons pas à dramatiser inutilement : quand une société commerciale peut compter sur des profits nets qui se chiffrent à coup de milliards de dollars, le gouvernement doit prendre conscience qu'il mène une course contre la montre. Toute demi-mesure serait, pour les motifs déjà invoqués, absolument inefficace. Ou bien on ferme les yeux sur la présente expansion du crime organisé et sur son financement par le jeu clandestin, ou bien on lance carrément l'État — et non l'entreprise privée — dans la conquête d'une activité que nous avons laissée trop longtemps entre les mains d'exploiteurs dangereux<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> Ce que William Foote Whyte a décrit dans son classique *Street Corner Society* explique d'une des meilleures façons possibles à quel point le gangstérisme se comporte dans une grande ville nord-américaine comme une entreprise presque légale. Si l'on en croit le récit de qui, à ma connaissance, n'a jamais été démenti, l'exploitation la plus systématiquement pratiquée à Boston, c'était, entre les mains de syndicats puissamment structurés, une large diffusion du jeu illégal d'après ce qu'on pourrait considérer comme de sains principes administratifs. Nous voilà loin de l'époque où les bandes rivales participaient de façon sanglante à cette guerre qui constituait le signe distinctif de la criminalité urbaine aux États-Unis pendant le chaos de la contrebande. On a mis un bémol à la violence de sorte que la concurrence, comme dans les autres secteurs du commerce, a fait place à une coopération intelligente. Le principe de base est le suivant : créons des liens entre nos entreprises illégales et partageons-nous les profits de manière à ce que chaque gangster obtienne une part bien définie, et personne n'en souffrira. Face à ce crime organisé, la police joue un rôle majeur car elle détient le pouvoir, sinon de faire disparaître le jeu illégal, du moins de freiner considérablement son expansion. Comme des poursuites trop fréquentes nuiraient à l'entreprise, il faut, par conséquent, s'assurer la collaboration de la force policière. Whyte écrit : « Les policiers sont achetés. C'est ce qu'ils appellent « le salaire de l'union (*union wage*). Le policier reçoit \$5 par mois pour chaque magasin de son secteur qui fait commerce des numéros chanceux... Les policiers se divisent le territoire entre eux ». De temps à autre, pour calmer les inquiétudes du public, ils font semblant d'appliquer la loi. Quelques-uns des membres les moins influents qui recueillent et transmettent les paris se laissent arrêter (moyennant une récompense financière, naturellement), poursuivre et emprisonner, après avoir reconnu leur culpabilité de manière à éviter la perte de temps. Whyte est d'avis qu'à Cornerville « la principale tâche de la police n'est pas d'appliquer la loi, mais simplement de réglementer les activités illégales ». Par conséquent, le jeu organisé fonctionne comme un système. Chaque rouage est solidement relié aux autres et les individus, qui peuvent apparaître ou disparaître, occupent dans le système des postes bien définis. L'organisation se donne comme objectif de fournir un service, c'est-à-dire le jeu, aux membres de la société qui le désirent. Par la même occasion, l'organisation offre une vie confortable aux petites gens à son emploi, apporte aux policiers un utile surplus budgétaire et fait rouler vers les dirigeants de l'organisation des profits substantiels. Et il est rare que qui que ce soit en souffre ! Existe-t-il quelque chose de plus rationnel ?

92. On le voit, notre recommandation dépasse largement la légalisation du jeu. Certes, un certain nombre d'hommes politiques et d'associations toléreraient assez volontiers des loteries publiques occasionnelles, mais consentiraient peut-être plus malaisément à ce que l'État sollicite ouvertement les citoyens. Pour notre part, nous croyons qu'il faut désormais choisir entre deux solutions diamétralement opposées : laisser aux organisations criminelles leurs revenus du jeu et risquer ainsi tout l'avenir de notre société, ou bien mobiliser la force de l'État pour véritablement socialiser le jeu.

Sur ce terrain, un secteur minoritaire de la population conserve, aujourd'hui encore, les convictions qui nous ont coûté si cher au cours des années de la prohibition de l'alcool. En effet, une attitude puritaine et irréaliste aura fait que des millions de dollars résultant de la vente de l'alcool sont allés non pas dans les goussets publics, mais entre les mains des pires ennemis de la société. Même au moment où l'opinion publique a fini par accepter la légalisation de la vente de l'alcool, de nombreuses réticences subsistent à l'idée de *faciliter* la vente des boissons alcooliques.

---

Une question vient spontanément à l'esprit devant un tel tableau : n'est-il pas préférable de légaliser ce genre d'activités ? N'avons-nous pas ici un exemple frappant de la façon dont certaines sociétés modernes créent elles-mêmes leurs propres crimes ? D'après les textes légaux, de telles activités sont-elles légales, mais sont-elles, en elles-mêmes, immorales ? Il ne sert de rien de vouloir prouver que le pari soit une pratique essentiellement mauvaise. Selon les individus, il deviendra ou ne deviendra pas une passion dommageable. Mais parce qu'un individu se ruine à parier sur les chevaux, est-ce là une raison valable d'empêcher tous les autres de parier ? Plus d'un s'est ruiné à la bourse, mais nous n'avons pas pour autant lancé un appel pour interdire la vente des actions et des obligations. La prohibition en Amérique a engendré la contrebande qui à son tour a suscité des guerres criminelles et la création de bandes rivales. Mais quelle loi imbécile c'était ! Sur le plan légal, il est sain d'affirmer qu'une loi méprisée par une forte proportion des citoyens est une mauvaise loi. Par contre, une bonne loi, même si elle doit subir des entorses occasionnelles pour affirmer sa nécessité, doit bénéficier de l'appui de la majorité. À cette condition, il est certain que les membres d'une même société sont reliés plus étroitement les uns aux autres du fait qu'ils possèdent un ensemble de lois. Quand survient un crime majeur, c'est-à-dire quand est violée une loi sur laquelle nous étions tous tombés d'accord - nous nous unissons tous pour découvrir le criminel et le traduire en justice. Il est exceptionnel que le meurtrier trouve une hospitalité protectrice ; au contraire, n'importe quel bon citoyen le pourchassera. De cette manière, la loi constitue socialement un dominateur commun et contribue à renforcer le sentiment d'appartenance. Mais une mauvaise loi engendre le morcellement. Si on l'applique, elle scinde l'opinion publique en profondeur et crée un climat de désunion. Comme exemple d'une mauvaise loi ignorée de façon presque unanime, citons ce statut britannique qui force tous les citoyens à assister à l'office divin le dimanche. Cette loi et d'autres qui s'y rattachent n'ont jamais été rappelées, mais elles ne sont pas respectées. Qu'on imagine seulement quel tumulte surgirait si quelqu'un s'avisait de tenter une poursuite en vertu de cette loi !

Pour revenir au tableau de Cornerville que nous a brossé William Foote Whyte,

Ceux-là jettent les hauts cris et affirment qu'il y a paradoxe lorsque l'État profite, d'une part, de la vente de l'alcool et se charge, d'autre part, de la réhabilitation des alcooliques.

93. Ce paradoxe existe, mais il est inévitable. Bien plus, l'action privée fourmille de paradoxes encore plus criants.

En fait, tout dans le capitalisme et dans l'entreprise privée est susceptible de devenir abusif. Ainsi, la publicité, pourtant nécessaire, devient aisément envahissante et excessive. Ainsi, la croissance d'une entreprise, pourtant indispensable à la constitution de pôles économiques, peut dégénérer en monopole. Ainsi, le crédit, qui peut pourtant permettre le nivellement social et l'égalité des chances entre les citoyens, peut devenir usure et exploitation. On pourrait poursuivre indéfiniment cette liste des activités que la libre entreprise peut — ou non — contenir dans des limites raisonnables. Interdire la publicité, le commerce, le crédit serait renoncer à quelques-unes des activités qui sont à la source même de notre société économique. Tant et aussi longtemps que nous voudrions vivre ainsi dans un contexte de libre entreprise et de concurrence, il faudra consentir à un certain nombre de ces paradoxes et accepter un certain nombre de risques.

En revanche, il faudra admettre que l'État puisse, lui aussi, passer par-dessus certains paradoxes. Au moment où il devient évident que la libre entreprise se permet des abus ou glisse sous le contrôle de mains criminelles, l'État a non seulement le pouvoir, mais le devoir d'intervenir, même s'il lui faut pour cela courir le risque d'apparentes contradictions.

---

nous voulons retenir deux traits importants. Premièrement, les lois contre le jeu contribuent à placer les policiers en occasion très prochaine de péché. Le policier qui se conduit de façon honnête et qui refuse de collaborer avec la pègre et d'encaisser ses pots-de-vin est une source d'embarras pour l'ensemble du système. Il faut le permuter avant qu'il déclenche un scandale et le transfère le plus expéditif pour ses supérieurs consiste à le mettre au travail dans un secteur policier où il n'entrera pas en contact avec l'organisation des « numéros chanceux ». On lui confie donc des fonctions d'agent de la circulation, une tâche ingrate et impopulaire, « pour encourager les autres ». Le second point à retenir, et il mérite ample réflexion, c'est que, une fois l'exploitation mise en marche, un grand nombre d'individus, et la police en particulier, ont intérêt à ce qu'elle continue. Si le jeu des numéros chanceux devenait légal, un grand nombre en serait pour leurs frais. Nous pouvons donc observer que, dans certains cas, la société ne se contente pas d'engendrer elle-même ses propres crimes, mais tend en outre à entretenir des attitudes mentales favorables au statu quo. Une fois le crime intégré au système social, il acquiert toutes les caractéristiques des autres systèmes sociaux, c'est-à-dire la stabilité, le respect du passé, le sens des intérêts personnels, l'investissement du capital et ainsi de suite. JOHN BARRON MAYS, *Crime and the Social Structure*, Faber & Faber Ltd., Londres, 1963, p. 44. Le volume de William Foote Whyte en est à sa quatrième édition (Les presses de l'Université de Chicago, 1947).

Ces remarques s'appliquent particulièrement au jeu : l'État doit le prendre en main et l'exploiter ouvertement jusqu'à la sollicitation des citoyens. Il le faut pour reconquérir un territoire que les organisations criminelles se sont habituées à considérer comme leur fief. Si les faibles abusent du système, et il faut s'y attendre, leur situation ne sera pas pire qu'actuellement et l'État pourra, à tout le moins, redistribuer l'argent dans les quartiers défavorisés dont il serait sorti.

94. Dans cette partie de notre analyse, nous avons fait du jeu une cause type. Le jeu constitue, en effet, un excellent exemple de ces services illégaux et clandestins que le crime organisé exploite de façon constante et lucrative grâce à la connivence de milliers de citoyens.

Nous avons utilisé le jeu pour démontrer qu'une activité souhaitée par une importante portion de la population ne peut être éliminée par un texte de loi ou une intervention policière. Nous en avons conclu à la nécessité d'une socialisation du jeu par laquelle l'État descendra lui-même dans l'arène pour mener la lutte au jeu clandestin d'une manière à la fois efficace et rentable.

Ajoutons qu'en ces matières, le Québec a une tradition de bon sens et d'équilibre. En effet, même au moment où les États-Unis et la plupart des provinces canadiennes interdisaient la vente de l'alcool, le Québec se refusait à prendre des mesures aussi draconiennes. Un grand nombre ignorent, en effet, que le Québec n'a jamais connu la prohibition. C'est le goût du milieu et ce réalisme qui nous invitent aujourd'hui à lever les interdictions qui frappent le jeu.

## 2 — LES ACTIVITÉS SECRÈTES

(95-108)

95. Malgré la place prioritaire qu'occupe le jeu, une description réaliste du crime organisé ne peut s'arrêter là. Parallèlement aux activités voulues par le public et administrées presque comme un service à la population, d'autres activités du crime organisé heurtent et exploitent le public et même le criminel isolé de façon plus directe et plus patente.

Surtout, le crime organisé mène à côté d'entreprises quasi légales qu'un législateur réaliste pourrait intégrer directement au secteur de la légalité, des campagnes d'intimidation, de corruption, de violence telles qu'on ne peut évidemment pas en faire disparaître les inconvénients par des amendements législatifs. En termes simples, ceci signifie qu'il est parfois possible de neutraliser le crime organisé en légalisant carrément certaines de ses activités, alors qu'il est parfaitement impossible et impensable de jeter un voile pudique sur ses autres manifestations.

Pour mieux comprendre les mécanismes du crime organisé, nous nous attacherons surtout ici à définir ses relations avec les autres secteurs de la criminalité. Sur ce terrain, nous orienterons nos réflexions dans deux directions différentes.

*D'une part*, nous tenterons d'expliquer plus directement pourquoi le crime organisé passe périodiquement par de véritables affrontements armés entre les différents groupes qui le composent, alors que, dans les autres secteurs de la criminalité, les groupes criminels se considèrent généralement comme des amis, parfois comme des concurrents, jamais comme des rivaux.

*D'autre part*, nous essaierons de répondre à une question qui hante tous les analystes du crime organisé : jusqu'à quel point le crime organisé est-il impliqué dans le reste de la criminalité, en particulier dans les vols de banques, les vols d'automobiles, les faillites frauduleuses... ?

À la lecture des pages qui suivent on comprendra pourquoi nous ne proposons qu'une réponse à cette double série de questions.

### **Exemple : La contrainte**

(96-100)

96. Si le crime organisé traverse périodiquement des périodes de violence interne, c'est qu'il est à la fois un service et un monopole.

1 — *Comme service, le crime organisé gagne à dissimuler son organisation.*

Comme service, le crime organisé ne peut se permettre de laisser la population prendre conscience de l'organisation souterraine qui exploite le jeu, le prêt usuraire ou les narcotiques. Comme service, le crime organisé doit compter beaucoup plus sur l'afflux régulier des fonds que sur un coup de force isolé et spectaculaire.

Précisément parce qu'il lui faut compter sur la connivence de la population et sur une régularité de revenus, le crime organisé tient éperdument à ne pas attirer l'attention sur les véritables propriétaires de l'entreprise. Pour cette raison, le crime organisé requiert le secret avec la plus totale intransigeance.

On peut envisager ce secret soit du point de vue du chercheur, soit du point de vue de l'organisation criminelle elle-même. Pour le chercheur, le secret constitue, il va sans dire, une difficulté majeure sur le plan de l'observation et de l'analyse :

Le plus important problème de méthodologie découle du fait que la société des criminels organisés, si elle est une société, est une société secrète. Les ac-



tivités coutumières au crime organisé sont tout simplement inaccessibles à l'observation du citoyen moyen ou du savant classique<sup>1</sup>.

Du point de vue de l'organisation criminelle, le secret constitue une politique définie. En somme, le secret n'est pas seulement une pierre d'achoppement sur le chemin du chercheur, il est pour le crime organisé un désir brutal, une volonté indiscutable, une question de vie ou de mort. Tout conspire pour rendre le crime organisé susceptible et intolérant sur cette question de discrétion et de secret. La connivence du public, si importante à la rentabilité du crime organisé, ne peut s'obtenir et se maintenir que si les mains criminelles qui tirent les ficelles demeurent cachées. Il faut, en somme, que subsiste devant l'opinion publique l'illusion que le jeu, le prêt ou la prostitution constituent simplement des services offerts généreusement et innocemment à la population...

Cette illusion survit si tous se taisent. Et les bénéfices de l'illusion sont si considérables qu'on veille à ce que tous se taisent.

2 — *Le crime organisé doit dissimuler le fait qu'il tend obstinément au monopole.*

97. Le problème du crime, c'est qu'il tient éperdument au monopole et qu'il tient éperdument à dissimuler sa présence derrière des monopoles.

Tout en convainquant le public de la pureté de ses intentions, le crime organisé doit dissimuler son origine, ses méthodes et surtout ses objectifs. Pour y parvenir, il doit empêcher l'opinion publique de le considérer comme un monopole.

Il doit également veiller à préserver le monopole. Pour parvenir à ce but, il structurera les activités sur une base aussi large que possible, s'assurera des revenus permanents et considérables et *interdira la concurrence*. Ceci suffit à distinguer les criminels professionnels des individus reliés à un secteur quelconque du crime organisé. Pour le crime organisé, la concurrence est insupportable et il est impératif de liquider tous les contestataires et tous les rivaux.

On entend rarement parler d'une guerre opposant les uns aux autres les spécialistes du vol à main armée, pour la simple raison qu'il s'agit là de professionnels qui ne ressentent absolument pas la nécessité d'interdire la concurrence. Dans l'autres domaines, au contraire, on assistera de façon régulière ou sporadique à de véritables guerres de gangs pour le contrôle d'un empire.

Il ne faut point s'en surprendre. Le crime organisé tient sans doute à poursuivre ses activités en souplesse et dans la discrétion la plus grande

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological problems in the study of organized crime as a social problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 102.

possible, mais il tient tout autant sinon davantage à jouir des avantages de l'exclusivité et du monopole.

Au total, le crime organisé invoquera la violence aussi bien contre le délateur que contre le concurrent. Il le faut s'il désire conserver les avantages du service et du monopole.

98. Il faut insister davantage sur ces précisions. En décrivant le jeu comme une activité qui existe de façon continue et rentable, nous avons souligné la principale caractéristique du crime organisé et la principale faiblesse des autres secteurs de la criminalité. Nous avons en même temps expliqué pourquoi des criminels professionnels peuvent coexister dans un même territoire, alors que le crime organisé entend exploiter dans le secret le plus complet un monopole absolu.

Poussons plus loin. Surtout dans le domaine de la criminalité de violence, il ne saurait être question qu'un criminel professionnel puisse planifier ses vols de banque, répéter ses vols de voitures à heure fixe, compter en somme sur un revenu facile et régulier ! Malgré toutes ses connaissances techniques et son expérience, il subit constamment le choc de l'imprévu et doit, à chaque nouvelle activité criminelle, tout reprendre à pied d'œuvre. Le crime organisé, au contraire, est en mesure *d'administrer* de vastes secteurs de la criminalité. À elle seule, cette possibilité offre d'énormes avantages : la régularité, le volume, l'immunité, la rentabilité . . . Quand de tels avantages se trouvent à la portée de la main, il ne saurait être question de les partager avec qui que ce soit. D'ailleurs, ces avantages n'existent, dans la plupart des cas, que si quelqu'un peut prendre possession du marché *tout entier*.

99. À titre de service et à titre de monopole, le crime organisé ne peut même pas tolérer les disparités de méthodes dans une même région. Autrement dit, il n'est pas possible que, dans un secteur donné, deux bandes criminelles offrent aux parieurs des cotes différentes et, disons-le, des services publics de qualité inégale. Dans une ville comme New-York, où coexistent cinq familles différentes de la Cosa Nostra, on reviendrait vite à la loi de la jungle si chaque groupe procédait selon son bon plaisir et son instinct du moment.

Dans une ville comme Montréal, une partie des meurtres étranges survenus depuis quelques mois s'explique précisément par le fait que deux bandes rivales (celle de l'est, celle de l'ouest), soutenues de l'extérieur, tentent encore l'une et l'autre d'en arriver au monopole. La version donnée par le journaliste américain Peter Maas (paragraphe 23, note 1) diffère quelque peu, mais elle explique quand même les violences montréalaises par l'affrontement des deux groupes rivaux.

Ceci ne contredit pas ce que nous avons affirmé quant à la volonté du crime organisé de vaquer discrètement à ses occupations. Ceci souligne simplement l'ampleur de l'enjeu et montre que le crime organisé passera même par-dessus son souci de discrétion pour défendre ses monopoles. Le crime organisé a besoin de la complicité du public, mais cette complicité ne dépend pas seulement de la discrétion du service : elle repose également sur l'efficacité et l'uniformité du service. Les tueries elles-mêmes visent à établir cette uniformité.

La force du crime organisé réside précisément dans le fait qu'il soit parvenu à assurer la continuité de ses revenus. Il en paie la rançon en bouffées occasionnelles de violence. Pour comprendre l'opposition et les relations entre la discrétion et la violence, qu'on songe un instant à ce qui se produirait s'il devenait possible à une bande criminelle de percevoir chaque jour en toute quiétude un montant d'argent dans les diverses succursales bancaires de l'île de Montréal ! Sans l'ombre d'un doute, toutes les bandes criminelles s'affronteraient bientôt en combat ouvert pour le privilège de bénéficier de façon exclusive de cette manne inespérée. Pour peu qu'on y réfléchisse, c'est pourtant l'avantage que possède le crime organisé dans la plupart des secteurs auxquels il s'intéresse. La régularité et le volume des bénéfices suffisent donc amplement à provoquer les bagarres <sup>1</sup>.

**100.** La force du crime organisé aura quand même été de réduire à fort peu de choses les affrontements qui demeurent malgré tout inévitables entre des personnes qui, toutes, veulent le monopole.

La plupart des secteurs et des territoires sont aujourd'hui régis par

---

<sup>1</sup> Pourtant, ce ne sont ni les pistolets mitrailleurs habilement maniés, ni les revolvers rapides, les cocktails Molotov ou les grenades, qui rendent la Mafia moderne intangible. Sa meilleure arme est aussi la plus ancienne. On s'est contenté de la raffiner, de la perfectionner, de l'adapter à la situation nouvelle. C'est le chantage, l'intimidation.

À ce propos, et pour illustrer nos affirmations, il est peut-être utile de revenir rapidement sur la guerre de bandes dont nous avons déjà parlé et qui, au printemps-été 1963, trouva un tel écho dans la presse internationale. Trop, du reste, au goût des grands chefs de la Mafia. La présence à Palerme de tant de journalistes étrangers lui déplaisait. Cette publicité à grande échelle lui était désagréable. Les intérêts généraux de la Mafia étaient en danger. C'est pourquoi la Mafia Suprême intervint. Elle (et non la police sicilienne) fit en sorte qu'un genre d'armistice intervienne dans la guerre de bandes à Palerme. Brusquement, les Alfa Romeo bourrées de tueurs à pistolets mitrailleurs disparurent du paysage. Bien entendu, dès que le calme fut revenu, les journalistes étrangers cherchèrent fortune ailleurs. Une fois de plus, le mot « Mafia » disparut de la presse mondiale. Jusqu'à la prochaine explosion... MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, pp.122-123.

des conventions strictes qui sont nécessairement appliquées avec la dernière rigueur. On abat aussi impitoyablement celui qui vient déranger l'horlogerie de l'organisation criminelle en se montrant trop vorace qu'on liquide celui qui fournit aux corps policiers des renseignements sur l'organisation elle-même. (Ceci explique les difficultés de Joseph Bonanno auquel on aurait donné un successeur moins tumultueux.)

Il n'y a donc pas lieu de se surprendre si le crime organisé diffère aussi radicalement du crime professionnel et s'il subit plus souvent qu'à son tour des affrontements meurtriers entre les différents groupes qui convoitent l'exploitation exclusive d'un marché.

L'appendice 9 fournira à la fois un rapport transmis à la Commission par le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal à propos des homicides commis dans les limites de la ville de Montréal pour les six premiers mois de l'année 1968 et un tableau constitué à partir des informations fournies par M. Gilbert.

### **Exemple : L'exploitation du criminel**

(101-108)

**101.** Bien que fort différents, le crime des professionnels et le crime organisé sont reliés l'un à l'autre. La nature de ce lien constitue depuis longtemps l'un des points d'interrogation des analystes. Nous croyons cependant qu'en observant le comportement et les activités du criminel professionnel, on peut se faire une idée passablement juste des relations qui existent entre le crime organisé et les criminels isolés.

Citons sur ce sujet le professeur Leroy Gould qui a fait partie de l'équipe de spécialistes engagés par la commission américaine Katzenbach (*President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice*). Les notes suivantes sont extraites du témoignage de M. Gould devant la Commission en date du 11 octobre 1967 :

LEROY GOULD : À propos des criminels professionnels, je ne peux pas généraliser. La chose se produit. De façon générale, ce que nous avons découvert, c'est qu'ils viennent très tôt à la criminalité, mais il est plus fréquent qu'ils y viennent au début de leur maturité plutôt que par la délinquance juvénile comme telle. De façon classique, ce qui se produirait, c'est qu'ils en soient à leur premier travail, et ce serait une sorte d'emploi où ils entrent en contact avec d'autres criminels professionnels auxquels ils vendraient des « tuyaux ». Par exemple, ils travailleraient pour une entreprise de camionnage et ils vendraient des renseignements et en viendraient à connaître ces individus, ils découvriraient que ceux-là vivent mieux qu'eux-mêmes et ils passeraient de l'autre côté de la barricade. Ceci constitue une constante : jeunes, oui, mais pas avec les constantes classiques de la délinquance juvénile.

PAUL MARTINEAU : Avez-vous remarqué un certain degré de spécialisation parmi les criminels professionnels, ou était-ce l'inverse : existe-t-il une versatilité remarquable chez eux ?

LEROY GOULD : Eh bien, la deuxième hypothèse décrit mieux la situation, et ceci est d'autant plus étonnant en raison de ce qu'on nous a appris à croire et en raison de ce que, en fait, nous pensons des criminels. De façon traditionnelle aux États-Unis, on se fait du criminel professionnel l'image d'un homme qui est un artiste et un homme fier de son métier, par exemple un perceur de coffres-forts qui se consacre à une seule activité : il n'est qu'un perceur de coffres-forts. Les policiers, en fait, organisent leurs propres dossiers de cette manière, d'après ce qu'ils appellent le M. O., le *modus operandi* d'un criminel, et ils tentent de les appréhender lorsqu'ils estiment qu'un crime particulier a été commis d'une façon particulière et qu'ils tentent de remonter jusqu'au criminel qui l'a commis.

Ce que nous avons trouvé chez les criminels professionnels avec lesquels nous avons conversé, c'est qu'ils pourraient avoir des préférences quant aux choses qu'ils ne veulent pas faire. Ces préférences sont d'ordre très général et, en fait, ils s'adonneraient à toute une variété d'activités. Ils feraient n'importe quoi depuis le cambriolage jusqu'à la fraude ou à la fausse représentation, ou jusqu'à exploiter un réseau de prostituées, le même homme ferait tout cela et il ferait tout cela au cours d'une seule année. Et si la situation devient intenable et qu'il subit des pressions trop fortes dans une activité quelconque et qu'il lui semble qu'il sera attrapé s'il persiste dans une activité, il passera à quelque chose d'autre. Et alors il fallait faire intervenir une nouvelle équipe, une nouvelle équipe de détectives. Non, ils sont très versatiles et très opportunistes.

Une caractéristique de cette population est le degré d'opportunisme qu'elle atteint. De temps à autre, nous rencontrerons un homme qui dira : « Écoutez, je ne veux rien avoir affaire avec les méthodes des fiers-à-bras ou avec l'usage de la violence. Je ne veux même pas y toucher. »

De façon générale, soit dit en passant, les criminels professionnels répu- gnent à utiliser la violence. Nous en avons trouvé quelques-uns, par exemple, qui ne commettraient jamais de vols à main armée tout simplement parce qu'ils redoutaient la violence, mais qui auraient tout fait à part cela. Et, évidemment, tous ne savent pas comment ouvrir un coffre-fort, mais ce métier se pratique moins aujourd'hui, et ils sauraient faire nombre de choses si les occasions surgissaient et ils surveillent les occasions. Ils organisent leurs crimes en formant de petits groupes de criminels qui commettent les crimes suggérés par les occasions de commettre des crimes ! Ils réunissent différents individus dotés d'habiletés différentes pour chaque nouveau crime, mais, de façon générale, n'importe quel criminel doit toucher à divers crimes et posséder toute une gamme de ressources, dont la plus importante est sans doute d'éviter la détection. Soit dit en passant, les habiletés requises n'ont rien de spécialement difficile.

PAUL MARTINEAU : La plupart des criminels dont vous venez de parler, sont-ils des individus auxquels on assigne des tâches particulières, des emplois spécifiques dans un projet qui est en marche ou sont-ils des chefs ? En d'autres termes, est-ce que ces individus travaillent de façon autonome, sont-ils des individus qui travaillent à l'intérieur d'un groupe et s'ils le font, sont-ils ceux qui ont charge du groupe ou reçoivent-ils tout simplement les ordres de celui qui dirige le projet ?

LEROY GOULD : Nous avons parlé à des gens de toutes ces catégories, mais, pour m'exprimer plus clairement, je devrais souligner que la structure de ces groupes est très libre. La direction ne vaut que pour un coup à la fois et, de façon générale, on ne distingue pas de constantes très nettes qui indiquent

un travail de groupe ou une direction stable. Il y a certaines constantes quant à la division ou à la répartition des charges de travail, mais la direction (*leadership*) n'est ni claire ni évidente de façon générale. Certes, il y a quelques exceptions.

Par conséquent, nous constatons que celui qui dirigera l'exécution d'un plan particulier est généralement celui qui a décelé l'occasion et qui a mis le projet au point et qui a recruté quelques amis pour lui venir en aide. En fait d'autorité, on ne se rend pas plus loin, et nous avons découvert à notre grande surprise que les groupes eux-mêmes faisaient montre d'une très grande instabilité. Les petits groupes de criminels professionnels s'organisaient presque toujours pour un seul délit. Ils se réorganisaient pour chaque nouvelle occasion.

Nous avons découvert certains groupes, particulièrement chez les criminels ayant mieux réussi, particulièrement à Chicago, où l'on constatait une structure beaucoup plus formelle que dans toutes les autres villes que nous avons examinées. Nous avons trouvé là qu'il existait une organisation très lâche de peut-être deux cents criminels professionnels reliés par des liens de famille et d'enfance. Une organisation aussi souple que celle-là pourrait même comprendre des groupes plus petits, des noyaux, formés en vue d'une série de délits ou de crimes, mais si ces groupes duraient, un an, c'était fort long. Généralement, ils ne duraient que le temps d'un ou deux projets et il y a une raison sérieuse pour ce comportement et c'est que chaque projet demande ses propres spécialistes et que même le nombre d'individus requis varie. Ceci est déterminé par le crime et non par le groupe. Je veux dire par là qu'il faut un nombre particulier d'individus et des individus d'un type particulier quand il s'agit de cambrioler un entrepôt et d'autres spécifications s'appliquent dans le cas d'une attaque à main armée ou du cambriolage d'une bijouterie, et ainsi de suite. Par conséquent, nous avons découvert que la structure, la façon de former les groupes était très fluide, très pauvrement structurée et qu'il n'y avait à peu près pas de direction permanente ou d'autorité stable.

PAUL MARTINEAU : Est-ce que ceci est connu de la police ou est-ce quelque chose que vous...

LEROY GOULD : Non, ceci était...

PAUL MARTINEAU : L'ont-ils appris de vous ?

LEROY GOULD : Je ne sais pas s'ils ont appris quoi que ce soit de nous. Non, de façon générale, ils n'étaient pas conscients de ce fait. Un grand nombre des détectives effectuaient encore leur travail en croyant que ces groupes existaient, que les groupes travailleraient comme tels pendant des périodes longues et qu'ils avaient un *modus operandi* particulier. C'est ce qu'ils nous disaient, mais, parallèlement, quelques-uns des détectives savaient que tel n'était pas le cas. Ceci est très curieux : ils savaient que les groupes s'adonnaient à différentes activités ; ils savaient que les groupes quitteraient la ville pour un certain temps et qu'ils feraient quelque chose d'autre, mais, pour une raison ou pour une autre, ceci n'ébranlait pas leurs convictions.

De façon générale, la police semblait considérer que les groupes étaient mieux organisés et plus spécialisés que ce que nous avons trouvé. De la même manière, les policiers croyaient les criminels beaucoup plus respectueux d'un code d'éthique que ce que nous avons pu constater<sup>1</sup>.

---

<sup>1</sup> Notes sténographiques, cahier 40, 11 octobre 1967, pp. 4,904-4,909.

102. Une telle analyse du criminel professionnel revêt une importance capitale au moment de préciser la nature des relations entre le crime professionnel et le crime organisé. À cet égard, les études menées par le professeur Gould et son équipe constituent l'un des premiers coups de sonde valables dans la criminalité professionnelle moderne.

Ces études révèlent que le criminel professionnel, qu'on peut difficilement considérer comme partie intégrante et stable d'un groupe, ne sait ni organiser ses activités ni planifier l'administration de son budget. Certes, son revenu hebdomadaire atteint fréquemment le niveau de \$400, ce qui le place carrément au-dessus de la moyenne même américaine. Cependant, les risques du « métier » sont nombreux et le criminel doit s'attendre à ce que l'action policière vienne souvent contrecarrer ses plans, retarder des projets, occasionner des échecs.

Ce sont ces *risques du métier* qui placeront le criminel professionnel en état d'infériorité et même de dépendance vis-à-vis du crime organisé. Pour le criminel professionnel, l'arrestation constitue toujours une surprise. C'est dire que l'individu isolé (ou simplement relié à un groupe) a rarement en réserve l'argent nécessaire pour payer l'avocat ou fournir le cautionnement. C'est généralement au moment de semblables difficultés que des liens se créent entre le criminel isolé et le crime organisé. En effet, les sommes énormes que le crime organisé retire du jeu clandestin et de ses autres activités illégales constituent des réservoirs de capitaux qui permettent au crime organisé de remplir autant qu'il le veut les fonctions de prêteur. Dès que le criminel professionnel se trouve en difficulté financière, c'est auprès du crime organisé qu'il trouve le secours financier requis. (appendice 10). Ce secours financier, il le paie son pesant d'or.

103. Il ne faudrait donc pas croire que le crime organisé se montre bienveillant et compréhensif pour le petit criminel qui éprouve des difficultés financières !

*Prêt usuraire.* D'après la plupart des fonctionnaires qui ont une expérience quelconque dans l'application de la loi, le prêt usuraire, c'est-à-dire le fait de prêter l'argent à des taux d'intérêt plus élevés que la limite légale, constitue pour le crime organisé la deuxième plus importante source de revenu. De façon générale, le bénéfice du jeu fournit les capitaux nécessaires à l'établissement d'un réseau de prêt usuraire.

On n'a jamais effectué une analyse en profondeur sur la clientèle des usuriers ni sur l'ampleur ou le rythme des emprunts. Les policiers et d'autres services d'enquête possèdent cependant quelques renseignements. Les joueurs empruntent pour payer leurs dettes de jeu ; les narcomanes empruntent pour se procurer de l'héroïne. Certains petits hommes d'affaires empruntent des usuriers quand les sources normales de crédit leur sont fermées. Les mêmes individus qui reçoivent les paris des employés dans les usines de production à la chaîne sont aussi à l'occasion des usuriers dont l'argent permet aux employés de s'acquitter de leurs dettes de jeu ou de rencontrer leurs besoins domestiques.

Les taux d'intérêt varient de 1 à 150 p. cent par semaine, selon le lien qui existe entre le prêteur et l'emprunteur, le motif de l'emprunt, le montant emprunté et les chances de remboursement. Le taux classique de « six contre cinq », donc 20 p. cent par semaine, est général pour les petits emprunteurs. Les remboursements sont parfois exigibles à une certaine heure d'un certain jour et un retard même de quelques minutes entraîne une hausse dans le taux d'intérêt. Le prêteur est plus intéressé à éterniser les paiements qu'à percevoir le capital ; et la force ou les menaces de la plus brutale violence font partie des méthodes utilisées pour percevoir les intérêts, pour baillonner les protestations quand les taux d'intérêt sont relevés et pour empêcher l'emprunteur exaspéré de porter plainte auprès de la police. On ne possède aucune estimation valable des revenus qu'empoche le prêt usuraire ; mais les marges de bénéfices sont plus considérables que dans le jeu et un grand nombre de spécialistes estiment que cette activité se range dans la catégorie des multimilliardaires<sup>1</sup>.

104. Cette description formulée par la Commission américaine, nous pouvons l'appliquer carrément au contexte québécois. Certaines enquêtes ont d'ailleurs permis de préciser la nature du problème auquel font face les corps policiers et le public du Québec. À titre d'exemple, citons les conclusions d'une étude effectuée dans les ports du Québec, en particulier celui de Montréal. Cette étude conclut à la présence simultanée et fréquemment corrélative du jeu et du prêt usuraire :

L'alcool et le jeu sont deux accessoires qui semblent faire partie des conditions de travail des débardeurs et vérificateurs.

D'après les dires d'un nombre impressionnant de témoins, il se commet dans le port (de Montréal) un abus d'alcool grave et répandu. Est-il besoin de souligner les effets nocifs de semblables abus sur la qualité du travail et le rendement des débardeurs et des vérificateurs ; est-il besoin de rappeler que l'alcool entraîne trop souvent des rixes et donne à plusieurs une nouvelle audace pour la commission d'actes déshonnêtes.

Quant aux jeux de hasard, trop de témoignages m'en ont été fournis pour que je puisse passer sous silence cette autre source des maux que connaît le port de Montréal. Il ne s'agit pas de jeux innocents, mais de compétitions où l'ambition ne connaît plus de limite. Récemment, deux vérificateurs ont perdu aux dés et aux cartes, l'un \$1,200.00, l'autre \$2,000.00. Deux chauffeurs de camion ont perdu \$800.00 chacun. Un débardeur a perdu \$1,000.00 aux dés. On a vu les officiers de compagnie maritime jouer aux dés avec des débardeurs. Le jeu se pratique partout : sur les quais, dans les hangars, et l'on y agit de liasses de billets de banque. Il arrivera que cent ou cent cinquante débardeurs joueront aux dés ensemble, en attendant leur chèque de paie.

Depuis quelque temps, la Police du Conseil des Ports nationaux a constaté l'infiltration au port de joueurs professionnels et de prêteurs d'argent (*loan sharks*) ; et il ne se passe pas de semaine que la Police ne reçoive de nombreux appels téléphoniques de femmes qui se plaignent que leurs maris jouent et perdent leur salaire sur les quais.

---

<sup>1</sup> *Task Force Report : Organized Crime*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D. C., 1967, p. 2.



Évidemment, la pente est fatale : on joue, on perd, on emprunte à des taux usuraires, on joue de nouveau et, pour faire face aux échéances, un seul recours : le vol. L'histoire est classique et a été illustrée souvent<sup>1</sup>.

**105.** L'étude montréalaise sert à établir clairement l'enchaînement entre le crime organisé et les autres secteurs des activités criminelles. En particulier, elle permet d'observer le lien entre le prêt usuraire et le jeu : après avoir retiré des fonds considérables en exploitant le jeu, le crime organisé tire un bénéfice supplémentaire en prêtant les mêmes fonds aux joueurs...

Sur ce point, l'expérience québécoise coïncide avec celle que Peter Maas nous relate à la suite de ses conversations avec Joseph Valachi. On pourrait évidemment mettre en doute la parole de Valachi quand il prétend n'avoir jamais eu à recourir à la violence auprès de ses clients. L'essentiel de son témoignage porte cependant sur autre chose que la violence et souligne une fois de plus l'existence d'un lien direct entre le jeu et le prêt usuraire.

Ces échanges se déroulèrent de façon paisible sauf dans un cas précis. Il (Valachi) devint extrêmement bouleversé quand je voulus l'interroger sur ses recours à l'intimidation dans l'exploitation de son réseau de prêt usuraire. Mon attention avait été attirée sur ce point par un rapport émanant du FBI et affirmant qu'il se promenait souvent muni d'un bâton de baseball lors de ses visites à des débiteurs insolvables. Mais, sauf peut-être pour deux ou trois exceptions, il était insulté qu'on l'accuse d'utiliser la force dans la perception de ses remboursements. « Pourquoi l'aurais-je fait ? » dit-il sèchement. « Ceux avec qui je traitais, je savais qu'ils paieraient : des preneurs aux livres, des organisateurs de jeux de hasard, des gens comme cela. Je me tenais loin des hommes d'affaires. Qu'est-ce que cela rapporte de battre quelqu'un ? l'essentiel, c'est de faire circuler l'argent<sup>2</sup>. »

Que Valachi dise ou non la vérité en ce qui concerne le recours à la violence, là n'est pas la question. L'important, c'est de percevoir à quel point et par quel moyen le crime organisé exerce des pressions sur le criminel isolé. En période de crise, celui-ci doit solliciter l'intervention du crime organisé. Par ailleurs, les exigences du crime organisé, que ce soit dans le domaine du prêt usuraire ou du jeu, sont si exorbitantes que l'individu qui mord une fois à l'hameçon risque fort d'y rester accroché.

**106.** C'est donc dans cette direction qu'il faut chercher le lien étroit qui relie le crime organisé et les criminels isolés. Même *les petites bandes de voleurs de banque ou de voleurs d'automobile finissent*, dans un grand nombre de cas, *par travailler au seul profit du crime organisé*. En effet, dès

<sup>1</sup> Il s'agit d'une étude qui nous a été transmise sous le sceau de la stricte confiance et dont nous ne pouvons malheureusement pas identifier l'auteur.

<sup>2</sup> PETER MAAS, *The Valachi Papers* - G. P. Putnam's Sons, New York, 1968, p. 49.

l'instant où ces criminels rencontrent des difficultés, ils encourrent des dépenses considérables dont ils ne peuvent s'acquitter qu'en empruntant.

À compter de l'instant où les criminels isolés font appel à un usurier, leur indépendance disparaît. À compter de cet instant, les taux d'intérêt croissent si vite que les individus des petites bandes doivent redoubler d'activités (et donc multiplier le risque) pour le seul plaisir de verser chaque semaine des sommes considérables à une organisation criminelle de plus grande envergure. De la même manière, le crime organisé peut fort bien *commanditer* des vols de banque ou des fraudes de grande envergure, mais il exigera alors un pourcentage si considérable qu'il sera généralement le seul à encaisser un profit véritable. Ceci se vérifie même dans le cas d'organisations puissantes qui n'ont pourtant pas la stature nécessaire pour se passer de la Cosa Nostra ou pour la défier.

M. FASCELL : Par conséquent, l'essentiel de ce que vous nous dites, c'est que, pour le crime organisé, l'intérêt le plus vital est le jeu sur une base nationale, une organisation regroupant et reliant les activités de tous les États ?

M. VINSON : Oui monsieur. C'est assurément et de façon très perceptible la principale source de revenu.

Je ne dirais pas que toutes les parties sont reliées ensemble. Certaines régions sont encore sans attaches. Et le jeu se comporte différemment dans différentes villes.

Par exemple, dans la ville à laquelle j'ai fait allusion, il y a une organisation de paris bien distincte et c'est la Cosa Nostra qui en est propriétaire, le contrôleur et l'exploitant. Ceci constitue un groupe ethnique très serré. Il y a également deux autres organisations de paris dans la même ville qui ne constituent pas des groupes ethniques. Ces diverses organisations sont reliées. Pour parler franchement, nous ne savons pas exactement comment elles sont reliées. Nous ne savons pas s'il s'agit d'un tribut, peut-être une royauté de 10 p. cent du total, pour ainsi dire ou non.

Nous savons que dans certaines villes — il y a une grande métropole américaine où la Cosa Nostra a exploité le jeu ; la Cosa Nostra en était propriétaire à 100 p. cent jusqu'à il y a trois ou quatre ans. Ses dirigeants décidèrent de se retirer de cette aventure et ils s'en sont retirés. Ils n'exploitent plus directement les maisons de paris ni les numéros chanceux, etc. Toutefois, selon nos informations, ils continuent à prélever ce que vous pourriez appeler des droits d'auteur qui atteignent environ 10 p. cent des revenus bruts, en échange de quoi ils arbitrent les litiges qui concernent les territoires, fournissent des prêteurs de cautionnement, des avocats, etc.

M. FASCELL : Ceci semble très professionnel. Vous voulez dire qu'ils ont renoncé à vider les querelles comme dans le bon vieux temps ?

M. VINSON : Eh bien, la décision qui découle de leur arbitrage final possède un certain nombre de crocs, M. le Président. Ils n'ont certainement pas les problèmes de perception et de mise en vigueur que rencontre un certain nombre d'entre nous.

M. FASCELL : Vous voulez dire qu'ils recourent encore à l'occasion aux anciennes méthodes ?

M. VINSON : Oui monsieur.

M. FASCELL : Mettez-les en rang et descendez-les ?

M. VINSON : Oui Monsieur. Je pense cependant qu'ils le font avec répugnance ces jours-ci, parce que je crois...

M. FASCELL : Voilà une nouvelle tendance dans la criminalité.

M. VINSON : Je pense qu'ils tentent d'éviter d'attirer sur eux la publicité. Notre public est passablement apathique surtout en ce qui concerne le jeu, et ils sont assez intelligents pour ne pas réveiller l'opinion publique <sup>1</sup>.

107. On le voit, les plus hautes autorités américaines ont affirmé à maintes reprises que des liens étroits existent entre le crime organisé et le reste du monde criminel. Nous avons déjà expliqué la nature de ces relations.

Il existe un lien direct entre ce que l'on désigne comme la criminalité *ordinaire* et le crime organisé. L'ancien procureur général Katzenbach déclarait en 1965 : « La présence des gansters dans le secteur des stupéfiants cause une forte proportion des vols et des cambriolages, car ce sont les narcomanes qui les commettent pour subvenir à leurs besoins. C'est également la méthode choisie par les gangsters pour éliminer ceux qui leur font obstacle qui donne aux autres l'exemple de la violence. » Le crime organisé s'est fait connaître comme un commanditaire de cambriolage, de vols à main armée et de vols de banques. La commission nationale qui a fait enquête sur le crime a signalé que des entreprises de camionnage, de construction et d'expédition portuaire ferment les yeux sur le charpardage que mène le crime organisé sur le terrain des compagnies contre l'assurance que les conflits ouvriers ne viendront pas interrompre les affaires <sup>3</sup>.

Au total, l'ancien procureur général des États-Unis prétendait même déceler un lien direct entre le volume de la criminalité de violence et le crime organisé. Pour notre part, sans aller aussi loin que M. Katzenbach, nous croyons fortement qu'une large portion de la criminalité attribuable aux criminels isolés et aux petites bandes découle en fait des pressions exercées sur l'ensemble du monde criminel par le crime organisé. Ceci ne suffit cependant pas à M. Katzenbach qui s'exprimait dans les termes suivants lors de sa comparution devant le sous-comité consacré aux procédures et aux pratiques administratives (13 juillet 1965).

Chicago et New York, où le problème du crime organisé atteint son point culminant, représentent environ 5.4 p. cent de la population nationale. Cependant, en 1966, ces deux villes, à elles seules, étaient responsables de 10.7

<sup>1</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, pp. 39-40.

<sup>2</sup> Cité par HENRY S. RUTH, JR., *Why Organized crime thrives*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 117.

p. cent des meurtres et homicides coupables, de 11.8 p. cent des viols avec violence, de 26.3 p. cent des vols, de 15 p. cent des assauts graves, et de 10.9 p. cent des cambriolages du pays tout entier <sup>1</sup>.

108. Il est excessif, à notre avis, d'établir un tel lien de cause à effet entre le crime organisé l'ampleur de la criminalité connue. En effet, d'autres facteurs jouent et l'on aurait tort de faire porter au crime organisé la responsabilité pleine et entière de toute la criminalité discernable.

Par exemple, c'est une constante bien connue des administrations municipales et des corps policiers que la criminalité augmente à mesure que s'accroît l'urbanisation (compte tenu des nuances fournies précédemment au premier tome du présent volume).

Il n'est donc pas nécessaire et il est assurément outrancier d'attribuer au seul crime organisé une concentration de la criminalité dans une zone spécialement peuplée. Nous en voulons pour preuve le fait que le taux d'encadrement policier augmente à mesure qu'on s'adresse à des villes plus peuplées. Pour cette raison, il faudrait s'attendre à ce que des villes comme New York et Chicago, même en l'absence du crime organisé, fournissent à la criminalité américaine plus que leur quote-part démographique et embauchent proportionnellement un plus grand nombre de policiers que des villes de dimensions plus restreintes. De la même manière, même s'il est évident que c'est à Montréal que le crime organisé se montre le plus agressif dans le contexte québécois, il ne faut cependant pas en conclure que le crime organisé soit responsable de façon directe et constante de tous les crimes commis dans la métropole canadienne.

Au total, on peut donc formuler une conclusion à la fois réaliste et inquiétante : il faut soupçonner le crime organisé de prélever un tribut sur tous les crimes, y compris ceux qu'il n'a pas inspirés.

Il est évident qu'il existe toute une gamme d'accords pratiques entre les criminels professionnels et le crime organisé et que ces accords sont lourds de conséquence pour les deux secteurs. Divers indices montrent, par exemple, que les receleurs et les prêteurs usuraires avec lesquels traitent les criminels professionnels font fréquemment parti du crime organisé. Et certains indices veulent également que le crime organisé exerce une emprise et un contrôle appréciable sur le crime professionnel <sup>2</sup>.

Il est assez peu rassurant de constater que le crime isolé redoute le crime organisé plus qu'il ne craint le policier.

<sup>1</sup> HENRY S. RUTH JR., *op. cit.*

<sup>2</sup> *Task Force Report: Crime and its impact — an assessment*, The President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., 1967, p. 100.



**III — LES ATTITUDES TRADITIONNELLES FACE  
AU CRIME ORGANISÉ**



### III — LES ATTITUDES TRADITIONNELLES FACE AU CRIME ORGANISÉ

(109-146)

109. Nous avons mis en lumière quelques-unes des principales caractéristiques du crime organisé :

- 1- Le crime organisé existe sous une forme permanente et hiérarchique ;
- 2- parce qu'il exploite certaines activités voulues du public, le crime organisé bénéficie d'énormes ressources économiques qui lui permettent d'avoir un impact direct et considérable sur la société ;
- 3- de façon indirecte, mais tout à fait certaine, le crime organisé influe sur le reste de la criminalité et contribue vraisemblablement à en accroître le volume.

Il importe maintenant d'examiner de plus près les attitudes que déclenche la présence du crime organisé. La menace que fait peser sur la société le crime organisé est trop grave pour qu'on n'étudie pas toutes les façons d'y faire face. Dans cette troisième partie de notre travail, nous insisterons particulièrement sur la contribution offerte jusqu'à maintenant par les différents corps policiers et sur les moyens de mettre fin à l'apathie traditionnelle du public face au crime organisé.

#### a) LA VERSION POLICIÈRE

(110-122)

##### 1 — La découverte du crime organisé

(110-115)

110. Il existe différentes manières de combattre le crime organisé. Dans certains cas, en effet, l'amélioration des *techniques policières* peut comporter des éléments de solution. Dans d'autres cas, il faut obtenir d'abord que le public se sente profondément impliqué dans la lutte. Peut-être, en certains cas, s'approchera-t-on davantage de ce résultat en transformant la *législation*. Peut-être devra-t-on plutôt recourir à de nouvelles techniques d'*animation sociale et d'information populaire*.

Toutes ces démarches offrent des avantages. En présentant ici certaines priorités, nous ne voulons invalider aucun effort. Il est d'ailleurs



indispensable que coexistent diverses manières d'envisager la lutte. En effet, le crime organisé, d'après la définition que nous en avons établie, réussit aussi bien à apprivoiser et à endormir le public qu'à établir son règne sur la violence. Dans un cas, la réaction policière ne saurait suffire et seul un réveil du public privera le crime organisé de ses sources de revenu. Par ailleurs, il est indéniable, même si le crime organisé en est venu à détester la publicité, qu'il se permet, aussi souvent que la chose lui paraît nécessaire, d'intimider, de corrompre et d'assassiner. Lorsque surviennent ainsi les recours à la violence, ce n'est plus du public qu'il faut obtenir la contre-offensive, mais bien des corps policiers <sup>1</sup>.

À la fois discret et violent, à la fois démagogue et tyrannique, à la fois service et monopole, le crime organisé ne peut être vaincu ou même contrôlé que par des efforts conjoints du public et des corps policiers. *Seules des circonstances particulières à notre contexte sociologique nous autorisent à établir des priorités marquées entre des éléments tous indispensables.* Dans le concret d'aujourd'hui, la priorité va carrément au public et à l'information qui lui est nécessaire.

**III.** Aujourd'hui encore, le crime organisé ne suscite dans certaines couches de la population qu'une réaction de scepticisme. Il ne faut pas s'en surprendre : tout récemment encore, les corps policiers eux-mêmes n'attachaient qu'une importance secondaire à ce mystérieux ennemi. Les hommes politiques eux aussi, généralement aussi peu renseignés que la population, utilisaient le terme dans des sens qui n'avaient qu'une lointaine parenté avec la réalité.

Aux yeux des spécialistes, le FBI américain est probablement le corps policier le mieux renseigné sur la question. Cependant, pour peu que l'on se reporte à une dizaine ou, au maximum, à une vingtaine d'années en arrière, on constate que le FBI lui-même avait jusque-là systématiquement accordé beaucoup plus d'importance à l'infiltration communiste qu'à la présence ou à l'expansion du crime organisé <sup>2</sup>. Tout cela devait changer

<sup>1</sup> Pour nous résumer, disons qu'il ne faut jamais oublier que la Mafia travaille toujours sans encombre et avec un succès effrayant, même quand, pendant quelques mois, les pistolets mitrailleurs et les révolvers se taisent à Palerme, Milan, Carleone ou Trapani. Quand on entend crépiter les pistolets mitrailleurs, quand on assiste à un meurtre de la Mafia, cela signifie simplement que quelque chose (guerre de bandes, règlement de comptes) est allé de travers ou que l'on juge à propos de rappeler au public et à la police que l'on ne recule toujours pas devant un meurtre qualifié, bien que l'on dispose aujourd'hui de méthodes bien préférables.

Quand c'est nécessaire, on ne recule devant rien. MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, p. 128.

<sup>2</sup> On le constate en lisant, par exemple, *The U.S. Businessman Faces the Soviet Spy* (J. EDGAR HOOVER, Harvard Business Review, January-February, 1964).

radicalement à compter du témoignage de Joseph Valachi devant le comité McClellan :

Mais Valachi avait une importance toute particulière aux yeux du FBI pour un motif très spécial. Avant que Kennedy accède au poste de procureur général, le FBI n'avait encore accordé que peu d'intérêt au crime organisé. En 1959, par exemple, seulement quatre agents de son bureau de New York s'intéressaient à ce secteur et leur travail se bornait presque exclusivement à exécuter entre quatre murs une véritable tenue de livres, par laquelle on notait l'information sur les allées et venues des criminels connus. D'autre part, le même bureau consacrait plus de quatre cents hommes au dépistage de la cinquième colonne communiste. Même si le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, reçoit théoriquement ses ordres du procureur général, il a agi face à une série de procureurs généraux comme s'ils n'avaient jamais existé. Kennedy réussit à changer une bonne partie de cette situation, au moins pendant son mandat. Non seulement était-il renseigné et inquiet quant au crime organisé et déterminé à freiner sa croissance fulgurante, mais il avait aussi un frère à la Maison Blanche. Par conséquent, dès 1962, si l'on prend une fois de plus New York comme exemple, environ cent cinquante agents dont la plupart étaient précédemment occupés au contre-espionnage se spécialisaient désormais dans le crime organisé et travaillaient sur des dossiers précis. Prises de court au moment où Kennedy avait demandé pour la première fois des informations sur le monde interlope, les hautes autorités du FBI avaient été contraintes de recourir de façon massive aux tables d'écoute et à l'espionnage électronique dans le but de fournir des renseignements dont on décrivait pudiquement la source en des expressions comme « informateur confidentiel P-3 considéré jusqu'à maintenant comme fiable ». Et voilà que subitement apparaissait Valachi, le premier être vivant à bousculer les informations recueillies grâce à cette surveillance électronique et, selon toute vraisemblance, un candidat parfaitement équipé pour combler les lacunes<sup>1</sup>.

**112.** Ce n'est pas à dire que personne n'ait soupçonné avant 1950 l'existence du crime organisé. Des analystes comme Walter Lippmann<sup>2</sup> avaient déjà perçu nettement dès 1931 le potentiel du crime organisé. Dans la même veine,

<sup>1</sup> PETER MAAS, *The Valachi Papers*, New York, G.P. Putnam's Sons, 1968, p. 35.

<sup>2</sup> Partons d'une certitude : en éliminant tous les spécialistes du vol à main armée, on ne ferait de peine à personne, sinon aux criminels eux-mêmes. En éliminant complètement le jeu, on mécontenterait une importante fraction de la société. Dès lors, comme l'a observé autrefois Walter Lippmann (*Underworld : Our Secret Servant*, Forum 85 (1931), pp. 1-4, 65-69) : la différence fondamentale entre les criminels ordinaires et ceux qui sont reliés au crime organisé se rattache au fait que le criminel ordinaire est uniquement prédateur, tandis que celui qui mène une carrière criminelle sur une base rationnelle et systématique paie une certaine ristourne aux membres honnêtes de la société. Si tous les cambrieurs devaient être supprimés miraculeusement, ils ne seraient regrettés que par une poignée d'individus dont le revenu ou l'emploi découle directement du cambriolage : compagnies d'assurances contre le vol, fabricants de serrures et d'équipements de sécurité, polices, gardiens de prisons et quelques autres. Mais si la Cosa Nostra devait disparaître soudainement, sa disparition serait douloureusement ressentie

on peut constater que l'étude de Edwin H. Sutherland (*White Collar Crime*) était déjà terminée en 1949 et établissait des liens très étroits entre le crime organisé et la criminalité des cols blancs <sup>1</sup>.

Pourtant, il est exact d'affirmer, ainsi que le fait Peter Maas, qu'il fallut le côté spectaculaire des révélations de Joseph Valachi pour que les corps policiers s'intéressent vitalelement au crime organisé. Il est vrai, toutefois, que le crime organisé est aujourd'hui plus menaçant qu'autrefois. Il plonge profondément, par exemple, au sein des entreprises légales. Dans le passé, on pouvait le considérer comme un ennemi de la société sans soupçonner encore que cet ennemi était déjà à l'intérieur des murs.

Il n'est d'ailleurs pas question de blâmer les corps policiers pour des oublis dont ils ne sont pas les seuls responsables. En effet, aussi bien aux États-Unis qu'au Canada, les législations en vigueur demeurent à peu près silencieuses sur le problème du crime organisé. Les crimes dont il est question dans les codes pénaux sont ceux que peut commettre l'individu isolé et *l'association criminelle* ne constitue pas un crime (sauf dans les cas limités dont parle la *conspiration*). Seules, certaines lois relatives au monopole ou à la collusion pour déterminer les prix permettent aux corps policiers d'intervenir contre le crime organisé lui-même. Il serait donc injuste de blâmer uniquement la police, même s'il est vrai que plusieurs des principaux corps policiers — et l'on songe particulièrement au FBI — se sont beaucoup plus intéressés à l'infiltration communiste (elle aussi fort peu prévue par la loi) qu'au crime organisé.

**113.** Quelles que soient les impressions qu'on puisse conserver à propos des enquêtes policières, le témoignage de Joseph Valachi sur le crime organisé constitue le plaidoyer individuel le plus percutant et le plus révélateur. En effet, malgré tout ce que peuvent dire après coup les corps policiers spécialisés, la Cosa Nostra était demeurée un mystère et même une incertitude jusqu'au moment de ce témoignage capital.

Sur ce point, la polémique se poursuit. Un certain nombre d'analystes dont nous avons cité quelques-uns des plus importants continuent à faire montre d'un certain scepticisme. Certains d'entre eux estiment, en effet, que Joseph Valachi n'a fourni que des hypothèses de travail. Nous concluons différemment : Valachi aura permis de regrouper dans une structure rationnelle des informations fragmentaires recueillies par une multitude d'informateurs policiers et administratifs.

---

en raison du fait qu'elle dispense des services pour lesquels existe une demande constante. DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol 374, November 1967, p. 107.

<sup>1</sup> EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1949.

Nous basons notre opinion sur le fait qu'un grand nombre des affirmations recoupaient des constatations policières. (Peter Maas, en particulier, le montre fort bien.) On remarquera, d'ailleurs, que les arrestations et condamnations se sont multipliées depuis le témoignage de Valachi.

## TABLEAU II

### DEPARTMENT OF JUSTICE, ORGANIZED CRIME AND RACKETEERING SECTION

*Organized Crime Section statistics, 1961-66*

	1961	1962	1963	1964	1965	1966
Number of criminal informations and indictments .....	45	118	262	316	491	609
Individuals indicted .....	121	350	615	666	872	1,198
Individuals convicted .....	73	138	288	593	410	477

114. Si l'on fait exception du témoignage de Joseph Valachi, le coup de filet réussi à Apalachin (New York) constitue la pièce maîtresse dans l'étude pratique de la Cosa Nostra. Encore là, un grand nombre d'analystes ont voulu réduire à néant l'impact de cette découverte policière.

On se reprit à parler de la Mafia lorsque, en novembre 1957, la police fit accidentellement la découverte à Apalachin (New York) d'un véritable congrès de personnalités italiennes, dont la plupart possédaient à la fois des contacts avec le monde interlope et des dossiers policiers. La revue *Time* désigna un journaliste, Serrell Hillman, pour vérifier le récit et voici son compte rendu : « J'ai passé environ deux semaines à New York, Washington et Chicago à examiner tous les indices que je pouvais trouver à propos de cette fameuse Mafia. J'ai parlé à un grand nombre d'autorités policières du gouvernement fédéral, des États et du niveau local ; je me suis adressé à des policiers, à des journalistes, à des avocats, à des détectives, à des sociétés civiques sans but lucratif comme la *Chicago Crime Commission*. Personne, dans le FBI, le ministère de la Justice et le Bureau des stupéfiants ne croyait à l'existence d'une Mafia comme telle. Une seule exception : une couple de journalistes judiciaires de la chaîne Hearst qui est toujours heureuse de mousser la vente de ses journaux en associant la Mafia à la plus banale fusillade de taverne. Le Bureau des stupéfiants, qui fait face à un problème majeur dans le trafic des stupéfiants, affirme qu'il existe un accord pratique entre une Mafia organisée en Italie et en Sicile et une Mafia américaine. Le Bureau n'a jamais été capable de prouver cette assertion et le FBI se montre sceptique. Ce qu'on croit le plus généralement, c'est qu'il n'y a pas une organisation criminelle minutieusement structurée, mais qu'il existe une sorte d'*association professionnelle très lâche* qui regroupe les criminels dans les différentes villes et régions, qui les laisse conduire leurs affaires à leur gré, mais qui les réunit lorsque surgissent des problèmes d'intérêt commun (comme ce fut le cas pour la conférence

d'Alapachin). En tout cas, personne n'a encore été capable de fournir une preuve formelle qu'une Mafia fonctionne. »

Au début de 1959, Frederic Sondern, Jr., un des responsables du *Reader's Digest*, consacrait à la Mafia un volume qui devint un succès de librairie sous le titre de « *Brotherhood of Evil* », mais une lecture attentive des propos de M. Sondern démontre qu'il puise ses informations de façon presque constante dans les dossiers du Bureau des stupéfiants et que ses découvertes constituent à peine mieux qu'un réaménagement de renseignements déjà connus. (Pour une critique accablante du volume, on peut lire le *Times Literary Supplement*, Londres, 12 juin 1959, p. 351.) Il est également intéressant de noter que, en mai 1959, Alvin Goldstein, ancien procureur général adjoint de New York, qui avait mené la poursuite contre le gangster Johnny Dio, conduisit une enquête criminologique en Californie pour le compte du gouverneur Pat Brown et fit rapport qu'il n'avait découvert aucune preuve de l'existence d'une Mafia en Californie <sup>1</sup>.

Si le témoignage de Joseph Valachi et les arrestations effectuées à Apalachin ne viennent pas à bout du scepticisme d'un certain nombre d'analystes, il serait utopique d'attendre un meilleur résultat du reste des preuves policières.

Pour que des spécialistes en viennent ainsi à invalider les preuves les plus concluantes et mettent en doute les meilleures preuves policières, peut-être est-ce que les policiers se sont souvent permis des affirmations gratuites ou des analyses fantaisistes.

Aux États-Unis, par exemple, le FBI s'est permis tellement d'affirmations sommaires sur l'infiltration communiste que tous les corps policiers en ont perdu une certaine crédibilité. Chose certaine, malgré les améliorations de la dernière décennie, *les corps policiers ne sont pas parvenus à renseigner le public sur le crime organisé suffisamment pour que disparaisse toute trace de doute*. Ils peuvent s'en prendre à l'entêtement de leurs vis-à-vis, mais ils doivent reconnaître aussi qu'ils ont parfois fort mal plaidé leur cause.

**115.** Malgré quelques témoignages discordants, on peut quand même affirmer que :

- 1 — la documentation disponible permet de conclure à l'existence du crime organisé ;
- 2 — les corps policiers ont fort mal utilisé leur propre documentation dans la description qu'ils ont donnée du crime organisé.

Nous n'avons que faire des querelles plus ou moins académiques sur le nom, la régie interne ou l'ampleur d'un ou de plusieurs syndicats clandestins. En revanche, nous considérons de la plus haute importance qu'une

---

<sup>1</sup> GORDON HAWKINS, *Organized Crime and God*, op. cit., p. 41.

campagne d'information adulte et franche permette au public de se faire une image claire et précise du crime organisé.

Même si ce sous-comité réussissait simplement à fournir aux citoyens des États-Unis une meilleure compréhension de la menace que constitue le crime organisé et à leur faire sentir l'obligation de participer à l'élimination de ce mal, je pense que nos efforts auraient été plus justifiés. Cependant, nous entendons aller plus loin. Je suis certainement très confiant que notre travail entraînera des interventions et des recommandations qui viendront étayer les efforts du gouvernement fédéral dans sa lutte au crime organisé<sup>1</sup>.

En somme, nous n'avons pas pour mission de départager les spécialistes entre eux. Nous ne prétendons pas davantage rendre populaire le terme de Cosa Nostra plutôt que celui de Mafia ou vice versa. Nous avons déjà fourni ce que nous semble la description la plus vraisemblable. En revanche, nous croyons indispensable et urgent de faire savoir au public que le crime organisé existe et qu'il étend ses ramifications au Québec.

Nous croyons nécessaire de fournir le maximum d'informations au public et, conformément aux intentions que manifeste le sous-comité américain dont nous venons de citer les propos, de renseigner le public sur des activités souterraines qui lui coûtent chaque année des millions et des millions de dollars. À l'heure actuelle, il est même nécessaire à une commission comme la nôtre d'attirer l'attention du public sur les silences et les imprécisions inexcusables des différents corps policiers sur ce sujet. Il s'agit, en effet, d'un des plus importants « problèmes relatifs à l'administration de la justice ».

## 2 — Le monopole policier de l'information (116-122)

116. À maints égards, il faut remettre complètement en question la présentation policière du crime organisé. Différents motifs rendent nécessaire un tel travail de revision :

- 1 — *La vérité* : Surtout en ce qui a trait à la structure, le crime organisé est à la fois plus rationnel et plus souple que ne voudraient le faire croire certains rapports policiers.
- 2 — *L'efficacité* : On ne parviendra à lutter efficacement contre le crime organisé que si l'on ajoute une perspective sociologique à la présente description policière du crime organisé.
- 3 — *La prudence* : On augmente l'antagonisme entre la population et les corps policiers si l'on dispense les corps policiers de prouver leurs affirmations.

---

<sup>1</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D. C., 1967, p. 2.

- 4 — *La participation* : Alors que toute notre évolution sociologique invite les citoyens à la participation, la description traditionnelle du crime organisé, excessivement sensationnelle et fragmentaire, ancre le public dans son apathie.

Plusieurs de ces points méritent et mériteront une solide réflexion. Ce qu'il faut dès maintenant retenir, c'est que le crime organisé ne doit pas être l'occasion d'affrontements entre les corps policiers et la population, mais plutôt le domaine de la plus intense collaboration. Aucune lutte ne sera efficace sans cette collaboration. Par conséquent, il ne faut pas que les corps policiers persistent dans leur tendance à considérer le crime organisé comme leur fief exclusif. Un certain nombre de policiers ne voient pas, en effet, à quel titre le public exige d'être informé de ce qui se passe et ils ne voient pas davantage comment des sciences autres que les techniques purement policières pourraient aider à faire face à cette menace.

En pratique, il faut éviter que se crée et se développe une *théologie policière*. Malheureusement, cette théologie semble déjà en voie de formation. En effet, plus on monte dans la hiérarchie policière au point d'en arriver aux corps policiers spécialisés dans les manifestations criminelles les plus raffinées, plus on fait face à l'affirmation, au dogme, à l'anathème... Pourtant, il est à la fois néfaste et irréaliste dans un contexte sociologique comme le nôtre d'affirmer sans pouvoir, d'embrigader sans expliquer, de juger sans motiver. On consent donc à des risques inutiles et même à l'inefficacité quand on persiste à exiger des actes de foi de la part du public.

117. Allons plus loin. La plupart des grands corps policiers d'Amérique du Nord sont aujourd'hui profondément embarqués dans une forme si désuète de lutte au crime organisé qu'il est difficile d'en attendre autre chose que des succès superficiels. Certes, en augmentant leurs effectifs et en améliorant leur technologie, les corps policiers peuvent parvenir à des succès apparemment plus considérables : arrestations plus nombreuses, condamnations plus fréquentes, démantèlements plus profonds et plus systématiques... Cependant, le crime organisé résiste aisément à de tels assauts : il répond si bien aux besoins du public que sa survie est assurée et que dix hommes sont prêts à prendre la place du criminel incarcéré <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> RALPH SALERNO : Dans mon article, je prétends que les meilleures armes jamais mises au point pour lutter contre le crime organisé sont la cueillette et la diffusion de l'information plus encore que la preuve devant un tribunal parce qu'il y a quelque chose d'inefficace dans une lutte centrée sur les poursuites individuelles (*case orientation*). Voici ce qui est inefficace dans cette perspective basée sur la poursuite individuelle.

Si vous étudiez le crime organisé, vous vous concentrez sur trois points : vous vous dites qu'il y a une sorte d'organisation, et vous affirmez ensuite qu'il y a un personnel pour composer cette organisation et pour faire fonctionner les activités

Le crime organisé est, en fait, un problème *social* infiniment plus qu'un problème *policier* et les méthodes pour y faire face doivent tenir compte de cette certitude. Pourtant, aux yeux d'un trop grand nombre de policiers, le crime organisé n'est qu'un groupe limité et secret qui prospère grâce à la

---

et, enfin, vous regardez le produit final qui peut être des biens et des services illégaux.

Bien, étudions le crime organisé. Aux États-Unis, ces trois aspects existent. Nous nous apercevons que nous avons connu un échec complet en ce qui concerne l'organisation elle-même.

Un nouveau texte de loi vient d'être présenté qui vise directement l'organisation elle-même puisque, désormais, c'est une violation de la loi que de faire partie d'une organisation qui mène une conspiration permanente pour commettre des crimes.

Le but de la loi est louable, mais je pense qu'en pratique il sera difficile d'établir qui est un membre. Nous parlons d'une organisation qui a des membres, mais qui n'établit que la liste de ses adhérents. Les membres n'ont aucune carte d'identification. Comment serons-nous capables de prouver à la satisfaction du tribunal qu'un individu est un membre ? Nous ne le savons pas.

Par conséquent, j'affirme que dans le domaine de la lutte à l'organisation elle-même, la société n'a pas encore découvert quoi que ce soit qui puisse être vraiment utile.

Regardons l'autre partie de l'équation : les services et les produits illégaux ont connu une expansion fantastique. Les stupéfiants et la narcomanie constituent aujourd'hui dans notre pays des problèmes plus grands que jamais.

Le jeu a augmenté son volume d'argent de façon fulgurante. Aucun indice ne nous permet de croire que le nombre d'individus qui s'adonnent au jeu soit moindre, mais nous savons pertinemment que le volume d'argent parié a connu des hausses vertigineuses.

Et dans le domaine du personnel ? À première vue, je peux dire que nous éprouvons un vif sentiment de satisfaction parce que nous avons réussi à retirer de la circulation un certain nombre d'individus impliqués dans le crime organisé. Nous pouvons montrer du doigt une condamnation et dire : « Regardez, nous avons mis ces individus en prison. » Mais qu'avons-nous vraiment accompli ? Avons-nous vraiment fait mal au crime organisé en mettant des individus en prison ? Pas du tout.

Par conséquent, même dans le secteur où nous avons connu un certain succès, celui des condamnations à la prison, même là nous n'avons pas vraiment fait mal au crime organisé parce qu'il renaît constamment de ses cendres. Personne n'est indispensable à leur organisation.

Ma réponse à celui qui se félicite : « Eh bien, nous avons mis un tel derrière les barreaux », ma réponse à celui-là est : « Que faisait-il avant sa sentence ? »

« Il était en charge du jeu pour Montréal-Ouest. »

« Avez-vous fait disparaître le jeu à Montréal-Ouest ? »

« Non, il est derrière les barreaux et deux autres comparses s'occupent du magasin à sa place. » Par conséquent, à mon avis, vous n'avez abouti à rien en le condamnant à la prison. Votre but est de débarrasser ce secteur d'une activité illégale. Si en le mettant derrière les barreaux vous n'êtes pas parvenu à ce résultat, vous n'avez rien accompli de valable. Extrait du témoignage de M. RALPH SALERNO devant la Commission en date du 20 avril 1967 (notes sténographiques, cahier 13, pp. 1512-1514).



connivence coupable d'un certain nombre d'hommes politiques et d'administrateurs publics et qui s'est porté acquéreur d'un certain nombre d'entreprises légales et de paravents. Pour venir à bout de cette menace, il suffirait, pensent-ils, d'éliminer les prête-noms, d'incarcérer les indésirables et surtout d'accorder plus de pouvoirs aux forces policières.

En réalité, cette version des faits escamote complètement les aspects majeurs du crime organisé :

- 1 — Le succès du crime organisé dépend surtout et presque exclusivement de la connivence d'immenses secteurs de la population.
- 2 — Le crime organisé trouve un allié de taille dans notre système économique : il se sert habilement de l'anonymat et des autres privilèges qui ont cours dans notre monde des affaires.

118. Il est urgent que les corps policiers cessent de croire qu'ils peuvent, à eux seuls, venir à bout du crime organisé. Certes, un certain nombre de dirigeants policiers, et parmi les plus fameux, ont maintes fois reconnu que la collaboration du public était indispensable à une lutte efficace au crime. Malheureusement, nous croyons que ces déclarations policières n'engageaient pas suffisamment les corps policiers sur la voie de la réforme.

En effet, même au moment où les dirigeants policiers invitaient le public à collaborer au travail de lutte au crime, ils refusaient du même souffle de fournir au public une quantité suffisante et raisonnable d'informations et de renseignements. En d'autres termes, la sollicitation restait empreinte d'un paternalisme et d'un dogmatisme qui constituent aujourd'hui plus que jamais une sorte de provocation. Les corps policiers n'ont pas à exiger de la population qu'elle fournisse aux corps policiers l'aide qu'il faut pour permettre un triomphe policier. Les corps policiers doivent beaucoup plus offrir véritablement au public *toute l'aide dont ils sont capables* pour conduire à un triomphe *social* sur le crime organisé.

Si le crime organisé survit aussi facilement et mystifie aussi totalement le commun des mortels, c'est précisément qu'un certain nombre de dirigeants policiers persistent à combattre cette forme de criminalité comme on combat un ennemi extérieur. En fait, *le crime organisé est infiniment davantage un problème social*, un défi lancé à une population tout entière et une exploitation discrète et systématique de millions d'hommes<sup>1</sup>.

<sup>1</sup> RALPH SALERNO : Voici ce que nous avons fait et voici ce que nous avons découvert. Nous avons prouvé de façon très concluante, je crois, que la lutte au crime organisé ne peut pas relever de forces policières laissées à elles-mêmes. Le policier ne peut pas remplir cette fonction.

Je pense que n'importe quel policier qui ne peut pas admettre ceci se rend un très mauvais service et ne rend pas service au public qu'il est censé servir.

Je pense que l'administration policière de la justice devrait admettre très franchement et ouvertement : « Nous ne sommes pas capables de contrôler le crime

Il est donc parfaitement stérile — et il sera bientôt factice — de prétendre régler le sort du crime organisé entre les quatre murs d'un siège social policier. C'est à la fois méconnaître le problème et s'apprêter à le combattre de la mauvaise manière. Cette attitude débouche, en tout cas, sur une double série de dangers graves : le crime organisé n'en éprouve aucun mal et le public se sent de plus en plus rébarbatif devant l'action policière<sup>1</sup>. Qu'on se rappelle par quels moyens Mussolini tenta de balayer la Mafia et l'on se rendra compte que nous utilisons encore les mêmes méthodes.

---

organisé à nous seuls ». La lutte réclame davantage. Elle réclame l'intervention contre le crime organisé de toute l'administration de la justice.

Les tribunaux doivent apprendre quelque chose à propos du crime organisé et de ses activités, de telle sorte qu'en remplissant leur rôle dans l'administration de la justice ils soient aidés par cette prise de conscience. Les spécialistes de la probation, de la libération conditionnelle, de la surveillance en institution, tous ces spécialistes qui font partie de l'administration de la justice doivent remplir leur rôle dans un effort général pour contrôler le crime organisé.

Nous devons dépasser les frontières de l'administration de la justice et nous devons comprendre que le crime organisé est un ensemble extrêmement complexe. Ce n'est pas une aventure de « flics et voleurs ». Par conséquent, nous découvrons qu'un grand nombre de facteurs sociologiques sont ici à l'œuvre. Nous découvrons que des facteurs économiques agissent également.

Par conséquent, ce que nous devons faire, c'est de trouver du personnel — et nous avons entrepris cette tâche. Nous avons commencé à recruter dans le monde académique et intellectuel des gens qui possèdent une spécialité professionnelle particulière et nous leur avons demandé d'entreprendre l'examen du crime organisé. Extrait du témoignage de M. RALPH SALERNO devant la Commission en date du 20 avril 1967 (notes sténographiques, cahier 13, pp. 1499-1500).

<sup>1</sup> Par exemple, quelques-uns ont étudié la possibilité d'entreprendre une opération du type « boîte aux suggestions » : si vous avez des suggestions, déposez-les ici et nous les transmettrons au service chargé du crime organisé. Une théorie veut que, en stimulant l'intérêt public et les échanges dans ce domaine — ce qui équivaldrait à des informateurs dans chaque foyer, par exemple, et à des comités de vigilance — vous allez si bien engorger les rouages de l'application des lois qu'ils ne pourront plus rien faire.

Quelle est votre opinion sur ce genre de suggestion ?

M. VINSON : Je serais d'accord avec vous sur un point : que nous n'avons certainement pas besoin de comités de sécurité publique, d'associations de vigilance. Ceci est contraire à notre histoire et à notre philosophie. La protection du public incombe au gouvernement.

Je pense qu'un public renseigné, un public qui est conscient du problème constitue ce que je veux dire.

Vous avez le problème — et ceci nous ramène aux affirmations du député (*Congressman*) St-Germain — avec un pourcentage d'arrestation d'environ 25 p. cent. Nos tribunaux sont encombrés et si la police pouvait brandir une baguette magique

119. Pour des motifs évidents, nous devons insister sur ce point. Nous avons déjà dit à quel point la connivence du public est essentielle au crime organisé<sup>1</sup>. Il est aussi essentiel de comprendre, ainsi que nous avons commencé à l'expliquer dans le tome premier du présent volume, que notre système économique rend la criminalité des cols blancs à la fois plus percutante et moins voyante que la criminalité de violence. Pour établir des perspectives correctes et pour déclencher des réactions saines et justifiées, *il est urgent de faire apparaître au grand jour ce qu'on sait du crime organisé* et d'en déployer largement les aspects sociaux et économiques.

Certes, il importe de protéger les réputations. Il est également nécessaire, même si le prix qu'elle exige grandit d'année en année, que la présomption d'innocence demeure intacte. Pourtant, il faut aussi que l'organisation, l'incorporation, le morcellement et l'anonymat cessent de protéger certaines classes sociales aux dépens des autres. Il le faut, faute de quoi notre système judiciaire sera continuellement accaparé par les crimes spectaculaires et bruyants de certains groupes et ne prendra jamais conscience des crimes répétés et socialement bouleversants d'autres groupes<sup>2</sup>.

On déplore, à bon droit, que certains bandits recourent régulièrement aux déguisements et aux alias, mais on semble oublier que les incorporations

---

et doubler le taux d'arrestations, notre système judiciaire pourrait fort bien s'effondrer. Ceci est un défi que nous pouvons lancer à notre administration de la justice criminelle et que nous devrions leur lancer.

M. FASCELL : Bon, je suis d'accord avec vous. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D. C., 1967, pp. 55-56.

<sup>1</sup> Mais il ne faudrait pas en conclure que la lutte au crime organisé n'est possible qu'en transformant tous les citoyens en délateurs.

<sup>2</sup> En second lieu, il est infiniment plus important de constater que l'administration de la justice criminelle manifeste un parti pris lorsqu'elle invoque des lois qui s'appliquent exclusivement aux affaires et aux professions et qui ainsi ne mettent en cause que les plus hautes classes socio-économiques. Lorsque des individus violent les lois qui s'appliquent dans le domaine de la restriction induite du commerce, de la publicité, des aliments et drogues, ils sont rarement arrêtés par des policiers en uniforme, ne subissent que rarement leur procès devant des tribunaux criminels et n'encourent pas l'incarcération ; de façon générale, leur conduite illégale n'attire l'attention que de commissions administratives ou de tribunaux agissant en vertu de juridiction civile ou d'équité. Pour cette raison, de telles violations de la loi ne font pas partie des statistiques criminelles pas plus que ces individus ne sont signalés à l'intention des chercheurs qui élaborent des théories sur la conduite criminelle. L'échantillonnage de comportements criminels sur lequel se fondent les théories est donc entaché de préjugés en ce qui touche au statut socio-économique, puisqu'il exclut au départ ces hommes d'affaires et ces professionnels. Ce parti pris est à peu près aussi patent que si les chercheurs limitaient leurs études aux criminels à cheveux roux et en arrivaient à la conclusion que la cause du crime réside dans le rouge des cheveux. EDWIN H. SUTHERLAND, *White Collar Crime*, New York, Holt, Rinehart and Winston, 1949, pp. 8-9.

ont parfois pour effet de dissimuler les fraudes. On oublie également que cette formule des régies de toute nature qui agissent à toute fin pratique comme des tribunaux administratifs, permet à certains individus d'expier discrètement leurs crimes. L'accusé moins bien pourvu doit renoncer à sa réputation, se défendre sur la place publique et perdre énormément, même en cas de non-culpabilité.

Dissimuler les informations sur le crime organisé, c'est — bien malgré soi — contribuer à ces inégalités sociales.

120. Les policiers diront sans doute qu'ils ne sont ni complices ni responsables d'un tel état de choses et ils auront presque toujours raison. Ils sont cependant prisonniers du système et ils contribuent, par leur goût excessif du secret, à partager les crimes en diverses catégories socialement inégales.

Malgré d'heureuses exceptions (volume III, tome 2, appendice 33) la plupart des policiers insistent beaucoup plus sur la criminalité de violence que sur les monstrueuses exploitations organisées et maintenues par des criminels en col blanc. La population formule ainsi son scepticisme : « Jusqu'à \$20,000, il s'agit d'un vol à main armée. Au-dessus de \$20,000, il s'agit de haute finance ? » Dans sa brutalité elle-même, la formule traduit un profond malaise.

Qu'on jette un coup d'œil sur la vie qu'avait menée jusqu'alors Frank Costello, un homme qu'on avait maintes fois considéré comme un des dirigeants du crime organisé. Il vivait dans un luxueux appartement à l'angle de la 72<sup>e</sup> rue et de Central Park ouest à New York. Il apparaissait souvent dans des restaurants huppés en compagnie de juges, de hauts fonctionnaires et d'hommes d'affaires réputés. Tous les matins, il se faisait raser par le barbier de l'hôtel Waldorf Astoria. Il passait fréquemment ses fins de semaine à jouer au golf à un club situé dans le secteur distingué de la rive nord de Long Island. Bref, même si l'on savait partout qui il était, il circulait à travers New York avec ostentation et sans gêne, quelquefois ignoré par certains individus, mais presque toujours cordialement reçu, salué par les journalistes, identifié par les enfants, comblé de toutes les libertés que peut réclamer un homme prospère et nanti. Dans une société qui traite un tel homme de semblable manière, le crime organisé a profondément inscrit sa marque<sup>1</sup>.

Il ne s'agit certainement pas d'affirmer que les policiers soient de connivence avec des intérêts cachés et en viennent à dissimuler délibérément les méfaits des citoyens plus connus. Les négligences ont été beaucoup plus :

- 1 — de présenter le problème de la criminalité dans une perspective de violence et d'insister excessivement sur ce qui demeure, malgré tout, un aspect secondaire du problème ;

---

<sup>1</sup> *The Challenge of Crime in a Free Society*. A report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D. C., February 1967, p. 188.

<sup>2</sup> — de garder systématiquement le silence ou de ne proférer que des affirmations dogmatiques sur la criminalité économique, y compris le crime organisé.

Au Québec, le premier problème se résorbe rapidement, aussi bien à la Sûreté du Québec qu'à la Sûreté municipale de Montréal. Cette dernière a créé et développé rapidement une escouade de « sécurité sociale » dont nous avons parlé élogieusement à l'occasion de la faillite frauduleuse. On se souviendra, en outre, que le directeur Jean-Paul Gilbert, dans le témoignage auquel nous venons de nous référer, a insisté pour situer la criminalité de violence dans sa véritable perspective : il ne s'agissait pas, à son avis, du plus important secteur de la criminalité montréalaise ou québécoise. Le directeur Gilbert avait expliqué à cette occasion que les crimes contre la propriété et surtout ceux qui savent s'entourer de discrétion et d'organisation constituaient pour notre société un risque beaucoup plus grave. (Nous faisons ici abstraction des difficultés que posent aux policiers et à toute la société les manifestations de masse).

121. Ceci demeure une exception qui ne suffit pas à renverser la vapeur. Les milieux policiers affirment encore trop fréquemment devant le public et les hommes politiques que la violence constitue le principal problème et qu'il importe de rendre les sentences encore plus draconiennes que dans le passé. En présentant la criminalité comme un problème de violence auquel il faudrait s'attaquer à coups de sentences sévères, on laisse dans l'ombre la criminalité économique. Une partie du camouflage dont profite le crime organisé provient de ces erreurs de perspectives.

Aujourd'hui encore, les statistiques qui sont distribuées aux journaux et aux diverses techniques de communication sociale mettent en évidence les augmentations survenues au chapitre des meurtres, des viols, des vols à main armée... Or, la plupart de ces statistiques proviennent des corps policiers qui portent ainsi la responsabilité des *accents* qu'on y trouve.

En somme, le public continue à ne voir de la criminalité que ce que les corps policiers ont bien voulu lui en montrer. Il ne faut donc pas se surprendre si le public ignore presque totalement l'impact économique du crime organisé. Il ne faut pas davantage se surprendre si le public, après avoir pris conscience des inégalités sociales et judiciaires inhérentes à notre système économique, se montre de plus en plus sceptique devant certaines affirmations policières.

Il est donc indispensable d'inviter les corps policiers à considérer dans une perspective toute différente les informations qu'ils mettent en circulation<sup>1</sup>. Nous sommes cependant conscients du fait qu'un certain nombre de

<sup>1</sup> Il faut considérer le crime organisé comme le fruit naturel de notre régime global d'économie privée à but lucratif ou comme un développement qui s'y

*media* maintiennent leurs affirmations outrancières même lorsque la police devient plus prudente dans les siennes.

**122.** Il faut regretter amèrement de tels malentendus. De façon positive, il faut surtout souhaiter que les corps policiers rendent bientôt possible une campagne d'éducation du public sur les aspects les plus importants de la criminalité.

Pour parvenir à ce résultat, que les corps policiers désirent ardemment sans toujours en connaître le chemin, *il faudra tout d'abord que les corps policiers acceptent avec infiniment plus d'ouverture d'esprit que par le passé de collaborer avec d'autres disciplines.*

1 — À l'heure actuelle, un trop grand nombre de policiers ont tendance à se considérer comme seuls capables de comprendre le problème<sup>1</sup>.

2 — D'ailleurs, on se rendra compte que le policier moyen s'objecte même à ce que les corps policiers pratiquent le recrutement à différents niveaux.

Nos sondages révèlent, en effet, qu'environ 75 p. cent des policiers s'objectent à ce que des individus entrent dans les corps policiers à des postes intermédiaires ou supérieurs. De cette manière, les seuls universitaires que posséderont nos corps policiers, si l'on s'en tient aux vœux exprimés par les policiers eux-mêmes, seront d'abord des policiers de carrière. L'universitaire qui voudrait devenir policier devrait, comme toute autre recrue, entreprendre sa carrière au bas de l'échelle et gravir lentement chacun des échelons. Si les policiers ferment ainsi la porte aux universitaires qui voudraient commencer une carrière policière en sautant des étapes, qu'on s'imagine simplement à quel point les policiers se montreront méfiants à l'égard des spécialistes qui voudront aider la police tout en demeurant à l'extérieur des cadres policiers : psychologues, sociologues... Nous livrerons bientôt (volume V, annexe 2) les résultats des sondages qui justifient ces affirmations.

greffe. Le commerce, l'industrie et la finance mènent une concurrence acharnée dans le cadre des entreprises légales. Mais il y a également place pour une authentique demande économique à l'adresse des biens et des services que ne permettent pas nos codes légaux et sociaux. Le crime organisé, c'est le régime commercial qui fonctionne dans ce secteur. Lui aussi connaît la loi de la concurrence et il doit, par conséquent, s'organiser pour sa protection et pour en arriver au contrôle du marché. MARSHALL B. CLINARD. *Sociology of deviant behavior*, New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc. (3rd Edition), 1968, p. 294.

<sup>1</sup> Ceux qui appliquent les lois professent un principe commun. Quand j'ai fait appel à un fonctionnaire en lui demandant les renseignements que son agence pourrait me fournir sur le crime organisé, sa première réaction en fut une d'étonnement. Il se référa aux pièces publiées par le comité McClellan et aux travaux effectués par ceux qui avaient participé à la campagne contre le crime organisé déclenchée par le sénateur (alors procureur général) Kennedy, et me demanda : « Que pouvez-vous faire ? Qu'est-ce que vous pouvez dire qui n'a pas déjà été dit ? » DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, p. 102.

## b) LES DÉMARCHES DE LA COMMISSION (123-146)

### 1 — Première rencontre avec les corps policiers (123-132)

123. Ces réticences n'existent pas seulement dans les grands corps policiers américains. On les retrouve chez plusieurs des spécialistes canadiens, en particulier à l'intérieur des cadres de la Gendarmerie royale du Canada.

Pour diverses raisons, il nous paraît nécessaire de faire ici un bref examen du passé et de relier certaines attitudes qu'avait la Gendarmerie royale du Canada en 1966 à des comportements plus récents. Il le faut pour que le Québec et le Canada tout entier choisissent en pleine lucidité des moyens qui soient efficaces dans la lutte au crime organisé<sup>1</sup>.

Rappelons les propos que tenait en janvier 1966 l'ancien ministre québécois de la Justice, Me Claude Wagner. De retour d'une conférence fédérale-provinciale sur le crime organisé, il accusait ses collègues fédéraux d'être des « pâtes molles », plus intéressés à faire de la « petite politique » et à ménager des susceptibilités qu'à administrer la justice et à lutter contre le crime. On peut reprendre ici le compte rendu d'un journaliste :

Me Wagner n'y est pas allé avec le dos de la cuillère non plus dans le cas de la Gendarmerie royale, soutenant que la Sûreté provinciale du Québec a fait plus dans un an pour combattre le crime organisé que ce corps policier depuis 1951. Le ministre québécois a révélé que ce corps policier a tout mis en œuvre, la première journée de la conférence, pour tuer dans l'œuf le projet d'Interpol canadien proposé par le Québec.

La Gendarmerie royale, dit-il en substance, a fait un déploiement monstre de la grandeur, de la hauteur, de la largeur, de la beauté, de l'efficacité de ses effectifs pour dire que *c'est elle qui doit centraliser l'information policière*.

Il y avait la carte, les petits drapeaux, les petites lumières qui s'éteignaient, se rallumaient, on voyait presque le policier en uniforme rouge accompagné de son chien esquimau. C'était en trois dimensions.

Nous entendions presque aboyer le chien tant c'était beau et c'était grand. Évidemment, la conférence avait été convoquée par les autorités fédérales. Ce sont elles qui ont pris le plancher au cours de la première matinée.

Me Wagner a ensuite affirmé que la Sûreté provinciale du Québec avait fait plus en un an contre le crime organisé que la Gendarmerie royale depuis 1951.

« Car vous savez, dit-il, que c'est en 1951 que la Gendarmerie royale a pris connaissance du problème et ce n'est qu'en 1961 qu'elle a commencé à mettre sur pied un service d'intelligence. On a découvert l'intelligence en 1961 à Ottawa », dit-il moqueur.

Après cette matinée fédérale, nous leur avons dit que nous ne marcherions pas sous la férule de la Gendarmerie royale dans la création de ce service d'information policière et de coordination des efforts policiers, que ce ne serait

<sup>1</sup> Nous demeurons ici scrupuleusement à l'intérieur de notre mandat. D'autres commissions, autrement mandatées, ont déjà tenté de définir et de répartir les responsabilités quant à la sécurité du territoire.

pas à sens unique, mais que cette coopération serait d'égal à égal.

Le ministre a ensuite révélé avoir fait part de son intention de procéder à l'établissement de ce service en collaboration avec l'Ontario si Ottawa ne voulait pas marcher. Me Wagner a ensuite expliqué que la Gendarmerie royale compte environ six mille policiers dans tout le Canada, tandis que la Sûreté provinciale du Québec, celle de l'Ontario, la police de Montréal et la police métropolitaine de Toronto comptent ensemble quelque quatorze mille policiers.

« Nous sommes bien organisés, dit-il. Nous leur avons offert notre collaboration tout simplement. »

« Le fédéral nous a alors fait part d'un projet d'expansion de \$4 millions répartis sur une période de cinq ans pour la Gendarmerie royale. »

« Nous ne pouvons pas attendre cinq ans, dit-il. Le crime organisé, lui, n'attendra plus cinq ans. C'est ridicule de plus, si l'on songe que le Québec seul augmentera son budget de plus de \$4 millions cette année à ce chapitre. »

« Le fédéral, \$4 millions en cinq ans. Le Québec \$4 millions en un an, dit-il. De la petite politique ça n'a pas sa place dans l'administration de la justice ». (...) Interrogé à savoir si une autre conférence fédérale-provinciale sur le crime organisé était prévue pour cette année, Me Wagner a dit qu'aucune date n'a été fixée.

« Ils ont parlé de la possibilité d'une autre réunion au cours de l'année, mais si c'est pour être une conférence du même genre que la dernière, dit-il, qu'ils ne se pressent pas trop <sup>1</sup>. »

**124.** De tels commentaires de la part d'un ministre québécois de la Justice ne devaient pas passer inaperçus. Deux jours plus tard, trois ministres fédéraux accusaient M. Wagner d'avoir commis une grave injustice envers la Gendarmerie royale.

Le ministre de la justice, M. Lucien Cardin, le président du Conseil privé, M. Guy Favreau et le Solliciteur général, M. Larry Pennell, signaient un communiqué commun qui prenait la défense de la Gendarmerie royale et s'inscrivaient en faux contre les critiques formulées par le ministre québécois de la Justice.

Dans cette déclaration, qui contient les plus vives critiques que le gouvernement Pearson ait faites à l'endroit d'un ministre provincial, les trois ministres déclarent : « Nous estimons que dans les circonstances actuelles, il y a une grande injustice à déprécier le rôle efficace et valable que joue la Gendarmerie royale dans la lutte contre le crime organisé. »

Ils évoquent là les commentaires faits par M. Wagner à Québec sur l'attitude des ministres fédéraux et des chefs de la Gendarmerie à la récente conférence fédérale-provinciale sur la lutte contre le crime organisé.

M. Wagner a déclaré dans une interview — au cours de laquelle il n'avait pas mâché ses mots — que les participants à la conférence s'étaient conduits en « pâtes molles », qu'ils avaient montré plus d'intérêt pour la politique et ont tout fait pour ne froisser personne.

<sup>1</sup> Article de Normand Girard publié dans *le Soleil*, le 12 janvier 1966. Les italiques sont de nous.



Les ministres fédéraux ajoutent que la Gendarmerie, *depuis quelque temps en particulier*, a joué un rôle important et souvent déterminant dans la centralisation des renseignements et en fournissant son appui aux corps de police provinciaux et municipaux pour arrêter des criminels.

« La lutte contre le crime organisé au Canada ne peut être menée à bien que par la coopération entre tous les organismes chargés de faire respecter les lois — fédéraux, provinciaux, municipaux — et non pas en créant une concurrence entre eux », ajoute le communiqué<sup>1</sup>.

**125.** À trois ans de distance, la situation se présente à peu près de la même manière. Évidemment, certains corps policiers du Québec ont accédé depuis quelque temps au rang de police professionnelle, mais l'on exagère à peine si l'on affirme que la Gendarmerie royale du Canada continue de considérer le crime organisé comme son fief exclusif et de traiter avec une certaine hauteur tous ceux qui prétendent s'intéresser à cette activité criminelle.

À l'heure actuelle, il n'est plus possible de considérer la police municipale de Montréal comme un corps policier de seconde zone. De la même manière, la Sûreté du Québec, surtout depuis qu'elle a sensiblement amélioré sa politique d'embauchement et de formation, a déjà corrigé plusieurs des faiblesses qu'on pouvait autrefois lui reprocher.

Pourtant, malgré les progrès accomplis par les deux principaux corps policiers du Québec, on ne peut pas encore parler d'une libre circulation de l'information entre les grands corps policiers impliqués dans la lutte québécoise au crime organisé (Gendarmerie, Sûreté du Québec, Sûreté municipale de Montréal).

On peut et on doit, toutefois, noter avec satisfaction une certaine amélioration. La Gendarmerie se prête de meilleure grâce à des rencontres et même à certains échanges avec la Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Montréal. Il faut espérer que se poursuive cette amélioration.

**126.** Ceci ne constitue malheureusement que la première facette du problème. Lorsque les corps policiers montrent ainsi des réticences à se parler *entre eux*, on peut imaginer, en effet, à quel mutisme ils en arriveront lorsque viendra le moment de renseigner *la population* !

La Gendarmerie royale du Canada, imitant en cela le FBI américain, a eu tendance jusqu'à maintenant à s'en tenir à des affirmations que le public n'était jamais en mesure de vérifier. Face à l'ensemble du public, le principal corps policier fédéral se comporte comme si le crime organisé devait demeurer un dogme et comme s'il n'était jamais nécessaire d'en déployer publiquement et de façon concluante les origines, les objectifs, les méthodes et les ramifications.

<sup>1</sup> *Presse Canadienne*, 14 janvier 1966. Les italiques sont de nous.

Pour cette raison, à compter du moment où le gouvernement du Québec nous a invités expressément à porter notre enquête jusque sur le territoire du crime organisé, *nous avons rencontré substantiellement les mêmes difficultés que déplorait tantôt l'ancien ministre québécois de la Justice*. En d'autres termes, la Gendarmerie, tout en se déclarant prête à collaborer avec la Commission d'enquête et avec les corps policiers du Québec, entendait ne rien changer à sa politique : discrétion la plus totale et centralisation de l'information. De façon évidente, la Gendarmerie royale entend disposer à sa guise des informations qu'elle possède et elle limite à fort peu de choses sa contribution au dialogue et aux échanges qui doivent s'amorcer et se développer. Certes, la Gendarmerie transmet chaque année un grand nombre de dossiers à la Sûreté du Québec, mais il s'agit le plus souvent de dossiers isolés qui ne permettent guère de comprendre l'ensemble du crime organisé.

127. De telles affirmations ne doivent pas circuler sans preuve et sans nuance. D'ailleurs, nous n'exposons pas cette situation en public pour le simple plaisir de la chose. Il fallait que la collaboration du public soit vitale et strictement indispensable pour que nous révélions ces tensions et que nous déplorions publiquement leur permanence.

Nous avons longtemps hésité sur l'attitude à prendre. Après réflexion, nous croyons nécessaire d'effectuer une rétrospective des démarches entreprises par la Commission en août 1968 et déjà couronnées par la création d'un bureau de recherche québécois sur le crime organisé.

Le mercredi 29 août 1968, la Commission réunissait autour d'une même table (ce qui constituait un événement peu fréquent) :

- le ministre québécois de la Justice,
- des représentants de la Sûreté du Québec,
- de la Gendarmerie royale du Canada,
- et de la Sûreté municipale de Montréal,
- le porte-parole d'une importante agence privée,
- et l'un des principaux spécialistes américains du crime organisé, M. Ralph Salerno.

La réunion avait pour but de définir la nature et les moyens d'un travail commun contre le crime organisé. Le ministre de la Justice devait souligner autant que le spécialiste américain la nécessité d'informer le public dans toute la mesure du possible des formes que revêt chez nous le crime organisé.

Le ministre de la Justice exprime son accord quant au travail que la Commission entreprend sur le crime organisé.

Il souhaite qu'un travail conjoint fasse connaître l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec. Il souhaite que la Commission et le groupe ici

présent prennent toutes les dispositions nécessaires, y compris, peut-être, des audiences publiques, afin d'éveiller l'opinion publique au problème. M. Bertrand souligne toutefois que ces audiences publiques devront être préparées avec le plus grand soin.

M. Ralph Salerno endosse d'emblée les vues du ministre et souligne, à propos des audiences publiques, la différence à établir entre la preuve légale seule admise devant les tribunaux et la présomption de culpabilité que peuvent établir des séances publiques bien préparées. Il affirme qu'une enquête menée sur la place publique peut faire plus pour réveiller l'opinion que la simple déposition d'un rapport écrit<sup>1</sup>.

128. Malgré les nuances et les précautions dont MM. Bertrand et Salerno avaient entouré leurs commentaires, le représentant de la Gendarmerie royale du Canada devait quand même se montrer passablement rebelle à l'idée d'audiences publiques. De façon générale, il devait insister beaucoup plus sur la nécessité de la discrétion que sur l'urgence de faire participer la population à la lutte au crime organisé.

Cette politique de la Gendarmerie royale avait, pour la suite du travail de la Commission, une importance capitale. En effet,

- 1 — il nous paraissait indispensable de renseigner le public infiniment plus qu'auparavant ;
- 2 — l'information ne pouvait être complète sans la collaboration de la Gendarmerie.

En effet, même s'il est exact que l'action de la Gendarmerie dans le domaine du crime organisé ne s'est véritablement déclenchée qu'au cours de la dernière décennie, il n'en demeure pas moins que la Gendarmerie possède, aujourd'hui encore, la meilleure information sur le crime organisé au Canada. Sans sa collaboration constante et active, tout travail en ce domaine demeure aléatoire, excessivement lent, peut-être impossible. Il en sera de même pour un certain temps encore.

Le commissaire adjoint de la Gendarmerie royale du Canada, M. William Kelly, affirme, pour sa part, que la police canadienne connaît bien le crime organisé et qu'il faut compter surtout sur la coopération et la structuration des corps policiers pour en venir à bout. Quant à lui, il fait peu confiance aux enquêtes publiques et redoute qu'elles aillent à l'encontre des exigences de la sécurité. Ce dont le Canada a le plus besoin présentement, c'est d'une organisation où les forces de police pourront ensemble travailler et se donner des informations sans risque de fuite. M. Kelly ajoute que la Gendarmerie royale du Canada entend quand même coopérer dans la mesure du possible et offrir toute l'aide disponible au ministère de la Justice du Québec ainsi qu'à la commission Prévost.

---

<sup>1</sup> Procès-verbal d'une réunion de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale tenue à Montréal à ses bureaux, au 300, rue St-Sacrement, ch. 515, le mercredi 29 août 1968 à 10h.

Monsieur Kelly affirme que la Gendarmerie est en faveur de la diffusion d'informations générales, mais ne voudrait pas qu'une enquête publique entre dans les détails, ce qui pourrait avoir pour résultat de nuire aux enquêtes policières qui sont en cours. Il fait savoir au groupe qu'une organisation centrale contre le crime organisé fonctionne présentement dans toutes les provinces canadiennes, sauf le Québec, et qu'il a plusieurs fois demandé au Québec de nommer son représentant officiel au sein du comité central sans que ses demandes répétées n'amènent encore de résultat. Il souligne que la Gendarmerie royale du Canada remplit fidèlement son rôle d'assistance aux différents corps policiers du pays et il cite en exemple l'Ontario où l'on a mis en place un centre d'information secrète (*Intelligence Unit*) qui établit un lien direct entre la Gendarmerie royale du Canada et les forces policières de l'Ontario<sup>1</sup>.

129. Il est assurément heureux que la Gendarmerie royale proteste ainsi de son désir de collaborer avec les corps policiers du Québec. Il est même utile qu'une police du calibre de la Gendarmerie dresse un bilan du travail accompli (ou escamoté) par le Québec en matière de crime organisé. Il faut cependant noter que la situation se présente de manière plus nuancée que ne le laisse entendre la Gendarmerie.

Pour bien comprendre le contexte, il faut en effet remarquer qu'une véritable police provinciale n'existe que dans deux des dix provinces canadiennes. En effet, l'Ontario et le Québec sont les seules provinces qui ont jugé nécessaire et possible d'organiser leur propre service de police provinciale, tandis que les huit autres provinces recourent à la Gendarmerie royale pour l'application du code criminel et même pour la mise en vigueur des législations pénales de juridiction provinciale. On compte, en outre, un grand nombre de municipalités qui ont confié par contrat à la Gendarmerie royale du Canada le soin d'appliquer les règlements municipaux, les législations pénales provinciales et le code criminel dans les limites de leur territoire.

Au moment où elle décrit la collaboration offerte par la majorité des provinces canadiennes, la Gendarmerie royale devrait donc tenir compte du fait que, dans huit cas sur dix, elle n'a eu à traiter qu'avec elle-même ! Au moment d'évaluer la collaboration que les diverses provinces canadiennes ont accepté d'offrir à la Gendarmerie royale, de tels faits prennent une importance considérable. Autant il était normal que la Gendarmerie puisse obtenir ailleurs avec aisance la collaboration d'interlocuteurs provinciaux ou municipaux (qui, d'ailleurs, font partie de ses cadres), autant la situation se présente de manière différente en Ontario et au Québec. Le contexte explique également comment la Gendarmerie du Canada en est arrivée à se considérer comme compétente dans un certain nombre de juridictions, à centraliser spontanément une somme considérable d'informations et à traiter

---

<sup>1</sup> *Ibidem*, pp. 3-4. Les italiques sont de nous.

avec condescendance et une sorte de paternalisme bienveillant les autres corps policiers du pays.

**130.** Les seules comparaisons valables doivent donc s'établir entre le Québec et l'Ontario et non pas entre notre province et l'ensemble des provinces canadiennes.

Le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal se dit en rapport régulier avec les membres du *centre d'informations secrètes de la police de l'Ontario* et révèle que le centre ontarien et la Sûreté municipale de Montréal échangent régulièrement visites et informations. Il reconnaît à son tour qu'au Québec il n'y a pas d'organisation pour centraliser toutes les informations. M. Gilbert ajoute que la Sûreté municipale de Montréal est reliée depuis deux ans à cette organisation ontarienne spécialisée dans la lutte au crime organisé. Il estime que les rencontres ont été très profitables, qu'elles permettent l'échange d'une quantité considérable d'informations et suscitent un grand enthousiasme dans les corps policiers<sup>1</sup>.

On le voit, l'Ontario tout autant que le Québec tient à conserver ses coudées franches et à créer son centre de renseignements. Il est exact, cependant, que la province voisine a agi plus vite que le Québec en créant son propre centre et en établissant des liens avec différents interlocuteurs. L'Ontario montre d'ailleurs à certains égards des dispositions semblables à celles du Québec. C'est ainsi que la 8e recommandation du rapport de la Commission de Police d'Ontario (31 janvier 1964) souhaite une collaboration particulière entre les corps policiers de l'est :

That the Ontario Police Commission, Ontario Provincial Police Force and Metro Toronto Police Department co-operate in the formation of an intelligence clearing committee representing the major law enforcement agencies in Eastern Canada and the United States, in near proximity to Ontario<sup>2</sup>.

**131.** C'est, somme toute, dans l'évaluation de l'opinion publique qu'apparaissent les différences les plus marquées entre le point de vue de la Gendarmerie et ce que nous inspire l'examen de la situation. La Commission a été spécialement frappée du peu d'importance que la Gendarmerie royale du Canada semblait accorder à l'opinion publique et à la nécessité de renseigner les citoyens.

Dès cette première rencontre, on sentait les réticences des policiers fédéraux. La Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Montréal adoptaient des attitudes plus positives ou, à tout le moins, infiniment plus souples. L'un et l'autre de ces corps policiers du Québec souhaitaient obtenir, en effet,

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 4. Les italiques sont de nous.

<sup>2</sup> Report of the Ontario Police Commission on Organized Crime — Chapitre intitulé « Recommandations », January 31st, 1964, p. 121, no. 8.

une plus grande collaboration du public et reconnaissaient qu'il est vain d'espérer ce résultat à moins que les corps policiers ne renseignent le public davantage et ne lui fassent comprendre l'enjeu de la lutte.

Le commissaire Gould demande s'il est possible qu'un comité soit formé des personnes présentes afin d'aider la Commission dans son travail sur le crime organisé.

MM. Dessureau et Gilbert se disent d'accord sur ce projet de comité et acceptent de collaborer pour le mettre sur pied dans le plus bref délai. Les représentants de la Gendarmerie royale du Canada soulignent que ce corps policier consacre déjà quatre fois plus d'agents que la Sûreté du Québec à la lutte au crime organisé dans la province. MM. Kelly et Carrière se disent prêts à collaborer avec le comité que la Commission suggère dans l'espoir de regrouper toutes les informations disponibles quant au crime organisé. Par la suite, il y aura lieu de voir quelle partie de ces informations peut être utilisée en public <sup>1</sup>.

### **132. Il importe de bien comprendre le déroulement de cette première rencontre.**

1- Le procès-verbal fait foi de l'intervention du ministre de la Justice pour confirmer la Commission dans son mandat d'étudier le crime organisé. Le procès-verbal indique aussi l'intention du ministre de présenter la Commission comme sa représentante.

Le ministre de la Justice du Québec souligne que tous les dossiers du ministère de la Justice ont été ouverts à la Commission Prévost et qu'il considère cette Commission comme son intermédiaire direct auprès des corps policiers spécialisés dans la lutte au crime organisé. Il souhaite que la collaboration soit aussi complète que possible, afin que la population du Québec sache ce qui existe en fait de crime organisé au Québec <sup>2</sup>.

2- Le procès-verbal montre aussi la réaction des représentants.

Les représentants des différents corps policiers s'entendent donc pour former ce comité et consentent à entreprendre ensemble un effort coordonné afin d'évaluer l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec <sup>3</sup>.

3- Dès lors, les positions étaient claires. Le ministre québécois de la Justice demandait à la Commission d'enquêter pour déterminer l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec. La Commission demandait et obtenait des trois principaux corps policiers œuvrant au Québec leur collaboration pleine et entière pour un inventaire du crime organisé dans notre province. Malgré certaines réticences, la Gendarmerie royale du Canada acceptait d'ouvrir un dialogue avec d'autres corps policiers, c'est-à-dire la Sûreté du Québec et la Sûreté municipale de Montréal en vue de renseigner la Commission sur le crime organisé au Québec.

4- Forte de cette collaboration, la Commission pouvait s'engager à l'égard du ministre québécois de la Justice à un inventaire satisfaisant du crime organisé au Québec. La Commission envisageait par ailleurs explicitement la possibilité

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>2</sup> *Ibidem*, pp. 6-7.

<sup>3</sup> *Ibidem*.

d'audiences publiques portant sur le crime organisé, tandis que certains participants, particulièrement la Gendarmerie royale, se montraient au moins réticente sur ce point.

Dans l'immédiat, chacun devait faire rapport à ses supérieurs et se préparer à une réunion plus « pratique ».

## 2 — Seconde rencontre avec les corps policiers

(133-135)

133. Un mois après cette première rencontre, le jeudi 26 septembre 1968, la Commission consacrait une nouvelle séance au crime organisé. Cette fois, la réunion groupait strictement la Commission, les représentants des trois corps policiers et celui d'une agence privée de grande envergure.

Le président de la Commission révèle aux personnes présentes que le ministère de la Justice du Québec a remis à la Commission ses principaux documents concernant le crime organisé, et plus particulièrement un document confidentiel concernant le « crime syndiqué » dans la province de Québec. Ce document date de 1965 et le président demande aux organismes représentés à la table de discussion si les personnes qui ont travaillé à la rédaction de ce document à l'époque seraient aujourd'hui disponibles pour mettre ce dossier à jour.

Le président expose ensuite les intentions de la Commission et fournit des précisions sur la collaboration que la Commission souhaite obtenir des différents corps policiers quant à ses travaux sur le crime organisé. La Commission compte sur les corps policiers pour mettre à jour le document confidentiel de 1965 et pour choisir ensuite des cibles que la Commission tentera d'atteindre au cours des séances publiques, si l'information est suffisante, sans toutefois nuire au travail policier<sup>1</sup>.

134. Parvenue à cet accord, la Commission pouvait croire la partie gagnée. Certes, aucun renseignement n'avait encore été fourni et nul n'avait encore tenté de définir l'ampleur et la nature des ramifications poussées par le crime organisé à l'intérieur du Québec. Cependant, nous avons toutes les raisons de croire que la collaboration promise provoquerait bientôt des résultats intéressants et aiderait à mettre au point une stratégie plus efficace et mieux coordonnée. Tous semblaient accepter, en effet, la possibilité de nouvelles expériences et consentaient même à ne pas exclure prématurément les enquêtes publiques.

La suite des événements devait ébranler notre optimisme. Les premiers accrochages survinrent au moment de définir le rôle d'un spécialiste américain (M. Ralph Salerno) face à ce comité. Étant donné la vaste expérience

<sup>1</sup> Procès-verbal d'une réunion de la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale tenue à Montréal à ses bureaux, au 300, rue St-Sacrement, ch. 515, le jeudi 26 septembre 1968, à 10h30, pp. 2-3.

du spécialiste choisi, étant donné aussi le fait que ce spécialiste avait été mêlé de près aux travaux de la commission Katzenbach et à divers autres projets américains portant sur le crime organisé, notre Commission aurait évidemment souhaité que le comité mêle de très près cette personnalité à ses travaux. Ceci aurait été conforme au vœu exprimé en janvier 1966 par les trois ministres fédéraux déjà cités : la lutte au crime organisé aurait dès lors été aussi bien coordonnée que l'action criminelle elle-même. On sait, en effet, que le crime organisé ne respecte aucune frontière géographique et que des liens étroits rattachent le crime organisé canadien à l'empire criminel des États-Unis. (Sur ce point, les affirmations policières ne laissent aucun doute et nos constatations finales en tiennent compte.)

Avantage supplémentaire, la Commission avait veillé à choisir un spécialiste largement pourvu d'une solide expérience policière, ce qui devait permettre aux autres membres du comité de parler avec lui un langage commun.

La Commission interroge ensuite les représentants des trois corps policiers sur le rôle que peut jouer M. Salerno à titre de coordonnateur de la Commission en matière de crime organisé.

MM. Dessureau et Gilbert se disent intéressés à profiter de l'expérience de M. Salerno pour établir de façon générale, le plan de travail et la stratégie. M. Carrière, exprimant le point de vue de la Gendarmerie, insiste pour affirmer que la Gendarmerie ne livrera aucune information à M. Salerno, mais il ne voit aucune objection à ce que le comité rencontre M. Salerno sur les questions d'intérêt général.

Les trois membres du comité voient, par ailleurs un intérêt à consulter des représentants de l'Ontario pour compléter les informations<sup>1</sup>.

Sur un point précis, celui de la coordination, la Gendarmerie professait donc des vues particulières. De ce seul fait, la Commission se trouvait dans l'impossibilité d'aller aussi loin qu'elle l'aurait voulu dans l'étude du crime organisé. Délibérément, la Gendarmerie fermait sa porte au coordonnateur choisi par la Commission. Délibérément, la Gendarmerie exerçait des pressions sur les autres corps policiers pour qu'ils fassent de même.

---

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 6. Le comité sénatorial américain sur l'administration gouvernementale (comité McClellan) et son sous-comité permanent spécialisé dans les enquêtes avaient pourtant accordé leur confiance à M. Salerno (rapport no 72, 4 mars 1965, pp. 4-5). C'est à lui qu'on avait demandé, en effet, de vérifier les innombrables déclarations de Joseph Valachi :

« Le sergent Ralph Salerno, de la police de New York, considéré comme un spécialiste du crime organisé, rend témoignage sur les résultats (de la vérification effectuée sur les propos de Joseph Valachi). Dans chaque cas, le sergent Salerno a vérifié d'après les dossiers de police les détails fournis par Valachi sur les règlements de compte, y compris les dates, lieux et circonstances. »



135. En somme, on sentait désormais que la Gendarmerie royale du Canada, tout en protestant de sa volonté de collaborer intensément avec les corps policiers provinciaux et municipaux et tout en soulignant la nécessité de coordonner la lutte au crime organisé à l'échelon le plus élevé, ne ressentait guère le besoin d'informer davantage la population (ou même les spécialistes et les mandataires d'un gouvernement provincial).

Le comité formé à la demande de la Commission devait quand même accepter le mandat formulé :

Les membres de la Commission s'entendent avec les représentants des trois corps policiers impliqués dans la formation du comité spécial pour que le comité demeure maître de ses décisions. La Commission, quant à elle, établira elle-même, en accord avec son conseiller juridique et son coordonnateur, la stratégie générale.

À la fin de l'entretien, il est donc convenu de :

- 1- mettre à jour le rapport confidentiel de 1965 ;
- 2- donner à la Commission un rapport avec recommandations sur les moyens de traiter publiquement du crime organisé et ceci dans le plus bref délai possible <sup>1</sup>.

Pour la suite des travaux, on peut se reporter à l'appendice 11 qui contient le rapport soumis par ce comité.

### 3 — Le rapport du comité tripartite

(136-146)

136. Le rapport complet du comité mérite la plus grande attention. Dans l'ensemble, il donne d'emblée raison à l'ancien ministre québécois de la Justice, Me Claude Wagner. En effet, on y constate à la fois :

- 1- que le crime organisé est une notion relativement récente pour les corps policiers canadiens et
- 2- que la collaboration offerte par la Gendarmerie royale du Canada ne va pas jusqu'à une libre circulation de l'information parmi les corps policiers et encore moins jusqu'à la diffusion de renseignements auprès du grand public. Il est facile, en effet, de retrouver dans le texte du comité les réticences exprimées verbalement par la Gendarmerie.

Tout en affirmant que l'existence du crime organisé est connue au Québec depuis plusieurs années, le comité concède que « ce n'est que depuis quelques années que nous interprétons ce genre de crime sous cet aspect <sup>2</sup> ». L'ancien ministre québécois de la Justice ne déformait donc aucunement la vérité quand il affirmait tantôt que le crime organisé est demeuré un illustre

<sup>1</sup> *Ibidem*, p. 6.

<sup>2</sup> Appendice 11.

inconnu au Canada jusqu'en 1951 et qu'on avait même attendu jusqu'en 1960 pour mettre au point des mécanismes modernes. À la vérité, Québec était même encore plus lent qu'Ottawa.

Depuis le début de l'année 1960, des unités de renseignements criminels furent mises sur pied et lors de la formation de ces unités nous n'avions aucun doute sur l'existence du crime organisé ou syndiqué. Le but principal de ces unités était d'identifier les membres de ces groupements, d'établir leurs champs d'activité, leurs administrations internes, leur allées et venues, leurs sources de revenus et leur vulnérabilité <sup>1</sup>.

137. Au moment où parvenaient à la Commission les travaux du comité, il fallait bien se rendre à l'évidence : les divers représentants policiers formulaient des recommandations précises quant à la coordination de l'information portant sur le crime organisé, mais ils ne fournissaient à la Commission aucun renseignement précis sur l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec. Ils ne précisaient pas davantage les méthodes auxquelles pourrait recourir la Commission pour présenter publiquement le plus de renseignements possible sur le crime organisé.

Fallait-il en conclure que le comité s'était mépris sur les intentions de la Commission ? Fallait-il comprendre que l'entente formulée au cours des deux rencontres entre la Commission et les représentants policiers avait été perçue de façon différente par les différents partenaires ?

Pour dissiper tous les malentendus et parvenir à l'interprétation la plus correcte des termes du mandat, nous nous sommes reportés au texte soumis par le comité lui-même. Après avoir cité nos propres comptes rendus des deux séances, citons maintenant le *texte rédigé par le comité* :

Ce comité est désigné par la Commission d'Enquête sur l'Administration de la Justice en matière criminelle et pénale, dans les buts suivants :

- a) évaluer attentivement l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec ;
- b) mettre à jour le rapport confidentiel de 1965 ;
- c) donner à la Commission un rapport avec recommandations sur les moyens de traiter publiquement du crime organisé <sup>2</sup>.

On le constate, le comité avait donc parfaitement compris son rôle et les vues de la Commission coïncident parfaitement avec ce que le comité s'était assigné comme tâche. Au terme des travaux, le comité en arrivera cependant à des recommandations qui ne recouvrent qu'une partie minime du mandat précédemment défini.

138. Malgré sa parfaite compréhension du mandat, le comité entreprenait ensuite, non pas de fournir à la Commission une image précise et utile du

<sup>1</sup> *Ibidem*.

<sup>2</sup> Appendice 11.

crime organisé au Québec, mais un plaidoyer fort élaboré en faveur de la discrétion.

Il ne devrait pourtant pas y avoir de débat sur ce point. N'importe qui reconnaît la nécessité d'exercer un contrôle très strict sur la diffusion d'informations confidentielles et personne ne songe à contester la nécessité d'une telle prudence. Cependant, la prudence dans la diffusion de l'information ne saurait prendre le pas sur la nécessité d'une action efficace. À notre avis, *une action efficace contre le crime organisé passe nécessairement par une solide information du public* et les exigences de la sécurité n'y changeront rien. Dans cette perspective, la préoccupation quant à la discrétion *doit* passer en second lieu. Nous ne cachons donc pas notre déception.

Sur le plan concret, le comité se contentait, en effet, d'affirmations péremptoires sur l'existence du crime organisé au Québec :

Jusqu'à présent, les trois corps policiers principaux de la région de Montréal (Gendarmerie royale du Canada, Sûreté du Québec, Sûreté municipale de Montréal) ont réussi, dû à une collaboration étroite, à se documenter sur un grand nombre d'individus qui forment cette vaste organisation criminelle. Nous possédons des renseignements sur la structure interne d'une organisation criminelle qui opère dans la ville de Montréal et la région métropolitaine. Nous savons également que cette organisation criminelle exerce un contrôle dans tous les domaines du crime lucratif, et entretient d'étroites relations avec plusieurs organisations semblables dans d'autres régions du Canada et aux États-Unis. Certains membres de l'organisation locale sont en rapport continu avec des personnalités en vue du monde interlope américain, et ceux-ci entretiennent des relations actives et personnelles au niveau de « projets criminels » ou « sociaux »<sup>1</sup>.

De telles déclarations ne sont pas de nature à éliminer le scepticisme. Elles ne provoquent pas davantage la participation des citoyens.

139. À cette étape de son travail, le comité formé à la demande de la Commission adopte donc une attitude insatisfaisante et paradoxale. D'une part, le comité affirme de façon péremptoire que le crime organisé existe au Québec et plus particulièrement à Montréal. D'autre part, il se montre tellement soucieux de discrétion qu'il ne fournit à la Commission qu'un diagnostic vague et global.

C'est ici que la situation se complique. Le problème est clairement posé : une organisation criminelle existe contre laquelle il importe de *tout* mettre en œuvre sans toutefois pousser *trop loin* la diffusion des informations. Malheureusement, au lieu de tenter la réalisation d'un équilibre, le comité formé par les trois corps policiers adopte d'emblée la solution traditionnelle : il renonce à diffuser l'information.

---

<sup>1</sup> Appendice 11.

Nous concluons que présentement *les trois corps policiers représentés dans ce Comité ne possèdent pas présentement (sic) l'organisme approprié pour assurer la véracité des renseignements sur la criminalité*, permettant à la Commission d'entamer des interrogatoires publics des personnes inscrites dans nos dossiers <sup>1</sup>.

En somme, le comité escamotait dès cette étape intermédiaire deux secteurs entiers du mandat : le comité omettait, en effet, de préciser quelle partie du rapport confidentiel de 1965 résistait encore à l'usure du temps et il ne remettait à la Commission aucune recommandation « sur les moyens de traiter *publiquement* du crime organisé ».

Ainsi, au lieu de s'acharner contre la difficulté et de trouver des moyens modernes de renseigner le public sans nuire au travail des enquêtes policières, le comité accordait d'emblée préséance à la discrétion et renonçait à toute fin pratique à impliquer le public dans la lutte au crime organisé. Désormais, un seul recours et une seule stratégie demeuraient possibles : exiger du public des actes de foi. Ainsi, on dispensait les corps policiers de fournir quelque preuve que ce soit à l'appui de leurs affirmations. Ainsi, du mandat accepté, il ne découlait qu'un mutisme décevant. Ainsi, la Commission se voyait privée des renseignements qui lui auraient permis de respecter ses propres engagements. Ainsi, le public québécois ne pouvait bénéficier des renseignements comparables à ceux que révèlent dans leurs milieux la *New York Investigation Commission* ou la *Chicago Crime Commission*.

**140.** Pourtant, on s'illusionne grandement si l'on croit à la possibilité de mener une lutte efficace au crime organisé sans informer le public. Ce que nous avons dit jusqu'à maintenant justifie pleinement une définition *sociologique* du crime organisé. Cette définition se justifie autant sinon plus qu'une définition purement policière et elle sous-entend nécessairement la participation des citoyens.

D'une telle définition du crime organisé, il faut tirer, en effet, les conclusions logiques. Il faut encore, dans cet esprit, tirer des conclusions qui soient conformes aux habitudes des sociétés démocratiques. Par conséquent, *le témoignage et l'argument d'autorité ne suffisent pas. Il faut y ajouter la preuve, le récit circonstancié et vérifiable, l'observation aussi directe que possible.*

En somme, définir le crime organisé de façon sociologique débouche sur le désir de modifier les attitudes du public face à une organisation criminelle qui menace l'ensemble de la société. Un tel espoir demeure utopique sans information : il est impossible de modifier les comportements popu-

---

<sup>1</sup> Appendice 11. Les italiques sont de nous. Que faut-il penser d'une déclaration aussi stupéfiante : les policiers ne semblent pas prêts à garantir la « véracité » des renseignements sur la criminalité (organisée) ?

lares sans fournir à la société tout entière cette masse d'informations dont on l'a privée systématiquement jusqu'à aujourd'hui. Agir autrement relève de l'illusion ; agir autrement peut également constituer la négation pure et simple de la démocratie. En effet, affirmer sans prouver, imposer sans justifier, conscrire sans convaincre sont aujourd'hui autant d'injures contre la démocratie, autant de provocations inutiles et périlleuses.

Nous avouons donc et notre malaise et notre déception en constatant que le comité formé à notre demande juge impossible « d'entamer des interrogatoires publics des personnes inscrites dans les dossiers » et ne garantit même plus la véracité des renseignements disponibles.

Il est vrai que le comité insiste sur le fait que cette impossibilité existe *présentement*, ce qui pourrait signifier qu'elle disparaîtra dans un avenir plus ou moins rapproché. Nous savons qu'il est possible de lever cette impossibilité : New York, l'Illinois, le New Jersey y sont déjà parvenus.

141. Ouvrons une parenthèse. Dans l'esprit des membres du comité, il semble bien que la preuve légale soit la seule utile. Dans l'esprit de la Commission, il y a souvent lieu de renseigner le public même si l'on ne parvient pas à obtenir la condamnation d'un accusé. (Sur ce point, la Commission s'accorde avec les vues de M. Ralph Salerno imprimées dans l'appendice 11).

Diverses enquêtes publiques menées aux États-Unis ont réussi à informer le public infiniment plus que dans le passé et nos emprunts aux rapports américains le prouvent bien. Pourtant, la Constitution américaine, par son cinquième amendement, permet (beaucoup plus qu'au Canada) le silence des accusés, voire des criminels. C'est dire que d'innombrables questions posées par les procureurs de l'État se heurtent au silence des accusés. Cependant, le public n'est pas sans savoir — ou du moins sans conclure — que l'individu qui refuse systématiquement d'expliquer sa conduite dissimule quelque chose.

Ce n'est pas une invitation, répétons-le, à lancer publiquement des accusations dont on ne saurait ensuite présenter la preuve. Nous voulons simplement signifier que les corps policiers, les procureurs de la Couronne, le ministère de la Justice et, à l'avenir, une commission d'enquête permanente devraient poser les questions qui sont sur les lèvres de tous les citoyens. Peut-être ces questions ne déclencheront-elles aucune réponse. Peut-être cependant certains indices viendront-ils s'ajouter à ceux que possèdent déjà les corps policiers. De toute manière, le public saura désormais que l'administration de la Justice ose s'attaquer aussi bien aux puissants qu'aux faibles, aussi bien aux organisations criminelles qu'aux délinquants isolés.

Pour notre part, nous croyons que *le silence dont s'entourent toutes les enquêtes policières à propos du crime organisé entretient le public dans sa*

*crainte, abandonne les informateurs à leur mutisme, laisse le public dans son ignorance et conserve au crime organisé son rentable système.*

142. Le comité formé des représentants policiers ne se bornait cependant pas à des conclusions négatives. Il préconisait avec insistance la création d'un nouveau dispositif de « recherche sur le crime organisé » dans la province de Québec.

Parfaitement conscient des formes que prend la criminalité moderne, le comité estime qu'il est urgent de coordonner l'action policière, de manière à ce que la lutte se fasse à armes égales entre une organisation criminelle structurée et alerte et les corps policiers.

Nous avons affaire à des spécialistes du crime, circonstance qui exige une nouvelle orientation des techniques ordinaires d'enquête. En outre, nous faisons face à des criminels bénéficiant de plus en plus de la rapidité de transport et des communications, ces derniers ayant aussi modernisé leur outillage, leurs méthodes, leurs organisations défient l'action simple d'un service policier unique. Il est donc essentiel qu'un effort commun de tous les services soit rendu possible au moyen de contacts étroits <sup>1</sup>.

Fort logiquement, le comité propose donc des mesures pratiques pour améliorer la coordination policière. Chacun des membres du comité souligne, en effet, la nécessité de la collaboration la plus intense, l'urgence de créer entre les corps policiers un climat de confiance et de respect, l'importance d'un fond commun de renseignements...

143. Un point demeure ambigu. Au moment où le comité aborde la question des agences privées et autonomes, il souligne qu'il est souvent difficile de « définir le ressort et l'étendue des responsabilités de chaque agence indépendante ».

Il est exact que la coordination fait défaut, mais il est tout aussi exact que certaines agences gouvernementales, particulièrement celles qui agissent dans le domaine du revenu des particuliers, doivent conserver à la fois leur autonomie et la discrétion la plus absolue. Sur ce point, le texte du comité demeure donc équivoque en laissant le lecteur sous l'impression que les corps policiers aimeraient puiser dans les confidences que reçoivent les diverses agences gouvernementales.

Il nous faudra établir des normes favorables à ces agences indépendantes afin de pouvoir bénéficier des renseignements à leurs disposition, lesquelles serviront peut-être à combler les informations déjà emmagasinées dans les unités existantes <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Appendice 11.

<sup>2</sup> Appendice 11.

Certes, de telles ententes seraient éminemment « utiles ». Cependant, sur le plan pratique, il est extrêmement difficile de concilier les exigences de la confidentialité et les impératifs de l'efficacité policière. À propos de la faillite frauduleuse, nous avons déjà recommandé que le Secrétariat du Québec et le ministère de la Justice s'entendent sur le texte d'un protocole qui définirait à quelles conditions certaines informations spécifiques pourraient passer d'un organisme à l'autre. Lorsque le ministère du Revenu était mis en cause, nous avons suggéré que le ministère de la Justice veuille à transmettre au ministère voisin, celui du Revenu, les informations qui permettraient à celui-ci de conduire une enquête à bon terme. Nous croyons, en effet, que la circulation des informations doit se faire dans ce sens (du ministère de la Justice vers le ministère du Revenu) plutôt qu'en sens contraire. Cette politique a pour avantage de préserver le secret qui doit entourer certaines informations de nature privée.

144. Au total, nous croyons donc qu'il est extrêmement difficile de formuler des *normes favorables* permettant la diffusion des renseignements recueillis par les agences indépendantes. Surtout dans le domaine du revenu, la politique devrait être beaucoup plus d'acheminer les informations vers le ministère spécialisé plutôt que de tenter d'extraire des renseignements confidentiels et de les diriger vers les corps policiers. Ceci ne paralyse d'ailleurs pas la lutte au crime. Aux États-Unis, on sait aujourd'hui à quel point le ministère du Revenu a su montrer une efficacité au moins aussi grande dans ses enquêtes que les meilleurs corps policiers, y compris le FBI.

Évidemment, certains cas peuvent se présenter qui justifieraient la transmission d'informations confidentielles aux corps policiers. Nous ne croyons cependant pas que des protocoles ou des *normes favorables* doivent prévoir de semblables situations. Nous croyons qu'il faut plutôt faire confiance au pouvoir judiciaire et nous invitons les « agences gouvernementales autonomes » à toujours obtenir l'endossement du pouvoir judiciaire avant de transmettre des informations confidentielles aux corps policiers<sup>1</sup>.

Signalons que les escouades spéciales (*Task Force*) formées par le gouvernement fédéral américain font l'expérience d'une nouvelle politique. Le directeur de l'escouade — et lui seul — peut obtenir des renseignements du *Internal Revenue Service* (IRS).

---

<sup>1</sup> Les travaux américains montrent bien que la coordination est aussi difficile chez nos voisins :

M. ST-GERMAIN : Eh bien, je m'intéresse présentement au niveau fédéral. Supposons que vous désirez obtenir cet après-midi des informations du FBI sur un nommé John Doe auquel vous vous intéressez présentement, et vous avez l'impression que l'information qu'ils possèdent dans leurs dossiers vous serait extrêmement utile, vous pourriez éviter à vos enquêteurs une grande perte de temps et ceci vous aiderait à terminer heureusement cette enquête et cette mise en accusation, et tout

cela se ferait beaucoup plus tôt, et peut-être que ceci vous fournirait une preuve suffisante pour obtenir une mise en accusation... Dans une telle situation, pourriez-vous obtenir ces renseignements ?

M. CASEY : Oui. Mais je pense comprendre votre arrière-pensée, monsieur. Je pense que le ministère de la Justice est parvenu à ce point. Je pense que peut-être MM. Vinson et Peterson, au moment de leur témoignage, ont fait allusion à un système qui leur permet de regrouper dans une seule cellule tous ceux qui travaillent dans une certaine région. Nous avons découvert...

M. FASCELL : S'agit-il du projet pilote qui fonctionne dans l'est du pays ?

M. CASEY : Oui monsieur. Jusqu'à maintenant, selon ce que nous avons découvert, le ministère de la Justice accumulait tous ces renseignements et ces informations. Nous pouvions y puiser à titre individuel et en ne prenant qu'un dossier à la fois. Nous nous rendons compte aujourd'hui que leurs avocats, répartis par leurs soins à travers les différents districts du pays, deviennent, là où notre personnel est à l'œuvre, une sorte de coordinateurs naturels dans le milieu.

Nous pourrions n'avoir qu'un embryon de preuve contre un individu, tandis que lui saura que Citoyenneté ou les Stupéfiants ou quelqu'un d'autre en possède infiniment plus. Et grâce à un effort commun, ils peuvent amener le groupe tout entier à tendre vers un objectif unique de manière à mettre l'individu en accusation selon le type d'offense où la preuve est spécialement concluante.

M. ST-GERMAIN : La question est la suivante. Si vous appelez le FBI cet après-midi à propos de John Doe et si vous disiez : « Nous pensons avoir une cause valable dans le cas présent. Toutefois certaines pièces du casse-tête nous font encore défaut et nous aurions besoin du dossier que vous avez établi à propos de cet homme et nous voulons que notre personnel prenne connaissance de tout ce que vous possédez à son sujet, pour nous permettre de savoir si vos dossiers contiennent les pièces qui nous manquent ». Pourriez-vous obtenir ces renseignements cet après-midi ?

M. CASEY : Il est vraisemblable que nous n'obtiendrions pas le dossier. Mais M. Putnam, qui est chargé d'établir un lien avec le département du Revenu pourrait nous obtenir ces renseignements.

M. ST-GERMAIN : Vous devriez vous adresser au ministère du Revenu pour obtenir des informations du FBI ?

M. CASEY : Ils ont un officier de liaison attaché au ministère du Revenu et nous passerions par lui. Dans cette affaire à laquelle je me réfère, M. Gallagher, à propos de la grave accusation dont nous avons frappé cet individu en Californie à propos d'armes à feu, — il était un suspect dans une affaire de meurtre, un simple suspect parmi un grand nombre d'autres — nous avons établi le contact et nous avons réussi à regrouper les renseignements en passant par le FBI parce que ce service possédait les renseignements sur le fait qu'il était soupçonné dans cette affaire de meurtre. Mais nous n'obtiendrions pas le dossier ou les renseignements confidentiels.

M. ST-GERMAIN : Passons à une autre question. Le Service des Renseignements confidentiels (*Intelligence Division*) a déclaré qu'il comptait 1,700 agents dans ce secteur. Combien d'agents avez-vous ?

M. CASEY : 970, monsieur.

M. ST-GERMAIN : Si je comprends bien la philosophie du Service du crime organisé tel qu'on vient de le bâtir, le Service assure une coordination générale



dans ce domaine. Ils ont 60 hommes pour coordonner, si je m'en tiens simplement à vos deux services, le travail de 2,500 hommes, et pour établir des contacts.

M. CASEY : Moi-même, je ne crois pas qu'ils aient une main-d'œuvre suffisante.

M. ST-GERMAIN : Ceci semble évident, n'est-ce pas ?

M. CASEY : Monsieur, je serais d'accord avec vous.

M. FASCELL : Je sais, mais vous ne voyez pas les dossiers.

La question essentielle, c'est que le Service du crime organisé ne peut assurer la coordination car il ne possède aucune autorité directe en ce qui touche aux enquêtes.

M. CASEY : Ceci est exact, monsieur.

M. FASCELL : En outre, sur la base des dossiers individuels, vous ne pouvez pas, pour tout ce qui existe dans les dossiers du FBI et pour tout ce qu'il recueille dans le cadre d'une enquête autonome, obtenir la moindre réponse, à moins de poser une question spécifique sur la preuve que vous désirez, pour la bonne raison que vous ne voyez pas le dossier.

M. CASEY : Nous recevons une masse de renseignements.

M. FASCELL : Je sais, mais vous ne voyez pas les dossiers.

M. CASEY : Non, monsieur.

M. FASCELL : En fait, la seule règle pratique, c'est que si le FBI constate qu'il ne peut procéder à une mise en accusation, eh bien, il vous donne le dossier : ce dossier ne leur est pas utile. Est-ce là une règle d'appréciation courante ?

M. CASEY : Dans le domaine des armes à feu, nous en arrivons peut-être à des relations plus étroites avec le FBI que dans les autres secteurs. Nous recevons quotidiennement des informations sur les membres du *Klan* qui possèdent des armes à feu. Nous en recevons également sur les *Minute Men*. Ceci constitue une revue quotidienne complète. Ceci nous fournit un tableau complet du travail qu'ils effectuent dans ce secteur. Mais quant au reste — et ceci survient à propos d'un dossier à la fois — nous nous adressons à eux pour des informations spécifiques.

M. FASCELL : Quelles sont vos relations avec les autres Services qui peuvent posséder des éléments d'enquête qui vous seraient utiles ? Rencontrez-vous le même genre de difficultés ? S'agit-il d'un travail à la pièce comprenant des demandes spécifiques ?

M. CASEY : À l'intérieur de notre propre famille, celle du Trésor, il n'y a pas de problème, monsieur.

M. FASCELL : Mais quand vous débordez des cadres du Trésor, vous devez faire face à un problème. Un problème pratique.

M. CASEY : C'est pourquoi je pense que ce Service qui est ici présenté nous a été extrêmement utile dans le cadre de la Justice, parce qu'ils ont été capables de nous obtenir des informations de tous les Services, je pense, et parce que nous pouvons nous adresser à eux, si une pièce nous fait défaut dans un dossier, pour savoir s'ils possèdent ce dont nous avons besoin.

M. FASCELL : Et s'ils peuvent se le procurer.  
Nous parlons présentement du Service du crime organisé.

M. CASEY : Oui, monsieur.

M. FASCELL : Et s'ils peuvent se le procurer.  
Parce qu'ils ne peuvent probablement pas, eux non plus, obtenir le dossier.

M. GALLAGHER : Qui ?

145. D'autre part, le comité tripartite chargé par la Commission de formuler des recommandations à propos du crime organisé ne semble pas enclin à transmettre des informations à qui que ce soit. Autant il était porté à solliciter la collaboration des diverses agences, y compris celles qui manipulent des informations confidentielles, autant il se montre, quant à lui, jalousement préoccupé de confidentialité. (Aux États-Unis, le FBI a attendu au neuvième projet pour s'intégrer aux escouades spéciales.)

Le comité va même jusqu'à souhaiter à plusieurs reprises l'imposition de restrictions multiples sur la diffusion de l'information. Il insiste longuement sur la nécessité de confier aux policiers l'entier contrôle du bureau de recherches que l'on pourrait créer en vue de scruter le crime organisé.

---

M. FASCELL : Le Service du crime organisé.

M. GALLAGHER : Pourquoi ?

M. FASCELL : Ne me le demandez pas à moi. Demandez-le à eux. Je ne sais pas.

M. ST-GERMAIN : Est-ce qu'il y a des agents du FBI à l'intérieur de cette expérience pilote à laquelle vous avez fait allusion, d'après ce que vous savez ?

M. CASEY : Je ne puis répondre à cette question, monsieur. Nous avons un homme à l'intérieur de cette cellule, mon adjoint en fait partie — pas sur une base permanente. Mais je suis sous l'impression que le FBI participait à la discussion générale au moment du démarrage. Peut-être ont-ils quelqu'un qui en fait partie maintenant et peut-être pas, je ne sais pas.

M. ST-GERMAIN : Une autre question.

Si le Service du crime organisé vous demande de concentrer vos efforts, une fois encore, sur John Doe, qui est peut-être un membre de la Cosa Nostra ou que l'on soupçonne d'être le dirigeant du crime organisé dans une région donnée, est-ce que ce Service vous fournit à vous et au département du Trésor et, disons, à la Citoyenneté et aux douanes, un dossier incluant les renseignements de tous les Services. En d'autres mots, est-ce que le Service du crime organisé fusionne les différents dossiers en un seul dossier complet et vous dit : « Voici les renseignements que nous avons à l'heure actuelle sur ce personnage » ?

M. CASEY : Nous avons accès à ces dossiers dans n'importe quel cas que nous étudions. Mais je suis certain que s'il existe un dossier complet à l'intérieur de leur Service, nous pourrions l'obtenir.

M. FASCELL : La réponse, M. St-Germain, c'est qu'il n'y a pas de semblables dossiers complets. Il n'y a aucune consolidation de la preuve.

M. ST-GERMAIN : Mais pourquoi le Service du crime organisé, puisqu'ils prétendent faire la coordination et établir des liens ... s'ils n'entendent pas travailler de cette manière ...

M. GALLAGHER : Leur ordinatrice ne recueille pas tout.

M. FASCELL : C'est précisément l'objectif de notre travail. Il semble qu'on se pose maintes questions sur l'ampleur exacte de la coordination dans le cas d'une campagne contre le crime organisé dans ce pays. Ceci constitue une remarque d'importance. *The Federal Effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, Partie I, Washington, D.C., 1967, pp. 104-107.

Il n'est pas réaliste de croire que tous les policiers offriront leur pleine et entière collaboration au bureau de recherches du Québec sur le crime organisé, *s'ils n'ont pas le droit de contrôler la diffusion de ces renseignements*. Ces contrôles doivent être respectés et observés<sup>1</sup>.

On le voit, les corps policiers, dès qu'ils ont à opter entre l'information du public et la confidentialité des informations, accordent systématiquement la préférence à la discrétion. Ils en oublient même la nécessité d'informer et de former l'opinion publique.

Nous avons également étudié longuement la question de divulgation de renseignements à des organismes autres que des corps policiers. Un des nombreux obstacles à surmonter dans l'organisation d'un bureau efficace de recherches sur le crime organisé est sans contredit le danger toujours possible que des informations confidentielles soient dévoilées. *Sans la certitude formelle que les renseignements conservés par le Bureau ne seront révélés qu'à des corps policiers reconnus*, le système ne connaîtra aucun succès, à moins qu'une agence indépendante y participant ne s'engage à respecter les conditions imposées.

En effet, si on examine la situation du point de vue du travail pratique de la police ainsi que de celui de l'enquêteur, il est évident que *le fait d'admettre dans un tel réseau des organismes autres que des corps policiers, aura pour résultat que certaines sources cesseront de collaborer*. On pourra ne pas être d'accord avec telle affirmation, mais sa véracité ne peut être mise en doute pas plus que la situation qu'elle décrit ne saurait être corrigée par un ordre du tribunal, un décret ou en pratiquant la politique de l'autruche<sup>2</sup>.

146. Le moins qu'on puisse dire, c'est que les attitudes policières en matière de diffusion de l'information s'expriment de façon définie ! En matière de crime organisé, la volonté de discrétion atteint assurément un sommet.

On nous permettra cependant de signaler une difficulté d'interprétation : au moment où le comité exprime la crainte que « certaines sources de renseignements cessent de collaborer », il est permis de se demander s'il s'agit de corps policiers ou d'informateurs de l'extérieur. Le contexte rassure un peu : les corps policiers redoutent, semble-t-il, que certains de leurs informateurs anonymes cessent de transmettre des renseignements si les policiers ne sont plus seuls à en profiter. La suite du texte accrédite les deux interprétations :

*Les investigateurs qui entrent en possession de renseignements délicats et parfois très vulnérables politiquement, ne mettront pas ces renseignements en commun, sauf s'ils sont assurés que ceux-ci ne seront pas révélés et que la source ne sera pas exposée. Les indicateurs qui ont les intermédiaires nécessaires à tout organe de prévention ne peuvent divulguer des renseignements confidentiels à moins d'être en mesure de garder leur anonymat. Une fuite résultant d'une telle révélation épuisera les sources de renseignements qu'on avait pris des années à cultiver. Plutôt que d'élaborer sur ce sujet, qu'il soit dit en passant que cette*

<sup>1</sup> Appendice 11.

<sup>2</sup> *Ibidem*. Les italiques sont de nous.

*possibilité inquiétante toute seule constitue des raisons péremptoires pour limiter le champ de circulation*<sup>1</sup>.

Encore là, on observe l'émergence d'une sorte de *théologie policière*, en ce sens que les corps policiers se dispensent trop volontiers d'étaler en public les motifs de leurs décisions, réclament du public qu'il croit sans voir et se mettent facilement dans une position où ils n'auront jamais à justifier leurs décisions.

---

<sup>1</sup> Appendice 11.



#### **IV—L'OPTION DE LA COMMISSION**



## **IV — L'OPTION DE LA COMMISSION** (147-185)

### **a) LE BILAN** (147-153)

#### **1 — Nécessité d'un équilibre** (147-148)

**147.** On déformerait complètement la pensée de la Commission si l'on nous faisait dire qu'il faut diffuser dans le grand public toutes les informations recueillies par les corps policiers. Un grand nombre d'informations doivent demeurer confidentielles, quand ce ne serait que pour protéger les réputations. En outre, pour se déployer pleinement et fournir sa pleine mesure d'efficacité, la stratégie policière doit souvent s'entourer de discrétion et de mystère de manière à se ménager de rentables surprises. Enfin, certaines précautions s'imposent pour protéger les informateurs.

Ce n'est donc pas par simplisme ou naïveté que nous regrettons l'attitude policière. Autant nous cherchons l'efficacité policière, autant nous déplorons la volonté que manifestent les policiers de toujours garder le contrôle de leurs informations, d'échapper au contrôle des autorités démocratiquement élues, d'obtenir des renseignements confidentiels d'agences gouvernementales autonomes sans même leur rendre la pareille, de constituer en somme un pouvoir échappant à tout contrôle.

Les textes que nous avons cités ne laissent pas de doute. Rédigés après réflexion et avec fermeté, ils expriment carrément les désirs des représentants policiers les mieux qualifiés. Ceux-ci se refusent d'avance non seulement à communiquer à des non-policiers tout renseignement précis, mais même à admettre dans leurs confidences des corps policiers qui rendraient des comptes à des autorités élues.

Tout cela est, à la fois, inefficace contre le crime organisé et périlleux pour une démocratie.

**148.** La situation actuelle ne peut exiger de tels sacrifices. Autant il est souhaitable que le Québec possède son bureau de recherche et d'information sur le crime organisé, autant il serait déplorable et périlleux que toutes les informations qui y parviendront appartiennent exclusivement aux corps policiers. La menace du crime organisé, à certains égards, justifierait la cueillette de nouveaux types d'informations, mais cette cueillette elle-même ne sera légitime que si la lutte au crime organisé s'engage dans la voie de l'efficacité.



En d'autres termes, peut-être pourrait-on exiger certains sacrifices des citoyens si on leur garantissait la victoire sur le crime organisé.

Or, *face au crime organisé, les corps policiers réclament clairement des privilèges exorbitants, tout en se privant d'avance de la seule arme efficace : l'opinion publique.* On touche ainsi du doigt le fond même du dramatique problème policier auquel fait face notre société. Face à une difficulté majeure, les corps policiers réclament des pouvoirs qui constituent, à toute fin pratique, la négation de la démocratie qu'ils prétendent défendre.

Dans ce domaine, la tradition britannique peut et doit servir de garde-fou :

38. La création, au cours du siècle dernier, de forces policières stables à travers toute la Grande-Bretagne constituait une importante rupture avec le passé. Pendant des siècles, les constables avaient été mal organisés, généralement inefficaces, corrompus plus souvent qu'à leur tour. Jusqu'au milieu du 18<sup>e</sup> siècle, ces arrangements précaires établis pour la protection de la population suffirent sans l'ombre d'un doute aux besoins d'une population à prédominance rurale, mais ils furent vite débordés par les séquelles de la révolution industrielle, la rapide augmentation démographique et l'expansion des villes. Réticent à l'idée de rendre la police plus efficace parce qu'il craignait de créer un instrument dont la tyrannie pourrait tirer parti, le gouvernement tenta cependant de faire face à la situation en rendant la loi criminelle plus sévère ; et la peine de mort en vint à frapper même les offenses les plus minimales. Mais le crime ne constituait pas le seul problème. L'agitation politique devint une menace directe à l'autorité établie. À certains moments, comme pendant les émeutes Gordon en 1780, Londres devint la propriété de la populace et même l'armée se révélait incapable d'intervenir. Malgré tout, pour encore 50 ans, le Parlement semble avoir redouté beaucoup moins les dangers évidents de l'insécurité et de l'anarchie grandissante que la menace à la liberté que constituait pour lui une force policière efficace. (...)

« ... Il est difficile de concilier un système de police efficace avec cette parfaite liberté d'action et cette protection contre l'interventionnisme qui sont les grands privilèges et les plus belles bénédictions de la société dans ce pays ; et votre comité estime que l'abandon ou la réduction de semblables avantages constituerait un sacrifice beaucoup trop lourd pour qu'on y consente dans l'espoir d'améliorer la police ou de faciliter la détection du crime, même si de tels objectifs demeurent en eux-mêmes fort souhaitables si on les considère dans l'abstrait. »

En des termes substantiellement identiques, ces discussions se sont poursuivies jusqu'à aujourd'hui ; et l'on en trouve l'écho dans une bonne partie de la preuve qui nous a été soumise avec, en outre, des exemples récents d'*États policiers* que l'on cite comme des exemples inquiétants de l'impuissance du 20<sup>e</sup> siècle à résoudre ce problème succinctement décrit il y a deux siècles par le Docteur Johnson :

*« Le risque d'une liberté sans contrôle et le risque qu'il y a à la contrôler ont engendré dans l'art du gouvernement un problème que l'intelligence humaine s'est jusqu'à maintenant révélée incapable de résoudre. »*

L'établissement de forces de police permanentes sur le plan local constitua le premier effort accompli au cours du siècle actuel pour faire face au problème et c'est dans cette législation, en vertu de laquelle les forces policières furent créées, qu'émergent les caractéristiques qui dominent la structure policière moderne <sup>1</sup>.

Nous en sommes, aujourd'hui encore, au même carrefour : faut-il accorder plus de pouvoirs aux forces policières de façon à mieux assurer l'efficacité de la lutte au crime ? Nous croyons, quant à nous, que le public doit recevoir infiniment plus de renseignements avant qu'on puisse exiger de lui d'aussi lourds sacrifices.

## 2 — Inefficacité d'une lutte menée sans le public

(149-153)

149. Nous aurons l'occasion de revenir sur le rôle qui incombe aux corps policiers dans la société moderne. Tentons simplement d'indiquer ici jusqu'où il convient de pousser l'information du public en matière de crime organisé. Malgré les légitimes précautions qui s'imposent et qui reçoivent évidemment notre accord, nous maintenons qu'il faut améliorer et augmenter massivement l'information transmise à la population en matière de crime organisé.

Tant que les citoyens n'auront pas devant les yeux la preuve que le preneur aux livres auquel ils remettent innocemment leurs « deux dollars » transmet cet argent à ceux qui contrôlent le réseau des narcotiques ou celui des prêts usuraires, il sera impossible de modifier les attitudes profondes du public face au jeu.

À titre d'exemple, citons ici quelques extraits de déclarations recueillies par des policiers de Montréal. Ces textes assermentés démontrent que la police possède déjà de quoi « édifier » le public.

1. X is a porter at Dorval and he is buying marijuana in New York ...

2. Before I arrived in Canada in August 1961, I was told by the leader of a band (...) that he was deported from Canada and that he enjoyed his time in Montreal where his band (...) was playing ... and that it was easy to get women in Montreal and when they were not willing to work, he put them under muscle (...). There are many bands like that (...). Some girls are coming with the band. Usually, they come here to pick-up girls and bring them back with them (...). When they come, they take some girls with them, they bring them in New York. There are many French girls in the Manhattan section of New York, especially the (...) club.

3. J'ai dix-sept ans, je suis au Canada depuis trois ans et je demeure avec ma mère ...

<sup>1</sup> Royal Commission on the Police 1962, London, Her Majesty's Stationery Office, May, 1962, pp. 13-14.

Je travaille comme danseuse depuis environ un an (...). Plus tard j'ai su qu'un dénommé X qui était maître d'hôtel dirigeait toutes les serveuses et les obligeait à sortir avec des clients pour de l'argent ... Ce (...) avait sûrement un pourcentage des filles et il y en aurait encore qui travailleraient pour lui. J'ai également connu là Louise (...) qui a travaillé là comme danseuse. Je lui avais pas parlé car je m'apercevais qu'elle était souvent droguée ...

4. Nancy elle a travaillé environ un mois et demi pour moi et on a resté ensemble et elle faisait des clients pour ce qu'on avait besoin de manger puis le loyer, la nourriture ... J'ai été à New York avec deux gars (...) et (...) cet été ; on a été seulement deux ou trois heures. La dernière fois que j'ai été à Toronto, ça fait à peu près un mois, avec Ann (...). Concernant la drogue, je recevais de la marijuana de Jimmy (...). Je la vendais \$10. du cent. Il m'appelait et me disait où il avait laissé tomber le paquet dans la rue et près, sur la rue de la Montagne, j'allais là le payer.

5. Ça fait seulement deux jours que je suis rendue là, mon bail commençait le premier. Le barbu qui est venu avait pas l'air d'une police, ça avait l'air d'un intellectuel. Il va en poigner beaucoup. Lorsque j'ai été condamnée par le juge Trahan, je lui ai dit que je connaissais les policiers intimement et sur sa demande de ce que cela voulait dire, je lui ai dit : « J'ai été arrêtée seulement une fois dans huit ans, tirez vos conclusions ... »

6. M. (...) nous informe que Jos Bonanno, membre de la Mafia, aurait passé une bonne partie de l'été (1967) à la baie Missisquoi au chalet de Louis Greco avec celui-ci et ...

7. Sur les lieux, il y avait environ quatre-vingt dix personnes. Ayant fait la tournée des tables et jugeant du caractère des personnes, j'ordonnai la détention et le transport au poste numéro (...) de quatre-vingt personnes, laissant sur les lieux une dizaine de personnes. À la plupart des tables, des femmes ayant des casiers judiciaires étaient en compagnie soit de présumés clients dont elles ne connaissaient pas le nom ou de présumés souteneurs. Au total, trente et une personnes possédaient des antécédents judiciaires. (...) Du nombre des vingt-trois femmes amenées, selon leur propre déclaration ou leur casier judiciaire, dix-huit sont des prostituées, trois des lesbiennes et deux s'occupent de narcotiques. Une d'entre elles était en possession d'une lettre donnant une commande pour des narcotiques. (...) Parmi les personnes questionnées, une identifie positivement vingt-huit pimps et quatre prostituées fréquentant ce club ; une autre connaît vingt pimps et environ cinquante prostituées ; une connaît douze pimps ; une connaît dix pimps et une autre onze pimps...

8. I heard them say (...) that he didn't come home because he went out to make some money and he said that he was going to put some money in the bank to make loans. He said that when he makes a loan and the people does not pay in time, they forced them to pay back. For every 5 they charged \$6 (...) Last night I went to my room and around 3.30 a.m. a man came to my door and I opened the door. He stepped inside and he told me that I was supposed to go to bed with him for \$50. I started to cry and told him that I was going to call the police. So I pushed him out and he hit me in the face and he went away. I don't know who sent me this guy. It must be somebody at the (name of the night club). I know that (...) (same man involved in loan-sharking previously mentioned) sends girls away when he is finished with them or when he is scared that the girls would talk (...).

We came to Montreal to spend the week-end and see if we could find a job. When we got in Montreal we went to stay at the *(name of the hotel)*. Then both of us went to the *(name of the night club)* and there we met (...). He came up to me and started talking to me. I told him that I was from Ottawa and that I had a girl friend by the name of Marie ... X told me that he knew her boy friend Y who just had been sentenced to ten years in jail for he was involved in the gambling syndicate and smuggling.

Y was picked up in Canada and was extradited to Morristown (New Jersey), U.S.A. and was sentenced there. X told me that he knew Y very well. (...) He got me a job at the *(name of night club)* as a waitress. He bought me my uniform. I did not work as a waitress for more than half an hour because the manager asked me to dance. He told me that I would make better money, that it would be easier and that it was \$100 a week plus \$0.50 per double drink if I was sitting with the customers. Me I would have phony drinks. X is taking out a young girl of eighteen years old by the name of Louise and he said that she was the only one who could get him off the charge that he is on now. She is a dancer at the *(name of the night club)*. She was with X when he got caught for something ... When I started working at the *(name of the night club)* I found out that some girls were going out with men for money and they have to pay the house \$15 before they can leave the club and whoever gets the customers they have to pay \$10 for \$50 and \$5 for \$30 (...) This is done regularly, every night. They don't hide themselves, they just walk out and take a taxi. I saw X *(and a series of other people)* smoke dope cigarettes because they gave me some. S is the one who gets in touch with Marie, a girl from Quebec City, and she brings the stuff here in Montreal. I saw about four dozens of the cigarettes in the apartment of X and *(another name)*. I saw them make the cigarettes. I know they hide those in X's place. It is under a brick wrapped in a brown paper in the garage in the basement. I heard the girls at the *(name of the night club)* talking about protection in order that the girls are not arrested. The girls just walk in and out and nobody bothers them. X is the head of the protection racket. He has his own specialized group ...

150. Ces extraits de documents policiers prouvent de façon manifeste que la police est mieux placée que quiconque pour établir des liens entre la prostitution et le trafic des narcotiques, entre le jeu organisé et le recel, entre le prêt usuraire et le contrôle des clubs de nuit. Nous n'avons pourtant que brièvement cité ceux des documents policiers qui sont parvenus à notre intention. Même si elle n'a pris connaissance que d'une infime partie de la documentation policière, la Commission est cependant en mesure d'affirmer que *les corps policiers sont, sans aucun doute, dans le vrai lorsqu'ils affirment l'existence d'une conspiration permanente et orchestrée exerçant son influence sur les divers secteurs de la criminalité.*

Par ailleurs, les documents confirment les affirmations contenues dans le rapport Katzenbach. Ceci constitue un élément d'une importance capitale. En effet, à compter du moment où la situation canadienne et québécoise rappelle des données américaines, il n'est plus nécessaire à une commission comme la nôtre de reprendre à pied-d'œuvre toutes les études et tous les

sondages effectués outre frontières. Nous pouvons, désormais, considérer que la description offerte par les spécialistes de la Commission présidentielle américaine s'applique à la province de Québec. Nous pouvons, par conséquent, nous approprier plusieurs des recommandations de la commission Katzenbach.

Par exemple, les taux usuraires dont il est ici question (\$6 contre \$5 au bout d'une semaine) sont exactement ceux que mentionnait tantôt, la Commission américaine. Par ailleurs, on se rend compte facilement, en substituant un nom connu de la police au X des citations qui précèdent, qu'une seule et même personne peut s'occuper à la fois à Montréal de prostitution, de jeu clandestin, de vol et de recel, de prêt usuraire, de stupéfiants, d'intimidation !

Cela, la police le sait, mais le public, lui, n'y croit pas assez. Tant que le public n'y croira pas, il n'y aura pas de lutte possible au crime organisé.

Pour que le public accepte la version policière, il faudra que l'information circule beaucoup plus librement. Malheureusement, nous sommes encore loin de compte.

151. Nous savons fort bien que des déclarations, même assermentées, ne constituent pas une preuve. Nous savons aussi que les soupçons des policiers ne constituent pas une preuve valable devant les tribunaux. Pour ne citer qu'une possibilité, un certain nombre de renseignements proviennent de témoins qui refuseraient énergiquement de mettre leur vie en péril en venant présenter leur témoignage publiquement. Il importe quand même, malgré la marge entre les soupçons et la preuve, de faire parvenir au public une portion plus importante des informations que possèdent les corps policiers.

Nous n'avons pas de sympathie pour la chasse aux sorcières et nous n'incitons personne à vilipender sans preuve des citoyens présumés innocents. Nous ne croyons pas, en tout cas, qu'il soit juste ou souhaitable d'entreprendre une campagne d'information sur la foi d'accusations que personne n'est prêt à soutenir publiquement ou devant les tribunaux. En revanche, nous croyons fermement qu'un certain nombre de personnes portent de très lourdes responsabilités sociales même si elles n'ont commis aucune infraction criminelle au sens où l'entend le code dont nous disposons aujourd'hui.

En d'autres termes, nous ne voulons aucunement mettre en péril la présomption d'innocence et nous croyons qu'il faut préserver la réputation des citoyens contre toutes les accusations lancées de façon irresponsable par des individus qui n'ont aucunement l'intention de fournir la moindre preuve ou le moindre témoignage. Nous croyons, par contre, avec la même vigueur, que les corps policiers doivent *renseigner le public* et partager

avec d'autres disciplines la tâche de décrire le crime organisé. Dans cette perspective, il appartiendrait à des sociologues, à des psychologues, à des économistes de compléter la description des activités auxquelles se livrent les dirigeants du crime organisé. Ainsi, même si l'on ne parvient pas toujours à une preuve légale contre un individu, on aura renseigné les citoyens de façon satisfaisante. On sera surpris de constater, au bout de quelque temps, que le public ne porte pas sur des activités de type criminel un jugement aussi légaliste que les corps policiers, les avocats ou les procureurs de la Couronne. Par exemple, un homme d'affaires saura se prémunir contre certaines méthodes frauduleuses même si un individu accusé de fraude s'en tire sans condamnation. Information et preuve légale diffèrent plus qu'on ne croit.

*La situation actuelle dépend à la fois de l'excessive discrétion policière et de l'impuissance des sciences humaines à décrire le crime organisé en termes qui soient accessibles au grand public.* La discrétion policière débouche sur des résultats diamétralement opposés à ceux que les forces policières sont en droit d'attendre. À force de discrétion, en effet, les forces policières donnent au public l'impression que les magnats du crime sont, dans notre milieu, assez puissants pour baillonner toutes les oppositions et pour acheter toutes les connivences.

Autre grave anomalie, les milieux policiers n'ont à peu près jamais sollicité l'aide d'économistes, d'industriels ou de financiers pour se faire une image plus précise des activités de ces individus et pour donner au public un compte rendu plus éloquent. Pourtant, il est utile que le policier aide l'homme d'affaires, mais il serait tout aussi important pour les policiers d'entendre des économistes et des hommes d'affaires expliquer comment on peut construire un empire criminel rentable !

Enfin, il est démoralisant de constater que les sciences humaines, surtout dans notre pays, se sont totalement désintéressées de problèmes qui sont au carrefour de l'économie et de la sociologie.

**152.** Un énorme et urgent travail d'information et de recherche s'impose aujourd'hui. À l'heure actuelle, les seules informations disponibles tendent à présenter le crime organisé comme un mythe folklorique dont on traite périodiquement dans les pages frontispices des journaux de fin de semaine. Ce qui permet à un nombre considérable de citoyens de conserver leurs scepticisme devant toute mention du crime organisé, de la Mafia, de la Cosa Nostra...

C'est ainsi que les affirmations les plus farfelues ont cours à Montréal. En l'absence de toute information fiable, on peut nier les plus éclatantes

évidences tout comme on peut affirmer les incongruités les plus invraisemblables. Dans ce fouillis, les faits et les vérités passent inaperçus <sup>1</sup>.

<sup>1</sup> En fait, il est assez rassurant de constater que Montréal ne connaît pas la « paix de la Mafia », car ceci signifierait volontiers que le crime organisé jouit en toute tranquillité d'un monopole incontesté :

Et il me raconta, fascinant comme s'il parlait de glorieuses campagnes, l'histoire de la Mafia. Il me parla d'usages et de symboles anciens, avec l'amour et le respect dont on parle d'une religion, et non d'une organisation de criminels. Il me parla de cette main d'homme que l'on avait trouvée le matin dans une ruelle du port, de cette main morte, serrée comme si, au moment où il était mort sur l'ordre de la Mafia, l'homme à qui elle avait appartenu avait voulu se cramponner à la vie.

« Peut-être, dit aimablement mon interlocuteur, peut-être trouvez-vous la chose répugnante. Une main coupée, abandonnée parmi les détritres d'une ruelle où habitent des familles et où jouent des enfants. Il serait plus intéressant d'apprendre qui, dans cette ruelle, a jeté la main. Oui, ce serait plus intéressant. Car, savez-vous ce qui est vraisemblablement arrivé ? Ce matin, ou peut-être hier soir, quelqu'un de Palerme a ouvert sa porte (il se peut qu'il habite une misérable bicoque, mais il y a plus de chances pour que ce soit un appartement de luxe ou même un vénérable *palazzo*), et a trouvé cette main ... »

J'ai peur d'avoir fixé sans mot dire l'homme dont une petite table me séparait. Il portait à la boutonnière une rosette rouge, et l'un des revers du veston qui lui allait à ravir s'ornait d'un petit arc-en-ciel de décorations. Nous ne nous connaissions pas depuis trois-quarts d'heure, et il parlait allègrement de morts et de mains coupées, comme si nous n'avions rien fait d'autre pendant des années.

Il ouvrit une parenthèse. « Le plus souvent, une main coupée est un dernier avertissement. C'est une vieille coutume, une méthode classique : quand on trouve une main de mort devant sa porte, on sait qu'on a violé le code d'honneur de la Mafia. On est prévenu. Pour la dernière fois. Encore un faux-pas, et la sentence de mort tombe. Il n'y a pas moyen d'échapper à cette sentence, même pas en se réfugiant dans une caserne de *carabinieri* ... »

« Et à qui appartient cette main de mort ? » demandai-je.

« Oh, répondit l'homme, j'ai oublié de vous dire cela. Celui à qui elle est destinée la reconnaît sans aucun doute aussitôt. Elle appartient par exemple à son fils, à son frère ou à son meilleur ami. Il sait tout de suite qu'il ne reverra plus en ce monde celui à qui elle appartenait. C'est justement ce qui donne tout son poids à ce dernier avertissement ... »

L'homme prit, l'air satisfait, une goutte de son Campari.

« Il y a si peu de gens qui se donnent la peine de comprendre vraiment la Mafia de Sicile », poursuivit-il. « Peut-être est-ce impossible à un étranger. Tout cela s'est fait lentement, probablement sur des siècles. Tout tient à cette île, au caractère de ce peuple. Si l'on vous montre une main de mort, vous faites la déduction suivante : un meurtre a eu lieu ici. Si l'on montre une main de mort à un Sicilien, il commencera probablement par dire : ici, on a fait justice. »

« Voilà une semaine et demie que je suis à Palerme, dis-je, et durant ce temps, onze personnes ont été assassinées ; purement et simplement assassinées ! »

Tantôt, c'est un journal qui affirme dénombrer plus de quarante règlements de compte en l'espace de quinze mois. Tantôt, c'est un policier

---

Il alluma une nouvelle cigarette et absorba la fumée avec volupté.

« Ne vous laissez pas impressionner par la récente série de meurtres et de tentatives de meurtres », dit-il un peu exaspéré. « La presse en a trop parlé. Cela gâte l'atmosphère autant pour la Mafia que pour ses ennemis. En Sicile, au cours des dernières années, le nombre des meurtres de la Mafia a fortement diminué. On peut même dire : dans des proportions surprenantes. Vous pouvez, si vous le désirez, l'attribuer à ceux qui la combattent. Mais ce serait une erreur. Tout d'abord, les méthodes de la Mafia sont devenues — comment dire ? — plus élégantes. Il n'est pas absolument nécessaire que le sang coule pour que la loi de la Mafia soit appliquée. D'autre part, le nombre de disparus augmente en raison inverse du nombre des tués. Selon les statistiques officielles, il a disparu de Sicile, en 1960, 1961 et 1962, plus de deux mille personnes ; cela vous dit-il quelque chose ? Elles ont disparu sans laisser de traces. Il se peut qu'elles vivent actuellement, sous d'autres noms, à Naples, Rome, Milan ou Gênes, parce qu'en Sicile, le sol leur brûlait les pieds. La plupart, toutefois, ne sont plus en vie.

Simplement disparues. Le plus souvent, leur disparition n'est même pas un « cas ». Il arrive que même leurs plus proches parents, à la demande de la Mafia, ne fassent pas de recherches. Probablement de peur que toute la famille ne disparaisse ... »

L'homme, je l'ai dit, bavardait sur un ton léger. L'appareil à climatisation rafraîchissait agréablement le salon. Dans l'une des pièces voisines de cet hôtel confortable, on entendait, depuis des heures, une très bruyante noce, celle de la fille préférée de l'un des notables du pays ; il y avait, paraît-il, plus de cent invités.

Ce bruit détournait les pensées de l'homme. « À une telle noce, il viendrait certainement trois cents personnes, dit-il avec enthousiasme, mais l'espace vital manque à Palerme. Les salles sont trop petites. Imaginez-vous cela ? Trois cents invités. À douze mille lires le couvert. Et vous affirmeriez encore que la Sicile est pauvre ? »

Quand nous revînmes à nos moutons et nous remîmes à bavarder négligemment de gens assassinés, l'homme me donna quelques explications supplémentaires.

« Bien entendu, tous les meurtres commis en Sicile ne le sont pas par la Mafia. La plupart, cependant. On les reconnaît, d'ailleurs. Toujours à l'arme. L'arme de prédilection est la *lupara*, fusil dont le canon est coupé à mi-longueur ; c'est avec lui qu'on chasse le chien sauvage dans l'intérieur du pays. D'autre part, les meurtres de la Mafia sont généralement démonstratifs. Ils règlent un compte. Ou bien ils avertissent : quand on s'oppose à la Mafia, on trouve un beau matin la main de son premier-né devant sa porte. On peut haïr la Mafia pour cela, mais on aura certes compris l'avertissement. La plupart des meurtres de la Mafia doivent être attribués à des vendettas internes : même une organisation comme elle a ses rebelles et ses traîtres. Si vous trouvez un village de Sicile où aucun meurtre n'a été commis pendant un an, cela ne veut pas forcément dire que les carabinieri de l'endroit l'ont emporté. Cela signifie simplement qu'il n'y a pas eu de vendetta. Cela signifie que la Mafia a en son pouvoir le village, la région ... » MARTIN W. DUYZINGS, *La Mafia*, Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965, pp. 44-46.



d'expérience qui affirme que la pègre montréalaise est la mieux organisée de l'Amérique du Nord. Tantôt, c'est d'Europe que nous arrive une affirmation selon laquelle Montréal serait un centre international dans le commerce illicite des stupéfiants.

### 153. Les malentendus se situent donc à divers niveaux.

- 1 — En dépit (et peut-être à cause) d'une telle épidémie de rumeurs, un grand nombre de Québécois ne croient pas encore à l'existence du crime organisé.
- 2 — Ceux qui croient à l'existence du crime organisé ne croient pas nécessairement qu'il se soit infiltré chez nous.
- 3 — Même parmi ceux qui admettent l'existence du crime organisé dans les limites québécoises, un grand nombre se méprennent totalement sur ses ramifications et ses activités.

Par exemple, le public québécois juge volontiers qu'il peut éviter tout contact avec le crime organisé s'il évite de fréquenter certains clubs de nuit du centre de Montréal ! Pour d'autres, le crime organisé se cantonne dans le commerce des stupéfiants et il suffit, pour ne pas le rencontrer, d'éviter la fréquentation des jeunes à cheveux longs...

L'excessive discrétion policière est en bonne partie responsable de cet état de choses : les policiers sont, aujourd'hui encore, si réfractaires à l'information que la population en reste à son scepticisme justifié. Dans cette perspective, la lutte actuellement menée par les corps policiers est à la fois extrêmement dispendieuse, inefficace et anachronique, pour la simple raison qu'elle prétend se passer allègrement de la participation d'une population renseignée et convaincue<sup>1</sup>. Ceux des policiers qui tiennent à l'action civique ne veulent pourtant pas diffuser l'information.

À côté du scepticisme, il y a également place pour les équivoques. *Si les corps policiers sont généralement responsables du scepticisme des citoyens, ce sont généralement les techniques de communication sociale qui portent la responsabilité des erreurs de perspective.* Un certain nombre de publications n'ont jamais cherché à décrire la réalité criminelle, mais se sont contentées de tirer profit du magnétisme qu'exercent sur la population les grandes et mystérieuses sociétés secrètes que sont la Mafia ou la Cosa Nostra.

---

<sup>1</sup> Citons d'heureuses initiatives. À Montréal, les conférences de presse de la police se produisent plus fréquemment. À Québec, la Sûreté municipale a d'elle-même invité les journalistes à visionner des films tournés pendant les manifestations parallèles au congrès de l'Union nationale (juin 1969).

**b) LE CRIME ORGANISÉ : UN PROBLÈME SOCIAL** (154-163)

**1 — Contribution des sciences humaines** (154-159)

**154.** Il faut à la fois dépasser largement la perspective policière et remettre en place la version fournie par les techniques d'information. Il faut de toute urgence voir le crime organisé comme un problème social et le présenter comme tel à la population.

Ce que nous décrivons ici peut sembler passablement paradoxal. D'une part, nous ne voulons pas que des rumeurs soient répandues sans précaution aucune. D'autre part, nous croyons qu'il faut faire fréquemment dépasser les cadres étroits de la preuve légale pour faire connaître au public les grandes lignes de l'organisation criminelle de même que ses ramifications sur le plan provincial et local.

L'équilibre est cependant possible dans le contexte actuel.

Face au crime organisé, la réaction la plus courante est d'intenter des poursuites aux membres de l'organisation. En plus de recourir aux arrestations et aux poursuites en justice, l'administration de la justice peut harceler le crime organisé en accordant à ses membres une attention de tous les instants. De tels procédés s'en prennent au crime organisé comme à une force qui vit et progresse. *Pour que cette lutte soit un succès, il faut y faire participer maints éléments tirés d'un plus ample contexte social*<sup>1</sup>.

C'est ainsi qu'il faut situer la lutte au crime organisé. Quand même les forces policières parviendraient à décupler le nombre d'arrestations et même de condamnations, il est à peu près certain que le crime organisé continuera ses ravages au même rythme et avec la même ampleur.

À l'inverse, il est fréquent que des programmes soient carrément efficaces dans la lutte au crime organisé et qu'on n'en arrive cependant qu'à une poignée de condamnations. Ce fut le cas pour le *Buffalo Project* où les efforts d'une multitude d'agences normalement mal reliées se sont coordonnés pendant plus de dix-huit mois : il en est résulté seulement une couple de condamnations, mais tout un milieu pose désormais clairement le problème du crime organisé. Il en résultera vraisemblablement des pressions et des législations dont on peut déjà prévoir l'influence.

**155.** Ce nouveau travail d'animation populaire, les États-Unis l'ont amorcé en créant de nouveaux concepts sociologiques. Il n'est plus strictement question de travail policier et l'on ne se confine pas à la preuve étroitement légale présentée devant les tribunaux.

<sup>1</sup> ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D. C., Thompson Book Company, 1967, p. 45.

On regroupe sous le terme de génie social (*social engineering*) l'ensemble des techniques et des disciplines de tout ordre qui permettent de poser dans toute leur ampleur les problèmes sociaux qui débordent carrément le champ d'une spécialité. Le crime organisé fait d'emblée partie des problèmes auxquels s'attaque cette sociologie nouveau genre.

Coordonnant les travaux de nombreux spécialistes, l'ingénieur social doit donner au crime organisé sa véritable identité, diagnostiquer correctement le problème et indiquer ensuite les solutions les plus souhaitables.

Certes, il est facile de se gargariser de formules. Certains seraient tentés de croire que le problème est désormais réglé parce qu'on a créé un nouveau vocabulaire pour décrire des réalités anciennes. Il importe de rester collé aux réalités.

En termes clairs et concrets, affirmons que le crime organisé résiste aisément aux solutions et aux campagnes purement policières. Le crime organisé est un problème social et c'est de ce problème social qu'il faut parler lorsqu'on traite du crime organisé devant la population. Nous voulons donc mêler des sociologues (au sens très large du terme) à l'étude du crime organisé et nous voulons surtout que sociologues, économistes, psychologues et industriels conjuguent leurs efforts avec ceux des policiers pour sonder, décrire, situer, proposer des remèdes.

156. Il faut élargir carrément et très vite le débat sur le crime organisé. Il faut renouveler entièrement les perspectives. Les efforts du passé, sans doute méritoires, n'ont abouti qu'à une poignée de condamnations et ne se sont jamais attaqués à la racine du problème, c'est-à-dire à la connivence du public avec le crime organisé.

Cette époque est révolue : ou bien nous transférons dès aujourd'hui au crime organisé le contrôle complet de notre société, ou bien nous embarquons la population tout entière dans la lutte au crime organisé, de la même manière que l'on conscrit un pays dans la lutte à la pauvreté ou dans l'élimination de la tuberculose. Malgré toutes les nuances que voudront y mettre les experts policiers, le crime organisé doit être considéré comme une *maladie sociale* et l'on doit s'y attaquer avec des techniques qui relèvent de l'animation sociale beaucoup plus qu'avec des moyens exclusivement policiers ou judiciaires.

Le sociologue et l'ingénieur social (*social engineer*) peuvent améliorer très sensiblement la situation que pose le crime organisé en aidant à l'élaboration de réactions sociales nouvelles et aptes à restreindre la connivence entre la société et le crime organisé. Une telle contribution commence par un inventaire des formes qu'adopte cette connivence. Il semble que deux des plus importantes manifestations de cette connivence soient les suivantes :

1. La morale populaire autorise une liberté beaucoup plus grande que la morale officielle en ce qui concerne l'accumulation des richesses et du pouvoir politique, et

2. certains secteurs de la morale populaire permettent un comportement beaucoup plus envahi par l'hédonisme que ne le font d'autres secteurs de la morale populaire <sup>1</sup>.

Ce sont là de simples exemples de ce que pourrait produire une étude sociologique du crime organisé. Si nous insistons autant et si nous consentons à autant de répétitions sur ce point, c'est que la lutte purement policière au crime organisé nous semble vouée à un échec total et que l'efficacité exige un renversement des contributions et des convictions populaires. À moins de rompre ce lien de connivence entre la société et le crime organisé, *soit en autorisant des comportements aujourd'hui interdits, soit en amenant le public à prendre conscience des risques qu'engendrent certains comportements*, il n'est point de lutte efficace au crime organisé. Nous ne méconnaissions d'ailleurs pas les difficultés politiques et sociologiques d'une semblable réforme <sup>2</sup>.

157. En somme, il faut accélérer systématiquement une évolution qui se fait déjà sentir même à l'intérieur des cadres traditionnels de l'administration de la justice. Elle comprend deux courants.

1 — Le gouvernement américain a substantiellement augmenté au cours des récentes années le personnel de son contentieux criminel. C'est dire que la *coordination des poursuites* contre les dirigeants du crime organisé est aujourd'hui plus satisfaisante. Il en est résulté une augmentation extrêmement rapide dans le nombre de poursuites et de condamnations.

2 — L'analyse commence à réclamer son dû. Ainsi, on pourrait attribuer au *travail accompli par la fonction publique* une partie du succès remporté jusqu'à maintenant par la police de Los Angeles dans sa lutte au crime organisé <sup>3</sup>. Il s'agit là, à coup sûr, de perspectives nouvelles dans la lutte au crime organisé.

<sup>1</sup> ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D. C., Thompson Book Company, 1967, p. 45.

<sup>2</sup> Si les fonctionnaires ou les ingénieurs sociaux (*social engineers*) découvrent des motifs impérieux de modifier la situation actuelle, ils devront faire partager leurs convictions à la population et aux dirigeants avant que la réforme ait la moindre chance de succès. *Ibidem* p. 41.

<sup>3</sup> Le Service de Police de la ville de Los Angeles fut l'un des premiers corps policiers à prendre conscience de façon précise de la tendance du crime organisé moderne à constituer une organisation monopolistique. Ceci était devenu un préalable carrément utilisé à Los Angeles à une époque où ce fait était nié ou contesté ailleurs. Le Service considère qu'il faut attribuer en partie à l'usage de l'espionnage électronique son aptitude à empêcher le problème du crime organisé de devenir plus grave et plus envahissant. Aujourd'hui, le personnel du service considère que l'efficacité de l'escouade est notablement handicapée du fait qu'elle ne peut plus recourir à un tel équipement. Les estimations fournies par son service secret d'informations (*Intelligence*) se ressentent directement de la disparition de cette source de renseignements. En outre, on estime que l'efficacité de l'escouade

Nous croyons en effet — et un nombre croissant de dirigeants policiers y croient aussi — qu'il est devenu indispensable de mettre à contribution toutes les disciplines. C'est au prix de cette collaboration que l'action sociale nouvelle sera vraiment efficace dans la lutte au crime organisé. Citons encore, à titre d'exemple, la décision prise par un certain nombre de grands corps policiers de recourir systématiquement à des spécialistes de la comptabilité<sup>1</sup>.

Ce ne sont là, toutefois, que de timides efforts qu'il conviendrait de décupler immédiatement :

Le sociologue, l'anthropologue, l'économiste, le politicologue et les autres spécialistes doivent aujourd'hui se faire connaître et prendre la place qui leur revient dans un travail d'équipe. Alors, et seulement alors, pourrions-nous parler avec réalisme d'une « guerre au crime organisé ». Le gros de notre infanterie devra comprendre surtout des éducateurs, puisque les instruments les plus efficaces jusqu'à maintenant ont été la cueillette et la diffusion de la vérité<sup>2</sup>.

**158.** Contentons-nous d'un ou deux exemples. Il est évident qu'un économiste trouve amplement à s'occuper au moment où le crime organisé semble envahir le secteur des banques, des bourses, des biens immobiliers :

---

dans son ensemble est sérieusement entravée du fait que le crime organisé invite ses cellules à utiliser massivement le téléphone dans les domaines du jeu et des stupéfiants. L'escouade accorde une confiance très limitée aux délateurs payés, même si des fonds sont disponibles pour de tels achats de renseignements.

Le contrôle que les forces policières exercent sur le crime organisé à Los Angeles, il faut l'attribuer en bonne partie au fait que le Service se montre compétent et sincèrement désireux d'accomplir son travail. Le fait que le monde politique soit demeuré à l'abri de problèmes majeurs de corruption a également eu une importance capitale. Ceci est attribuable, en partie, aux habitudes prises par l'État depuis l'époque de l'ancien gouverneur Earl Warren et à une utilisation massive de la fonction publique.

Le Service des renseignements secrets (*Intelligence Division*) classe ses dossiers d'après les personnes, les catégories de crime, les lieux et les entreprises. Des classements à la diagonale (*cross-index*) permettent également des recoupements rapides. Le Service intègre systématiquement les renseignements qui proviennent de publications nationales et des séances d'audition menées par les enquêtes du Congrès ou d'autres autorités. *Task Force Report: Organized Crime*. President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D. C., 1967, p. 13.

<sup>1</sup> Le recours à d'habiles comptables agréés constitue une méthode efficace dont certains procureurs de l'État se sont déjà servis avec succès. Leur formation et leur compétence spécialisée ont été mises à contribution pour déceler les méthodes des organisations criminelles dans l'achat et l'exploitation d'entreprises légales. PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises - legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D. C., Thompson Book Company, 1967, p. 25.

<sup>2</sup> RALPH F. SALERNO, *Syndicate personnel structure*, op. cit., p. 13.

Un économiste trouve matière à de vastes études. Au moment où le crime organisé commence à envahir des secteurs aussi névralgiques dans notre structure économique que le sont la bourse, les banques et la propriété foncière, quelqu'un devrait évaluer l'ampleur de ces pénétrations<sup>1</sup>.

Nous avons déjà fait allusion au fait que le professeur Cressey avait mis la technique archéologique à contribution dans l'étude du crime organisé. Il serait tout aussi important, en termes modernes, de recourir massivement aux techniques qui s'occupent aujourd'hui de scruter et d'établir *structures* et *organigrammes* :

Les spécialistes en « organisation et méthodes » (*system analysts*) s'intéresseraient assurément, dans le cadre d'une enquête sur le crime organisé, à ce poste qui, dans la répartition des tâches, doit à la fois administrer la justice et produire des bénéfices. Dans l'étude du crime organisé, ils devraient conjuguer ce qu'il ont appris en scrutant d'authentiques structures judiciaires et policières avec ce qu'ils connaissent grâce à leurs études sur des entreprises absolument légales<sup>2</sup>.

**159.** Il appartiendra à ces nouvelles disciplines intellectuelles de faire connaître les vrais visages du crime organisé et surtout d'indiquer des solutions. Nous ne croyons pas, en raison de l'expérience accumulée dans ce domaine depuis plus de quarante ans, que les corps policiers puissent présenter le crime organisé d'une manière *pédagogiquement* valable. Nous croyons également que les *média* doivent s'interroger sérieusement sur leur façon de s'intéresser au crime organisé.

Que reprochons-nous à la présente description du crime organisé ? Quels éléments nous paraissent dangereux dans les nouvelles que l'on communique au public ? Comment caractériser l'impression créée dans la population ?

De façon générale l'information diffusée à propos du crime organisé est à la fois *sensationnelle* et *fragmentaire*.

Ces deux points méritent des explications. Ils ont d'ailleurs attiré l'attention de deux spécialistes déjà cités, les professeurs Cressey et Ruth. Le premier s'est attaché surtout aux inconvénients des reportages dramatisés et versant trop volontiers dans le roman et le jargon. M. Ruth, d'autre part, souligne plutôt les inconvénients d'une information fragmentaire qui ne fait jamais percevoir l'existence d'une organisation centralisée.

<sup>1</sup> ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C. Thompson Book Company, 1967, p. 42.

<sup>2</sup> DONALD R. CRESSY, *Organized crime as a social system*, *op. cit.*, p. 6.

## 160. Citons en premier lieu le professeur Cressey :

Tout d'abord, on a généralement renseigné le public sur le crime organisé d'une manière sensationnelle. La police, bien consciente du sensationnalisme des séances télévisées du Congrès, impliquant des individus douteux, celui des comptes rendus des journaux qui exploitent les activités des « paquets de muscles », des « gorilles » et des « crochets à viande », ainsi que des publications populaires où l'on traite de la « menace de la Mafia », est d'avis que la population est induite en erreur par l'acharnement des média de masse à mettre l'accent sur le petit jeu « du flic et du voleur » et du « souteneur de gang ».

Les journalistes semblent à peu près incapables de décrire les personnages en question autrement que comme des gangsters qu'ils s'ingénient à dresser les uns contre les autres. Par exemple, il y a très peu d'articles de journaux où M. Lucchese soit appelé « M. Lucchese » ou M. Ricca désigné comme « M. Ricca ». L'auteur tente toujours de prouver qu'il est « dans le secret des dieux » en intercalant, entre parenthèses, un alias typique entre le prénom et le nom de l'individu. De son vivant, « M. Lucchese » aurait pu aisément poursuivre un travail de corruption au sein de mon propre syndicat ouvrier, mais « Three Finger Brown » n'aurait pas pu être autre chose qu'un personnage plus ou moins réel dans une aventure de « flics et voleurs ». (...) Le fait d'appeler un meurtre un *hit* rend le lecteur incapable de comprendre que l'emprise qu'exerce une association de criminels sur les affaires économiques et politiques de la société constitue une situation dramatique, assurément aussi dramatique que le serait l'emprise du communisme sur de tels secteurs<sup>1</sup>.

161. À en croire le professeur Cressey, les organes d'information portent une très lourde responsabilité dans les erreurs de perspective qui ont cours sur le crime organisé. Nous partageons cette opinion. Autant le *scepticisme* d'une partie de la population découle directement du *mutisme des forces policières*, autant les *erreurs de perspective* et les fausses impressions qui circulent à propos du crime organisé proviennent d'un *journalisme peut-être sincère, mais sûrement primaire et imprécis*. On sait aujourd'hui ce qui est possible quand on lit le remarquable dossier publié en trois ans par *Life*.

Ces erreurs d'évaluation ont une importance capitale. En effet, le crime organisé a réussi jusqu'à maintenant à tromper la population et à mettre ses dirigeants à l'abri en bonne partie à cause du sensationnalisme qui imprègne les comptes rendus de la presse écrite et parlée. On a tellement réduit le crime organisé à une série de règlements de compte que la population considère aujourd'hui ce secteur de l'activité criminelle comme un territoire restreint que se disputent des groupes de cagouleurs armés de

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSEY, *Methodological Problems in the Study of Organized Crime as a Social Problem*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, Novembre 1967, pp. 104-105.

mitraillottes. Pendant ce temps, des millions de dollars parviennent discrètement et régulièrement à des messieurs qui fréquentent les meilleurs restaurants et les salons les plus huppés.

Dans la plupart des cas, les organes d'information sont nettement en cause. Certes, ils n'ont pour bâtir leurs écrits et leurs textes que leurs insuffisants renseignements personnels et les informations distribuées avec parcimonie par les corps policiers. Cependant, tout en espérant que les corps policiers amenderont radicalement leur politique d'information, il faut souhaiter avec une insistance égale que les techniques d'information et de diffusion prennent conscience de leurs responsabilités sociales et transmettent en ce domaine autre chose qu'une information de seconde ou de troisième classe.

**162.** Le professeur Ruth, de son côté, regrette que les informations sur le crime organisé soient toujours présentées de façon parcellaire et que le public n'ait jamais une vue d'ensemble du problème :

Nous savons si peu de choses sur les différents groupes reliés au crime organisé que le public et même ceux qui sont directement impliqués dans la lutte à ce fléau ont une vue bien fragmentaire de ce que sont ces groupes, de ce qu'ils font et de l'impact qu'ils ont sur la société. On peut lire aussi bien un article sur le jeu et le crime organisé que le texte des auditions gouvernementales portant sur les narcotiques et le crime organisé. Un reporter peut publier un texte à propos de l'infiltration du crime organisé dans l'entreprise légale ou bien encore une agence fédérale peut passer des années à scruter les activités du crime organisé dans le domaine des faillites frauduleuses.

Cette information parcellaire n'est certes pas de nature à inciter une majorité de citoyens à se demander quels sont les effets sociaux, politiques, économiques et criminologiques qui découlent de l'activité des familles de la Cosa Nostra dans toutes les parties de la nation.

L'information fragmentaire a aussi pour conséquence de faire naître dans le public une conception stéréotypée des gestes que peuvent poser à titre individuel les personnes reliées au crime organisé. Par exemple, on persiste à croire que le crime organisé retire une grande partie de ses revenus de l'emprise qu'il exerce sur la prostitution, bien que le contraire soit vrai depuis plusieurs années. Voilà pourquoi on propose des solutions parfaitement inadéquates au problème du crime organisé, comme la légalisation de la prostitution.

Ce morcellement du problème entrave aussi tous les efforts de prévention. Le fait de concentrer l'information sur le jeu et le prêt usuraire a pour conséquence que l'analyse et la planification ne reposent pas sur cette base plus ample et plus juste selon laquelle le crime organisé désire participer, et participe en fait, à toute activité criminelle qui lui permet un profit considérable avec un minimum de risque d'être démasqué.

Cette fragmentation de l'information signifie également que le public, ne connaissant qu'une facette du problème, manifeste beaucoup moins d'intérêt pour le crime organisé qu'il ne le ferait s'il pouvait en avoir une vue d'ensemble. Il en va de même des enseignants qui, à cause de leur impuissance à percevoir dans les données actuelles l'existence d'un problème national prioritaire, ont



à peu près tous omis de considérer le crime organisé comme un sujet de recherche <sup>1</sup>.

**163.** Les remarques de MM. Cressey et Ruth complètent notre description des lacunes actuelles de l'information. Ces commentaires de spécialistes achèvent de faire comprendre à quel point il est nécessaire, pour rendre la lutte au crime organisé efficace, d'élaborer de nouvelles techniques, de recourir à de nouvelles disciplines, de susciter une nouvelle participation.

Sur ce terrain, les États-Unis sont rendus beaucoup plus loin que nous. Certes, l'ampleur du crime organisé les obligeait à réagir plus vite que la population canadienne. Il est cependant utile à notre public et à notre gouvernement de profiter de l'expérience américaine : outre frontière, on recourt aujourd'hui beaucoup plus volontiers à la force de l'opinion publique dans la lutte au crime organisé. Ce n'est pas à dire que nos voisins éliminent de la lutte d'autres éléments importants. Tel n'est pas le cas. Certains services gouvernementaux étudient la possibilité de proposer des législations plus sévères. Autre exemple, l'administration américaine considère encore possible et parfois souhaitable d'accroître les pouvoirs accordés aux forces policières ou aux tribunaux. Cependant, l'essentiel demeure que *l'opinion publique fait désormais partie des alliés indispensables*.

Ainsi, en précisant les responsabilités et les avantages du *Grand Jury*, on ne cherche pas seulement à élaborer une technique particulière d'interrogatoire. Certes, on considère comme extrêmement important le droit pour un *Grand Jury* de protéger ses témoins ou de rendre la vie pénible à un témoin atteint de mutisme... Par ailleurs, on éprouve surtout le besoin d'autoriser le *Grand Jury* à s'adresser, par dessus la tête des administrations spécialisées, à l'opinion publique elle-même. Sur ce terrain, il est évident que les spécialistes américains adoptent une attitude diamétralement opposée à celle que préconisaient les représentants policiers qui ont participé au rapport reproduit comme appendice :

Le *Grand Jury*, dans les cas où on l'a employé à bon escient, s'est avéré l'un des moyens les plus efficaces pour faire enquête sur le crime organisé. Il doit posséder le pouvoir d'accorder l'immunité lorsque ces mesures s'imposent pour obtenir le témoignage de complices. *Dans tous les éléments, le crime organisé constitue une conspiration permanente et les meilleures sources de renseignements demeurent les co-conspirateurs*. Si des témoins bénéficient de l'immunité, le fait de ne pas répondre ou d'esquiver les questions devrait encourir la même sanction que l'outrage au tribunal.

Le fait de tronquer la vérité devrait être puni comme un parjure. À cet égard, notons que, dans un grand nombre de juridictions, la loi exige généralement que deux personnes témoignent en sens inverse pour établir la preuve

<sup>1</sup> HENRY S. RUTH, JR., *Why Organized Crime Thrives*, dans *The Annals (Combating Crime)*, Vol. 374, November 1967, pp. 115-116.

d'un parjure. Il faudrait réévaluer cette règle de manière à établir une exigence qui soit juste et honnête, mais également réaliste.

Pour s'assurer que les témoins ne seront ni menacés ni molestés, il faudra prévoir l'argent et les moyens nécessaires pour les protéger efficacement, eux et leur famille. On devrait accroître les pouvoirs du *Grand Jury* de manière à ce qu'il puisse lui-même en appeler à une autorité supérieure dans le cas où un procureur chargé d'établir la preuve devant lui ne le fait pas adéquatement. *Le Grand Jury devrait avoir le droit de publier des rapports pour faire connaître au public les pratiques de corruption et pour recommander les amendements législatifs qui s'imposent pour faire face aux problèmes nouveaux au fur et à mesure qu'ils se révèlent*<sup>1</sup>.

### c) LUTTE SUR TROIS FRONTS

(164-185)

164. À compter du moment où l'on décrit le crime organisé en termes suffisamment explicites pour éveiller l'opinion publique, on encourt constamment la même critique : puisque le crime organisé se rapproche d'aussi près de l'activité économique sur laquelle repose notre société, comment espérez-vous combattre l'un sans compromettre l'équilibre de l'autre ?

Nous préférons, quant à nous, inverser la proposition et demander : « Comment pourrait-on lutter contre le crime organisé sans entreprendre du même coup une véritable guerre à la pauvreté ? »

C'est du coup, mobiliser contre le crime organisé toutes les ressources de la société. Il est peut-être satisfaisant, sur le plan académique et cérébral, d'apprendre que les ghettos et les taudis constituent un territoire infiniment riche pour les agents recruteurs du crime organisé. Mais c'est là un type de diagnostic qui devient morbide s'il ne débouche pas sur une transformation. En effet, il est infiniment déprimant, pour ceux qui doivent appliquer la loi et garantir l'épanouissement de toute la société, de constater que les habitations insalubres, les conditions sociales dégradantes, les salaires de famine prolifèrent aussi librement aujourd'hui qu'autrefois.

Le policier admettra volontiers cet élargissement des perspectives, car il sait mieux que quiconque à quel point les conditions sociales et économiques influent sur le comportement criminel.

En somme, parallèlement à l'amélioration de la technologie policière et parallèlement à l'accélération de la recherche universitaire, il faut approfondir et déployer la lutte menée au crime organisé sur le plan social. De façon positive, c'est sur ces trois points principaux qu'il faut aujourd'hui établir notre programme d'action contre le crime organisé. Impuissante si on la laisse à elle-même, la technique policière est cependant appelée à jouer un rôle considérable dans la lutte au crime organisé. De son côté,

<sup>1</sup> PETER D. ANDREOLI, *Organized Crime enterprises - légal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 26.

la recherche universitaire doit aujourd'hui embrigader de nouvelles disciplines, de manière à étudier les facettes multiples du crime organisé. Enfin, puisque le crime organisé s'attaque aux racines mêmes de notre régime économique et spéculé avec autant d'efficacité sur les inégalités sociales et sur les aspirations insatisfaites, il est indispensable de lancer contre lui un vaste programme d'animation sociale et de réaménagement des possibilités économiques.

## 1 — La technologie policière

(165-173)

**165.** Le travail policier contre le crime organisé se butte présentement à trois obstacles principaux :

1. Au moment où le crime organisé se sert systématiquement du téléphone, les forces policières n'ont pas la permission de brancher des tables d'écoute sur les lignes téléphoniques.
2. Face au crime organisé qui se meut avec aisance et ne respecte aucune frontière géographique, le corps policier local ne peut tout simplement pas faire le poids.
3. En plus de subir tous les inconvénients du morcellement, les corps policiers accusent des retards considérables dans le domaine de la coordination et des communications.

### i) USAGE LIMITÉ DE LA TABLE D'ÉCOUTE

(166-168)

**166.** Sans l'ombre d'un doute, le crime organisé se sert massivement du téléphone. Surtout dans le domaine du jeu, il est évident que le téléphone est un instrument de travail de premier plan :

Comme n'importe quelle entreprise de grande dimension, le crime organisé ne peut connaître une exploitation rentable qu'à condition de compter sur des communications rapides. Pour l'ensemble de ses membres et plus particulièrement pour les dirigeants et les propriétaires qui préfèrent rester dans l'ombre, le téléphone constitue l'outil préféré <sup>1</sup>.

C'est dire que les corps policiers ont de moins en moins de chance d'assister à des transferts de fonds ou d'observer un preneur aux livres en pleine activité. Le délit existe toujours, mais il s'est mis totalement à l'abri de l'observation policière. Certes, nous avons déjà recommandé de socialiser le jeu, mais il est ici question d'autre chose : même si le jeu passait désormais entre les mains de l'État, le crime organisé tenterait évidemment de reconstituer son empire dans un autre secteur et il compterait de nouveau

<sup>1</sup> PETER D. ANDREOLI, *Organized crime enterprises-legal*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 26.

sur le téléphone comme sur le plus efficace moyen de communication. C'est dire que le temps et la patience ne règlent rien et qu'il faudra, dans le plus bref délai, résoudre la question.

L'une des plus sérieuses conséquences de la présente ambiguïté de la loi, c'est que certaines entreprises privées et un certain nombre de policiers se permettent des intrusions dans la vie privée d'un grand nombre de citoyens sans que les tribunaux assurent le contrôle et sans que la loi fixe des critères raisonnables. Même si l'interdit fédéral (aux États-Unis) empêche souvent la divulgation, il n'empêche pas l'interception des conversations et le fait que les violateurs de la loi n'ont encouru aucune poursuite a jeté un discrédit considérable sur la législation.

L'état actuel de la législation en ce qui touche aux tables d'écoute et à l'espionnage électronique est intolérable. Ni le besoin d'intimité ni la lutte au crime n'y trouvent leur compte. La controverse qui sévit à propos de la surveillance électronique doit se résoudre dans un sens ou dans l'autre <sup>1</sup>.

167. Les corps policiers ont maintes fois demandé la législation de la table d'écoute. Dans un mémoire récent, l'Association canadienne des chefs de police a même sollicité pour les corps policiers le pouvoir d'utiliser la table d'écoute sans avoir à en obtenir chaque fois la permission. En prenant cette attitude, les corps policiers allaient encore plus loin que par le passé : non contents de plaider la cause de la table d'écoute, ils entendaient être les seuls maîtres d'un tel instrument.

Reconnaissons-le volontiers, la table d'écoute constituerait une arme puissante dans la lutte au crime organisé. Nous croyons cependant que les pouvoirs que réclament à grands cris les corps policiers sont exorbitants dans une société comme la nôtre. L'expérience démontre déjà que les corps policiers n'ont pas hésité à utiliser la table d'écoute au moment où ils n'avaient pas la permission de le faire <sup>2</sup>. Ils ont ainsi agi de leur propre chef et posé des gestes illégaux qui n'incitent évidemment pas le législateur à leur accorder une latitude plus grande.

Par ailleurs, il est vrai que les dirigeants du crime organisé sont si bien protégés par deux ou trois couches intermédiaires qu'il est impossible de les relier à des activités criminelles sans recourir à la table d'écoute.

La Commission estime donc que *la table d'écoute pourrait être autorisée au moment où les personnages des échelons les plus élevés se trouvent mis en cause*. Encore là, le pouvoir judiciaire devrait contrôler de façon

<sup>1</sup> *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, Partie I, Washington, D.C., 1967, p. 130.

<sup>2</sup> Des policiers l'ont admis carrément devant la Commission. La Commission sait, en outre, de façon péremptoire que le ministère de la Justice n'ignore pas tout de ces gestes policiers.

très stricte l'utilisation de la table d'écoute. C'est dire qu'un policier d'un rang élevé devrait obtenir chaque fois un mandat du pouvoir judiciaire pour pouvoir effectuer une surveillance électronique sur les conversations téléphoniques d'un dirigeant du crime organisé.

Allons encore plus loin : au terme d'une surveillance de durée limitée, les corps policiers devraient soumettre au tribunal les résultats de leur enquête. Ils pourraient ainsi prouver, à la satisfaction du juge, le bien-fondé de leurs soupçons. À moins de motifs péremptoires, le juge ou le policier prendrait alors sur lui d'aviser le principal intéressé que sa ligne téléphonique a fait l'objet d'une surveillance policière pendant un certain nombre de jours ou de semaines.

Assortie de semblables conditions, l'utilisation de la table d'écoute ne mettrait pas en danger le droit de l'individu à son intimité<sup>1</sup> :

- 1 — autorisation judiciaire demandée et obtenue par un policier de rang supérieur à propos d'un personnage important du crime organisé ;
- 2 — limite de temps fixée par le tribunal ;
- 3 — rapport policier au tribunal sur les résultats de l'écoute électronique ;
- 4 — révélation à l'intéressé au terme de l'enquête, qu'il y ait poursuite ou non.

---

<sup>1</sup> En conclusion à son étude du droit à l'intimité, la conférence des pays nordiques a établi que ce terme désigne le droit d'être laissé libre de conduire sa vie personnelle en réduisant les ingérences au minimum. Sous une forme déployée, le droit d'un individu à mener sa vie personnelle à l'abri de :

- a) l'ingérence dans sa vie personnelle et dans celle de sa famille et de son foyer ;
- b) les pressions indues sur son intégrité physique ou mentale ou sur sa liberté morale ou intellectuelle ;
- c) les atteintes à son honneur et à sa réputation ;
- d) tout propos le plaçant dans une lumière défavorable ;
- e) la révélation de faits reliés à sa vie privée et qui serait embarrassants sans être d'intérêt public ;
- f) l'exploitation de son nom, de son identité ou d'une ressemblance ;
- g) l'espionnage, l'intrusion, la surveillance et la suspicion ;
- h) toute indiscretion dans sa correspondance ;
- i) tout mauvais usage de ses communications privées, qu'elles soient écrites ou verbales ;
- j) tout dévoilement d'information qu'il a pu donner ou recevoir dans le cadre de confidences professionnelles.

Rapport sur la protection de l'intimité en Ontario, première partie : *An Initial Statement of Themes*, p. 1.

**168.** De telles procédures auront assurément pour effet de restreindre au plus strict minimum le recours à la table d'écoute. Nous croyons d'ailleurs qu'il doit en être ainsi.

On aurait tort de croire que nous voulons, par ces multiples restrictions, poser à plaisir de nouvelles entraves au travail policier. Nous croyons, au contraire, que le travail policier se trouvera facilité dès que la législation aura permis à l'État d'exploiter à son propre profit le jeu organisé. En effet, le crime organisé perdra des ressources financières considérables dès que l'État aura ainsi légalisé ou socialisé un certain nombre d'activités qui sont aujourd'hui dans une clandestinité profitable. Par ailleurs, nous entendons impliquer dans la lutte au crime organisé l'ensemble de la société et non plus laisser les seuls policiers s'attaquer à un empire criminel à peu près indestructible. En somme, nous désirons tout autant que les corps policiers une lutte efficace au crime organisé, mais, après les échecs des derniers quarante ans, nous souhaitons une réorientation radicale des efforts. Nous croyons, enfin, à une lutte qui soit efficace contre le crime sans devenir inquiétante pour les citoyens.

#### ii) RÉGIONALISATION DES FORCES POLICIÈRES (169-171)

**169.** La régionalisation des forces policières constitue un autre élément de cette lutte efficace au crime organisé. Cette régionalisation s'impose pour maints motifs. D'une part, il convient de retirer à la politique locale, d'envergure restreinte et d'allure souvent tâtilonne, le contrôle des forces policières. D'autre part, c'est par la régionalisation des services policiers qu'on les conduira à un degré professionnel satisfaisant <sup>1</sup>.

**170.** Autant il convient de maintenir le contrôle judiciaire et l'emprise de la société sur les corps policiers, autant il faut soustraire les corps policiers au chassé-croisé des petites intrigues politiques. Sur le plan pratique, il est donc souhaitable que les corps policiers soient regroupés sur une base régionale et ne subissent qu'à partir de ce niveau l'autorité des dirigeants élus.

Ainsi, il serait normal et souhaitable que toutes les forces policières de l'île de Montréal soient regroupées en un seul service policier et que cessent par conséquent les interventions d'une trentaine de conseils municipaux. Quand le crime organisé est aussi bien structuré et aussi mobile, ce n'est plus l'époque des querelles de clocher.

---

<sup>1</sup> On comprendra que nous ne faisons pas ici une étude approfondie des avantages de la régionalisation. Nous nous limitons aux avantages qui concernent le crime organisé.

En premier lieu, le besoin le plus criant si l'on cherche à améliorer les corps policiers, c'est de les soustraire à l'influence de la politique locale et de donner au travail policier ses lettres de noblesse comme fonction technique et professionnelle. En créant une police métropolitaine unifiée, on ferait disparaître les effets désastreux qui découlent de la domination qu'exerce la politique locale sur la police. En second lieu, de nombreuses précautions garantissent qu'une direction policière régionale rendrait des services égaux à la ville centrale, aux municipalités et villages avoisinants et même à la banlieue qui n'est pas incorporée<sup>1</sup>.

À l'heure actuelle au Québec, une centaine de corps policiers comptent un seul homme chacun. Dans un tel contexte, il est évident que les pressions politiques sont multiples, que les critères d'embauche et de perfectionnement sont à leur plus bas niveau, qu'il n'existe même pas de contestation sérieuse du crime organisé dans son fief. Tout cela est ridicule et dangereux.

171. Le regroupement des forces policières sur une base régionale aura un impact direct sur la lutte au crime organisé. Les corps policiers de grandes dimensions peuvent, en effet, former leur propre service de renseignements secrets (*Intelligence Unit*). Eux seuls ont l'ampleur nécessaire pour former une escouade qui agit contre le crime organisé et un groupe policier spécialisé dans la compilation et l'analyse des informations<sup>2</sup>.

De la même manière, un bureau de procureurs de la Couronne ne peut prendre des dimensions suffisantes que s'il peut compter sur la régionalisation et la spécialisation policières. En d'autres termes, le procureur de la Couronne doit compter sur un travail policier d'excellente qualité s'il veut lui-même présenter aux tribunaux des preuves et des poursuites concluantes. Par cet avantage supplémentaire, la régionalisation des forces policières atteint sa pleine fécondité<sup>3</sup>.

---

<sup>1</sup> JOSEPH D. LOHMAN, *On Law Enforcement and the Police : A Commentary*. University of California, Berkeley, Calif., 1967, p. 9.

<sup>2</sup> Les services de police de chaque grande ville devraient posséder une escouade spécialisée dans les renseignements confidentiels et lui fixer comme tâche unique de démêler l'activité du crime organisé et de recueillir des informations quant à la prise en main des criminalités de la région par des monopoles criminels. *The Challenge of Crime in a Free Society*, A Report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., February 1967, p. 204.

<sup>3</sup> Dans chaque grande ville, le bureau du procureur devrait compter sur un personnel suffisant pour qu'on puisse affecter des hommes à plein temps aux affaires qui concernent le crime organisé. Ce personnel devrait posséder l'autorité nécessaire pour entreprendre des enquêtes sur le crime organisé et pour diriger les travaux des *grands juries* recommandés précédemment. *Ibidem* p. 204.

172. Même au moment où la régionalisation aura regroupé les innombrables corps policiers du Québec en une dizaine de corps policiers régionaux, il sera encore nécessaire de développer, puis de maintenir des communications rapides entre les corps policiers. De la même manière, il sera toujours nécessaire de faire intervenir la coordination entre des corps policiers autonomes. En attendant que se réalise cette régionalisation des corps policiers, les besoins en coordination et en communications sont plus considérables encore.

Malheureusement, le morcellement policier dont souffre présentement le Québec peut fort bien durer encore un certain temps. Par chauvinisme, par crainte de constituer l'État policier, par souci de respecter les différences régionales et municipales, on résistera dans bien des milieux au regroupement des forces policières. Dans un tel contexte, la coordination devra contrebalancer au moins partiellement les inconvénients du morcellement. Bref, en attendant le regroupement, il faut que la multitude des forces policières sachent agir comme si elles formaient toutes ensemble un front commun. À ce prix, nous pourrons utiliser contre le crime organisé ce que les corps policiers ont de mieux à offrir <sup>1</sup>.

À cet égard, nous nous permettons d'attirer l'attention sur les accords conclus en Nouvelle-Angleterre. La collaboration a dépassé, dans le cadre de cet accord, les limites des États et elle a permis l'échange d'informations entre d'innombrables corps policiers <sup>2</sup>.

---

<sup>1</sup> Le crime organisé recourt à l'automobile, au téléphone et à la radio. En raison de sa mobilité accrue et de son caractère de « grande entreprise », il ne se restreint à une seule juridiction. En même temps, son organisation amplement déployée et ses énormes bénéfices lui permettent de corrompre et de circonvenir les rouages de la politique locale. À mon avis, la création d'une autorité policière métropolitaine constitue le plus important parmi les gestes isolés qu'il soit possible de poser pour soumettre le crime organisé au contrôle et à l'autorité de la police. JOSEPH D. LOHMAN, *On Law Enforcement and the Police: A Commentary*, University of California, Berkeley, California, 1967, p. 10.

<sup>2</sup> Nous citons ici le procès-verbal d'une rencontre de la Commission tenue à Boston en décembre 1967 :

Notre interlocuteur nous indique que le *New England State Police Compact* a été un organisme très utile depuis sa formation, groupant toutes les polices des États de la Nouvelle-Angleterre. Ceci a permis le développement d'un fichier central sur le crime organisé et l'échange du personnel en uniforme dans les différents États de la Nouvelle-Angleterre, ce qui fut très utile surtout lors des émeutes.

Un des gros points majeurs qui nuit à la lutte au crime organisé, c'est l'hésitation de divulguer à d'autres corps de police des renseignements qu'ont certains corps



Cet exemple du *New England State Police Compact* est spécialement éloquent. Il démontre, comme l'avait fait le *Buffalo Project*, l'utilité d'une collaboration multidisciplinaire et l'efficacité d'une coordination poussée entre les corps policiers de différents niveaux :

On ne peut tailler de brèches dans cette structure illégale qu'à condition de former un front commun avec les divers niveaux de gouvernement. Des représentants du pouvoir central, des États et des municipalités doivent mettre en commun leurs informations et procéder ensemble à des mises en accusation fédérales et locales. Les réformes qui se sont produites à Newport et à Beaumont ont été rendues possibles par cette coopération entre le Fédéral et les pouvoirs locaux. Mais, à long terme, seuls les corps de police métropolitains pourvus d'une juridiction qui recouvre l'ensemble des nouvelles zones métropolitaines ont assez de temps, d'autorité, de liberté de mouvements, d'argent et de pouvoirs pour maintenir en exploitation les mécanismes d'enquête nécessaires<sup>1</sup>.

L'état de New York, répétons-le, est parvenu à mieux encore : treize groupes différents fournissent leurs informations à NYSIS (appendice 12) qui n'est pourtant pas sous contrôle policier.

**173.** Sans l'ombre d'un doute, la coordination policière doit comprendre l'amélioration des communications entre les différents services policiers. Il le faut face au morcellement policier ; il le faudra encore quand se seront créés des corps policiers de type métropolitain ou régional.

À l'heure actuelle, de nouveaux réseaux sont possibles. Ainsi que le signalent un certain nombre de spécialistes<sup>2</sup>, il est devenu possible pour les corps policiers d'organiser leurs réseaux de communication de telle sorte que le monde interlope ne puisse s'y relier.

---

de police d'État. Les corps de police locaux hésitent beaucoup à coopérer avec la police d'État.

Il nous fait part que prochainement, dans l'État du Connecticut, 700 chefs de police vont se rencontrer afin d'essayer d'établir un organisme pour combattre le crime organisé. Ce sera ainsi la première fois que la police d'État participe avec les corps de police locaux à une bataille contre le crime organisé.

<sup>1</sup> JOSEPH D. LOHMAN, *On Law Enforcement and the Police: A Commentary*, University of California, Berkeley, California, 1967, p. 7.

<sup>2</sup> Il est aujourd'hui possible d'établir sur des fréquences auxquelles n'ont pas accès les éléments criminels, les communications qui sont nécessaires pour la surveillance, le dépistage, les descentes et d'autres activités semblables. Ceci constitue un apport important. Puisque le criminel aussi bien que ceux qui pourraient le localiser et l'appréhender dépendent également de l'automobile, il s'ensuit que nous devons demander à la radio de nous fournir les communications nécessaires. Pour parvenir à ce résultat, il est devenu nécessaire de donner un nouveau statut à l'utilisation des ondes radiophoniques dans un but de sécurité publique, même s'il faut une loi pour y parvenir. ROBERT E. BROOKING, *Status and future utilization of the radio frequency spectrum*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 95.

La Commission estime qu'il est beaucoup plus urgent de poursuivre la recherche pour trouver des systèmes de communications plus efficaces que de hausser jusqu'au ton de l'impatience le plaidoyer en faveur d'une légalisation inquiétante de la table d'écoute.

## 2 — La recherche

(174-179)

174. Même si quelques universitaires américains ont entrepris une étude du crime organisé, la recherche en est encore à ses balbutiements dans ce secteur. Pourtant, ainsi que l'affirment un grand nombre de spécialistes <sup>1</sup>, on part étrangement désarmé si l'on se hasarde contre le crime organisé sans le connaître et sans en prévoir les gestes.

Un développement rapide de la recherche québécoise en matière de crime organisé constitue une priorité. Dans le cadre de cette recherche, nous recommandons qu'on accorde une importance particulière à trois secteurs principaux :

1. l'analyse de l'organisation criminelle, de sa structure de ses méthodes administratives et de sa répartition des responsabilités ;
2. l'approfondissement sur le plan du droit substantif de la notion d'*association criminelle* ;
3. le domaine des prévisions. Ici la recherche devrait tenter de prévoir le comportement du crime organisé, sa mobilité, sa capacité d'absorption et de réaction, ses possibilités d'adaptation...

### i) ANALYSE DE L'ORGANISATION CRIMINELLE

(175)

175. À l'heure actuelle, malgré les efforts que déploient ceux qui combattent le crime organisé, la pénurie de données précises sévit toujours.

L'un des plus grands besoins consiste donc à pousser infiniment plus loin l'analyse des informations recueillies, à mobiliser de nouvelles disciplines pour élargir cette analyse <sup>2</sup>.

<sup>1</sup> On ne parviendra jamais à maîtriser le crime organisé avant de l'avoir bien compris et l'on ne parviendra jamais à le comprendre avant d'avoir pu établir avec précision sa répartition des tâches. DONALD R. CRESSY, *Organized Crime as a social system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 3.

<sup>2</sup> À titre d'exemples demandons-nous ce que feraient des spécialistes (économiques sociologues ... qui s'aviseraient d'approfondir ce que les journalistes doivent présenter en résumé ? Le prêt usuraire existe chez nous à l'état endémique et l'article que voici (sous sa forme passablement larmoyante) n'est qu'une illustration de plus. Pourtant,

malgré une affaire de prêt qui demeure célèbre, on ignore encore une partie des liens des usuriers, avec le crime organisé.

### VICTIMES DE PROFITEURS ET ENDETTÉS JUSQU'AU COU DES CHAUFFEURS DE TAXI EMPRUNTENT À 25 P. CENT D'INTÉRÊT PAR SEMAINE.

« Je n'ai plus rien à perdre ! Les shylocks m'ont tout fait perdre, ma voiture, mon travail, mes enfants et maintenant ma femme ».

Telle est la bouleversante confession que nous a faite un chauffeur de taxi de Montréal qui, comme des centaines de ses confrères, est victime des cupides shylocks, ces prêteurs d'argent qui réclament des intérêts astronomiques.

Nous connaissons ce véritable racket qui existe dans l'industrie du taxi, à Montréal, mais nous avons toutefois été surpris de son étendue et de son importance, ainsi que des ravages dont il est responsable.

Des 18,000 chauffeurs de taxi de la région de Montréal, au moins 25 p. cent seraient créanciers des shylocks. Ce chiffre est d'ailleurs très conservateur. Dans une compagnie précise, qui compte 125 chauffeurs, nous avons relevé 40 p. cent de chauffeurs victimes des prêteurs de la pègre.

#### PAS DE STATUT SOCIAL

Les chauffeurs de taxi sont les victimes préférées des shylocks en raison du statut social qu'on leur accorde. À quelques rares exceptions près, ils sont en effet rejetés par notre société moderne. Les banques et les sociétés de prêts claquent leurs portes dès qu'un individu se dit chauffeur de taxi.

Ne pouvant bénéficier d'assurance-chômage, d'assurance-maladie ou de sécurité, sauf dans quelques petites compagnies bien structurées, le chauffeur de taxi est en butte à toutes les difficultés et doit, en cas de revers, compter sur les prestations du Bien-Être social. Souvent, celles-ci lui sont refusées et il doit alors faire appel au shylock, le seul qui accepte de lui prêter.

Lors de notre enquête, nous avons été surpris de constater que ces prêteurs (affiliés à la pègre, qui en tire des profits astronomiques) ont créé un véritable réseau de renseignements. Plusieurs de leurs hommes se sont infiltrés dans l'industrie du taxi où ils décèlent rapidement les chauffeurs en difficultés et les envoient aux prêteurs.

#### UN CAS TYPIQUE

Une des victimes que nous avons interrogée est un exemple typique de la façon de procéder des shylocks. André ..., marié et père de cinq enfants, a eu le malheur d'avoir un accident d'automobile pour lequel il a été tenu responsable, il y a deux ans. Il a tout perdu : voiture, maison, compte en banque.

Parce qu'un jugement avait été émis contre lui, il dut se transformer en chauffeur de taxi. Malheureusement, les difficultés financières s'accumulèrent et, en peu de temps, il avait des comptes ouverts dans plusieurs compagnies où on lui refusait la location d'une auto aussi longtemps qu'il ne paierait pas ses dettes.

Il y a quelque temps il obtenait un emploi de chauffeur dans une petite compagnie et quelques semaines plus tard, il était déjà en mauvaise posture financière. Surgissant de l'ombre, un chauffeur d'une autre compagnie, Claude P..., lui fit entendre qu'il pourrait obtenir un prêt sans difficulté ... et lui donna une adresse et un nom.

#### RESTAURANT ITALIEN

André se rendit dans un restaurant italien de la rue Saint-Hubert, au sud de Jarry, où il rencontra H. A ... Ce dernier ne demanda que le nom et l'adresse

Il faut aujourd'hui comprendre en quoi le crime organisé ressemble à l'entreprise légale, en quoi il s'en distingue, comment il utilise ses effectifs,

d'André, refusant même de vérifier ses papiers d'identité. Après un appel téléphonique à son « patron », dans un club de la rue Sainte-Catherine, H. A... remettait la somme de \$300 à André et lui faisait signer neuf chèques de \$40 et un autre de \$20, encaissables chaque semaine. L'intérêt était de près de 20 p. cent par semaine (*sic*). On avisa bien André que tout retard entraînerait, en surplus, une amende de \$15 par semaine.

André eut le malheur de subir un accident qui le rendit presque aveugle. Depuis un mois, il n'a pas donné un sou sur sa dette. À trois reprises, un « collecteur » se rendit chez lui mais se frappa à une porte close, la femme d'André craignant d'ouvrir. Connaissant les difficultés que son mari éprouvait avec la pègre, cette femme envoya ses cinq enfants en Gaspésie, chez des parents, pour les mettre à l'abri.

#### COLLECTEUR

Au début de la semaine, le « collecteur » de la pègre réussissait toutefois à rejoindre André à son domicile. Il l'avisa que sa dette devait être honorée avant la fin de la semaine. Il le menaça même de faire intervenir la police ... et lui laissa entendre que toute dérogation aux ordres pourrait être regrettable pour sa santé.

André, en chômage, presque aveugle, ne peut payer. Il s'est donc adressé à nous, ainsi qu'une dizaine d'autres chauffeurs, pour s'en sortir. Malheureusement, le réseau qu'ils mettent au jour n'en est qu'un parmi les nombreux réseaux affiliés à la pègre. Le groupe de chauffeurs de taxi qui ont accepté de s'unir pour combattre les shylocks ne représente qu'une partie infime de ceux qui sont victimes de cet odieux racket.

Nous avons pu vérifier les dires de certains chauffeurs qui, à cause de retards, paient un intérêt allant jusqu'à 30 p. cent par semaine au shylock. De crainte de se retrouver avec une jambe brisée, comme ce fut le cas d'un chauffeur qui, il y a trois mois, se voyait frappé « malencontreusement » d'un coup de bâton de baseball sur la rue de Normanville, les victimes des shylocks préférèrent toujours payer, tout en risquant de s'endetter auprès de leur employeur. Lorsqu'ils ont versé les intérêts énormes qu'on leur réclame, plusieurs parmi eux sont en effet incapables de payer pour la location du taxi qu'ils ont conduit dans la journée. Ils s'endettent alors envers leurs patrons.

#### PLUS HUMAINS

Un employeur, peut-être plus humain que les autres, a consenti à nous exhiber les fiches de ses employés. Nous avons été estomaqués. Près de 30 p. cent des chauffeurs sont endettés pour des sommes variant de \$300 à plus de \$1,100. Est-il besoin de préciser que ces hommes sont pris à la gorge et que, à moins d'une intervention extraordinaire, ils ne sortiront jamais du pétrin.

André, dont la dette n'est maintenant que de \$400 est si découragé qu'il envisage le suicide comme un bienfait. Son épouse, malgré l'amour qu'elle lui porte, songe à le quitter définitivement, incapable de vivre plus longtemps sous une telle menace.

Quant aux policiers, ils ne peuvent intervenir sans une plainte en bonne et due forme des victimes. Dans les cas que nous avons cités, les chauffeurs semblent prêts à faire front commun et à combattre les shylocks. Ils sont rassurés de l'appui des autorités et de votre journal. Article écrit par GÉRARD ASSELIN dans *le Petit Journal*, semaine du 20 juillet, 1969.

comment il investit ses bénéfices, comment il absorbe aujourd'hui les spécialistes qui sont requis pour moderniser son administration...<sup>1</sup>.

Pour que de tels travaux de recherche soient possibles, les corps policiers doivent transformer radicalement leurs perspectives. Ils doivent, de toute évidence, fournir des renseignements suffisants pour que le travail des analystes soit valable. Par exemple, peut-être parce que le corps policier est lui-même une organisation complexe, l'enquête policière s'est révélée jusqu'à maintenant incapable d'identifier et de combattre le crime organisé comme une entreprise où l'individu est absorbé par le tout. Ceci a conduit les forces policières à se spécialiser dans la surveillance des individus et à négliger presque totalement l'analyse des organisations criminelles :

Le comportement du criminel est généralement perçu, aussi bien dans la population que par les scientifiques, comme un problème de mal-adaptation individuelle et non pas comme une conséquence de la participation de l'individu à des structures sociales. De plus, les structures d'application de la loi sont, dans l'ensemble, conçues pour le contrôle des individus et non pour le contrôle d'organisations ou d'individus encadrés par des organisations<sup>2</sup>.

## ii) ASPECTS LÉGAUX DE L'ORGANISATION CRIMINELLE (176)

176. La recherche doit, en outre, obtenir un nouvel effort des spécialistes du droit substantif. Dans une société comme la nôtre, il est à peu près impossible de reprocher à un individu son appartenance à un groupe ou à une association. En effet, si l'on punissait un coupable plus sévèrement parce qu'il faisait partie d'une organisation criminelle, un grand nombre affirmerait que c'est le *droit d'association* lui-même qui est compromis. Notre système économique repose sur les corporations à responsabilité limitée. Aussi bien les syndicats que les associations patronales tiennent à pouvoir regrouper les individus. Tout cela constitue la trame de nos vies et la tendance est de tolérer une association « de trop » que d'attenter, même de loin, à la liberté d'association.

Il appartient donc aux spécialistes du droit de mettre au point une définition de l'*association criminelle* qui permette de frapper efficacement les membres du crime organisé sans pour autant priver de leur liberté d'action les syndicats, les associations patronales ou les mille autres groupes qui composent notre société.

<sup>1</sup> Avant que le crime organisé, comme tel, puisse être mis hors-la-loi, nous devons être en mesure d'expliquer en quoi sa répartition des tâches diffère de la structure d'une entreprise légale. DONALD R. CRESSY, *Organized Crime as a social system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1976, p. 5.

<sup>2</sup> *Ibidem*, p. 3.

Tant que l'on n'aura pas décrit en détail les complexes répartitions des tâches auxquelles se livre le crime organisé, le pouvoir législatif ne sera pas capable (a) de ranger au nombre des offenses criminelles le fait de créer de telles répartitions des tâches ou le fait d'y participer, (b) ni de stipuler qu'une personne recevra de l'administration de la justice criminelle un traitement différent si elle a commis un crime pendant qu'elle occupait un poste à l'intérieur d'un cadre illégal de travail au lieu de commettre le même crime sans participer à une telle répartition des fonctions <sup>1</sup>.

Les États-Unis ont à leur crédit différents efforts dans cette direction, mais ils demeurent de portée limitée. M. Salerno a déjà expliqué, par ailleurs, qu'il n'est pas facile de prouver qu'un individu fait partie du crime organisé.

### iii) PRÉVISIONS SUR LE CRIME ORGANISÉ (177-179)

**177.** Un troisième secteur réclame une intervention rapide des spécialistes de la recherche : le domaine des prévisions. En effet, la lutte au crime organisé réclame aujourd'hui des investissements si considérables et une réorientation si radicale de nos perspectives qu'il importe de marcher sur un terrain solide. En d'autres termes, il serait désastreux pour notre société de constater dans cinq ou six ans que nous avons perdu notre temps et que l'orientation elle-même vouait les efforts à la stérilité.

Si nous savons comprendre le passé et si nous pouvons formuler des hypothèses sur les transformations qui se produisent à l'intérieur du crime organisé contemporain, alors peut-être peut-on s'attendre à ce que les sciences humaines (*social scientists*) nous aident à prédire les orientations futures du crime organisé. À quoi aspire le crime organisé ? Quelle est sa capacité de transformation ? Comment réagit-il lorsqu'on le soumet à une grande tension ? S'il découvre de nouvelles sources majeures de richesse et de puissance, en combien de temps peut-il les mettre à contribution ? Jusqu'où le crime organisé peut-il accroître ses dimensions et ses puissances ? Toutes ces questions comportent différents aspects : économiques, politiques, militaires et sociaux <sup>2</sup>.

**178.** Tous les efforts d'*anticipation* s'imposent. Parce que ce travail n'a pas été fait au début des années 30, l'abolition de la prohibition n'a pas eu les résultats escomptés. En effet, au moment même où l'on pensait priver le crime organisé de sa principale source de revenu, on ne s'est guère interrogé sur la réaction qu'aurait le crime organisé face à une nouvelle attitude des

<sup>1</sup> DONALD R. CRESSY, *Organized crime as a social system*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 4.

<sup>2</sup> ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 43.

pouvoirs publics. En un clin d'œil, le crime organisé avait pivoté et investi dans le pari clandestin les profits de la prohibition.

Aujourd'hui, il est devenu évident aux yeux de la majorité des analystes qu'il faut abolir les interdictions qui frappent le jeu. Cependant, il serait désastreux que notre société ne retire pas d'une décision aussi courageuse les fruits qu'elle est en droit d'en attendre. En somme, avant de prendre une décision aussi draconienne que celle de socialiser le jeu, il faut connaître le crime organisé assez bien pour en prévoir les gestes :

Retracer le passé du crime organisé nous permettra peut-être d'évaluer son dynamisme. À quel rythme peut-il croître ou se résorber ? Avec quelle souplesse la puissance passe-t-elle entre les mains de nouveaux individus, de nouveaux groupes et mêmes de nouveaux milieux ethniques ? Quand est-il stable ? Quand est-il instable ? Quels signes trahissent l'instabilité ? À quels signes peut-on reconnaître les changements qui se préparent ? Comment évaluer les changements qui sont déjà en cours <sup>1</sup> ?

Un tel travail d'anticipation n'est possible, on le comprendra, que dans le cadre d'une recherche permanente. Nulle commission temporaire, nul spécialiste, nul comité gouvernemental ne peut décrire des années à l'avance des gestes du crime organisé. Dans le passé, il a prouvé qu'il savait s'adapter aux conditions nouvelles et se lancer rapidement dans des aventures toutes différentes. Cette capacité d'adaptation rend encore plus aléatoire la tâche des prophètes <sup>2</sup>. Certes, la réflexion s'impose, l'imagination créatrice apporte son aide, la technique permet même des calculs moins suggestifs, mais il demeure quand même impossible, par exemple, de prévoir en 1969 et dans le cadre d'une législation qui prohibe le jeu *ce que ferait* le crime organisé si, dans trois ou cinq ans, l'État devenait lui-même l'exploitant d'un jeu désormais légal.

Il faut pourtant agir et socialiser le jeu. Il faut, en même temps, entamer un ambitieux programme de recherche. Pourquoi ? Pour connaître au jour le jour les intentions du crime organisé et pour les contrecarrer rapidement.

**179.** Par conséquent, nous devons recommander le lancement immédiat d'un programme de recherche permanente sur le crime organisé. Nous croyons, en outre, que les pouvoirs publics doivent prendre l'initiative en ce domaine.

<sup>1</sup> ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 43.

<sup>2</sup> Le policier moderne fait face à des changements si rapides dans le contexte où il assume ses responsabilités quotidiennes qu'il lui faut amender constamment ses méthodes et inventer des techniques nouvelles s'il entend atteindre ses fins. Il faut une pensée dynamique et créatrice si nous voulons rendre plus efficace notre lutte au crime. *The Federal effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I, Washington, D.C., 1967, p. 86.

Certes, l'industrie privée autant que l'État trouve son bénéfice à analyser et à comprendre le crime organisé. Les succès obtenus par la *Chicago Crime Commission*, et par la *Commission of Investigation of the State of New York* sont évidemment de nature à encourager l'entreprise privée à prendre ses responsabilités. Cependant, l'État demeure le principal responsable de la lutte au crime organisé et c'est de lui que devrait sourdre le premier geste. En effet, on ne peut s'attendre à ce que l'entreprise privée, surtout dans sa partie industrielle, se sente vitalement touchée par la lutte au crime organisé et consente à soutenir de dispendieux programmes de recherche <sup>1</sup>.

En fait, les gouvernements portent une responsabilité particulière dans la recherche sur le crime organisé, car le crime organisé est et deviendra de plus en plus *un problème principalement social*. En réalité, le problème découle principalement du régime économique choisi par notre société et, secondairement, des options politiques prises par les dirigeants et les citoyens. Dans un régime différemment politisé, peut-être les aspirations des citoyens seraient-elles moins fortement orientées vers le confort matériel et peut-être les activités du crime organisé auraient-elles moins d'occasions de s'implanter et de s'épanouir. Par ailleurs, dans un contexte social où les prohibitions nord-américaines n'existent pas, les services et les produits illégaux n'auraient évidemment pas la même force d'attraction.

---

<sup>1</sup> Au sens figuré de l'expression, notre justice criminelle doit regarder où elle marche: (1) premièrement, elle ne sera probablement pas capable de retenir l'attention de l'industrie autant que les programmes plus riches de la défense, de l'espace et de l'énergie atomique ont été capables de le faire. Les restrictions sur les conditions de travail offertes aux chercheurs et aux boursiers, sur les investissements qui comportent des risques de duplication dans les travaux préliminaires et les enquêtes et sur l'habitude prise de gaver généreusement les programmes de recherche, tout cela va impliquer une action plus prudente et plus réfléchie; (2) dans le cadre d'un programme de « format réduit », la recommandation de la Commission nationale sur le crime semble donc se justifier quand elle réclame des investissements substantiels dans de grands travaux de recherche d'ordre scientifique et technologique à l'intérieur d'un ou de quelques instituts de recherche. C'est seulement de cette manière qu'on parviendra à atteindre le « volume critique » indispensable pour attirer les meilleurs talents, les meilleures conditions de travail et la rencontre des deux dans le domaine de la recherche sur la justice criminelle; et (3) puisque le ministère de la Justice peut fort bien ne jamais devenir un marché privilégié pour la recherche et la projection, peut-être sera-t-il difficile d'en arriver à un développement satisfaisant des compétences nécessaires, à un prix de qualité et même à une vigueur agressive dans la négociation des fonds nécessaires à la recherche. Peut-être le recours à d'autres grandes agences qui possèdent l'habileté nécessaire pour obtenir les fonds et pour aiguillonner les propositions donnerait-il des résultats plus rapides et une meilleure utilisation du dollar. DANIEL L. SKOLER, *Federal Assistance in developing the technology of criminal justice*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 52.



Pour ces motifs, le pouvoir politique porte des responsabilités particulières et il doit prendre ici l'initiative des recherches sur le crime organisé en plus de soutenir et d'orienter la lutte <sup>1</sup>.

### 3 — Le travail social

(180-185)

180. Outre les améliorations à la technologie policière et l'accélération des recherches sur l'organisation présente et les perspectives d'avenir du crime organisé, il faut mener la lutte sur un troisième front : celui de la sociologie <sup>2</sup>.

Ainsi, nous revenons une fois de plus à la charge pour décrire le crime organisé comme un problème d'ordre sociologique. Nous en arrivons cependant à une étape plus positive. Il n'est plus besoin d'insister sur les faiblesses inhérentes aux attitudes traditionnelles face au crime organisé : nous avons déjà clairement établi que les quarante dernières années ont valu tout au plus une poignée de condamnations portées contre des individus, tandis que le crime organisé s'enrichissait et déployait de plus en plus largement son réseau de services et de produits illégaux. De façon positive, nous ne recommandons pas seulement de considérer le crime organisé comme un problème social : nous recommandons aussi une politique concrète pour y faire face :

- 1) en faisant appel aux spécialistes des sciences sociologiques ;
- 2) en éveillant l'opinion publique aux risques que courent tous et chacun des citoyens ;
- 3) en pratiquant une action préventive qui frappe à la racine même du crime organisé.

En termes concrets, nous comptons sur un certain nombre de spécialistes et de citoyens particulièrement éclairés pour mettre en place les structures et les comités nécessaires. Nous comptons davantage encore sur l'opinion publique : une fois mise en branle, elle saura exercer les pressions qui

<sup>1</sup> Le gouvernement fédéral doit prendre l'initiative dans une campagne pour intéresser les ressources de la science de la technologie à l'ensemble de l'administration de la justice criminelle. Il peut commanditer et soutenir un programme permanent de recherche à une échelle plus grande que tout ce que pourrait entreprendre une agence particulière. *Op. cit.*, p. 48.

<sup>2</sup> Le crime organisé est un problème d'ordre sociologique. Ses causes sont sociales et la lutte la plus efficace contre lui implique qu'on s'attaque à ses racines dans la société. Le spécialiste des sciences sociales (*social scientist*) et l'ingénieur social (*social engineer*) peuvent jouer un rôle de premier plan dans la compréhension et la répression du crime organisé. Les mesures que nous avons décrites précédemment ne constitueraient pas seulement une contribution appréciable à la société, mais elles créeraient aussi un nouveau défi dans l'exploration scientifique susceptible de mettre en lumière de nombreux aspects de notre développement social. ROBERT L. EMRICH, *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D. C., Thompson Book Company, 1967, p. 46.

ébranlent les hommes politiques. Enfin, nous sommes convaincus que seul un effort soutenu pour rendre la société plus juste pourra extirper les racines du crime organisé. Nous croyons donc à la nécessité d'assainir les bas-fonds de nos grandes villes, à la nécessité de réduire l'endettement des économiquement faibles, à la nécessité de repousser encore plus loin le chômage et l'ignorance.

Ce sont là les trois aspects les plus importants de la lutte au crime organisé.

#### i) COMITÉS SPÉCIALISÉS

(181)

**181.** Le lien est direct entre une société injuste et le crime organisé. Même les prohibitions, qui s'adressent pourtant à l'ensemble des citoyens, ne font souvent que souligner les inégalités sociales. Pour cette raison, il est absolument impensable de prétendre éliminer le crime organisé sans, du coup, transformer radicalement notre urbanisme, sans déployer encore plus largement notre système d'éducation et nos organisations de loisirs <sup>1</sup>.

Il est évident, toutefois, que la lutte au crime organisé doit s'ébranler avant même la rénovation urbaine ou la diffusion des loisirs de masse. Le combat, répétons-le, englobe aussi bien les corps policiers que les universitaires et les citoyens. L'important — et c'est sans doute là l'un des besoins les plus criants — est de constituer face au crime organisé, une stratégie suffisamment ample pour que tous et chacun des agents de transformation sociale puissent y agir librement.

L'unité de source de la criminalité dans la société exige une unité, une coordination des organes de conception sociale contre le crime <sup>2</sup>.

En somme, il est nécessaire qu'une direction générale, placée le plus haut possible dans la hiérarchie, indique une politique générale qui puisse ensuite se déployer aussi bien à l'intérieur des corps policiers que dans les recherches universitaires et dans la planification urbaine.

Par exemple, il est nécessaire que le comité parlementaire sur la justice comprenne au moins un sous-comité sur le crime organisé <sup>3</sup>. Il est

<sup>1</sup> La prévention du crime doit comporter de multiples aspects : elle touche au problème du logement, de l'emploi, de la vie familiale, de l'éducation, de la santé, des loisirs, et de l'organisation communautaire, et elle doit imbriquer les uns dans les autres les programmes qui concernent ces différents domaines en les intégrant dans un système coordonné impliquant la coopération entre les divers services et de liens solides avec les corps policiers et les autorités correctionnelles. MILTON HYMAN, *Urban development for crime prevention*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 58.

<sup>2</sup> Extrait du témoignage du Dr Denis Szabo devant la Commission (notes sténographiques, cahier 2, p. 140).

<sup>3</sup> Il faut créer, sur une base permanente et au niveau du congrès, un comité mixte consacré au crime organisé. *The Challenge of Crime in a Free Society*, A Report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., February 1967, p. 207.

également nécessaire que l'État mette sur pied et aide les grandes municipalités à mettre sur pied des groupes de recherche et un comité de coordination en matière de crime organisé<sup>1</sup>. De la même manière, il est important que le gouvernement du Québec forme sa propre commission permanente sur le crime organisé et vienne en aide aux groupes de citoyens et d'hommes d'affaires qui voudraient organiser semblable commission sur le plan privé<sup>2</sup>.

ii) ÉVEIL DE L'OPINION PUBLIQUE

(182-184)

182. Ces comités devront être suffisamment représentatifs pour que les différentes couches sociales et les différentes disciplines s'y retrouvent et s'y expriment.

Il faudra même que les spécialistes, qu'ils soient policiers ou de formation universitaire, acceptent de faire partie des mêmes équipes que des citoyens sans qualification particulière. Les comités de planification formés au niveau provincial autant que dans les différentes municipalités comprendront en nombre aussi considérable que possible des hommes et des femmes dont la principale qualité sera de bien connaître les besoins du milieu.

Dans les zones frappées d'une forte criminalité, des résidents choisis devront accéder progressivement, dans le cadre d'une campagne contre les problèmes locaux, à des postes importants à titre de membres de groupes consultatifs et de comités chargés d'établir des politiques et à titre de collaborateurs professionnels rémunérés<sup>3</sup>.

Si la participation des citoyens à ce comité nous paraît à ce point nécessaire, c'est que le travail des spécialistes doit s'insérer dans une campagne de dimensions infiniment plus grandes. L'objectif, en effet, est de mobiliser le public tout entier, même s'il faut pour cela rendre publiques d'importantes tranches d'informations policières.

Aujourd'hui, cependant, nous faisons face à un problème nouveau. Le seul frein qui puisse agir sur un crime organisé en pleine expansion, c'est le pouvoir public. Un grand nombre de contrôles et des contrepois que nous avons insérés dans l'exercice du pouvoir public sont présentement les points faibles où le crime organisé a le mieux réussi, grâce à la corruption, à se placer au-dessus de la loi<sup>4</sup>.

<sup>1</sup> Dans chaque État et dans chaque ville, un service complet ou un ou plusieurs fonctionnaires devraient être directement responsables de la mise au point d'améliorations dans la prévention et la répression du crime et porter également la responsabilité d'aider à leur mise en vigueur. *Ibidem*, p. 208.

<sup>2</sup> Les citoyens et les milieux d'affaires devraient mettre sur pied des commissions permanentes sur le crime pour faire face au crime organisé. Il faudrait recueillir des cotisations financières en quantité suffisante pour posséder au moins un directeur exécutif à plein temps et un personnel à temps partiel. *Ibidem*, p. 207.

<sup>3</sup> MILTON HYMAN, *Urban development for crime prevention*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 60.

<sup>4</sup> *Ibidem*, p. 17.

De fait, seule la participation volontaire et soutenue du public peut rendre efficace la lutte au crime organisé.

183. Notre intention n'est pas de mettre les spécialistes en garde une fois de plus<sup>1</sup> contre les dangers de s'isoler. Policiers et universitaires savent aujourd'hui plus que jamais les limites d'un travail qui n'obtient pas l'endossement du public.

De façon positive, nous recommandons au gouvernement et aux corps policiers du Québec d'entreprendre une vaste campagne d'information du public dans le domaine du crime organisé. Par exemple, nous souhaitons que *notre propre projet d'audiences publiques soit repris par une Commission permanente et mené à bon port avec la collaboration des corps policiers du Québec*. Les différents spécialistes que nous avons consultés, particulièrement aux États-Unis, nous ont tous recommandé d'accorder la plus grande attention aux possibilités qu'offrent de telles audiences publiques.

Nous avons déjà cité sur ce point les propos que tenait M. Ralph Salerno devant le ministre québécois de la Justice lui-même. Ajoutons ici les recommandations que formulait devant la Commission le professeur Donald Cressey lors d'une séance d'étude de la Commission tenue en Californie :

M. Cressey formule la recommandation suivante : le Canada ou le Québec, selon les juridictions, devrait tenir des audiences publiques comme il y en a eu aux États-Unis sous l'impulsion du comité McClellan. Ces audiences servent à éduquer le public et à faire pression sur les gouvernements pour que soient adoptées les législations nécessaires. La législature elle-même pourrait tenir des enquêtes publiques afin de faire la lumière sur le crime organisé.

Selon lui, le problème que posent aujourd'hui les grandes associations criminelles constitue essentiellement un problème d'organisation.

D'après lui, les journaux et les revues ont un rôle considérable à jouer, aussi bien au Canada qu'aux États-Unis, dès qu'il s'agit de faire la lumière sur le crime organisé<sup>2</sup>.

<sup>1</sup> Ces gestes équivalent à un aveu de la part des professionnels et des préposés au plan que le consommateur doit « être mis dans le coup ». Malgré ce qui précède, il y a encore des services et des praticiens dont les portes restent closes et qui agissent pour et dans l'intérêt — jamais avec — l'autre parti, c'est-à-dire le consommateur du programme. Ces services seront à leur tour de véritables fossiles. Établir des plans ou des programmes pour tout milieu constitue une tâche trop névralgique pour qu'on l'abandonne entièrement aux spécialistes. MILTON HYMAN, *Urban development for crime prevention*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 60.

<sup>2</sup> Procès-verbal d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue en Californie, le 11 avril 1968 en compagnie de M. Donald Cressey.

184. De façon à garder l'opinion publique en éveil et à la mieux informer des activités du crime organisé, nous endossons avec enthousiasme la recommandation formulée par la commission Katzenbach. Celle-ci, tenant compte de l'intérêt déclenché autour du crime organisé par les articles des grandes revues américaines, a sollicité ouvertement la collaboration des organes d'informations pour une campagne d'information du public :

Dans les zones métropolitaines où sévit le crime organisé, tous les journaux devraient affecter un journaliste hautement qualifié à la tâche d'étudier et de décrire à plein temps les activités du crime organisé, la corruption qui en découle et les efforts gouvernementaux pour en venir à bout. Dans les milieux plus restreints, mais quand même frappés par le crime organisé, les journaux devraient quand même assumer leurs responsabilités en informant le public de la nature et de l'impact du crime organisé <sup>1</sup>.

### iii) ACTION PRÉVENTIVE UNIFIÉE

(185)

185. Collaboration du public et intensification du travail des spécialistes, voilà l'amorce du travail social que nous souhaitons. Cependant, nous souhaitons encore davantage une action préventive qui fasse disparaître les conditions économiques et sociales qui ont eu traditionnellement pour effet d'engendrer le crime organisé.

Un tel travail de prévention implique infiniment plus que les ressources du seul ministère de la Justice. Il exige, en effet, qu'on offre à l'ensemble des citoyens des conditions de vie où les communications entre les personnes soient non seulement possibles, mais faciles <sup>2</sup> et où les inégalités sociales soient réduites au minimum.

Par exemple, une réforme aussi profonde doit pouvoir compter sur de nombreux projets de rénovation urbaine, tant il est important d'offrir à tous des conditions favorables de vie, d'habitation et d'éducation. Par la rencontre de la criminologie, de la sociologie et de l'urbanisme, pour ne prendre qu'un exemple, les économiquement faibles n'auront pas le sentiment d'être mis à l'écart de la société et d'être traités avec une commisé-

<sup>1</sup> *The Challenge of Crime in a Free Society*, A Report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D.C., February 1967, p. 208.

<sup>2</sup> Si nous tombons d'accord pour affirmer que la communication et le contact constituent des facteurs clefs dans un programme de prévention du crime, l'urbaniste est alors astreint à dessiner, à préparer et à construire en cherchant délibérément à faciliter les relations inter-personnelles et à établir une jonction entre les besoins des résidents et les ressources des services et des institutions du milieu. MILTON HYMAN, *Urban development for crime prevention*, dans *Law Enforcement, Science and Technology*, Washington, D.C., Thompson Book Company, 1967, p. 57.

ration quelque peu méprisante <sup>1</sup>. Ils s'en trouveront rétablis dans la dignité humaine et plus aptes à la vie moderne.

Pas plus que dans la criminalité individuelle, nous ne voulons ici jouer les spécialistes ni tenter d'expliquer les motivations profondes des membres du crime organisé. Des spécialistes des sciences humaines auront plus de compétence que nous pour retracer l'itinéraire personnel par lequel un individu en vient à embrasser une carrière criminelle. De l'extérieur, et dans une perspective sociologique, il était pourtant nécessaire de signaler qu'une société qui ne résorbe pas ses inégalités sociales <sup>2</sup> favorise l'éclosion et l'épanouissement du crime organisé.

Dans cette perspective, malgré l'importance du travail policier et des recherches universitaires, c'est à l'édification d'une société nouvelle qu'il faut songer. Dans cette société, l'architecture et l'urbanisme, la technologie policière et l'animation sociale conjugueront leurs efforts <sup>3</sup> pour un travail social qui ait ampleur et fécondité.

---

<sup>1</sup> Le défi consiste aujourd'hui à mettre cette sagesse empirique à contribution dans l'effort de planification des villes de l'avenir. L'urbaniste doit s'assurer que l'entourage est mis au point pour des êtres humains, non pour des pauvres, non pour des individus isolés dans un ghetto non des gens réduits à l'impuissance, mais des êtres humains évoluant dans un milieu qui tend de toute part à satisfaire à leurs besoins et à assurer leur épanouissement. *Ibidem*, p. 58.

<sup>2</sup> L'habitude présente d'isoler les familles à faible revenu dans des secteurs de densité démographique excessive a engendré des milieux clos et dépersonnalisés qui sont de façon déprimante homogènes au point de vue ethnique, social, familial et culturel. La vie de ces familles souffre de nombreuses limitations parce que les choix qui leur sont offerts sont très peu nombreux. *Ibidem*, p. 60.

<sup>3</sup> Pour atténuer ou modifier le caractère de comportement anti-social,  
— il faut accorder à des programmes de petites dimensions et à des investissements en termes de service la préférence sur des équipements à l'échelle de la métropole ou du district tout entier.

— il faut également songer à des expériences architecturales, telles que l'Atrium, formule dans laquelle les fenêtres d'un groupe d'appartements donnent toutes sur un espace intérieur et sur un terrain de jeu alors que des murs lisses qui ne comprennent comme ouverture que la porte constituent l'extérieur de l'édifice. On doit aussi songer à l'élimination des buissons épais et des haies qui constituent des risques inutiles. Il faut également songer à dévier les grandes artères de la circulation autour des sections résidentielles. Il faut songer à des culs-de-sac pour restreindre le trafic rapide, aux stationnements hors rues, à des règlements de zonage pour régir l'implantation de l'industrie, au trafic à sens unique, aux trottoirs plus larges et à des rues plus étroites pour bien souligner le caractère résidentiel de certains secteurs. Il faudra aussi songer à l'éclairage dans les ruelles.

Il faudra également songer à l'installation de téléphones d'urgence dans les résidences des responsables choisis dans les secteurs d'intense criminalité; de la même manière, il faudra veiller à la sécurité, à la surveillance et au système d'alarme dans les résidences et les bureaux. La formule des parcs éducatifs permet de stimuler les échanges entre groupes à l'intérieur des populations étudiantes, d'ac-

Ainsi, sans éliminer aucune des ressources traditionnelles, nous insistons pour mobiliser contre le crime organisé non plus seulement les policiers et une poignée de spécialistes, mais les organes d'information, une gamme de disciplines nouvelles, des citoyens de toutes extractions, les rédacteurs des plus profondes réformes sociales. En exigeant de notre société un effort aussi considérable, nous ne faisons que proportionner l'effort au danger qui nous menace. Le prix à payer est considérable, mais nous ne l'avons certes pas exagéré <sup>1</sup>.

---

croître les ressources éducationnelles et de relever les critères qui assurent la sécurité des étudiants.

Sans minimiser la nécessité et la valeur de dissuasion de semblables formules, il faut savoir assurément qu'en elle-même et que par elle-même aucune transformation du cadre physique n'est et ne peut être décisif ni même jouer un rôle important dans un programme de prévention si on dissocie cette transformation d'un plan global d'aménagement du milieu. *Ibidem*, p. 57.

<sup>1</sup> Pour éclairer davantage le problème, nous ajoutons différentes pièces au présent rapport :

— appendice 13 — constatations et opinions sur le crime organisé tirées du volume *Organized Crime and Illicit Traffic in Narcotics*.

— appendice 14 — Extrait d'un article dans *The Wall Street Journal* par Frederic C. Klein.

— appendice 15 — Documentation sur « The Chicago Crime Commission Spotlight on Organised Crime The Chicago Syndicate ».

— appendice 16 — documentation concernant « State of New York ».

## **CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS**





## CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS

### CONSTATATIONS

1 — Formée pour étudier « les problèmes présents relatifs à l'administration de la Justice », la commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale pouvait dès le départ considérer le crime organisé comme faisant partie de son mandat.

2 — Différentes révélations survenues pendant que la Commission étudiait la criminalité québécoise ont incité la Commission à accorder au crime organisé une place encore plus grande que ce qu'elle avait pu prévoir au début de ses travaux. En outre, des demandes spécifiques du ministère québécois de la Justice se sont ajoutées à ce mandat général au point de faire à la Commission un devoir impérieux d'étudier le crime organisé.

3 — Pour exécuter son mandat et pour tenir compte de cette évolution de la situation, la Commission a pris connaissance de la plupart des rapports publics publiés sur le crime organisé depuis une quinzaine d'années. L'immense majorité de ses rapports publics sont d'origine américaine et il faut ranger au tout premier rang les comptes rendus du comité McClellan et de la commission Katzenbach. La Commission a également profité des connaissances ontariennes en étudiant le rapport de la Commission Roach ainsi que le rapport que la commission de police de l'Ontario consacrait au crime organisé le 31 janvier 1964.

4 — Pour se familiariser avec les données modernes du problème, la Commission a également rencontré un grand nombre de spécialistes canadiens et américains, tant parmi les corps policiers qu'au sein des universités, en plus de mettre à contribution certaines associations internationales. Dans certains cas, la Commission a pu ainsi prendre connaissance d'informations et de rapports qui n'ont pas encore été rendus publics.

5 — La Commission a également accordé une importance considérable aux différents types de commissions américaines qui se consacrent à l'étude et à la répression du crime organisé. Elle a tiré un profit par-

ticulier de ses rencontres avec les commissions du Massachussets, de Chicago, de l'Illinois et de l'état de New York.

6 — Pour compléter son analyse tout en évitant de nuire aux enquêtes policières en cours, la Commission a confié à un comité formé de représentants policiers la tâche d'effectuer la remise à jour des informations québécoises sur le crime organisé et la mission de formuler des recommandations précises quant aux mesures que le Québec devrait prendre pour présenter à son tour des audiences publiques sur le crime organisé.

7 — Consciente de ce que le crime organisé ne respecte aucune frontière géographique, la Commission a fait appel à un spécialiste américain pour établir un lien entre les informations que pouvaient posséder les représentants policiers du Québec et du Canada et ce que savent les corps policiers d'outre-frontière.

8 — De manière à laisser quand même aux policiers canadiens la plus grande liberté d'action, la Commission avait limité les responsabilités de ce spécialiste américain à l'égard du comité à un travail de coordination. La Commission avait limité la composition du comité aux représentants de la Sûreté du Québec, de la Gendarmerie royale du Canada et de la Sûreté municipale de Montréal.

9 — À la suite de rencontres auxquelles participait le ministre québécois de la Justice, les représentants des principaux corps policiers canadiens, le spécialiste américain et les membres de la Commission eux-mêmes, les corps policiers les plus profondément impliqués dans la lutte au crime organisé au Québec acceptaient de former un comité appelé à effectuer une triple tâche : fournir une description sur le crime organisé tel qu'il existe au Québec, remettre à jour un rapport confidentiel consacré en 1965 au crime organisé dans la province de Québec et indiquer les moyens de présenter avec profit et sans inconvénient des audiences publiques sur le crime organisé.

10 — Ce Comité tripartite a soumis son rapport à la Commission (appendice 10), mais il ne s'est acquitté que d'une partie de son mandat. En effet, le Comité préconise l'établissement d'un bureau de recherche sur le crime organisé, ce qui constitue à coup sûr une recommandation précise, mais le Comité déclare, par ailleurs, que les renseignements policiers ne suffisent pas dans le contexte actuel pour la tenue d'audiences publiques. Enfin, le Comité ne fournit aucun renseignement précis sur la nature et l'ampleur du crime organisé au Québec.

11 — La Commission constate également que le Comité tripartite, qui avait pourtant reçu son mandat de la Commission elle-même, n'a pas

transmis son rapport directement à la Commission. La Commission constate également que le gouvernement du Québec a donné suite à la suggestion des corps policiers de créer un bureau de recherche québécois sur le crime organisé avant que la Commission, qui avait formé le Comité puisse prendre connaissance du rapport en question. La décision de former le bureau est donc celle du gouvernement seul.

12 — La Commission constate, à la lecture de ce rapport, que les corps policiers se sont gardé le contrôle absolu du bureau québécois de recherche sur le crime organisé. Par ailleurs, le rapport soumis par le Comité tripartite insiste beaucoup plus sur la nécessité d'entourer les informations policières du secret absolu que sur l'urgence d'informer l'opinion publique.

13 — Par conséquent, la Commission redoute que le bureau de recherche québécois, tout en constituant une excellente initiative, ne permette pas encore de fournir à la population des renseignements plus considérables ni donc de secouer l'apathie du public.

14 — La Commission constate que la Gendarmerie royale du Canada est, encore aujourd'hui le corps policier le mieux renseigné sur le crime organisé au Canada, mais que la Sûreté municipale de Montréal et la Sûreté du Québec ont fait des progrès considérables dans ce domaine au cours des récentes années.

15 — La Commission constate cependant que la Gendarmerie royale du Canada a tendance à ne faire confiance à aucun interlocuteur canadien. La Commission a pu se rendre compte, au cours de ses rencontres aux États-Unis, que la Gendarmerie royale du Canada communique à certains services américains des renseignements qu'elle ne communique pas aux autres corps policiers du Canada et du Québec. La Commission considère qu'il est strictement indispensable de collaborer avec les corps policiers et l'administration de la Justice des États-Unis, mais qu'il est tout aussi nécessaire de pousser le plus loin possible la collaboration entre les corps policiers du Québec et du Canada.

16 — La Commission constate, à la décharge de la Gendarmerie royale du Canada, que le Québec n'en est venu que très tardivement à accorder au crime organisé l'intérêt qu'il mérite. Ainsi, à l'heure actuelle, la Gendarmerie royale du Canada consacre à l'étude du crime organisé du Québec un plus grand nombre d'agents que la Sûreté du Québec. La Sûreté municipale de Montréal contribue cependant à inverser ces chiffres.

17 — La Commission constate qu'un certain nombre de corps intermédiaires s'intéressent de façon spéciale à certaines formes de crimi-

nalité qui se relie, directement ou non, au crime organisé. Quelques-uns de ces groupes spécialisés ont même tenu à présenter leurs vues à la Commission sur certains aspects de la criminalité. C'est ainsi que l'Association des banquiers canadiens a soumis un rapport documenté sur les vols de banque ; c'est ainsi que la Canadian Automobile Theft Bureau a effectué une étude très valable sur les vols d'automobiles ; c'est ainsi que l'Association des marchands de bois a accumulé un nombre impressionnant d'éléments sur les spécialistes des faillites frauduleuses ; c'est ainsi que le FUIB en est venu à posséder une foule de renseignements d'une extrême importance...

18 — La Commission constate, cependant, que les différents groupes intermédiaires spécialisés, tout en s'intéressant à certaines formes spécifiques de criminalité, n'ont pas de contact les uns avec les autres. Le fait que l'information soit ainsi morcelée et fragmentaire empêche les groupes spécialisés de former un front commun contre le crime organisé.

19 — De façon générale, l'information que possèdent les groupes intermédiaires est encore moins coordonnée et centralisée que les renseignements qui appartiennent aux différents corps policiers du Québec et du Canada. D'autre part, les contacts sont généralement insuffisants entre les corps intermédiaires spécialisés, d'une part, et d'autre part, les corps policiers et l'administration de la Justice.

20 — La Commission constate qu'une large partie du public demeure sceptique devant les rumeurs qui circulent à propos du crime organisé, alors qu'une autre partie de la société professe à l'égard du crime organisé les illusions les plus invraisemblables.

21 — La Commission constate que les imprécisions les plus courantes portent sur les points suivants : le public croit à tort que le crime organisé aime et recherche la violence dans ses rapports avec le public ; le public refuse parfois de croire à l'existence d'une organisation criminelle permanente et savamment structurée.

22 — La Commission attribue l'ignorance et le scepticisme du public en matière du crime organisé à deux causes principales :

- a) le mutisme des forces policières ;
- b) l'allure sensationnelle et fragmentaire de l'information prodiguée au Québec par les organes d'information.

23 — La Commission constate que le public américain est aujourd'hui beaucoup plus informé que celui du Québec de la nature et des ramifications du crime organisé. La Commission attribue cette situation

au fait que l'opinion publique a été éveillée par un certain nombre de révélations policières, par un journalisme alerte et par le travail de comités gouvernementaux spécialisés dans l'étude et la répression du crime organisé. Par ailleurs, la Commission constate que l'éveil de l'opinion publique a résulté en un accroissement très sensible des fonds consacrés à l'étude et à la répression du crime organisé.

24 — La Commission estime utile, pour éviter les équivoques et pour renseigner l'opinion publique, de définir le crime organisé de façon précise :

Une société permanente et secrète qui réserve généralement la violence pour la régie interne, mais dont la conspiration constante vise un profit considérable et régulier, principalement par la mise en marché de services et de produits illicites et par l'infiltration à l'intérieur d'entreprises légales, de façon à établir dans les deux cas des monopoles lucratifs.

25 — La Commission constate, en s'appuyant sur le témoignage des policiers autant que sur sa propre analyse, que la lutte menée jusqu'à maintenant au crime organisé n'en a pas réduit les activités :

- a) dans le cas du personnel, le crime organisé a rapidement remplacé les personnes qui avaient été arrêtées et condamnées ;
- b) sur le plan de la législation, il demeure presque impossible de s'en prendre au crime organisé lui-même. Le code criminel frappe le geste posé par un individu, mais il n'est généralement pas en mesure de s'attaquer à la conspiration que mène de façon permanente une organisation hiérarchique ;
- c) si on regarde ce que produit le crime organisé, le tableau n'est pas plus encourageant : la population demande aujourd'hui autant et plus qu'autrefois les services et les produits illégaux que dispense le crime organisé.

26 — La Commission constate à la fois que la rentabilité du crime organisé découle de la connivence du public avec les dirigeants du crime organisé et que la lutte au crime organisé a été menée exclusivement par les corps policiers sans que le public se sente particulièrement touché.

27 — La Commission constate que le crime organisé tire parti de certaines contradictions entre nos lois et nos comportements sociologiques. Par exemple, le jeu demeure illégal, même s'il est possible de parier aux pistes de course reconnues par la loi et de spéculer en bourse. Autre exemple, on continue à considérer comme illégal le fait de charger des taux d'intérêts plus élevés à certaines catégories d'individus, même

si l'assurance établit très nettement des lignes de démarcation entre les différentes catégories de risque.

28 — La Commission considère qu'il n'est ni possible ni souhaitable de maintenir et d'appliquer des interdictions législatives si d'importantes portions de la population n'acceptent pas les normes fixées par la loi.

29 — La Commission en conclut que la lutte au crime organisé ne peut s'effectuer de façon efficace qu'à la condition de poser le problème différemment. Le crime organisé ne doit pas intéresser seulement les forces policières, mais il doit impliquer directement toute la société.

30 — La Commission conclut également à la nécessité de moderniser les textes législatifs et d'en faire disparaître les interdictions qui ne reçoivent plus l'adhésion de la population.

31 — La Commission constate que les audiences publiques tenues par différents comités américains sur le crime organisé ont eu pour résultat de sensibiliser profondément l'opinion publique américaine sans pour autant nuire au travail policier. En pratique, pendant que se multipliaient les audiences publiques, les corps policiers continuaient à multiplier le nombre de poursuites et de condamnations.

32 — La Commission constate que le crime organisé, tel que défini dans le cadre du présent rapport, existe au Québec sur une base permanente. La Commission appuie cette affirmation autant sur les déclarations et preuves reçues des corps policiers que sur sa propre analyse de la situation. Par ailleurs, la Commission ne juge pas nécessaire, dans le cadre d'un rapport destiné à susciter l'action gouvernementale et policière autant qu'à éveiller l'opinion publique, de souligner les différences théoriques qui peuvent exister entre le crime organisé et le crime syndiqué.

33 — Le crime organisé, tel qu'il existe au Québec, est relié aux empires criminels plus considérables qui dominent l'ensemble des États-Unis.

34 — La Commission constate que les principales sources de revenu du crime organisé au Québec sont, comme c'est le cas aux États-Unis, le jeu et le pari, le prêt usuraire, la vente en gros des narcotiques. La Commission soupçonne également la présence du crime organisé derrière un certain nombre de réseaux engagés dans la vente d'obligations volées, dans les faillites frauduleuses, dans le financement de vols à main armée, dans le recel et la vente de marchandises volées...

35 — En l'absence de preuves satisfaisantes dans ce secteur, la Commission estime que la prostitution et la vente des stupéfiants au dé-

tail ne comptent pas, à l'heure actuelle, parmi les plus importantes sources de bénéfices du crime organisé au Québec. La Commission ne nie cependant pas qu'il existe des rapports entre le crime organisé et les grands réseaux de prostitution de Montréal et elle ne nie pas davantage que la vente et la consommation des stupéfiants au Québec marquent une hausse appréciable. La Commission estime que d'autres organismes ont entrepris d'évaluer la consommation québécoise de stupéfiants et d'hallucinogènes et elle n'a pas jugé utile de tenter une enquête parallèle.

36 — La Commission estime que le crime organisé ne peut exister à Montréal sans une certaine dose de corruption policière. La Commission en arrive à cette conclusion après avoir pris connaissance d'un grand nombre d'études américaines et après avoir entendu un certain nombre de témoignages de personnes affectées à des titres divers par le travail de l'escouade de la moralité de la Sûreté municipale de Montréal.

37 — La Commission a également été saisie de la situation qui prévaut dans d'autres corps policiers du Québec, mais elle estime, en raison de la création et du travail de la Commission de police, qu'elle doit s'abstenir d'intervenir dans ce domaine. Nous nous contenterons de déposer les renseignements que nous possédions avant la formation de la Commission de police.

38 — Selon les renseignements disponibles, quelques-unes des familles de la Cosa Nostra de l'est des États-Unis se sont toujours intéressées au marché québécois et plus particulièrement à la ville de Montréal. Les rapports de police révèlent même que l'un des plus importants lieutenants d'une famille de la Cosa Nostra (Carmine Galante) a longtemps résidé au Québec.

39 — Les premiers contacts des corps policiers canadiens avec deux autres importants criminels remonte également à quinze ou dix-huit ans. À cette époque, on vit apparaître à Montréal Carmine Galante, Morris Schmerzler et Frank Ritter, tous de la ville de New York. À la même époque, l'administration canadienne de la Justice considérait que les villes canadiennes de Toronto, de Hamilton et de Guelph étaient reliées aux réseaux criminels dont la ville de Buffalo et le côté new-yorkais de Niagara Falls constituaient la région centrale.

40 — Depuis lors, Carmine Galante a été identifié par les audiences publiques des comités gouvernementaux américains comme l'adjoint direct (underboss) de Joseph Bonanno, chef d'une des cinq familles new-yorkaises de la Cosa Nostra. En 1961, il fut reconnu coupable d'avoir violé les lois fédérales sur les stupéfiants et il purge présente-



ment une peine de quinze ans d'emprisonnement. Le principal témoin invoqué contre lui était un Canadien du nom de Edward Smith. Deux autres Canadiens de Montréal étaient accusés en même temps que Galante, Giuseppe Cotroni et René Robert, et ils furent également condamnés.

41 — La Commission a également appris que Morris Schmerzler, alias Max Courtney, et son partenaire Frank Ritter, alias Frank Reed, avaient dirigé une énorme entreprise de pari de couverture (*bookmaking lay-off*) entre New York, Miami et Montréal. Au cours des années 50, on trouve ces deux individus au coeur même de l'organisation du jeu dans les îles Bahamas. Les Canadiens et les Américains n'avaient pas le droit de faire parti de cette organisation à titre de propriétaires. Cependant, c'est un Canadien, Lou Chesler, qui était propriétaire du terrain où se sont édifiés plusieurs casinos. D'autre part, MM. Schmerzler et Ritter jouaient dans l'organisation le rôle de « consultants en matière de crédit » et étaient chargés d'approuver, pour des salaires fantastiques, les demandes de crédit des joueurs.

42 — Au cours de cette période, le gouvernement américain porta des accusations contre MM. Schmerzler et Ritter, sans réussir pour autant à les ramener aux États-Unis. En 1967, cependant, un changement de gouvernement vint modifier la situation. MM. Schmerzler et Ritter furent jugés indésirables et contraints de retourner aux États-Unis pour y faire face aux accusations portées contre eux. Avant leur départ, ils avaient eu le temps de vendre aux propriétaires du casino leurs « dossiers de crédit » pour la modique somme de \$1.2 million.

43 — La Commission considère que ces faits manifestent clairement que la région métropolitaine de Montréal était, il y a déjà quinze ans, menacée par différents aspects du crime organisé : le pari clandestin, le trafic des stupéfiants et un « racket de la protection » qui était en somme un programme d'extorsion dirigé contre l'entreprise légale. On sait aujourd'hui, et les dossiers policiers le prouvent abondamment, que cette menace s'est précisée et aggravée au cours des récentes années. Le jeu et les stupéfiants sont encore directement contrôlés et exploités par le crime organisé. De son côté, le racket de la protection comprend aujourd'hui l'infiltration et l'exploitation d'un grand nombre d'entreprises légales, en particulier dans le domaine de la propriété immobilière.

44 — Pour donner une idée plus précise encore de l'ampleur du problème, la Commission estime ici nécessaire de faire siennes les constatations de quelques-uns de ses collaborateurs immédiats. Elle cite donc ici une série de faits dont le sérieux lui est garanti par la

réputation et la compétence de ses informateurs. Voici quelques-uns de ces faits :

- 1960 : Salvatore Giglio, recherché depuis huit ans à la suite d'accusations portées contre lui à New York à propos de stupéfiants, se marie à Cuba et effectue son voyage de noces au Canada. Son témoin était Lucien Rivard de Montréal et on le savait lié de près à M. Willie Obront, également de Montréal.
- 1960 : Un informateur de premier calibre fait savoir à une importante agence fédérale américaine que Louis Gréco, de Montréal, et Carmine Galante sont en pourparlers pour construire un édifice à l'angle des rues Ste-Catherine et Sanguinet. L'édifice, qu'on décrit comme « une propriété foncière de grand luxe », devait comprendre un restaurant dont M. Gréco aurait été le propriétaire et l'exploitant.
- 1960 : M. Louis Gréco, généralement considéré par les autorités américaines comme le successeur de Carmine Galante au poste de dirigeant de la famille Bonanno à Montréal, met sur pied un syndicat de garçons de table. Il réussit, sans pourtant occuper de poste officiel dans le syndicat, à y dicter ses volontés.
- 1962 : Le procureur général des États-Unis place le nom de M. Vincent Cotroni de Montréal sur la liste des individus mêlés aux activités du crime organisé.
- 1964 : M. Joseph Bonanno, de passage à Montréal, laisse entendre qu'il songe à se lancer dans l'industrie du fromage et à devenir un citoyen canadien. À la suite de son expulsion du Canada, il reçoit un subpoena le sommant de comparaître devant un grand jury américain, mais il se fait enlever la veille de sa comparution.
- 1966 : Le service des douanes américaines porte des accusations à propos de trafic de stupéfiants à la frontière mexicaine. Parmi les accusés, on trouve des citoyens américains de New York et du Connecticut, mais on trouve également MM. Lucien Rivard, Charles-Émile Groleau, Julien Gagnon et Joseph Raymond Jones, tous de Montréal.
- 1966 : De passage à Montréal, M. Salvatore (Bill) Bonanno et quelques-uns de ses acolytes de New York sont arrêtés pour port d'armes illégal. La surveillance policière permet d'établir qu'ils ont rendu visite à MM. Vincent Cotroni et Louis Gréco.
- 1966 : Dans un rapport portant sur la famille de la Cosa Nostra que dirige Joseph Bonanno, le FBI américain écrit que « des

rapports indépendants et des enquêtes permettent d'établir un lien direct entre les activités criminelles de la famille aux États-Unis et au Canada.

1967 : Les autorités américaines incluent le nom de Vito DeFilippo dans la liste des membres de la famille de la Cosa Nostra que dirige Joseph Bonanno à New York. Il est identifié comme représentant les intérêts canadiens et new-yorkais de la Cosa Nostra dans les casinos de Haïti. On nomme comme ses principaux partenaires canadiens Paul Volpe, un membre de la Cosa Nostra de Toronto, et Louis Gréco, un membre de la Cosa Nostra de Montréal.

45 — Selon les renseignements qu'elle possède et dont elle vient de donner quelques exemples, la Commission considère que plusieurs des règlements de compte qui ont ensanglanté Montréal depuis quelque temps sont attribuables aux affrontements entre les représentants d'une famille de la Cosa Nostra établie à Buffalo (famille Magaddino) et ceux de la famille de Joseph Bonanno (New York).

46 — La Commission considère que la multiplication des règlements de compte à Montréal n'indique pas nécessairement une aggravation de la situation et ne signifie pas du tout que le travail policier soit aujourd'hui moins efficace qu'autrefois. Au contraire, la Commission constate que de tels affrontements armés surviennent au cours des périodes où aucune organisation criminelle ne parvient à prendre le contrôle absolu d'une région.

47 — La Commission constate, en se basant principalement sur des renseignements policiers, que Montréal constitue dans le réseau nord-américain du pari et du jeu clandestins un chaînon particulièrement important. À maints égards, Montréal conserve, aujourd'hui encore, cette utilité particulière qu'il avait il y a quinze ans dans le pari de couverture (*bookmaking lay-off*). En effet, l'organisation américaine achemine fréquemment des appels téléphoniques et des frais d'interurbains via Montréal, évitant ainsi les opérations d'État à État qui provoqueraient l'entrée en scène du FBI américain. Même le recours à de nouveaux instruments (*cheeseboxes*) qui empêchent l'enregistrement des appels interurbains n'a pas fait disparaître l'utilité de Montréal dans ce contexte.

48 — La Commission constate que l'ampleur du jeu et du pari clandestins n'a aucunement diminué à Montréal malgré l'instauration d'un programme de taxe volontaire sur le plan municipal et malgré un certain nombre de coups de filet policiers spectaculaires et fructueux.

49 — La Commission constate que les affirmations policières à propos du réseau clandestin de jeu et pari dans la métropole canadienne sont

basés le plus souvent sur l'espionnage électronique ou sur le relevé des appels interurbains imputés à certains abonnés. La compilation des renseignements secrets (Intelligence) donnent cependant des résultats de plus en plus valables. Les informateurs fournissent également leur part de renseignements.

50 — La Commission constate que les sentences rendues à la suite d'infraction aux lois qui concernent le jeu et le pari n'ont pas de véritables forces de dissuasion. Par ailleurs, la Commission constate que les personnes arrêtées à la suite d'infractions aux lois sur le jeu et le pari ne sont généralement que des sous-ordres que les tribunaux québécois ne veulent pas punir de façon excessive et injuste.

51 — La Commission constate que le prêt usuraire se pratique au Québec sous diverses formes. La Commission estime nécessaire de distinguer les cas où les prêteurs se sont au moins donné la peine d'incorporer des compagnies prêteuses des cas où les prêteurs consentent des prêts de gré à gré.

52 — La Commission constate que le prêt usuraire sévit particulièrement chez ceux qui s'adonnent systématiquement au jeu et au pari. La Commission constate également une présence envahissante des prêteurs usuraires dans les ports du St-Laurent, auprès de groupes socialement dépourvus, comme les chauffeurs de taxi, et, malgré des améliorations, dans les palais de justice (prêteurs de cautionnement).

53 — La Commission constate, en se basant en partie sur l'étude du dossier Darabaner, que certaines compagnies prêteuses favorisent le prêt usuraire tout en demeurant presque toujours dans les limites de la loi. En effet, certaines compagnies prêteuses servent de couvertures à une organisation de prêts de gré à gré : dans ces cas, il suffit au représentant de la compagnie incorporée de refuser un prêt en alléguant le manque de garantie, tout en indiquant au candidat emprunteur où il pourra obtenir les fonds dont il a besoin.

54 — Sans avoir obtenu la preuve formelle, la Commission soupçonne qu'une partie des fonds utilisés par les prêteurs usuraires provient elle-même d'institutions financières légales.

55 — La Commission estime nécessaire de considérer le problème des stupéfiants sous deux angles principaux. Au niveau de la consommation, la Commission garde l'impression, même si des recherches plus approfondies seraient nécessaires, que le problème des stupéfiants est, sur le plan québécois, beaucoup plus un sujet de reportage qu'une réalité sociologique de première importance. La Commission est cependant consciente d'une augmentation sensible de la consommation des stupé-

fiant. Par ailleurs, la Commission considère que le Québec constitue, sans l'ombre d'un doute, une importante plaque tournante dans le commerce en gros des stupéfiants.

56 — La Commission constate que l'aéroport international de Montréal joue, dans ces échanges de grosses quantités de stupéfiants, un rôle important. Au cours de l'année 1967, on a noté une augmentation sensible dans le nombre d'intermédiaires appréhendés (couriers). On a effectué vingt et une arrestations de première importance accompagnées de saisies allant de quatre à dix kilos d'héroïne. Le cinq septembre 1968, un certain Paul Antonorsi, âgé de vingt-neuf ans, tombait dans le filet des policiers avec six kilos d'héroïne pure. On le connaît comme un important courrier de la Cosa Nostra de New York.

57 — Malgré cela, les autorités canadiennes ont le sentiment que la Cosa Nostra a quelque peu diminué ses participations directes au trafic des stupéfiants. Cependant, ce groupe italien continue à contrôler la production, la distribution et la vente de l'alcool de contrebande.

58 — Sur le plan de la consommation individuelle, la Commission constate que les attitudes traditionnelles face aux stupéfiants ne font qu'aggraver ce qui ressemble fort à un conflit de génération. En effet, selon différents relevés, la consommation québécoise des stupéfiants atteint son sommet au niveau de la neuvième année scolaire. On peut, certes, s'interroger encore sur l'opportunité de considérer la narcomanie comme un problème médical plutôt que comme un crime méritant punition, mais il ne saurait certainement pas être question de considérer la narcomanie des jeunes adolescents comme un problème principalement criminel.

59 — La Commission constate que les corps policiers, les institutions scolaires et les parents ne possèdent sur la question des stupéfiants que des informations fragmentaires et le plus souvent inexactes. La Commission en déduit qu'il faut obtenir la collaboration des ministères fédéral et provincial de la Santé pour que les recherches soient accélérées dans ce domaine et pour que le grand public dispose plus rapidement d'informations plus valables.

60 — La Commission constate que la prostitution n'a subi aucune régression au Québec. Par ailleurs, aucun service policier n'a établi à la satisfaction de la Commission l'existence d'une direction unique dans ce secteur du vice commercialisé. Il semble plutôt qu'il existe différents groupes d'inégale importance et diversement reliés au crime organisé.

61 — La Commission estime quand même que les méthodes traditionnelles ont tout au plus permis de contenir la prostitution dans des limites

à peu près stables. La Commission considère qu'une lutte à outrance ne fait pas disparaître la prostitution, mais invite simplement le crime organisé à s'en mêler.

62 — Dans chacun des domaines mentionnés, la Commission a constaté l'existence de liens permanents entre les différentes régions affectées par le crime organisé. Dans le jeu, par exemple, une série de poursuites viennent de frapper un réseau de preneurs aux livres qui était à l'oeuvre dans trois provinces canadiennes : Québec, Ontario et Alberta. Ce réseau lui-même faisait partie d'un ensemble plus considérable qui s'étendait à l'ensemble des États-Unis sous la direction de Gilbert Beckley, qui semble avoir pris la succession de Messieurs Cortney et Read au cours des récentes années.

63 — Autre exemple de relation constante, une rencontre tenue à New York au début de l'automne 1968 a permis aux représentants de la ville de New York et aux délégués de Toronto et de Montréal de constater que leurs trois villes étaient toutes frappées d'une épidémie de vols d'obligations et étaient pareillement aux prises avec des obligations contre-faites.

64 — La Commission a donc constaté avec plaisir que les escouades spéciales (strike forces) formées par le ministère de la Justice des États-Unis ont demandé et obtenu la présence d'un agent de liaison de la Gendarmerie royale du Canada dès qu'elles ont commencé leurs travaux à Détroit, à Buffalo et à Brooklyn. Il est évident, en effet, que le crime organisé ne connaît pas de frontières géographiques. Ces invitations prouvaient également à quel point les services américains étaient conscients qu'un certain nombre des individus impliqués dans les enquêtes jouaient également un rôle important dans les villes canadiennes de Windsor, Toronto et Montréal.

65 — La Commission constate que les travaux menés à Buffalo et à Brooklyn par les escouades spéciales du gouvernement américain ont déjà éclairé la situation montréalaise. En effet, les enquêtes menées dans ces deux villes américaines ont déjà prouvé que le crime organisé à Montréal était affecté et souvent dirigé à partir des deux villes américaines. Cette étrange situation s'explique du fait que Montréal est partagé entre la famille Magaddino de Buffalo et la famille Sciacca de New York. (Certains indices font croire en effet que Sciacca a succédé à Joseph Bonnano au poste de chef d'une famille.)

66 — La Commission constate que le crime organisé intervient de plus en plus dans les entreprises légales. Il y réinvestit les sommes obtenues de ces activités illégales et acquiert ainsi une façade de respectabilité

qui lui permet de poursuivre avec encore plus d'impunité ses activités moins admissibles.

67 — La Commission constate, à la suite des spécialistes américains et des policiers canadiens et québécois, que le crime organisé demeure fidèle à ses principes et à sa nature même lorsqu'il intervient dans le secteur légal des affaires. Il utilise pour sa mise en marché l'intimidation et la force, il lèse volontiers ses créanciers par la faillite frauduleuse, il exploite frauduleusement la partie patronale aussi bien que la partie syndicale. Il oblige sa clientèle à acheter à prix d'or des services et des produits de qualité inférieure. Par conséquent, on ne saurait considérer comme une amélioration ou comme une solution le fait que le crime organisé investisse aujourd'hui une large partie de ses revenus dans des commerces légaux.

68 — Rien n'indique que le volume des activités illégales ait diminué depuis que le crime organisé a entrepris d'investir sans cesse davantage dans des activités légales.

69 — Les autorités policières avec lesquelles la Commission est entrée en contact sont en mesure d'affirmer que le crime organisé comprend, à Montréal, environ deux cents associés principaux de diverses origines ethniques.

70 — Les mêmes corps policiers considèrent que le crime organisé dirige les activités criminelles suivantes ou y prend part : incendies criminels, vols de banque, faillites, chantages, vols et contrefaçons d'actions et d'obligations, jeux et paris, corruption, extorsions, fraudes, contrebande d'alcool, prêt usuraire, exploitation de syndicat, prostitution...

71 — Les corps policiers canadiens affirment également que les mêmes groupes criminels contrôlent et exploitent des entreprises légales dans les domaines suivants : industrie du fromage, construction, alimentation, spectacles, hôtels et restaurants, buanderies, clubs de nuit, propriétés foncières, actions et obligations, théâtres, distributrices automatiques et juke-boxes...

72 — Les corps policiers canadiens possèdent également la liste de la plupart des individus mêlés à ces activités légales et illégales. Ils sont également en mesure d'établir les relations entre ces criminels canadiens, d'une part, et, d'autre part, la famille Bonanno (devenue la famille Sciacca) à New York et la famille Magaddino établie à Buffalo. Dans le cas de la famille Magaddino, le lien passe par Giacomo Luppino de Hamilton et par la famille Violi (Paul, Francesco, Giuseppe et Rocco) de Toronto.

**73** — La Commission constate également que de multiples liens existent entre le crime organisé et d'autres secteurs de la criminalité. Par exemple, le prêt usuraire est fréquemment utilisé pour permettre au crime organisé de tirer profit des activités illégales des criminels isolés.

**74** — Selon la Commission, les principaux obstacles à surmonter si l'on veut rendre efficace la lutte au crime organisé sont les suivants :

a) le fossé entre les prescriptions de la loi et le comportement social, puisqu'il en résulte nécessairement une connivence entre le public et ceux qui offrent des services et des produits illégaux ;

b) l'apathie et l'ignorance du public, car la population demeurera amorphe tant qu'elle ne pourra pas établir des liens entre le preneur aux livres et le trafiquant de narcotiques, entre la prostitution organisée et la corruption des policiers et des hommes politiques ;

c) le morcellement des forces policières, car il interdit toute action concertée contre le crime organisé.

d) les profondes inégalités sociales qui aggravent certaines tentations et difficultés et qui entretiennent un grand nombre de citoyens dans un mécontentement compréhensible.

**75** — La Commission estime qu'il est dangereux de conserver dans le code criminel et dans les législations provinciales et municipales des interdictions qui ne reçoivent plus l'endossement de la société. La Commission considère que le crime organisé doit une large part de sa prospérité au fait qu'il vend des services et des produits interdits par la loi, mais voulus par le public.

**76** — La Commission considère qu'il est irréaliste et même dangereux de restreindre autant qu'on le fait aujourd'hui la diffusion des renseignements qui concernent le crime organisé. L'apathie du public s'explique en bonne partie par le manque d'information.

**77** — La Commission constate d'ailleurs qu'un grand nombre de policiers ne possèdent pas des informations suffisantes sur le crime organisé. En effet, il est fréquent que les seuls policiers vraiment au fait de la situation soient ceux qui travaillent dans les Services de renseignements secrets (Intelligence Units). La Commission constate, par exemple, qu'une recrue reçoit plus d'heures de cours sur le meurtre ou l'homicide involontaire coupable que sur le crime organisé. Dans un cas, il n'aura probablement jamais l'occasion d'utiliser les notions qu'on lui a enseignées. Dans l'autre, il sera pris au dépourvu dès la première semaine de travail dans la rue.

**78** — À la suite des spécialistes américains, la Commission constate que l'information diffusée par les techniques modernes de diffusion souffre



de deux maux principaux : le morcellement et un goût excessif pour le spectaculaire.

79 — Parce que l'information diffusée à propos du crime organisé est le plus souvent morcelée et fragmentaire, les enseignants et le public en général ne parviennent jamais à comprendre à quel point le crime organisé s'intéresse à tous les aspects de notre vie économique et industrielle. Surtout, le morcellement empêche de comprendre que le crime organisé est avant tout une conspiration permanente qui n'admet ni frontière ni spécialisation définitive.

80 — Parce qu'elle recherche trop la révélation sensationnelle, l'information qui concerne le crime organisé ne permet pas au public et au personnel enseignant de détecter le crime organisé et de le voir à l'oeuvre dans la vie concrète. En effet, on parle volontiers des dirigeants du crime organisé comme de bandits armés vivant dans le tumulte des années 30. Ceci empêche de prendre conscience que les dirigeants modernes du crime organisé mènent parallèlement une vie criminelle lucrative et une vie sociale irréprochable. Entendons par là que le crime organisé invite ses dirigeants à donner généreusement aux bonnes oeuvres et à faire oublier par leurs dons les parties moins avouables de leur existence.

81 — La Commission constate avec plaisir que certains dirigeants policiers et certains média tentent depuis quelque temps de diffuser une meilleure information sur le crime organisé. En 1961, une importante personnalité de la Gendarmerie royale avait suscité une vaste polémique en affirmant l'existence du crime organisé au Canada. En 1963, le magazine Maclean avait publié une série d'articles sur le crime organisé au Canada et avait insisté particulièrement sur Montréal et Toronto. Il devait en résulter une poursuite en libelle. Il fallut attendre jusqu'en septembre 1967 avant que les chefs de police de l'Ontario reconnaissent explicitement l'existence du crime organisé dans cette province. La Commission se réjouit donc des prises de position très claires adoptées devant la population par les dirigeants policiers de Montréal (conférence du directeur Jean-Paul Gilbert sur le crime organisé devant le Montreal Board of Trade ; conférence du directeur Leslie Hobbs, de la police des Ports nationaux...).

82 — Même si elle est en faveur d'une plus large diffusion de l'information en matière de crime organisé la Commission considère qu'elle n'a pas le droit, à l'intérieur de son mandat, de diffuser elle-même toutes les informations qu'elle possède. En effet, une Commission comme la nôtre formule des recommandations à l'adresse du lieutenant-gouverneur

en conseil et de son gouvernement, mais il ne lui appartient pas d'y donner suite directement.

83 – Ceci explique pourquoi la Commission, tout en reconnaissant la nécessité et l'urgence d'accélérer et d'amplifier la diffusion des informations, se montre elle-même circonspecte. Ceci explique également pourquoi des renseignements apparaissent dans nos constatations sans que le rapport général en ait fourni la base, les détails et la preuve. La Commission est consciente qu'elle prend ainsi une attitude passablement paradoxale, mais elle doit à la fois recommander l'indispensable diffusion des informations et éviter d'anticiper sur la décision du législateur et du pouvoir exécutif.

84 – Dans le domaine de la cueillette des informations, la Commission constate que le gouvernement américain, pourtant conscient du travail énorme accompli par le FBI, a formé quand même son propre service d'analyse du crime organisé (organized crime and racketeering section). A l'heure actuelle, ce service parvient à coordonner les efforts d'un grand nombre d'agences indépendantes et réussit même à prélever ses propres informations.

85 – La Commission constate également que l'état de New York a poussé encore plus loin l'initiative du gouvernement fédéral. En effet, l'état de New York a organisé sous le nom de NYSIIS (New York State Identification and Intelligence System) un service de regroupement des informations auxquels participent treize organismes différents. La Commission a été particulièrement frappée par le fait que le contrôle direct de NYSIIS n'appartient pas aux forces policières elles-mêmes.

86 – Dans le domaine plus complexe encore de la répression du crime organisé et de la poursuite des criminels devant les tribunaux, la Commission constate que l'administration américaine de la justice est en voie d'obtenir un regroupement général des efforts. En effet, les escouades spéciales formées par le gouvernement américain ont dû, au cours des huit premiers projets, travailler sans la collaboration directe du FBI. Celui-ci, conscient de ses possibilités propres et réticent à l'idée de communiquer quelque information que ce soit, tenait à demeurer à l'écart. Pourtant, la Commission constate que le FBI a accepté de s'intégrer à l'effort commun pour le neuvième projet.

87 – La Commission constate également que certaines grandes revues américaines diffusent depuis quelques années d'innombrables renseignements sur le crime organisé dont au moins une partie vient nécessairement des corps policiers eux-mêmes. La Commission constate que cette campagne d'information a évidemment contribué à gonfler le budget gouvernemental de la lutte au crime organisé.

88 — Face à une telle évolution, la Commission est plus certaine que jamais de la nécessité de regrouper les informations, d'améliorer la communication entre les différents corps policiers et de mieux renseigner l'opinion publique. Cependant, cette certitude ne permet pas à la Commission d'appliquer elle-même une nouvelle politique d'information à propos du crime organisé. La situation serait différente si le gouvernement du Québec créait une Commission permanente de recherche et d'analyse dans le domaine du crime organisé.

89 — La Commission se réjouit donc de ce que les rencontres qu'elle a provoquées entre les représentants du ministère québécois de la Justice et les représentants des différents corps policiers ont conduit à la création d'un bureau de recherche sur le crime organisé au Québec. La Commission ne considère cependant pas qu'il soit sage de laisser aux corps policiers le contrôle absolu des informations et de la politique de ce bureau. La Commission considère même, à la lumière de l'expérience américaine, qu'il est à la fois possible et souhaitable de donner à ce bureau des perspectives plus larges et même d'intégrer le bureau tout entier dans un ensemble plus aéré.

90 — À la suite des rencontres organisées par ses soins, la Commission considère que la Gendarmerie royale du Canada est le corps policier qui manifeste le plus de réticence à assouplir la présente politique d'information sur le crime organisé. La Gendarmerie royale du Canada manifeste également beaucoup de répugnance à collaborer avec des groupes qui comprennent des personnes autres que des policiers. Dans l'ensemble, la Gendarmerie royale du Canada tient à ce que toutes les recherches et les analyses sur le crime organisé soient centralisées sous sa direction ou, à tout le moins, inspirées par elle de façon aussi discrète que réelle.

91 — Même si elle considère que le Québec ne doit pas placer son bureau de recherche sur le crime organisé sous le contrôle des seules forces policières ni dans l'orbite de la Gendarmerie royale du Canada, la Commission souhaite ardemment la collaboration la plus intense et une coordination de tous les instants entre les corps policiers qui travaillent à la lutte au crime organisé. En effet, la Commission constate que le morcellement des forces policières rend inégale la lutte entre la société et le crime organisé. Très souvent, la lutte au crime organisé prend l'allure d'un combat entre la « puissante organisation » et le « petit corps policier local ».

92 — La Commission constate qu'une large partie des objections formulées par les corps policiers face à la possibilité de mieux informer le public ou même de tenir des audiences publiques découle d'un souci

légitime de protéger les informateurs. La Commission considère cependant, après avoir interrogé elle-même un certain nombre d'informateurs et surtout pour avoir interrogé des policiers d'expérience, qu'il est souvent possible (mais pas toujours) d'utiliser les renseignements fournis par un informateur sans lui faire courir de risques.

93 — La Commission constate que certaines disciplines scientifiques sont demeurées traditionnellement à l'écart du travail policier. Sociologie, économique, industrie, analyse des structures, organisation et méthodes, toutes ces spécialités peuvent cependant contribuer à présenter le crime organisé comme un problème social impliquant l'ensemble de la nation. La Commission considère donc que l'étude du crime organisé gagnerait à mettre à contribution des nouvelles disciplines scientifiques.

94 — La Commission constate que les profondes inégalités sociales préparent le terrain au crime organisé en rendant impersonnelles les relations entre les hommes et en privant un grand nombre de citoyens de tout sentiment légitime de fierté et de dignité.

95 — La Commission considère que l'apathie du public s'explique en bonne partie par l'impuissance des corps policiers à protéger les informateurs et les plaignants, par l'impuissance des professions légales à défendre les indigents et les exploités, par l'incapacité de notre société à offrir des chances égales à tous les citoyens.

## RECOMMANDATIONS

1 — Que le gouvernement du Québec invite son comité parlementaire de la Justice à former un sous-comité permanent sur le crime organisé et lui confie plus particulièrement l'étude du crime organisé en relation avec la législation.

2 — Que le ministère de la Justice du Québec accorde au crime organisé l'intérêt qu'il mérite et institue une équipe spéciale d'investigation formée de procureurs permanents de la Couronne et des spécialistes requis en nombre suffisant.

3 — Que le ministère de la Justice du Québec crée une Commission permanente d'enquête sur le crime organisé et lui accorde tous les pouvoirs normalement dévolus à une commission royale d'enquête (cf. appendice 13 sur la Commission d'enquête de l'état de New York).

4 — Outre les pouvoirs normalement dévolus à une commission royale d'enquête, que la Commission permanente d'enquête sur le crime orga-

nisé possède le pouvoir de rendre public tous et chacun de ses rapports soixante jours après les avoir remis au gouvernement du Québec.

5 — Que la Commission permanente d'enquête crée un secrétariat permanent qui, pour éviter les duplications et les difficultés de communication, servira également de secrétariat au sous-comité parlementaire du crime organisé et à l'équipe spéciale formée par le ministère de la Justice.

6 — Que les membres de la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé soient nommés pour une période d'au moins cinq ans avec l'agrément d'au moins les deux tiers des voix de l'Assemblée nationale.

7 — Que les membres de la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé ne puissent être remplacés avant l'expiration de leur mandat sans l'accord des deux tiers des voix de l'Assemblée nationale et qu'aucun de leurs pouvoirs ne puisse être modifié sans un vote semblable.

8 — Que le bureau québécois de recherche sur le crime organisé, qui comprend déjà des représentants de la Gendarmerie royale du Canada, de la Sûreté du Québec et de la Sûreté municipale de Montréal, relève directement de la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé quant à sa politique générale.

9 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé établisse dans les plus brefs délais un système d'évaluation des informations concernant le crime organisé, de manière à distinguer nettement les informations qui doivent demeurer à l'intérieur d'un seul service policier, celles qui peuvent être transmises aux corps policiers d'une certaine catégorie, celles qui peuvent être transmis sans inconvénient à l'ensemble de l'administration de la Justice, celles qui peuvent servir, à certaines conditions, à des audiences publiques, etc.

10 — Que la centralisation des informations sur le crime organisé s'effectue au niveau de la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé et que celle-ci fasse connaître sa politique en ce qui concerne la cueillette et la diffusion des renseignements.

11 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé aide l'entreprise privée à créer sa propre Commission permanente et autonome pour poursuivre des travaux de recherche, d'analyse et d'enquête sur certains aspects particuliers du crime organisé.

12 — Que l'entreprise privée, avec l'aide initiale de la Commission gouvernementale d'enquête sur le crime organisé, regroupe auprès de sa

commission permanente et autonome les différents comités de travail qui effectuent aujourd'hui des recherches sur des formes particulières de criminalité : Association des banquiers canadiens, Canadian Automobile Theft Bureau, Association canadienne des marchands de bois, FUIB...

13 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé aussi bien que la commission formée par l'entreprise privée comprenne, au niveau des commissaires aussi bien qu'au niveau du personnel permanent, des spécialistes des sciences criminologiques, policières, sociologiques, économiques et humaines.

14 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé étudie sérieusement la possibilité de présenter des audiences publiques et des rapports publics sur le crime organisé.

15 — En préparant le programme de ses audiences publiques, que la Commission permanente sur le crime organisé étudie avec un soin particulier la possibilité d'interroger publiquement les quatre personnes suivantes (dont nous révélons les noms au lieutenant gouverneur en conseil).

16 — Que l'Office d'information et de publicité du Québec collabore avec la Commission permanente d'enquête pour fournir à la population le plus de renseignements possibles sur le crime organisé.

17 — Que chacun des organes importants d'information et de diffusion, particulièrement dans le secteur métropolitain de Montréal plus touché par le crime organisé, charge un journaliste d'expérience de s'occuper à plein temps d'approfondir et de diffuser l'information sur le crime organisé.

18 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé maintienne et développe le bureau de recherche québécois sur le crime organisé que le gouvernement du Québec vient de créer et qu'elle le considère comme un carrefour où les corps policiers du Québec traitent d'égal à égal avec les autres corps policiers canadiens spécialisés dans la lutte au crime organisé.

19 — Que la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé attache la plus grande importance aux observations que pourra formuler le bureau de recherche québécois quant aux enquêtes en cours, de façon à ce que la diffusion des informations ne nuise pas au travail des corps policiers.

20 — Que la Sûreté du Québec maintienne et développe rapidement son service de renseignements secrets (Intelligence Unit) et distingue soi-

gneusement entre l'escouade chargée de préparer de façon immédiate les mises en accusation et l'escouade chargée de recueillir les informations de rentabilité plus lointaine.

21 — Que la Sûreté du Québec facilite l'établissement de liaisons directes et constantes entre l'escouade chargée de recueillir les informations et la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé.

22 — Que l'Institut de police du Québec dispense aux nouveaux policiers de la Sûreté du Québec de même qu'au plus grand nombre possible de nouveaux policiers municipaux des cours sur le crime organisé.

23 — Que le gouvernement du Québec considère le regroupement des corps policiers comme une mesure d'importance capitale dans la lutte au crime organisé.

24 — Dans cet esprit, que le gouvernement du Québec étudie la possibilité d'offrir une aide financière aux municipalités qui acceptent de regrouper les services policiers sur une base régionale.

25 — Que le gouvernement du Québec prenne l'initiative de promouvoir une législation criminelle et pénale qui n'interdise plus des comportements que le public accepte.

26 — Dans cet esprit, que le gouvernement du Québec fasse pression sur le gouvernement du Canada pour que le jeu et le pari soient désormais considérés comme des activités légales en tant que contrôlées par les provinces.

27 — Que le gouvernement du Québec nationalise le jeu et le pari dans toutes leurs manifestations dès l'instant où le code criminel canadien aura supprimé les interdictions qui frappent présentement ce secteur.

28 — Que le gouvernement du Québec reprenne à son compte même les loteries mises sur pied par des organismes publics, quitte à compenser financièrement les corporations municipales et scolaires qui en auraient pris l'initiative, de manière à instaurer à la grandeur du Québec une politique unique et un contrôle satisfaisant dans le domaine du jeu sans pourtant léser les initiatives déjà lancées.

29 — Que le gouvernement du Québec organise lui-même le jeu et le pari sur son territoire, qu'il en fasse ouvertement la publicité et en prélève directement les bénéfices.

30 — Que le gouvernement du Québec, tout en organisant le jeu et le pari à son propre bénéfice, continue à combattre énergiquement le jeu et le pari clandestins.

31 — Que le gouvernement du Québec considère les loteries provinciales et municipales comme d'insatisfaisantes socialisations du jeu et du pari.

32 — Que le gouvernement du Québec intensifie les recherches et les sondages qui permettront d'évaluer de façon plus précise le degré d'endettement et les habitudes de crédit et d'emprunt des citoyens québécois.

33 — Que le gouvernement du Québec fasse pression pour que les sanctions qui frappent les corporations et les individus coupables de prêts usuraires possèdent une grande force de dissuasion : révocation de la charte, amende substantielle...

34 — De manière à faire disparaître le prêt usuraire de son territoire, que le gouvernement du Québec entreprenne des négociations avec les institutions bancaires et surtout avec les caisses populaires reliées au mouvement Desjardins dans le but d'offrir d'exceptionnelles possibilités d'emprunt aux familles économiquement faibles.

35 — Que le gouvernement du Québec étudie avec les institutions bancaires et surtout avec les caisses populaires du Québec la possibilité de réduire ou d'annuler le taux d'intérêt pour les emprunts accordés aux citoyens et aux familles économiquement faibles.

36 — Que le gouvernement du Québec exerce un contrôle sur les emprunts que peuvent obtenir les familles et les individus économiquement faibles dans les cas où le gouvernement devrait payer lui-même une partie ou la totalité du taux d'intérêt. (Une telle formule a déjà été essayée avec succès par le service de l'Habitation familiale du Québec qui remboursait aux propriétaires à bas revenu une partie du taux d'intérêt de l'hypothèque).

37 — Que le gouvernement du Québec favorise l'implantation de succursales bancaires et de caisses populaires dans certains secteurs particuliers frappés par le prêt usuraire : ports de mer, grandes usines, postes de taxi...

38 — Que le gouvernement du Québec considère la présence du prêt usuraire à l'intérieur des Palais de Justice comme un motif supplémentaire de faire disparaître le cautionnement en argent.

39 — Que le gouvernement du Québec discute avec les institutions bancaires et le mouvement Desjardins de la possibilité d'établir différents niveaux d'intérêt sur les prêts selon différentes catégories de risque, de façon à ce que différentes catégories d'emprunteurs puissent quand même obtenir leur prêt des mêmes institutions financières comme les différentes catégories de conducteurs d'automobile obtiennent tous



leur assurance-automobile dans les mêmes institutions d'assurance, même si les taux fluctuent de l'un à l'autre.

40 — Même si le crime organisé ne tire pas toujours de la prostitution des revenus considérables et réguliers, que le gouvernement du Québec entreprenne des pourparlers avec le gouvernement du Canada pour que disparaissent les sanctions pénales dans ce secteur, sauf dans le cas des souteneurs et entremetteurs.

41 — Que le gouvernement du Québec considère comme toujours nécessaires les sanctions qui frappent la prostitution lorsqu'elle s'accompagne de sollicitation sur la voie publique.

42 — Que le ministère québécois de la Justice entreprenne des pourparlers avec le ministère fédéral de la Justice pour que disparaissent les sanctions qui frappent les narcomanes et les victimes des diverses toxicomanies.

43 — Que le gouvernement du Québec et son ministère de la Justice considèrent cependant comme toujours nécessaires les sanctions qui frappent les individus faisant commerce des stupéfiants.

44 — Que le recours à l'espionnage électronique et à la table d'écoute soient permis à l'endroit des personnes qui occupent un rang élevé dans la hiérarchie du crime organisé.

45 — Que les officiers supérieurs, dits de liaison et identifiés comme tels par ces corps policiers, obtiennent une ordonnance judiciaire chaque fois qu'ils estiment nécessaire de recourir à l'espionnage électronique ou à la table d'écoute.

46 — Que les autorisations de pratiquer l'espionnage électronique ou d'utiliser les tables d'écoute ne soit accordées que par les juges en chefs et leurs adjoints ou par tout autre juge désigné par eux et pour des périodes de durée limitée.

47 — Que le pouvoir judiciaire impose aux corps policiers ou s'impose à lui-même l'obligation d'aviser après coup toute personne qui aurait fait l'objet d'une surveillance électronique ou dont les conversations téléphoniques auraient été captées par les tables d'écoute.

48 — Que le ministère de la Justice du Québec accorde à la recherche permanente les fonds qui lui sont nécessaires pour connaître le crime organisé et qu'il veille de très près à éviter les duplications et le gaspillage.

49 — Dans cet esprit, que le ministère effectue la coordination nécessaire en confiant à la Commission permanente d'enquête sur le crime organisé

le soin de relier les travaux de recherche qu'ils auront autorisés conjointement.

50 — Que ce programme de recherche détermine au plus tôt et avec précision le degré d'endettement et les habitudes d'épargne et de crédit de la population québécoise.

51 — Que les travaux de recherche se poursuivent en vue de déterminer de façon plus réaliste et nuancée la consommation québécoise de stupéfiants.

52 — Que la recherche technologique mette bientôt à la disposition des corps policiers du Québec des réseaux de communication totalement à l'abri des interventions des criminels.

53 — Que les spécialistes du droit substantif tentent de définir l'association criminelle de telle manière qu'elle constitue un facteur aggravant dans les mises en accusation des criminels reliés au crime organisé, mais qu'elle ne paralyse aucunement les échanges de toute nature entre les citoyens honnêtes.

54 — Que la sociologie moderne, y compris ses éléments les plus techniques, contribue davantage à définir le crime organisé, à faire connaître sa structure interne, à révéler ses méthodes administratives, sa répartition des responsabilités et son aptitude à une efficacité supérieure.

55 — Que l'étude du crime organisé comprenne le recours aux calculatrices électroniques qui pourront, en s'appuyant sur l'analyse et l'inventaire du passé, prévoir le comportement du crime organisé, sa mobilité, sa capacité d'absorption, ses réactions, ses possibilités d'adaptation.

56 — Que la sociologie fournisse au plus tôt les grandes lignes d'une action préventive qui puisse frapper le crime organisé à sa racine.

57 — Que le travail de prévention dans la lutte au crime organisé comprenne un travail d'information au niveau du citoyen moyen.

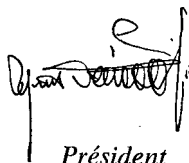
58 — Que le travail de prévention dans la lutte au crime organisé comprenne également la formation de comités locaux où prennent place aussi bien les représentants policiers que les spécialistes de diverses disciplines et des citoyens bien renseignés sur leur milieu.

59 — Que l'action préventive contre le crime organisé comprenne l'établissement d'un régime complet de sécurité judiciaire, de manière à tirer le citoyen isolé et exploité de son état d'infériorité face au prêteur usuraire et aux pressions illégales que le crime organisé peut exercer.

60 — Que les artisans d'une action préventive contre le crime organisé considèrent comme leur objectif le plus important et la formule la plus efficace l'édification d'une société nouvelle débarrassée le plus possible des inégalités sociales. Dans cet esprit, que l'action préventive comprenne d'importantes réformes législatives : loi contre l'usure et l'exploitation des taudis ; loi permettant le recours gratuit au procureur permanent du citoyen ; loi autorisant l'État à organiser et à exploiter le jeu et le pari au profit des classes défavorisées ; loi autorisant les institutions bancaires et para-bancaires à pratiquer différents niveaux de crédit ; loi permettant à l'État de défrayer une partie de l'intérêt sur les emprunts justifiés des individus et des familles économiquement faibles ...

61 — Que l'action préventive contre le crime organisé comprenne également une mise à contribution des différents secteurs et niveaux administratifs. Dans cet esprit, que les autorités provinciales et municipales encouragent l'urbanisme dans son effort pour bâtir des voisinages plus humains et plus ouverts.

Québec, 27 août 1969.



Président



Commissaire



Commissaire



Secrétaire

## **APPENDICE I**

Procès-verbaux des rencontres de la Commission d'enquête  
sur l'administration de la Justice  
en matière criminelle et pénale,  
tenue à Boston, Chicago, Washington, Saint-Cloud,  
New York et Albany (paragraphe 5).



PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice et matière criminelle et pénale tenue à Boston le 12 décembre 1967 à 10 h en compagnie de M. Charles Rogovin.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Paul Martineau,  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Rogovin explique brièvement ses fonctions. Il a été procureur de l'État et enquêteur à Philadelphie. Il a dirigé le Service d'enquête au Bureau des procureurs de l'État. Il a également dirigé le travail sur le crime organisé commandité par la Commission Katzenbach.

Selon lui, le crime organisé qu'on rencontre au Massachusetts ressemble à celui du Québec. D'après son expérience à la Commission Katzenbach, il recommande fortement qu'une commission permanente consacrée au crime soit instituée dans chaque état et également dans une province comme celle du Québec.

Cette commission jouerait un rôle de conseillère. Sa fonction ne serait pas nécessairement de faire enquête sur des cas spécifiques, mais elle se consacrerait surtout à faire avancer l'administration de la justice par des travaux de recherches et d'études. Un comité autonome formé de conseillers pourrait sélectionner les membres de cette Commission. Il nous cite en exemple la Commission du crime du Massachusetts qui, d'après lui, a été créée de la bonne manière.

Il estime qu'il est préférable d'inclure dans la Commission des membres de la fonction publique et des représentants des différents services impliqués, car, dans cette perspective, les amendements proposés par la Commission peuvent être approuvés plus aisément. De la même manière, cette Commission doit comprendre aussi bien des personnes reliées au gouvernement que des individus sans aucune attache gouvernementale.

Groupe d'étude plus encore que Commission d'enquête publique, cet organisme devrait recevoir des mémoires de n'importe qui, y compris le ministère de la Justice lui-même.

Il est extrêmement difficile pour un corps policier local d'obtenir de bons résultats. Par ailleurs, les membres des corps policiers locaux redoutent la police d'État. Ainsi, l'organisation policière souffre de limitation géographique, problème qui n'existe pas à l'intérieur du crime organisé.

Son expérience lui enseigne que les corps de police sont toujours réticents à accepter de nouvelles idées et éprouvent maintes difficultés à prêter l'oreille à des gens qui ne font pas partie de la police.

Dans l'état du Massachusetts, il y a environ 10,000 policiers et la police de l'état possède le pouvoir d'intervenir dans les territoires de la police locale et ce, sans permission.

Il définit le New England State Police Compact comme un organisme extrêmement utile. Il groupe les différents corps de police des états de la Nouvelle-Angleterre. La mise sur pied d'une telle organisation a permis de développer un fichier central sur le crime organisé et d'accroître la mobilité du personnel policier en uniforme à travers les divers états de la Nouvelle-Angleterre. Cette mobilité a été d'une grande utilité lors des émeutes.

Dans la lutte au crime organisé, l'un des points les plus névralgiques, c'est l'hésitation que ressentent un certain nombre de corps policiers à transmettre leurs informations à d'autres corps de police, particulièrement à la police d'État. Là encore, on trouve un fossé entre les policiers locaux et les policiers d'État.

Dans un avenir très rapproché, 700 chefs de police vont se rencontrer dans l'état du Connecticut afin d'essayer d'établir un organisme plus efficace encore pour combattre le crime organisé. Ce sera la première fois que la police de l'État participe avec les corps policiers locaux à une bataille commune contre le crime organisé.

Au Massachusetts, le chef de police de l'État est désigné par le gouverneur lui-même.

Au palier local, les policiers reçoivent un certain entraînement, mais tout cela s'effectue sur une base volontaire et sans uniformité. Au niveau de la police de l'État, l'entraînement est obligatoire et uniforme.

Selon lui, le principal objectif au crime organisé est de corrompre certaines personnes qui occupent des postes d'envergure dans le domaine politique. Ceci permet d'établir des contacts extrêmement rentables. Cette technique aurait été employée dans le cas de New York, de Boston et d'autres villes américaines.

M. Rogovin déplore que les citoyens, qui ont pourtant droit à un gouvernement honnête, prennent fréquemment vis-à-vis du crime organisé une attitude absolument désintéressée. D'une part, ils connaissent mal les activités du crime organisé. D'autre part, il est exact que le crime organisé existe avant tout pour satisfaire les besoins et désirs des citoyens, surtout dans le domaine du jeu, des prêts usuraires et de la prostitution.

Au Massachusetts, le jeu est une des principales activités du crime organisé. Les corps policiers savent déjà que les revenus sont réinvestis dans des commerces légaux et servent à faire élire gouverneur, maire et autres personnalités à différents postes de l'administration publique. Selon

M. Rogovin, il faudrait d'abord mettre sur pied un programme d'information sur le crime organisé. Il faudrait encourager la recherche et les études. Enfin il faudrait étudier la possibilité de créer des organismes qui prêteraient à ceux qui aujourd'hui sont obligés de s'adresser aux usuriers.

Dans un certain nombre de cas, M. Rogovin estime que les policiers n'ont pas un entraînement suffisant. La loi existe, mais les policiers n'ont pas toujours la formation pour l'appliquer et ils n'ont pas toujours, non plus, les outils nécessaires.

M. Rogovin attire l'attention sur une Commission formée par l'entreprise privée et qui porte le nom de New England ou Crime Citizens Commission. Cette Commission n'a aucun parti pris politique et elle est d'une grande utilité pour présenter l'information aux citoyens.

Dans le domaine des procureurs de l'État, il nous cite en exemple le bureau de M. Hogan, à New York, comme le bureau le mieux organisé au pays .

Parmi les nouveaux moyens qui devraient être employés par la police, M. Rogovin cite les tables d'écoute. Il suggère également d'accorder l'immunité aux personnes qui consentiraient à donner des renseignements sur le crime organisé et à témoigner en Cour à ce propos. Il ne devrait pas y avoir d'usage privé des tables d'écoute. Cependant, pour combattre le crime organisé, la police devrait absolument pouvoir recourir à la table d'écoute aussi bien qu'à l'immunité. L'usage des tables d'écoute devrait être permis aux conditions suivantes :

a) un affidavit résume les causes et explique pourquoi la police estime nécessaire de se servir de tables d'écoute ;

b) la Cour étudie la question et rend un jugement sur l'utilité d'une table d'écoute dans tel cas spécifique ;

c) celui dont le téléphone a fait l'objet d'une écoute électronique en est avisé après la surveillance de la police.

Si le gouvernement prenait en main le jeu, M. Rogovin estime qu'il ne parviendrait pas à la même efficacité que le crime organisé. En effet, celui-ci offre aux citoyens des avantages que le gouvernement ne pourrait pas rendre, comme celui du crédit ou la visite à domicile pour recueillir le montant des paris.

Comme le crime organisé s'est fixé comme objectif de satisfaire au besoin des citoyens, le crime organisé attache la plus grande importance aux loisirs. De là, son intérêt pour les commerces du genre motel, hôtel, magasin de boissons alcooliques.

Au Massachusetts, le ministère du Revenu ne prend jamais de poursuite contre les membres du crime organisé. Par ailleurs, si des enquêtes sérieuses étaient effectuées, jamais les personnes reliées directement ou indirectement



au crime organisé n'obtiendraient l'autorisation de faire commerce de boissons alcooliques. À son avis, la police commence à surveiller ce secteur de plus près.

Selon M. Rogovin, il serait utile de former un Comité Canada-États-Unis pour combattre le crime organisé avec plus d'efficacité et une meilleure coordination. Malheureusement, même à l'intérieur des États-Unis, le FBI hésite encore à transmettre ces informations aux chefs de police locaux de peur de voir s'ébruiter certains renseignements.

Il cite Nashville, Davidson County, Tennessee, comme un exemple probant de consolidation des forces policières. Jusqu'à maintenant, l'expérience tentée en regroupant une soixantaine de corps policiers a été réussie.

Sans l'ombre d'un doute, le crime organisé possède ses avocats et ses comptables qui l'aident à tirer le meilleur parti de la situation. Pour faire face à une telle entreprise, il est nécessaire d'en arriver à la consolidation des forces policières. La coopération ne saurait suffire.

Selon M. Rogovin, les procureurs de la Couronne devraient aider la police au niveau même de l'enquête. Ainsi, la police perdrait moins de temps à suivre des pistes qui n'offrent aucune possibilité de preuve légale. D'autre part, il estime que les procureurs de l'État devraient être tous permanents.

Dans le domaine judiciaire, M. Rogovin estime que les juges dépendent toujours des hommes qui les ont nommés ou de la population qui les a élus. Cependant, il note que les juges du Massachusetts tiennent des réunions régulières pour discuter de différents problèmes, comme celui des sentences, celui de la délinquance juvénile...

Les juges devraient toujours, selon notre interlocuteur, posséder de plus amples informations avant de prononcer sentence. Il estime qu'un rapport pré-sententiel est absolument indispensable. Dans le système fédéral, ce rapport pré-sententiel fait déjà partie de la procédure normale. Selon M. Rogovin, le dossier juvénile devrait également être accessible au juge au moment de rendre sentence.

Au Massachusetts, M. Rogovin estime que les sentences varient d'un juge à l'autre.

Faisant le bilan de la Massachusetts Crime Commission, dirigé par M. Gardner, M. Rogovin en vante le travail, mais souligne que le gouvernement n'a encore accepté aucune de ses recommandations.

Selon lui, environ 25 états sur 50 ont déjà établi une commission permanente semblable à celle qui existe au Massachusetts et elles commencent à donner des résultats appréciables.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Boston le 14 décembre 1967 à 14h30 avec M. Alfred Gardner, président de la Massachusetts Crime Commission.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,  
Paul Martineau,  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Gardner explique que la Commission d'enquête sur le crime du Massachusetts a été formée pour étudier les infiltrations du crime organisé de la corruption à l'intérieur des gouvernements au niveau local et au niveau de l'État.

Après plusieurs années de travail, la Massachusetts Crime Commission a publié une demi-douzaine de rapports, mais aucune des recommandations qu'ils contiennent n'a encore été appliquée par la législature.

Toutes les enquêtes de la Commission se sont effectuées à huit clos. La politique du service était d'engager quelques jeunes avocats ainsi que des enquêteurs chargés de préparer la preuve. Dans la plupart des cas, la Commission confinait ses travaux à des équipes composées d'un avocat et de deux enquêteurs.

Dans un certain nombre de cas, la Commission a également transmis des rapports à la police de l'État. La Commission comprenait huit membres et M. Gardner lui-même, à titre de président, a siégé pendant plus de deux ans et demi sans interruption. M. Gardner souligne que c'est son personnel qui a effectué le travail dans son entier et que les avocats ont travaillé sous son contrôle direct. Il considère cependant que les journalistes ont été une de ses principales sources de formation.

Lorsque la preuve semblait suffisante, les avocats présentaient les dossiers devant la Commission. Par la suite, les résultats et les commentaires étaient transmis au Procureur général. De façon à éviter les duplications autant que les solutions de continuité, la Commission a veillé à ce que certains de ses avocats agissent comme adjoints du Procureur général au moment où il s'agissait de présenter devant des tribunaux les dossiers sur lesquels la Commission avait travaillé.

La Commission a effectué d'abord un survol de la situation générale. Par la suite, elle s'est attaquée résolument à la cueillette des faits. Le

principal souci de la Commission était de mettre les systèmes en lumière. Dans cet esprit, dès que la preuve était concluante dans deux ou trois cas, la Commission ne se préoccupait pas des autres cas similaires.

Selon M. Gardner, le Barreau comprend un grand nombre d'avocats corrompus. Malheureusement, notre interlocuteur souligne que le gouvernement ne consent pas à des efforts continus pour mettre fin au crime organisé et à la corruption dans le Massachusetts. Le crime organisé est présent dans les prêts usuraires, il contrôle les distributrices automatiques. Il consacre l'essentiel de ses énergies et de ses ressources à offrir des services illégaux aux citoyens. Par ailleurs, le crime organisé s'infiltré de façon croissante à l'intérieur des commerces légitimes.

Selon M. Gardner, les rapports de la Commission ont déclenché des réactions diverses : le public a été estomaqué par le rapport, mais la législation ne l'a pas été. Pourtant, selon M. Gardner, une lutte efficace au crime organisé exige la collaboration de tous : police, citoyens, gouvernement.

Interrogé sur les avantages et les inconvénients d'un rapport intérimaire, M. Gardner considère que le rapport intérimaire comporte surtout des avantages. Quant à lui, il n'a pas montré directement au public pourquoi la loi devait être modifiée. En revanche, il a trouvé des cas où le public pouvait, de lui-même, tirer cette conclusion.

La Commission pouvait compter sur un personnel de trente-six personnes, soit huit avocats, dix-huit enquêteurs et un bon nombre de secrétaires-dactylos.

M. Gardner souhaiterait voir dans l'état du Massachusetts un *Ombudsman*, c'est-à-dire un protecteur du citoyen complètement dégagé du Procureur général.

Quant au travail effectué par les avocats, M. Gardner souligne que la Commission a toujours gardé l'entier contrôle. Il appartenait à la Commission de tracer le programme de travail des avocats. D'ailleurs, ceux-ci travaillaient dans les bureaux de la Commission et recevaient leurs directives des membres de la Commission. Par ailleurs, les membres de la Commission allaient eux-mêmes faire enquête.

Aux yeux de M. Gardner, l'immunité accordée aux informateurs et aux témoins à charge constitue l'une des recommandations les plus importantes dans une lutte efficace au crime organisé.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Chicago le 8 juillet 1968 à 16 h avec M. Robert Walker, directeur adjoint de la Commission d'enquête sur le crime de l'Illinois (*Illinois Crime Commission*).

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président,  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

À titre de directeur adjoint de la Commission d'enquête sur le crime en Illinois, M. Robert Walker nous fournit des renseignements sur cet organisme. Formée dans l'état de l'Illinois, cette Commission ne compte que quinze investigateurs payés par l'État, y compris le directeur M. Charles Siragusa.

Le premier budget a été de \$100,000 par année et a connu une progression régulière jusqu'à s'établir l'an dernier à \$423,000. Les enquêteurs travaillent en coopération avec les différents corps de police, mènent des enquêtes à propos du crime organisé, jouissent du pouvoir d'émettre des subpoena et peuvent également accorder l'immunité à ceux qui feraient des révélations incriminantes.

L'état de l'Illinois prête à la Commission un avocat et un comptable.

Selon M. Walker, le problème numéro 1 dans le crime organisé est le jeu, suivi de très près par le prêt usuraire. Selon les membres de la Commission de l'Illinois, il est essentiel d'exposer le crime organisé en public afin que le public soit informé et sur ses gardes. La Commission demande à ses enquêteurs de s'infiltrer le plus possible dans les différentes organisations afin de pouvoir mieux connaître les dessous des activités criminelles. Par ailleurs, le bureau a pour politique de recueillir des preuves contre les chefs du crime organisé et non pas seulement contre les petits qui ne sont guère que des hommes de main.

Interrogé sur les relations de son bureau avec le FBI, M. Walker concède que le FBI ne travaille pas avec n'importe qui et qu'il est parfois difficile d'obtenir des informations de ce bureau.

Lorsqu'elle estime avoir bâti une preuve suffisante, la Commission déclenche une enquête publique sur un thème donné. Elle expédie des subpoena à la victime, aux témoins et aux personnes impliquées. Ainsi, dans les enquêtes publiques sur le prêt usuraire, certains témoins ont été dissimulés derrière une grille et ont employé des noms fictifs afin de ne

pas être reconnus. Devant la Commission, il n'y a pas de contre-interrogatoire, sauf s'il s'agit de questions posées par écrit et soumises au préalable à la Commission. Tout le travail légal est assumé par le bureau du Procureur général de l'État dans les enquêtes publiques.

Tout le personnel d'enquête à l'emploi de la Commission est formé d'anciens policiers.

Selon M. Walker, l'escouade de la moralité (*Vice Squad*) de chaque service de police devrait être changée chaque année. Quant à l'escouade chargée de recueillir les renseignements secrets (*Intelligence Unit*), elle pourrait demeurer en place plus longtemps, mais ceux qui doivent faire des arrestations courent des dangers très sérieux s'ils demeurent à ce poste plus d'un an.

La Commission ne se sert jamais de tables d'écoute, car il s'agit là d'un comportement illégal dans les limites de l'état de l'Illinois. Les compagnies de téléphones coopèrent dans la mesure où elle le peuvent et ainsi, par subpoena, telle compagnie fournit les numéros de téléphone auxquels s'intéressent la Commission et transmet également tous les renseignements demandés et disponibles.

Selon M. Walker, le problème des sentences existe. Souvent les sentences sont très minimales et, malheureusement, les gens qui sont pris en flagrant délit de collaboration avec le jeu organisé s'en tirent avec des sentences ridicules. En 1964, une étude a révélé que 85 p. cent des personnes reconnues coupables de pari illégal s'en sont tirés avec une sentence de probation ou avec des amendes. Selon lui, les juges ne font montre d'aucune sévérité pour les personnes arrêtées en marge de semblables offenses.

Lorsqu'une descente est effectuée dans une maison de jeu, les forces de l'ordre de l'état de l'Illinois détruisent immédiatement tout l'équipement y compris l'équipement téléphonique, avant même la condamnation en Cour. L'an dernier, à Chicago, il y a eu plus de 150 arrestations à propos du seul jeu et il évalue les paris enregistrés par les pistes de courses de l'état de l'Illinois à au moins une dizaine de millions de dollars. (Estimation très conservatrice !) M. Walker se prononce contre la légalisation du jeu, car il estime que les joueurs poseraient alors des gestes illégaux pour se procurer l'argent nécessaire au jeu. D'après lui, il serait alors impossible pour la police de contrôler le jeu légalisé. Il cite l'exemple de l'Angleterre comme un cas frappant où la police est incapable de contrôler le jeu, les gens du crime organisé s'y infiltrant toujours.

Jean Sirois, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Chicago le 9 juillet 1968 à 13 h en compagnie de Messieurs Johnson et Peterson, responsables de la Chicago Crime Commission.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Traçant un bref historique de la Chicago Crime Commission, M.M. Johnson et Peterson expliquent qu'il s'agit d'une organisation de citoyens fondée par la Chambre de Commerce et d'Industrie en 1919. Formée pour étudier le crime, cette Commission est permanente et veille à ce que toutes les parties de l'administration de la justice criminelle fournissent une performance maximale.

À l'heure actuelle, la Commission compte sur un personnel de 25 employés. Parmi leurs principales préoccupations, ces employés surveillent les différentes Cours criminelles du *county* afin d'observer le travail de l'appareil judiciaire et de rapporter à la Commission tout manquement commis soit par les juges, soit par les avocats de la Couronne, soit par les avocats de la Défense.

Cette pratique a eu jusqu'ici un immense impact et elle a contribué sensiblement à relever le standard d'efficacité et de conduite des juges et des avocats. La Commission est également au courant en tout temps des incidents qui peuvent survenir devant les tribunaux. Ils jugent donc ce service très profitable.

Ce travail de surveillance est effectué au vu et su de tout le monde et la Commission compte actuellement 4 ou 5 personnes qui sont des observateurs permanents devant les tribunaux. Par ailleurs, lorsque la Commission reçoit une plainte d'un citoyen sur la conduite d'un juge ou d'un avocat, elle envoie un observateur spécial pour observer la situation. Si la Commission trouve des lacunes, elle fait rapport au juge en chef de la juridiction ; s'il n'y a aucune action de prise, la Commission informe alors l'opinion publique des carences qu'elle a pu observer dans les différentes Cours à propos des juges ou des avocats.

Par ailleurs, la Commission garde un dossier complet de tous les cas envoyés aux Assises criminelles. Elle expédie une note à chaque témoin du plaignant. (Exemplaire remis au soussigné.) La Commission y avise le

témoin qu'il peut s'adresser à elle s'il a quelques plaintes à formuler ou s'il est intimidé ou molesté par qui que ce soit. D'après M. Paterson, la Commission reçoit des témoins un très grand nombre de plaintes.

D'après lui, il y a encore beaucoup de remises injustifiées dans les causes à Chicago.

La Commission compte, par ailleurs, sur un service d'enquête qui a pour fonction de recueillir les faits qui concernent le crime organisé ou tout autre forme grave de criminalité dans la région de Chicago. Cette Commission transmet ses informations à la police de Chicago ou aux autres services de police. L'an dernier, la Commission a répondu à plus de 1,800 demandes de renseignements.

Le budget de la Commission s'établit à environ \$200,000 par année et il provient des citoyens ou des compagnies privées. L'an dernier, plus de 1,700 contributions ont été versées pour le financement de la Commission. Ce qui est intéressant, c'est que ces contributions versées à la Chicago Crime Commission sont déductibles de l'impôt. D'après nos interlocuteurs, toutes les associations de commerce se réjouissent du travail de cette Commission et plusieurs de leurs représentants font partie du comité de finance de la Chicago Crime Commission.

Quant aux enquêtes, les informations sont remises à la police qui s'occupe de porter elle-même les accusations.

Dans le domaine du crime organisé, le jeu est encore une activité majeure, mais il semble, d'après une enquête publique récente, que le crime organisé, y compris le jeu, a beaucoup baissé dans la région de Chicago, il y a environ 20 ans, tout était très ouvert à Chicago et on pouvait y observer du jeu, de la prostitution... Tout ceci a maintenant disparu et le jeu lui-même a baissé énormément.

D'après nos interlocuteurs, les enquêtes publiques sont nécessaires à l'opinion publique. À condition que les enquêtes préalables soient bien conduites, les audiences publiques sont un moyen très efficace pour enrayer le crime organisé. Ainsi, l'enquête publique fournit à la population l'occasion d'observer les dessous du crime organisé et de prendre ainsi de meilleures précautions. La Chicago Crime Commission, quant à elle, utilise les conférences de presse, les études aussi bien que les rapports écrits pour éveiller l'opinion publique et pour alerter les autorités.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Chicago le 10 juillet 1968 à 13 h en compagnie de MM. John Enrick et Miller du bureau des stupéfiants des États-nis.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

D'après nos interlocuteurs, les stupéfiants constituent aujourd'hui un énorme problème aux États-Unis, la marijuana chez les jeunes. Le Bureau américain des stupéfiants considère le port de Montréal comme l'un des trois ou quatre ports les plus importants du continent nord-américain pour le transit des stupéfiants.

Selon le bureau, la famille Cotroni et Lucien Rivard étaient des hommes de premier plan dans le trafic des narcotiques au profit du crime organisé. M. Luigi Greco est placé sur le même pied que ces individus et ils sont tous fort bien connus du Bureau américain des stupéfiants.

Le bureau estime utile de travailler en étroite collaboration avec la section de l'« organized crime and racketeering » de M. Henry L. Petersen. En effet, ils considèrent le problème des narcotiques comme étroitement lié au crime organisé. Ils savent, par ailleurs, qu'il s'agit là d'un problème social et ils estiment malheureux que le fossé existe et semble s'élargir entre les professeurs d'universités et ceux qui s'occupent de faire respecter la loi. Il serait nécessaire que des échanges de vue se multiplient, de manière à ce les professeurs d'universités soient mieux renseignés sur ce qui se passe et en viennent à considérer le problème tel qu'il existe. Au lieu d'adopter des vues théoriques, ils verraient probablement le problème comme le voit ceux qui sont chargés de faire respecter la loi.

Le Bureau des stupéfiants des États-Unis compte sur un personnel d'environ 300 enquêteurs, alors qu'il y a 15 ans, le bureau en comptait déjà 280.

Selon M. Miller, il y a probablement trop de commissions et de comités d'enquêtes et pas assez d'actions et de faits dans le domaine de la lutte aux stupéfiants. Les citoyens et ceux qui sont chargés de faire respecter les lois sont fatigués des commissions d'enquêtes : les gouvernements eux-mêmes ne retiennent guère les recommandations et, par ailleurs, il serait beaucoup plus nécessaire de cesser les études et de passer à l'action.



Ce nouveau bureau des stupéfiants tombe désormais sous la supervision du procureur général. Un groupement de différents bureaux s'est effectué il y a quelques mois et a contribué à ramener les stupéfiants sous la responsabilité du seul procureur général.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Chicago le 11 juillet 1968 à 13 h en compagnie de MM. Patrick Needham, adjoint exécutif du chef de police de Chicago, et John Neurauter, directeur de l'escouade de la moralité de Chicago.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Après une brève entrevue avec M. Patrick Needham, la Commission visite différents services de la police de Chicago et insiste particulièrement sur le service des communications. La Commission s'intéresse également aux usages que fait la police de Chicago des ordinatrices.

M. Neurauter explique ensuite les responsabilités de son escouade : le jeu, la prostitution, les violations de la loi des boissons alcooliques. L'escouade est complètement isolée de l'escouade des renseignements secrets (*Intelligence Unit*) qui, elle, se limite à la cueillette des informations.

Selon notre interlocuteur, il existe à Chicago un problème majeur dans le crime organisé, particulièrement dans les secteurs suivants : jeu, prostitution, narcotiques. La politique du service est de toujours viser à l'arrestation des plus importants dirigeants des réseaux et non pas d'arrêter l'individu qui encaisse les paris de \$2. Son service obtient une excellente coopération de la part de la compagnie de téléphone.

M. Neurauter effectue devant la Commission une démonstration des avantages dont profitent les dirigeants du jeu organisé sur le plan technique : flash paper, dry paper...

Dans le district de Chicago, selon les explications de M. Needham, il existe plusieurs corps de police municipaux. Toutefois, la police de Chicago a autorité pour agir dans ces interritoires. Ainsi, le shérif de *Cook County* a assermenté des policiers de Chicago comme shérif adjoint, de manière à ce que ceux-ci puissent agir n'importe où n'importe quand dans les limites du county.

La police de Chicago a également le pouvoir de signer des ententes avec d'autres municipalités. Jusqu'à maintenant, aucun contrat de ce type n'a été conclu. Le shérif de *Cook County* est élu pour 4 ans et il ne peut obtenir deux mandats consécutifs.

À Chicago, le chef de police est le choix du maire. À l'heure actuelle, il n'existe aucun syndicat dans le service de police de Chicago. La police compte sur un budget de \$130 millions avec 11,000 hommes.

Un agent de liaison se charge d'établir un contact permanent entre les policiers et le chef de police. Ce système s'est avéré fort utile : quand un policier a une plainte à formuler, il s'adresse à l'agent de liaison qui, lui, peut s'adresser directement au surintendant.

Selon M. Needham, l'escouade des renseignements secrets devrait dépendre directement du chef de police. Par ailleurs, il n'est pas certain qu'il soit utile de séparer l'escouade des renseignements secrets et l'escouade de la moralité, car, s'il existe un fossé entre les deux, c'est au détriment de l'efficacité policière.

Tous les cadres qui ont un rang plus élevé que commandant de poste servent « au bon plaisir du chef de police ». Le service de la police ne fait pas partie de la fonction publique et le chef peut démettre un officier qui refuserait de se conformer à la politique du service.

Depuis 1958, les salaires du service de police ont augmenté de 80 p. cent. À l'heure actuelle, un policier débutant peut obtenir un salaire d'environ \$10,000 par année.

Le chef de police possède le pouvoir de suspendre sans appel pour des périodes ne dépassant pas 30 jours. Cependant, la Commission de Police a le pouvoir de reviser une sentence qui dépasserait une suspension de 30 jours. Le service de police de Chicago considère que seulement 3 p. cent des plaintes formulées contre les policiers sont fondées. Malgré cela, les plaintes portant sur la brutalité augmente chaque année.

D'après M. Needham, environ 80 p. cent de la force policière de Chicago a moins de 20 ans de service. À l'heure actuelle, la police porte la responsabilité de la circulation dans les rues et le service doit consacrer plus de 1,000 hommes à cette tâche. Toutefois, la ville a engagé des femmes pour émettre les billets de stationnement et également pour surveiller les compteurs de stationnement.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Washington le 12 juillet 1968 à 9h30 en compagnie de M. Henry L. Petersen, directeur de la section *Organized Crime and Racketeering* au ministère du procureur général des États-Unis.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Petersen explique qu'avant 1960 les États-Unis eux-mêmes n'avaient guère pris conscience du crime organisé. Il leur a fallu un témoin comme Valachi, venu témoigner devant un comité sénatorial, pour faire connaître toute l'ampleur du crime organisé aux États-Unis.

M. Petersen explique ses rapports avec le FBI. Le FBI enquête pour le ministère de la Justice et il est placé sous l'autorité du procureur général. Le directeur du FBI, M. Hoover, conduit son service avec énormément d'autonomie en raison du large degré d'indépendance auquel il a pu arriver au bout de 40 ans d'administration. Quant à l'organisation que dirige M. Petersen, elle recueille des informations sur le crime organisé pour le ministère de la Justice. M. Petersen se rapporte directement au procureur général et n'a d'ordre à recevoir de personne sauf de lui.

De l'avis de M. Petersen, il est évident que le FBI ne communique pas toutes les informations qu'il possède. Ceci se vérifie même dans les rapports avec le ministère de la Justice ou le bureau du procureur général.

Selon M. Petersen, le système actuel n'est pas capable de faire face aux problèmes du crime organisé. À l'heure actuelle, il y a un trop grand nombre d'organisations qui touchent au crime organisé et, malheureusement, un certain nombre des avocats de la poursuite et même des procureurs généraux des états sont des politiciens qui risquent eux-mêmes de subir l'influence du crime organisé.

Le bureau de M. Petersen obtient un grand nombre d'informations sur le crime organisé grâce à des informateurs et grâce également aux téléphones anonymes. Il estime nécessaire de faire connaître le travail de son bureau à travers le pays et il considère que son service est respecté des différentes sections de l'administration de la justice.

Il considère que l'impact du crime organisé est difficile à évaluer. Si l'on s'en tient au nombre de condamnations obtenues depuis quelques années, on peut se réjouir des résultats, mais il n'y a pas de place à l'illusion : il s'agit d'un problème à long terme qui se prolonge autant

qu'une guerre de guérilla. Le public trouve cependant son compte dans le rendement que donne un service comme celui de l' « organized crime and racketeering », puisque l'organisation est très bien structurée et permet une continuité dans la lutte au crime organisé. L'existence d'un tel service incite les avocats à pousser les causes jusqu'à la limite et à obtenir des condamnations. Selon M. Petersen, chaque état ou chaque pays devrait posséder une organisation permanente de ce genre pour amasser les informations à propos du crime organisé. Il considère que la sienne répond très bien à ce besoin.

Selon M. Petersen, le crime organisé compte environ 5,000 membres et le bureau a réussi à accumuler les identifications d'environ 2,000 d'entre eux. À son avis, le crime organisé constitue une organisation aussi bien structurée qu'une société d'uni-gestion (*holding company*). Il en donne pour exemple les différents niveaux qui existent : Commission nationale avec 9 ou 10 membres, familles se partageant les États-Unis et le Canada... Quant à lui, il ne fait guère de différence entre la Mafia, la Cosa Nostra ou le Syndicat du crime. En revanche, il estime que le crime organisé contrôle l'ensemble de la criminalité, y compris les vols à main armée de grande envergure. Si les auteurs de vols à main armée de certains états n'acceptent pas d'obéir, ils peuvent être considérés comme des traîtres envers l'organisation. Selon certaines informations recueillies par le bureau, les Cotroni de Montréal auraient des liens très étroits avec la famille Magaddino.

M. Petersen considère que les enquêtes publiques comme celles qui a mis Valachi en lumière aux États-Unis répondent à un besoin et exercent une excellente influence. Il en est de même de personnes comme le professeur Donald Cressey, de la Californie : quand ceux-ci parlent en sociologues, les citoyens les respectent énormément. M. Petersen se demande même si le professeur Cressey ne serait pas capable d'obtenir du procureur général des États-Unis certaines mesures pour enrayer le crime organisé, alors que les spécialistes de l'administration de la Justice ne parviendraient pas au même résultat.

M. Petersen nous conseille également de former à l'intérieur du ministère de la Justice un bureau qui pourrait travailler en accord avec toutes les organisations qui luttent à l'heure actuelle contre le crime organisé.

Il se réjouit quant à lui de la collaboration qu'il obtient de la Gendarmerie royale du Canada.

Autre mesure, l'escouade spéciale (*Task Force*). M. Petersen en a fait l'expérience à Buffalo, de manière à conscrire tous les intéressés pour enrayer le travail de la famille Magaddino. La Gendarmerie royale du Canada avait d'ailleurs délégué un représentant à l'intérieur de cette escouade

spéciale pour travailler en étroite collaboration avec le bureau de M. Petersen.

Dans une première étape, une telle escouade spéciale met des enquêteurs au travail pour évaluer les activités d'une famille du crime organisé dans un secteur donné. Par la suite, des avocats d'expérience analysent les informations recueillies et renvoient au besoin les enquêteurs pour compléter la preuve. Une fois la seconde analyse terminée, il devient possible de loger des accusations contre les principaux responsables.

Il est souvent possible, d'après M. Petersen, d'obtenir des informations des membres du crime organisé au moment où ils sont incarcérés. Il arrive que ceux-ci parlent et donnent des renseignements plus qu'utiles en échange de certains privilèges.

À son avis, les deux organisations de l'Illinois, soit la Chicago Crime Commission et la Illinois Crime Commission abattent de l'excellente besogne. Il s'agit là, selon M. Petersen, de commissions formées en vue de servir le milieu et elles y parviennent.

La politique en matière de crime organisé exige souvent qu'on se désintéresse des petits et des sous-ordres. Ce qui importe, c'est de chercher le véritable dirigeant, le cerveau.

Interrogé quant aux avantages de la légalisation du jeu, M. Petersen offre une réponse nuancée. Aussi longtemps que la loi interdira le jeu, il s'occupera de faire respecter la loi ; si l'on parvenait à une honnête légalisation du jeu, il y verrait de nombreux avantages.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Washington le 16 juillet 1968 à 13h 30 en compagnie de M. Daniel Skoler et de quelques-uns de ses adjoints du Service d'aide à l'administration de la Justice aux États-Unis.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Le Service a pour mission de détecter dans quel secteur se reproduit un renouveau et quels secteurs méritent un encouragement pécuniaire. Cet organisme a déjà présenté une nouvelle loi de protection contre le crime. Aujourd'hui, le bureau profite du nouveau programme d'aide fédérale, comprend plus de personnel et est en mesure de verser des subventions à différentes organisations pour leur permettre d'effectuer des recherches dans divers domaines.

Le bureau a déjà versé des subventions aux états qui étaient prêts à former des commissions d'enquête sur la Justice ou des commissions sur le crime semblables à celle de l'état du Massachusetts. Un certain nombre de ces commissions ont déjà rendu compte de façon valable. Malheureusement, un certain nombre d'entre elles ne l'ont pas encore fait.

Tous les critères sont établis par le service que dirige M. Skoler. Présentement, son bureau est, en quelque sorte, un intermédiaire qui verse les subventions fédérales aux différents états lorsque ceux-ci se donnent la peine d'élaborer un programme de lutte au crime. Ainsi, le service a même versé des subventions pour aider des jeunes à parfaire leurs études universitaires en vue de carrière en justice criminelle.

Nos interlocuteurs ne prétendent pas à l'efficacité de cette formule d'aide fédérale. Ils se contentent d'approuver un plan qui leur semble raisonnable et tente de le suivre d'aussi près que possible pour s'assurer de son efficacité.

Ainsi, en Californie, l'accueil a été excellent et l'état connaît d'excellents résultats. Trente états ont déjà reçu des subventions de \$25,000 chacun pour les aider à établir des Crime Commissions. D'après le service de M. Skoler, une commission sera utile en autant qu'elle pourra compter sur un personnel permanent composé d'avocats, de comptables, de sociologues.

La Virginie de l'ouest possédait jusqu'à maintenant une commission de premier plan, mais le personnel vient de quitter.

Le service de M. Skoler recommande également que les membres d'une commission fassent partie de la fonction publique.

Le bureau tient compte également de ce que certains états versent eux-mêmes des subsides à certaines de leurs villes pour les aider à promouvoir des programmes en divers secteurs reliés à l'administration de la Justice. Certains états ont particulièrement insisté sur l'étude des relations police-milieu.

Dans le domaine du crime organisé, le Service a travaillé en étroite collaboration avec les escouades spéciales (*Task Forces*) de la Nouvelle-Angleterre. Le Service se tient également en contact étroit avec M. Charles Rogovin. Toutefois, il est certain, que dans ce domaine comme dans les autres, le *follow-up* est absolument indispensable pour suivre les projets qu'entreprennent les différents états.

Nos interlocuteurs estiment qu'on perd souvent des sommes considérables dans des recherches d'ordre trop théorique, alors qu'il serait possible d'obtenir une grande efficacité en versant le même montant à une commission.

La Commission ramène de cette rencontre plusieurs des rapports du service ainsi qu'une documentation considérable à propos des différents projets subventionnés.

*Jean Sirois, secrétaire.*



PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Washington le 19 juillet 1968 à 13h 30 en compagnie de M. Ralph Salerno.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Salerno estime qu'une enquête publique sur le crime organisé constitue une nécessité : le public mieux informé combat mieux le crime organisé.

Par ailleurs, il est certain que la principale question que posent à l'heure actuelle les membres des forces policières est la suivante : « Pourquoi les membres du crime organisé peuvent-ils opérer si librement ? » M. Salerno se déclare favorable à un usage contrôlé de la table d'écoute. Pour sa part, il estime que le bill récemment présenté aux États-Unis répond aux besoins.

Il se réjouit également de ce qu'un certain nombre de personnes qui, récemment encore, refusait de croire à l'existence du crime organisé, s'y intéresse aujourd'hui de façon systématique. Il en est ainsi d'un certain nombre de professeurs d'universités et également de dirigeants noirs.

Conformément à une décision prise antérieurement par la Commission, M. Salerno se voit offrir le poste de consultant de la Commission en matière de crime organisé. D'accord avec lui, la Commission décide qu'il est indispensable d'amorcer le travail par une rencontre à laquelle assisterait le ministre québécois de la Justice, le chef Robert, le chef Gilbert et un membre de la Gendarmerie royale du Canada.

La Commission fera parvenir à M. Salerno copie des témoignages déjà recueillis à propos du crime organisé au Québec, de manière à ce qu'il puisse plus facilement évaluer la situation québécoise.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Saint-Cloud, le 14 novembre 1968 en compagnie de M. Nepole, directeur de l'Interpol, accompagné de ses principaux collaborateurs.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Selon M. Nepote, le crime organisé n'existe pas en Europe sous les formes qu'il adopte aux États-Unis. L'Europe connaît cependant un problème de stupéfiants. La marijuana est au premier plan, tandis que l'héroïne ne compte qu'un petit nombre d'adeptes. Les pays les plus touchés sont ceux qui ont le plus haut standard de vie. Selon les estimations d'Interpol, on saisit environ 8 à 10 p. cent des stupéfiants clandestins.

Interpol possède un fichier central mondial et un centre de documentation. Selon le Service, n'importe quel corps de police ou de douane peut faire appel aux services de cette organisation mondiale. Interpol ne maintient cependant les contacts qu'avec une organisation par pays.

Actuellement, 83 pays adhèrent à Interpol et fournissent ainsi chacun un point d'appui à l'organisation. Chaque pays agit ainsi comme ils l'entendent : si un pays veut censurer ses informations, il peut le faire. Au Canada, c'est le directeur de la Gendarmerie royale du Canada qui a le pouvoir de décision et qui est considéré par Interpol comme l'interlocuteur normal.

M. Nepote estime préférable de ne compter qu'un corps policier par état au lieu de plusieurs. Il note un mouvement de centralisation de la police en Amérique et à travers le monde.

M. Nepote considère comme un risque grave le fait de légiférer la bible à la main. Il ne croit pas qu'il soit sain de pénaliser des secteurs comme le jeu, la prostitution, et le reste. Si on interdit le jeu, la pègre s'en occupe. Si l'on permet le jeu, l'État peut exercer un certain contrôle et le jeu sera alors dirigé par des hommes d'affaires. Certes, toujours selon M. Nepote, le gouvernement doit exercer un pouvoir discrétionnaire dans l'émission des permis. La meilleure formule serait de remettre le contrôle complet entre les mains du gouvernement.

Ainsi, en France, les preneurs aux livres sont étroitement surveillés par l'État. Dans l'ensemble, les pays n'exploitent pas eux-mêmes le jeu, mais le contrôlent tous de très près. En France, un contrôle très sévère est effectué par la police en matière de jeux et de paris, à tel point que

toute la comptabilité est contrôlée par l'État. D'autre part, l'autorisation d'exploiter le jeu et le pari provient d'un pouvoir central, de façon à mettre l'émission des permis à l'abri de la politique locale.

Le système français constituerait donc un exemple probant en matière de jeu : la légalisation est la règle et aucune corruption n'a encore été constatée. D'après M. Nepote, plus on réglemente, plus on a de criminels.

De la même manière, la tendance des Nations-Unis va vers l'abolition des sanctions pénales en matière de prostitution. En France, on a fermé les maisons de prostitution et on a réglementé la prostitution. En elle-même, la prostitution n'est donc pas un délit au sens de la loi française. L'abolition des maisons visait simplement à supprimer l'exploitant et l'officialisation. La véritable lutte, celle qu'il faut mener contre le proxénitisme, se poursuit.

Interrogé quant à l'utilité d'audiences publiques sur le crime organisé, M. Nepote estime que la procédure est valable et utile à condition qu'une législation en découle pour améliorer la répression du crime organisé.

Selon M. Nepote, il faut consentir à des législations d'exception pour faire face à des situations d'exception. Ainsi, il faut, en certains cas exceptionnels, autoriser les tables d'écoute, sinon la condamnation des criminels exige des preuves telles que jamais les corps policiers ne peuvent les réunir.

À son avis, on traite fréquemment les bandits avec trop de facilité et on leur offre trop aisément la probation ou la libération conditionnelle. Surtout dans le cas de récidivistes, les tribunaux pourraient se montrer beaucoup plus sévères. Que les expériences indispensables se poursuivent, mais surtout auprès des criminels primaires. Quant au cautionnement, il s'agit d'un domaine où il faut tenir compte de la protection de la société tout autant que des droits de l'individu.

M. Nepote, en terminant, suggère que l'on n'oblige pas toujours les témoins à être présents en Cour, mais que l'on puisse accepter leur déposition et assermentée comme un témoignage valable.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à New York le 22 juillet 1969 à 9h en compagnie de M. Paul Kelly, procureur général adjoint.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président

Harry Gould,

Laurent Laplante,

Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Kelly trace rapidement un historique de la Commission d'enquête de l'état de New York. Formée en 1968, elle compte quatre commissaires dont deux sont nommés par le gouverneur de l'État. Les règles prévoient que l'un des deux autres commissaires est désigné par l'orateur de la Chambre d'Assemblée et le quatrième par le leader de la majorité. Par ailleurs, la Commission ne peut compter plus de deux républicains ou plus de deux démocrates.

La Commission tient des audiences publiques sur des sujets déterminés. Ainsi, en mars dernier, la Commission a tenu ses jours d'audiences publiques sur le crime organisé dans l'état de New York. Dans ce cas particulier, chaque journée portait sur un exemple précis d'infiltration du crime organisé dans l'entreprise légale. Une journée sur les cabarets, une journée sur la viande vendue aux juifs de stricte observance (kosher)...

Le personnel de la Commission comprend un commissaire adjoint, un conseiller juridique en chef, un certain nombre d'avocats, de comptables et d'enquêteurs. La plupart des enquêteurs et des avocats ont déjà été à l'emploi du FBI ou d'une autre agence du même type.

La Commission possède le pouvoir d'envoyer des subpoena, d'accorder aux témoins la protection de la Cour et de faire des enquêtes publiques. Le mandat de la Commission est extrêmement large et il englobe à peu près tous les domaines. Ainsi, la Commission peut faire des enquêtes publiques sur les agissements des corps policiers eux-mêmes.

Le travail de la Commission s'effectue en quatre étapes :

- 1 — l'enquête ;
- 2 — les audiences publiques ;
- 3 — les audiences privées qui peuvent se révéler nécessaires ;
- 4 — la publication d'un rapport.

Le rapport est envoyé annuellement au gouverneur qui peut, dès lors, agir dans tous les cas où un membre de la fonction publique est mis en cause.

M. Kelly estime que l'essentiel du travail de la Commission, c'est de faire connaître au public la situation exacte. Pour cette raison, les rapports sont publics, ils contiennent même parfois certains extraits d'audiences privées et souvent ils recommandent des amendements aux textes législatifs.

On peut, dans une large mesure, attribuer au travail de la Commission la réorganisation complète des services de police de Buffalo, Syracuse, Rochester, etc.

La Commission utilise diverses méthodes pour recueillir l'information. Parfois, les informations arrivent d'elles-mêmes à la Commission. En d'autres cas, la Commission demande à un juge de la Cour Supérieure de permettre l'utilisation de la table d'écoute à un corps policier qui pourra ensuite faire rapport à la Commission.

Selon M. Kelly, les tables d'écoute constituent un des plus importants moyens pour combattre le crime organisé.

La Commission n'existe pas dans le but de coordonner les efforts des différentes agences, mais surtout pour tenir le gouvernement et le public au courant de la situation, y compris du manque de coordination...

À l'heure actuelle, le budget est de \$600,000 et le personnel comprend dix avocats et vingt enquêteurs.

Les commissaires sont nommés pour des périodes définies. Ils ne sont pas tenus de consacrer tout leur temps à la Commission et ils reçoivent un traitement de \$23,000 par année. En pratique, c'est le personnel qui a la charge de recueillir l'information, de l'analyser, de préparer les audiences publiques. Les commissaires se réservent cependant le dernier mot et ce sont eux qui dirigent les audiences publiques. Le sous-commissaire, quant à lui, dirige l'organisation générale de la Commission et prépare les enquêtes.

M. Kelly souligne que la Commission n'a jamais subi de pressions et qu'elle jouit d'une très grande autonomie. Il en est ainsi, au moins en partie, parce que la Commission est bi-partisane et donc apolitique. Selon la loi, au moins trois commissaires sur quatre doivent être avocats. La Commission, dans sa composition actuelle, comprend seulement des juges.

Le problème de la centralisation de l'information se pose. Les relations avec le FBI sont excellentes sur le plan personnel, mais il est difficile de savoir ce qu'elles seraient si le personnel de la Commission n'avait pas déjà été au service du FBI. Selon M. Kelly, un comité de la Commission pourrait fort bien prendre charge d'une « banque d'informations des corps policiers sur le crime organisé ». Cela ne devrait pas être chose séparée, comme c'est le cas aujourd'hui avec NYSIIS.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à New York, le 23 juillet 1969 à 16h en compagnie de M. Paul Andreoli, procureur général adjoint à New York.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Andreoli évalue les effectifs du bureau que M. Frank Hogan et lui-même dirigent à environ 200 personnes. Ceci comprend environ 125 avocats, des enquêteurs, des comptables, et le reste.

Selon M. Andreoli, il appartient au procureur de l'État d'entreprendre et de poursuivre les enquêtes. Par ailleurs, il lui apparaît évident que l'accusation de conspiration devrait être utilisée beaucoup plus souvent dans la lutte au crime organisé, particulièrement dans le domaine du jeu. Le crime organisé, en effet, est basé sur l'idée d'une conspiration permanente.

M. Andreoli ne fait aucune confiance aux informateurs. En revanche, il considère les tables d'écoute comme extrêmement importantes, mais il estime que les services et les corps policiers ne doivent pas y recourir d'eux-mêmes, mais obtenir chaque fois la permission de juges. Dans leur bureau, à New York, on a requis une telle permission judiciaire dans environ 75 cas.

D'après M. Andreoli, le crime organisé est avant tout une entreprise de service : il offre au public, pour des sommes abusives, des services comme le jeu, le prêt usuraire, la prostitution, et le reste. En l'absence de victimes, il devient nécessaire de pratiquer l'infiltration du crime organisé, faute de quoi les informations feront totalement défaut.

Aux États-Unis, il y a une limite de temps dans les cas d'utilisation de tables d'écoute. Dans l'état de New York, la durée maximale est de 20 jours ; aux États-Unis, elle est de 30 jours. Par conséquent, les procureurs de l'état de New York doivent se conformer à la législation la plus stricte soit 20 jours. Par contre, il est possible d'obtenir une extension de la permission. Dans l'ensemble, la table d'écoute constitue un excellent moyen si l'on sait s'en servir.

Il est malheureux qu'à New York la coordination fasse souvent défaut entre les quatre groupes qui enquêtent sur le crime organisé, soit le bureau du procureur fédéral, M. Morgenthau, le bureau de la Commission d'enquête de l'état de New York, dirigé par M. Kelly, le bureau des procureurs new-yorkais que dirige M. Frank Hogan, l'escouade spéciale (Task Force) dirigée par M. Daniel Hollman. En pratique, il faudrait que tous se donnent la main.

Dans l'ensemble, ce sont les gens du gouvernement fédéral qui possèdent les plus grands pouvoirs et qui sont mieux équipés pour lutter contre le crime organisé.

M. Hogan occupe son poste de procureur de l'État depuis 28 ans. Il a été élu sous tous les partis politiques et son bureau compte aujourd'hui 126 avocats en plus des équipes de détectives.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à New York le 23 juillet 1969 en compagnie de M. Daniel Hollman.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

M. Hollman explique à la Commission l'organisation de l'*escouade spéciale* (Task Force) qu'il dirige. Il s'agit d'une équipe formée non plus dans le cadre d'une seule agence ou d'un seul corps policier, mais à même les différents services qui sont appelés à mener la lutte au crime organisé.

M. Hollman faisait partie d'un groupe d'avocats qui, avec l'aide d'enquêteurs des différents services policiers et des différents ministères fédéraux, sont allées à Buffalo d'abord faire l'expérience de cette nouvelle technique. À l'heure actuelle le gouvernement américain en est à son neuvième *Task Force* et celui-ci concerne New York.

Une enquête d'envergure moyenne sur le crime organisé dure environ dix-huit mois. Pour qu'elle se déroule en parfaite continuité, il est nécessaire que les spécialistes se consacrent à plein temps à cette tâche. Il n'est pas question, par conséquent, que les policiers ou les avocats d'un organisme spécialisé fassent dans le groupe des apparitions plus ou moins fréquentes : tous et chacun doivent consacrer toutes leurs énergies à ce travail pendant une période assez prolongée.

À Brooklyn, il y a présentement quatre avocats et huit enquêteurs qui travaillent ensemble dans le cadre de cette escouade spéciale. À New York, l'escouade spéciale comprend actuellement quatorze avocats et environ quarante enquêteurs. L'escouade spéciale met également à contribution la participation des corps policiers locaux et des services régionaux.

La loi de l'impôt sur le revenu constitue une arme très efficace, mais il n'est pas toujours facile d'établir des relations suivies entre le ministère du Revenu et le ministère de la Justice.

La coopération de tous est spécialement nécessaire dans le domaine du crime organisé. En effet, ceux qui en sont victimes, comme les débardeurs de New York, vivent dans la peur et il n'est pas facile de les amener à révéler quoi que ce soit.

L'un des pires problèmes dans la lutte au crime organisé c'est précisément le morcellement de l'information et l'individualisme d'un certain nombre d'enquêteurs ou de services. À cet égard, les escouades spéciales marquent un progrès considérable, car elles poussent la collaboration



jusqu'à intégrer à leurs équipes un représentant de la Gendarmerie royale du Canada.

M. Hollman nous suggère de procéder à un travail identique au Québec. Un groupe d'avocats et d'enquêteurs effectueraient la cueillette des informations et tenteraient une évaluation du crime organisé dans la province de Québec. Par la suite, il serait possible de procéder par *cible*.

Aux États-Unis, jusqu'à 1961, on s'intéressait assez peu au crime organisé. Par la suite, une politique très ferme du ministère de la Justice a permis d'améliorer la situation et même d'obtenir certains résultats. Ainsi, la collaboration est aujourd'hui meilleure que jamais : le FBI, qui n'avait participé à aucune des huit premières escouades spéciales, a consenti à s'intégrer à la neuvième.

Selon M. Hollman, le crime organisé à New York comprend cinq familles distinctes et au moins 1,500 membres.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à New York le 24 juillet 1969 à 11h 30 en compagnie de M. Russel Sackett, des *Time* and *Life* Magazines.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Selon les informations disponibles à M. Sackett, il semble qu'une guerre entre deux familles oppose présentement, à Montréal, les partisans de Bonanno et de Magaddino.

Le *Life* Magazine compte présentement trois journalistes dont les responsabilités exclusives sont d'enquêter sur le crime organisé.

Interrogé sur le but que poursuivent les articles du *Life* Magazine, M. Sackett explique que la revue renseigne le public sur la situation véridique. Si la revue ne publie pas ce qu'elle sait, la police et les procureurs de l'État ne pourront probablement pas en parler eux-mêmes. Dans certains cas, ils sont même frustrés, car ils savent fort bien à quoi s'en tenir quant à la culpabilité d'un individu, mais ne peuvent offrir de preuve légale.

Sans révéler ses sources, M. Sackett laisse entendre que la frustration ou l'insatisfaction de certains membres de corps policiers facilite aux journalistes la cueillette des informations.

Selon M. Sackett, la lutte au crime organisé à New York souffre d'un manque grave de coordination entre les différents éléments de la lutte. Sur-tout au niveau des agences fédérales, le manque de coopération est évident.

Le seul moyen de rendre efficace la lutte au crime est de forcer les autorités à la collaboration, c'est de susciter l'intérêt de l'opinion publique.

*Jean Sirois, secrétaire.*

PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue à Albany le 25 juillet 1969 en compagnie de MM. Robert Gallali et Alexandro, directeur et directeur adjoint du New York State Identification & Intelligence System (NYSIIS).

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

La Commission visite d'abord le cadre physique de cette agence. Par la suite, les dirigeants de NYSIIS présentent aux commissaires différentes diapositives qui expliquent la structure et les fonctions diverses de ce service.

Le centre, établi en 1965, dépend strictement du gouverneur de l'état de New York. C'est un centre d'information qui pousse l'automation au maximum. Ainsi, l'ordinatrice est en mesure de relever automatiquement toutes les informations qui concernent un individu, un endroit, une activité, un type de crimes... Les informations qui alimentent la machine proviennent de treize corps policiers ou organismes différents.

Le centre, établi en 1965, dépend strictement du gouverneur de l'état des corps policiers. La loi oblige les forces policières à adresser leurs informations à ce centre. Cependant, les responsables du centre ne sont pas sous le contrôle des forces policières et il leur appartient, sur le plan pratique, de décider à qui le centre fournit des informations et quel type d'information le centre peut recueillir.

Par exemple, le centre possède les empreintes digitales de tous ceux qui sollicitent un emploi requérant une telle forme d'identification. Cependant, il n'est pas dit que le centre fournira à n'importe qui les empreintes digitales d'un fonctionnaire.

Peu à peu, le centre devrait être en mesure de centraliser l'information qui provient des procureurs de la Couronne, des policiers, du Service des prisons, du Service de probation, des tribunaux et de la Commission des libérations conditionnelles.

Le directeur du centre dépend directement du gouverneur qui le nomme ou le démet à volonté.

Le centre possède un personnel d'environ 750 personnes. L'équipement du centre lui permet de transmettre à distance le fac-similé d'un dossier ou d'empreintes digitales dans 36 localités de l'état de New York.

Dans le domaine du crime organisé, le centre possède seulement les informations que les différents services veulent bien lui donner. Peu à peu, la confiance augmente parmi les corps policiers au fur et à mesure que le centre fait ses preuves, se montre à la fois discret et efficace.

*Jean Sirois, secrétaire.*



## **APPENDICE 2**

Conversations enregistrées entre divers membres  
de la Cosa Nostra dans l'état de New York  
entre 1963 et 1965,  
par le Comité conjoint de la législature de l'état  
de New York chargé d'enquêter sur le crime, ses causes,  
les moyens de l'enrayer et ses effets sur la société  
(paragraphe 15)



# **"LES VOIX DU CRIME ORGANISÉ"**

Ruban magnétique à fin éducative  
préparé par le

COMITÉ CONJOINT DE LA LÉGISLATURE DE L'ÉTAT DE  
NEW YORK CHARGÉ D'ENQUÊTER SUR LE CRIME,  
SES CAUSES, LES MOYENS DE L'ENRAYER ET SES EFFETS  
SUR LA SOCIÉTÉ

**Le sénateur John H. HUGHES, président**

Réalisé par  
**LUCRETIA LEE SCOTT**



## **MEMBRES DU COMITÉ**

JOHN H. HUGHES, président  
JOHN M. BURNS, vice-président  
NICHOLAS FERRARO, secrétaire

ABRAHAM BERNSTEIN  
KENNETH BROWNE  
JOHN D. CALANDRA  
HAROLD W. COHN  
DOMINICK L. DICARLO  
THOMAS F. MCGOWAN  
SEYMOUR POSNER  
EDWARD J. SPENO  
CHARLES F. STOCKMEISTER

---

## **MEMBRES D'OFFICE DU COMITÉ**

EARL W. BRYDGES  
JOSEPH ZARETSKI  
ANTHONY J. TRAVIA  
MOSES M. WEINSTEIN  
PERRY B. DURYEA, JR.  
WARREN M. ANDERSON  
HARVEY M. LIFSET

## PERSONNEL

EDWARD J. McLAUGHLIN, avocat-conseil

---

CHARLES J. ENGEL, JR., avocat-conseil adjoint

WHITNEY W. MALLAM, avocat-conseil adjoint

---

DENNIS G. O'HARA, assistant avocat-conseil

MICHAEL A. PERRETTA, assistant avocat-conseil

---

WILLIAM A. REILLY, avocat-conseil à la recherche

---

KATHRYN BARRY, chef-enquêteur

---

RICHARD J. HALEY, enquêteur senior, police de l'état de New York

DONALD R. DeCLERCQ, enquêteur, police de l'état de New York

KENNETH J. MERRILL, conseiller en matière d'enquête

LEONA E. ELM, secrétaire légale

DOROTHY I. BREMNER, secrétaire légale

---

L'ANNONCEUR :

Voici les voix du crime organisé.

LARRY :

C'est à nous. Ce suceux de cul... Je vais l'avoir ce maudit enculeur de mère de famille...

MIKE :

Tu sais où il faut que tu le mettes ? Tu sais ce que j'ai dit à Pete ? Tu te prends un lampadaire. Tu comprends ? Y faut que tu y coupes la queue. Y faut que tu la mettes dans sa poche et que tu l'éventres comme y faut et que tu le laisses pendu en haut. C'est ça qu'y faut que tu fasses. Ça servira d'avis à tous les chrisse de rats de bavards qui ont des envies de vendre du monde.

PETE :

Ils ont fait sauter son auto. Y a personne au courant. Un autre gars, ils l'ont descendu. Y a personne au courant. Y en a eu d'autres descendus. Y a personne au courant.

MIKE :

Je l'ai dit y a deux ans. Y faut que tu rentres creux dans les chrisse de trous et que tu fasses de nouveaux tunnels. Sous la terre. Dans le clandestin et tu t'organises et tu reviens à la surface. Et tu laisses une couple de chrisse de cadavres sur chaque coin de rue.

DOMENIC :

Tu veux dire que je suis en train de t'extorquer de l'argent ? que j'te vole ?

JACK :

Ben, c'est ça que tu fais, non ?

DOMENIC :

Tu dis que je suis en train de t'extorquer de l'argent ? J'vas casser ta chrisse de gueule !

MIKE :

Pete, tu sais aussi bien que moi. Plus on se connaît, plus on se déteste. On peut pas dire que la Cosa Nostra, on la connaît pas.

## LE SÉNATEUR JOHN H. HUGHES :

Je suis le sénateur John H. Hughes, président du Comité conjoint de la législature de l'état de New York sur le crime. Le Comité s'est donné pour but de découvrir les lignes de force qui sous-tendent actuellement le crime organisé dans l'état de New York, de les exposer publiquement et de faire rapport sur leurs causes, ainsi que sur leurs effets au sein de notre société.

Le ruban magnétique que vous êtes sur le point d'entendre comprend plusieurs conversations enregistrées en secret. Ces conversations se sont déroulées dans l'état de New York entre 1963 et 1965.

Quelques-unes d'entre elles ont contribué à des mises en accusation qu'il aurait été impossible d'obtenir en vertu des autres méthodes d'enquête actuellement à la disposition des corps policiers chargés d'appliquer la loi. Tout au long de ce ruban, vous entendrez les interlocuteurs faire allusion aux crimes les plus variés : le jeu, le prêt usuraire, le meurtre, le vol qualifié, la fraude, l'extorsion et la tentative de meurtre.

Ils feront également allusion aux « bandes organisées, à la sécurité interne, aux services d'intelligence et de contre-intelligence, à la discipline ! ... Toutes choses qui démontreront l'étendue de la « planification » et de l'organisation poussée qui constituent les caractéristiques de nos criminels modernes.

Nous espérons sincèrement que la diffusion de ce ruban contribuera à éveiller davantage la conscience de la population face à la puissance et à l'envergure sans cesse accrues que prend le crime organisé de nos jours et face également à sa pénétration constante dans notre société.

Merci.

## AVIS AU LECTEUR

Ce document accompagne un ruban magnétique que la Commission a elle-même préparé. La matière première de ce ruban provient des dossiers de divers corps de police et de services de procureurs généraux de l'état de New York. Sans la collaboration de ces différents organismes, il aurait été impossible à la Commission d'accomplir sa tâche et c'est pourquoi nos premiers remerciements vont à ces gens.

La transcription que nous incluons ici sera une aide précieuse pour ceux qui désireront écouter le ruban lui-même. Ce dernier, en effet, en raison des conditions d'enregistrement peu aisées, est d'une qualité médiocre.

Le ruban comprend dix parties : une introduction, huit conversations et une conclusion. L'introduction est faite de courts extraits de conversa-

tions tirés du ruban magnétique. Ces extraits ont pour but de donner à l'auditeur une idée de ce qu'il sera appelé à entendre. Les huit conversations sont précédées, dans la transcription, d'une note explicative. Sur le ruban même, une voix d'annonceur présentera chaque conversation. Nous espérons que ces mesures permettront à l'auditeur de ne rien perdre des conversations qu'il entendra.

Je tiens à mettre l'accent sur le fait que les conversations que vous entendrez sont vraiment celles de membres de syndicats du crime organisé. Toutes ces conversations ont été enregistrées grâce à des systèmes secrets d'écoute. Aucune d'entre elles n'a été obtenue par un système de table d'écoute.

La Commission espère sincèrement que ce ruban servira à informer et à aider ceux dont la tâche est d'empêcher l'extension du crime organisé. La Commission espère en outre que ceux qui écouteront non seulement ce ruban prendront conscience des dangers que courent notre état et notre pays face à un nombre sans cesse grandissant des ententes criminelles, mais également reconnaîtront l'importance et l'utilité des mécanismes électroniques d'écoute dans le contrôle du crime organisé.

*Le sénateur John H. Hughes,*  
président.

#### NOTE EXPLICATIVE

La conversation suivante a été enregistrée peu de temps après que des membres de la Cosa Nostra eurent assailli un membre d'un corps policier fédéral. Les individus coupables de ces voies de fait étaient connus de l'organisme fédéral en question. On ne connaissait cependant pas leurs allées et venues. L'organisme a entrepris une enquête poussée pour retrouver ces hommes et les appréhender. La méthode d'enquête employée fut celle de prendre contact avec tous le gens connus associés à ces individus, le tout afin de connaître où se cachaient les suspects.

Les deux voix enregistrées sur le ruban sont celles de Mike et de Pete, deux gangsters de la Cosa Nostra. Ils discutent du fait que les agents fédéraux, lorsqu'ils les ont interrogés, semblaient très au courant du fonctionnement interne de leur organisation secrète.

Deux raisons ont motivé l'introduction de cette conversation sur le ruban. La première, c'est que cette conversation décrit en détail la structure organisationnelle de la Cosa Nostra. La seconde, c'est qu'il convient de montrer à l'auditeur que les membres de la Cosa Nostra sont, à certains égards, semblables à d'autres hommes et, à d'autres égards, très différents. Ils ont, de fait, des familles : femme, enfants, etc. et leurs préoccupations

familiales les font ressembler à d'autres hommes. Mais ils diffèrent des autres hommes en ce qu'ils utilisent cette famille pour camoufler leur appartenance à une « autre famille », leur « famille du crime ». La conversation qui suit aidera également à détruire le mythe selon lequel, simplement parce qu'un individu entretient des relations étroites avec un citoyen honnête, bon et respectueux des lois, il ne peut être un criminel corrompu.

L'ANNONCEUR :

Le crime organisé est composé d'hommes... d'hommes qui ont des familles... qui appartiennent à deux sortes de familles. La première comprend la femme, les enfants, les parents et les amis. La seconde, c'est la « famille du crime », à laquelle ils appartiennent tout autant. Ces hommes consacrent du temps à leur vie de famille tout comme vous et moi : mariages, naissances, maladies, décès, etc. Mais ils se consacrent aussi farouchement à leur famille criminelle, à sa vie et à sa protection.

MIKE :

On lui avait pourtant bien dit...

PETE :

De venir me voir ?

MIKE :

T'es un *capitaine*. Non, ils ne veulent pas venir te voir. Ils ne veulent pas venir t'embarrasser avec ta fille.

PETE :

À qui ont-ils dit ça ?

MIKE :

Ils ont dit ça à Freddy.

PETE :

Ouais.

MIKE :

Y veulent pas t'embarrasser. Y en a trois qui ont appelé. Pour lui parler.

Ils ont dit : on veut pas aller chez Petey Pumps, on veut pas l'embêter avec sa fille.

PETE :

C'est déjà fait.

MIKE :

Y sont déjà venus te voir... euh... cette semaine...

PETE :

Ouais.

MIKE :

Ils ne veulent pas donner... c'est-à-dire qu'ils te disent qu'ils ne veulent pas t'embarrasser. C'est-à-dire qu'ils ne veulent pas aller au couvent. Ben, je dirais, en ce moment ils essaient de te faire peur. Tu veux qu'on aille au couvent ? Tu veux qu'on t'embarrasse ? Alors, arrange-toi pour qu'on fasse ce qu'il faut faire.

PETE :

Ouais.

MIKE :

En fait, ils font des menaces. Mais, maintenant, on va aller faire des raids de nuit. On va faire ci, on va faire ça. On va faire autre chose. T'es un *capitaine*. T'appartiens à la famille de Carl.

(BRUIT : UN HOMME CRIE NON LOIN)

...Hey, le cave, ça suffit... Tu appartiens à la famille.

PETE :

Ben, avant ça, il m'a donné la photo de Carlo. Tu le connais ? J'ai dit sûr, je le connais. Depuis combien de temps ? Depuis vingt ou trente ans.

MIKE :

Ils ne s'attendaient pas à ce que tu dises quelque chose.

PETE :

Peux-tu nous renseigner à son sujet ? La seule chose que je peux vous dire c'est que c'est un homme d'affaires. Il a été toute sa vie dans les

affaires. Il a élevé quatre enfants. Ils ont tous reçu une bonne éducation. Ils sont tous en affaires. Ils ont tous été à l'Université et ils ont une profession. J'ai dit : que voulez-vous de plus. Il a une très belle famille. Tu vois, là-bas, ce qu'ils font... ils veulent transmettre un message. Transmettre un message quelque part. Il n'y a pas d'erreur là-dessus.

(LES DEUX PARLENT EN MÊME TEMPS)

MIKE :

Ils veulent mettre la pression sur toi et sur moi.

PETE :

Ouais.

MIKE :

La preuve est là. Ils ont été voir chacun des capitaines.

PETE :

Ouais.

MIKE :

Et ils les appellent tous capitaines. L'un a dit « contremaître » et a parlé de « caporegima ». Je veux dire qu'ils vont voir toutes les grosses têtes. Mais venant d'eux, quand il m'a dit ça, j'ai dit, Jimmy, je crois qu'il les a déjà vus.

PETE :

Ouais.

MIKE :

Je crois qu'il les a déjà vus, j'ai dit. Mais le coller dans le coin, aller voir sa fille, j'ai dit, ça pas de bon sens. J'ai dit chrisse, qu'est-ce que ça vient faire dans l'affaire. Alors ils ne veulent pas t'embarrasser.

PETE :

Pourquoi m'embarrasser ? Qu'est-ce qu'ils peuvent faire ? Aller là ?

MIKE :

Ben, Dieu Seigneur. Y peuvent pas... la jeter dehors.



PETE :

Non.

MIKE :

Y peuvent pas jeter dehors le frère d'Albert. Comment ils peuvent la jeter dehors ?

PETE :

Non. Ils peuvent pas la jeter dehors.

MIKE :

C'est embarrassant que ta fille soit une sœur ? Chrisse, c'est supposé être un honneur.

PETE :

Y peuvent rien faire. Y feront rien.

MIKE :

Maudite bande de suceux de cul. Maintenant qu'ils ont tout sorti, Pete, la Cosa Nostra est une affaire à ciel ouvert.

PETE :

Ouais.

MIKE :

C'est un livre ouvert.

PETE :

Un livre ouvert.

MIKE :

Pete, tu sais aussi bien que moi, plus on se connaît, plus on se déteste. On peut pas dire que la Cosa Nostra, on la connaît pas... Si la bataille commence, qu'est-ce qu'on pourrait bien faire ? Je sais une chose, Pete. La Cosa Nostra, c'est la Cosa Nostra. Tu fais simplement ce que le chrisse de patron te dit de faire.

## NOTE EXPLICATIVE

La conversation suivante se déroule dans une chambre d'hôtel où Jack se cache. Dom, grâce à ses propres sources de renseignements, a découvert le refuge.

Jack dirige une entreprise d'appareils à air climatisé tout à fait légale et, dans la conduite de ses affaires, il s'est aperçu, à un certain moment, qu'il avait besoin de fonds additionnels. Afin d'obtenir ces fonds, il est allé voir son avocat-comptable et a emprunté plusieurs milliers de dollars. L'intérêt qui lui fut chargé était à un taux usuraire, ce qui eut pour effet de rendre le prêt irrécupérable par les voies judiciaires normales.

Lorsque l'entreprise de Jack subit des revers, il ne put rencontrer les échéances du prêt fixées par l'avocat-comptable. Afin de réduire les pertes au minimum, l'avocat-comptable confia la récupération du prêt au crime organisé. Dom, le « musclé » chargé par la bande de récupérer le prêt, réussit à extorquer de Jack quatre mois de paiements additionnels. En fin de compte, Jack se rendit compte qu'il lui était impossible de supporter plus longtemps la chose et décida de s'enfuir.

C'est lors de cette rencontre (que nous avons enregistrée) que l'homme de main de la bande, Dom, retrouve Jack et lui fait connaître l'arme ultime utilisée par ce groupe : la violence physique.

### L'ANNONCEUR :

Deux voix dans une chambre d'hôtel piégée d'un système d'écoute. La première voix est celle d'une victime d'un groupe de requins du prêt. L'autre voix est celle d'un perceuteur du style fier-à-bras. Le collecteur fouille la victime pour découvrir si elle n'a pas sur elle de système d'écoute et l'on entend la victime déclarer : « Je n'en ai pas, je n'en ai pas ». Et le collecteur téléphone ensuite à son patron afin d'obtenir des instructions supplémentaires ; il utilise la peur, la menace et la violence physique pour récupérer l'argent. Il n'y réussit pas.

DOM :

Enfant de chienne.

(BRUIT : UNE PORTE SE FERME)

(Il poursuit)..., qu'est-ce que tu fais ici ?

JACK :

Ce que je fais ici ?

DOM :

Qu'est-ce que tu fais ?

JACK :

Écoute, écoute. Une minute.

DOM :

Je t'ai dit que je voudrais avoir rien à faire avec cette histoire. Je suis déjà venu. Je veux te convaincre que... Je te l'ai dit, j'ai essayé de te convaincre. (Inaudible)... Je me sacre de ce que tu fais maintenant. Je t'attends en bas. (Inaudible)... Près de ton auto. (Inaudible)... Je t'attends près de ton auto.

JACK :

T'en trouveras pas. T'en trouveras pas. C'est tout ce que j'ai à dire.

DOM :

Il fait ce qu'il faut avec toi.

JACK :

Qu'est-ce que tu veux dire, il fait ce qu'il faut. Il ne fait pas ce qu'il faut. Il ne fait pas ce qu'il faut.

DOM :

Qu'est-ce que t'as dans la tête, Jack ? Pourquoi tant de manières ? Pourquoi ?

JACK :

Écoute, j'ai plus enduré ça... J'ai plus.

DOM :

Pourquoi tu traînes avec ces gars-là ? Ramasser un dix-huit cents ? T'as pas de couille, tu sais ça ? T'es même pas homme.

JACK :

Tout ce que j'ai fait c'est de payer et de payer.

DOM :

Qu'est-ce que tu payes, hein ?

JACK :

J'tai payé, j'ai payé tout le monde... tout le monde.

DOM :

Qu'est-ce que t'as payé ? La Cour ?

JACK :

J'tai payé. J'ai payé la Cour. J'ai payé tout le monde.

DOM :

Combien d'argent il te reste ?

JACK :

Je ne donne plus un sou, Domenic. Je ne vais pas donner un sou. Je ne peux pas. Je m'en vais. Je fous le camp. Je m'en vais. Je ne donne plus un sou. J'en ai assez. J'ai besoin de cet argent. Je m'en vais et je laisse tout.

DOM :

Qu'est-ce que ça te donne. Qu'est-ce que ça te donne, Jack ?

JACK :

Qu'est-ce que ça me donne ?

DOM :

Ouais.

JACK :

Je me débarrasse de tout. Je donne de l'argent de tous les côtés.

DOM :

T'as pris de l'argent ? Tu l'as pris ce chrisse d'argent ?

JACK :

Pas de toi. Je l'ai pas pris de toi...

DOM :

De qui l'as-tu pris ?

JACK :

Je l'ai pris de ni l'un ni l'autre. L'argent que je te paye, je ne l'ai pas pris de toi.

DOM :

De qui l'as-tu pris, Jack ? L'argent que je te prends ?

JACK :

Je ne l'ai pas eu de toi. Tu ne l'as pas pris dans tes poches.

DOM :

De qui as-tu eu cet argent ?

JACK :

De qui j'ai eu cet argent ?

DOM :

De qui l'as-tu eu ?

JACK :

Je ne l'ai pris à personne. Je ne te l'ai pas pris.

DOM :

De qui l'as-tu pris ?

JACK :

L'argent que je te paye, je ne te l'ai pas pris.

DOM :

Tu veux dire que je suis en train de t'extorquer de l'argent. Que j'te vole ?

JACK :

Ben, c'est ça que tu fais, non ?

DOM :

Tu dis que je suis en train de t'extorquer de l'argent. J'veais casser ta chrisse de gueule !

JACK :

Écoute, Dom, ça suffit.

DOM :

Suffit ? Qu'est-ce que tu veux dire, ça suffit ? Tu m'as fait passer pour un cave.

JACK :

J'ai jamais fait passer personne pour un cave.

DOM :

Qu'est-ce que tu veux dire que t'as jamais fait passer personne pour un cave ?

JACK :

Comment j't'aurais fait passer pour un cave ?

DOM :

(Inaudible) ... T'as essayé de me fourrer depuis le début. Tu pensais à ça en commençant. Tu pensais à ça en commençant.

JACK :

Jamais j'ai pensé à ça... C'est les circonstances... Je paye plus. Je ne peux plus payer.

DOM :

Tu partiras pas. J'te le dis, tu partiras pas, Jack ... Tu vas me payer parce que que j'veais casser ta chrisse de gueule ... (Inaudible) ... J'veais te laisser retourner à ton travail.

JACK :

Ça suffit maintenant.

DOM :

Ça suffit ? Donne-moi mon... Combien t'as d'argent ?

JACK :

J'donne plus un sou.

DOM :

Tu quitteras pas cette chrisse de ville. Oublie ça. J'te retrouverai partout. T'es tellement plein de merde qu'on te sentirait partout...

JACK :

J'm'en vais, j'm'en vais.

DOM :

Y faut pas être deux avec un lécheux de cul comme toi... Pour dix-huit cents dollars. J'm'en sacre. Tu peux garder les dix-huit cents dollars et tu feras sauter ton affaire.

JACK :

Je paye plus un sou à personne.

DOM :

Tu te sauves de ta chrisse de femme et de tes enfants. T'es un vrai lécheux de cul.

JACK :

C'est pas dix-huit cents dollars. C'est beaucoup d'argent, beaucoup... et je l'ai pas et je payerai plus un sou. J'en ai assez. J'ai des dettes partout jusqu'au cou. Je paye...

DOM :

Tu payes personne.

JACK :

Je t'ai payé, non ?

DOM :

Qu'est-ce que tu m'as payé ? Sept cents dollars. À vingt-cinq dollars par semaine.

JACK :

Ça va, c'est ça.

DOM :

Est-ce que je t'ai pas aidé. Je t'ai pas donné une chrisse de chance ?

JACK :

Ben, je... Ben je peux plus payer. J'dois de l'argent à toute la ville. J'en dois à l'un, à l'autre... Je fous le camp.

DOM :

Tu fous pas le camp, Jack. Tu pourrais le faire, mais ce sera dans une chrisse d'ambulance. Ce sera la seule façon.

JACK :

Je vais m'en aller. Je quitte la ville d'une façon ou de l'autre.

(BRUIT : DOM COMMENCE À FRAPPER JACK)

J'en ai assez, Domenic ! C'est tout. J'en ai par-dessus le dos, je ne peux plus payer.

DOM :

Qu'est-ce que tu veux faire ? Qu'est-ce que tu veux faire maintenant ? Qu'est-ce que tu veux faire ? J'te le dis, tu pars pas. Qu'est-ce que tu veux faire ? Qu'est-ce que tu veux faire maintenant ?

JACK :

Écoute, Dom, t'obtiendras rien en me battant. Tu le sais. Tu n'obtiendras rien.

DOM :

L'argent.

JACK :

Il n'y a pas d'argent, je ne l'ai pas avec moi. Il est dans mon auto.

DOM :

Eh ben, va le chercher en bas.

JACK :

Je sortirai pas d'ici avec toi, Domenic. Je sortirai pas.



DOM :

Je vais te traîner dehors.

JACK :

Va falloir que tu le fasses. Il va falloir que tu me portes...

(DOM LOGE UN APPEL TÉLÉPHONIQUE)

DOM :

(Inaudible)... 4552, s'il vous plaît...

JACK :

J'ai un million de choses ici. Ils fouillent tout. Je n'en veux plus. Je ne veux plus de cette maudite affaire. Je ne veux pas être mêlé à ça.

DOM :

Va te faire enculer.

JACK :

Tout le monde s'en fout. Je m'en fous aussi en ce moment.  
Qu'est-ce qui va arriver ? Il y a quelqu'un qui va me descendre ?  
C'est...

(BRUIT : LE TÉLÉPHONE SONNE DEUX FOIS)

DOM :

Hello... Hello... Où est Joey ?... Domenic ici...

JACK :

Je te le dis, on ne peut pas tirer le sang d'une pierre. C'est exactement ça. Je gagne de l'argent et tout ce que je fais c'est de le donner pour payer. Je le paye tout...

DOM :

À qui payes-tu ?

JACK :

Je paye la ville. Je te paye. Je vais payer la banque. Tu sais que je ne les

ai pas encore complètement remboursés. Il faut que je te paye. Tout le monde. Tout le monde me souffle dans le cou dès que je me retourne. Je vais payer de l'argent à quelqu'un... (Inaudible)... et je fous le camp. C'est tout.

DOM :

Pas avec mon argent, en tout cas. Pour quel chrisse tu te prends ?

JACK :

Dom, c'est pas ton argent que je prends. Je ne t'enlève pas ton argent. C'est pas toi qui as sorti de l'argent de ta poche pour moi. Pas vrai ?

DOM :

Hey, mouchard.

JACK :

En quoi ça te regarde ?

DOM :

Tu as pris pas mal d'argent de moi. Et tu as pris pas mal d'argent des autres... Qu'est-ce que tu veux faire ? Dis-moi ce que tu veux faire, Jack. Je ferai tout ce que tu veux... (Inaudible)... Fais tout ce que tu veux. Tu avais onze cents, onze cents dollars que tu as payés. Ça fait sept cents plus onze. Je ne te demande même pas les sept cents... qui vont au chrisse de Joe, ton cousin. C'est là que ça va. Je ne veux rien pour moi... Je m'en fous... (Inaudible)... Il t'aurait pas donné l'argent si j'avais pas été là. Et qu'est-ce que tu veux faire, Jack ? Qu'est-ce que tu veux faire ?

JACK :

Il sait ce que je veux dire. Joe sait ce que je fais. Il sait ce que je fais. Qu'il le sache ou pas...

DOM :

Maintenant donne-moi mon chrisse d'argent. Les trois cents dollars de plus que tu me dois à moi, personnellement.

JACK :

J'te dois pas un sou.

DOM :

Je dis que tu me dois trois cents.

JACK :

Je ne te dois rien, Domenic.

DOM :

Jack, j'te dis que tu me dois...

JACK :

Je ne te dois...

DOM :

Tu me dois trois cents chrisse de dollars. Maintenant, j'veux mon argent.

(BRUIT : DOM FRAPPE JACK)

...Je veux mon argent ou bien je vais t'arranger. Donne-moi l'argent. Donne-moi l'argent...

JACK :

Je ne l'ai pas...

(BRUIT : DOM FRAPPE JACK)

(BRUIT : ON ENTEND JACK SE LAMENTER DE DOULEUR)

DOM :

J'ai été bien gentil avec toi jusqu'ici... mais donne-moi mon argent.

JACK :

Écoute, je l'ai pas ton argent.

DOM :

Il est en bas dans ta chrisse d'auto.

JACK :

Non. Je l'ai donné à la compagnie d'aviation.

DOM :

T'as pas dépensé sept cents dollars sur un chrisse d'avion ? Tu t'en vas certainement pas en Europe, toi... (Inaudible)... Je veux être gentil avec toi. Je t'ai dit, oublie tout. Je veux rien. Retourne travailler. Ne quitte pas la ville... Eh bien non, tu veux te comporter comme le lécheux de cul que t'es... (Inaudible).

JACK :

Écoute, il faut que je me sauve à cause de ça et d'un million d'autres choses... (Inaudible)... Je ne vais pas... Je ne vais pas endurer ça plus longtemps.

(BRUIT : DOM ATTAQUE JACK)

DOM :

Non ! Jack ! Ne m'arrête pas, Jack. Ne me laisse pas...

(BRUIT : DOM FRAPPE JACK ET L'ON ENFONCE LA PORTE)

LE POLICIER :

Tourne-toi ! La tête contre le mur !

L'ANNONCEUR :

Le procès qui a suivi cet incident s'est terminé par un verdict de culpabilité contre le fier-à-bras impliqué. Le verdict en fut un de tentative d'extorsion. Au moment de son arrestation, Dom était en liberté sous cautionnement en attendant que soit entendu un appel qu'il avait logé relativement à une condamnation pour un autre crime d'importance.



L'ANNONCEUR :

La sécurité interne, le secteur des informations, le système d'espionnage et les méthodes disciplinaires d'une bande organisée sont étalés en détail au cours de la conversation qui suit. Vous entendrez les voix d'individus qui ne connaissent qu'une méthode pour régner : violence et peur.

#### NOTE EXPLICATIVE

La conversation qui suit entre Pete et Mike s'est déroulée au moment où les membres de la Cosa Nostra avaient acquis l'impression que des in-

formateurs de la police s'étaient infiltrés dans leurs rangs. Ils discutent des moyens qu'ils pourraient prendre pour nettoyer leurs rangs de ce danger interne. La méthode qu'ils choisissent finalement est le meurtre. Ils suggèrent qu'eux-mêmes, ainsi que chacun des membres de leur « famille » soient interrogés afin de s'assurer de leur loyauté. Au cas où surviendrait le moindre doute sur cette loyauté d'un membre, ce membre doit être éliminé.

La conversation qui suit montre aussi les difficultés auxquelles peuvent faire face les personnes chargées de l'application de la loi lorsqu'ils tentent de se réserver des témoins « vivants » en vue de procès éventuels. La volonté clairement exprimée des membres de la « famille » de commettre un meurtre lorsqu'il faut préserver la sécurité interne constitue une mesure propre à décourager quiconque voudrait les trahir. Il devient évident que, très fréquemment, la seule preuve testimoniale qui puisse être recueillie contre ces hommes est celle que l'on obtient en enregistrant secrètement leurs conversations au moyen de systèmes d'écoute électroniques.

MIKE :

Je l'ai dit il y a deux ans. Il faut que tu ailles creux dans les chrisse de trous et que tu creuses de nouveaux tunnels. C'est ça qu'il faut que tu fasses.

PETE :

Sous terre.

MIKE :

Sous terre. Sous terre, tu t'organises et ensuite tu reviens à la surface... Et tu laisses une couple de chrisse de cadavres sur chaque coin de rue... surtout ceux des bavards qu'on découvre. Il y a rien eu de cela qui a été fait. Je veux pas être méchant. Je ne veux pas être sanguinaire mais, Pete, tu parles aux gens aujourd'hui et ils ont plus peur. Ils cherchent à te défier.

PETE :

Ouais.

MIKE :

Ils cherchent réellement à te défier. Alors, chrisse, tu veux pas passer pour un vampire. Où tout ça va nous mener ? Il y a des gars qui arrivent et ils veulent te cracher au visage. C'est-à-dire que... seulement quelques-uns,

mais tous les gars qui entrent dans une station de police ou qui vont voir le FBI ont la chance d'être des rats. Alors, il a une maison, il a une petite affaire, il a quelques dollars... Il peut attraper vingt ans.

LARRY :

On a là-dedans un bon nombre de suceux de cul. Y a même un salaud...

MIKE :

J'sais tout sur lui... Ce lèche-cul... un bon diable.

LARRY :

C'est à nous. Ce lèche-cul. Je vais l'avoir, ce maudit enculeur de mère de famille...

MIKE :

Tu sais où il faut que tu le mettes ? Tu sais ce que j'ai dit à Pete ? Tu prends un lampadaire. Tu comprends ? Y faut que tu y coupes la queue. Y faut que tu la mettes dans sa poche et que tu l'éventres comme y faut et que tu le laisses pendu en haut. C'est ça qu'y faut que tu fasses. Ça servira d'avis à tous les chrisse de rats de bavards qui ont des envies de vendre le monde.

LARRY :

Mike, on a beaucoup de vidanges...

MIKE :

Tu peux pas les laisser là et tu peux pas les enterrer.

LARRY :

Non, tu sais ce que je leur ai dit. Tu sais ce que je leur ai dit ? J'ai dit, écoutez, faisons semblant de rien. Ils savent tout. La merde. Qu'ils voient ce qu'on va faire. Ensuite y vont se fourrer tout seuls. Qu'est-ce qu'ils vont faire ? Se cacher ? La merde. Ils vont se fourrer tout seuls.

MIKE :

Ceux qui devaient se dégonfler sont déjà dégonflés. Les rats sont déjà dégonflés. Ça revient à ce que je disais hier. Leur ego s'est dégonflé. On leur a enlevé leur prestige. J'ai un vieux proverbe : « Avec les loups on hurle ». C'est ça qu'on doit faire. Après, on se retranche. On devient plus fins. Il

faut qu'on aille creux, creux, creux... Comme t'as dit hier... Ce que t'as fait avec ton *bookmaker*. C'est ça qu'on doit faire. On doit faire ce qu'on aurait dû faire avant. On a eu une réunion une fois... Qui est-ce qui t'a amené là ? C'était qui ? Où était-il né et comment ? Qu'est-ce qu'il fait en ce moment ? N'importe quel chrisse d'ami doit être passé au crible. Moi j'm'en foutrais. Pete, t'as quelque chose à cacher ? J'ai rien à cacher. Qui était mon parrain ? Qu'est-ce que je fais ? Il faut qu'il me demande ce que je fais, comment je le fais... et je dois lui dire. N'importe quel capitaine doit avoir un chrisse de rapport sur chacun des chrisse de gars qui lui appartient et s'il a le moindre doute, il doit le montrer et passer au crible le gars douteux et chaque capitaine doit avoir deux ou trois gars. Passez Mike Sandi au tamis. Ouais. Passez au tamis Mike. Ouais. Passez au tamis Petey Pumps... et il faut qu'on fasse ça. Comme j'ai dit, je veux pas être sanguinaire. Laisse une couple de têtes accrochées sur un chrisse de poteau. Les bavards qui nous font face vont y penser à deux fois. Ils y penseront à deux fois en chrisse avant d'aller voir la police. Amis ou pas amis. Ils semblent dire la même chose. Qu'est-ce qu'ils vont me faire ? Ils ne me feront pas mal, je leur suis utile... Ils viennent et ils te disent qu'ils ont construit un chrisse de château-fort autour de Galle... Galle leur a donné l'information. Que ça soit vrai ou pas, on a nos moyens à nous de le savoir.

#### NOTE EXPLICATIVE

La conversation suivante se déroule entre deux membres d'une bande organisée : Mike, et un policier, Lenny. La bande a réussi à corrompre le policier au point où celui-ci est devenu leur informateur. Le policier avertit Mike qu'il a entendu parler de lui à la station de police et demande à Mike si quelqu'un du « six-deux » ou du « six-quatre » n'est pas venu le voir. Ces chiffres font référence à des districts policiers de la ville de New York.

Mike a un problème : il a deux revolvers dont il veut se servir pour tuer un informateur de la police fédérale mais il n'a pas de munitions pour ses armes. Il veut que Lenny, un policier, examine les revolvers et lui fabrique les munitions appropriées. Lenny accepte. Une partie de la conversation a trait au problème de savoir si les armes de Mike sont « *hot* » ou non, c'est-à-dire si elles ont déjà servi ou non à commettre un assassinat. Mike affirme à Lenny que les revolvers ont été volés mais qu'ils ne sont pas « *hot* ».

#### L'ANNONCEUR :

Diviser pour régner est une vieille mais très efficace méthode. La conversation que vous êtes sur le point d'entendre s'est déroulée dans une

boutique de réparations d'automobiles entre un représentant du crime organisé et un policier corrompu. Le gangster s'est procuré deux revolvers volés et demande au policier de lui fabriquer les munitions dont il a besoin. Bien que le policier sache très bien qu'il y a « intention manifeste » de tuer un informateur de la police fédérale, il accepte de livrer les balles du type « dum-dums » le vendredi ou le jour suivant.

L'enregistrement de cette conversation a mené par la suite à l'arrestation des deux interlocuteurs. Toutefois, la condamnation n'a pu être obtenue, la Cour ayant décidé que la preuve avait été obtenue en violation de la Constitution. Le policier impliqué demeure suspendu mais on n'écarte pas la possibilité que les tribunaux de cet État ordonnent qu'il soit réinstallé dans ses fonctions de représentant de la loi.

(BRUIT : LES SONS D'UN ATELIER DE RÉPARATIONS  
D'AUTOMOBILES)

LENNY :

Colt, Colt. Il faut qu'il y ait un nom. Colt Cobra.

MIKE :

Ouais.

LENNY :

Je peux faire un appel ?... Je te le dirai demain.

MIKE :

Ça rentre là... Attends une minute. Ils sont pareils. Identiques. Ils ont tous deux un « p » sur le côté. Ça veut dire quelque chose ?

LENNY :

Je sais pas.

MIKE :

Pareils. Identiques. Une balle entrera dans celui-là mais n'entrera pas dans l'autre. Ça rentre jusque là. Ça ira pas plus loin. Ça rentre dans l'autre.

LENNY :

Une douille différente. Tu sais, tu as des revolvers différents. Des revolvers différents. Différents calibres. L'un c'est... probablement un spécial et l'autre un ordinaire. Ils prennent des douilles différentes. Ça c'est ordinaire et l'autre que je t'ai donné c'est spécial.



MIKE :

Si je rentre les deux morceaux...

LENNY :

Rentre-les. Je vais les regarder.

MIKE :

Tu me feras des « dum-dums ». J'ai pas les douilles pour l'autre.

LENNY :

Hein ?

MIKE :

J'ai pas les douilles pour l'autre.

LENNY :

Il faut que tu les aies.

MIKE :

J'ai les douilles pour un mais j'ai pas les balles pour l'autre revolver.  
Celui-là...

LENNY :

Ouais.

MIKE :

Pas de balles pour l'autre. La douille rentre.

LENNY :

Mais tu n'as pas de « dum-dums ».

MIKE :

J'm'en chrisse pourvu que ça lui fasse un trou grand comme ça.

LENNY :

Ouais. Ça va rentrer là et ça vas sortir ici. Tu peux mettre ta main au complet dans un trou comme ça.

MIKE :

T'aimes la façon dont on arrange les mouchards du fédéral ?

LENNY :

Qu'est-ce que tu veux dire, des mouchards ?

MIKE :

Des bavards.

LENNY :

Ah ! C'est ça que tu chasses, des bavards ?

MIKE :

Ouais. Seulement des bavards.

LENNY :

Ah oui ?

MIKE :

Personne d'autre. Seulement des bavards. Je veux dire comme les flics, comme les mouchards quand ils meurent, spécialement quand il s'agit de mouchards du fédéral, ça va ?

LENNY :

Bah ! Tu veux rire. Combien de fois j'ai entendu et j'ai vu...

MIKE :

J'ai dit les flics...

LENNY :

Ouais ?

MIKE :

Les flics de New York.

LENNY :

Ouais ?

MIKE :

Comme lorsqu'un mouchard du fédéral est descendu.

LENNY :

Bah ! Quelle différence ça fait ? À moi, ça me fait aucune différence.

MIKE :

Il y a une grosse différence. Je vais te dire pourquoi. Un flic de New York...

(BRUIT : LE TÉLÉPHONE SONNE)

(Il poursuit)... ou un détective n'aime pas un bavard du fédéral. (Inaudible) ...Parce qu'il vendrait n'importe qui... (Inaudible)... Je ne le fais jamais. Je marche. Ils m'écoutent. Je le sais. Je marche. J'ai besoin d'un gars qui connaît les téléphones.

LENNY :

Tu devrais vérifier tes téléphones.

MIKE : (AU TÉLÉPHONE)

Allo. Le gros S... il est très occupé... Tu le veux ?... Rich ?... Tu veux lui parler... Ça va, attends... Je vais le chercher.

LENNY :

Qui c'est ? Richie ?

MIKE :

Tu comprends ? Tu vois ils veulent qu'il soit à eux. Quand ils travaillent pour les fédéraux ils ne parlent ni à toi ni à moi parce que quand quelque chose se passe au fédéral, la ville l'a aussi. Les gars de la ville sont brûlés.

LENNY :

Non.

MIKE :

Certainement. (Criant)... Hey, Rich, ton fils est au téléphone.

L'ANNONCEUR :

Le policier revient à la boutique de réparations quatre jours plus tard.

LENNY :

Il n'y a personne qui est venu te voir du six-deux ou du six-quatre ?

MIKE :

Ils sont venus hier.

LENNY :

Oh, parce que...

MIKE :

Les gars du sept-zéro sont venus.

LENNY :

Oh. Mais j'ai entendu quelque chose. Je sais pas de quoi ils ont parlé. J'ai seulement entendu « Mike Scandi, Scanfild » ou quelque chose comme ça. Je sais pas.

MIKE :

Charlie m'a dit qu'ils sont venus. Ils... voulaient te voir mais t'étais pas là. On a immédiatement appelé et on lui a dit que t'étais pas là. Il a dit d'oublier l'affaire.

LENNY :

Oh, parce que je le savais pas.

MIKE :

Ils cherchent quelqu'un d'autre... (Inaudible)... Non, je les ai ici. C'est ce que je cherche. En voilà deux. Tu comprends ? Maintenant, tu verras qu'une rentre dans celui-là et ne rentre pas dans l'autre. J'ai pas amené le tu-sais-quoi. J'ai pas amené les... les... balles.

LENNY :

Est-ce qu'ils sont « *hot* » ?

MIKE :

Non, comment « *hot* » ? Ils sont volés. Il y a seulement un numéro. Y a rien d'autre dessus. Tu peux y toucher avec tes mains, chrisse.

LENNY :

C'est pas ça qui me tracasse. Ça l'air d'un .32. Une petite différence. C'est un NP. .38 Colt. Balles NP. Des balles .38 Colt NP. Il faudra que je vérifie.

MIKE :

Eh bien vas-y. Il faut que tu les apportes.

LENNY :

Je peux pas.

MIKE :

Bien sûr. Je veux être certain que tu... fais les « dum-dums ». Après tout, tu peux les trouver. Moi, je ne peux pas. Celles-là. Ici. T'aurais pu les trouver n'importe où, non ?

LENNY :

Parfaitement. Bonne idée. Ça prendra un peu de temps avant de les avoir.

MIKE :

Dis-moi pas ça.

LENNY :

Ça prendra une semaine...

MIKE :

Oh non, écoute. Je veux dire... euh... alors laisse tout tomber...

LENNY :

Euh...

MIKE :

Oh non, non.

LENNY :

Demain je n'aurai aucune chance. Mais j'essaierai le jour d'après.

MIKE :

Hey, Lenny.

LENNY :

Vendredi ou le jour d'après.

MIKE :

Lenny, non... dis-moi pas ça encore. Tu m'arraches le cœur.

#### NOTE EXPLICATIVE

La conversation qui suit se déroule entre Mike et Pete, tous deux membres de la Cosa Nostra. Ils discutent du meurtre d'un individu du nom d'Alfred San Antonio, soupçonné d'être un informateur de la police fédérale. Le meurtre de cet homme a apparemment été commandé par les hauts-dirigeants de « l'organisation » et les deux interlocuteurs tentent de localiser l'homme afin d'accomplir la tâche meurtrière qui leur a été confiée.

Il est intéressant de noter que même s'il y eut des témoins à ce meurtre, ceux-ci perdirent tous la mémoire lorsqu'il devint clair pour eux que le meurtre avait été accompli sous les ordres de la pègre.

Le meurtre de San Antonio porte encore la mention « non éclairci » dans les dossiers de la police.

L'ANNONCEUR :

Voici le cas San Antonio. Au printemps 1963, les deux conversations qui suivent furent enregistrées à l'aide de tables d'écoute. Il n'y avait alors aucun sens particulier attaché au nom « San Antone » ou à la phrase : « Je connais le Texas — San Antonio ». Toutefois, deux mois après l'enregistrement de ces conversations, un homme du nom de Alfred San Antonio, qui, alors qu'il faisait face à une peine d'emprisonnement, avait décidé de collaborer avec les autorités judiciaires, fut assassiné. Ce meurtre demeure encore aujourd'hui non élucidé.

L'enregistrement a contribué à obtenir un verdict de conspiration pour meurtre contre ces hommes, en dépit du fait que le ruban magnétoscopique ait été refusé par le tribunal parce qu'il avait été obtenu en violation de la loi constitutionnelle.

(BRUIT DE CHAISES)

MIKE :

T'as vu le Wop à Frankie quelque part ?

PETE :

Autre chose... Frank le Wop ? Non, je l'ai pas vu dernièrement. J'peux lui envoyer un message.

MIKE :

Ben, il était avec... il voulait un certain nom. J'ai le nom. Maintenant je sais... ha... J'sais pas s'il va être sur la rue Smith. Mais il a dit qu'il viendrait me voir.

PETE :

Ici ?

MIKE :

Ben, tu vois, Pete, il passe par ici ; ou bien il sera là ou je vais dans le voisinage ; mais j'ai pas envie d'aller dans le voisinage. Est-ce qu'il faut passer par quelqu'un avant d'aller le voir ?

PETE :

Ben, donne-moi le nom et... (inaudible)...

MIKE :

San Antone.

PETE :

Je vais sur la rue Smith ce soir, alors je lui donnerai...

MIKE :

San Antone.

PETE :

San Antone.

MIKE :

Ouais. Il cherche un receleur. Le dernier nom de Freddy ?...

PETE :

Freddy Eppolito ?

MIKE :

Non. Freddy le Sicilien.

PETE :

San Antone.

MIKE :

San Antone. Je l'ai trouvé dans le livre.

PETE :

Ah oui. Il va falloir qu'on sache ce qui se passe.

MIKE :

Je sais pas. Je pense qu'il n'a pas voulu te le demander. Peut-être qu'il pense que si tu lui donnes le nom... (inaudible... il... Il a bien choisi ses mets quand il m'a demandé ça. Il a dit... (inaudible)... alors j'ai dit, bien, je vais essayer de le trouver.

PETE :

Serait plus facile de venir me voir.

MIKE :

Ben, peut-être qu'il voulait pas le demander ouvertement.

PETE :

Il est comme ça avec Charlie, lui et Charlie.

MIKE :

Il va aller voir Charlie et lui demander... il va demander à Charlie... peut-être... peut-être qu'il veut pas se promener et le demander à tout le monde.

PETE :

Oh... Oh... Je sais pas...

MIKE :

Peut-être qu'il veut que quelqu'un d'autre trouve son nom de famille.

PETE :

J'vois. Ouais.



MIKE :

Parce qu'il semble bien qu'il cherche quelque chose... J'sais pas.

PETE :

San Antone.

MIKE :

San Antone. C'est le nom qui était dans le livre.

L'ANNONCEUR :

Vingt-quatre heures plus tard, Pete fournit ce rapport...

PETE :

Oh, en passant, j'ai donné... j'ai pas vu Frank le Wop... Je l'ai donné à Rocky.

MIKE :

O.K.

PETE :

Alors Rocky demande : c'est important ? Et j'ai dit : oui. Alors je vais le trouver, qu'il m'a dit.

MIKE :

D'après toi, as-tu bien vérifié le nom ? As-tu bien vérifié le nom ?

PETE :

C'est ça le nom.

MIKE :

C'est ça le nom. Alors j'avais raison.

PETE :

C'est ça le nom.

MIKE :

Je voulais pas...

PETE :

Tu veux l'écrire ? Je l'ai dit à Rocky. Tu veux l'écrire ? C'est ça que j'ai demandé à Rocky. Il a dit non. Je sais tout du Texas... San Antonio, Texas.

(TOUS LES DEUX RIENT)

MIKE :

O.K., Pete.

#### NOTE EXPLICATIVE

La conversation qui suit se déroule entre Willie et Mike, tous deux membres d'un syndicat du crime organisé. Ils discutent d'une tentative de meurtre qui a récemment échoué pour la simple raison que les munitions que contenait l'arme du crime n'ont pas fonctionné. La victime de cette tentative de meurtre demeure inconnue.

On fera bien de noter l'attention que portent ces tueurs aux moindres détails. En faisant le compte de leurs échecs passés, ils souhaitent bien assurer leurs succès futurs.

L'ANNONCEUR :

De bons amis viennent de se rencontrer. Ils discutent de choses courantes en évoquant des souvenirs. Ce que vous êtes sur le point d'entendre est en réalité une véritable confession touchant une tentative de meurtre qui a avorté tout simplement parce que l'arme du crime n'a pas fonctionné.

Vous noterez les allusions que font les deux hommes à des revolvers et des armuriers, à l'heure où le contrôle des armes à feu est un sujet de plus en plus brûlant dans l'opinion publique. Vous noterez également les longues discussions consacrées au chapeau que portait l'un des assaillants, chapeau qui avait cependant été acheté par un tiers afin qu'on en perde la trace.

(BRUIT D'UN ATELIER MÉCANIQUE)

WILLIE :

Hey, tu sais qui on a vu l'autre soir aux courses ? Tu vois, j'avais amené ma fille samedi pour voir les trotteurs, tu sais, ma fille et ma nièce, Patricia,

mais Dom devait venir plus tard. J'ai eu des places réservées à côté, juste à côté de Aneill. Ils étaient en avant de nous. Rien. Rien. L'autre type était avec sa femme. Il était avec sa blonde. Il m'a pas regardé.

MIKE :

Il te connaît ?

WILLIE :

Ouais. Il m'a pas regardé. Je vais te dire pourquoi, Mike. Il y avait un crisse de Gars qui était là et qui avait l'air plus d'un flic que n'importe quoi... Je l'aurais juré.

MIKE :

Bon, crisse de Hugo, juste après Kane, il fallait qu'il me fasse penser à ça. J'devrais lui bosser le crâne.

WILLIE :

C'est ça. Ça avait affaire avec...

(TOUS LES DEUX ÉCLATENT DE RIRE)

MIKE :

C'te crisse de têteux. Je le tuerais encore. Je vais l'avoir ce maudit têteux. Toutes les fois que je pense à ce type, j'en bave...

WILLIE :

Toutes les fois que tu penses à ça, hein ?

MIKE :

J'en bave. Toutes les fois. Ça me met les nerfs en pelote.

WILLIE :

Ouais.

MIKE :

Ça me fait chier. Ce gars-là est le plus chanceux des crisses.

WILLIE :

Ouais. Il a été chanceux. Un beau chanceux.

MIKE :

As-tu déjà eu un revolver braqué dans ta face comme ça ?

WILLIE :

Non.

MIKE :

Juste comme ça. Combien de fois ce maudit tétueux... J'ai demandé à des dizaines de gens et jamais personne a entendu ça : un .38 qui bloque.

WILLIE :

Qui bloque ?

MIKE :

Et j'ai dit au gars que je reviendrais. J'ai dit : jette jamais ça. Je les veux comme preuve. J'ai dit : essayez-les. Ils ont bloqué.

WILLIE :

Sûr.

MIKE :

Tu sais ce qu'ils ont dit ? Quand t'auras fini, jette-les.

WILLIE :

Vrai ? Si ça c'était passé il y a plusieurs années t'aurais vu comment vite... (inaudible)... t'aurais été obligé de les amener là. Ils ont dit : trouve un armurier et découvre pourquoi elles ont pas marché...

MIKE :

Je l'ai prouvé...

WILLIE :

Ben, tu l'as prouvé. Elles n'ont pas marché.

MIKE :

Ça bloqué juste dans la chambre. Jamais on a vu ça. Ce crisse de travail était difficile. Je me crisse de ce que les gens peuvent dire. Je gelais. Je gelais. J'avais deux paires de pantalons, des sous-vêtements et des combinaisons d'hiver.

**WILLIE :**

Comme de la glace. Comme de la glace.

**MIKE :**

Je gelais.

**WILLIE :**

C'était février ou janvier ?

**MIKE :**

L'un des deux. C'était après les Fêtes.

**MIKE :**

On gelait en haut. Juste à côté de l'eau, crisse. Et le vent qui soufflait et qui sifflait. J'avais peur. J'étais...

**WILLIE :**

Tremblant.

**MIKE :**

Tremblant. Je pouvais pas attraper ce tétéux-de-cul. Finalement je l'ai attrapé... Pas mal chanceux : pas une balle le touche.

**WILLIE :**

Il a été plus fort qu'une balle. C'est vrai. Il a battu la vitesse. Il a battu la vitesse. Comme le lanceur qui lance une balle rapide.

**MIKE :**

C'était à ça de distance de son dos. Je suis sorti de l'auto et j'ai couru. On avait deux autos et j'ai couru après lui comme un crisse de fou. Je l'ai renversé. Je suis tombé dessus. J'avais perdu la tête. J'ai couru après. J'ai perdu le crisse de chapeau.

**WILLIE :**

Ça m'étonne que tu portes un chapeau, Mike.

**MIKE :**

Hein ?

WILLIE :

Je suis surpris que tu portes un chapeau, Mike.

MIKE :

Il faut que tu en portes un. Il faut.

WILLIE :

Hugo, lui, il ne porterait jamais un chapeau.

MIKE :

Oh, je portais pas mon chapeau à moi. J'portais un chapeau qu'un autre m'avait donné et qu'il avait acheté dans un 5-10-15.

WILLIE :

Oh...

MIKE :

Je l'ai rentré de force sur ma tête et le jour précédent j'avais une casquette et je ne l'ai pas portée. Si j'avais porté la casquette...

WILLIE :

Tu aurais pu courir mieux.

MIKE :

C'est vrai.

WILLIE :

Tu l'as perdu. Ça arrive. Tu cours et tu penses à ton chapeau et tu as les mains partout... (inaudible)...

MIKE :

Je courais autour des autos. C'est là que...

WILLIE :

C'est là que t'as couru après ton chapeau un peu aussi.

MIKE :

Ben, pas exactement. Tu vois, mon partenaire était assez intelligent. Assez alerte : lorsque j'ai perdu mon chapeau il a tout laissé tomber et est parti

après. Il voulait retrouver le chapeau. Autrement il serait resté avec moi. S'il avait été avec moi il aurait pu m'aider.

**WILLIE :**

Il aurait été fini, le gars.

## NOTE EXPLICATIVE

La conversation suivante entre Mike et Pete, tous deux membres d'un syndicat du crime, donne une idée précise de tout le secret et de la protection qui entourent les hommes haut placés du crime organisé. Ils utilisent les mots « il était un fantôme », lorsqu'ils parlent de « Max le Juif ».

Ces hommes contrôlaient, dans des régions géographiques contiguës, des réseaux de « gambling » et ils ont cherché à savoir pendant des années l'identité de cet individu, mais sans succès.

Imaginez alors à quel point ce « banquier du gambling » était protégé et caché du public, des tribunaux et de la police. Même une fois que l'on connut son identité, il fut extrêmement difficile de recueillir des preuves contre lui.

« Max le Juif » perdra sous peu sa position d'éminence grise sur la scène du crime organisé, mais cela sera surtout le résultat des ravages du temps et de la maladie plutôt que de l'application courante de la loi.

La conversation enregistrée donne aussi une idée des sommes d'argent impliquées dans les opérations de jeu. « Max le Juif » contrôlait une véritable « banque » dont les profits s'élevaient quotidiennement à \$20,000.

**L'ANNONCEUR :**

Dans toute activité criminelle il y a toute une hiérarchie de travailleurs. Le domaine du jeu ne fait pas exception. Vous entendrez maintenant parler d'un « super-banquier » qui a réussi pendant des années et qui est demeuré très bien camouflé. Il ne fut finalement appréhendé qu'à la suite de certains gestes excessifs auxquels l'avait conduit sa grande cupidité.

**MIKE :**

Ceux qui sont sur la ligne de feu doivent être amis. C'est pourquoi si un soldat est sur la ligne, ils ont plus de respect pour le soldat, quand ils ne savent pas qui est le général. Tu sais combien ça nous a pris de temps pour trouver Max le Juif. Maxie, c'était un homme comme tout le monde. C'était le fantôme. C'était n'importe qui. Ça pouvait être un détective du bureau du procureur de district. On n'a jamais pu trouver qui c'était ce crisse-là.

PETE :

Pas de farce...

MIKE :

Tu pourrais demander à Dieu. Tu pourrais demander à des douzaines de gens. On a été voir Mike et Lefty. On a été voir tout le monde. On a été voir les gars de section. On n'a jamais pu savoir qui était Max le Juif. Il travaillait toujours avec un gars en avant de lui. J'ai jamais rencontré le même gars deux fois de suite. C'est la manière dont il a travaillé pendant des années, Pete, pendant des années.

PETE :

Jusqu'à ce qu'il mettent la main dessus.

MIKE :

Vrai. Naturellement, il est devenu affamé. Alors, il a voulu faire plus d'affaires. Il est arrivé juste après que Shets a recommencé à opérer. Quand on s'est retiré, il est arrivé... lui et Frankie Brown.

PETE :

Ouais. Max a hérité de toute la « business ».

MIKE :

Avec \$20,000 par jour. Il a hérité de tout avec Cecil, Hudson, Walter Hare, Jasper Walter Lyons, Long Rope. Il a hérité de toute l'affaire. On lui a donné dix par jour. Dix par jour et il l'a pris et il a doublé ça juste avec ce qu'on avait.

PETE :

Tu sais, il faut que je diminue pour un temps...

MIKE :

Vrai. C'est ton affaire. Mais, crise, c'est pas l'affaire de personne si tu as dix mille par jour ou cent mille par jour. Tu y mets ton argent. Je trouve ça drôle quand les gens parlent de ça. Ils ont la maudite « business » en entier. Alors, si tu la veux, va la chercher. Depuis quand, crise ça regarde les gens comment tu fais ton argent. Ces gars-là, ils veulent pas... J'ai fait mille dollars en volant un camion de whisky. C'est la même crise d'affaire. Avec M. X tu aurais pu faire la même chose que Max a fait. Tu donnes l'argent goutte à goutte. T'as des gens sur la ligne de feu. Sur la ligne de feu il faut être amis.

PETE :

Ouais.



## NOTE EXPLICATIVE

La conversation qui suit explique la façon dont l'influence de la pègre s'étend par la voie des opérations de prêt usuraire. Elle explique aussi comment la pègre se protège elle-même du témoignage des témoins vivants.

Les voix que vous entendrez sont celles de deux hommes, Nathan Sackin, un associé de vieille date des gens haut placés de la pègre et Jerry Wolff, un commis de Wall Street. Sackin sert de « couverture » pour les officiers de la pègre. Notez de quelle façon Sackin avertit Wolff qu'il sera tué si jamais il révèle quoi que ce soit au sujet de la pègre. Sackin explique en détails à Wolff que s'il coopère avec la police, il ne peut s'attendre qu'à une chose : la mort.

En raison de l'efficacité de cette méthode de défense, c'est-à-dire l'utilisation des « couvertures » et de la violence, il devient presque impossible d'accumuler des preuves contre les forces mouvantes qui agissent derrière la pègre. La table d'écoute électronique et les systèmes qui s'y rattachent demeurent les seuls moyens efficaces à la disposition d'une société qui veut percer ces défenses et mettre un frein au crime organisé.

### L'ANNONCEUR :

Jerry Wolff était un commis au service d'une maison de courtage de Wall Street. Il devait \$5,000 à un requin du prêt usuraire du nom de Nathan Sackin. La dette était payable à raison de \$250 par semaine, y compris un intérêt hebdomadaire de 5 p. cent. Jerry éprouvait de la difficulté à trouver l'argent et, à au moins une reprise, il avait été battu pour avoir fait défaut de payer.

Après avoir été menacé de nouveau et avoir été forcé de fournir au requin du prêt trois autres noms de « clients », Jerry Wolff s'en fut au bureau du procureur-chef du district de New York. À partir de cet instant, toutes les rencontres entre Jerry et Nathan Sackin ont fait l'objet d'un enregistrement électronique. En fin de compte, cette méthode de surveillance donna des fruits.

### WOLFF :

Il est 4h 20 de l'après-midi. Je suis à l'angle de la 6<sup>e</sup> avenue et de la 8<sup>e</sup> rue. Je pénètre chez Brandes, au 31 ouest, 8<sup>e</sup> rue. C'est le nettoyeur. Je vais voir Nat Sackin ou quelqu'un sera là.

### L'OFFICIER DE POLICE :

Votre nom.

WOLFF :

Jerry Wolff.

L'OFFICIER DE POLICE :

Vous êtes Jerry Wolff ?

WOLFF :

Oui, je suis Jerry Wolff.

(BRUIT : DES CLIENTS DANS LA BOUTIQUE DU NETTOYEUR)

SACKIN :

Tu vas avoir de grosses difficultés avec ces gars-là, Jerry. T'es dans de grosses difficultés... bien grosses.

GREEN :

Écoute, il y a une grosse somme impliquée.

SACKIN :

Il y a AL aussi. (...)

WOLFF :

Certainement.

SACKIN :

Il y a peut-être une chance que tu t'en sortes.

GREEN :

Attends une minutes. Il y a quelqu'un qui m'a volé des actions.

WOLFF :

Vrai. Le stock est fait au nom de...

GREEN :

Et signé à l'endos.

WOLFF :

Exact. Je ne sais pas qui a signé.

GREEN :

Après que ça t'est donné, qu'est-ce que ça devient ?

WOLFF :

Je vends le stock et je fais la livraison.

GREEN :

Un instant. Tu vends le stock à quelqu'un et tu leur livres le stock ?

WOLFF :

Exact.

GREEN :

Est-ce qu'ils enquêtent là-dessus. Est-ce qu'ils viennent me voir pour savoir si c'est une vente légale ou non ?

WOLFF :

Pas avant six mois peut-être.

GREEN :

Et alors, qu'est-ce qui arrive ?

WOLFF :

Après, la chambre de compensation examine la signature.

GREEN :

Alors, quelqu'un m'appelle et dit : « On a ici telle ou telle chose ».

WOLFF :

Prouve que tu l'as pas signé. Ça se produit chaque jour.

SACKIN :

Un instant. Laissez-moi comprendre.

GREEN :

Ils reviennent voir le gars qui a acheté le stock.

SACKIN :

Ils retracent ça des semaines en arrière.

GREEN :

Ils reviennent te voir. Tu reviens voir celui de qui tu l'as acheté.

SACKIN :

Tiens, laissez-moi le faire de cette façon. Disons que j'ai volé du stock.

WOLFF :

O.K. Explique.

SACKIN :

De M. X... de M. Smith, que tu ne connais pas. Tu ne sais pas qu'il a été volé.

WOLFF :

O.K.

SACKIN :

Ça vient de M. Smith. Le stock n'est pas endossé à ce point-là. Il porte seulement le nom imprimé à M. Smith.

WOLFF :

O.K.

SACKIN :

O.K. Maintenant, je veux que tu vendes le stock.

WOLFF :

O.K.

SACKIN :

Alors est-ce que je peux le vendre sans me faire pincer ? Y a-t-il un moyen ?

WOLFF :

J'ai les règlements de l'argent de change à la maison dans un livre. Je vais les lire.

SACKIN :

Tu le feras ? O.K., voici ce que tu vas faire pour moi. Il y a une chance que si tu fais ça à la satisfaction de tout le monde, tu pourras t'en tirer.

WOLFF :

Oui.

WOLFF :

En sentant la rose. En ne devant plus rien.

WOLFF :

Parfait.

SACKIN :

Écoutes, quand ils en ont parlé, j'ai dit : je connais quelqu'un qui pourrait peut-être le faire. Il a besoin de travail. Il faut qu'il fasse un bon coup.

WOLFF :

O.K.

SACKIN :

Je ne sais pas si, mais... ça doit être fait, Jerry. Comprends bien, si quelque chose ne va pas, c'est toi qui écoperas des coups.

WOLFF :

Parfait. Je sais cela.

SACKIN :

Ça peut pas être autrement.

WOLFF :

Je sais.

SACKIN :

Tu es M-O-R-T. Mort.

WOLFF :

Je comprends cela.

SACKIN :

Tu comprends ? En d'autres mots, c'est avec toi que tout le monde fait affaire... Et moi ?

WOLFF :

Avec moi. Toi, je ne t'ai jamais vu de ma vie.

SACKIN :

Exactement. Tu as eu le stock de quelqu'un. Tu as eu le stock de quelqu'un qui l'a volé de Smith. Tu l'as volé toi-même.

WOLFF :

Ouais.

SACKIN :

Ce que tu as fait avec l'argent, personne ne le sait.

WOLFF :

Ouais.

SACKIN :

C'est clair ? Parce que si tu t'ouvres le bec, ils te liquideront.

WOLFF :

Ouais.

SACKIN :

Je veux dire : tuer. Alors pense pas que je te donne le bon bout de la corde dans cette affaire. Si quelque chose arrive, ils te liquideront. Il y a beaucoup de choses impliquées.

WOLFF :

Laisse-moi consulter les règles.

L'ANNONCEUR :

Quatre mois plus tard, le 5 mars 1965, le détective Henry Gronin, un agent double au service du bureau du procureur général de l'État de New York prit contact avec Nathan Sackin pour organiser l'échange finale du stock volé.

(BRUIT : PIÈCE DE MONNAIE TOMBANT DANS LE TÉLÉPHONE PUBLIC ; QUELQU'UN COMPOSE UN NUMÉRO)

CRONIN :

Détective Cronin, matricule 1741, bureau du procureur du district.

VOIX DE FEMME :

Opératrice.

CRONIN :

Oui, mademoiselle.

VOIX DE FEMME :

Veuillez raccrocher et composer de nouveau votre appel, s'il-vous-plaît.

CRONIN :

Merci, mademoiselle.

(BRUIT : LE TÉLÉPHONE SONNE)

SACKIN :

Hello.

CRONIN :

Hello. Je suis l'ami de Harry.

SACKIN :

Oui.

CRONIN :

Comment allez-vous ?

SACKIN :

O.K., et vous ?

CRONIN :

Du nouveau ?

SACKIN :

Rien de nouveau.

CRONIN :

He... Harry dit que vous êtes encore intéressé et que d'autres...

SACKIN :

Et vous avez dit, vous le savez, qu'une certaine période de temps devrait s'écouler.

CRONIN :

C'est exact. O.K. Écoutez... Je me suis engagé envers vous. Je vous ai demandé de tenir votre engagement.

SACKIN :

Exact.

CRONIN :

Et nous remplirons les conditions de notre engagement, croyez-nous. Alors maintenant, vous voulez... ce stock est encore... bien dangereux... encore chaud... mais vous le prendrez... vous avez dit déjà que vous aviez autre chose du même genre... vous voyez... on va s'asseoir là-dessus pour un bon bout de temps.

SACKIN :

Laissez-moi vous dire ce qui est disponible à part ça.

CRONIN :

Quoi ?

SACKIN :

Ce que vous voulez faire c'est un gros coup.

CRONIN :

Vous pouvez le croire.

SACKIN :

O.K., il y a environ un quart à demi mill...

CRONIN :

Mmmm...

SACKIN :

... disponibles à part ça.

CRONIN :

O.K. C'est bon. Alors voici, puisqu'on fait de bonnes affaires nous-mêmes, sans prendre de risques, on ne veut pas la pègre sur nos épaules, parce que si ça se produit, nous, on arrête et on partira notre propre affaire dans la légalité.

SACKIN :

Non. Ça vient d'eux, comprenez cela.

CRONIN :

O.K.

SACKIN :

Ça vient d'eux.

CRONIN :

Exact.

CRONIN :

Avez-vous une idée de quel genre de chose il s'agit. Du stock coté ou non coté.

SACKIN :

Coté.

CRONIN :

Bon, avez-vous quelques-uns des noms des valeurs ?

SACKIN :

Il y en a qui sont des bons du Trésor...

CRONIN :

Ouais.

SACKIN :

Et... Ah... qui ne pourraient plus être disponibles, je pense que ceux-là sont déjà partis. Ah... là, il y a eu une transaction au cours de la semaine.



CRONIN :

Mmmm...

SACKIN :

J'ai pas demandé si c'était parti, mais je pense que c'est parti.

CRONIN :

Parfait.

SACKIN :

Ah... Je ne peux pas me rappeler ce qu'il y a là-dedans, mais je peux le trouver.

CRONIN :

Parfait.

SACKIN :

S'ils ne sont pas partis, je peux les appeler. Je ne suis pas sûr, c'est probablement dans la voûte. Les banques sont fermées.

CRONIN :

Parfait. Voici, on fera nos arrangements lundi après-midi pour faire la passe mardi, ça va ?

SACKIN :

Oui.

CRONIN :

Parfait.

SACKIN :

Maintenant, laissez-moi éclaircir un point. Vous savez que je ne veux pas être impliqué dans une chose dont je ne suis pas à 100 p. cent sûr. Je ne peux pas vous assurer que les autres personnes feront les mêmes arrangements sur l'autre paquet.

CRONIN :

Bien, écoutez...

SACKIN :

On n'a jamais discuté de ces chiffres.

CRONIN :

Bien, quand allez-vous les discuter ?

SACKIN :

Je n'en ai pas discuté du tout, parce qu'à aucun moment on a été impliqué dans quoi que ce soit en dehors de la dernière transaction. Maintenant, la dernière transaction s'est faite à un chiffre de beaucoup supérieur à celui dont nous discutons maintenant.

CRONIN :

Mais ici, je vous signale ça, souvenez-vous quand je vous ai parlé en premier, vous avez dit que vous aviez deux ou trois grosses affaires...

SACKIN :

Le... Le... Il y en a une tranche qui est partie.

CRONIN :

Non cotée ?

SACKIN :

Ah... Je... Je ne sais pas si c'est encore disponible. Il faut que je parle au gars. C'est peut-être parti parce que c'était de l'assurance et du bancaire.

CRONIN :

Oui, mais vous avez dit que vous pourriez avoir ça aussi...

SACKIN :

Exact.

CRONIN :

Au prix convenu.

SACKIN :

À cette époque-là, oui.

CRONIN :

C'est exact. Maintenant...

SACKIN :

Tout ce que nous avons à faire c'est de calculer à partir de tel point.

CRONIN :

Oui.

SACKIN :

À partir de la fermeture d'aujourd'hui.

SACKIN :

Quelle que soit la dernière chose aujourd'hui, je vais la noter et calculer et vous ferez la même chose.

CRONIN :

O.K. C'est parfait.

SACKIN :

Vous avez la cote ?

CRONIN :

O.K. Harry l'a. Pas moi. Je ne garde pas cette marde.

SACKIN :

Parfait. Laissez-le calculer ça.

CRONIN :

O.K.

SACKIN :

Et je le verrai quand ? Mardi ?

CRONIN :

Quelle heure préférez-vous ?

SACKIN :

Oh, à l'heure que ça vous conviendra à vous autres.

CRONIN :

Ah... Ah...

VOIX DE FEMME :

Cinq cents, s'il-vous-plaît.

SACKIN :

À midi.

CRONIN :

Midi ?

SACKIN :

Oui.

CRONIN :

Harry m'a dit qu'il vous avait déjà vu.

SACKIN :

En face du même restaurant. Je le verrai à midi. On ira manger ensemble.

CRONIN :

O.K. Parfait.

SACKIN :

Midi, mardi.

CRONIN :

Mardi.

SACKIN :

Je vais calculer ça, laissez-le calculer ça aussi et je parlerai aux autres personnes.

CRONIN :

Ça va.

SACKIN :

À bientôt.

CRONIN :

Merci.

L'ANNONCEUR :

Le mardi, 9 mars 1965. Le détective Carl Bogan, qui s'était fait passer pour « Harry » pendant quelques mois, rencontre Nathan Sackin dans une voiture stationnée afin de procéder à l'échange final des valeurs dérobées.

(BRUIT : DE LA RUE)

BOGEN :

Bien... euh euh...

SACKIN :

Ça doit être une bonne transaction, qui tienne debout. N'oubliez pas ça.

BOGEN :

Ça va. Voici la chose... À vous de jouer.

SACKIN :

Je ne peux pas vous presser. Je suis...

BOGEN :

Non, non, non. En ce qui me concerne, ça prendra encore deux jours. Voyez ?

SACKIN :

Soyons réalistes...

BOGEN :

Mais, euh...

SACKIN :

Cet homme est votre contact entre nous... On a un million de plus qui s'en vient.

BOGEN :

Ouais.

SACKIN :

C'est votre contact.

BOGEN :

Maintenant, mon copain a mentionné quelque chose à propos du non coté... vous auriez...

SACKIN :

On en a déjà.

BOGEN :

Ah, Ah.

SACKIN :

Alors voici l'homme qui va venir me voir ; c'est mon associé qui a accès à l'autre stock.

BOGEN :

Ouais.

SACKIN :

Alors, je ne pourrais pas, à ce point-ci, discuter de ça avec lui parce que mon contact avec vous c'est Jerry.

BOGEN :

Ouais.

SACKIN :

Et je préférerais vous rencontrer face à face et passer par-dessus Jerry.

BOGEN :

Ouais.

SACKIN :

Parce qu'on a fait des affaires. On est tout les deux impliqués là-dedans.

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

Alors, si vous voulez, donnez-moi un endroit où je peux vous rejoindre. Dès que ce sera disponible, je vous rejoindrai. Pourquoi mettre Jerry là-dedans ?

BOGEN :

Il n'est plus là-dedans ?

SACKIN :

Plus maintenant.

BOGEN :

Je vois.

SACKIN :

Vous décidez. C'est à vous.

BOGEN :

Ça va.

SACKIN :

De toute façon, ça n'a pas besoin d'être tout de suite.

BOGEN :

Ouais. O.K.

SACKIN :

Mais quand ça sera disponible. On a déjà cinq à six cents actions de deux ou trois sortes de stocks non cotés. Elles sont arrivées aujourd'hui. Ou hier. J'ai oublié. Ça vaut environ un demi-million. Non signalé.

BOGEN :

Ouais. Je vois.

SACKIN :

Mais j'aimerais mieux qu'on ne mette pas Jerry là-dedans. Parce que chaque fois qu'on met un homme de plus là-dedans, on court un risque de plus.

BOGEN :

Ouais.

SACKIN :

Alors, Jerry a fait son coup. Vous voyez ce que je veux dire ?

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

Il n'a rien fait. Il n'a pas d'intérêts dans cette chose. Je vais m'occuper de lui. Vous allez vous en occuper. Il n'est plus de la partie.

BOGEN :

O.K. J'aime mieux ça comme ça de toute façon.

SACKIN :

Alors si vous voulez me donner votre numéro de téléphone...

BOGEN :

O.K.

SACKIN :

Il va falloir que vous soyez...

BOGEN :

C'est exact...

SACKIN :

Il faut que je sois discret.

BOGEN :

Parfait.

SACKIN :

On va se mettre ensemble.

BOGEN :

Ce que je veux faire alors... bien, aussi vite que nous... O.K. ... Bien, je veux appeler mon copain.

SACKIN :

O.K.

BOGEN :

Vous voyez, la transaction se fait en réalité avec lui.

SACKIN :

Euh... Tout ce que vous voudrez.

BOGEN :

Je pense que je vais donner au garçon... trois cents. Pendant... C'est le temps où il peut faire le dernier contact avec vous.

SACKIN :

Parfait. Voici ce que vous dites...

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

Voici, voici ce que vous faites. Vous lui en donnez trois. Vous en laissez deux avec moi... Vous voulez lui en donner trois ou cinq ?

BOGEN :

Bien, si vous dites cinq.

SACKIN :

Je dis cinq.

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

Laissez-en deux avec moi et dites-lui que vous avez laissé deux cents avec moi et après vous faites le dernier contact et il doit alors venir me voir pour les derniers deux cents.

BOGEN :

Ça va.

SACKIN :

Vous voyez ce que je veux dire ? Alors, vous me donnerez deux cents de plus ici et vous lui direz... ce que vous voudrez... le message que vous voudrez envoyer, vous me l'envoyez et je lui donnerai les derniers deux cents et vous lui direz qu'il y a deux cents qui l'attendent. Alors, vous saurez qu'il ne pourra pas se faire tricher.

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

Et il saura qu'il ne pourra pas se faire tricher et quel que soit le message que vous voulez envoyer, il le portera.

BOGEN :

Ça va.

SACKIN :

Parfait.

BOGEN :

O.K.



SACKIN :

Je ne cherche pas à avoir votre numéro de téléphone mais pour...

BOGEN :

Non, non. Je préfère ça. Parce qu'une fois qu'on se connaîtra, ça sera fini...  
En fait, on a gardé nos distances jusqu'ici et c'est mieux comme ça.

SACKIN :

C'est comme ça que ça doit se faire, Harry.

BOGEN :

Alors, maintenant... ce que je vais dire... les... ce... que vous avez là... c'est  
ce qu'il va m'amener... ?

SACKIN :

Vous les avez vérifiés ?

BOGEN :

Oui, je les ai vérifiés.

SACKIN :

Complètement.

BOGEN :

Oui. Parce que je les ai vérifiés la dernière fois avec l'homme que vous avez  
envoyé.

SACKIN :

Ce n'est pas le même homme.

BOGEN :

Je vais vous dire ce qui est arrivé. Il s'est rendu au téléphone pour vous  
appeler. Il ne croyait pas que j'aurais le nom du gars à l'époque.

SACKIN :

Bien, la seule raison... le gars à qui vous avez parlé était un tueur à gages.  
Il ne sait qu'une chose : qu'il a été envoyé pour faire un travail de « protec-  
tion ». Celui à qui vous parlerez maintenant n'est pas un tueur. C'est un  
patron de la hiérarchie supérieure.

BOGEN :

Mmmm.

SACKIN :

C'est un homme comme moi.

BOGEN :

Mais c'est un homme en qui on peut avoir confiance ? Il est au courant de ça ?

SACKIN :

Mon associé. Il a été mon associé toute ma vie... n'a jamais été arrêté de sa vie. Je n'ai jamais été arrêté de ma vie non plus.

BOGEN :

C'est ce que je veux dire et, pour cette affaire, est-ce qu'il sait ce qu'il y a entre nous ?

SACKIN :

Absolument. Il fait partie de la transaction.

BOGEN :

Bien, moi, parce que je ne veux pas vous avoir avec Jerry, c'est la raison. Je sais, vous savez, le garçon a été ailleurs... Alors je ne veux rien... vous voyez ce que je veux dire ?

SACKIN :

Que voulez-vous dire... « a été ailleurs »... ?

BOGEN :

Bien, je veux dire que Jerry... pas qu'il a été ailleurs... mais qu'il a été à l'écart de cette affaire. Il ne sait pas de quoi il retourne.

SACKIN :

Non, il ne devrait pas.

BOGEN :

Alors c'est bien, parce que...

SACKIN :

Ne lui donnez aucun détail.

SACKIN :

Alors, Jerry, il ne fera rien. Il ne dira pas un mot, parce qu'il sait ce qui lui arriverait. Alors, ça finirait là. Vous me suivez ?

BOGEN :

Oui.

SACKIN :

C'est pour ça que je veux que vous lui donniez une couple de dollars en plus. C'est votre allié.

BOGEN :

Hummm.

SACKIN :

Alors voulez-vous que j'appelle le gars.

BOGEN :

Ça va. Oui. Ici même si vous voulez.

SACKIN :

C'est ça.

BOGEN :

Je vais rester ici et...

SACKIN :

Je vérifie. J'ai besoin d'un dix cents.

BOGEN :

Parce que c'est plus intime. Parce que durant la période du lunch... c'est bourré de gens.

SACKIN :

Si vous voulez faire ça ici, ça me va. Je pense que c'est plutôt achalandé. Mais si ça vous va.

BOGEN :

Non. C'est ce que je crois. Je suis ici. Je vais le faire et ensuite partir.

BOGEN :

Mmmm.

SACKIN :

Parce qu'il devient un témoin s'il a des détails.

BOGEN :

Bien...

SACKIN :

Si jamais quelque chose vous arrive à vous ou à vos copains... on se comprend. Je présume. Si quelque chose arrive, on dira rien en ce qui vous concerne.

BOGEN :

Parfait.

SACKIN :

Et si quelque chose vous arrive, vous ne direz rien sur nous.

BOGEN :

Parfait.

SACKIN :

Quiconque se fait prendre, se fait prendre seul et s'il fait quelque chose de pas correct...

BOGEN :

O.K.

SACKIN :

On a fait ça toute notre vie et on n'a jamais été pris, jamais, parce qu'on fait les choses discrètement et on respecte notre parole à cent pour cent. Alors on n'a rien à nous reprocher. Vous n'avez pas de grief. Mais, si vous êtes pris, vous allez regarder du côté de Jerry ? Pas vrai ?

BOGEN :

Hmmm.

SACKIN :

Je vais l'appeler tout de suite.

BOGEN :

Ça va. J'attends ici.

(QUELQUES MINUTES S'ÉCOULENT)

BOGEN :

Oui. C'est une belle journée après tout.

SACKIN :

Il faut aller le prendre à quelques rues d'ici, Harry.

BOGEN :

Quoi ?

SACKIN :

Il veut que vous ramassiez la chose à quelques rues d'ici. Il faut faire un virage à droite et ensuite un virage à gauche et c'est tout.

BOGEN :

Un virage à droite ?

SACKIN :

Oui... Allez-y.

BOGEN :

Vous savez pourquoi vous sentez...

SACKIN :

Il ne voulait pas le sortir dans la rue avec lui. Dans la 6<sup>e</sup> avenue.

BOGEN :

Bien, où... Je veux dire ce gars-là ? Vous avez confiance en lui... ?

SACKIN :

C'est mon associé.

BOGEN :

Vous avez confiance ?

SACKIN :

Harry, vous avez une raison pour ne pas croire tout ce que j'ai dit jusqu'ici ?

BOGEN :

Non.

SACKIN :

Voulez-vous que je le ramène moi-même ?

BOGEN :

J'aimerais mieux que... parce que... écoutez... Je... vous savez ce que je veux dire...

SACKIN :

(Inaudible)

BOGEN :

C'est exact.

(QUELQUES MINUTES S'ÉCOULENT)

SACKIN :

Ils sont classés par ordre alphabétique.

BOGEN :

Hmmm. Ils sont classés alphabétiquement. Savez-vous...

SACKIN :

Je vous dirai tout ce que vous désirez.

BOGEN :

Euh... laissez-moi voir... comme ça... J'ai le Warner Lambert Pharmaceutical... Ça va ?

SACKIN :

50.

BOGEN :

50, ça va... On va vérifier tout ça maintenant ici pour qu'on sache... Eh...  
Warner Company...

SACKIN :

50.

BOGEN :

50, ça va... Union Oil of California.

SACKIN :

41.

BOGEN :

41. C'est ça ?

SACKIN :

C'est ça.

BOGEN :

United Gas.

SACKIN :

50.

BOGEN :

50. Ça va. Thomas & Betts.

SACKIN :

110.

BOGEN :

110... Standard Oil of Ohio.

SACKIN :

25.

BOGEN :

25 et encore Standard Oil of Ohio.

SACKIN :

25. Un autre 25 dans 50.

BOGEN :

Ça va.

SACKIN :

75.

BOGEN :

100, ça va. Maintenant, Rockwell Standard.

SACKIN :

100.

BOGEN :

100... vous dites, cet associé... Je veux dire, il vient ici ou...

SACKIN :

Je lui ai dit d'être sûr que rien ne pourrait arriver. Vous voyez ce que je veux dire ? Comme... euh... s'il décide de venir ici, ça va. Je le verrai.

BOGEN :

Vous.

SACKIN :

Il est chez Nedick en face d'ici.

BOGEN :

Oh, ça va, bonne affaire. Il nous surveille.

SACKIN :

Il surveille afin d'être sûr que nous ne serons pas...

BOGEN :

Ça va... Ah... Public Service Electric and Gas...

SACKIN :

Une minute. Vous en avez oublié un. Il y a deux actions de Rochester Gas que vous n'avez pas notées ; elles sont comprises.

BOGEN :

Je l'ai inclus...

SACKIN :

Oui. Vous ne l'avez pas noté...

BOGEN :

Rochester Gas.

SACKIN :

Ça vous appartient. Ça fait partie du paquet.

BOGEN :

Rochester Gas... euh...

SACKIN :

Deux actions.

BOGEN :

Deux actions... et ça fait quoi ? Je vous dois...

SACKIN :

Rien à noter.

BOGEN :

Ça va. O.K.

SACKIN :

C'est à vous, parce que ça fait partie du paquet.

BOGEN :

Ça va. Je veux seulement vérifier ça. Public Service Electric and Gas.

SACKIN :

... 140. Une minute, 140, 180.

BOGEN :

140, 190. Ah... Pacific Northwest Bell.

SACKIN :

106.

BOGEN :

106... Pacific Tel and Telegraph.

SACKIN :

100... 100.

BOGEN :

100... Olin Mathieson.

SACKIN :

25.

BOGEN :

New England Tel and Tel.

SACKIN :

50. 50. Oh non. J'en ai plus que ça. New England Electric.

BOGEN :

Oui. New England Electric System.

SACKIN :

155.



BOGEN :

155... euh... C'est là que j'avais les autres 200. C'est 155. Je veux seulement encercler ça... National Fuel Gas.

SACKIN :

Euh... 50... C'est ça.

BOGEN :

National Gypsum.

SACKIN :

31.

BOGEN :

Oui. 31. C'est ça. Exact... Comme ça, il ne viendra pas... Alors...

SACKIN :

Il décidera...

BOGEN :

Ça va. Bon. Très bien.

SACKIN :

Il est protégé et vous êtes protégé.

BOGEN :

O.K. Très bien. Très bien... Ah... où est le (inaudible)... euh... Montana, Dakota Utilities.

SACKIN :

50.

BOGEN :

50. Je suis simplement... parce que là vous m'avez, maintenant. Je regarde moi-même un peu partout.

SACKIN :

Vous en faites pas. Il nous couvre.

BOGEN :

Ça va. Je ne sais pas qui il est. Je ne le vois pas.

SACKIN :

Je sais.

BOGEN :

Vous avez dit qu'il était chez Nedick.

SACKIN :

Je sais.

BOGEN :

Ça va... Ça va... Mississippi River Fuel.

SACKIN :

50.

BOGEN :

50. Long Island Lighting.

SACKIN :

55... Oh... il y en a plus. 105,155.

BOGEN :

155... (inaudible)... Ah... Georgia Pacific.

SACKIN :

Remettez votre chapeau.

BOGEN :

Remettre mon chapeau ?

SACKIN :

Je ne sais pas si c'est un signal mais gardez-le sur votre tête.

BOGEN :

Oh, ça va.

SACKIN :

Ça va... 41.

BOGEN :

Ça va...

SACKIN :

40, pardon... 42... vous avez dit ? Atlantic and Pacific ?

BOGEN :

Non. Georgia Pacific.

SACKIN :

Je m'excuse. Je regardais Atlantic and Pacific.

BOGEN :

Mmmm.

SACKIN :

66 en tout.

BOGEN :

66. Exact. General Motors.

SACKIN :

80.

BOGEN :

60... ah... Flintkote.

SACKIN :

50.

BOGEN :

Crucible Steel.

SACKIN :

50.

BOGEN :

Continental Can.

SACKIN :

50.

BOGEN :

Consolidated Edison.

SACKIN :

50.

BOGEN :

Un instant, un instant. On en a 50.

SACKIN :

Consolidated Edison. Je m'excuse, c'est plus... 100.

BOGEN :

100... Brooklyn Union Gas.

SACKIN :

50.

BOGEN :

50... Bell and Howell.

SACKIN :

50.

BOGEN :

Great Atlantic and Pacific.

SACKIN :

41... euh... non... 42.

BOGEN :

42... American Electric Power.

SACKIN :

100.

BOGEN :

100.

SACKIN :

Hé... Il y en a plus... 103.

BOGEN :

103. Exact.

SACKIN :

Exact.

BOGEN :

O.K. Laissez-moi... Tenez ça une minute. Ça va. Une, deux, laissez-moi vérifier le total.

SACKIN :

Qui est cet homme là ?

BOGEN :

(Inaudible)... mille... quatre-vingt-huit mille neuf cent... Je ne connais pas ces hommes. Du tout. Vous les connaissez ?

SACKIN :

Non.

L'OFFICIER DE POLICE

Ça va. Sortez !

BOGEN :

Qu'est-ce que vous voulez dire ?

(BRUIT : PAPIER QU'ON FROISSE)

L'OFFICIER DE POLICE

Sortez. Je suis un officier de police. Sortez !

L'ANNONCEUR :

La conclusion finale de ce cas authentique de vol qualifié fut l'arrestation et, par la suite, la comparution devant les tribunaux de Nathan Sackin et de deux de ses associés. L'un des hommes a été condamné à une peine de quatre à six ans d'emprisonnement. Le second a bénéficié d'une sentence suspendue. Quant à Sackin, il a décidé de coopérer avec le gouvernement et, alors, bénéficia lui aussi d'une sentence suspendue.

Il est intéressant de noter, toutefois, que Nathan Sackin, le propriétaire d'une boutique de nettoyage très achalandée, avait lui-même été entraîné dans le domaine de la vente illégale des stocks de valeurs parce que lui aussi était devenu victime, à un certain moment, d'un requin du prêt usuraire.

Durant l'heure qui se termine, vous avez entendu des gens parler de ces activités, les organiser, les commettre. Vous avez entendu des gens pratiquant différents « rackets », parler de leurs familles, de leurs amis, de leurs victimes, de leur Cosa Nostra. Vous avez entendu les voix du crime organisé.

### **APPENDICE 3**

Extrait du rapport de « The Loan Shark Racket ».  
Rapport annuel de la Commission d'enquête de  
New York, sur le crime organisé — 1965 — consacré  
aux prêts usuraires ; pp. 45-50 (paragraphe 43 note 1)



## UN PROPRIÉTAIRE DE CASSE-CROÛTE MÊLÉ AU PARI CLANDESTIN

Madame K fut peut-être le plus émouvant de tous les témoins qui se présentèrent aux audiences publiques. Ses multiples démêlés avec les prêteurs usuraires avaient exercé sur elle une incroyable pression et elle s'en trouvait atteinte aussi bien dans sa santé physique que dans son équilibre mental. Qu'elle accepte de témoigner « pour rendre service » constituait une admirable preuve de courage.

En 1960, Madame K et son mari, tous deux dans la quarantaine, quittèrent leurs emplois et investirent les économies de leur vie dans un petit casse-croûte à North Babylon (Long Island). Pendant un certain temps, l'entreprise prospéra et le couple y trouva un gagne-pain satisfaisant (577). Après un peu plus d'un an d'exploitation réussie, l'entreprise perdit subitement une large partie de son chiffre d'affaires à la suite de la mise en œuvre d'un vaste projet d'élargissement de la chaussée devant la porte du restaurant.

À la fin de 1961, ils durent demander des fonds à un prêteur usuraire des environs, Max Lowenstein. Ce méprisable individu, fort bien décrit par son surnom « Max The Weasel », possédait également une entreprise de vente de crème glacée et deux entreprises de production de béton.

Au milieu de 1962, le couple appartenait corps et biens à Lowenstein qui leur chargeait jusqu'à 25 p. cent d'intérêt par semaine même pour l'argent dont ils avaient besoin pour leurs dépenses quotidiennes (569). Les emprunts effectués auprès de Lowenstein les mirent aussi directement en contact avec ces éléments de l'organisation criminelle de Profaci et Magliocco qui, de leur base de Brooklyn, augmentaient sans cesse leurs activités dans le domaine du prêt usuraire et du pari clandestin. Lowenstein les jeta dans les bras de l'organisation criminelle qui s'empressa de les intégrer à son réseau de jeu clandestin.

### EXPANSION DE L'ORGANISATION À LONG ISLAND

En 1962, Lowenstein reçut la visite d'un dénommé Felix « Phil » Vizzari, un criminel à la solde de John « Sonny » Franzese. Franzese, l'un des importants personnages dans la famille Profaci-Magliocco, dirigeait les opérations par lesquelles le groupe entendait étendre son circuit de prêt usuraire et de pari clandestin dans la partie est de Long Island. Max The Weasel affirma ceci au cours de son témoignage :

- Q. Je voudrais revenir à ma première question : est-ce que Phil Vizzari vous a dit, en rapport avec le jeu, le pari et le prêt usuraire, qu'il travaillait pour le compte de Sonny Franzese ?
- R. Oui, il m'a dit cela.



Q. Est-ce, que Vizzari vous a dit également que son plan pour envahir le County de Suffolk avec Franzese sous-entendait l'organisation et le contrôle de différents secteurs, y compris le jeu et le prêt usuraire ?

R. Il me l'a dit.

Q. Est-ce que Vizzari avait des acolytes qui travaillaient avec lui pour réaliser ce projet à Long Island ?

R. Je le crois.

Q. Qui était-il ?

R. Bien, un des individus s'appelait Pat.

Q. Pat qui ? Connaissez-vous son deuxième nom ?

R. Non.

Q. Monsieur Lowenstein, est-ce que, en fait, en certaines occasions, vous avez circulé avec Vizzari et ses gens, ses acolytes, au moment où ils se promenaient dans les environs pour percevoir leurs emprunts ou pour s'occuper de leurs autres entreprises ?

R. Oui, j'ai circulé avec eux, oui.

Q. Est-ce que ces tournées comprenaient aussi des visites aux endroits dont ils essayaient de s'emparer pour réussir leur projet ?

R. Je le crois.

LE PRÉSIDENT : En fait, vous savez fort bien qu'il en est ainsi.

Q. Vous étiez avec eux en certaines circonstances quand un homme entrait, puis ressortait et remettait de l'argent à Vizzari ?

R. Oui, mais je ne savais pas à quoi servait cet argent.

Q. Ces visites s'effectuaient à différents bars, restaurants et entreprises légales ?

R. Oui (558-560).

Lowenstein, à titre d'ancien détenu solidement relié à l'ancienne pègre et de prêteurs usuraires encore actifs, étaient pour l'organisation criminelle, un choix logique. Pour continuer son expansion, l'organisation criminelle recherchait ces contacts, sa clientèle et ses liens d'affaires. Aux audiences publiques, comme on a pu s'en rendre compte, Lowenstein s'est montré fort évasif quant aux activités de l'organisation criminelle. Il a essayé de se dépeindre dans le rôle de la victime. À vrai dire, c'était son rôle exact. Ainsi, Vizzari exigea une « participation » dans son entreprise de béton (562). Voici un extrait du témoignage de Lowenstein :

LE PRÉSIDENT : Quelle sorte de participation désirait-il ?

Q. Combien voulait-il ? 50 p. cent de l'entreprise ?

R. Oui, la moitié de l'entreprise.

QUESTION PAR LE COMMISSAIRE VERGARI :

Q. Que désiriez-vous de votre côté ? Leur avez-vous demandé de vous payer quelque chose ?

R. Oui.

Q. Qu'est-ce que vous leur avez demandé ?

R. J'ai demandé la moitié de mon investissement.

- Q. Cela veut dire combien ?  
 R. Bien, c'était à peu près \$25,000 en comptes recevables. Par conséquent, je voulais \$10,000.
- Q. En argent liquide ?  
 R. En argent liquide. Et les comptes recevables, vous savez ce que je veux dire, compenseraient pour tout cela.
- Q. Oui.  
 R. Mais il n'y a pas eu d'argent.
- Q. Ils ont refusé de vous donner de l'argent ?  
 R. Oui, Monsieur.
- Q. Qu'est-ce qu'ils vous ont dit à ce sujet ?  
 R. Bien, que l'entreprise se débrouillerait.
- Q. Qu'est ce que vous voulez dire, « se débrouillerait » ?  
 R. Bien, que l'argent qui entrerait, comme leur moitié, serait réinvesti dans l'entreprise.
- Q. Est-ce qu'il y avait autre chose dans leur proposition, à part leur intention de prendre la partie légale de l'exploitation — est-ce qu'il y avait autre chose ?  
 R. Bien, ils voulaient utiliser la partie arrière — la partie dont je me servais pour la crème glacée — pour le pari sur les courses de chevaux et le jeu.
- Q. En d'autres termes, leur proposition n'était pas seulement de prendre la partie légale de l'entreprise, mais aussi d'utiliser le bureau comme un centre pour le jeu ?  
 R. Oui.
- Q. Et pour le prêt usuraire aussi ?  
 R. Oui, pour n'importe quoi, tout l'arrière de l'entreprise.
- Q. Quelle était sensée être votre participation financière dans cette aventure ?  
 R. J'imagine que je devais recevoir un pourcentage.
- Q. Combien ?  
 R. Je ne sais pas, environ 30 p. cent.
- Q. De l'exploitation illégale ?  
 R. Oui.
- Q. Vous avez dit que vous lui aviez demandé de mettre \$10,000 dans l'entreprise et qu'ils avaient refusé en vous disant qu'ils sortiraient cet argent-là de l'entreprise elle-même, c'est bien cela ?  
 R. Oui.
- Q. En définitive, que vous est-il arrivé en autant que cette entreprise peut être impliquée ?  
 R. Eh bien, j'ai été obligé de leur remettre l'entreprise et je l'ai perdue et ils se sont retournés vers moi et ils s'arrangèrent pour que je sois arrêté et j'ai perdu.
- Q. En d'autres termes, vous avez été tout simplement expulsé ?  
 R. C'est exact.

Q. Expulsé de force. C'est bien cela ?

R. Eh bien, peu importe le mot dont vous voulez vous servir.

COMMISSAIRE LANE : Que voulez-vous dire quand vous dites qu'ils ont forgé une preuve contre vous ?

LE TÉMOIN : Je fréquentais une fille et ils sont allés la voir et cette fille a commencé à travailler pour eux. Quand ils se sont tournés contre moi, elle a dit que j'avais un revolver, elle a appelé la police et ils ont trouvé le revolver dans l'automobile. J'ai été arrêté — j'ai été condamné. En fait, je devais plaider...

COMMISSAIRE LANE : S'agissait-il de la loi Sullivan ?

LE TÉMOIN : Non, tentative d'assaut et je recevrai ma sentence le 18.

COMMISSAIRE LANE : En d'autres termes, ils vous ont « organisé » ?

LE TÉMOIN : Exactement.

QUESTION PAR M. VERGORI :

Q. En résumé, vous avez été expulsé, vous avez été jeté dehors et vous n'avez jamais reçu deux sous en argent, c'est bien cela ?

R. Oui (563-566).

## LA PÈGRE PÉNÈTRE À L'INTÉRIEUR

C'est dans ce contexte que M. et Mme K. tombèrent entre les griffes de Vizzari. Il se substitua à Lowenstein comme leur prêteur et commença immédiatement à utiliser le casse-croûte comme un centre pour le pari et le prêt usuraire. Monsieur K se trouva dans l'obligation d'aider à la tenue de livres de jeu (582-583).

L'organisation du jeu clandestin prit une telle ampleur que Mme K s'en trouva de plus en plus inquiète (583). Quand elle déclara à son mari qu'elle « ne voulait plus voir ces gens-là dans la place », il répondit « qu'il ne pouvait rien faire à ce sujet » (584). En diverses occasions, lorsque le témoin réussit à rassembler suffisamment de courage pour demander elle-même à Vizzari et à ses hommes de quitter les lieux, ceux-ci lui dirent « de se mêler de ses affaires » (584).

Vers juillet 1963, Mme K écrivit une lettre aux autorités du County de Suffolk. Voici quelques extraits de cette lettre :

« Je suis et j'ai été au plus profond de la dépression nerveuse... Je n'aime pas jouer le rôle d'un preneur aux livres et je veux quitter ce rôle et quitter le magasin aussi. La pègre est maintenant rendue à l'intérieur et ma vie ne m'appartient plus. Maintenant nous prenons des ordres... Nous avons commencé ce travail de preneur aux livres, mon mari et moi, il y a environ six ou sept mois. Je suis prête à accepter le blâme pour l'erreur que j'ai commise en effectuant ce travail, mais, de grâce, tirez-nous de ce piège où nous dépérissons.

Mon mari n'a jamais fait quelque chose de ce genre et nous nous faisons exploiter à gauche et à droite. S'il-vous-plaît aidez-nous. Je préférerais dépendre du Bien-Être Social que de vivre plus longtemps de cette manière.

Il est possible que je sois tuée ou battue pour avoir écrit ceci, et il en est de même pour mon mari, mais je mourrais plutôt que de continuer cette vie. De toute manière, je ne vis plus...

S'il-vous-plaît aidez-nous. Mon mari ne comprend pas. On nous saigne jusqu'à la mort. Si cette situation persiste, je vais me tuer... même si ceci me coûte la vie, ils peuvent la prendre parce que, avec des gens comme eux, votre vie ne vous appartient plus.

Je n'ai pas peur de mourir, je préfère être morte que de vivre ainsi. Je ne veux pas nuire à mon mari, mais je ne peux pas davantage vivre avec lui de cette manière. J'ai été honnête et j'ai travaillé pendant les vingt-cinq années de notre mariage et nous avons toujours trouvé un moyen de payer nos dettes honnêtement. Je ne puis plus rien faire car je suis au plus profond d'une dépression nerveuse et je passe chaque minute dans la crainte.

Je nous remets, mon mari et moi, entre vos mains. Donnez-nous simplement un peu de paix » (585-587).

Quelques jours plus tard, vers dix heures du soir, à un moment où Mme K était seule à la maison, deux hommes se présentèrent à sa porte sans qu'elle puisse les identifier. Elle déclara :

Q. Qu'est-il arrivé ?

R. Eh bien, il était — je ne sais pas quelle heure il était. Mais une automobile s'est avancée et j'avais allumé toutes les lumières. Je faisais cela depuis quelques temps, car j'étais devenue extrêmement nerveuse. Je passais mon temps à jeter un coup d'œil entre les rideaux. Une voiture s'est avancée et j'ai entendu frapper à la porte et j'ai ouvert. C'était deux hommes. Et je ne sais pas qui ils étaient. Je ne les avais jamais vus auparavant. Et ils m'ont frappé la main contre la porte de l'armoire, la porte de l'armoire dans la pièce d'en avant.

Q. Est-ce qu'ils vous ont dit quelque chose ?

R. Ils m'ont simplement demandé si je nuisais au travail dans le magasin. Quelque chose dans ce genre-là. Je ne puis me rappeler.

Q. Qu'est-ce qu'ils ont fait ?

R. Ils ont pris ma main et ils continuèrent à la frapper contre la porte de l'armoire et ils me dirent que c'était seulement un échantillon.

Q. Combien de fois ont-ils frappé votre main et votre bras contre la porte ?

R. Je ne sais pas trop parce que j'avais une chienne et elle était en bas dans la cave et si j'avais eu la chienne en haut, je ne crois pas que cela se soit produit. Mais j'étais terrifiée et, le lendemain, ma main était tout enflée, elle était noire et bleue » (588-589).

En l'espace d'une semaine ou deux, Mme K était hospitalisée dans un état d'abattement nerveux profond. Son mari s'était enfui. Le casse-croûte était fermé et le couple avait tout perdu. Les deux époux sont maintenant réunis et ils vivent et travaillent dans une petite ville à l'extérieur de l'état de New-York. À la demande de la Commission, la police locale garde sur eux un œil bienveillant et protecteur.

EXTRAIT DE « LOAN SHARK RACKET » Rapport annuel de la Commission d'enquête de New York sur le crime organisé - 1965 pp. 45-50.



#### **APPENDICE 4**

Éditorial écrit par M. André Dugas en date du  
mois de janvier 1964, concernant quelques-unes  
des soumissions demandées par l'Hydro-Québec  
(paragraphe 46, note 3)



## É D I T O R I A L

### Harmonie, précision et soumissions

Dans les derniers jours de décembre, nous avons appris la « dissolution » du cartel des câbles d'aluminium. C'est le ministre des Richesses naturelles, monsieur René Lévesque, qui nous a annoncé cette nouvelle, en même temps que la construction prochaine d'une usine de Reynolds Extrusion à la Malbaie.

Nous reproduisons ci-contre quelques-unes des soumissions demandées par l'Hydro-Québec pour la fourniture de câbles conducteurs en aluminium au cours de l'année dernière.

Ce qui frappe, au premier coup d'œil, c'est, disons « l'harmonie » avec laquelle les différents soumissionnaires ont abordé le problème. Plusieurs questions se posent à ce sujet et les spéculations iront bon train, tant et autant que les fabricants de câbles d'aluminium n'auront pas expliqué comment il se fait qu'ils arrivent tous au même prix, et cela régulièrement.

Nous admettons volontiers qu'il puisse y avoir un certain rapprochement dans les prix vu qu'il n'y a en ce moment qu'un seul fournisseur d'aluminium en tiges et qu'il est probable que ce dernier vend à tous au même prix. Mais quand même, arriver à « la cenne » dans une soumission de l'ordre de 14 millions de dollars c'est fort, beaucoup trop ! L'harmonie serait-elle devenue, à la longue, de la « consultation » ?

Dans la liste de soumissions que nous publions à la page suivante, nous remarquons deux soumissions qui n'ont pas trait aux câbles d'aluminium, mais à des compteurs ; là encore, la « consultation » se fait-elle ? Si on peut expliquer, à partir des matières premières, la facilité avec laquelle les tréfileries en arrivent au même prix, il devient très difficile de répéter le même coup pour les compteurs d'énergie.

Reste l'Hydro-Québec. En écartant le « sain patronage », ou le « bon patronage » comme on voudra, il est certain que la société d'État formule ses demandes de matériel avec une précision considérable. À ce sujet, chacun sait que plus la demande de soumissions est détaillée et plus les devis sont précis, plus on verra les prix des soumissionnaires se rapprocher et même s'égaliser.

En effet, une telle précision dans les devis ne laisse aucune latitude quant à des choix qui comportent des qualités quelque peu différentes, mais absolument satisfaisantes. À ce moment, le facteur économie demeure dans l'ombre la plus opaque, ce qui est tout à fait malheureux de



la part d'une société d'État, responsable des deniers publics. Peut-on justifier par une politique de grandeur l'abandon total du facteur économie en ce qui concerne les achats ?

*André Dugas*

---

**Soumission No A-305 ouverte le 18 avril 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec des compteurs d'énergie indiquant la demande :**

Sangamo Co. Ltd de Montréal .....	\$43,200.00
Canadian Westinghouse Co. de Montréal .....	43,200.00
Ferranti-Packard Electric Ltd. ....	43,200.00
Northern Electric Co. Ltd. de Montréal .....	43,200.00

---

**Soumission No A-304 ouverte le 18 avril 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec 99,000 pieds de câble conducteur — 715,500 cm. A.C.S.R.**

Pirelli Cables Conduits .....	\$33,335.28
Phillips Electrical Co. Ltd .....	33,335.28
Aluminum Co. of Canada Ltd .....	33,335.28
Canada Wire & Cable Co. Ltd .....	33,335.28
Northern Electric Co. Ltd .....	35,225.34

---

**Soumission No A-319 ouverte le 30 mai 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec 99,000 pieds de conducteur d'aluminium 795,000 C.M.**

Pirelli Cables Conduits Ltd .....	\$36,859.14
Canada Wire & Cable Co. Ltd .....	26,895.21
Phillips Electrical Co. ....	26,895.21
Aluminum Co. of Canada Ltd .....	26,895.21
Northern Electric Co. ....	26,895.21

---

**Soumission No A-335 ouverte le 26 août 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec 60,000 pieds de conducteur d'aluminium.**

Industrial Wire & Cable Co. ....	\$34,078.15
Phillips Electrical Co. ....	34,078.15
Aluminum Co. of Canada Ltd .....	34,078.15
Northern Electric Co. ....	34,078.15

---

**Soumission No A-341 reçue et ouverte le 3 octobre 1963, relativement à la fourniture de 4,800 milles de conducteur 1,361,000 C.M. A.C.S.R. à l'Hydro-Québec.**

Phillips Electrical Co. Ltd .....	\$14,394,537.12
Pirelli Cables Conduits Ltd .....	14,394,537.12
Aluminum Company of Canada Ltd .....	14,394,537.12
Canada Wire & Cable Co. Ltd .....	14,394,537.12
Les Câbles industriels (Industrial Cables Co. Ltd) .....	14,394,537.12

Northern Electric Co. ....	\$14,394,537.12
----------------------------	-----------------

**Soumission partielle**

Reynolds Extrusion Sales .....	\$ 8,277,447.92
--------------------------------	-----------------

---

**Soumission No A-348 ouverte le 21 octobre 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec  
du câble souterrain.**

Phillips Electrical Co. ....	\$435,397.37
Northern Electric Co. ....	435,397.37
Pirelli Cables Co. ....	435,397.38
Canada Wire Cable Co. Ltd .....	435,398.05

---

**Soumission No A-364 ouverte le 16 décembre 1963, pour fournir à l'Hydro-Québec  
des compteurs électriques.**

Canadian Westinghouse Co. Ltd .....	\$674,800.00
<b>(Soumission partielle)</b>	
Ferranti-Packard Co. Ltd .....	658,750.00
<b>(Soumission partielle)</b>	
Sangamo Co. Ltd .....	658,750.00
<b>(Soumission partielle)</b>	
Northern Electric Co. ....	658,750.00



## **APPENDICE 5**

Procès-verbal d'une rencontre de la Commission  
d'enquête sur l'administration de la Justice en matière  
criminelle et pénale tenue le 8 juillet 1968 à 9h 30  
avec les professeurs Norval Morris, Gordon Hawkins  
et Hans Mattick. La rencontre a eu lieu à Chicago.  
(paragraphe 50)



PROCÈS-VERBAL d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue le 8 juillet 1968 à 9h 30 avec les professeurs Norval Morris, Gorden Hawkins et Hans Mattick. La rencontre a eu lieu à Chicago.

SONT PRÉSENTS : MM. Yves Prévost, Président  
Harry Gould,  
Laurent Laplante,  
Jean Sirois, secrétaire.

---

Les professeurs américains nous font savoir qu'ils travaillent présentement à la rédaction de nouvelles lois qui régiront l'assistance judiciaire devant les tribunaux pour jeunes délinquants.

Il est également question d'un travail portant sur une nouvelle rédaction du code pénal.

Pour sa part, le professeur Mattick travaille présentement à une étude sur les prisons de l'état de l'Illinois. Au cours des vingt-cinq dernières années, différents documents sont venus enrichir la criminologie, mais le meilleur demeure cependant le rapport de la Commission Katzenbach, même si la plupart des recommandations n'ont pas été suivies.

Il semble, selon nos interlocuteurs, que les oppositions durent encore entre les milieux ruraux et les milieux urbains. Les hommes politiques entretiennent même si bien ces bagarres que les sommes versées par le gouvernement fédéral pour combattre la criminalité sont fréquemment employées à d'autres fins.

Ainsi, il faut malheureusement admettre que, dans la majorité des villes et des municipalités, la police locale fait souvent figure d'ennemie. La garde nationale et l'armée sont fréquemment beaucoup plus respectées durant les émeutes que les corps policiers locaux.

La Commission aborde ensuite le sujet de la recherche. Le professeur Morris estime qu'au lieu d'employer le mot *recherche*, on devrait employer le mot *évaluation*. Présentement, il est indispensable de procéder à une évaluation de la justice criminelle et des faits qui s'y rattachent. Le gouvernement ne devrait pas supporter seul tous les frais de la recherche pure, mais l'évaluation lui appartient de façon toute particulière. L'évaluation dont il est question est déjà en cours en Californie et en Angleterre.

À l'intérieur de l'état de l'Illinois, les travaux d'évaluation permettent aujourd'hui de constater différents problèmes majeurs à l'intérieur des prisons. À l'heure actuelle, les spécialistes ont interviewé une partie importante du personnel dans plus de soixante-dix prisons et on procède désormais, à l'aide de machines IBM, à l'évaluation de la qualité du personnel, des problèmes majeurs et des solutions qui s'imposent.

Le professeur Mattick se déclare en faveur de la coordination régionale. Quant à lui, il estime que l'état devrait prendre le contrôle de toutes les prisons et ne laisser aux prisons locales que la détention avant le procès.

Un éventail satisfaisant de mesures correctionnelles constitue, à coup sûr, un moyen très efficace pour protéger le milieu social. Ainsi, pour ne donner qu'un exemple, le professeur Mattick estime que la tuberculose, les maladies vénériennes demeurent, aujourd'hui encore, des problèmes dont il faut tenir compte. Les prisons connaissent des taux très élevés et il est regrettable de constater que, aujourd'hui encore, on renvoie dans le public les porteurs de germes. Chaque institution devrait instituer ou développer son propre bureau médical.

Malheureusement, on tend aujourd'hui à se servir de la loi criminelle pour une foule de domaines qui n'ont aucun rapport avec le crime. Une foule d'individus sont aujourd'hui emprisonnés, alors qu'il faudrait les garder dans d'autres maisons ou institutions consacrées au traitement.

De son côté, le professeur Morris se déclare parfaitement en accord avec le bill Omnibus tel que présenté aux États-Unis et avec le Safe Street bill présenté au congrès. Dans le domaine du jeu, il souhaite une révision complète de la loi criminelle de manière à légaliser complètement le jeu. Il s'agit, selon lui, de redéfinir la nature et l'étendue des définitions admises aujourd'hui par le droit criminel. À son avis, le droit criminel a souvent outrepassé ses capacités.

Selon le professeur Morris, le système du Wisconsin est aujourd'hui l'un des meilleurs en ce qui concerne les institutions correctionnelles. À l'heure actuelle, il est regrettable que les deux tiers des sommes fournies par le gouvernement servent à la construction de prisons, alors qu'un tiers seulement sert à des programmes de réhabilitation à l'intérieur du milieu social et à la réinsertion des individus dans la société au terme de leur sentence. Selon lui, ces proportions devraient s'inverser.

Le système scandinave devrait attirer l'attention : l'individu y est condamné proportionnellement à son revenu quotidien et l'État perçoit l'amende à la source, en même temps que les impôts.

Selon le professeur Morris, un des sujets les moins étudiés à l'heure actuelle et pourtant l'un des plus importants, c'est la victimisation en matière criminelle.

Selon le professeur Morris, il n'existe encore aucun programme spécifique contre la délinquance juvénile. Certes, le support familial demeure le meilleur moyen de prévention. Par contre, il serait nécessaire d'élaborer des programmes de prévention contre la *récidive* en matière de délinquance juvénile.

On commet aujourd'hui plus de meurtres dans l'île de Manhattan que dans toute l'Angleterre et l'Écosse réunies. Selon Morris, ces crimes sont attribuables à la pauvreté, aux taudis et à la délinquance juvénile. Il faut

également tenir compte des données sociologiques : en Scandinavie, la famille constitue une entité très importante, l'ordre est mieux respecté.

Dans le domaine de la probation ou de la libération conditionnelle, le professeur Morris estime qu'il ne faut pas rechercher des conditions automatiques, mais plutôt des exigences adaptables à chacun des êtres humains. Les conditions devraient être conformes à ce que peut faire un citoyen normal. Monsieur Morris souligne qu'aux États-Unis l'armée fait un excellent travail dans le domaine de la probation.

Le professeur Hawkins, citant l'exemple australien, considère qu'il est possible de renvoyer les prisonniers chez eux après une détention de fort courte durée, sans que la récidive augmente.

Le professeur Morris exprime ensuite son opinion sur plusieurs des sujets que soulèvent les membres de la commission :

- 1) Aux États-Unis, les crimes contre la propriété constituent 87 p. cent de la criminalité totale, contre seulement 13 p. cent pour les crimes contre la personne.
- 2) À Chicago, quand un jeune est arrêté, les interrogatoires sont menés par la police des jeunes. À Chicago encore, seulement vingt jeunes pour chaque centaine d'arrestations effectuées chez les juvéniles aboutiront devant le juge ;
- 3) Le professeur Morris ne voit pas des avantages suffisants à la création d'un intake agency. Au Japon, le système permet d'effectuer un visionnement et un tri : c'est le procureur de la Couronne qui peut décider s'il va poursuivre ou non et il lui est loisible de laisser aller l'individu pour le réhabiliter ou de le poursuivre. À maints égards, le système nord-américain permet déjà ces avantages ;
- 4) Il est indispensable de posséder à l'intérieur des services gouvernementaux, un mécanisme qui produise des changements continuels dans le domaine de la justice criminelle. Au Québec, une organisation comme celle du docteur Zsabo peut provoquer ou assurer ces changements constants au lieu du gouvernement et poursuivre une recherche dans la justice criminelle en plus de continuer l'œuvre de recherche amorcée par une commission comme la nôtre.

La discussion aborde ensuite le problème des sentences.

Selon le professeur Morris, c'est à la police qu'il appartient de prendre la décision d'arrêter un jeune et de le conduire au poste. Par la suite, d'autres autorités doivent assumer la responsabilité de décider de la sentence. Ainsi, les juges devraient étudier les cas en groupes et discuter les critères auxquels ils se réfèrent dans leurs sentences. Il est donc extrêmement favorable aux séminaires sur les sentences, tels que les juges doivent les suivre dans divers états des États-Unis. Monsieur Morris n'est pas en faveur du système californien où ce sont des inspecteurs du bureau



des libérations conditionnelles qui déterminent la longueur d'une sentence. Quant à lui, s'ils sont bien informés, les juges peuvent très bien imposer eux-mêmes leurs sentences. Par contre, les juges devraient visiter personnellement et régulièrement les institutions ou voir par eux-mêmes dans quels décors ils envoient les prisonniers. Le professeur Morris se dit également d'accord pour les sentences en termes de minimum et de maximum et pour obliger les juges à motiver leurs sentences par écrit en expliquant pourquoi ils condamnent tel ou tel individu à la prison et pourquoi l'emprisonnement a été jugé approprié dans tel cas.

Le professeur Mattick décrit ensuite un projet que l'université du Michigan est en train de réaliser à Chicago avec un budget d'un million et demi de dollars. Déjà, on a trouvé neuf cents emplois pour sept cents jeunes, ramené à l'école douze cents jeunes qui l'avaient quittée et l'on a assisté deux mille jeunes lors de la comparution, avec le résultat que 60 p. cent d'entre eux ont été laissés en probation.

Abordant le problème du crime organisé, le professeur Morris conseille à la commission de ne pas perdre de temps à étudier ce problème. D'après lui, il n'existe pas d'organisation criminelle qui agisse de façon unifiée sur le plan national. D'ailleurs, il prévoit que les profits du crime organisé sont réinvestis dans des commerces légaux et ceci lui paraît une évolution rassurante. Selon lui, quoi que l'on fasse, il y aura toujours un crime organisé et il faudra bien tolérer les différentes formes de crime organisé, sauf dans les cas où un système illégal se développe.

Il est exact qu'à l'heure actuelle un certain nombre d'activités enrichissent le crime organisé. Le professeur Morris estime qu'il est temps de lever les interdictions qui frappent le jeu et la prostitution. D'après lui, il n'y a aucune escouade de la moralité en Amérique du Nord qui soit entièrement honnête.

Quant aux narcotiques, Monsieur Morris signale que, sur vingt mille cas de narcomanes signalés en Californie, seulement douze concernent des juvéniles.

À midi, l'assemblée s'ajourne.

*Jean Sirois,*  
Secrétaire.

## **APPENDICE 6**

Relevé d'appels téléphoniques situant  
Montréal dans le réseau du pari clandestin.  
(paragraphe 84)



CET APPENDICE A ÉTÉ REMIS AU MINISTÈRE  
DE LA JUSTICE ET N'EST PAS PUBLIÉ  
PARCE QU'IL EST TROP VOLUMINEUX  
ET PRÉSENTE PEU D'INTÉRÊT POUR LE GRAND PUBLIC.



## **APPENDICE 7**

Dossiers judiciaires d'individus condamnés  
pour des infractions aux lois  
sur le jeu (paragraphe 85).



**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 7 2 1 5	No de dossier (G.R.C.) 6 9 5 3 0 9
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date May 27/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1948, Dec. 12	Montreal, Que.	Receiving	Dismissed		
1949, March 4	Montreal, Que.	Keeping a gambling house	Dismissed		" "
1949, Nov. 17	Montreal, Que.	Keeping a gambling house	\$100 fine & cost or 60 days		" "
1950, Sept. 9	Montreal, Que.	Keeping a gambling house	\$100 fine & cost or 1 month		" "
1958, Dec. 9	Montreal, Que.	False pretences	Dismissed		" "
1959, May 25	Montreal, Que.	Found in gambling house	\$60 fine cost inclu- ded or 10 days		" "
1961, Feb. 3	Montreal, Que.	Found in gambling house	\$150 & cost or 30 days		" "
1966, May 11	Montreal, Que.	Lottery Sect. 177 (1) (c)	\$300 fine cost included or 60 days		" "



# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 5 1 8 6 7

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 695309

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
4-3-49 Montréal	Tenir maison de jeu	Plainte rejetée	
17-11-49 Montréal	Tenir maison de jeu	\$100 frs ou 60 days	
9-9-50 Montréal	Tenir maison de jeu	\$100 am. et frs ou 1 mois	
Cause no 14240-58 9-12-58 Montréal	Faux prétextes	Plainte rejetée	
25-5-59 Montréal	Trouvé dans maison de jeu	\$60 frs ou 10 jours	
3-2-61 Montréal	Trouvé dans maison de jeu	\$150 frs et am. ou 30 jours	
12-4-61 Montréal	Tenir maison de pari	8 jours \$200 frs ou 15 jours add.	
11-5-66 Montréal	Loterie, Art. 177 (1) (c)-CC	\$300 frs ou 60 jours	
Montréal	Tenir maison de pari		

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 2 8 2 1	No de dossier (G.R.C.) 6 5 1 0 7 8
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Dec. 16/65

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1946, July 24	Montreal, Que.	Keep gaming house	Dismissed		
1952, March 13	Montreal, Que.	Keep gaming house	Dismissed		
1953, Feb. 25	Montreal, Que.	Keep gaming house	Dismissed		" "
1961, Nov. 23	Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$150 fine & cost i/d 1 month		
1962, Dec. 28	Montreal, Que.	Keep a gambling house. CC 176 (1)	\$300 fine & cost i/d 1 month		
1965, Nov. 15	Montreal, Que.	Poss. of paper relating to lottery Sec. 177 (1) (c)	Fined \$200 i/d 30 days		

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 4 8 8 5 4

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 651078

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
24-7-46 Montréal	Tenir maison de jeu	Rejetée	
3-3-52 Montréal	Tenir maison de jeu	Rejetée	
25-2-53 Montréal	Tenir maison de jeu	Rejetée	
Cause no 14210-61 23-11-61 Montréal	Tenir maison de jeu	\$150 am. et frs ou 1 mois	
Cause no 18666-62 23-12-62 Montréal	Tenir maison de jeu. Art. 175 (1) (a)-CC	\$300 am. et frs ou 1 mois	
15-11-65 Montréal	Poss. papiers de loterie. Art. 177 (1) (c)-CC	\$200 am. ou 30 jours	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 2 0 0 6	No de dossier (G.R.C.) 6 4 2 1 2 2
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Sept. 4/64

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1945, Dec. 7	Montreal, Que.	Keep betting house	\$100 cost i/d 2 months		
1953, Apr. 13	Montreal, Que.	Betting	Dismissed	"	"
1961, Nov. 23	Montreal, Que.	Keeping gambling house	\$15 fine & cost	"	"
1961, Nov. 28	Montreal, Que.	Keep gambling house	Dismissed	"	"
1962, June 27	Montreal, Que.	Keeping gambling house	\$500 fine i/d 1 month	"	"
1962, Dec. 28	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$500 fine i/d 1 month	"	"
1963, May 27	Montreal, Que.	Keeping a gambling house	Dismissed	"	"
1964, May 27	Montreal, Que.	Keeping a gambling house	\$500 fine & cost i/d 1 month	"	"

**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 6 1 0 6 3	No de dossier (G.R.C.) 7 3 8 4 3 3
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1951, June 11	Montreal, Que.	Keep gambling house	\$100 & cost or 1 month		
1951, Oct. 3	Montreal, Que.	Keep gambling house	\$100 fine & cost or 1 month		
1956, March	Montreal, Que.	Gambling house			
1959, Nov. 19	Montreal, Que.	Co-keeper of gambling house	\$250 or 15 days	"	"
1961, June 14	Montreal, Que.	Register bets Sec. 168	\$300 costs inc. or 60 days	"	"
1962, Feb. 27	Montreal, Que.	Keep betting house CC 176-1	\$500 or 1 month	"	"
1968, March 3	Montreal, Que.	CC-323 Fraud Case No. 1829-68	No disposition		

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER

S.I.J. 1 2 6 8 5 0

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 738433

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
11-6-51 Montréal	Tenir maison de paris	\$100 am. et frs ou 1 mois	
3-10-51 Montréal	Tenir maison de paris	\$100 am. et frs ou 1 mois	
19-11-59 Montréal	Tenir maison de paris	\$250 am. ou 15 jours	
14-6-61 Montréal	Tenir maison de jeu	\$300 am. et frs ou 60 jours	
Cause no 31162-62, 27-2-62, Montréal	Tenir maison de paris	\$500 am. ou 1 mois	
Cause no 16393-64, 13-8-64, Montréal	Tenir maison de paris	Acquitté	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 8 1 5 0 9	No de dossier (C.R.C.) 8 8 0 5 7 2
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Sept. 16/64

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1957, Oct. 4	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu CC-176-177-171	\$100 et frais		
1961, Avril 12	Montréal, Qué.	Co-Tenir maison de paris	\$200 frs, inclus ou 15 jrs 12-4-61	"	"
1964, Août 6	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris CC-176-1	\$800 et frais ou 6 mois de ce jour	"	"
1967, Juillet 27	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Cause: 17-2299	Pas de disposition	"	"

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu ☐ Dossier connu ☐ No de dossier (Mtl) 8 8 3 7 3 No de dossier (G.R.C.) 7 4 8 4 2 - A

Empreintes transmises à Ottawa Date Vérification faite à Ottawa Date May 10/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1963, Août 13	Montréal, Qué.	Enregistrer des paris CC-177-1D Cause: 1147-63	\$400 ou 30 jours	13-8-63	
1964, Avril 30	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris CC-176-1 Cause: 16082-64	\$400 ou 30 jours	11-5-64	" "
1964, Août 25	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris CC-176-1 Cause: 16262-64	Pl., rejetée sans frais	1-9-64	" "
1966, Janv. 6	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris CC-176-1 Cause: 16-2039	Plainte retirée	18-4-66	" "
1966, Juin 22	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Cause: 16-1699	Pas de disposition		" "
1966, Juillet 4	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Cause: 16-2117	\$2,000 ou 6 mois	9-12-66	" "



**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 8 0 5 8	No de dossier (G.R.C.) 7 0 3 3 4 3
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Sept. 30/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1949, Juin 17	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	Renvoyée	21-11-49	
1951, Oct. 26	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	Renvoyée	17-3-52	" "
1953, Mars 3	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$100 frs ou 30 jours	15-6-53	" "
1955, Avril 5	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 frs ou 15 jours	12-4-55	" "
1955, Août 10	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 frs ou 1 mois		" "
1961, Mars 1	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$100 frs ou 60 jours	14-6-61	" "
1963, Nov. 12	Montréal, Qué.	CC 179 par. 4, Possession billets de loterie	\$100 frs ou 30 jours	12-11-63	" "
1964, Fév. 10	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 ou 1 mois		" "
1966, Sept. 16	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de jeu 16-11734	\$150 amende ou 20 jours	16-9-66	" "
1967, Mai 29	Montréal, Qué.	Co-Tenir maison de jeu Cause No 17-8455	\$300 et frs ou 60 jours	12-7-67	" "
1967, Nov. 27	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	Pas de disposition		" "

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER 108149

S.I.J. 5 4 2 3 3

F.P.S. 703343

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
53-55CM	21-11-49 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	Renvoyée
	17-3-52 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	Renvoyée
	15-6-53 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	\$100 amende et frs ou 30 jours
	12-4-55 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	15 jours, \$200 amende et frs ou 15 jours add.
3383-55	10-8-55 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	\$200 amende et frs ou 1 mois
359-64	14-6-61 Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	\$100 amende et frs ou 60 jours
	13-11-62 Montréal, Qué.	Possession de billets de loterie	\$100 amende ou 30 jours
	10-2-64 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 amende ou 1 mois

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 7 8 9 4 5	No de dossier (G.R.C.) 9 5 8 9 8 6
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date July 4/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1960, Sept. 19	Montreal, Que.	Found in gaming house	Dismissed		
1961, April 24	Montreal, Que.	Found in gaming house	Dismissed		" "
1965, June 21	Montreal, Que.	1) Poss. of an explosive substance	\$300 fine or 30 days		
		2) Engage in bookmaking	\$500 fine & cost or 60 days Restitution of \$1234		
		3) Theft CC 273 (b)	\$200 fine & cost or 30 days		" "
1966, June 7	Windsor, Ont.	1) Engage in betting Sect. 177 (1) CC	1) 4 months & \$1000 fine or 3 months consec.		" "
		2) Theft of telephone service (2 chgs) Sec. 273 (b) & 280 (b)	2) 3 months each chg conc. with no. 1 \$500 fine or 2 months consec. on each chg.		

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 3 9 7 3 5

F.P.S. 992313

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
7029-63	29-4-61 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$250 amende et frs ou 30 jours
	24-5-63 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$300 amende ou 3 mois
10478-64	9-6-64 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$300 amende et frs ou 1 mois
11192-65	29-5-65 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$500 amende ou 1 mois (payé)
22044-65	11-3-66 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$750 amende et frs ou 1 mois
	21-4-66 Montréal, Qué.	Tenir maison de paris Art. 176-CC	\$200 amende ou 60 jours

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER

S.I.J. 1 8 3 9 0 3

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S.

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation		OFFENSE	SENTENCE
14232-64	17-11-64	Sorel	Tenir maison de jeu Art. 176-CC	\$50 et frais
	2-12-64	Sorel	Tenir maison de jeu Art. 176-CC	\$100 amende ou 1 mois

**SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC**

**SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE**

## DOSSIER

S.I.J.

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S.

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
P 386-64	24-12-64      Sorel	Tenir maison de paris	\$100 amende et frais

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER

S.I.J. 3 4 1 6

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 126539-A

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation		OFFENSE	SENTENCE
14231-64	17-11-64	Sorel	Tenir maison de jeu Art. 176-1-CC	\$50 amende et frais
	9-12-64	Sorel	Tenir maison de jeu Art. 176-CC	\$100 amende ou 1 mois
17518-67	20-12-67	Sorel	Maison de paris	\$100 am. ou 1 mois

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom			
Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 1 2 8 6 3	No de dossier (G.R.C.) 3 5 9 5 7 0
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Nov. 4/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1919, Jan. 6	Montreal, Que.	Theft			
1923, Oct. 31	Montreal, Que.	Vagrancy			
1934, Aug. 22	Montreal, Que.	1) Ill. poss. of opium 2) Being in a establishment where opium is consumed	1-2) Dismissed		
1937, April 8	Montreal, Que.	Found in a gaming house	Dismissed		" "
1937, Sept. 29	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$50 fine cost inc. or 1 month		" "
1944, Feb. 15	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$200 fine & cost or 2 months		" "
1957, Aug. 20	Montreal, Que.	Found in a gambling house	\$25 fine & cost or 15 days		" "
1960, Dec. 29	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$50 fine without cost or 30 days		" "
1961, Janv. 23	Montreal, Que.	Found in a gambling house	\$35 fine & cost inc. or 15 days		" "
1961, Nov. 22	Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$1000 fine or 30 days		" "
1961, Nov. 30	Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$250 fine & cost or 60 days		" "
1963, Nov. 9	Montreal, Que.	Found in a gambling house	\$25 fine cost inc. or 8 days		" "
1966, Jan. 24	Montreal, Que.	Found in a gambling house	Dismissed		" "
1966, Nov. 23	Montreal, Que.	Found in a gambling house			
		Case no. 17-18050			



**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 3 1 7 3 4	No de dossier (G.R.C.) 4 1 5 8 8 0
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Oct. 20/61

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1933, Feb. 3	Montreal, Que.	Passing false cheques	20-3-33 Dismissed		
1941, May 26	Montreal, Que.	Breach liquor Act.	26-5-41 \$50 fine and cost or 3 months	"	"
1941, Aug. 4	Montreal, Que.	Selling liquor illegally	4-8-41 \$50 fine and cost or 3 months	"	"
1943, Sept. 17	Montreal, Que.	Selling liquor illegally	17-9-43 \$50 fine and cost or 3 months	"	"
1944, Feb. 22	Edmonton, Alta.	Conspiracy (Common Law)	22-2-44 \$300 fine and cost \$4 i/d 6 months (paid)	"	"
1945, Sept. 11	Montreal, Que.	Selling liquor illegally	11-9-45 \$50 costs or 3 months	"	"
1955, June 28	Montreal, Que.	Keeping disorderly house	28-6-55 Dismissed	"	"
1955, Jan. 17	Montreal, Que.	Keeping gambling house	22-11-55 Liberated	"	"
1957, Nov. 1	USM New York	Narc. conspiracy	1-11-57 No disposition	"	"
1957, Jan. 24	Montreal, Que.	Theft by breaking into and receiving	30-4-58 Liberated	"	"
1957, Jan. 3	Montreal, Que.	Receiving	30-4-58 Acquited	"	"
1958, Nov. 27	Montreal, Que.	Theft Case : 13887/58	14-4-59 Acquited	"	"
1956, April 30	Fredericton, N.B.	Lottery CC 179-1F	30-4-56 2 Years suspended sentence, Restitution of \$106.76 and to leave the City by May 2/56 (Restitution paid)	"	"

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 5 9 5 6 0

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 415880

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
8418-48	20-3-33 Montréal	Passer faux chèques	Renvoyée
	26-5-41 Montréal	Vente ill. de spiritueux	\$50 amende et frais ou 3 mois
	4-8-41 Montréal	Vente ill. de spiritueux	\$50 amende et frais ou 3 mois
	17-9-43 Montréal	Vente ill. de spiritueux	\$50 amende et frais ou 3 mois
	22-2-44 Edmonton	Conspiration	\$300 amende \$4 frais ou à défaut 6 mois
	11-9-45 Montréal	Vente ill. de spiritueux	\$50 amende et frais ou 3 mois
	Montréal	Simple voies de fait	
	26-6-55 Montréal	Tenir une maison de désordre	Renvoyée
	21-11-55 Montréal	Tenir une maison de jeu	Libéré
	30-4-56 Fredericton	Loterie Art. 179 (1) (f) CC	2 ans sentence susp. Restitution de \$106 et ordre de quitter la ville avant le 2-5- (Restitution payée)

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 9 3 5 0	No de dossier (G.R.C.) 7 1 8 0 3 4
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date April 25/67

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1950, March 27	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$100 & costs or 30 days		" "
1950, May 4	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$100 & costs or 30 days 5-29-50		" "
1955, July 13	Montreal, Que.	1. Keeping a betting house 2. Keeping a betting house	\$100 & costs or a month 8-19-55 \$400 & costs or 1 month Personal bond of \$200 to keep the peace for 1 year		" "
1961, April 12	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$700 & costs or 30 days 4-20-61		" "
1961, April 28	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$1,500 or 4 months		" "
1961, July 28	Montreal, Que.	Found in a gaming house	\$100 or 15 days Appeal maintained 10-24-61		" "
1963, May 7	Montreal, Que.	Keeping a betting house	\$500 a/d 2 months		" "
1966, Dec. 2	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	\$500 a/d 1 month		" "

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 3 7 3 6 9

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 430507

NOM :

DATE :

ALIAS :

Cause No.	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
1358-64	8-4-1937 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 et frs ou 2 mois
	6-2-1939 Montréal	Tenir maison de paris	\$250 et frs ou 2 mois
	23-10-47 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 ou 60 jours
	21-9-61 Montréal	Tenir maison de paris	\$500 et frs ou 30 jours
	19-2-64 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 amende ou 1 mois
14394	17-12-64 Sorel	Tenir maison de jeu	\$100 d'amende

**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 4 9 0 5	No de dossier (G.R.C.) 5 0 6 2 8 8
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Feb. 7/67

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1939, 27 Nov.	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$50 et frs ou 1 mois		
1947, 13 Nov.	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 ou 2 mois	"	"
1949, 23 Mai	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	Renvoyée	"	"
1950, 23 Juin	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$100 ou 1 mois	"	"
1952, 23 Jan.	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	Renvoyée	"	"
1955, 22 Juin	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	\$300 et frs ou 1 mois	"	"
1955, 22 Juin	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$100 et frs ou 30 jours	"	"
1956, 23 Avril	Montréal, Qué.	Enregistrer des paris	\$500 ou 6 mois	"	"
1961, 3 Fév.	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de paris	\$100 et frs ou 15 jours	"	"
1961, 27 Fév.	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	Rejetée	"	"
1961, 18 Mai	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	\$500 et frs ou 30 jours	"	"
1962, 11 Avril	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$1,000 ou 6 mois	"	"
1962, 30 Avril	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	15 jours et \$500 & frs ou 1 mois add.	"	"
1962, 1er Mai	Montréal, Qué.	Tenir maison de jeu	15 jours et \$500 et frs ou 1 mois add.	"	"
1964, 6 Fév.	Montréal, Qué.	Prendre ou enregistrer des paris C 17010	\$300 ou 30 jours Juge Charland	"	"

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu ☐

Dossier connu ☐

No de dossier (Mtl)

5 4 9 0 5

No de dossier (G.R.C.)

5 0 6 2 8 8

Empreintes transmises  
à Ottawa

Date

Vérification faite  
à Ottawa

Date

Feb. 7/67

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1964, 25 Mai Montréal, Qué.		Loterie Cause : 18765	Retirée Juge Simard		" "
1964, 1 Oct. Montréal, Qué.		Enregistrer des paris Cause : 22011	\$200 et frs ou 60 jours Juge Charland		" "
1966, 6 Juillet Montréal, Qué.		Tenir maison de paris Cause : 16-8870	20-10-66, 15 jours et \$500 Sans frs ou 1 mois Juge Langlois		" "
1966, 24 Sept. Montréal, Qué.		Prendre des paris Cause : 16-12083	\$500 et frs ou 6 mois Juge G. T.		" "
1966, 11 Oct. Montréal, Qué.		Enregistrer des pa- ris CC 177 (10) Cause : 16-12640	17-1-67, Plainte renvoyée Juge R. Beaudette		" "
1967, 25 Avril Montréal, Qué.		CC 176 Tenir maison de paris Cause : 17-2153	Pas de disposition		" "

**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu ☐

Dossier connu ☐

No de dossier (Mtl)

6 3 2 1 3

No de dossier (G.R.C.)

7 6 4 8 1 2

Empreintes transmises  
à Ottawa

Date

Vérification faite  
à Ottawa

Date

Janv. 19/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1952, Oct. 8	Montreal, Que.	Keep a gaming house	Dismissed		
1954, July 7	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$100 or 15 days	"	"
1955, Feb. 22	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$200 & costs or 1 month	"	"
1955, June 16	Montreal, Que.	Cause a disturbance CC 160-c	Liberated	"	"
1957, July 4	Montreal, Que.	Keep a betting house on races	\$300 & costs or 3 months	"	"
1961, April 19	Montreal, Que.	Keep a gaming house	Dismissed	"	"
1961, May 18	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$500 & costs or 3 months	"	"
1961, Aug. 14	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$100 or 30 days	"	"
1962, March 15	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$2,000 fine or 3 months	"	"
1964, June 2	Montreal, Que.	Lottery Sec. 177-1-c	\$200 & costs i/d 30 days	"	"
1965, Dec. 29	Montreal, Que.	Records & Registers bets	\$500 pr 30 days	"	"
1966, March 22	Montreal, Que.	Keep a betting house	\$350 & costs P.B. \$500 to keep the peace for 1 year or 60 days	"	"
1966, Sept. 21	Montreal, Que.	Keep a gaming house	\$500 fine or 60 days	"	"

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 8 2 3 8 9	No de dossier (G.R.C.) 2 2 9 1 - A
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Oct. 14/66

ARRESTATION Date Endroit	OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
		Sentence	Date	
1961, Aug. 7 Montreal, Que.	Keep a gambling house Case : 8332	\$300 and costs or 8-14-61 30 days (Lamarre)		
1962, March 8 Montreal, Que.	Keep a gambling house Case : 5402	\$1M fine Personal bond \$1M keep the peace 2 yrs i/d 30 days 3-15-62 (Monty)		" "
1964, Feb. 19 Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$350 fine i/d 1 month		" "
1964, July 30 Montreal, Que.	Take and registered bets CC 177-1-D Case : 22944	\$200 or 60 days 9-15-64 (Trahan)		" "
1965, Aug. 11 Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$2M fine and costs i/d 1 year		" "
1966, Sept. 22 Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$2M fine or 1 month		" "



# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 3 9 8 9 4

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 2291-A

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
14-8-61 Montréal	Tenir maison de paris	\$300 am. ou 30 jours	
15-3-62 Montréal	Tenir maison de paris	\$1M am. et caut. pers. \$1M g.p. 2 ans ou 30 jours	
Cause no 1798-64 19-2-64 Montréal	Tenir maison de jeu Art. 176 (1)-CC	\$350 am. ou 1 mois	
Cause no 10122-63 5-7-63 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176 (1)-CC	\$750 am. ou 1 mois	
Cause no 11458-65 11-8-65 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176 (1)-CC	\$2M am. et frs ou 1 an	
15-9-64 Montréal	Prendre enrg. des paris Art. 177 (1) (d)-CC	\$200 am. ou 60 jours	
Cause no 16793-66 22-9-66 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-CC	\$2M am. ou 1 mois	
Cause no 13091-66 20-10-66 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-CC	\$3M am. et frs ou 1 an	
23-3-67 Toronto, Ont.	1) S'engager dans le commerce du bookmaking 2) S'engager com- me commerçant du bookmaking	1) \$750 am. ou 60 jours 2) Retirée	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom			
Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 7 0 2 5 6	No de dossier (G.R.C.) 8 3 7 3 5 0
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Oct. 30/64

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1956, Feb. 20 Montreal, Que.		Non Support Case : 346	Failed to appear Warrant to issue	3-24-56	Gary
1956, March 24 Montreal, Que.		Non Support Case : 346	3 months	3-28-56	"
1956, Oct. 24 Montreal, Que.		Keep a gambling house Case : 4423	Liberated	5-3-57	Stewart
1957, June 25 Montreal, Que.		Co-keeper a gambl. house Case : 2404	\$50 & cost or 8 days	11-7-57	" "
1959, Oct. 2 Montreal, Que.		Theft by breaking into	Liberated		" "
1959, Sept. 24 Montreal, Que.		Vagrancy Case : 11403	Dismissed	11-5-59	" "
1960, Feb. 16 Montreal, Que.		1-Theft by breaking into Case : 2232	1-Susp. Sent. Per- sonal bond of \$500 to keep the peace for 2 years	6-1-61	" "
		2-Receiving	2-Withdrawn		
1961, May 11 Montreal, Que.		Keep a gambling house Case : 6032	Acquitted	9-25-61	" "
1962, July 5 Montreal, Que.		Non Support Case : 8669	With drawn on payment of costs 1/d 10 days	7-5-62	" "
1962, Nov. 21 Montreal, Que.		Non Support Case : 13396	Rejected	27-12-62	" "
1963, June 26 Montreal, Que.		Non Support	Liberated		" "
1964, June 12 Montreal, Que.		Keeping betting house	\$500 fine i/d 6 months		" "
1964, Sept. 16 Wesmount, Que.		Keeping common betting house	1 month		" "
1965, Nov. 23 Montreal, Que.		Lottery Case : 16-12128	Acquitted Benefit of the doubt (Lachapelle)		" "

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 5 2 8 4 5

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 837350

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence		Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
28-3-56	Montréal	Refus de pourvoir	3 mois	PD 70256
3-5-57	Montréal	Tenir maison de jeu	Libéré	
11-7-57	Montréal	Tenir maison de paris	\$50 am. et frais ou 8 jours	
2-10-59	Montréal	Vol par effraction	Libéré	
5-11-59	Montréal	Vagabondage, art. 164-CC	Plainte rejetée	
1-6-61	Montréal	1) Vol par effraction Art. 292-(1-b) CC	1) Sentence suspendue et C.P. \$500 garder paix 2 ans	
		2) Recel, Art. 296-CC	2) Plainte retirée	
25-9-61	Montréal	Tenir maison de paris	Acquitté	
5-7-62	Montréal	Refus de pourvoir	Frais ou 10 jours	
12-6-63	Montréal	Tenir maison de paris	\$500 am. ou 6 mois	
		Art. : 176-(1) CC		
26-6-63	Montréal	Refus de pourvoir	Libéré (pas de preuve)	
		Cause no : 8684-63		
12-6-64	Montréal	Tenir maison de paris	\$500 am. ou 6 mois	
		Cause no : 12327-64		
		Art. : 176-(1) CC		
28-7-64	Montréal	Tenir maison de paris	Libéré (pas preuve)	
		Cause no : 12671-64		
		Art. : 176-(1) CC		
15-9-64	Westmount	Cap. conduire affaiblies	\$100 am. \$12 frais ou 15 jours	
		Cause no : 2346-64 CM		
		Art. : 223-CC		

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 5 2 8 4 5

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 837350

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
16-9-64 Westmount Cause no : 2341-64 CM	Tenir maison de paris Art. : 176-CC	1 mois	
16-9-64 Westmount Cause no :	Conduire auto sans enregistrement. Art. 49 (d) C. Route	\$5 frais ou 5 jours	
16-9-64 Westmount  Montréal Cause no : 14970-65	Conduire auto sans permis Art. : 15-C Route Pos. argent contrefait	\$25 am. \$5 frais ou 8 jours	
20-10-66 Montréal	Trouvé dans maison de paris Art. 176-(2) CC	\$50 am. \$6.70 frais ou 7 jours	
23-3-67 Montréal  Cause no : 9002-67 6-7-67 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$600 d'amende ou 1 mois, délai de 8 jours C.P. \$200 g. p. 1 an	
	Tenir maison de paris Art. 176-2-b-CC	1 mois \$500 am. ou 3 mois add.	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 8 2 3 4 1	No de dossier (G.R.C.) 4 5 0 9 3 5
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Aug. 27/64

ARRESTATION Date Endroit	OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
		Sentence	Date	
1937, Nov. 11 Montreal, Que.	Keep a gambling house	Dismissed		
1939, June 10 Montreal, Que.	Keep gaming house	\$100 fine & cost or 2 months		
1962, Jan. 22 Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$1,000 fine or 30 days		
1962, June 7 Montreal, Que.	Keep a gambling house	Rejected		" "
1964, Aug. 13 Montreal, Que.	Keep gaming house	\$500 fine & cost or 2 months P. Bond keep the peace 1 year		" "
1964, Aug. 19 Montreal, Que.	Bookmaking	\$500 fine or 60 days		" "
1967, Aug. 12 Montreal, Que.	1) Poss. of exploding papers 17-11850 2) Keep gaming house Case no. 17-2319	1-2) No disposition		" "

**IDENTITÉ JUDICIAIRE  
SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom	
Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>
No de dossier (Mtl)	No de dossier (G.R.C.)
6 8 1 9 8	8 1 7 3 3 7
Empreintes transmises à Ottawa	Date
Vérification faite à Ottawa	Date
	May 19/67

ARRESTATION Date	Endroit	OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
			Sentence	Date	
1955, 12 Avril	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 et frs ou 30 jours		
1955, 23 Sept.	Montréal, Qué.	Tenir maison de paris	\$200 et frais ou 1 mois		" "
1965, 12 Mars	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de paris	Rejetée		" "
1966, 11 Oct.	Montréal, Qué.	CC 177 1 j Enr. des paris	Renvoyée	27-4-67	" "

**SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC**

**SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE**

## DOSSIER

**S.I.J.**

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

**F.P.S.**

**NOM :**

DATE :

**ALIAS :**

Cause No	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
1459-56	24-12-1956 Sorel	Tenir maison de paris	\$100 amende et frais

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 1 4 3 4 7	No de dossier (G.R.C.) 2 1 7 4 7 5
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date May 26/64

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1920, May 6	Montreal, Que.	Keep a gaming house	Susp. Sent.		
1921, April 11	Montreal, Que.	Grievous assault	Acquitted		
1929, Nov. 16	Montreal, Que.	Robbery	2 years		
1931, Feb. 7			Released on ticket of leave		
			Sent. due to expire Aug. 25-1931		
1931, Dec. 29	Montreal, Que.	1) Keep gambling outfit	1-2) Bond or 6 months		
		2) False pretences			
1932, Jan. 30	Montreal, Que.	Keep gambling outfit	Dismissed		
1934, Sept. 11	Montreal, Que.	Keep gambling house	\$10 fine & cost or 1 month		
			(Fine & cost paid)		
Montreal, Que.		1) Keep a gambling house	1) \$100 & cost or 2 months		
		2) Keep a gambling house	2) \$200 & cost or 6 months		
1941, Oct. 23	Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$100 fine & cost or 2 months		
1941, July 27	Montreal, Que.	Keep a gambling house	\$200 or 2 months		
1949, Jan. 13	Montreal, Que.	Keep a gaming house	Dismissed		
1958, Feb. 24	Montreal, Que.	Keep a gaming house	Dismissed		
1963, Oct. 1	Montreal, Que.	Found in gaming house	Rejected		
1964, May 12	Montreal, Que.	1) Found in betting house	1-2) time served in jail on each chg. cons.		
		2) Found in gaming house			



**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 3 7 7 1 8	No de dossier (G.R.C.) 4 1 2 8 9 4
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date Feb. 20/68

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1956, Sept. 2 Montreal, Que.		1) Theft 2) Receiving	1-2) Time in jail		
1955, Aug. 23 Montreal, Que.		Bookmaking on horses	Dismissed		" "
1956, May 24 Montreal, Que.		Keeping gaming house	\$400 fine or 6 months 6-15-56		" "
1956, Aug. 16 Montreal, Que.		Keeping gaming house	\$200 fine and cost or 1 month 9-18-56		" "
1962, April 14 Montreal, Que.		Keeping gaming house	\$400 fine without cost or 1 month 5-2-62		" "
1962, July 9 Montreal, Que.		Disturbing the peace	\$15 fine and cost or 15 days 7-9-62		" "
1967, Nov. 23 Montreal, Que.		Keeping gaming house	\$500 fine or 3 months 2-5-68		" "

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 3 2 8 6 0

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 412894

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
Cause no 3977-36 2-9-36 Montréal	Vol et recel	Temps en prison du 13-8-36	
29-9-55 Montréal	Pari sur course Art. 177 (1)-CC	Renvoyée	
15-6-56 Montréal	Tenir maison de jeu	\$400 ou 6 mois	
18-9-56 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 am. et frs ou 1 mois	
2-5-62 Montréal	Tenir maison de paris	\$400 ou 1 mois	
5-2-68 Montréal	Tenir maison de paris	\$500 frs ou 3 mois	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 5 3 9 7 9	No de dossier (G.R.C.) 4 2 5 8 9 1
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1937, Feb. 19	Montreal, Que.	Found in a gaming house	\$50 & costs i/d 1 month		
1947, Feb. 21	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	11-20-47 \$200 & cost i/d 2 months		
1951, Nov. 19	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	2-6-52 Dismissed		
1952, Nov. 3	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	11-24-52 Dismissed		
1953, March 28	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	5-6-53 \$150 & costs i/d 1 month		
1956, Feb. 16	Montreal, Que.	Keeping a gaming house	4-16-56 \$200 & cost i/d 60 days		
1966, June 9	Montreal, Que.	Poss. of weapon non-registered	6-16-66 Susp. sent. personal bond \$200 to keep de peace for 6 months Art. 638		

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER

S.I.J. 3 6 5 8 9

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 425891

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
19-2-37 Montréal	Trouvé dans maison de paris	\$50 am. et frs ou 1 mois	
25-2-39 Montréal	Trouvé dans maison de paris	\$100 am. et frs 2 mois	
20-3-39 Montréal	Tenir maison de paris	\$100 am. et frs 1 mois	
2-12-39 Montréal	Tenir maison de paris	\$100 am. et frs 1 mois	
20-11-47 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 amende ou 2 mois	
6-2-52 Montréal	Tenir maison de paris	Renvoyée	
24-11-52 Montréal	Tenir maison de paris	Renvoyée	
6-5-53 Montréal	Tenir maison de paris	\$150 am. et frs ou 1 mois	
16-4-56 Montréal	Tenir maison de paris	\$200 frs ou 60 jours	
Cause no 13747-60 16-12-60 Montréal	Tenir maison de paris	\$400 am. ou 60 jours	
16-6-66 Montréal	Poss. d'arme non enrg.	Sent. susp. caut. pers. \$200 g.p. 6 mois	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 7 2 3 0 9	No de dossier (G.R.C.) 8 5 8 6 5 9
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date March 14/66

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1956, Dec. 28 Montreal, Que.		Theft & Receiving Case : 14916	Withdrawn	2-7-57	
1956, Dec. 28 Montreal, Que.		1. Conspiracy Case : 14917 2. Theft Case : 14918	1-2) 7 yrs on each chg. conc. 1-31-58		" "
1957, Dec. 26 Montreal, Que.		Illegal possession of weapon Case : 14822	\$25 or 8 days 1-8-58		" "
1963, March 15 Montreal, Que.			Released on or about this date Expiration of sent.		" "
1964, May 20 Montreal, Que.		Keep betting house	\$300 fine or 1 month		" "
1965, Nov. 2 Montreal, Que.		Keep betting house (2 chgs)	\$1,000 fine i/d 1 month each chg. conc.		" "
1965, Nov. 23 Montreal, Que.		Lottery CC-177-1-c Possession Betting papers	\$400 no costs or 3 months (Lachapelle) 18-2-66		" "
1966, Janv. 11 Montreal, Que.		Poss. of parts of a still	\$150 & costs i/d 3 months		" "
1967, Aug. 12 Montreal, Que.		Keeping betting house	8 days jail & \$1,500 fine i/d 60 days		" "

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 5 5 7 2 8

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 858659

NOM :

DATE :

ALIAS :

No de la cause	Date et endroit de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
10399-64	31-1-1958 Montréal	Vol et recel Art. 269-CC	7 ans de Pén.
	31-1-1958 Montréal	Conspiration Art. 408-D-CC	7 ans conc.
	31-1-1958 Montréal	Vol et recel Art. 269-CC	7 ans conc.
	20-5-64 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$300 ou 1 mois
22535-65	2-11-1965 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$1,000 ou à défaut 1 mois de prison
-65	2-11-1965 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	\$1,000 ou à défaut 1 mois de prison cons.
	-66 Montréal	Tenir maison de paris Art. 176-1-CC	Acquitté
	10-10-1966 Montréal	Trouvé dans maison de paris Art. 176-2-CC	\$50 am. et frs ou 7 jours

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom

Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>	No de dossier (Mtl) 6 3 7 8 0	No de dossier (G.R.C.) 7 5 9 5 4 8
Empreintes transmises à Ottawa	Date	Vérification faite à Ottawa	Date March 7/68

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1952, 26 Août	Ottawa, Ont.	Poss. d'outils de camb. CC 464-B	Plainte renvoyée		
1953, 11 Mars	Ottawa, Ont.	S'introduire par effr. dans maison d'habitation CC 457	Non coupable		" "
1953, 13 Mars	Montréal, Qué.	Port d'arme illégal	Plainte retirée		
1953, 30 Avril	Montréal, Qué.	Port d'arme illégal	Frs. Temps en prison C.P. \$500 glp. 2 ans a/d 15 jours		" "
1953, 22 Sept.	Montréal, Qué.	S'introduire par effr. avec intention	Libéré	22-9-53	" "
1954, 15 Fév.	New York, N.Y.	Transporter marchandise volée	Pas de disposition		
1954, 2 Sept.	Montréal, Qué.	Poss. d'outils de camb.	Libéré	2-9-54	
1958, 6 Fév.	Montréal, Qué.	Vol par effr.	Sentence suspendue		" "
1959, 7 Juillet	Québec, Qué.	Crime d'incendie	Acquitté		" "
1962, 13 Jan.	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de jeu Cause : 3660	\$50 et frs ou 8 jours	13-1-62	

**IDENTITÉ JUDICIAIRE**  
**SERVICE DE LA POLICE DE MONTRÉAL**

Nom/Prénom	
Aucun dossier connu <input type="checkbox"/>	Dossier connu <input type="checkbox"/>
No de dossier (Mtl)	No de dossier (G.R.C.)
6 3 7 8 0	7 5 9 5 4 8
Empreintes transmises à Ottawa	Date
Vérification faite à Ottawa	Date
	March 7/68

ARRESTATION		OFFENSE	JUGEMENT		NOM/ALIAS
Date	Endroit		Sentence	Date	
1963, 9 Nov.	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de jeu Cause : 11907	\$25 ou 8 jours	20-1-64	
1964, 10 Déc.	Ottawa, Ont.	Poster matière obscène CC 153	Plainte retirée		
1965, 14 Jan.	Ottawa, Ont.	Poster matière obscène CC 153	Acquitté		" "
1966, 24 Janv.	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de jeu CC 176-2-A Cause no 16-3400	Plainte renvoyée (Tourangeau)	19-9-66	
1967, 6 Mars	Montréal, Qué.	Trouvé dans maison de jeu Cause : 17-4267	Pas de disposition		" "
1967, 23 Nov.	Montréal, Qué.	CC-176-2 a trouvé dans maison de jeu Cause : 17-18046	Pas de disposition		" "
1968, 28 Fév.	Montréal, Qué.	1) Tent. de fraude 2) CC 292 Vol par effr. 3) CC 296 Recel	1-2-3) Pas de disposition		" "



# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

### DOSSIER

S.I.J. 1 2 7 8 8 6

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 759548

NOM :

DATE :

ALIAS :

Date et lieu de la sentence	Chefs d'accusation	Disposition	Nom et numéro
26-8-52 Ottawa, Ont.	Poss. d'outils de camb.	Plainte rejetée	
11-3-53 Ottawa, Ont.	Effr. avec intention	Non coupable	
13-3-53 Montréal	Port d'arme illégal	Plainte retirée	
30-4-53 Montréal	Port d'arme illégal	Frs. Temps en prison. Caut. pers \$500 g. paix 2 ans ou 15 jours add.	
22-9-53 Montréal	Effr. avec intention	Libéré	
2-9-54 Montréal	Poss. d'outils de camb.	Libéré	
Cause no 11562-56 6-2-58 Montréal	Vol par effraction	Sentence suspendue	

# SÛRETÉ PROVINCIALE DU QUÉBEC

## SERVICE D'IDENTITÉ JUDICIAIRE

DOSSIER

S.I.J. 3 2 8 6 1

L'officier chargé  
service de l'identité judiciaire

F.P.S. 378656

NOM :

DATE :

ALIAS :

Écrou	Date et place de la condamnation	OFFENSE	SENTENCE
M-8041-1943	21-3-1935 Montréal	Vol à l'étalage	Sous juridiction de la Cour Juvénile jusqu'à l'âge de 21 ans
	2-9-1936 Montréal	Vol et Recel (valise contenant habits de femme valant \$75 Prop. de Léon A. Smitten)	5 mois du 11-8-1936
	3-4-1938 Montréal	Arrêté comme suspect et relâché	
	15-11-1940 Montréal	Tentative de vol sur la personne	6 mois
	27-11-1940 Montréal	Usage de faux argent (Billets de banque américains de \$10)	6 mois concurremment avec sentence précédent du 29-10-1940
	17-9-1940 Montréal	Flânerie	Sentence suspendue
	7-11-1942 do	Tenir maison de paris	\$200 ou 2 mois
	10-9-1943 do	Vente ill. de liqueurs	Renvoyée
	25-11-1943 do	Vol avec violence	Acquitté
	8-10-1943 do	Inf. Loi Service sélectif de la Mobilisation	Relâché
11126-43	31-5-1945 Montréal	Intervention	\$10 frais ou 1 mois



## **APPENDICE 8**

Opinion d'un policier sur les sentences que  
devrait recevoir les individus coupables  
d'infractions aux lois sur le pari.  
(exhibit P-24 huis clos) (paragraphe 87)



Criminal records of 29 well known and convicted bookmakers and gamblers in the Montreal area were verified and revealed some astounding information. After repeatedly being convicted for the same or similar offence, their sentences diminished.

Verification of criminal records with the Ontario Provincial Police, of persons arrested for the same or similar offences as those arrested in the Montreal area, revealed a tremendous variation in sentences, when compared with those handed out in the Province of Quebec.

Sentences handed out in rural areas of the Province of Quebec and the Palais de Justice in Montreal are frivolous when compared to those handed out in Municipal Court in Montreal, and hilarious when compared to those imposed in Windsor Ontario, Niagara Falls Ontario, Toronto Ontario, and Calgary Alberta.

Amongst the judiciary, some consider gambling and bookmaking a serious matter, others consider it more lightly, imposing their sentences accordingly. After scanning through the attached criminal records, it makes one feel "crime does pay".

In examining EXAMPLE C. R. # 1 — Roger C. we find the subject has been arrested and convicted since 1937 until 1964 (still active in bookmaking in 1968). His record clearly shows having paid \$200.00 for the 1st offence for keeping a betting house in 1937, arrested for the same offence in 1939. His sentence diminished to \$150.00 for the 2nd offence. Arrested for a 3rd offence paid a fine of \$200.00, 4th offence a fine of \$500.00 = 5th offence a fine of \$200.00 = for the 6th offence his sentence was lighter than he received initially in 1937 = \$100.00. In lieu of the accused being treated with severity on the 6th offence, he was treated with benevolence.

EXAMPLE C. R. # 2 — Jean Georges S. — (SOREL, P.Q.)

1st offence for keeping a betting house he was fined \$50.00 in 1964, 2nd offence 1 month later his fine was augmented to \$100.00 and again for an identical charge in 1967 was fined once again the sum of \$100.00 for the 3rd offence. These offences were committed in Sorel, P.Q.

EXAMPLE C. R. # 3 — Gérard M. (SOREL, P.Q.)

Arrested in 1964 for keeping betting house, was fined \$100.00.

EXAMPLE C. R. # 4 — Dieudonné C. (SOREL, P.Q.)

1st conviction Nov. 1964 fined \$50.00 for keeping betting house, arrested Dec. 1964 for identical offence was fined \$100.00.

EXAMPLE C. R. # 5 — Real B. (SOREL, P.Q.)

Arrested Dec. 1964 for keeping betting house, fined \$100.00.

EXAMPLE C. R. # 6 — Rudolphe S. (MONTREAL)

This bookmaker has been involved in this occupation since 1939, and is still active. He has been arrested 21 occasions for having been found in a gaming house, keeping a betting establishment, registering bets, keeping a gaming house, taking bets, etc., all of which fall under the gaming and betting section of the criminal code, and punishable upon conviction by 2 years in prison, maximum. One will note his sentences were more severe at times, by the same token one may note that he also received diminishing sentences even having been convicted to a prison term.

EXAMPLE C. R. # 7 — Albert R. - Albert S. (MONTREAL)

His sentences were highered from the original conviction of 1961 from \$250.00 up to the 5th conviction when he received a fine of \$750.00, then he was arrested once again for an identical offence as he was charged with the five previous occasions, and was fined \$200.00 for the 6th offence.

EXAMPLE C. R. # 8 — Kenneth R. (MONTREAL)

This is a well known and considered large bookmaker in the area of Montreal, now moved to the suburbs of Baie D'Urfe, P.Q. He has been arrested on 8 occasions, his fines went upwards from \$100.00 to \$700.00 to \$1,500.00 in Municipal Court. He received a warning from the court that he would received a jail sentence of he returned. He moved out of town, was arrested on two other occasions, the 7th and 8th time for the identical charge of keeping a betting house. He was fined \$500.00 each time.

EXAMPLE C. R. # 9 — David S. (MONTREAL)

Nov. 22-61 arrested as keeper of gambling house, paid a fine of \$1,000.00, arrested for an identical offence 8 days later, Nov. 30th, 1961 fined \$250.00.

EXAMPLE C. R. # 10 — Frank C. (MONTREAL)

Thus man has 12 arrests of which he was convicted 10 times. 1st Offence fined \$1000.00, 2nd offence fined \$200.00, 3rd offence fined \$300, 4th conviction fined \$500.00, 5th conviction fine reduced to \$100.00, 6th conviction fined \$2000.00, 7th conviction reduced fine to \$200.00, 8th conviction fined \$500.00, 9th conviction fined \$350.00 which was once again a reduced fine, 10th conviction \$500.00 fine. He has been employed by

one of the largest bookmaking organisations in Montreal, who was involved in about \$5 Million dollars of action per year on all sporting events. The organisation comprised, Gary B., Gary H., Don B., Frank C., and Gordie B., all well known and often convicted bookmakers.

EXAMPLE C. R. # 11 — William W. (MONTREAL)

Arrested 7 times for identical offences, convicted 5 times. 1st offence fined \$100.00, 2nd offence *15 days jail* plus a fine of \$200.00, 3rd conviction sentence reduced to \$200.00 fine, 4th and 5th conviction respectively \$100.00 and \$200.00 fines, reduced from the 2nd conviction of 15 days in jail.

EXAMPLE

- C. R. # 12 — Gordon B. — (MONTREAL)
- C. R. # 13 — Gary B. — (MONTREAL)
- C. R. # 14 — Hymie L. — (MONTREAL)
- C. R. # 15 — Harry G. — (MONTREAL)
- C. R. # 16 — Armand G. — (MONTREAL)
- C. R. # 17 — Jean Paul R. — (MONTREAL)
- C. R. # 18 — Emile L. — (MONTREAL)
- C. R. # 19 — Gordon C. — (MONTREAL)
- C. R. # 20 — Hyman R. — (MONTREAL)
- C. R. # 21 — Solomon W. — (MONTREAL)
- C. R. # 22 — Sam L. — (MONTREAL)
- C. R. # 23 — Ned R. — (MONTREAL)
- C. R. # 24 — Anthony V. — (MONTREAL)
- C. R. # 25 — Louis S. — (MONTREAL)
- C. R. # 26 — Gary H. — (MONTREAL)
- C. R. # 27 — Sam L. — (MONTREAL)
- C. R. # 28 — Albert L. — (MONTREAL)
- C. R. # 29 — Frank S. — (MONTREAL)

All above have been arrested and convicted in some way for betting, gambling or bookmaking on one or more occasions, as their criminal records will show. Some have also received diminishing sentences, or very light ones.

All these persons mentionned in C.R. EXAMPLES from #1 to # 29 inclusive, have been arrested for a total of 201 times.



TIMES ARRESTED : =	201	
TIMES ACQUITTED : =		4
TIMES DISMISSED : =		35
TIMES WITHDRAWN : =		3
NO DISPOSITION : =		15
FINED & JAILED : =		144
TOTAL : =	201	= 201

#### JAIL TERMS HANDED OUT :

2 convictions of 8 days each  
4 convictions of 15 days each

#### TOTAL AMOUNT OF FINES PAID :

\$54,105.00

When taking into consideration the numerous police officers involved in the preparation of these cases, time occupied, costs of operating motor vehicles, overtime, court costs, patrol wagons and personnel to remove seized property, storage space, etc., the costs to apprehend these criminals cost the taxpayer possibly three times as much as the amount of fines collected.

Then take into consideration that this bookmaking and gambling operation involved about \$300,000,000.00 in betting actions by the main operators involved, in layoff betting, for which the government collected no taxes.

We will make comparisons with arrests taken place outside of the City of Montreal and in other provinces of Canada, which are really an eye-opener.

#### EXAMPLE C.R. # 30 — MONTREAL DAILY STAR ARTICLE :

Arthur Gordon M.	(GALGARY ALTA.)	
CHARGED : KEEPING BETTING HOUSE		\$ 5,000.00
ENGAGED IN BETTING		\$ 5,000.00

#### EXAMPLE C.R. # 31 — ANTI-GAMBLING SQUAD O.P.P. (NIAGARA FALLS ONT.)

CHARGED : C.C. 177-1-e	12 months jail	\$ 4,000.00
CHARGED : C.C. 177-1-e	6 months jail	\$ 3,000.00
CHARGED : C.C. 177-1-e	6 months jail	\$ 5,000.00
CHARGED : C.C. 177-1-d	6 months jail	\$ 5,000.00
CHARGED : C.C. 177-1-e	6 months jail	\$ 5,000.00
CHARGED : C.C. 177-1		\$ 2,000.00

EXAMPLE C.R. # 32 — Hyman L. (WINDSOR ONT.)

CHARGED : C.C. 177-1-e 4 months jail \$ 1,000.00

EXAMPLE C.R. # 32 — Walter C. (TORONTO ONT.)

CHARGED : CONSPIRING TO ENGAGE IN BOOKMAKING :

	12 months jail	\$ 5,000.00
TOTAL JAIL & FINES	52 months jail	\$40,000.00

10 convictions brought in a total of \$40,000.00 in fines and 52 months in prison, in other parts of Canada, involving 8 persons.

144 convictions in Province of Quebec brought in \$54,105.00 plus 106 days in jail, involving 29 persons.

If the Criminal Code was applied in its strictest form, there would be no necessity for any investigation commissions. No one can truthfully state that gambling, bookmaking, betting prostitution can be stamped out completely. It most certainly can be controlled to a minimum, with the fullest co-operation of the judiciary, by the imposition of stricter penalties for persons charged with the same offence repeatedly.

The same saying of "there would be less thieves, if there were no receivers" could very well apply to gambling and bookmaking. There would be no houses of prostitution if the found-ins were sentenced to a minimum term in jail, as prescribed by law. (Maximum 6 months.) The same applies to gaming, betting houses, where the found-ins plead guilty, and their fines are paid by the keeper of the establishment. If the found-ins were sent to a minimum term in jail, the keeper could not serve the term.

If there were no found-ins in a gaming house, or betting establishment there would be no bookies or gambling houses. There would be no lotteries if no one bought tickets.

This would act as a deterrent in many ways. Once a found-in has had a taste of a few days in jail, he wont wish to do a repeat performance. If a found-in has to make excuses at home as to why he has not been at home for five days, this will take a lot of tall explaining to do. This is where it will prove that "*crime does not pay*".

Presently the bookmakers, gamblers and bettors, take the "I couldnt care less" attitude, because they are only fined, and each time they get arrested for the same offence their sentences diminish, making one come to the conclusion "*its cheaper by the dozen*".

Minimum as well as maximum sentences should be implimented in the criminal code, in order to add to the efficiency and integrity of the administration of justice — justifiable to one and all — no matter what

the status of the accused may be — or influences he may have, whether they be political, financial or otherwise.

Whenever an accused pleads guilty, the presiding magistrates impose sentences without taking numerous factors into consideration. This results in the accused being sentenced to the “usual” fine of anywhere from \$100.00 to \$500.00 — occasionally to \$2,000. Prior to sentencing the magistrate should take into consideration some if not all of the following details :

- a) IS THE ACCUSED A MEMBER OF AN ORGANIZED GAMBLING OPERATION ?
- b) IS THE ACCUSED ONLY A “FRONT” FOR THE ACTUAL OPERATOR ?
- c) DID THE ACCUSED CO-OPERATE WITH POLICE TO ESTABLISH THE TRUE IDENTITY OF THE ACTUAL OPERATOR ?
- d) IS THE ACCUSED THE ACTUAL OPERATOR OF THE BETTING ESTABLISHMENT ?
- e) WHAT IS THE VOLUME OF BUSINESS TRANSACTED — ON A DAILY BASIS — ON A WEEKLY — MONTHLY — YEARLY BASIS ?
- f) DID THE ACCUSED ACCEPT BETS ON SPORTING EVENTS OR HORSES OR BOTH ?
- g) HOW OFTEN WAS THE ACCUSED ARRESTED ON IDENTICAL OR SIMILAR CHARGES ?

*Why are the above facts necessary ?* For the following reasons :

- a) If the accused is a member of an organized gambling operation, this is then classified as organized crime, and amounts of bets transmitted may run into the millions of dollars annually.
- b) If the accused is a “front”, then a jail term as well as a stiff fine would be in order. This would discourage the accused to return to his old occupation, and at the same time the stiff fine would injure the book-maker slightly, also make him come into the open by replacing his old employee.
- c) If the accused did not co-operate with the police, then he is willing to accept all responsibilities for keeping the betting house. The sentence should be a severe jail term, which the actual owner cannot pay for him.

- d) If the accused is the actual owner, he is thereby involved in a bookmaking operation, which extent must be verified as to whether it has any connections with international gambling organisations. The sentence to imposed will be judged accordingly by the magistrate.
- e) The volume of business is of extreme importance. There are some small time bookies, accepting bets in taverns, pool halla, etc., which they keep themselves, in an attempt to make a few dollars. These accused are not involved in an international gambling operation. Yet these same persons have paid \$500.00 fines, for small time operations, and the bookmakers involved in \$100,000.00 transactions escaped with \$100.00 fines. The reason was the judge was not informed, or refused to listen to the arresting officers explanations concerning the case.
- f) It is important as to whether the accused accepted bets on horses or sporting events. If bets on horses, the volume would not be as great. Sporting events are bet upon heavily, and could amount to ½ million dollars in one days operation to a large bookmaker.
- g) How often was the accused arrested, what were his previous sentences ? This is very important, yet is very seldom taken into consideration at the Palais de Justice. Whenever the police officers request through the medium of the crown attorney, that the accused be sent to jail, it is met with deaf ears. The word jail in some circles is considered blasphemy, when it concerns a bookmaker or gambler. After each consecutive conviction the sentence imposed should escalate not diminuate.

Vast raids were carried out in Montreal, with the results that bookies moved to the outskirts, where they enjoyed peace and tranquility, mostly due to lack of personnel or experience within the local police departments concerned.

Presently there are 16 persons awaiting trial in Calgary for bookmaking conspiracy, which took about 2 years to gather the information through legal chanel. If wire tapping were permitted, it would have possibly entailed only one or two months to gather sufficient evidence and arrest the accused. Lack of wire tapping powers by police enforcement agencies, through the medium of the courts is a great handicap. The task to compile evidence is a long and tedious occupation, entailing many months of work. It places the law enforcement officer in a precarious position, with the weight and burned placed upon his shoulders.

It is similar to placing a policeman into a cement canoe, with one hand tied behind his back, and asking him to row up Niagara-Falls.



## **APPENDICE 9**

Rapport transmis à la Commission par le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal à propos des homicides commis dans les limites de la ville de Montréal pour les six premiers mois de l'année 1968 et un tableau constitué à partir des informations fournies par M. Gilbert.

(paragraphe 100)



VILLE DE MONTRÉAL

CITY OF MONTRÉAL

SERVICE DE LA POLICE  
POLICE DEPARTMENT

CABINET DU DIRECTEUR  
OFFICE OF THE DIRECTOR

ANNEXE DE L'HOTEL DE VILLE  
CITY HAL ANNEX.

le 1<sup>er</sup> août 1968

Me Jean Sirois  
Secrétaire  
Commission d'Enquête sur l'Administration  
de la Justice en Matière Criminelle et Pénale  
10, ave de Bernières  
Québec 4.

*Notre dossier : 123. - 11377/68*

Cher Monsieur,

Pour faire suite à votre demande, vous trouverez ci-annexé un rapport détaillé des homicides commis dans les limites de la Ville de Montréal pour les premiers six (6) mois de l'année 1968.

Veuillez noter que le nombre de meurtres commis au cours de cette période est de quatorze (14) dont cinq (5) sont des règlements de compte.

Pour votre information, le total se compare au nombre enregistré pour la même période de l'année 1967.

Bien à vous,

Jean-Paul Gilbert.



## HOMICIDES 1968

VICTIME : MME HUGUETTE ROLLAND

NUMÉRO : P-8-20-1066

Vers 6h50, le 7-1-68, M. LÉANDRE ROLLAND, âgé de 42 ans, demeurant au 12102, rue Letellier s'est présenté au poste 20 pour les informer qu'il venait de tuer sa femme par strangulation. Il a donné comme raison que sa femme l'accusait d'être un malade mental.

Son épouse fut trouvée morte sur le lit de sa chambre, nue, ayant sur l'estomac une taie d'oreiller.

LÉANDRE ROLLAND fut accusé de meurtre mais n'a pu subir son procès ayant été déclaré fou.

CATÉGORIE :

Cas isolé, n'ayant aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

VICTIME : MLLE CLAUDE DOUCET

NUMÉRO : P-8-10-1834

Vers 23h00, le 31-1-68, ANDRÉ BRETON s'est rendu au poste 10 pour informer l'officier de gendarmerie qu'il croyait avoir poignardé une femme dans une librairie.

La victime, MLLE CLAUDE DOUCET, fut trouvée morte au 1456, rue de la Montagne. Elle fut tuée de plusieurs coups de couteau.

Elle était une employée de la librairie située à l'endroit ci-haut mentionné.

ANDRÉ BRETON fut accusé de meurtre. « Envoyé pour examen mental ».

CATÉGORIE :

Cas isolé. Ce meurtre n'a aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

**VICTIME : M. RAYMOND BONENFANT**

**NUMÉRO : P-8-12-1404**

Vers 6h53, le 22 février 1968, RAYMOND BONENFANT, âgé de 28 ans, demeurant au 3432 de la rue Workman fut découvert à l'intérieur d'une voiture abandonnée dans la Cour Turcot, propriété du C.P.R. Il était mort à la suite de coups de feu au corps et à la tête.

L'enquête a révélé que le meurtre fut prémédité par une ou plusieurs personnes connues de la victime et de la Police.

Dans cette cause nous n'avons pas encore découvert les preuves suffisantes pour pouvoir procéder à l'arrestation du ou des concernés.

**CATÉGORIE :**

Ce meurtre doit être considéré comme un règlement de compte par la pègre.

**VICTIME : MME JEAN-JACQUES COURTEMANCHE**

**NUMÉRO : P-8-18-1753**

Vers 11h00, le 23 février 1968, MME JEAN-JACQUES COURTEMANCHE, habitant au 2,000 de la rue St-Zotique Est, fut trouvée morte dans sa chambre, gisant en dessous de son lit, à la suite de coups de couteau.

Son mari Jean-Jacques COURTEMANCHE fut accusé de ce meurtre.

**CATÉGORIE :**

Cas isolé. Querelle de ménage n'ayant aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

**VICTIME : M. ROGER DUCLOS**

**NUMÉRO : P-8-18-1776**

Vers 19h19, le 24 février 1968, ROGER DUCLOS âgé de 40 ans et demeurant au 5359 de la rue Pierre Tétreault, fut trouvé sans vie sur la véranda du 2e étage du 5817 de la rue Christophe Colomb, tué d'un coup de feu à la tête.

L'enquête révèle que la victime se rendait chez des amis habitant le 5819 de la rue Christophe Colomb. À son arrivée, il semble qu'il se serait trouvé en présence de malfaiteurs en train de cambrioler l'appartement du 5817 Christophe Colomb et que ces derniers, se sentant pris, ont tiré sur ROGER DUCLOS pour faciliter leur fuite.

**CATÉGORIE :**

Cas isolé. Aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

**VICTIME : M. ROGER LACOMBE**

**NUMÉRO : P-8-10-3272**

Vers 6h30, le 20 mars 1968, ROGER LACOMBE demeurant au 1578 de la rue Fullum fut trouvé sans vie à l'intérieur d'un kiosque de payage du terrain de stationnement situé à l'angle des rues St-Antoine et Cathédrale. La mort fut causée par un coup de feu à la tête.

L'enquête révèle que le meurtre est survenu durant une tentative de vol à main armée qui semble avoir raté et que le coup de feu qui a causé la mort peut avoir été tiré accidentellement. Le ou les meurtriers furent pris de panique à un certain moment pour une raison inconnue et s'enfuirent précipitamment sans rien voler.

Nous continuons nos recherches.

**CATÉGORIE :**

Cas isolé. Aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

**VICTIME : M. ALBERT LABRIE**

**NUMÉRO : P-8-20-2128**

Vers 6h30, le 2 avril 1968, ALBERT LABRIE fut trouvé mort sur la rue Étienne Brûlé en face du numéro civique 1842.

Sa mort fut causée par des coups de feu à la tête et au corps, et de plus, pour s'assurer du succès de leur entreprise, ils ont passé sur le corps inerte de la victime avec leur auto.

YVON HENRI BROCHU ET GEORGES LAFERRIÈRE furent accusés de meurtre.

**CATÉGORIE :**

Ceci semble avoir réglé un argument personnel entre la victime et l'accusé YVON HENRI BROCHU.

Aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

**VICTIME : GILLES BIENVENUE ET ALBERT OUMET**

**NUMÉRO : P-8-17-2502**

Vers 2h35, le 4 mai 1968, GILLES BIENVENUE et ALBERT OUMET furent abattus à coups de feu par un individu dans le terrain de stationnement situé près du club de nuit « AU PETIT BARIL », 5777, boul. St-Laurent.

L'enquête révèle qu'un individu connu des victimes et de notre Service a exécuté BIENVENUE et OUMET sur une décision du milieu.

Dans le moment, la preuve ne nous permet pas d'accuser la personne soupçonnée.

**CATÉGORIE :**

Considéré comme un règlement de compte de la pègre.

**VICTIME : M. ROGER LARUE**

**NUMÉRO : P-8-20-2604**

Vers 2h20, le 7 mai 1968, ROGER LARUE âgé de 38 ans et demeurant au 3308 de la rue Cartier, Ville de Chomedey, fut atteint de plusieurs coups de feu à la tête et au corps, alors qu'il était à prendre une consommation au « BAR SALON CATARI » situé au 5240 de Salaberry, par deux hommes qui semblaient être chargés de l'exécution et pourraient être du même groupe que ceux qui avaient éliminé OUMET et BIENVENUE.

L'enquête continue dans cette cause, n'ayant pu établir avec certitude qui en étaient les responsables.

**CATÉGORIE :**

Règlement de compte de la pègre.

**VICTIME : GILLES JEAN, SGT/DET.**

**NUMÉRO : P-8-3-2974**

Vers 23h10, le 8 mai 1968, le sergent-détective GILLES JEAN, fut assassiné d'un coup de feu tiré par YVES SIMARD au numéro 34 du 5395 boul. Rosemont.

**REMARQUE : YVES SIMARD s'est suicidé après son crime.**

**VICTIME : M. FRANCESCO GRADO**

**NUMÉRO : P-8-19-3409**

Vers 23h05, le 25 mai 1968, FRANCESCO GRADO fut découvert dans son auto en face du 8181 de la rue Rousselot. Il était mort de coups de feu reçus à la tête et au corps.

Cette cause reste pendante. Il a été présumément tué par un ou des individus de son milieu.

**CATÉGORIE :**

Doit être considéré comme un règlement de compte de la pègre.

VICTIME : M. GIUSEPPE COLIZZA

NUMÉRO : P-8-16-3421

Vers 6h14, le 27 mai 1968 GIUSEPPE COLIZZA âgé de 20 ans et demeurant au 6741 de la rue De Laroche, fut trouvé mort dans la ruelle arrière du 4386 De Lanaudière.

La mort fut causée par des coups de feu à la tête et au corps. L'enquête se continue.

CATÉGORIE :

Cas isolé. Ce meurtre n'a aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

VICTIME : M. LÉO DAGENAI

NUMÉRO : P-8-4-6317

Vers 10h00, le 6 juin 1968, LÉO DAGENAI âgé de 65 ans fut trouvé mort dans sa chambre située au 182 de la rue de la Gauchetière.

Il fut poignardé et la raison était le vol.

ANDRÉE DUPUIS, alias CLEARY, fut accusée de meurtre dans cette cause.

CATÉGORIE :

Cas isolé. Aucun rapport avec une association ou avec la pègre.

#### **APPENDICE 10**

Extrait du rapport de " The Loan Shark Racket ".  
Rapport annuel de la Commission d'enquête de New  
York, sur le crime organisé — 1965 — consacré aux  
prêts usuraires ; p. 32-41. (paragraphe 102)



## D. EMPRISE DE L'ORGANISATION ET CONTRÔLE DU PRÊT USURAIRE

On constate des liens directs avec le crime organisé dans l'administration du prêt usuraire auquel se livrait Julio Gazia et la First National Service and Discount Corporation. En révélant les sources d'approvisionnement de Gazia, ses dépendances clandestines et son obéissance constante à la famille de Vito Genovese, on le place assurément dans les plus hauts échelons de l'organisation de prêt usuraire montée par le crime organisé.

L'enquête a révélé que le crime organisé intervenait par la force pour contrôler, régir et punir le prêteur usuraire de moindre envergure et de réputation plus discrète à l'œuvre dans les eaux troubles du monde des usuriers.

### 1. *LE TIMIDE PRENEUR AUX LIVRES*

Le témoin G était un preneur aux livres des environs de Yonkers (New York). Pendant nombre d'années, il utilisa comme façade une sorte de fumoir où il recevait des paris sur les courses de chevaux (425-426). Au cours de son enquête sur le jeu et l'administration de la justice dans le County de Westchester, la Commission reçut des renseignements au sujet de G. On considérait le preneur aux livres G comme un agent extrêmement prudent, pour ne pas dire timide. En seize ans d'activité comme preneur aux livres au même endroit, il n'avait jamais été arrêté. Il recevait ses propres paris de parieurs connus, il ne recourait que rarement et discrètement au téléphone, n'effectuait aucun pari de couverture et s'acquittait rapidement de ses obligations.

G pouvait compter, grâce à son travail de preneur aux livres, sur un volume substantiel d'argent liquide. Vers septembre 1961, il décida de tirer profit de ce capital (427). Par un intermédiaire, il remit \$8,000 en argent liquide à un dénommé Thomas Manzo pour que celui-ci le fasse fructifier (427-328). Manzo était un usurier.

### L'USURIER LOCAL

S'il fallait prouver que les usuriers frappent à tous les niveaux de notre vie économique, financière et sociale, Thomas Manzo constituerait un exemple parfait. Il habite une modeste maison privée dans un quartier résidentiel moyen de Yonkers. Même s'il ne pouvait pas compter sur une façade aussi impressionnante qu'une incorporation sur une porte de bureau de la 5<sup>e</sup> Avenue, ses précautions étaient quand même efficaces. Manzo retirait un salaire du Service de l'Hygiène de la ville de Yonkers en échange de son travail comme mécanicien d'urgence appelé à intervenir entre minuit



et huit heures du matin. Évidemment, ceci lui laissait tout le temps nécessaire pour vaquer à ses occupations de prêteur.

Selon les renseignements dont dispose la Commission, Manzo conduisait ses activités usuraires dans la région de Yonkers. Un client de Manzo a témoigné que, en 1962, il obtint de celui-ci un prêt de \$1,000 à un taux d'intérêt de 5 p. cent par semaine (374). Ce témoin, qui se considère lui-même comme un parieur enragé sur les courses de chevaux, avait rejoint le prêteur usuraire par l'intermédiaire de son preneur aux livres (372). Jusqu'au moment de son témoignage en décembre 1964, ce témoin avait payé \$50 par semaine d'intérêt, avec plus ou moins de régularité. Il n'était pas en mesure d'évaluer la somme totale des intérêts qu'il avait déboursés au cours d'une période de plus de deux ans. Cependant, il devait encore le capital de \$1,000 (374-376).

Même si cela semble fort invraisemblable, le contact de G avec Manzo devait engendrer un conflit ponctué de fusillade et de menace et qui ne se réglerait en définitive que par une intervention brutale d'un important dirigeant du crime organisé. Cet étrange succession d'événements qui culmina sur un « palabre clandestin », nous en obtenons la description par le témoignage de G lui-même et par des informations sûres que nous obtenons des milieux interlopes. G, visiblement terrorisé, se conduisait en témoin réticent et évasif. Même après avoir reçu l'immunité, il refusa d'abord de rendre témoignage. Ce n'est que devant le risque d'une condamnation pour outrage au tribunal et d'un emprisonnement qu'il se décida enfin à parler.

## LE CONFLIT

Le preneur aux livres G avait remis \$8,000 à Manzo sans exiger de reçu ou d'autres preuves de la transaction. Il prétend qu'aucune entente spécifique n'avait précisé l'intérêt qu'il pourrait percevoir sur son capital. Néanmoins, il reçut chaque semaine, à compter du 30 septembre 1961 et jusqu'au 10 février 1962, des paiements réguliers pour un total d'environ \$2,000, ce qui établissait sa part d'intérêt à environ 1.5 p. cent par semaine (433). Après le 10 février 1962, les paiements cessent brusquement. G déclare qu'il attendit jusqu'en avril 1963 avant d'entrer directement en contact avec Manzo pour récupérer son argent. Toujours prudent dans les périodes délicates, G avait fermé boutique pendant que la Commission menait à travers Westchester une enquête sur le jeu qui s'accompagnait de descentes à la grandeur du County en mars 1962. Selon G, tout allait mal et c'est le besoin d'argent liquide qui le força à exiger un remboursement de Manzo. Celui-ci refusa froidement.

Peu de temps après, G fut mis en contact avec un individu du nom de James De Masi, alias « Jimmy Dimps ». « Dimps », déjà condamné pour cambriolage, jeu et assaut, est connu dans le County de Westchester comme un authentique gangster et comme un homme de main chargé d'exécuter

# HOMICIDES COMMIS DANS LES LIMITES DE LA VILLE DE MONTRÉAL POUR LES PREMIERS 6 MOIS DE L'ANNÉE 1968.

VICTIME	ÂGE	DATE DE L'HOMICIDE	ARME	AUTEUR	MOTIF	AFFAIRE ÉCLAIRCIE	CONDAMNATION
ROLLAND Mme Léande	—	7-1-68	Strangulation	ROLLAND M. Léande	inconnu	oui	déclaré fou
DOUCET Mlle Claude	—	31-1-68	Couteau	BRETON André	inconnu	oui	examen mental
BONENFANT Raymond	28 ans	22-2-68	Arme à feu	—	règlement de compte	preuve insuffisante	—
COURTEMANCHE Mme Jean-Jacques	—	23-2-68	Couteau	COURTEMANCHE M. Jean-Jacques	querelle de ménage	oui	—
DUCLOS Roger	40 ans	24-2-68	Arme à feu	inconnu	vol	non	—
LACOMBE Roger	—	20-3-68	Arme à feu	inconnu	vol	non	—
LABRIE Albert	—	2-4-68	Arme à feu	BROCHU Henri Yvon LAFERRIÈRE Georges	querelle	oui	—
BIENVENUE Gilles	—	4-5-68	Arme à feu	inconnu	règlement de compte	non	—
OUMET Roger	—	—	—	—	—	—	—
LARUE Roger	38 ans	7-5-68	Arme à feu	inconnu	règlement de compte	non	—
JEAN Gilles	—	8-5-68	Arme à feu	SIMARD Yves	—	oui	s'est suicidé
GRADO Francesco	—	25-5-68	Arme à feu	inconnu	règlement de compte	non	—
COLIZZA Giuseppe	20 ans	27-5-68	Arme à feu	inconnu	inconnu	non	—
DAGENAIS Léo	65 ans	6-6-68	Couteau	DUPUIS André	vol	oui	—

les ordres de Joseph Calandruccio, un usurier et un racketeer de New Rochelle.

Lors d'une rencontre dans un restaurant de New Rochelle, « Dimps » accepta de tenter la perception de la dette. En général, de tels « contrats » impliquent le paiement d'un horaire substantiel au percepteur. Cependant, G affirme qu'aucun arrangement du genre n'est intervenu :

Q. N'est-il pas exact, M. G, que vous saviez que ce Jimmy Dimps était un fier-à-bras et un gangster de la région de New Rochelle ?

R. Non je n'avais jamais entendu parler de lui. Je ne savais rien de tout cela.

Q. Vous n'avez pas encore répondu aux questions de la Commission : qu'est-ce que M. Dimps était sensé faire de plus que vous pour percevoir l'argent ?

R. Je ne sais pas ce qu'il devait faire (442-443).

Que G l'ait su ou non, il est évident que « Dimps » se mit au travail. Peu de temps après la rencontre, l'épouse de Manzo reçut un appel téléphonique tard dans la nuit de la part d'un individu qui exigea en recourant à un vocabulaire grossier et menaçant que Manzo rembourse à G ce qu'il lui devait. Manzo répliqua du tic au tac par un appel téléphonique à l'épouse de G. Celui-ci, terrorisé, envoya à « Dimps » \$100 et un message de mettre fin à toutes ses démarches (445), mais G avait déclenché une réaction en chaîne qu'il ne pouvait plus freiner. Peu de temps après, un coup de feu fut tiré dans l'arrière de son véhicule pendant qu'il était stationné à l'entrée de la maison. G explique :

Q. Monsieur, avez-vous reçu un appel téléphonique immédiatement après le coup de feu ?

R. Oui. Ils m'ont dit que la prochaine fois ce serait moi (449).

« Dimps » n'avait pas renoncé à percevoir la dette. Quelques jours plus tard, G. fit la rencontre de Manzo qui alla droit au vif du sujet : « Tu fais mieux de me débarrasser de cet individu. Je travaille pour Frank Sacco » (453). Pour la première fois, G. s'apercevait que l'organisation de prêt de Manzo était relié aux échelons les plus élevés du monde interlope.

Sacco était un gangster fort connu, un repris de justice et un usurier d'une cruauté sans égale.

Effrayé, G fit appel à des amis pour organiser une rencontre avec Sacco lui-même. À peu près à la même époque, le fil électrique qui alimentait sa maison fut coupé, ce qui ajouta encore à sa panique. Au cours de la rencontre dans le bureau d'un vendeur d'automobiles de Yonkers, G demanda à Sacco d'intervenir. Sacco répliqua que Manzo lui devait lui-même \$12,000 et qu'il s'occuperait du problème de G quand il aurait lui-même perçu ce que Manzo lui devait (455). Selon les renseignements fiables recueillis par la Commission, cette description faite à G des relations

entre Sacco et Manzo est véridique. Sacco était, dans le monde interlope, le patron de Manzo et sa source d'approvisionnement pour ses prêts usu-raires.

Évidemment, Sacco n'avait aucun intérêt à aider G à percevoir son argent. Toutefois, avec l'instinct du criminel qui flairer la faiblesse et une proie facile, il s'apprêta à mettre G au pied du mur. Pour cette mission, on fit apparaître subitement un autre bandit : James Palmisano, alias « Jimmy Vee ».

G fut convoqué pour une seconde rencontre, cette fois avec Sacco et Palmisano. Celui-ci prit les commandes et déclara au preneur aux livres qu'il se chargerait pour une somme de \$1,500 de régler le prêt contre un versement de \$4,000. G accepta cette extraordinaire proposition. Il explique qu'il fut pris de panique (459). Parvenu à ce stade, G. cherchait avant tout sa sécurité ; l'argent était devenu secondaire.

Le règlement de \$4,000, ce fut tout simplement un billet provisoire payable deux ans après la signature et signé par Manzo. Le billet provisoire portait la signature de « Thomas Manzo, Prés. », mais absolument rien n'identifiait la dette comme un engagement d'une compagnie. G évalua le billet provisoire comme il le fallait : un bout de papier sans valeur (459-462).

#### Questions du Commissaire Vergari :

Q. Êtes-vous en train de nous dire, Monsieur, que vous avez accepté de verser \$1,500 en espèces sonnantes pour ce billet provisoire payable deux ans plus tard ?

R. Oui.

Q. Et ceci devait satisfaire toutes vos réclamations à propos de la dette de \$8,000 ?

R. Oui.

Q. Et vous avez accepté cela ?

R. Oui.

Q. D'après votre évaluation, qu'est-ce que vaut ce billet provisoire pour vous ?

R. Ce que ce billet vaut pour moi ? Rien.

LE PRÉSIDENT (Commissaire Grumet) : Lui avez-vous payé \$1,500 pour ce billet ?

R. Oui.

LE PRÉSIDENT : En plus des \$8,000 ?

R. Oui, Monsieur (462-463).

À coup sûr, G avait été pris de panique. On le constate encore davantage en observant de quelle manière il versa les *honoraires* de \$1,500. Il reçut l'ordre de se rendre au cours de la soirée au bar du Town House Motel

à Yonkers avec \$1,500 d'argent liquide dans une enveloppe. À cet endroit, il avait mission de déposer l'enveloppe sous la table à laquelle Sacco serait assis. Conformément aux directives, G fit son apparition avec l'argent au moment et à l'endroit désigné et trouva Sacco installé à une table avec un dénommé Anthony Plata. Il ne s'assit qu'un instant, abandonna l'enveloppe sous la table et sortit sans un mot (464-466).

G avait pris pleine conscience qu'il jouait désormais dans une ligue beaucoup trop forte pour sa constitution. Toutefois, la partie n'était pas encore terminée pour lui : il fallait encore jouer d'autres manches.

Au moment de la rencontre chez le vendeur d'automobiles, G reçut quelque chose de plus pour son argent. Palmisano lui donna un numéro de téléphone de Floride qu'il pourrait composer « en cas d'ennui ». Les ennuis se présentèrent (468).

Selon toutes les apparences, la rumeur s'était répandue à travers le monde clandestin que ce preneur aux livres, bien pourvu d'argent, pliait aisément devant la menace. Quelque temps après avoir abandonné des honoraires de \$1,500 aux pieds de Sacco, G reçut un appel téléphonique lui ordonnant de se rendre sur un coin de rue de Yonkers. Deux individus, que j'ai décrit comme des durs à cuire, tentèrent de pressurer encore davantage le preneur aux livres et lui offrirent leur protection et la solution de ses problèmes contre la somme de \$1,500 (470-475).

Complètement hébété, G fit appel à Palmisano en Floride. Celui-ci lui dit d'aller voir un individu du nom de « Joe The Wop » sur la rue Mulberry et de lui demander d'appeler Palmisano (478).

G rendit visite à Gennaro à un casse-croûte du 121 rue Mulberry, à New York, et lui demanda, conformément aux instructions, d'appeler Palmisano en Floride (479). Gennaro effectua l'appel et déclara ensuite à G que « tout se passerait bien » (482).

Par ailleurs, malgré l'insistance de G pour qu'il renonce à ses démarches, James « Dimps » De Masi poursuivait ses efforts pour faire payer Manzo. Certaines sources précisent que « Dimps » et son patron, « Joe Cal », n'avaient pas du tout l'intention de renoncer à l'intéressante mission de percevoir \$8,000 de Manzo. Voici un extrait du témoignage de G :

Q. Après cette rencontre avec Gennaro, que vous est-il arrivé ?

R. Ce qui m'est arrivé à moi ?

Q. Je parle particulièrement du 3 novembre 1963.

R. On a tiré sur ma maison.

Q. Racontez nous les événements.

R. Je dormais et l'on a tiré sur mon chien.

Q. Est-ce que quelqu'un a tiré des coups de feu à travers votre porte d'en avant ?

R. Oui (484).

D'après un témoin digne de foi, cette fusillade acheva d'impatienter l'organisation criminelle à propos de ce conflit. L'incursion de G dans le monde du prêt usuraire devait se terminer là. Un « palabre » fut convoqué à un restaurant au plus profond du côté est de New York. Pour présider la rencontre, on fit appel à l'un des grands noms du monde interlope, Thomas Greco, alias « Tommy Palmer ». Palmer, reconnu comme un des chefs de file dans l'organisation de Vito Genovese convoqua Sacco, Plata, Manzo, « Dimps » De Masi, pour représenter Calandruccio, et G. Le verdict était prévisible et peut-être, selon les critères de ce milieu, approprié. « Dimps » reçut l'ordre de mettre fin à toute tentative pour percevoir la dette au nom de G. Sacco, Plata et Manzo devaient laisser G tranquille. De son côté, G reçut l'ordre de renoncer à toute réclamation à propos de son investissement de \$8,000. Les \$1,500 versés par G à Sacco et Plata, il fallait les considérer comme des honoraires professionnels rendus à l'occasion d'un accord temporaire. Et, peut-être à titre de leçon finale, G fut contraint de verser \$1,000 à Palmer pour le remercier d'avoir ainsi rendu possible cet accord final.

Depuis 1963, aucun indice ne permet de croire que l'on ait violé en quoi que ce soit la sentence rendue par Palmer.

## 2. UNE QUESTION DE PRIORITÉ

Cette façon de mettre fin de manière paisible et ordonnée aux conflits qui naissent des affrontements entre prêteurs usuraires, on peut l'observer dans une autre affaire qui impliqua la pire provocation : une bagarre et une fusillade. Les belligérants étaient deux prêteurs usuraires, Frank Sacco et John Massiello. Chacun d'entre eux avait prêté de l'argent à un propriétaire de restaurant (identifié ici comme H) et chacun d'entre eux prétendait avoir droit au premier remboursement.

En 1957, le témoin H, grâce à un lopin de terre évalué à \$13,000 et à des capitaux personnels et familiaux d'une égale importance, construisit à Yonkers (New York) un établissement comprenant restaurant et salle de banquet. Il obtint \$60,500 de plus en négociant une première et une seconde hypothèque auprès de prêteurs parfaitement respectables (audience à huit clos 3897-3900).

Cette première injection de capital s'avéra insuffisante et, vers la fin de 1957, H emprunta \$10,000 de plus d'une entreprise appelée Maitland Brenhouse (audience à huis clos 3901). Apparemment, H ne savait pas exactement à quel taux d'intérêt il avait obtenu ce prêt qu'il dû garantir par une hypothèque supplémentaire sur sa propriété. Cependant, il admet avoir payé \$125 par semaine sur cet emprunt tout en appliquant que « très peu de chose » sur la dette capitale (audience à huis clos 3902).

H ouvrit son restaurant en mai 1958 et fit de bonnes affaires. Néanmoins, ses dettes pesaient si lourd qu'il eut de la difficulté à satisfaire à ses obligations. L'omission de certains paiements provoqua de la part des créanciers des menaces de saisies et de pressions générales. L'un des créanciers était Brenhouse qui dit à H : « Ne vous tracassez pas au sujet de votre dette. Quand vous serez sur vos pieds vous me rembourserez » (audience à huis clos 3914). De toute évidence, Brenhouse, un prêteur usuraire, n'agissait pas ainsi par philanthropie. À force d'ajouter à l'hypothèque les intérêts non payés et les pénalités et de faire appel à l'intérêt composé, il fit passer la dette capitale de \$10,000 à \$25,000 en l'espace d'un an (audience à huis clos 3914).

En septembre 1959, Brenhouse avisa qu'il devait placer comme bénéficiaire de l'hypothèque Frank Sacco avec lequel il était associé dans une entreprise de prêt portant le nom de Yonkers Factors et dont les bureaux étaient situés au 900 Avenue Nepperhan, à Yonkers (New York). Simon Geller apparaissait aussi comme l'un des associés dans cette entreprise. Sacco, grâce à de puissantes relations à l'intérieur de l'organisation criminelle, était le maître incontesté de cette exploitation du prêt qui comprenait au moins deux autres sociétés établies à la même adresse, Valbretto Factors et H M R Realty. H, au cours de son témoignage, affirma qu'il connaissait Sacco de réputation et qu'il s'était objecté violemment à l'inscrire comme bénéficiaire de l'hypothèque. Brenhouse dit à H ce qu'il pensait de ses objections (audience à huis clos 3906-3908). Sacco tirait toutes les ficelles (audience à huis clos 3907). Il tirait assurément les ficelles et la marionnette H payait le gros prix. À moins de trois jours de l'échéance, alors que les remboursements retardaient, Sacco exigea le remboursement complet et menaça H de saisie. Incapable de verser quoi que ce soit, H dû accepter l'alternative de Sacco. Il signa donc des billets promissaires qui augmentaient sa dette capitale à \$29,000 (audience à huis clos 3915). En mars 1960, la dette capitale fut haussée à \$35,000 par l'addition de nouveaux intérêts et de nouvelles pénalités (audience à huis clos 3916). Tout cela s'effectua en dépit du fait que H ne reçut jamais d'autre capital que les \$10,000 du début et en dépit du fait qu'il avait versé environ \$18,000 en intérêt au cours de cette période. Ce traitement inqualifiable infligé à un emprunteur est typique des relations qui découlent du prêt usuraire.

Cependant, le conflit qui s'est développé entre Sacco et John Massiello constitue l'un des aspects les plus importants de cette aventure. Au cours de son témoignage sur cette phase de son expérience, H devint extrêmement agité et émotif. À une certaine époque au début de 1960, H avait emprunté \$2,000 de Massiello. Il ne voulait pas parler du taux d'intérêt appliqué sur ce prêt, mais il insistait que « Massiello n'avait pas abusé de la situation » (audience à huis clos 3929).

Le soir du 1<sup>er</sup> juin 1960, Massiello et ses acolytes tinrent un important dîner au restaurant de H. Vers dix heures du soir, Sacco apparut dans le bar et exigea de H un paiement d'intérêt (audience à huis clos 3933). H qui n'avait pas l'argent nécessaire se rendit à la salle à manger et demanda à Massiello de payer immédiatement une partie des frais du souper. Massiello voulut savoir pourquoi et H lui expliqua ses démêlés avec Sacco. H reçut l'ordre de dire à Sacco que Massiello désirait le voir dans la salle à manger. Sacco accepta l'invitation et une discussion brève mais animée s'engagea entre les deux prêteurs. Au centre de leurs préoccupations, la présence de leurs réclamations respectives. Selon toutes les apparences, Sacco était ennuyé de ce qu'une partie des frais de la soirée s'appliquerait au prêt consenti par Massiello alors qu'il aurait pu percevoir cet argent lui-même. La discussion se poursuivit jusque dans la rue. Massiello et quelques-uns de ses acolytes quittèrent les lieux avec Sacco. Quand ils revinrent quelques minutes plus tard, Sacco avait l'allure d'un homme qui vient de recevoir une dure raclée. Enragé, Sacco se rendit au bureau de H pour y téléphoner. H affirme au cours de son témoignage que Sacco téléphona à son associé Simon Geller et il affirme l'avoir entendu ordonner à Geller de lui apporter son outil (audience à huis clos 3935). Voici un extrait des déclarations de H faites à un représentant de la Commission :

Peu de temps après, Sy Geller arriva au restaurant et remit à Sacco un pistolet automatique. Sacco et Geller suivis de H, se rendirent dans la pièce à l'arrière où Massiello et quelques-uns de ses hommes étaient assis. Sacco menaça Massiello de son arme. À un certain moment, il enfonça son revolver dans l'estomac de Massiello, mais l'arme s'enraya quand il actionna la gâchette. Alors, Sacco remplaça les balles dans le barillet, mais il avait probablement gardé le doigt sur la gâchette au moment où il referma l'arme. Au cours de la bousculade qui s'ensuivit, un coup de feu accidentel éclata, la balle frappa un calorifère et alla se loger dans la main d'un membre du groupe.

Apparemment, le sang-froid repris ses droits. Même si la police reçut un appel, il n'y eut aucune plainte et aucune accusation. Selon le rapport, le coup de feu n'était que la décharge accidentelle d'une arme appartenant à Geller qui, d'ailleurs, avait un permis de port d'armes. Tous admirent que n'importe quelle enquête criminelle qui découlerait de cette mêlée pourrait compromettre les permis du restaurant et peut-être même causer des difficultés personnelles aux personnes impliquées dans l'affaire.

Un tel incident, qui aboutit presque à un meurtre, aurait pu déclencher une véritable hécatombe. Le contraire se produisit. Selon toute apparence, l'organisation criminelle jeta encore une fois dans la balance son influence et son autorité et le monde interlope se prononça une fois de plus en faveur d'un règlement pacifique des conflits. En l'espace de quelques jours, la réclamation de Massiello s'incorpora à la dette totale de Sacco qui reçut



mandat de percevoir l'ensemble et de payer à Massiello une juste proportion (audience à huis clos 3939). Quelque temps plus tard, les deux prêteurs usuraires qui s'étaient déjà presque entre-tués se présentèrent ensemble chez H pour de nouvelles demandes (audience à huis clos 3933-3934). À ce moment, H avait quitté son restaurant et exploitait ailleurs un bar qui lui appartenait. Au cours de cette visite, les prêteurs exigèrent de H qu'il vende son entreprise pour s'acquitter de ses dettes. H refusa. Trois jours plus tard, des balles de fusil venaient fracasser la vitrine de cette entreprise. L'attaque survint à 1h50 heure du matin au moment où, seul dans l'édifice, H s'apprêtait à fermer les portes.

Un épilogue s'impose. H fut finalement acculé à la faillite. Il perdit le restaurant et le bar et tous ses autres biens.

EXTRAIT DE « THE LOAN SHARK RACKET ». Rapport annuel de la Commission d'enquête de New York sur le crime organisé — 1965, p. 32-41.

## **APPENDICE 11**

Rapport soumis par le Comité tripartite formé  
à la demande de la Commission pour étudier le  
crime organisé.



# **PARTIE I**



PROCÈS-VERBAL d'une réunion de la Commission, tenue à Montréal, à ses bureaux, 300, rue du Saint-Sacrement, chambre 515, le mercredi 29 août 1968 à 10 h.

SONT PRÉSENTS : Me Yves Prévost, président,  
M. Harry Gould,  
M. Laurent Laplante,  
Me Jean Sirois, secrétaire.

---

À l'invitation de la Commission, les personnes suivantes ont pris place autour de la table de discussion : l'honorable Jean-Jacques Bertrand, ministre de la Justice du Québec ; M. Jean-Paul Dessureau, adjoint au directeur de la Sûreté du Québec ; M. William Kelly, commissaire adjoint, et l'inspecteur R. R. Carrière, tous deux de la Gendarmerie royale du Canada ; M. Jean-Paul Gilbert, directeur de la Sûreté municipale de Montréal, accompagné d'un de ses adjoints, M. Jodoin ; l'honorable Paul Martineau, conseiller juridique de la Commission ; M. Ralph Salerno, coordonnateur des travaux de la Commission dans le domaine du crime organisé ; M. Pat Collins, du Fire Underwriters Investigation Bureau.

Le président de la Commission explique d'abord que cette rencontre est l'étape préliminaire d'un travail commun contre le crime organisé.

Le ministre de la Justice exprime son accord quant au travail que la Commission entreprend sur le crime organisé. Il souhaite qu'un travail conjoint fasse connaître l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec. Il souhaite que la Commission et le groupe ici présent prennent toutes les dispositions nécessaires, y compris, peut-être, des audiences publiques, afin d'éveiller l'opinion publique aux problèmes. Monsieur Bertrand souligne toutefois que ces audiences publiques devront être préparées avec le plus grand soin.

M. Ralph Salerno endosse d'emblée les vues du ministre et souligne, à propos des audiences publiques, la différence à établir entre la preuve légale seule admise devant les tribunaux et la présomption de culpabilité que peuvent établir des séances publiques bien préparées. Il affirme qu'une enquête menée sur la place publique peut faire plus pour éveiller l'opinion que la simple déposition d'un rapport écrit.

Le commissaire adjoint de la Gendarmerie royale du Canada, M. Kelly, affirme, pour sa part, que la police canadienne connaît bien le crime organisé et qu'il faut compter surtout sur la coopération et la structuration des corps policiers pour en venir à bout. Quant à lui, il fait peu confiance aux enquêtes publiques et redoute qu'elles aillent à l'encontre des exigences de la sécurité. Ce dont le Canada a le plus besoin présentement, c'est d'une

organisation où les forces de police pourront ensemble travailler et se donner les informations sans risque de fuite. M. Kelly ajoute que la Gendarmerie royale du Canada entend quand même coopérer dans toute la mesure du possible et offrir toute l'aide disponible au ministère de la Justice du Québec ainsi qu'à la Commission Prévost.

Monsieur Kelly affirme que la Gendarmerie est en faveur de la diffusion d'informations générales, mais ne voudrait pas qu'une enquête publique entre dans les détails, ce qui pourrait nuire aux enquêtes policières en cours. Il fait savoir au groupe qu'une organisation centrale contre le crime organisé fonctionne présentement dans toutes les provinces canadiennes, sauf le Québec, et qu'il a plusieurs fois demandé au Québec de nommer son représentant officiel au sein du comité central sans que ses demandes répétées n'aient encore amené de résultats. Il souligne que la Gendarmerie royale du Canada remplit fidèlement son rôle d'assistance aux différents corps policiers du pays et il cite en exemple l'Ontario où l'on a mis en place un centre d'informations secrètes (Intelligence Unit) qui établit un lien direct entre la Gendarmerie royale du Canada et les forces policières de l'Ontario.

Le directeur Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal, se dit en relation constante avec les membres de ce centre d'informations secrètes de la police de l'Ontario et révèle que le centre ontarien et la Sûreté municipale de Montréal échangent régulièrement visites et informations. Il reconnaît à son tour qu'au Québec il n'y a pas d'organisation pour centraliser toutes les informations. M. Gilbert ajoute que la Sûreté municipale de Montréal est reliée depuis deux (2) ans à cette organisation ontarienne spécialisée dans la lutte au crime organisé. Il estime que les rencontres ont été très profitables, qu'elles permettent l'échange d'une quantité considérable d'informations et suscitent un grand enthousiasme dans les corps policiers.

À son tour, Monsieur Dessureau, de la Sûreté du Québec, affirme que les relations de la Sûreté du Québec avec la Gendarmerie royale du Canada sont établies sur une base strictement personnelle et que les relations de la Sûreté du Québec avec les autres corps policiers sont excellentes. Lui aussi estime qu'il devrait y avoir un centre d'informations dans le Québec.

En ce qui concerne la cueillette d'informations sur le crime organisé, la Sûreté municipale de Montréal peut, dès maintenant, compter sur les 58 hommes qui composent la section de sécurité sociale. À la Sûreté du Québec, en raison du manque de personnel, seulement cinq hommes s'occupent du crime organisé.

À propos de ce manque de personnel, le ministre de la Justice souligne que l'éveil de l'opinion publique, obtenue par une campagne d'information,

permettra de mieux faire comprendre la nécessité d'augmenter sensiblement les budgets des corps policiers et du ministère de la Justice.

Monsieur Salerno cite alors des expériences analogues à celles que tente aujourd'hui la Commission. Dans le Buffalo Project, le F.B.I. a été le seul corps policier important à se tenir à l'écart, en raison surtout de conflits de personnalités. Par ailleurs, il estime que les travaux de la Commission Roach, en Ontario, auraient requis une meilleure préparation : personne ne semblait savoir ce que dirait le témoin suivant. Il considère que la Commission ontarienne aurait pu faire beaucoup plus de bien qu'elle n'en a fait si les témoignages et l'enquête avaient été mieux préparés. Il souligne que le travail effectué à Buffalo n'a conduit qu'à un nombre très limité de condamnations, mais que le bénéfice réel du projet va apparaître beaucoup plus tard. Ainsi, on a passé la Loi autorisant la table d'écoute dans l'état de New York au moment où le directeur des travaux de ce projet a affirmé que, s'il y avait eu recours à la table d'écoute, les condamnations auraient été plus nombreuses. Le Buffalo Project a quand même révélé qu'un grand nombre de membres du crime organisé s'étaient infiltrés à l'intérieur de commerces légitimes et avaient même pris le contrôle du domaine de la construction au moment où le gouvernement fédéral américain consacrait des millions à l'élimination des taudis.

Le commissaire Gould demande s'il est possible qu'un comité soit formé des personnes présentes afin d'aider la Commission dans son travail sur le crime organisé.

MM. Dessureau et Gilbert se disent d'accord sur ce projet de comité et acceptent de collaborer pour le mettre sur pied dans le plus bref délai. Les représentants de la Gendarmerie royale du Canada soulignent que ce corps policier consacre déjà quatre fois plus d'agents que la Sûreté du Québec à la lutte au crime organisé dans la province. MM. Kelly et Carrière se disent prêts à collaborer avec le comité que la Commission suggère dans l'espoir de regrouper toutes les informations disponibles quant au crime organisé. Par la suite, il y aura lieu de voir quelle partie de ces informations peut être utilisée en public.

M. Pat Collins, représentant du F.U.I.B., révèle que son organisme a adopté comme politique constante de transmettre toutes ses informations aux corps de police. Il reconnaît lui aussi la nécessité d'un comité spécial et souligne que ce comité devra compter sur un bon personnel, une bonne organisation et la pleine coopération des principaux corps policiers du Québec et du Canada.

Le ministre de la Justice du Québec souligne que tous les dossiers du ministère de la Justice ont été ouverts à la Commission Prévost et qu'il



considère cette Commission comme son intermédiaire direct auprès des corps policiers spécialisés dans la lutte au crime organisé. Il souhaite que la collaboration soit aussi complète que possible, afin que la population du Québec sache ce qui existe en fait de crime organisé au Québec.

Les représentants des différents corps policiers s'entendent donc pour former ce comité et consentent à entreprendre ensemble un effort coordonné afin d'évaluer l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec.

Monsieur Ralph Salerno, à titre de coordonnateur de la Commission en matière de crime organisé, collaborera avec ce comité en vue d'établir la stratégie générale et le programme d'action.

L'assemblée s'ajourne à midi.

JEAN SIROIS, secrétaire.

PROCÈS-VERBAL d'une réunion de la Commission tenue à Montréal, à ses bureaux, au 300, rue du Saint-Sacrement, chambre 515, le jeudi 26 septembre 1968, à 10 h 30.

SONT PRÉSENTS : Me Yves Prévost, président,  
M. Harry Gould,  
M. Laurent Laplante,  
Me Jean Sirois, secrétaire.

---

Pour continuer les travaux entrepris le 29 août dans le domaine du crime organisé, la Commission rencontre M. Jean-Paul Dessureau, adjoint au directeur de la Sûreté du Québec, MM. R. R. Carrière et Georges Paquette, de la Gendarmerie royale du Canada, M. Jean-Paul Gilbert, directeur de la Sûreté municipale de Montréal, et M. Pat Collins, du Fire Underwriters Investigation Bureau.

Le président de la Commission résume les termes de l'accord conclu lors de la rencontre du 29 août 1968, quant à la formation par les corps policiers d'un comité spécial chargé d'aider la Commission dans ses travaux sur le crime organisé.

Le président de la Commission révèle aux personnes présentes que le ministère de la Justice du Québec a remis à la Commission ses principaux documents concernant le crime organisé, et plus particulièrement un document confidentiel concernant le « crime syndiqué » dans la province de Québec. Ce document date de 1965 et le président demande aux organismes représentés à la table de discussion si les personnes qui ont travaillé à la rédaction de ce document à l'époque seraient aujourd'hui disponibles pour mettre ce dossier à jour.

Le président expose ensuite les intentions de la Commission et fournit des précisions sur la collaboration que la Commission souhaite obtenir des différents corps policiers quant à ses travaux sur le crime organisé. La Commission compte sur les corps policiers pour mettre à jour le document confidentiel de 1965 et pour choisir ensuite des cibles que la Commission tentera d'atteindre au cours de séances publiques, si l'information est suffisante, sans toutefois nuire au travail policier.

Le directeur Gilbert souligne que, d'après lui, le principal handicap dans la lutte au crime organisé réside dans l'absence d'une législation adéquate.

Le premier moyen pour combattre le crime, ce serait une législation plus vigoureuse assortie de sanctions plus sévères. Cependant, le directeur Gilbert note que, avec les lois existantes, on pourrait faire davantage et il cite en exemple les recours permis par la loi de l'impôt sur le revenu.

Différents membres du groupe constatent, eux aussi, les possibilités offertes par la loi de l'impôt sur le revenu et souhaitent que le comité établisse le contact avec des représentants officiels des deux ministères du revenu, provincial et fédéral. On note cependant que les informations que possèdent ces deux ministères doivent toujours demeurer confidentielles et que le comité ne doit pas compter sur un échange de renseignements avec ces ministères.

Le président de la Commission invoque le fait que le ministère de la Justice du Québec a offert son entière collaboration et peut, au besoin, faciliter les démarches du comité auprès d'autres ministères ou services du gouvernement québécois.

M. Carrière, de la Gendarmerie royale du Canada, déclare que la Gendarmerie ne donnera aucune information à M. Salerno qui agit comme coordonnateur de la Commission dans les questions de crime organisé.

Le directeur Gilbert, de la Sûreté municipale de Montréal, note, par ailleurs, que le comité devrait être restreint aux seuls corps policiers, ce qui exclurait le F.U.I.B. M. Collins, du F.U.I.B., se dit d'accord avec cette politique et souligne qu'il avait, en 1965, refusé une copie du document confidentiel parce qu'il ne considérait pas son organisme comme un corps policier et qu'il entendait restreindre au minimum la diffusion d'informations ultra-secrètes.

En réponse à l'objection de l'inspecteur Carrière, le président de la Commission insiste sur le fait que le comité sera, par suite de la suggestion du directeur Gilbert, composé strictement de la Sûreté du Québec, de la Gendarmerie royale du Canada et de la Sûreté municipale de Montréal. Il appartiendra au comité de prendre ses décisions et chaque corps policier demeurera parfaitement libre de refuser à M. Salerno l'accès aux dossiers.

M. Carrière met la Commission en garde contre les risques qu'une publicité excessive ferait courir aux informateurs des différents corps policiers. Le président de la Commission explique que la Commission n'a pas l'intention de courir ce risque, mais compte au contraire sur les recommandations du comité pour ne choisir, au moment des audiences publiques, que les informations ne représentant aucun risque pour les informateurs ni aucun inconvénient pour les enquêtes policières. Le président réitère l'intention de la Commission de limiter les rapports de M. Salerno avec le comité aux questions de stratégie et de politique générale.

De l'avis de tous, le comité pourra faire appel à différents consultants : M. Pat Collins, représentant du F.U.I.B., M. Lesley Hobbs, chargé de la sécurité au port de Montréal...

À la suggestion de M. Carrière, c'est le représentant de la Sûreté du Québec, en l'occurrence M. Dessureau, qui agira comme président du comité.

La Commission demande aux représentants des trois corps policiers les noms de ceux qui auront à travailler directement à la mise à jour du rapport confidentiel de 1965.

M. Carrière informe la Commission que, dorénavant, il occupera d'autres fonctions à Ottawa et que, par conséquent, ce sera son remplaçant au poste de surintendant du Québec, M. Dubé, qui sera appelé à faire partie de ce comité. MM. Barbeau (Affaires criminelles) et Paquette travailleront en collaboration avec M. Dubé, à titre de représentants de la Gendarmerie royale du Canada.

Quant à la Sûreté du Québec, M. Dessureau estime que le chef-inspecteur Patenaude, qui avait travaillé à la rédaction du document de 1965, sera disponible pour travailler à la mise à jour du document.

Au nom de la Sûreté municipale de Montréal, le directeur Gilbert délègue le lieutenant Talbot, qui avait lui aussi travaillé à la rédaction du document de 1965, et ajoute que d'autres spécialistes de la Sûreté municipale de Montréal assisteront le lieutenant Talbot dans ce travail.

La Commission interroge ensuite les représentants des trois corps policiers sur le rôle que peut jouer M. Salerno à titre de coordonnateur de la Commission en matière de crime organisé.

MM. Dessureau et Gilbert se disent intéressés à profiter de l'expérience de M. Salerno pour établir, de façon générale, le plan de travail et la stratégie. M. Carrière, exprimant le point de vue de la Gendarmerie, insiste pour affirmer que la Gendarmerie ne livrera aucune information à M. Salerno, mais il ne voit aucune objection à ce que le comité rencontre M. Salerno au sujet des questions d'intérêt général.

Les trois membres du comité voient, par ailleurs, un intérêt à consulter des représentants de l'Ontario pour compléter les informations.

Les membres de la Commission s'entendent avec les représentants des trois corps policiers impliqués dans la formation du comité spécial pour que le comité demeure maître de ses décisions. La Commission, quant à elle, établira elle-même, en accord avec son conseiller juridique et son coordonnateur, la stratégie générale.

À la fin de l'entretien, il est donc convenu de :

1. mettre à jour le rapport confidentiel de 1965 ;
2. donner à la Commission un rapport avec recommandations sur les moyens de traiter publiquement du crime organisé et ceci dans le plus bref délai possible.

Séance ajournée à midi.

JEAN SIROIS, secrétaire.



## **PARTIE II**



## **À LA COMMISSION D'ENQUÊTE SUR L'ADMINISTRATION DE LA JUSTICE EN MATIÈRE CRIMINELLE ET PÉNALE**

Ce comité est désigné par la Commission d'enquête sur l'administration de la justice en matière criminelle et pénale, dans les buts suivants :

- a) d'évaluer attentivement l'ampleur et la nature du crime organisé au Québec ;
- b) de mettre à jour le rapport confidentiel de 1965 ;
- c) de donner à la Commission un rapport avec recommandations sur les moyens de traiter publiquement du crime organisé.

Le Comité est composé de l'inspecteur-chef M. Patenaude, de la Sûreté du Québec, du capitaine Roland Jodoin, Sûreté municipale de Montréal, du lieutenant M. Ménard, Sûreté du Québec, et du sergent de l'état-major C. Barbeau, de la Gendarmerie royale du Canada.

Nous espérons que la Commission d'enquête réalise pleinement et clairement que le projet que nous avons entrepris traite exclusivement du crime organisé, et afin d'assurer que la terminologie utilisée soit tout à fait comprise, nous définissons les termes « crime organisé » et « renseignements criminels » ou « renseignements sur la criminalité ».

### *« Crime organisé »*

Une association d'individus qui survivent par une conspiration continuelle dont le but est de soutirer des profits exorbitants de la société, tout en exploitant les faiblesses humaines et la faiblesse de certaines de nos lois.

### *« Renseignements criminels » ou « Renseignement sur la criminalité »*

Dans le domaine du « crime organisé », ces expressions signifient les renseignements se rapportant à la criminalité ou aux personnes impliquées dans une ou des activités illicites.

Nous soulignons que la transmission ou la publication de ce genre de renseignements doit être limitée, afin d'éviter :

- a) préjudice au détriment du caractère ou de la réputation des personnes contre lesquelles aucune poursuite judiciaire n'est encore intentée ; ou
- b) il n'a pas été confirmé qu'ils sont dignes de foi ; ou
- c) la source qui a transmis les renseignements en a restreint la transmission ; ou
- d) la publication ou l'usage public peut détruire leur utilité ; ou
- e) leur transmission ou publication risque de mettre en danger la vie ou le bien-être de quelques personnes ; ou



- f) ces renseignements ne comportent aucune signification particulière sauf s'ils sont reliés à d'autres renseignements sur la criminalité ; ou
- g) à cause de la nature de la source d'où ils émanent ; ou
- h) la publication peut nuire ou entraver la procédure judiciaire.

La recherche de « renseignements criminels » ou de « renseignements sur la criminalité » diffère de l'échange de renseignements que les services policiers effectuent régulièrement entre eux, au jour le jour, sur des questions moins délicates pour les raisons énumérées ci-haut.

### *EXISTENCE et EXPANSION DU CRIME ORGANISÉ Province de Québec*

Nous avons constaté l'existence du crime organisé depuis déjà plusieurs années dans la province de Québec, surtout concernant le trafic des narcotiques, la contrebande, la contrefaçon, la fabrication et la distribution d'alcool frelaté, la fraude d'action et de faillites frauduleuses, le jeu et le pari, les incendies criminels, les autos volées, la prostitution, les prêts usuraires et le vol et recel d'obligations. Toutefois, l'on peut dire que ce n'est que depuis quelques années que nous interprétons ce genre de crimes sous cet aspect.

Depuis le début de l'année 1960, des Unités de renseignements criminels furent mises sur pied et lors de la formation de ces unités nous n'avions aucun doute sur l'existence du crime organisé ou syndiqué. Le but principal de ces unités était d'identifier les membres de ces groupements, d'établir leurs champs d'activité, leurs administrations internes, leur allées et venues, leurs sources de revenus et leur vulnérabilité.

Jusqu'à présent, les trois corps policiers principaux de la région de Montréal (Gendarmerie royale du Canada, Sûreté du Québec, Sûreté municipale de Montréal) ont réussi, grâce à une collaboration étroite, à se documenter sur un grand nombre d'individus qui forment cette vaste organisation criminelle. Nous possédons des renseignements sur la structure interne d'une organisation criminelle qui opère dans la ville de Montréal et la région métropolitaine. Nous savons également que cette organisation criminelle exerce un contrôle dans tous les domaines du crime lucratif, et entretient d'étroites relations avec plusieurs organisations semblables dans d'autres régions du Canada et aux États-Unis. Certains membres de l'organisation locale sont en rapport continu avec des personnalités en vue du monde interlope américain, et ceux-ci entretiennent des relations actives et personnelles au niveau de « projets criminels » ou « sociaux ».

En analysant les expériences personnelles des policiers qui sont mêlés de près à ce problème, et les indications obtenues de source fiable, nous sommes portés à croire que l'organisation criminelle locale comporte « un

pouvoir central » qu'on peut désigner comme un « syndicat » et un nombre indéfini de « groupements criminels ». Nous sommes d'accord que le « pouvoir central » se compose d'individus qui ont acquis un contrôle quasi absolu dans certains secteurs d'activités criminelles, tels que le pari et les jeux sous toutes ses formes. Dans certains cas, ce syndicat s'engage à fournir une certaine protection sous différentes formes : finance, prêts, etc., en plus de tout autre service nécessaire à ces groupements criminels, moyennant un pourcentage des fruits de leurs crimes. Disposant d'un vaste capital monétaire, et de personnel, le « pouvoir central » est en mesure de corrompre des gens en place dans le domaine de la haute finance, ainsi que des représentants d'un gouvernement municipal, provincial ou fédéral. Nous voyons également les dirigeants du « pouvoir central » au contrôle de commerces florissants et à l'abri de tout soupçon.

Les groupements criminels que nous désignons comme « organisés » se composent généralement d'individus possédant un casier judiciaire. Tout en conservant une certaine autonomie dans leurs activités vis-à-vis le « pouvoir central », ces groupements opèrent normalement à l'intérieur d'un secteur donné. Contrairement au « pouvoir central », la structure de ces groupements est très flexible et leurs activités criminelles peuvent être spécialisées ou variées. Depuis que nous sommes conjointement actifs à la recherche de renseignements criminels, nous avons constaté à maintes reprises des individus passer de ces « groupements criminels » au « pouvoir central ». Malgré de nombreuses enquêtes et poursuites judiciaires au niveau de ces « groupements criminels », nous n'avons pas encore réussi à freiner leurs activités illicites à cause de l'organisation complexe dont ils se servent pour tromper ou entraver l'administration de la justice. Dans quelques cas isolés, nous avons réussi des poursuites judiciaires contre une des têtes dirigeantes de ces groupements faisant présumément partie du « pouvoir central » et, malgré que ceci ait apporté une période d'inaction pour un certain temps, quelqu'un a toujours réussi à prendre la relève.

Depuis plusieurs années, nous constatons que les groupes organisés se multiplient à un rythme alarmant dans cette province. Ces groupements sont constitués d'individus de nationalités différentes. Toutefois, nous remarquons une tendance des dirigeants à s'entourer d'associés de la même origine ethnique et, bien qu'autonomes, ces groupements continuent d'entretenir d'étroites relations de « travail » ainsi que « personnelles ».

Du fait que les activités de ces « groupements criminels » s'étendent à presque tous les domaines du crime lucratif les corps policiers ont de plus en plus de difficulté à faire respecter la loi et à contenir leurs juridictions respectives. L'enquête d'une série de crimes qui révèle que ces « groupements criminels » sont reliés entre eux ne suffit plus ; il nous faut absolument une collaboration et une coordination de tout instant à

tous les niveaux de juridictions, ainsi que des techniques de renseignements aussi perfectionnées que laborieuses, afin de freiner cette conspiration perpétuelle.

Malgré nos difficultés et le manque de preuves concrètes pour mener à bonne fin des poursuites judiciaires contre les individus reliés à cette vaste organisation, nous sommes en mesure de fournir les informations suivantes, tout en respectant l'anonymat de nos sources d'informations :

- a) l'identité des individus que nous présumons faire partie de ces « groupements criminels » ;
- b) lieux de résidence ;
- c) antécédents et origine ethnique ;
- d) associés ;
- e) manières d'opération (modus operandi) ;
- f) endroits fréquentés ;
- g) casier judiciaire ;
- h) façades d'affaires ;
- i) contact, et toute autre information connexe pouvant servir les fins de la justice.

En analysant la documentation que nous possédons et surtout en raison d'associations personnelles, nous sommes en mesure de souligner que ces « groupements criminels » possèdent une opération efficace. Au niveau du contrôle entre plusieurs cerveaux directeurs, nous remarquons une structure efficace, tandis qu'au niveau secondaire tout est plus ou moins flexible, et à ces deux segments nous pouvons compter un grand nombre d'individus que nous désignons comme « membres associés ». La majeure partie de ces « membres associés », tout en opérant dans la légalité, peuvent être appelés à rendre des services dans certains domaines très particuliers, soit à cause de leurs connaissances ou par leurs contacts personnels dans des milieux variés. Ces services sont rendus, soit par nécessité, rémunération pécuniaire, échange de faveurs, chantage, défaut de rembourser un prêt, ou au besoin.

Depuis quelques années les trois principaux corps policiers de cette province (Sûreté du Québec, Gendarmerie royale du Canada, Sûreté municipale de Montréal) ont accompli d'énormes progrès au point de vue de coordination, afin de se documenter sur ceux qui font partie de ces « groupements criminels ». Toutefois, ce progrès s'est surtout fait sentir au niveau individuel. Malgré la bonne volonté des participants et nos efforts, nous nous sentons impuissants à ce stade de faire des recommandations à la Commission sur les moyens de traiter publiquement du crime organisé, parce qu'il n'existe pas d'organisme spécialement structuré et chargé de cette tâche dans la province de Québec.

Ce comité a étudié et évalué le contenu du rapport confidentiel de 1965, et a noté, après en avoir fait la comparaison, que la majeure partie des informations contenues dans ce rapport sont incomplètes et désuètes, et que les dirigeants des opérations criminelles mentionnés dans ce rapport ont tous été traduits devant les tribunaux, et subséquemment condamnés à des termes de prison. Le comité signale également à la Commission que ce rapport confidentiel de 1965 était un « document de travail » seulement, et nous recommandons qu'il soit placé au rancart.

## CONCLUSION

Il ressort de nos discussions les faits suivants :

- a) les trois principaux corps policiers de cette province possèdent individuellement un vaste répertoire d'informations criminelles ;
- b) il n'existe pas d'organisme unique dans cette province, qui permet aux corps policiers et autres agences le libre échange d'informations ou la compilation de ces informations, afin que nous puissions les analyser et compiler des dossiers authentiques pour ensuite demander une continuation d'enquête ou entreprendre une poursuite judiciaire dans le but ultime d'enrayer le crime organisé.

Nous concluons que les trois corps policiers représentés dans ce Comité ne possèdent pas présentement l'organisme approprié pour assurer la véracité des renseignements sur la criminalité, permettant à la Commission d'entamer des interrogatoires publics des personnes inscrites dans nos dossiers.

Le tout respectueusement soumis.



## **PARTIE III**



## SUGGESTIONS

Nous sommes d'opinion et nous suggérons qu'un nouvel organisme soit constitué pour former un nouveau dispositif de « recherches sur le crime organisé » dans la province de Québec.

L'unité de renseignements criminels existante et dirigée par la Sûreté du Québec formerait le noyau du nouveau dispositif de recherches sur le crime organisé avec ses homologues fédéraux et municipaux. Le foyer ou le centre d'opération du système serait situé au quartier général de la Sûreté du Québec à Montréal, sous la responsabilité et la direction du directeur général de la Sûreté du Québec.

Nous préconisons la création d'un comité surveillant comprenant trois membres ex-officio qui se réuniraient au moins deux fois par année en vue d'examiner la structure, les travaux et la ligne de conduite du « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé ». Également, nous suggérons qu'un membre choisi des cadres de la Sûreté du Québec, de la Gendarmerie royale du Canada et de la Sûreté municipale de Montréal soit assigné au Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé, sous la présidence d'un représentant désigné par le directeur général de la Sûreté du Québec, pour que celui-ci agisse comme coordonnateur entre les participants.

Le comité surveillant mentionné ci-haut inclut les membres ex-officio qui sont les suivants :

- le directeur général de la Sûreté du Québec ou son représentant ;
- le directeur de la Police de Montréal ou son représentant ;
- le commandant — Division « C » — Gendarmerie royale du Canada — Montréal, ou son représentant.

La structure et les normes de fonctionnement de ce « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé » ont été discutées et nous sommes d'accord que ce centre provincial devienne une agence de compilation et le dépositaire de renseignements sur le crime organisé dans la province de Québec. La ligne de conduite du « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé » serait établie de façon que tous les renseignements parvenant au centre et pouvant intéresser les corps policiers de la province seraient transmis.

Le but ultime de ce système est d'assurer l'assemblage et l'échange de renseignements entre les forces policières de cette province et en même temps de maintenir des archives et des dossiers sur les personnes soupçonnées d'être mêlées au crime organisé, pour permettre aux forces de l'ordre de lutter et d'empêcher l'expansion du phénomène du crime organisé qui a surgi et qui existe dans presque toutes nos grandes villes ou dans leur voisinage.



## PROBLÈMES DE RÉPRESSION

Nous prenons en considération les problèmes variés posés aux forces policières par l'activité du crime organisé dans la province de Québec, et nous venons à la conclusion que l'époque où les policiers, agissant indépendamment, étaient en mesure d'enrayer cette menace est maintenant révolue.

Une action policière bien conçue postule un organisme rationnellement pensé et pourvu de moyens matériels adaptés à leurs opérations, au lieu de la simple technique d'enquête d'une série de crimes reliés les uns aux autres.

Nous avons affaire à des spécialistes du crime, circonstance qui exige une nouvelle orientation des techniques ordinaires d'enquêtes. En outre, nous faisons face à des criminels bénéficiant de plus en plus de la rapidité de transport et des communications ; ces derniers ayant aussi modernisé leur outillage, leurs méthodes, leurs organisations défient l'action simple d'un service policier unique. Il est donc essentiel qu'un effort commun de tous les services soit rendu possible au moyen de contacts étroits.

En relevant avec ordre et méthode, en échangeant et enregistrant soigneusement les fragments et bribes de renseignements, nous devons identifier ces organisations et ceux qui y adhèrent.

## ÉCHELONS DE RECHERCHES DE RENSEIGNEMENTS

Nous admettons que la recherche des renseignements s'établit logiquement sur quatre échelons :

- a) l'échelon local — lorsque l'action criminelle se confine à une zone territoriale d'une localité définie ;
- b) l'échelon provincial — lorsque l'action criminelle dépasse les confins territoriaux d'une localité pour s'étendre à une partie ou à toute une province ;
- c) l'échelon national — lorsque l'action criminelle s'étend d'une province à l'autre ;
- d) l'échelon international — lorsque l'action criminelle s'étend d'un pays à l'autre.

Nous soulignons le fait qu'un dispositif efficace et puissant de collection et d'échange de renseignements dépend largement de la ferme volonté de coopération des organismes policiers à tous ces échelons, et de la participation active des forces policières de l'étranger.

## RÔLE DES SERVICES MUNICIPAUX DE POLICE

Comme il semble que la criminalité est plus active dans les villes à grandes populations, les forces de l'ordre de ces villes doivent apporter une contribution précieuse dans ce domaine de répression.

Le Comité reconnaît l'excellente besogne effectuée par les corps policiers municipaux, mais il croit que souvent ces services devraient mettre plus d'accent sur l'obtention et l'échange de renseignements sur la criminalité.

Ce résultat peut être le plus facilement atteint en instituant des unités puissantes et bien constituées au sein de chaque service municipal des grandes villes ; des unités pouvant consacrer tout leur temps à la tâche d'obtenir, de classer et de transmettre des renseignements sur la criminalité.

Sans la ferme volonté de participation active des autorités municipales dans ce domaine, il est difficile et même futile d'essayer d'obtenir un exposé aussi complet et actuel, des ramifications criminelles.

Il n'y a pas lieu d'espérer trop de succès de ce système, même au prix d'un dispositif élaboré pour recueillir les renseignements sur le crime organisé à l'échelon provincial sans la participation et la contribution actives des forces municipales venant en contact avec les machinations de la pègre.

Nous croyons également qu'il appartient aux autorités provinciales de prendre les mesures jugées nécessaires pour encourager l'établissement d'unités de recherches sur le crime organisé au sein des corps policiers des principales villes dans leur juridiction respective.

## PARTICIPATION VOLONTAIRE

Reconnaissant que la participation des forces municipales est essentielle, nous estimons que la participation de ces services à la recherche de renseignements sur le crime organisé doit être librement consentie.

Tandis que nous croyons que les corps policiers devraient être astreints à se joindre à ce système d'obtention de renseignements, on ne peut obliger les policiers eux-mêmes à collaborer en mettant en commun leurs renseignements.

## LÉGISLATION

La législation seule n'est pas la solution au problème. Toute législation coercitive ne peut servir à atteindre le but désiré, soit la collaboration intégrale des agents eux-mêmes qui sont en possession de renseignements sur la criminalité.

On peut arriver à une entente satisfaisante dans l'échange de renseignements, en établissant un climat de confiance mutuelle et de respect entre les services policiers et, ce qui est plus important, entre les agents de ces différents corps policiers.

Ce climat de confiance et de respect est difficile à atteindre et peut être détruit ou diminué très facilement. Un programme d'enseignement

destiné à informer les policiers de leurs fonctions au sein d'une unité de renseignements et de l'importance de contribuer à un fonds commun de renseignements serait avantageux.

Cette forme d'enseignement peut servir à élargir la conception du travail chez les policiers municipaux en transformant leur intérêt du plan purement local à celui d'un effort conjugué de toutes les forces policières de la province. Ces efforts seront alors dirigés vers un but commun — celui de faire connaître et d'éliminer l'action asociale de la criminalité.

## AGENCES AUTONOMES DE RÉPRESSION

Quelques services gouvernementaux ont tendance à créer et à maintenir leurs propres unités d'investigateurs. Cette tendance divise la juridiction et cause fréquemment un manque de collaboration, limitant d'autant plus la force de frappe dans la lutte contre le crime. Cette tendance particulière peut nous placer dans une situation telle qu'il est maintenant difficile de définir le ressort et l'étendue des responsabilités de chaque agence indépendante. Il nous faudra établir des normes favorables à ces agences indépendantes afin de pouvoir bénéficier des renseignements à leur disposition, lesquels serviront peut-être à combler les informations déjà emmagasinées dans les unités existantes.

## BUREAU DE RECHERCHES DU QUÉBEC SUR LE CRIME ORGANISÉ

Pour les besoins de l'uniformité et de l'efficacité, il est urgent *qu'un service ou organisme unique soit chargé de la responsabilité de recueillir, d'établir la corrélation et de diffuser les renseignements à l'échelle provinciale*, et le succès de cet organisme dépendra du nombre d'unités correspondantes.

Donc, il est nécessaire et désirable de créer un nouvel organisme central de recherches sur le crime organisé qui recueille, rapporte, sauvegarde et diffuse les renseignements par voies spécifiques suivant une réglementation bien définie.

De concert avec les unités permanentes et actives sur le plan fédéral, provincial et municipal, un organisme de ce genre est un facteur cohésif dans l'établissement d'une attaque organisée et coordonnée dans la lutte contre le crime organisé.

Nous sommes d'avis qu'un nouveau service soit créé dans la province de Québec sous le titre de « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé », comprenant un dépôt central à Montréal, sous la direction de la Sûreté du Québec, avec des unités correspondantes, à l'échelon fédéral et municipal.

Le dépôt central sera à Montréal et sous le contrôle administratif de la Sûreté du Québec et portera le titre de « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé ». L'unité provinciale actuelle formera le noyau de ce centre et tous les frais d'opération devraient être assumés par le gouvernement provincial.

Le directeur général de la Sûreté du Québec ou son représentant sera responsable de l'opération et de l'organisation de ce centre.

Nous sommes d'accord que le Bureau fonctionne comme dépôt (séquestre) central des renseignements sur le crime organisé qui sont d'intérêt provincial, national, interprovincial et international.

Le centre provincial de renseignements remplirait les fonctions suivantes :

- a) faire la corrélation et la recherche de matières de documentation aux fins d'insertion dans les dossiers de criminels notoires ;
- b) tenir un fichier de renseignements et distribuer les fiches ;
- c) préparer toute correspondance pertinente ;
- d) tenir un fichier de renseignements et distribuer les fiches ;
- e) entretenir la liaison avec les autres agences des gouvernements (fédéral, provincial, municipal) ainsi qu'avec les agences indépendantes ;
- f) vérifier tous les rapports et la correspondance relatifs aux informations d'intérêt provincial et à l'intention des forces de l'ordre municipales et fédérales et transmettre ces renseignements par les voies appropriées.

Tous les renseignements émanant des forces de l'ordre en place dans la province seraient acheminés vers le Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé. Les renseignements sur la criminalité qui pourraient intéresser les services policiers dans la province seraient alors retransmis par le centre provincial aux corps policiers intéressés. La communication de renseignements journaliers à l'intention des autres services policiers opérant dans la province doit être directe, sans s'ingérer dans l'organisation locale ou autre, ayant pour objet l'échange d'informations sur la criminalité entre ses membres.

Le présent projet offre plusieurs avantages en plus de moderniser le système actuel, de lui donner une plus grande étendue d'action et d'en faire un appareil plus efficace. Il simplifie l'acheminement des renseignements d'une juridiction à l'autre en prévoyant cette transmission entre juridictions par le truchement d'une agence unique pour chaque juridiction.

La simplicité d'opération favorise et encourage la conception de processus d'écoulement des renseignements, ce qui est un facteur important, car il est essentiel que tous les chefs de police de la province, les préposés aux services des renseignements et le plus grand nombre possible d'officiels de rang hiérarchique supérieur soient mis au courant de la marche de cette technique. La simplicité de la procédure est telle que celle-ci facilite le

processus et enlève toute confusion inutile dans l'esprit des contribuants. Un dispositif complexe peut dérouter et aussi décourager le personnel désirant utiliser cette méthode en plus d'entraver l'écoulement utile de ces renseignements. Cette procédure d'acheminement direct se justifie aussi par des raisons de sécurité car il est plus facile de ce fait de découvrir et d'identifier la moindre défectuosité dans le système.

L'uniformité de fonctionnement est un des éléments essentiels de simplicité et d'efficacité du système proposé. Le choix des officiers de police de rang supérieur à l'échelon fédéral, provincial et municipal est logique et suivant le principe de simplification et de continuité, sans désorganiser le système actuel, lequel fonctionne bien.

Nous remarquons de plus que si la responsabilité de diffuser les renseignements incombe aux officiels provinciaux, ces derniers pourraient alors communiquer directement avec les divers organismes policiers du Canada.

### ROUAGES DU DISPOSITIF

Le fonctionnement du Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé doit permettre un écoulement rapide et efficace des informations intéressant les autres services policiers, car l'une des attributions de ce dispositif est de promouvoir l'échange rapide des renseignements sur la criminalité. Au point de vue opération, des mesures doivent être prises afin d'obvier à la possibilité que ce dispositif ne devienne un autre fichier recueillant les informations avant de les transmettre à un service ou à une agence.

À cet égard, il y a deux écueils à éviter : premièrement, celui de recueillir des informations vitales et de ne pas les transmettre d'une manière prompte et efficace aux services appropriés. Deuxièmement, il ne doit pas y avoir d'indications que des renseignements, particulièrement de nature urgente, doivent être transmis par le Centre provincial. En d'autres mots, ce centre provincial ne doit pas gêner l'échange direct des renseignements entre les services policiers. Ceux-ci doivent être assurés du droit de libre échange d'informations vitales.

### PAS UN ORGANISME PRÉVENTIF OU OPÉRATIONNEL

La tâche fondamentale de ce « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé » est celle de séquestre des informations en vue d'aider les enquêteurs actifs dans leurs tâches d'amener l'arrestation des personnes engagées dans le crime organisé.

### RESTRICTIONS — DIFFUSION DES RENSEIGNEMENTS

Nous rendant compte que la question d'imposer certaines restrictions sur la dissémination des renseignements est très importante, nous avons étudié longuement ce problème.

Les membres du comité estiment que certaines restrictions limitent l'utilité de ces renseignements. Il n'est pas réaliste de croire que tous les policiers offriront leur pleine et entière collaboration au Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé, s'ils n'ont pas le droit de contrôler la diffusion de ces renseignements. Ces contrôles doivent être respectés et observés. Le « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé » doit décourager toutes les restrictions qui ne seraient imposées que par mesure de précaution.

## MATIÈRES CONFIDENTIELLES

Nous avons également étudié longuement la question de divulgation de renseignements à des organismes autres que des corps policiers.

Un des nombreux obstacles à surmonter dans l'organisation d'un bureau efficace de recherches sur le crime organisé est sans contredit le danger toujours possible que des informations confidentielles soient dévoilées. Sans la certitude formelle que les renseignements conservés par le bureau ne seront révélés qu'à des corps policiers reconnus, le système ne connaîtra aucun succès, à moins qu'une agence indépendante y participant ne s'engage à respecter les conditions imposées.

En effet, si on examine la situation du point de vue du travail pratique de police ainsi que de celui de l'enquêteur, il est évident que le fait d'admettre dans un tel réseau des organismes autres que des corps policiers aura pour résultat que certaines sources de renseignements cesseront de collaborer. On pourra ne pas être d'accord avec une telle affirmation, mais sa véracité ne peut être mise en doute pas plus que la situation qu'elle décrit ne saurait être corrigée par un ordre du Tribunal, un décret ou en pratiquant la politique de l'autruche.

Les investigateurs qui entrent en possession de renseignements délicats, et parfois très vulnérables politiquement, ne mettront pas ces renseignements en commun, sauf s'ils sont assurés que ceux-ci ne seront pas révélés et que la source ne sera pas dévoilée. Les indicateurs qui sont les auxiliaires nécessaires à tout organisme de prévention ne peuvent divulguer des renseignements confidentiels à moins d'être en mesure de garder leur anonymat. Une « fuite » résultant d'une telle révélation « épuisera » les sources de renseignements qu'on avait pris des années à « cultiver ». Sans nous attarder sur ce sujet, qu'il soit dit en passant que cette possibilité inquiétante constitue à elle seule des raisons péremptoires de limiter le champ de circulation.

Aux termes de cette logique, il est nécessaire de considérer les renseignements en possession de ce bureau comme de nature « confidentielle » et il importe que ce principe soit reconnu et mis à l'essai.



## **PARTIE IV**





Le Sûreté du Québec, la Police de Montréal et la G. R. C. à Montréal possèdent leur unité de recherches indépendante sur le crime organisé. Ces unités opèrent individuellement et l'échange de renseignements se fait sur une base plus ou moins personnelle.

Nous sommes d'accord que ce mode d'opération ne nous permet pas d'établir un tableau véridique et concret sur les personnes connues ou soupçonnées d'être reliées au crime organisé.

Conséquemment, il est quasi impossible de préparer des brefs complets nous permettant d'instituer des procédures judiciaires afin d'enrayer le crime organisé dans cette province.

Il faut absolument coordonner les efforts de tous les corps policiers de la province de Québec. Si nous voulons anticiper quelque mesure de succès dans la lutte contre le crime organisé, il faut qu'un organisme unique soit établi pour centraliser les renseignements criminels et unifier le personnel chargé de ce genre de travail afin qu'ils atteignent leur but.

Nous avons préparé et nous vous soumettons un organigramme relatif à la formation du « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé » et nous vous expliquons les responsabilités des cadres.

## COMITÉ SURVEILLANT

Le comité surveillant devra se réunir au moins quatre fois par année et à chaque occasion qu'une situation dicte une intervention précipitée de leur part. Ce comité recevra et prendra en considération les recommandations des chefs de police et autres, revisera le fonctionnement du système, examinant la ligne de conduite et les changements de procédures et autres questions, et à l'occasion il fera les recommandations appropriées.

## COORDONNATEUR (FONCTIONS)

- 1.- Interpréter et faire comprendre les éléments du travail au Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé, démontrer le but commun qui justifie les activités et développer un équilibre harmonieux parmi les participants.
- 2.- Faciliter une communication complète avec le comité surveillant, les attachés des trois corps policiers concernés et les subordonnés afin de soutirer les meilleures idées de chacun.
- 3.- Créer et maintenir un climat de travail productif et dynamique dans un esprit de collaboration amicale.
- 4.- Prévoir aux besoins administratifs (fonctionnaires, équipement, etc.).

**BUREAU DE RECHERCHES DU QUÉBEC  
SUR LE CRIME ORGANISÉ**

**COMITÉ SURVEILLANT**

Le directeur général — Sûreté du Québec  
ou son représentant  
Le directeur — Police de Montréal  
ou son représentant  
Le commandant — Division « C »  
Gendarmerie royale du Canada  
ou son représentant

**COORDONNATEUR**

Officier supérieur  
Sûreté du Québec — Montréal, Qué.

**FONCTIONS**

Compilation  
Évaluation  
Analyse  
Diffusion d'informations  
Préparation de brefs pour étude par les conseillers juridiques — Ministère de la Justice

Attaché  
Sûreté du Québec

Attaché  
Police de Montréal

Attaché  
G. R. C., Montréal

Attaché (temporaire)  
Municipalités du Québec

**SECTION OPÉRATIONNELLE**

Enquêtes — Contacts et indicateurs  
Surveillance — Filature  
Infiltration  
Recherches scientifiques  
Expertise  
Développement

- 5.- Conjointement avec l'attaché de la Sûreté du Québec, de la Police de Montréal et de la G. R. C., s'occuper de l'évaluation, de l'analyse, de la compilation et la diffusion d'informations. Également, le coordonnateur participera à la sélection des agences indépendantes et à la préparation de brefs pour étude par les conseillers juridiques du ministère de la Justice.
- 6.- Réunir, harmoniser, synchroniser et combiner l'action de tous et réaliser le projet afin d'en arriver à des résultats équilibrés, selon les politiques établies par le comité surveillant.

ATTACHÉ (Sûreté du Québec, Police de Montréal, Gendarmerie royale du Canada)

- 1.- Assister et agir conjointement avec le coordonnateur afin d'évaluer, d'analyser, de compiler et de diffuser les informations venant de leur service respectif.
- 2.- Contribuer à la préparation de brefs pour étude par les conseillers juridiques désignés ou approuvés par le ministère de la Justice.
- 3.- Encourager, stimuler et inspirer la productivité de leur unité respective afin d'obtenir un échange d'informations pertinentes sur une base pratique et librement consentie.

ATTACHÉ (temporaire) — Municipalités du Québec

Les fonctions d'attachés temporaires venant des municipalités de la province de Québec sont les mêmes que celles des attachés permanents de la Sûreté du Québec, la Police de Montréal et la Gendarmerie royale du Canada — Division « C » à Montréal.

L'attaché temporaire entrera en fonction après approbation du comité surveillant.

Nous espérons que l'étude objective de cet organigramme par les dirigeants des trois corps policiers concernés servira de base ou de point de départ pour l'établissement du « Bureau de recherches du Québec sur le crime organisé ».

CONTRIBUONS MUTUELLEMENT ET FAISONS TOUS UN EFFORT COORDONNÉ POUR OBTENIR LE SUCCÈS DE CETTE ENTREPRISE.

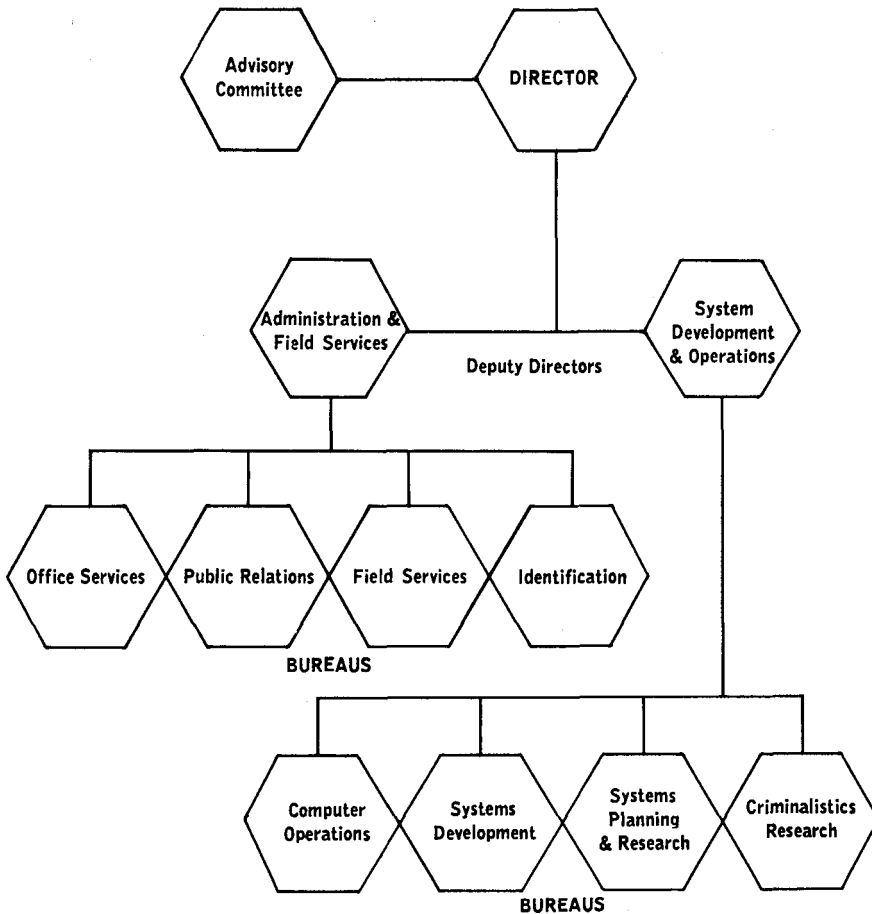


## **APPENDICE 12**

Documentation sur The New York State Identification  
and Intelligence System (NYSIIS).  
(paragraphe 172)



## NYSIIS ORGANIZATION CHART



## FUNDAMENTAL PRINCIPLES

It is well to keep in mind always the ultimate goals and basic concepts by which our progress and performance may be assessed. As an institution dedicated to new approaches and fresh efforts, NYSIIS is indeed a "change agent". But change is a means rather than an end. We must steadfastly relate each advance to the mission and purpose of the agency which is so carefully delineated in our enabling legislation (Article 21 of the Executive Law) in the form of six basic concepts :



1. INFORMATION SHARING —

§ 600

(1) “The sound administration of criminal justice importantly depends upon the effective collection, assimilation and retrieval of available information and its dissemination to appropriate agencies of government”.

2. UNITARY CONCEPT OF CRIMINAL JUSTICE —

§ 600

(2) “It is in the public interest that, to the greatest extent possible, government agencies concerned with the detection, apprehension, prosecution, sentencing, confinement and rehabilitation of criminal offenders share among themselves available information relating to such offenders”.

3. SERVICE AGENCY ONLY —

§ 603

(1) “To establish, through electronic data processing and related procedures, a central data facility with a communication network serving qualified agencies concerned with the administration of criminal justice located anywhere in the state...”.

4. VOLUNTARY PARTICIPATION —

§ 603

(1) “... so that they may, upon such terms and conditions as the director and the appropriate officials of such qualified agencies shall agree, contribute information and have access to information contained in the central data facility”.

5. SECURITY AND PRIVACY —

§ 603

(3) “To adopt such measures to assure the security of the system as the director deems appropriate”.

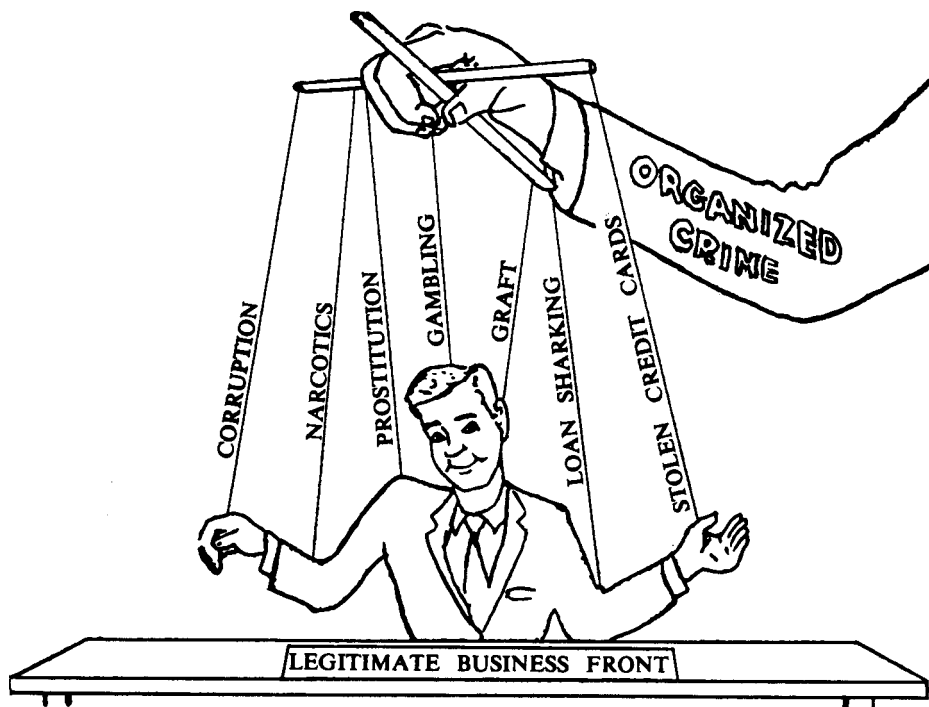
6. APPLICATION OF RESEARCH AND TECHNOLOGY —

§ 606

“In the accomplishment of the purposes of this article, the director may undertake research and studies through the personnel of the system or in cooperation with any public or private agencies, including educational, civic and research organizations, colleges, universities, institutes, or foundations”.

A pilot study was begun which included the collection of organized crime intelligence data concerning some 200 individuals of statewide interest, suspected of being involved in organized crime. Time and funds restricted to 12 the number of agencies that could be surveyed and from whom data could be collected. However, results of the survey and data collection from these agencies provided an adequate basis for initial design and evaluation of the capabilities of the proposed system. The agencies from whom NYSIIS gathered intelligence data included the following :

- Erie County Sheriff's Office
- Nassau County Police Department
- New York State Division of Parole
- New York State Division of State Police
- New York City Police Department
- New York County District Attorney's Office
- Queens County District Attorney's Office
- Westchester County District Attorney's Office
- Rochester Police Department
- Suffolk County Police Department
- Syracuse Police Department
- Waterfront Commission of New York Harbor





### APPENDICE 13

Constatations et opinions sur le crime organisé  
tirées du volume  
*Organized Crime and Illicit Traffic in Narcotics*,  
89th Congress, 1st Session — Senate —  
Report No. 72 — March 4, 1965.



## CONSTATATIONS ET OPINIONS

### CRIME ORGANISÉ

1. Il existe aujourd'hui aux États-Unis une organisation criminelle qui descend directement de la Mafia, cette séculaire société terroriste originaire de la Sicile, et qui en a adopté la structure. Cette organisation, aussi désignée sous le nom de Cosa Nostra, exploite de vastes entreprises illégales d'où découle chaque année un revenu de plusieurs milliards de dollars. Ce complexe a tant de pouvoir et d'influence qu'on peut le considérer comme le gouvernement privé du crime organisé.

2. Le sous-comité estime que, même si la Mafia est d'origine sicilienne, il faut souligner que ce sont des individus qui commettent les crimes, et non pas des groupes nationaux ou ethniques, et que la conspiration menée par la Mafia n'est pas une conséquence naturelle de l'arrière-plan national de ses membres. En fait, des policiers d'origine italienne ont été depuis des années d'habiles dirigeants dans la lutte à la Mafia et plusieurs d'entre eux ont rendu témoignage au cours de nos auditions.

3. L'organisation criminelle est scindée en familles ou groupes distincts, que dirigent, dans chaque cas, des patrons et des adjoints. Chaque famille se subdivise en cellule dirigée par des chefs qui portent le titre de lieutenant. Les criminels qui s'intègrent dans ces cadres sont désignés sous le nom de soldats.

4. Le Syndicat national du crime est régi par une commission d'environ 12 criminels de premier plan qui statuent sur la politique de l'organisation, qui règlent les désaccords et allouent les territoires. À New York, l'organisation de la Mafia comprend cinq familles qui comptent peut-être 2,000 criminels actifs et qui peuvent compter sur environ 3,000 hommes supplémentaires plus ou moins actifs. Les chefs de quatre de ces cinq familles sont Vito Genovese, Carlo Gambino, Gaetano Lucchese et Joseph Bonnano. La cinquième famille était sous le contrôle de Joseph Profaci et de Giuseppe Magliocco, qui sont tous deux morts.

5. Les révélations de Joseph Valachi sont d'une importance capitale en fait d'informations secrètes sur le monde criminel parce que, pour la première fois, un membre du monde interlope a brisé la règle du silence pour fournir des indications fiables sur l'ampleur impressionnante du cartel criminel et pour fournir des précisions sur les activités et les relations des dirigeants et des membres. Ces révélations sur la

genèse de l'organisation actuelle de la Mafia ont rendu de grands services aux organismes policiers du gouvernement fédéral et des gouvernements locaux.

6. Le sous-comité tire la conclusion que le témoin Joseph Valachi a été amené à trahir ses collègues de la Cosa Nostra par son désir de vengeance et par l'instinct de conservation. Son objectif était de détruire l'organisation. S'il s'est conduit comme un délateur, ce n'est pas sous l'impulsion de sa conscience et ce n'est pas davantage parce qu'il regrettait ses crimes.

7. Le sous-comité s'est rendu compte que Joseph Valachi, un criminel et un ami intime de criminels, a été naturellement conduit à s'enrôler dans la Mafia. Ses premiers comparses devinrent ses partenaires dans le crime organisé et la plupart d'entre eux purent pénétrer dans la Mafia en raison de la violence de leurs activités criminelles dès le début de leur âge mûr.

8. La Mafia a usé et use encore des meurtres comme d'un instrument intégré à la politique de son organisation et Joseph Valachi faisait partie de ces nombreux soldats auxquels les dirigeants du Syndicat ordonnaient de commettre le meurtre. Le Service de la police de la ville de New York a effectué des recherches méticuleuses jusqu'au fond de ses dossiers à propos de tous les meurtres mentionnés dans le témoignage de Valachi et les témoins du Service de police sont venus confirmer avec une constance presque parfaite les détails fournis par Valachi. Au cours d'une séance publique du Comité, Valachi a fourni des récits circonstanciés d'environ trois douzaines de meurtres directement reliés aux activités de la Mafia et des représentants policiers ont corroboré ces renseignements quant aux dates, lieux et circonstances. En outre, son témoignage a fourni des éléments nouveaux et importants qui ont permis d'expliquer une série de meurtres qui était demeurée des dossiers vivants après des périodes allant jusqu'à 30 ans. La plupart de ces règlements de compte étaient reliés directement à des affrontements pour la suprématie dans le monde interlope de New York.

9. Le sous-comité tire la conclusion que la cérémonie d'initiation de Joseph Valachi à son entrée dans la Mafia voulait, par son rituel utilisant le sang et le feu, le revolver et le couteau, mettre clairement en lumière le code de l'obéissance absolue aux règles et à l'autorité de la Mafia.

10. Le comité constate que Salvatore Lucania, connu également sous le nom de Charles Lucky Luciano, et Vito Genovese ont été les deux personnalités les plus marquantes aux dernières étapes de l'évolution

de la Mafia vers sa puissante structure moderne. Les deux hommes s'abouchèrent pour tuer deux des premiers responsables des guerres intestines des années 30 et ils s'adonnèrent très vite à des machinations qui ont eu comme conséquence directe la force et la richesse de l'actuel Syndicat du crime.

11. Le sous-comité constate que le jeu illégal sous toutes ses formes constitue la principale source de revenu pour le Syndicat criminel et qu'il fournit les fonds nécessaires au financement des autres formes de criminalité.

12. Le trafic des stupéfiants a également permis des bénéfices considérables, même si les pressions exercées par les corps policiers ont amené certains des plus importants dirigeants de la Mafia à interdire à leurs membres le commerce des stupéfiants. En dépit de cette interdiction, un grand nombre de dirigeants et de soldats de l'organisation sont demeurés des trafiquants actifs, si bien qu'un grand nombre d'entre eux ont été arrêtés, accusés et condamnés en rapport avec des violations de la loi sur les stupéfiants. Vito Genovese, après un exil de 12 ans en Italie, est revenu aux États-Unis en 1945 pour entreprendre une marche victorieuse jusqu'au levier de commande de la Cosa Nostra. Le sous-comité estime que Genovese, au cours de sa campagne pour la direction suprême, a été mêlé à un grand nombre de règlements de compte meurtriers. Parmi ceux qui ont été vraisemblablement tués parce qu'ils faisaient obstacle à la progression de Genovese, on trouve Willie Moretti, Anthony « Tony Bender » Strollo et Albert Anastasia.

14. Le sous-comité est également d'avis que Vito Genovese est parvenu à éliminer ou à intimider un si grand nombre des rivaux possibles que sa prise de pouvoir à l'intérieur de la Mafia s'est faite presque sans opposition.

15. Même s'il purge présentement une sentence d'emprisonnement de 15 ans dans une prison fédérale pour avoir conspiré en vue de violer les lois sur les stupéfiants, Vito Genovese demeure cependant le personnage le plus puissant dans la Mafia moderne et mérite le titre que lui a décerné Joseph Valachi en le décrivant comme « le patron de tous les patrons en coulisse ».

16. Le sous-comité estime que Joseph Valachi a fourni une explication satisfaisante quant à la réunion qu'ont tenue les dirigeants du monde interlope à Apalachin (New York), le 14 novembre 1957, à la résidence de Joseph Barbara, un membre de la Mafia. C'est Vito Genovese qui avait convoqué l'assemblée pour y justifier devant ses collègues le meurtre récent d'Albert Anastasia à New York et pour raffermir les



bases du Syndicat criminel en éliminant un certain nombre de nouveaux venus indésirables.

17. Le sous-comité considère que, si Joseph Valachi était obsédé par la conviction que Vito Genovese avait ordonné son exécution pendant qu'ils étaient compagnons de cellule dans un pénitencier fédéral, c'est qu'il savait fort bien à quel point Genovese pouvait s'adonner systématiquement à la violence. Joseph Valachi perpétra un meurtre parce qu'il croyait que sa victime avait reçu l'ordre de l'assassiner et il était même si convaincu d'être exécuté qu'il sollicita la protection des agents fédéraux en échange contre des renseignements sur la Mafia.

18. Le sous-comité constate que la région métropolitaine de New York est le centre principal du crime organisé au pays et que son organisation centrale appartient corps et âme à la Cosa Nostra. Les dossiers du Service de la police de New York, tels que soumis comme preuves, rejoignent les témoignages rendus par les représentants du Service et confirment sans l'ombre d'un doute que Joseph Valachi a rendu un témoignage globalement véridique et fournit à propos de la structure de la Mafia la contribution la plus valable qu'aient jamais reçue les services de renseignements secrets des corps policiers.

19. Le sous-comité constate que les deux principales activités criminelles auxquelles s'adonne le monde interlope de New York sont le jeu sous toutes ses formes et le trafic illicite des stupéfiants, deux activités entièrement dominées par la Mafia.

20. Le sous-comité constate que le crime organisé de Chicago est structuré comme celui de New York et que son exploitation est dirigée par cette branche de la Mafia qui a la responsabilité de Chicago. Sans l'ombre d'un doute, la police de Chicago sait à quoi s'en tenir quant à l'identité des dirigeants de la Mafia dans cette ville et elle a raison de considérer Gilormo Giangono, également connu comme Sam « Mooney » Giancana, comme le chef de la hiérarchie de Chicago.

21. Le sous-comité constate que le crime organisé adopte à Chicago la même structure de comportement criminel que décrivait Joseph Valachi à propos de la Mafia de New York et que ses principales activités illégales sont également le jeu, les stupéfiants, le prêt usuraire, l'exploitation des syndicats ouvriers, l'infiltration des entreprises légales, activités qui sont toutes classées sous le contrôle d'une direction criminelle qui met carrément l'accent sur le terrorisme et le meurtre.

22. Le sous-comité constate que la structure du crime organisé à Détroit se conforme également aux habitudes de la Mafia et que les

dirigeants du monde interlope de Détroit ont confié la direction pratique du crime organisé dans cette ville à un comité de cinq personnes. À Détroit comme dans la plupart des autres cités où la Mafia fait montre de puissance, les bénéfices qui découlent des activités criminelles proviennent substantiellement des mêmes crimes que partout ailleurs.

23. Le sous-comité constate que le crime organisé qui relève de la Mafia adopte substantiellement la même organisation dans les autres zones métropolitaines des États-Unis, ainsi que des témoignages spécifiques l'ont révélé à propos des villes de Buffalo (New York), de Tampa (Floride) et de Boston (Massachusetts).

### **LE COMMERCE ILLÉGAL DES STUPÉFIANTS**

24. Le sous-comité constate que le Bureau américain des stupéfiants a maintenu avec succès depuis plus de 30 ans une politique destinée à pousser le plus loin possible le contrôle du commerce illégal des stupéfiants. Le bureau a mené son attaque sur trois fronts principaux qui représentent bien les besoins majeurs : pleine fermeté du travail policier, traitement adéquat et véritable réhabilitation, coopération internationale.

25. Le sous-comité constate que la loi de 1956 sur le contrôle des stupéfiants constitue une arme très efficace dans la lutte au commerce des stupéfiants et il n'en veut pour preuve que la série d'accusations de conspiration lancées par le bureau des stupéfiants en vertu de la loi et qui débouchèrent sur 206 condamnations d'importants bandits. Il n'existe aucun doute, à la lumière des témoignages rendus devant le sous-comité, que le crime organisé redoute les sentences lourdes et que les longues peines d'incarcération doivent frapper les trafiquants si l'on veut vraiment appliquer la loi.

26. Le sous-comité constate que la plus grande partie du commerce illicite des stupéfiants aux États-Unis appartient au crime organisé et plus particulièrement aux membres de la Mafia qui ont été identifiés au cours de nos auditions par Joseph Valachi et les représentants policiers. Le Bureau des stupéfiants mérite des félicitations pour les attaques vigoureuses qu'il a lancées contre les plus importants trafiquants et contre leurs sources d'approvisionnement et pour les nombreuses réussites qu'il a obtenues aux dépens des membres du crime organisé.

27. Le sous-comité en conclut que le total officiel de 48,535 narcomanes actifs connus du Bureau des stupéfiants constitue une menace permanente d'une ampleur croissante pour le bien-être moral et éco-

nomique du pays, particulièrement dans les zones métropolitaines de New-York, Chicago et de Los Angeles où l'on trouve la grande majorité des narcomanes. Le taux actuel de narcomanie, qui s'établit approximativement à un narcomane par 4,000 citoyens, constitue un progrès sensible par rapport au taux de 1 narcomane par 400 personnes qui avait cours au début du siècle présent. Ce remarquable abaissement dans le taux de narcomanie provient en tout premier lieu de l'établissement de législations destinées à contrôler l'usage et l'abus des stupéfiants.

28. Au terme d'un examen de toute la preuve, la conclusion qui se dégage est que le commerce illégal des stupéfiants est véritablement une industrie d'une ampleur impressionnante et qu'un examen indépendant de son complexe réseau, depuis la source jusqu'aux consommateurs, accrédite les estimations formulées par le Bureau des stupéfiants quant à l'ampleur de ce commerce. On évalue à environ \$350 millions les ventes qui s'effectuent chaque année au niveau de la rue ; de façon moyenne, le narcomane dépense environ \$5,000 chaque année pour satisfaire à ses besoins ; la consommation moyenne d'héroïne aux États-Unis atteindrait environ 3 kilos d'héroïne pure par jour.

29. Le sous-comité constate que l'une des méthodes les plus efficaces pour exercer un contrôle sur le commerce illégal des stupéfiants consiste en une coopération internationale et le sous-comité croit fermement que le gouvernement des États-Unis applique une politique valable en encourageant et en supportant les accords et les traités qui visent à contrôler ce commerce. Le sous-comité estime en outre que les différentes agences devraient maintenir et développer de telles ententes partout où elles peuvent renforcer et faciliter le travail des forces policières.

30. Le sous-comité constate que l'Extrême et le Moyen-Orient sont les deux principaux centres de production de l'opium dont on tire l'héroïne, principale responsable des narcomanies, et que le commerce de l'opium provient en majeure partie de la Turquie, de la Birmanie, de la Thaïlande, du Laos et de la province du Yunnan en Chine communiste. À la seule exception de la Chine rouge, les gouvernements de tous les pays impliqués participent de toutes leurs forces à un effort international de contrôle.

31. Il y a place pour une vive inquiétude lorsque les témoignages indiquent que le commerce de l'opium s'effectue en quantité considérable à partir de la Chine communiste à travers les frontières de la Birmanie et de la Thaïlande et les plus vives protestations se justifient face au refus de la Chine rouge d'offrir quelque coopération inter-

nationale que ce soit dans le but de mettre fin à cette répugnante exploitation de la misère humaine. En outre, la preuve présentée par l'ex-commissaire du Bureau des stupéfiants, M. Harry J. Anslinger, preuve contenue dans le procès-verbal des présentes auditions, permet de croire que la contrebande de l'opium à partir de la Chine rouge fait vraisemblablement partie d'une politique mise au point par les Chinois communistes dans l'espoir de se procurer les dollars nécessaires à leurs échanges internationaux.

32. Le sous-comité en conclut que le commerce illégal des stupéfiants et les hauts taux de narcomanie qui en découlent constituent des problèmes permanents et graves dans l'Extrême-Orient et que la production d'opium dans cette région et sa transformation en héroïne représentent un danger immédiat et précis pour ceux qui veulent contrôler la narcomanie à travers le monde et particulièrement aux États-Unis. Par conséquent, le Bureau des stupéfiants mérite des félicitations pour avoir lutté contre cette menace en accélérant ses activités dans le Proche-Orient et il faut recommander au même Bureau de fournir les plus grands efforts face au danger que représente un commerce décuplé qui émane de la Chine rouge avec le consentement tacite du gouvernement communiste.

33. Le sous-comité constate que l'héroïne qui circule aux États-Unis provient principalement des pays du Proche et du Moyen-Orient, là où l'opium qui provient de pavots ostensiblement cultivés dans des buts médicaux et scientifiques est transféré en quantité considérable à des bandits syriens, libanais et turques qui passent chaque année en contrebande dix tonnes d'opium de la Turquie en Syrie et au Liban où l'on en tire une base de morphine dans les laboratoires clandestins passablement primitifs.

34. Des bandits corses établis en France constituent le chaînon suivant dans ce réseau du commerce illégal des stupéfiants. Ils demeurent en contact immédiat avec les groupes syriens et libanais francophones dont ils achètent chaque année environ une tonne d'une base de morphine qu'ils transforment en héroïne dans des laboratoires clandestins généralement établis sur le littoral méditerranéen de la France.

35. Le sous-comité constate que les bandits corses, après avoir produit l'héroïne, la mettent de deux manières à la disposition des narcomanes américains. La première possibilité comprend la vente à des groupes de la Mafia italiens et siciliens qui ont des contacts permanents avec les cellules de la Cosa Nostra aux États-Unis et qui organisent l'entrée illégale de la marchandise via le port de New York ou en passant par le Canada ou le Mexique. La seconde possibilité, mise au

point au cours des dernières années, voit les bandits corses francophones vendre directement l'héroïne à des bandits canadiens-français qui, à leur tour, font remettre l'héroïne entre les mains des membres de la Mafia établis dans les zones métropolitaines des États-Unis qui constituent de vastes centres de narcomanie.

36. Le sous-comité constate que la puissante organisation de la Mafia ou de la Cosa Nostra aux États-Unis complète le réseau international de commerce illégal des stupéfiants. Ces organisations criminelles jouissent dans ce pays (États-Unis) d'un monopole complet quant à l'importation, à la vente en gros et à la distribution.

37. Le sous-comité constate que les ventes d'héroïne effectuées au niveau de la rue aux narcomanes des États-Unis sont effectuées par des petits vendeurs qui ne sont généralement pas des membres des grandes organisations criminelles. Ces individus sont généralement de petits criminels qui prolifèrent dans les zones métropolitaines fortement frappées de narcomanie.

38. L'état de la Californie qui reçoit ses approvisionnements d'héroïne de trafiquants qui pratiquent la contrebande sur une base individuelle le long de la frontière qui sépare la Californie et le Mexique constitue l'exception dans un pays où toutes les sources d'approvisionnement en stupéfiants sont contrôlées par la Mafia.

39. Le sous-comité considère que le coût du trafic illégal des stupéfiants, même s'il suit une vertigineuse spirale inflationnaire qui établit à environ trois cent cinquante millions de dollars le total des ventes effectuées à des narcomanes au niveau de la rue, ne décrit quand même pas avec justesse l'impact économique de la narcomanie sur l'économie nationale. Les spécialistes considèrent que la moitié des narcomanes connus au pays subviennent à leur besoin par le vol mais n'obtiennent des receleurs du monde interlope qu'un cinquième de ce que vaut l'objet volé. On évalue à environ un demi-milliard de dollars la valeur brute des biens volés par les narcomanes dans la seule ville de New York chaque année. En outre, l'économie nationale doit porter le fardeau de ce que coûte l'application des lois dans le domaine des stupéfiants et les dépenses sans cesse croissantes qu'entraînent le traitement et la réhabilitation.

40. Les volumineuses importations d'héroïne en provenance du Proche-Orient ne sont pas les seules causes d'inquiétude dans le commerce illégal des stupéfiants. Une grande partie des approvisionnements de la Californie en fait d'héroïne sont fabriqués au Mexique et pénètrent aux États-Unis en dépit des efforts vigoureux des autorités policières des deux pays. Une grande partie de la marijuana consommée aux États-Unis provient également du Mexique.

41. Le sous-comité constate que le trafic illégal de la cocaïne qui avait diminué presque jusqu'à l'extinction au cours des dernières vingt années, a repris récemment une inquiétante vigueur. La cocaïne provient principalement de l'Amérique du Sud où l'on en fabrique des quantités croissantes dans des régions éloignées pour le plus grand profit du commerce clandestin. La contrebande de la cocaïne est un commerce d'importance pour un certain nombre de nationalistes cubains dont quelques-uns sont des supporteurs de Castro. Étant donné que la cocaïne est un stimulant plutôt qu'un stupéfiant, elle a vraisemblablement pour effet de rendre ceux qui l'utilisent agressifs et dangereux.

42. Le sous-comité constate que les augmentations spectaculaires dans les prix des stupéfiants illégaux et la complexité croissante des techniques de contrebande utilisées par les trafiquants, autant aux États-Unis qu'à l'étranger, sont des conséquences de la vigueur mise par le Bureau américain des stupéfiants à appliquer la loi en frappant les criminels qui occupent les premiers rangs dans ce commerce illégal. Les stupéfiants illégaux atteignent aujourd'hui des prix extrêmement élevés parce que les criminels doivent faire face constamment aux risques de l'arrestation, de la condamnation et d'une longue incarcération. En outre, la contrebande suit un labyrinthe de plus en plus complexe parce que les trafiquants redoutent de plus en plus les techniques d'infiltration (under cover) utilisées par le Bureau au pays et à l'étranger. Une aussi vigoureuse application de la loi a également comme conséquence capitale de rationner à l'extrême les stupéfiants qui sont désormais vendus aux narcomanes sous une forme extrêmement diluée. La preuve que l'héroïne vendue aux narcomanes est aujourd'hui moins puissante, c'est que les cures de désintoxication pratiquées sur les narcomanes hospitalisés passent aujourd'hui par des retraits moins douloureux.

43. Le sous-comité affirme avec vigueur que la politique du Bureau constitue le frein le plus puissant au développement de ce commerce et à la prolifération de la narcomanie, en raison du fait que la preuve démontre clairement que la narcomanie se répand avec rapidité dès que les stupéfiants sont aisément accessibles et que les trafiquants se moqueront de la loi s'ils n'ont pas à redouter de lourdes sentences d'emprisonnement.

## **LE TRAITEMENT ET LA RÉHABILITATION DES NARCOMANES**

44. Après avoir soigneusement analysé le témoignage et la preuve soumis pendant les auditions, le sous-comité est parvenu à un accord

quant à certains faits qui émergent de la polémique permanente qui porte aujourd'hui sur le traitement et la réhabilitation des narcomanes.

45. Le sous-comité constate que la volonté d'améliorer les traitements et la réhabilitation entraîne comme conséquence directe une vigoureuse mise en vigueur de la loi de manière à rendre moins accessibles les stupéfiants illégaux. Une telle politique est basée sur la conviction que la narcomanie en elle-même n'est pas un crime, mais qu'il y a par ailleurs trois types différents d'offenses qui se relient aux stupéfiants :

- a) le crime odieux qui consiste à manipuler les stupéfiants en grande quantité pour les vendre en grande quantité, ce qui est le propre de criminels endurcis et plus particulièrement d'individus reliés au crime organisé ;
- b) le commerce et la possession de stupéfiants dans le but d'en vendre de petites quantités, ce qui est généralement le cas de narcomanes qui font le commerce des stupéfiants de manière à subvenir à leurs propres besoins ;
- c) la possession de stupéfiants en quantité restreinte sans aucune intention d'en faire commerce, ce qui est une infraction que commettent presque tous les narcomanes.

46. Le sous-comité endosse le témoignage des spécialistes qui considèrent les narcomanes comme des malades et qui estiment que l'immense majorité d'entre eux ont un urgent besoin de soins psychiatriques. Il convient de souligner que le Bureau américain des stupéfiants est fermement convaincu que les narcomanes sont des malades et non pas des criminels, même si l'on a répandu de multiples malentendus quant aux opinions du Bureau dans ce domaine.

47. Le sous-comité constate que le traitement des narcomanes connaîtra des progrès substantiels aux États-Unis à condition de reposer surtout sur une nette amélioration des soins médicaux et sur une désintoxication pratiquée dans un milieu où les stupéfiants n'ont aucune influence. Un tel programme devra se prolonger en des procédures de convalescence et de réhabilitation où l'on tienne pleinement compte des facteurs sociaux, économiques et psychiatriques qui avaient préparé le terrain pour la narcomanie.

48. Le sous-comité conclut, après étude des témoignages, que des programmes de « sentences civiles », parce qu'ils comprennent des périodes obligatoires de traitements dans un milieu libre de stupéfiants et parce qu'ils sont étayés par une surveillance valable, présentent les meilleurs espoirs pour la grande majorité des narcomanes et le sous-comité en conclut en outre qu'il conviendrait d'établir de tels

programmes au niveau des gouvernements du pays, de l'État et de la municipalité.

49. Le sous-comité constate que la recherche est assurément un facteur essentiel au succès de toutes campagnes nationales contre la narcomanie. Toutefois, tous les témoins entendus au cours de nos auditions sont tombés d'accord pour affirmer que les programmes et les ressources de la recherche dans ce domaine sont honteusement insatisfaisants principalement à cause d'un manque d'argent. Par exemple, même si la narcomanie a été un problème persistant aux États-Unis et même si l'on a pris conscience de cette situation dès le début du siècle, les scientifiques sont, aujourd'hui encore, dans l'ignorance de ses causes, de ses mécanismes et de sa genèse naturelle. De façon spécifique, le sous-comité constate que la recherche est inadéquate ou fait totalement défaut dans les secteurs suivants :

- a) sélection des meilleures méthodes pour la désintoxication, le traitement et la réhabilitation ;
- b) remplacement des stupéfiants utilisés en médecine par des produits qui ne créent pas l'habitude ;
- c) études précises sur la récidive ;
- d) ressources nécessaires pour faire l'essai sous un contrôle strict du traitement sans institutionnalisation et du traitement dans un hôpital sans spécialisation de manière à déterminer la valeur du traitement dans un milieu communautaire ;
- e) causes, enchaînements et évolution naturelle ;
- f) élimination des fardeaux sociaux et économiques qui prédisposent à la narcomanie.

50. Le sous-comité constate que la plupart des opinions médicales évaluent le traitement ambulatoire des narcomanes comme une pratique médicalement malsaine dans la plupart des cas et que la plupart des suggestions qui visent à rendre les stupéfiants librement accessibles aux narcomanes de manière à satisfaire leurs besoins conduiraient beaucoup plus à la prolifération de la narcomanie qu'à son contrôle. Le sous-comité constate que les recommandations qui proposent des cliniques pour une distribution libérale des stupéfiants aux narcomanes ou qui leur fourniraient régulièrement des prescriptions de médecins sont condamnées par l'Association médicale américaine, par le Conseil national de recherches et par le Bureau des stupéfiants.

51. En raison du fait que les polémiques qui concernent le recours au traitement ambulatoire a surgi fréquemment au cours des auditions,



le sous-comité présente ici quelques-unes des raisons saines et logiques qui militent contre une telle pratique :

- a) rendre les stupéfiants facilement accessibles a pour effet de diffuser la narcomanie ; la rareté des stupéfiants, à l'inverse, a pour effet de réduire la narcomanie ;
- b) les narcomanes repoussent de plus en plus loin leur seuil de tolérance, ce qui constitue un phénomène physique selon lequel le narcomane a besoin de quantités croissantes de stupéfiants pour parvenir à cette euphorie qui est le principal attrait psychologique et pour satisfaire son besoin physiologique de stupéfiants ;
- c) celui qui examine les dossiers judiciaires des narcomanes constate qu'il est faux de prétendre que les narcomanes ne recourront plus aux activités criminelles pour subvenir à leurs besoins si les stupéfiants leur sont fournis ouvertement. Par exemple, le dernier rapport du FBI sur les dossiers criminels des narcomanes arrêtés en raison d'infraction à la loi sur les stupéfiants manifeste que 73 p. cent d'entre eux avaient déjà des dossiers judiciaires pour d'autres offenses avant de subir leur première arrestation à propos des stupéfiants ;
- d) le plus important motif dans la philosophie du narcomane est son désir de toujours approfondir et accroître son euphorie et de satisfaire son besoin physique qui résulte de l'usage de l'héroïne. S'il obtient une dose régulière simplement suffisante pour le maintenir à son présent niveau de tolérance, il cherchera assurément d'autres sources d'approvisionnement en stupéfiants. Pour y parvenir, peut-être cherchera-t-il à obtenir des approvisionnements supplémentaires à d'autres médecins exerçant dans le cadre du traitement ambulatoire ou peut-être s'adressera-t-il aux fournisseurs clandestins traditionnellement accessibles dans les rues de son quartier ;
- e) le sous-comité conclut que le traitement ambulatoire permettrait, en pratique, de faire subventionner par l'État l'euphorie de plus de soixante mille narcomanes du pays et le sous-comité affirme avec force qu'agir ainsi serait contraire à tous les concepts moraux de notre société. Une telle formule contribuerait à dégrader des êtres humains sur les plans moral, mental et physique. Ce système constituerait une pratique aberrante que le gouvernement ne saurait soutenir ;
- f) le sous-comité se déclare impressionné par la preuve fournie contre les tenants d'un traitement ambulatoire pour les narco-

manes et par le fait que les spécialistes du domaine de la narcomanie sont, dans l'immense majorité, opposés à cette formule qu'ils considèrent comme dangereuse, échappant à tout contrôle et de gestion extrêmement délicate. Les tenants du traitement ambulatoire sont des personnes de bonne volonté qui ont sans doute une certaine connaissance des problèmes de la narcomanie, mais qui n'ont pas, à très peu d'exceptions près, une expérience suffisante dans le domaine. Même si les recommandations semblent attrayantes et vraisemblables, un examen attentif de la narcomanie conduit nécessairement à la conclusion que de telles suggestions sont utopiques et qu'elles reposent sur des prémisses incertaines.

52. Certains témoins entendus au cours de nos auditions et dans d'autres séances consacrées au problème de la narcomanie ont critiqué le Bureau américain des stupéfiants pour son interprétation de la section 151.392, titre 26, du code des règlements fédéraux.

D'après les critiques, le bureau se montrerait inflexible dans son interprétation de cet article et sa politique empêcherait les médecins de déployer un diagnostic médical et le sens des responsabilités professionnelles dans le traitement des narcomanes.

D'autre part, le Bureau des stupéfiants estime que sa politique ne paralyse en rien les médecins qui s'adonnent à une médecine soumise à l'éthique professionnelle, et cela, même dans le traitement de la narcomanie. Le bureau, au contraire, soutient que sa politique a été constamment victime des équivoques. En raison du conflit d'opinions qui concerne cet important sujet, le sous-comité considère qu'il faut, sans l'ombre d'un doute, dissiper tous les malentendus.



#### APPENDICE 14

Extrait d'un article écrit dans *The Wall Street Journal* par Frederick C. Klein, Staff Reporter of *The Wall Street Journal*, en date du mercredi 30 juillet 1969.



## *A SURE THING*

### HOW ORGANIZED CRIME PROFITS FROM GAMBLERS WHO WAGER ON SPORTS SYNDICATE CONTROLS BROOKIES, SETS "LINE" IN OWN FAVOR ; DIEHARD FANS GET TAKEN

#### The Fine Art of Odds-Making

by Frederick C. Klein

The prosperous New Yorker finishes reading the sports section of his daily newspaper, picks up the telephone in his nicely furnished home and dials a New Jersey number.

"Hello Eddie, this is — ," he says, giving the nickname he uses for vetting purposes. "What's the story today".

The phone to his ear, he jots down the odds on the day's baseball games. "Okay", he says after a few seconds of study, "give me the Orioles for three and the Dodgers for two". He listens to the reply and then laughs. "What do you mean is that all ? Isn't five enough for one day ?"

The "three", "two" and "five" in the brief conversation meant \$300, \$200 and \$500. "Eddie" (not his real name) is a bookmaker who handles illegal bets. For the well-heeled bettor, \$500 was a typical day's wager ; he figures he bets almost \$200,000 a year on the outcome of baseball and football contests. Gambling has become his full-time occupation.

"I usually bet on the TV games", he says, explaining that the Los Angeles Dodgers both were on television that day.

#### A NATIONAL NETWORK

The New Yorker's passion for gambling and his access to a bookmaker who can indulge it are widely shared these days. Law enforcement officials and other observers say betting on "sports" — any athletic event except horse racing — has been rising sharply in recent years. No accurate statistics are available, but it's estimated that the amount of money bet illegally on such contests now far exceeds the \$5 billion a year that legally goes through the pari-mutuel windows at the nation's race tracks.

Handling this avalanche of funds is a national bet-taking network involving thousands of persons, almost all of whom are connected with organized criminal gangs. These people either work directly for the gangs or make handsome payoffs to them in order to stay in business.

In 1967, President Johnson's Task Force on Crime declared that illegal gambling provided the "great source" of revenue for organized crime. Norman Levy, head of the rackets bureau in the district attorney's office for suburban Nassau County of Long Island, goes even further.

"The purpose of the crime syndicate — it's very reason for existence — is to run and protect bookmaking", he says. "Gambling money finances all of the gangs' other enterprises, and they are extremely jealous of it. There may be a barber somewhere who takes a few dollars a day in bets without the gangs' knowing, but if word gets out, he won't do it for long".

## ELIMINATING THE LONG SHOT

The gangsters set the odds and point spreads on games in such a way as to try to insure profits no matter which teams win. Their work has become so lucrative that some bookies either refuse to handle horse race bets — their control of the wagering terms, bookies can all but eliminate the long-shot payoffs that sometimes occur in racing and slash that day's profits.

The majority of people who bet with bookmakers are otherwise law-abiding citizens. It's generally believed that they are more affluent than the typical race track bettor. Most have lines of credit with their bookies, whom they deal with by phone. In a 1966 raid on a New York bookmaking phone center, police found a half-day's betting slips totalling \$65,000 and no bet was for less than \$100.

"Sports" bettors also are said to be less studious and more emotional about wagering than the race track regulars, who often pore over horses' performance records before putting \$2 on an animal. Partisanship plays a far more important role in "sports" betting than at the race tracks. ("Everybody has a favorite team, but how many people have a favorite horse?" explains Jimmy "The Greek" Snyder, a Las Vegas public relations man who made his reputation as an odds-maker in the legal gambling center). Almost invariably, home teams attract the bulk of the betting support in cities around the country. Some bettors always wager on the same team, no matter what the terms.

## BEARS VS. GIANTS

Bookies are well aware of the enthusiasms of their customers, and they aren't above taking advantage of them. Say, for example, that the Chicago Bears are 10-point favorites over the New York Giants in a National Football League game. This means that the Bears must win by 11 points or more to reward their backers, or that the Giants must lose by nine points or less — or win — to reward theirs (a 10-point Bears win would cancel all bets). Bookies dealing with well-known Bears fans might well quote them 13 points on their favorites, while giving only nine points to known Giants backers. By quoting these different point spreads, the bookie would win all such bets in the event of a Bear victory by 10, 11 or 12 points.

Even without such manipulations, a bookie who balances his book — obtains nearly equal amounts of money on both sides of a game — is insured a profit of about 9 percent on football and basketball games. In these sports, a bettor must wage \$11 to win \$10. Say, for example, that the Giants and Bears are playing and neither team is a favorite. To win \$10 on your team, whichever it is, you must put down \$11. If his book is balanced, a bookie takes in \$11 for every \$10 he pays out. This works the same way no matter what the point spread is. Some bookies are even switching to a six-to-win-five basis to boost their profits.

A profit isn't guaranteed for a bookie on baseball games, but if he keeps a balanced book he at least won't lose anything. Baseball is a relatively low-scoring game, which makes it difficult for a bookie to spot runs to the underdog. So, instead, he establishes a line. The line is always favorable to the bookie.

For instance, if the Baltimore Orioles are playing the Minnesota Twins, a bookie may decide that backers of the favored Orioles will have to put up \$8 to win \$5, while those of the underdog Twins would have to put up \$5 and wins \$5, breaking even. If the Twins win, he loses \$7 and makes \$8. The line for the game is expressed as 7-8, with the Orioles as favorites.

## INSIDE INFORMATION

This guarantee against loss isn't enough for some underworld types, though. According to law enforcement officials, these hoodlums enter the scene as gamblers when they think they have inside information on a game. Usually, however, they are wagering for their own account and not that of the mob.

Gamblers call the possession of inside information an "edge". A big edge is knowledge that a game is fixed — that one or more athletes have been bribed to try to make a game come out a certain way. Most edges, however, involve information on the condition of key players.

William Cahn, Nassau County district attorney, has charged that trainers, managers and players on various college and pro teams regularly supply inside information to gamblers, but he refuses to identify individuals or teams involved. Officials of major professional sports leagues contend their own investigations have shown such reports to be groundless.

Gamblers do pick up valuable information through seemingly casual social contacts with team personnel, and indications are that they are becoming more aggressive in pursuit of such contacts. Joe Namath, star quarterback of the New York Jets, recently was forced by league officials to agree to sell his interest in Bachelors III, a New York nightclub that was said to be a hangout for Mafia-connected gamblers and bookies. The club has been



declared off-limits to many professional athletes. The Jets quarterback has denied any wrong-doings.

Bars and restaurants in other cities are said to be patronized by both athletes and professional gamblers. Aaron Kohn, managing director of the Metropolitan Crime Commission of New Orleans, says that recent inquiries by his staff have shown that two restaurants in New Orleans fit that description.

### SOME OTHER EDGES

A gambler's edge need not involve information on the physical well-being of players. One gambler is said to have won a big bet by learning of the death of a key football player's mother before that information was made public and the point-spread on the player's team was reduced, because the player presumably would be away at the funeral on game day.

The knowledge that a player or coach has bet on his own team with a bookie is a powerful weapon in a gambler's hands because it insures that the individual will go all-out to bet the point spread. Pro football players Paul Hornung and Alex Karras were suspended for the 1963 season for betting on their own teams. And it is common belief that one college football coach tries to run up the score every Saturday because he has bet heavily on his team, which usually is favored by several points. Pro athletes are prohibited by contract from betting on games or associating with known gamblers, and they and college players are repeatedly urged to avoid any sort of serious discussion with outsiders on their teams' affairs.

Players say it is difficult to avoid contact with people who bet, but players and others agree that few bookies consistently have valuable inside information. This makes most sports wagering a contest between the individual bettor's knowledge and intuition and the bookie's "line".

### SETTING THE ODDS

Before the passage of a 1961 Federal law making it a crime to transmit gambling information across state lines, the national sports betting line was wired daily from Minneapolis, lawmen say. Now, regional bookmaking rings employ their own handicappers, comparing the lines they produce and splitting any differences, according to gambling sources. This information is transmitted among bookies by telephone, often across state lines in violation of the law, but the bookies are willing to take the risk.

While the average sports bettor is apt to be highly emotional about his choices, the professional handicapper must be just the opposite. He must reduce the often nebulous qualitative differences between teams into concrete terms of points or odds. He keeps exhaustive statistical records of teams and

their members. He also takes into account such harder-to-measure factors as home field advantages and whether teams are likely to be "up" or "down" for particular games.

His primary source for this psychological information is sports pages of newspapers. "By reading the top sports columnists, you can get a good feel of how the teams they cover will react to the next game," says Jimmy The Greek, who keeps his hand in by selling a newsletter containing his opinions on pro football games and other events. "Ninety-five percent of the information a handicapper needs comes from the newspapers."

Handicappers also must know how the betting public reacts to certain teams and players. "Take a pitcher like (Juan) Marichal (of the San Francisco Giants)," says Bob Martin, who makes the baseball and football lines for the Churchill Downs Sports Book, a Las Vegas wagering establishment. "People will be on Marichal no matter who the opposition is. To get bets on both sides of his games I have to really stretch the odds. The Giants with Marichal going may rate just a 7-5 edge, but I have to give maybe 8½-5 to get people to take the other team."

## HANDICAPPING THE METS

Mr. Martin, a genial, 50-year-old native of New York, shows a visitor how he handicaps one game. The New York Mets, on this particular day, in second place in the National League's Eastern Division, are to play the fifth-place Philadelphia Phillies at Philadelphia. Tom Seaver, whose won-lost record is 10-3, is to pitch for the Mets against the Phillies' Jerry Johnson, 3-6.

"You start out with both teams even money — \$1 to \$1," says Mr. Martin. "Because the Phils are the home team, they get a 20-cent edge. That makes them \$1.20 to \$1 favorites."

"The Mets beat the Phils yesterday, and this gives them momentum — a team that's just won always gets an edge over a team that's just won always gets an edge over a team that's just lost. That's worth 10 cents for the Mets," he continues. "The Mets get 10 cents more when I match the abilities of their eight regular players, not including the pitchers. That evens off the Phils' home-team advantage."

Pitchers are the most important factor in baseball betting, and Mr. Martin thinks that the Mets' Seaver is much better than the Phils' Johnson — 40 cents better. The handicapper subtracts five cents from Seaver's advantage because his lifetime record against the Phillies isn't good — one win against four losses. But he puts the nickel back because "people like to bet on Seaver, and that will make it a little harder for them."

So to bet on the Mets (who eventually won, 6-5) at the Churchill Downs Sports Book, the bettor had to put up \$1.40 to win \$7 ; a wager on the under-dog Phillies would have returned \$1.30 for each \$1 bet had they won.

## BALANCING THE BOOK

Even the most skillful handicapping doesn't guarantee the balanced book that insures the bookmaker's profit. Legal establishments such as the Churchill Downs Book seek to correct wagering imbalances by changing odds or point spreads to induce more betting on the team that isn't being supported, or by limiting the amount people can bet on the popular choice.

Illegal bookies do this, too, but they rely mainly on "lay-off" betting for their balance. In the lay-off, a bookie whose play is top-heavy in one direction transfers some bets to one whose book is too heavy in the opposite direction. On a typical autumn Saturday, bookies might take wagers on 60 or more college football games. To lay off a variety of bets, a national network is needed, law enforcement officials say. Bookies lay off with bigger bookies who, in turn, lay off with still bigger operators. At the top, money from the crime syndicate provides the ultimate lay-off financing, lawmen say.

Bookmaking, enormously profitable in itself, also brings indirect profits to organized crime. Police say a large number of gangs' loan-sharking clients are persons who fall into debt through gambling.

## LITTLE FEAR OF ARREST

Bookmakers fear arrest far less than most other criminals. This is partly because of methods that help put police off their track, such as devices that make monitoring of their telephones difficult and betting slip paper that dissolves immediately on contact with water or burns instantly when touched by a lighted cigaret.

Bookies are also able to buy protection. "The corruption of certain members of our police forces is a major factor" in illegal gambling's success, asserts Alfred Scotti, rackets bureau chief in the New York County (Manhattan) district attorney's office.

Once convicted, the bookmaker's sentence is likely to be light. Prosecutors complain that many judges don't take bookmaking offenses seriously enough, but they also admit that they have a tough time collecting the evidence needed to press felony charges that could send offenders to prison. Customers are loath to testify against their bookies, so prosecutors must rely heavily on police wiretapping and eavesdropping evidence when presenting their cases.

Of 2,931 bookmaking cases brought before New York County courts in 1967, 1,900 were dismissed for lack of evidence. Acquittals numbered 343. Of the 688 individuals who pleaded guilty or were convicted, the big majority received only fines, says Mr. Scotti.

Fines, Mr. Scotti says, "are the bookies' license to do business."



## **APPENDICE 15**

Documentation sur " The Chicago Crime Commission Spotlight on Organized Crime " — The Chicago Syndicate.



**THE  
CHICAGO CRIME COMMISSION  
SPOTLIGHT  
ON  
ORGANIZED CRIME — THE CHICAGO SYNDICATE**

**CHICAGO LAW ENFORCEMENT WEEK**

**October 29 to November 4, 1967**

The Third Annual Chicago Law Enforcement Week, sponsored by the Chicago Crime Commission, is devoted to spotlighting organized crime in Chicago. We wish to express our gratitude to the law enforcement agencies who are supporting this effort :

Chicago Police Department  
Sheriff of Cook County  
State's Attorney of Cook County  
Cook County Suburban Chiefs of Police  
Illinois Crime Investigating Commission  
United States Government  
    Alcohol and Tobacco Tax Unit  
    Bureau of Narcotics  
    Federal Bureau of Investigation  
    Internal Revenue Service  
    Labor Department—Labor Management  
        and Welfare Pension Reports  
    Post Office Department  
    Secret Service  
    United States Attorney

**CHICAGO CRIME COMMISSION  
79 W. Monroe Street, Chicago, Ill. 60603  
Franklin 2-0101**

*The Chicago Crime Commission is a non partisan volunteer citizens organization founded in 1919 to fight crime in Greater Chicago. It is not supported by taxes, is not affiliated with any agency of government, nor is it financially supported by any of the civic or social agencies. The basis purpose of the Commission is to act as an independent investigative "watchdog" representative of the public interest.*



## THE CHICAGO CRIME COMMISSION SPOTLIGHT ON ORGANIZED CRIME

This booklet — the first of its kind — is being published by the Chicago Crime Commission so that the honest citizen who wants to see the blight of organized crime driven from Chicago *will accept the challenge of doing his part.*

Organized crime is, plainly, a cancerous growth on our community. As the President's Commission on Crime has stated, the most remarkable aspect of the syndicate *is that the public has tolerated it for so long.* If an aroused citizenry demands action, it will go. If an apathetic citizenry tolerates it, it will stay.

The Chicago Crime Commission is dedicated to the goal of describing for the citizens of Chicago the impact that organized crime has on this community and everyone who lives in it.

We first document the victories that have recently been won. In the last 30 months a significant number of these hoodlums have been successfully prosecuted. We do this to demonstrate to our community that these parasites can be placed behind bars. Then, we list persons associated with the syndicate. We recognize that this is only a beginning. There are many others, and the Chicago Crime Commission will turn its spotlight on them in the months to come. Next, we describe the danger signs that indicate the hoodlums are moving in on a community. Finally, we list some of the businesses with which the syndicate is connected, directly or indirectly, through ownership or association.

First, let us define the syndicate. Syndicate, mob, outfit, Cosa Nostra — call it what you will — has numerous definitions. The economist may call it an illegal cartel ; the student of political science or law may refer to it as a government within a government. We prefer to call it a cancer on the body of the cities of our nation where it exists. Whether tightly or loosely organized, the important fact is that it exists.

We will use for the syndicate a working definition that should be acceptable to all students of organized crime : It is that association of hoodlums, gangsters, corrupted public officials, hangers-on and fellow travelers who operate in multifarious activities, legal and illegal, for the express purpose of organized preying on the public. Its purposes are the gathering of immense profits and the power necessary to insure further profits without undue pressure from the authorities or legitimate competition. It is concerned not with the source of its profits — they may come from illegal or legal pursuits.

The syndicate does not consist only of the Accardos, Giancanas, Alde-  
risios and Aiuppas. It is a social cancer whose membership is comprised mostly of leeches, parasites and fellow travelers. It is the conviction of the Chicago Crime Commission that the spotlight must be placed on the lowest

level contributor to the workings of organized crime as well as the leaders who are prominently in the press. The leaders can operate only so long as they are insulated by those who do the dirty work and those who connive with them.

## **SUCCESSFUL PROSECUTIONS OF GANGSTERS**

Before detailing the composition of the syndicate in Chicago, we emphasize that in recent years significant accomplishments have been recorded in Chicago's courts in the fight against the membership and fellow travelers of the syndicate. The accomplishments clearly illustrate that the syndicate can be prosecuted successfully. The historic "immunity" these parasites have seemed to enjoy can be penetrated and society can protect itself against the social cancer we call organized crime. The formula for success has not been the application of unique methods but rather has been the fundamental system whereby the investigative agencies, the prosecutor's office and a willing public have worked long and hard in common effort.

While there have been many successful prosecutions, the sentences, unfortunately, have frequently not been commensurate with the crime and the criminal. Far too little public attention is paid to the sentencing of syndicate members who have been successfully prosecuted. In some cases, such as those involving refilling of liquor bottles, providing false information on federal retail liquor dealer applications and hijackings with unspectacular sums involved, the sentences do not reflect awareness of the organized crime connection of the defendants or their businesses. Sentences like a \$200 fine or an hour in the custody of the United States Marshal are not going to deter members of the syndicate. Neither will the imposition of a sentence to run concurrently with one earlier imposed, as occurred in a recent case involving a leading mobster.

Increased public attention to the sentencing of organized criminals is essential. The community, by its expressed interest, must do all that it can to demand sentences of sufficient impact to make career crime completely unprofitable.

The following convictions are a tribute to the dedicated investigators who uncovered the evidence, the conscientious prosecutors who persevered under ever tightening rules of evidence and procedures and especially to those few citizens who stepped forth to furnish the facts and testified as to the illegal activities that were the basis for these convictions.

## **1967 CONVICTIONS**

ANTHONY MENOLASCINO, convicted of failure to pay federal wagering tax. Sentence : One year in prison.

MARSHALL CAIFANO, convicted of interstate fraud involving counterfeited stock certificates. Sentence : Twelve years in prison to run concurrently with the 10 years sentence he was already serving, (CAIFANO's co-defendants, JOHN FANNON, DOMINIC DONATO, and ANTHONY GALLAS were also found guilty and sentenced to three years and four years, respectively.)

ALBERT MILSTEIN, licensee of the Stop-Lite Tavern, convicted of possessing refilled liquor bottles. Sentence : Six months in jail and a \$1,000 fine.

ERNEST INFELICE, MORRIS SALETKO, ANTHONY LEGATO, FRANK GALLO, JOSEPH ROSSI, THOMAS DANIEL BAMBULAS, EMIL CROVEDI, ROY NIELSON, KENNETH BRATKO, JOHN ANTHONY BORSELLINO, JOHN VARELLI and ALBERT CARDENAS, convicted of conspiracy to possess goods stolen from interstate commerce. Sentences : 10 to 20 years. (These amounted to what is believed to be the greatest number of significant syndicate defendants and total number of years in sentences resulting from one trial.)

RICHARD HAUFF, convicted of an interstate fraud violation. Sentence : Three years on each of five counts to run consecutively with a sentence imposed in 1966.

SAM BATTAGLIA, JOSEPH AMABILE and DAVE EVANS, convicted of conspiracy to commit extortion affecting interstate commerce. Sentences : BATTAGLIA and AMABILE, 15 years ; EVANS, 10 years.

WILLIAM MESSINO, JOSEPH LOMBARDI JR., GEORGE BRAVOS and SAM MERCURIO, convicted of aggravated kidnaping and related charges. Sentences : MESSINO, 10-30 years ; LOMBARDI, 20 years ; BRAVOS and MERCURIO, 5-20 years.

FRANK PARRILLO, convicted of possession of refilled liquor bottles.

JOSEPH IATAROLO, GEORGE VICTOR NASSE, ORLAND DAVID, ROBERT DAVID and HERMAN DAVID, convicted for auto theft conspiracy. Sentences : 3 to 5 years.

FASQUALE ACCETTURA, convicted of interstate transportation of a stolen motor vehicle. Sentence : 5 years.

ROCCO POTENZO, convicted of failure to pay the retail liquor dealers' special tax. Sentence : \$1,000 fine.

ANTHONY ROCCO SILVESTRI, convicted on a charge of interstate transportation of stolen property. Sentence : 6 months in custody and 3½ years probation.

JAMES VERCILLO and FRANK J. FALBO, convicted for violations of the wagering tax laws. Sentence : 6 months in jail and 3 years probation.

JOHN FEZEKAS, and EUGENE IZZI, convicted on charges of interstate travel in aid of racketeering. Sentences : FEZEKAS, probation ; IZZI, 3 years in custody of Attorney General.

### 1966 CONVICTIONS

HUNTER W. HINSON, LOUIS H. SULLIVAN and DOYLE McGUIRE, convicted of interstate travel in aid of racketeering. Sentences : initially, 5 years but later reduced to 90 days.

SHELDON TELLER and JOHN D. SULLIVAN, convicted for violation of the Federal narcotics laws. Sentences : TELLER, 18 years ; SULLIVAN, 9 years.

RICHARD W. HAUFF and ARTHUR N. NASSER, convicted of conspiracy in U.S. District Court. Sentences : 3 years.

ERNEST SANSONE, convicted of failing to register with Customs authorities before leaving the United States for Mexico. Sentence : 1 year.

RICHARD E. GORMAN, convicted on charges of violations of the Internal Revenue code. Sentence : 3 years.

ANTHONY MAGGIO, charged with violation of a previous probation. Sentence : 1 year.

VINCENT (THE SAINT) INSERRO, convicted for failure to file income tax returns. Sentence : 2 years plus probation.

ELO RUGENDORF and LARRY ROSENBERG, convicted for violation of the bankruptcy laws and interstate transportation of stolen motor vehicle laws. Sentences : 5 years in the custody of the Attorney General.

JOSEPHINE PAWALK, CHARLES ROSS and BERNARD MAYES, convicted of arson. Sentences : PAWLAK, 2 to 8 years ; ROSS, 2 to 6 years ; MAYES, 3 years probation.

BENJAMIN R. STEIN, convicted on charges of making illegal gifts to union officials in violation of the Taft-Hartley Act. Sentence : 18 months.

ANTHONY R. PINELLI, convicted of violating the Internal Revenue statutes. Sentence : probation 2 years, \$2,000 fine.

ROBERT J. McDONNELL, ERNEST (ROCKY) INFELICE, JOSEPH (COWBOY) MIRRO, FRANK SANTUCCI and AMERICO DE PIETTO, convicted on charges of conspiracy to transport stolen money orders in interstate commerce. Sentences : 5 years.

ROCCO PRANNO, WAYNE SEIDLER and PETER ANDERSON, convicted for extortion and conspiracy. Sentences : PRANNO, 15 years ; SEIDLER, 5 years ; ANDERSON, 3 years.

JASPER CAMPISI and TONY CIRIGNANI were held in contempt of court and committed to Cook County Jail following their appearance before a Cook County grand jury where both men hid behind the Fifth Amendment.

ALBERT ROVIARO, convicted on narcotics charge. Sentence : 10 years.

PAT MANNO, ROBERT WOLCUFF, SANFORD BURTON WOLCUFF, JOHN LO RUSSO and LARRY FREEDMAN, convicted of violation of the bankruptcy act.

MURRAY HUMPHREYS, indicted for perjury in his testimony before a Federal grand jury. Humphreys died before this indictment was prosecuted.

WILLIAM MONACO and ROBERT ARMIDANO were convicted for possessing a black powder bomb. Sentences : MONACO 2 to 5 years ; ARMI-DANO, 6 months jail and 4½ years probation.

SAM DE STEFANO convicted on a charge of conspiracy to commit perjury. Sentence : 3 to 5 years.

JOSEPH JACK POLITO and LEO ENRICO CASALE, convicted for violations of a new Federal statute pertaining to sports bribery.

FELIX (MILWAUKEE PHIL) ALDERISIO, convicted for violation of the Federal extortion statute. Sentence 4½ years.

SAMUEL GIANCANA, was sentenced to jail for contempt of the Federal grand jury. Served 1 year.

WILLIE EUGENE ENGRAM, convicted for violation of the Federal firearms act. Sentence : 5 years in custody of Attorney General.

ANTHONY GENNA and JOSEPH SARILLO, convicted for battery and intimidation. Sentences : 6 months.

Also convicted during the past several years in various cases charging mail fraud, conspiracy, or bankruptcy fraud were VINCENT EDWARD WINEL, MORTON SCHULMAN, ALLAN SOLOMON, ALEX APUZZO, AL HARA, ROBERT BERK, ANGELO FERRARA, RONALD HAMU, JAMES E. CORCORAN, MARTIN J. SANTA, JOE SMITH and GEORGE DASHO.

On February 24, 1966 the Cook County Criminal Court upheld the law creating the Illinois Crime Investigating Commission and that Commission's power to subpoena witnesses. The direct consequence of this ruling was that the following alleged juice racket gangsters will have to attend hearings before the Illinois Crime Investigating Commission when recalled or be in contempt of the Cook County Criminal Court : FIORE BUCCIERI, FRANK BUCCIERI, JOSEPH GRIECO, CHRIS CARDI, DOMINIC CARZULO, JOSEPH GAGLIANO, PETER ORI, LENNY PATRICK and ANTHONY SPILOTRO.

During 1966, 224 convictions were obtained against defendants named in gambling indictments from Cook County. Pending in the Cook County courts are 130 wire room cases growing out of arrests made by the police.

In addition to its investigative work on many of the above cases, the Federal Bureau of Investigation has been a major contributor to the program aimed at the gambling fraternity. During the past 4 years, over 140 raids have been conducted based on information supplied by the FBI. These raids have resulted in over 369 convictions, confiscation or destruction of one-half million dollars in gambling paraphernalia and over \$150,000 in U. S. currency confiscated.

### **THE CHICAGO SYNDICATE**

An evaluation of the Chicago syndicate requires an effort at defining the upper echelon that really is the controlling force. In this upper echelon the Chicago Crime Commission includes the following names :

Anthony Joseph Accardo  
Gus Alex  
Sam Battaglia  
Fiore Buccieri  
Jack P. Cerone  
William Daddano, Sr.  
Paul "The Waiter" Ricca—DeLucia  
Joseph DiVarco  
Sam Giancana  
Frank LaPorte  
Ralph Pierce  
Ross Prio  
Edward Vogel

Members of the Chicago crime syndicate draw their strength from loosely defined geographical areas of operation. While there is a continual shifting of boundaries and overlapping of areas of interest, the following are the major geographical areas of influence :

Chicago Loop—Gus Alex  
Chicago Near North Side—Joseph DiVarco, Joseph Arnold  
Chicago Far North and Northwest Suburbs—Leonard Patrick, Ross Prio  
Chicago Far West and West Suburbs—Sam Battaglia, William Daddano,  
Sam Giancana  
Chicago South Side—Ralph Pierce  
Chicago South and Southwest Suburbs—Frank LaPorte, Fiore Buccieri

We have already defined the syndicate in Chicago as being a loose amalgamation ranging from the tightly knit hoodlums at the top down to

the petty criminals who contribute so materially to its existence. There follows a group of persons who deserve to be identified with the syndicate because of their activities in recent years. They have one common tie — a contribution either direct or indirect to furthering the purposes of the syndicate. Some are clearly members of the Chicago crime syndicate, others are fellow travelers and still others are dupes of the "outfit". Many are the pawns that do the bidding of the mob, who break the laws and take the risks, all to insulate "Mr. Big" and his lieutenants from the courts.

(NOTE : This list with ages and last known addresses does not purport to be all inclusive. Many names under indictment or investigation have of necessity been omitted.)

ABLE, EDWARD, 59, 6749 S. Laflin  
ACCARDO, ANTHONY JOSEPH, 61, 1407 N. Ashland Ave., River Forest  
ACCETURA, PASQUALE, 38, 6137 S. Massasoit  
AIUPPA, JOSEPH, 60, 4 Yorkshire Drive, Elmhurst  
ALDERISIO, FELIX (PHIL), 56, 505 Berkley, Riverside  
ALEX, GUS, 53, 1150 North Lake Shore Drive  
ALLEGRETTI, JAMES, 63, U. S. Penitentiary, Terre Haute  
ALOISIO, WILLIAM "Smokes", 60, 2434 North Lorel  
ALTIERE, JOSEPH, 33, 1543 W. Grenshaw  
AMABILE, JOSEPH, "Joe Shine", 51, 4N474 Linda Lane, Addison  
ANDERSON, NELSON, 51, 6242 S. Normal  
ANDERSON, PETER, 68, 1719 N. Mannheim Road, Stone Park  
ANGILINI, DONALD, 41, 912 Euclid, Elmhurst  
ANNORENO, STEVE, 35, 938 Jackson, River Forest  
ARLOTTA, JOSEPH, 44, 721 Seward, Evanston  
ARMIDANO, ROBERT, 26, 4715 W. Monroe Street  
ARNOLD, JOSEPH, 55, 2724 W. Winnemac  
AURELI, FRANK A., 47, 5501 W. Washington  
BACINO, PHIL, 65, 14 163rd St., Calumet City  
BAKES, NED CHARLES, 63, 900 Lake Shore Drive  
BACARELLA, MICHAEL, 40, 1210 N. Parkside  
BACKUS, JOSEPH, 7607 Sheridan  
BASTONE, CARMEN, 36, 7207 Breen, Niles  
BATISTE, LAURENCE, 118 E. 55th Street  
BATTAGLIA, SAM, 62, 1114 N Ridgeland, Oak Park  
BLASI, DOMINICK, 56, 1138 Park Ave., River Forest  
BRANCATTO, DOMINICK, 61, 1629 Sherwin  
BRAVOS, GEORGE, 54, 715 N. Pulaski  
BRAVOS, NICK, 53, 8831 Kathy Lane, Des Plaines  
BRIATTA, LOUIS, 59, 1074 Polk Street  
BRUSCATO, FRANK, 39, 2417 Bryn Mawr

BUCCIERI, FIORE, 62, 3004 S. Maple, Berwyn  
 BUCCIERI, FRANK, 48, 2020 Arthur, Park Ridge  
 BUONAGUIDI, LAWRENCE, 51, 2618 N. Francisco  
 CAIFANO, MARSHALL, 54, 222 N. Marion, Oak Park  
 CAMPANELLI, JOHN, 49, 1401 Leymone, Melrose Park  
 CAMPISE, JASPER, 52, 1631 N. Newland  
 CAPONE, ALBERT, 61, 1926 17th Ave., Melrose Park  
 CAPONE, JOHN ERMINO, 63, 5427 Hyde Park  
 CAPONE, RALPH, 74, Mercer, Wisconsin  
 CARDENAS, ALBERT L., 39, Route 20, Elgin  
 CARRINO, JOHN A., 57, 7534 North Ave., Elmwood Park  
 CARUSO, FRANK "Skid", 56, 215 West 23rd Street  
 CARUSO, MORRIS, 50, 218 W. 23rd St.  
 CATIZONE, ANTHONY, 40, 1710 17th Ave., Melrose Park  
 CERNOCKY, LOUIS, 69, 111 Lincoln Ave., Fox River Grove  
 CERONE, FRANK JOHN "Skip", 55, 4301 Judd, Schiller Park  
 CERONE, JACK P., 53, 2000 N. 77th Ave., Elmwood Park  
 CESARIO, SAM, 49, 917 S. Bishop  
 CIAPETTA, CASPER "John Carr", 49, 22 W. 326 Glen Park, Glen Ellyn  
 CICONTE, FRANK D., 36, 1611 N. 23rd, Melrose Park  
 CIMITILE, JOHN, 61, 1025 N. Parkside  
 CORDOVANO, JAMES R., 46, 462 W. 28th Place  
 CORNGOLD, JOSEPH, 71, 1828 S. 59th Ct., Cicero  
 CORTINA, DOMINIC P., 45, 2021 N. 76th Ave., Elmwood Park  
 COVIELLO, ROY, 54, 6666 Devon  
 DADDANO, WILLIAM, Sr., 54, 8109 W. 26th St., North Riverside  
 DAVID, HERMAN, 78, 14823 Grant St., Dolton  
 DAVID, ORLAND, 47, Frankfort, Ill.  
 DAVID, ROBERT, 45, 14823 Grant St., Dolton  
 DE BIASE, JOHN "Bananas", 66, 638 N. Euclid, Oak Park  
 DE CHIARO, GUIDO, 61, 1725 Thatcher, Elmwood Park  
 DE GEORGE, JAMES, Hancock, Wisc.  
 DE GRAZIA, ROCCO, 70, 171 N. 25th Ave., Melrose Park  
 DE LUCIA, PAUL, 71, 1515 N. Bonnie Brae, River Forest  
 DE LULIO, LEO E., 38, 608 S. May  
 DE ROSA, ANTHONY, 52, 4252 N. Whipple  
 DE ROSE, SALVATORE, 46, 1210 S. Austin, Cicero  
 DE STEFANO, MARIO, 52, 2613 S. Mayfair, Westchester  
 DE STEFANO, SAM, 56, 1656 N. Sayre  
 DI BELLA, DOMINICK, 64, 2603 W. Wright, McHenry  
 DI CARO, CHARLES "Specs", 55, 706 W. 26th Street  
 DINE, JOHN T., 54, 7445 S. Kingston  
 DI PIETTO, AMERICO, 51, U. S. Penitentiary, Leavenworth



DI VARCO, JOSEPH, 56, 4275 Jarvis, Lincolnwood  
 DONATO, DOMINIC, 52, 6107 W. 80th Place, Oak Lawn  
 EHRENBERG, SAM, 64, 8238 E. Prairie, Shokie  
 ELDORADO, ANTHONY "Tony Pine", 51, 5643 W. Madison  
 EMERY, RALPH, 57, 848 Memorial Drive, Chicago Heights  
 EMODY, ALFRED, 43, 1017 W. 100th Place  
 ENGLISH, CHARLES, 52, 1131 N. Lathrop, River Forest  
 ENGLISH, SAM, 50, 1800 S. Austin, Cicero  
 ETO, KEN, 47, 1034 Grandville, Park Ridge  
 EULO, FRANK "Sharkey", 60, 1838 N. 77th Ct., Elmwood Park  
 FALBO, FRANK J., 42, 311 N. Pine  
 FANNON, JOHN, 46, 149 S. E. 14th Lane, Miami  
 FECARATTO, JOHN, 38, 201 Michaux Road, Riverside  
 FERRIOLA, JOSEPH A., 270 South Cote Road, Riverside  
 FEZEKAS, JOHN, 57, 561 Ingram, Calumet City  
 FIDANZI, GUIDO, 38, 220 Arquilla Drive, Chicago Heights  
 FRABOTTA, ALBERT "Obbie", 55, 3950 Lake Shore Drive  
 FRANZE, FRANK, 1729 Cambridge, Flossmoor  
 FRATTO, FRANK, 60, 6300 N. Olcott  
 FRISCH, FRANK W., 2600 W. 25th Street  
 GAGLIANO, JOSEPH, 52, 1731 Thatcher, Elmwood Park  
 GALLO, FRANK K., 8307 Olcott, Niles  
 GARAMBONE, NICHOLAS, 3706 W. Huron  
 GIANCANA, CHARLES, 45, Rt. #1 Lexington Field, Palatine  
 GIANCANA, SAM, 58, 1147 S. Wenonah, Oak Park  
 GIANOLA, LEONARD, 57, 7344 N. Tripp, Lincolnwood  
 GLIMCO, JOSEPH, 58, 629 Selbourne Rd., Riverside  
 GLITTA, MIKE, 47, 238 N. Chester, Park Ridge  
 GODFREY, HYMAN, 59, 903 Newcastle, Westchester  
 GRIECO, JOSEPH, 39, 4600 N. Overhill, Norridge  
 GRIFFIN, CLARENCE, 41, 7144 S. East End  
 HAUFF, RICHARD, 33, Marina City Apartments  
 HECKMYER, MAX, 51, 6316 N. Mozart  
 INFELICE, ERNEST ROCCO, 47, 1407 LeMoyne, Melrose Park  
 INSERRO, VINCENT JOSEPH, 56, 2236 Northgate, North Riverside  
 IZZI, EUGENE, 42, 13323 S. Commercial  
 KAPANDE, JAMES, 48, 3430 W. Parker  
 KATZ, PHIL, 59, 2969 Sheridan Road  
 KLOTZ, "MORRIS" MAURICE, 54, 3110 N. Sheridan  
 KRUSE, LESTER "Leslie Earl", 60, 8016 Prairie, Skokie  
 KUSHNER, HENRY "Red", 59, 2400 N. Lakeview  
 LA PORTE, FRANK, 66, 1730 Cambridge, Flossmoor  
 LARDINO, JOHN, 60, 1201 Belleforte, Oak Park

LARNER, HYMAN, 54, 1080 North Ave., Highland Park  
 LEADER, DAVID, 33, 5650 Kerbs  
 LE GATO, ANTHONY F., 37, 10340 S. Laramie, Oak Lawn  
 LIEBE, GUS, 67, 3644 Lake Shore Drive  
 LISCIANDRELLA, FRANK, 49, 2136 W. Ohio  
 LOMBARDI, JOSEPH, 38, 2210 Ohio  
 LO RUSSO, JOHN, 43, 4558 S. LaCrosse, Mt. Prospect  
 LUZI, FRANK, 39, 212 W. 29th Place, South Chicago Heights  
 MACK, FLORENCE, 39, 1619 N. Whipple  
 MAGGIO, DONALD, 40, 1624 N. Broadway, Melrose Park  
 MANCINI, DOMINICK, 36, 1629 N. Paulina  
 MANFREDI, LEO, 51, 1873 S. Austin, Cicero  
 MANISCALCO, ANTHONY, 5634 Goodman  
 MANNO, PAT, 34, 1101 Lyman, Oak Park  
 MANZELLA, JOHN, 44, 4503 N. Kedzie  
 MARTIN, FRED, 43, 9326 N. Keeler, Skokie  
 MATASSA, JOHN, 47, 1655 N. Nashville  
 MAYES, BERNARD, 36, 4833 Winthrop  
 MC DONNELL, ROBERT, 42, 1246 Franklin Ave., River Forest  
 MC GUIRE, DOYLE, 32, 2421 S. Sawyer  
 MC GUIRE, WILLIAM, 44, 1419 W. Garfield  
 MENOLASCINO, ANTHONY, 35, 2541 N. 74th Court, Elmwood Park  
 MERCURIO, SAM, 44, 3357 N. Nottingham  
 MESSINO, WILLIAM J., 47, 2037 N. 77th Ave., Elmwood Park  
 MEYERS, JOSEPH "Yussie", 661 Sheridan  
 MINKUS, SAM, 50, 1127 W. Albion  
 MIRRO, JAMES "Cowboy", 52, 1548 S. 61st Ct., Cicero  
 MONACO, WILLIAM, 28, 625 Washington, Oak Park  
 NASSE, GEORGE VICTOR, 37, 5231 Sheridan Rd.  
 NASSER, ARTHUR N., 39, 616 W. Grace Street  
 NICOLETTI, CARL, 55, 5673 Washington Blvd.  
 NICOLETTI, CHARLES, 50, 1638 N. 19th Ave., Melrose Park  
 NUCCIO, DOMINIC, 73, Webster Hotel  
 OBERLANDER, AARON, 50, 40 East Oak  
 ORI, PETER, 3817 Scott St., Schiller Park  
 ORLANDO, ANTHONY, 52, 5040 S. LaCrosse  
 ORLANDO, FRANK, 48, 5626 N. Cambell  
 PALERMO, NICK, 58, 1201 N. Broadway, Melrose Park  
 PANZICA, ANTHONY, 53, 5612 St. Charles Rd., Berkeley  
 PATERNOSTER, ROCCO, 48, 919 Cumberland, Park Ridge  
 PATRICK, LEONARD, 54, 2820 W. Jarlath  
 PHOTAKIS, GEORGE, 41, 3405 S. Cuyler, Berwyn  
 PHOTAKIS, JOHN, 47, 908 S. Keeler & 3405 S. Cuyler, Berwyn

PIERCE, RALPH, 62, 7743 S. Merrill  
 PINELLI, ANTHONY, 67, 6054 School Street  
 POLICHERI, BEN, 51, 8745 Oleander, Niles  
 POTENZO, ROCCO, 54, 8857 N. Kildare, Skokie  
 PRANNO, ROCCO, 51, U. S. Penitentiary, Leavenworth  
 PRIO, ROSS, 6485 Sauganash, Lincolnwood  
 RAIMONDI, MATT, 43, 6360 N. Lowell  
 ROMANELLI, MICHAEL, 46, 619 S. Loomis & 625 S. Loomis  
 ROSA, SAM "Slicker", 48, 805 N. 20th Ave., Melrose Park  
 ROSENTHAL, FRANK "Lefty", 38, Formerly of North Bay Village, Fla.  
 REED, ROBERT J., 4121 N. Sheridan  
 ROSS, CHARLES, 35, 4628 Kenmore  
 ROSSI, JOSEPH, 30, 2216 C. Cicero Ave., Cicero  
 ROVIARO, ALBERT, 47, Cedar Lake, Indiana  
 RUGENDORF, LEO, 52, 4020 Chase Ave., Lincolnwood  
 RUTHSTEIN, MILTON, 58, 7823 Jeffrey  
 SALETKO, MORRIS "Maesh Baer", 52, 4255 Chase Ave., Lincolnwood  
 SALVATORE, ROCCO, 56, 1114 N. Ridgeland Ave., Oak Park  
 SANSONE, ERNEST, 69, 6860 N. Loron  
 SANTUCCI, FRANK, 45, 13 Pulaski Rd., Calumet City  
 SARILLO, JOSEPH, 28, 4830 W. Thomas  
 SAULTERS, JEAN B., 43, 8145 S. Houston  
 SAWYER, HAROLD, 44, 5630 N. Fairfield  
 SCHUBERT, JERRY, 2906 W. 82nd Street  
 SCHUSTER, SIMON, 47, 1691 Berkley, Highland Park  
 SEIDLER, WAYNE, 38, 10025 Grand Ave., Franklin Park  
 SERITELLA, CHRIS, 46, 719 N. Kenneth  
 SHAPIRO, HELENE, 26, 5173 Hollywood  
 SMITH, ALYCE M., 39, 4116 N. Damen  
 SMITH, ARTHUR, 36, 5234 S. Michigan  
 SPADAVICCHIO, JOSEPH, 39, 7633 W. Armitage, Elmwood Park  
 SPILOTRO, ANTHONY J., 29, 1102 Maple, Oak Park  
 STEIN, BENJAMIN R., 61, 3300 N. Lake Shore Drive  
 SULLIVAN, JOHN D., 39, 5234 S. Dorchester  
 SULLIVAN, LOUIS H., 33, 2822 S. Sawyer  
 SZUMAL, RAY, 38, 6347 S. Lamon  
 TELLER, SHELDON R., 47, 9736 S. Longwood Drive, Chicago Heights  
 TOCCO, ALBERT CAESAR, 37, 20507 Dutra Ave., Chicago Heights  
 TOLOMEO, PHIL "Philly Beans", 40, 1829 N. Thatcher, Elmwood Park  
 TORELLO, JAMES "Turk", 36, 1836 S. 60th Court, Cicero  
 TORNABENE, ANTHONY, 49, 8 West Polk  
 TORNABENE, FRANK, 51, 6605 N. Rockwell  
 TORNABENE, LOUIS, 52, 7130 Euclid Avenue

TUFANELLI, GEORGE "Babes", 71, 11860 S. Bell  
VARELLI, JOHN, 41, 1519 Bonnie Brae, River Forest  
VERCILLO, JAMES, 52, 1537 N. 17th Ave., Melrose Park  
VISCO, NICK, 58, 7139 Milwaukee Avenue, Niles  
VOGEL, EDWARD, 73, 7730 N. Milwaukee Ave., Niles  
VOLPE, DOMINICK, 51, Plum Grove Estates, Palatine  
WILLIAMS, JAMES "Kid Riviera", 45, 8005 S. Calumet  
WOLCOFF, ROBERT, 32, 10081 Frontage Rd., Skokie  
WOLCOFF, SANFORD BURTON, 29, 555 W. Cornelia  
YARAS, DAVID, 53, 3600 N. Lake Shore Drive  
ZAPAS, GUS, 50, 4900 Morse, Skokie

### **THE NINE DANGER SIGNS OF THE SOCIAL CANCER KNOWN AS ORGANIZED CRIME**

There are nine recognizable signs that organized crime is moving in on a community :

- Social acceptance of hoodlums in decent society.
- Your community's indifference to ineffective local government.
- Notorious mobster personalities in open control of businesses.
- Deceptive handling of public funds.
- Interest at very high rates to poor risk borrowers (the juice loan).
- Close association of mobsters and local authorities.
- Arson and bombings.
- Terrorized legitimate businesses.
- Easily found gambling, narcotics and prostitution.

We have referred to organized crime as a social cancer because of the consequences to a community that its continuing growth promises. The man on the street should recognize these danger signs as leading to potential trouble ; we shall examine them briefly.

*Social Acceptance.* Social acceptance of hoodlums in decent society allows the gangster to receive the benefits of group living without sharing its responsibilities. Persons who consort with the hoodlums close their eyes to the impact they have on decent society. Take taxes as an example — you pay yours, but what about the hoodlum who lives down the street ? If he is a businessman, did he take your money for state sales tax and then fail to turn it over to the state ? What would your estimate be of increased revenues if all the hood-dominated enterprises paid their fair share of taxes ? Is that "golfing partner" at the country club the one who receives the ultimate profit from 200 teenagers hooked on dope this year ? Is that "part time"

legitimate businessman the one who gave the nod that resulted in one of the 1,000 gangland slayings? *Do not associate with hoodlums.*

*Your Local Government.* Has your community become indifferent to ineffective local government? Weak local government is the environment in which organized crime flourishes. *Know your local government, participate in it and do not allow it to be ineffective.*

*Notorious Mobsters' Controlling Business.* Notorious mobster personalities in open control of businesses that may be listed in a "front's" name is a fairly strong sign that your community is being infiltrated by the mob. When you see the man who cannot legally own a tavern or bar keeping his hands in the cash register, telling the employees what to do and making the purchases for the business it isn't because of special business skills. When you see this phenomenon ask yourself whether you are really interested in furthering the cause of organized crime, for this may be exactly what your dollars are doing. *Refuse to patronize hoodlum businesses.*

*Deceptive Handling of Public Funds.* Deceptive handling of public monies is not a new toy to the mob. One certainty is that it is quite difficult for an honest audit of the books to be made when the books are always in someone's brief case and for some odd reason this is the only set of records in existence. *Again, take part in local government and keep the mobsters out.*

*Interest at High Rates.* The juice loan follows the poor-risk gambler who cannot borrow from any other source to make another bet or roll another seven. Sometimes the unsuspecting find themselves in the grip of the "six for five" weekly interest rate loan shark. The majority of those hooked on the juice have no other source for financial assistance. *Refuse to deal with these men and notify the authorities when you see them operate.*

*Close Association of Mobsters and Public Officials.* When mobsters and public officials are so brazen as to meet in public without an effort at explanation, the tie between them is strong. For a long period of time certain public officials have walked both sides of the street. The Chicago Crime Commission will call to the attention of the news media those continuing associations in the future as we develop them and as they are reported to us by the public. *Inform the Chicago Crime Commission of those you observe.*

*Arson and Bombing.* Arson and bombing are not hallmarks of healthy competition. These tactics are used to assure a noncompetitive market for the products and services of the syndicate. *Report any knowledge you have of these tactics to the authorities.*

*Terrorized Legitimate Businesses.* Extortion, labor racketeering and all other forms of violence in the business world are tools members of the syndicate have used to gain an interest in a business or to extract payoffs from the businessman who deals with them. *Report threats promptly.*

*Easily Found Crime.* Where gambling, narcotics and prostitution prevail, the mob is at work. The profits from these vices — contributed by the public — make up the bank account out of which the mob payroll is met, the official is bribed, our system is corrupted and the empire of organized crime gets its basic strength. When Fred J. Cook wrote “A Two Dollar Bet Means Murder”, he described the syndicate lifeline. *Do not patronize the bookie, the dope peddler, the prostitute — when you see them operate, notify the authorities.*

These are the signs of the organized crime cancer. If you feel it has a grip on your community and want assistance, call the Chicago Crime Commission.

## **LEGIMATE BUSINESS AND THE HOODS**

The huge revenue the crime syndicate receives from gambling and other illicit enterprises has been used to infiltrate almost every type of legitimate business. Powerful underworld leaders have engaged in the food manufacturing, distribution and sales business, automobile sales, the steel industry, oil wells, dairy business, breweries, liquor sales and distribution, stock brokerage houses, banks, savings and loan associations, restaurants, night clubs, real estate, coin machine business, garbage collection, trucking, insurance, travel agencies, parking lots, shopping centers, television and radio manufacturing. There are few types of businesses or industries that have not been touched at one time or another by organized crime investments and there have been instances where crime syndicates have controlled substantial segments of the economy. In numerous instances the leaders of organized crime have controlled labor unions. And in whatever activity organized crime engages, legitimate or illicit, its method of operation is the same — the maintenance of a monopoly through extortion and violence or imposing the fear of violence.

The concern the hood has relative to the internal revenue laws — particularly since the fall of “Scarface” Al Capone — along with the many advantages to be gained from undisclosed ownership of a business has resulted in the concealment of the organized crime element names from most of the businesses they own or control. This concealment through the use of the “respectable” front as the owner is a device that results in the unaware public pouring more and more money into the coffers of the mob.

The Chicago Crime Commission feels that the public should know those businesses in which the hoodlums have an ownership interest as well as those where the facts show some association between the owners or operators and known members of the syndicate.

The following lists are set forth to illustrate the variety of enterprises involved and are not intended to be all inclusive.

## I

*Businesses that have ownership in some degree listed in the name of a member of the Chicago Crime Syndicate :*

### ***APEX AMUSEMENT CORPORATION***

*7730 North Milwaukee Avenue*

*Niles, Illinois*

owns and installs juke boxes in various locations throughout this area with the revenue derived from the play of the machines being divided between Apex and the location owner or lessee. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect the officers of Apex to be Julius Zimmeroff and Edward Vogel. The 1967 directors are Edward D. Vogel, Julius Zimmeroff and William W. Vogel. In 1950, in hearings then being conducted before the United States Senate Committee headed by Senator Kefauver, Edward Vogel was identified as being in control of all juke boxes in the Uptown District of Chicago, Cicero and other parts of Cook County, Illinois. In 1963 this same Vogel was identified by the United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations as being a member of the Chicago crime syndicate.

### ***B & B FINANCE COMPANY***

*1272-78 North Milwaukee Avenue*

*Chicago, Illinois*

shares this address with Moeller Brothers, Inc., furniture store. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect the B & B officers as follows : James Bianco, president ; Fiore Buccieri, secretary ; and Melvin R. Parnell, registered agent. James Bianco is listed as president of Moeller Brothers, Inc. The 1963 Permanent Subcommittee on Investigations of the United States Senate identified Fiore Buccieri as a member of the Chicago crime syndicate.

*B & D ACCEPTANCE COMPANY, INC.*

*2311 North Western Avenue*

*Chicago, Illinois*

is a finance company dealing with local and some transient trade. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Charles English as president and Lorraine English as secretary. Lormar Acceptance Company, Inc., and Lormar Distributing Company, Inc., are listed at the same address with the same officers. The United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations of the Committee on Government Operations in October, 1963 identified Charles English as a top west side juke box racketeer in the Chicago crime syndicate. Charles English is married to Lorraine English.

*COMMERCIAL PHONOGRAPH SURVEY*

*25 East Chestnut Street*

*Chicago, Illinois*

At the time this business was incorporated it had a listed purpose to promote understanding and public relations between location owners and operators of juke boxes and recorded music. The Illinois Secretary of State's records for the year 1965 revealed that the officers of the corporation were Michael Dale, president ; Frank Smith, secretary ; and Joseph Gagliano, treasurer. In 1965 this company was dissolved as a corporation but after that date there appeared in the Chicago papers an assumed name notice where the name Commercial Phonograph Survey, located at 25 East Chestnut Street, was reported along with the "true names and addresses of owners" being Michael Dale, 25 East Chestnut Street, and Joseph Gagliano, 25 East Chestnut Street. Frank Smith is a brother of Fred Smith who was reported along with Joseph Gagliano as being members of the Chicago crime syndicate by the 1963 United States Senate Permanent Subcommittee.

*EL-CAR INTERNATIONAL LIMITED*

*5939 1/2 West Roosevelt Road*

*Cicero, Illinois*

manufactures and wholesales advertising specialties which commercial concerns buy to advertise and also as gifts for their employees. This firm was incorporated in Illinois in 1966 with the following officers : John Carr, president ; Joseph Corngold, vice president ; and Joseph Elkes, secretary-treasurer. John Carr, known to police authorities as Kasper J. Ciapetta, has been arrested several times on gambling charges. Joseph Corngold was identified by Louis Campagna (a top syndicate hood now dead), who



testified before the Kefauver Senate Committee, that he was a partner in the El Patio Club (prominent Cicero gambling establishment) with Joseph Corngold. Corngold has been identified by other hoods as being a partner in several gambling establishments. Carr and Corngold are brothers-in-law.

*H & H RESTAURANT*  
*203 North LaSalle Street*  
*Chicago, Illinois*

The 1966 records of the City of Chicago Collector's Office reflect that the licensee of the H & H Restaurant was Morris Saletko. Saletko is presently under a ten-year sentence for conspiracy in a syndicate oriented theft from interstate shipment ring that netted nearly \$1,000,000 in merchandise for the thieves. Saletko is still on the street pending the outcome of his appeal. It is interesting that during his trial he stated that he earns \$60 per week as a cashier in the H & H Restaurant. An astounding fact is that this wage has Saletko living in a \$55,000 home in Lincolnwood. The 1963 Senate Permanent Subcommittee listed Saletko as a member of the crime syndicate.

*J & R CLEANERS*  
*6410 West Roosevelt Road*  
*Oak Park, Illinois*

operates self-service dry cleaners and laundries in the Chicago area. Other locations are 653 North Cicero Avenue, 3659 West Division Street, 4124 West 63rd Street and 6240 West Cermak Road, Berwyn. The owners and partners of this company in March, 1967 were Otellio Ramelli and Joseph Farriola. Farriola is also known as Joe Ferriola and Joe Negal. Ramelli is married to Fiore Buccieri's niece. Joseph Ferriola was named in 1963 by the United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations as being a member of the Chicago syndicate.

*HYDE-PARK INSURANCE AGENCY, INC.*  
*1660 East 55th Street*  
*Chicago, Illinois*

The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect the officers of this corporation to be Hyman Godfrey, president, and Maxwell Fields, secretary and treasurer. In April, 1963 police raid of the El Patio, 5015 Cermak Road, Cicero, Illinois, resulted in Godfrey's arrest. A surveillance of a meeting during August, 1963 of leading members of the Chicago crime syndicate — Tony Accardo, Frank Ferraro, Gus Alex, Ralph Pierce, John

Cerone and Joseph Glimco — developed that Godfrey acted as the courier with telephone messages for the meeting hoods. Hyman Godfrey, whose true name is Gottfried, was identified as a member of the Chicago syndicate by the 1963 Permanent Subcommittee on Investigations of the United States Senate.

*LORMAR ACCEPTANCE COMPANY, INC.*

*2311 North Western Avenue*

*Chicago, Illinois*

is a finance company which was listed in the 1966 Illinois Secretary of State's records as having Charles English, president and registered agent, and Lorraine English, secretary. At the address listed for this corporation are the B & D Acceptance Company, Inc., and the Lormar Distributing Company. Charles English was identified as a member of the Chicago syndicate by the United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations in 1963.

*SHIRTS UNLIMITED*

*843 North State Street*

*Chicago, Illinois*

is a men's haberdashery open to the public. The State of Illinois Department of Revenue, under Sales Tax No. 35728, reveals the owners to be Joseph Arnold and Joseph DiVarco. The United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations in 1963 named Joseph Arnold and Joseph DiVarco as members of the Chicago crime syndicate.

## II

*Businesses that have an indirect connection with someone in the Chicago crime syndicate.* This connection may be ownership of the business by a relative of one of the Chicago crime syndicate, continued business dealings with members of the Chicago crime syndicate, personal associations between the owners and members of the Chicago crime syndicate, use of premises as meeting places for members of the outfit or employment of an active member of the Chicago crime syndicate.

*ALHARA MANAGEMENT CORPORATION*

*5206 North Sheridan Road*

*Chicago, Illinois*

builds hotels and motels under the name of the Trans-American Construction Company, Inc. They are then managed by the captioned corpora-

tion. Both businesses are listed at the Sheridan Road address. The 1966 Illinois Secretary of State's records list the officers of the subject corporation as Harry Boshes, president ; Albert M. Nadolna, secretary.

Historically, Boshes has been identified with former North Clark Street strip tease joints as an operator having spent many years in this activity. In 1950 he was charged with beating two conventioners who protested paying \$28 for eight drinks. The battery was alleged to have been done with a baseball bat at the French Casino on North Clark Street. The license was revoked shortly thereafter and upon re-opening the name Albert Nadolna appeared as the new operator.

During the investigation of the Leo Foreman murder in 1963 the investigators discovered Boshes' name in the exclusive diary maintained by the murdered juice racket collector.

Jimmy Allegretti and Joey DiVarco were seen giving operating commands to Boshes when he was in the North Clark Street area. These are the same Allegretti and DiVarco who are listed in the Permanent Subcommittee records of the United States Senate as being members of the organized crime syndicate in Chicago.

#### ***B-G BUILDERS***

*5420 North Harlem Avenue  
Chicago, Illinois*

The 1966 Illinois Secretary of State's records list Sander Caravello, president ; Katherine Miller, secretary.

Caravello has been arrested numerous times and in 1937 he was sentenced to prison for five years for conspiracy. In August 1965, Sander Caravello was arrested along with Joseph Lombardi, Sam Mercurio, George Bravos and Willie Messino and all were charged with aggravated kidnapping, aggravated assault, intimidation and conspiracy to commit those crimes. This Willie Messino was identified as a member of the Chicago crime syndicate by the United States Senate Permanent Subcommittee in 1963. The above juice trial resulted in a guilty verdict being returned against Lombardi, Mercurio, Bravos and Messino with a not guilty verdict returned against Caravello. During testimony at the trial, victims of these crimes testified that they were taken to the offices of B-G Builders where he demands for juice payments were made.

#### ***BELCORE ELECTRIC CONSTRUCTION COMPANY***

*Melrose Park, Illinois*

The Illinois Secretary of State's records reveal that Anthony J. Belcore, reported in 1961 as owner of captioned company, is director of the Santa

Fe Saddle and Gun Club. The Santa Fe Saddle and Gun Club is located on property purchased by convicted bookmaker Donald J. Angelini. Angelini and his wife deeded the property to Anthony Eldorado. Eldorado is a convicted armed robber and was identified in the hearings on organized crime before the Senate Permanent Subcommittee in 1963 as being a member of Chicago crime syndicate. The taxes on the Santa Fe Gun Club property are paid by Joseph Scaramuzzo.

Investigators reported that Anthony Belcore was seen in the company of Frank and Fiore Buccieri departing for a fishing village in Montana, in October, 1966. Both Buccieri were identified before the Senate Permanent Subcommittee as being members of the Chicago crime syndicate.

In March 1967, the Santa Fe Saddle and Gun Club sponsored a dinner dance at the Edgewater Beach Hotel in Chicago and some of the individuals reportedly in attendance were Joseph Aiuppa, Ross Prio, Joey DiVarco, Dominic DiBella and Willie Messino, all having been identified as members of the Chicago crime syndicate before the Senate Permanent Subcommittee in 1963.

*BERN ELECTRIC COMPANY, INC.  
5937 W. Grand Ave.  
Chicago, Illinois*

The 1966 Illinois Secretary of State's records list Bernard Grizaffi as president ; Catherine Marchionne, secretary ; Bernard Grizaffi, Sr., registered agent. Grizaffi senior died in 1960.

This company was involved in construction of homes for Jack Cerone and Frank Cerone. Bernard Grizaffi was a vice president of Eden Land and Building Company, 1963, at the same time that Frank V. Pantaleo appeared as Eden president. Frank Pantaleo is the owner of Frank V. Pantaleo Company which supplied the concrete work in the construction of the above homes. Pantaleo was once a partner with Charles "Cherry Nose" Gioe and Pantaleo was also active in the construction and remodeling of homes for such syndicate members as Anthony Accardo and Joseph Glimco. Eden Land and Building Company in 1965 listed Sam N. Syracuse and Alfonse J. Cardamone as partners. Cardamone opened a west suburban bank account under the name of the Northern Illinois Music Company listing himself, Joseph Glimco and Sam Battaglia as officers of the company.

Bernard Grizaffi and Sam Giancana's chauffeur, Dominic Blasi, were shown in a Northwest News photograph welcoming newcomers into their Schiller Park, Illinois, home.

### **CHICAGO HEIGHTS DISTRIBUTING COMPANY**

*1524 Union Street*

*Chicago Heights, Illinois*

sells liquor to Chicago Heights and Kankakee, Illinois, taverns. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Sam Maculuso, president, 261 Highland Drive, Chicago Heights, Illinois ; Nick Costello, secretary, 1412 Schilling Ave., Chicago Heights, Illinois ; and James Giambrone, principal agent, 956 W. Webster Ave., Chicago, Illinois.

In August, 1961 Nick P. Costello attended the Accardo-Palermo wedding. During the trial of Anthony J. Accardo for violation of the income tax laws, John Maculuso testified as a witness, relating that he had purchased beer from Accardo during the time Accardo was supposedly a salesman for Premium Brewery.

### **FULLERTON WHOLESALE TOBACCO DISTRIBUTOR**

*2634-38 West Fullerton Avenue*

*Chicago, Illinois*

does business out of the same address as Zenith Vending Corporation. It deals in the distribution of tobacco products as indicated by its company name. The officers are Charles Buffano, president ; Kenneth S. Leonard, treasurer ; and Ben King, secretary.

Charles Buffano was manager for the Suburban Cigarette Service headed by Ralph Capone for twenty years.

Leonard is also president of the Zenith Vending Corporation and when interviewed by a metropolitan newspaper reporter in 1963 he admitted that Chicago hoodlum Ross Prio was employed by him.

Interest in this case is directed to the Illinois statutes which provide for a rebate to wholesale tobacco dealers up to and including the first \$700,000 purchased. After the \$700,000 figure is reached the rebate decrease.

### **GILDOM CLEANERS**

*3335 West Chicago Avenue*

*Chicago, Illinois*

is operated by Dominic Carzoli. In 1966 he was arrested in a police handbook and wire room raid. Later in 1966 he was arrested again as a keeper of a gambling house in Chicago.

Records of the Illinois Secretary of State's office reveal that a Dominic Carzoli is president of the Leisure Lads Social Club which surprisingly is

located at the same address as the cleaners. A telephone call to the Leisure Lads Social Club listing is answered as the Gildom Cleaners number.

***GRIZAFFI AND FALCONE CONTRACTOR, INC.***

*5937 West Grand Avenue*

*Chicago, Illinois*

is a real estate subdiviser, developer and general contractor. The officers of this corporation are the same as the officers of Bern Electric Company, Inc., previously mentioned. These two firms share the same office residence number.

***KANKAKEE DISTRIBUTING COMPANY***

*136 West Charles Road*

*Kankakee, Illinois*

The principals of this corporation are the same as the Chicago Heights Distributing Company mentioned previously. President Sam Macaluso associates with Joseph Costello, a well known Chicago Heights hoodlum. He is also known to have associated with Americo Amadio who was closely connected with the Calumet City, Illinois, strip tease joints — Club 21 and Derby Club — which were shut down by authorities in Calumet City, Illinois. Amadio is associated with Babe Tuffanelli and Frank LaPorte, leading members of the Chicago crime syndicate in the southern Cook County area.

***LEONARD WHOLESALE TOBACCO DISTRIBUTOR***

*2634-38 West Fullerton Avenue*

*Chicago, Illinois*

is another of the wholesale tobacco distributing companies operating out of the same address with the same principals as the Zenith Vending Corporation. Again, the \$700,000 figure at which tax rebates are decreased is mentioned.

***MAYO PLUMBING COMPANY, INC.***

*1827 North 25th Avenue*

*Melrose Park, Illinois*

is a successful plumbing and heating contracting firm who lists the officers as James Langone, Helen Severino and Jean Buonomo. Formely the company was known as the Melrose Park Plumbing and Heating Company

owned by Nick Palermo. Palermo has long been an associate of Chicago crime syndicate members. James Langone is married to Palermo's daughter. Helen Severino is his niece and Jean Buonomo has been an employee of his for a long time.

**MAXWELL LIQUORS INCORPORATED**

*915-17 West Maxwell Street  
Chicago, Illinois*

was incorporated in 1958 and lists Concetta Briatta as owner of the premises. She is the wife of Louis Briatta. Briatta has been observed in the past in the company of such Chicago crime syndicate members as Gus Alex and was identified by the United States Senate Permanent Subcommittee on Investigations in 1963 as being a member of the Chicago crime syndicate.

**MILANO INCORPORATED**

*1169 North State Street  
Chicago, Illinois*

is a restaurant under the direction of Anthony Amadeo, Ruth Amadeo and Louise Grieco. During the years, numerous surveillances have reflected that this restaurant has been frequented by such Chicago crime syndicate members as Dominic DiBella, Dominic Brancata, Albert Frabotta, Charles English, James Allegretti and Marshall Caifano, the latter two presently receiving their culinary appointments under the United States Bureau of Prisons chefs.

**MOELLER BROTHERS, INC.**

*1272 North Milwaukee Avenue  
Chicago, Illinois*

is a retail furniture store open to the general public that listed its officers as James Bianco, Salvatore J. Bianco and Melvin R. Parnell to the Illinois Secretary of State's office in 1966. The same James Bianco and Melvin R. Parnell are listed as officers of the B & B Finance Company which is listed at the same Milwaukee Avenue address. In 1963 a major appliance company awarded six (6) all-expense-paid tour tickets to Madrid, Spain to Moeller Brothers, Inc. and James Bianco, as a sales promotional prize. Two of the six tickets were used by "Milwaukee" Phil Alderisio and Frank Buccieri.

**NORTHWESTERN CANDY & TOBACCO COMPANY**

*3651 West Armitage Avenue  
Chicago, Illinois*

is a wholesaler of candy and tobacco products to retail businesses and vending machine operators. The 1966 Illinois Secretary of State's records

reflect George Colucci, president and registered agent, and Vito Colucci, secretary. George Colucci is a brother of Joseph Colucci who was identified before the U. S. Senate Subcommittee on Investigations as a member of the Chicago crime syndicate.

#### ***NU-WAY CONTRACTING COMPANY***

*77 West Washington Street  
Chicago, Illinois*

is a plumbing contractor located at 655 North Kedzie Avenue. On November 27, 1944, the company was originally incorporated as the Nu-Way Plumbing Service, Inc., with the incorporators being Henry Orth and Leslie Kruse. The 1967 annual report continues the name Henry Orth as president and director.

At the same Kedzie Avenue address is the Nuway Food Service Equipment Company, Inc., which company reflects the same officers as does the Nu-Way Contracting Company.

#### ***FRANK V. PANTALEO COMPANY***

*8300 Center Avenue  
River Grove, Illinois*

is active in the concrete construction business. Frank V. Pantaleo, the proprietor, resides at 1141 Fair Oaks Avenue, Oak Park, Illinois.

Pantaleo has long been associated with individuals high in Chicago crime syndicate circles. In 1954 he was a partner with Charles "Cherry Nose" Gioe. Since that time he has been associated with Eden Land and Building Corporation who listed as a partner Alphonse J. Cardamone, self-admitted associate of Joey Glimco and Sam Battaglia. Pantaleo has done construction work for such Chicago crime syndicate hoodlums as Anthony Accardo and Joey Glimco.

#### ***PYRAMID EXPLORATION LIMITED***

*77 West Washington Street  
Chicago, Illinois*

engages in the development of general oil and gas drilling interests. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Stanley R. Kielmar, Jr., as president and director of the company. Stanley Kielmar was indicated with Marshall Caifano by a Federal grand jury in 1966, charged with conspiracy and fraud in the interstate transporting of certain forged certificates. He was subsequently acquitted.

In October 1966, the following persons departed from O'Hare Field a fishing village in Montana: Fiore Buccieri, Frank Buccieri, Tony Belcore, Stanley Kielmar and others.



### *REGAL VENDING COMPANY*

*754 Grant Street*

*Chicago Heights, Illinois*

is a cigarette vending company. During the 1960 income tax trial of Anthony Accardo, Joseph Lawrence Costello testified that he and one Ralph Emery started the subject company. Ralph Emery was identified in the 1959 Senate Rackets Committee investigation as a top crime syndicate boss. These Senate Rackets Committee investigators developed information linking Regal Vending Company's origins to Frank LaPorte and Frank Franze.

### *SANDS MOTEL*

*5301 North Sheridan Road*

*Chicago, Illinois*

is one of a group of hotels-motels controlled by the Alhara Management Corporation with a separate corporation listing Foster Lake Realty Company, Inc. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Harry Boshes and Albert Nadolna as officers in both the Alhara Management Corporation and the Foster Lake Realty Company, Inc.

### *SANTA FE SADDLE AND GUN CLUB*

*91st Street & County Line Road*

*Hinsdale, Illinois*

a non-profit organization incorporated in 1962. Santa Fe Saddle and Gun Club sponsored a dinner dance at the Edgewater Beach Hotel in March, 1967 at which time one of the largest assemblages of syndicate members was observed by Chicago authorities.

### *SNACK TIME*

*4100 Roosevelt Road*

*Hillside, Illinois*

previously known as the Slo-Dawn Restaurant, currently is operated by Damian Constantine as a short-order type restaurant. In November 1961, Chicago syndicate member Sam DeStefano purchased this restaurant. The following year there was a change in the licensee from the niece of DeStefano ; however, the City Clerk's office records in Hillside reflect that the taxes on the building are paid by Sam DeStefano.

### *SPA MOTEL*

*5414 North Lincoln Avenue*

*Chicago, Illinois*

is another of the hotels-motels owned by the Trans-American Construction Company, Inc., and controlled by the Alhara Management Corporation.

The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect the officers of these two corporations to include the names Harry Boshes and Albert Nadolna. The lounge in the Spa Motel was known to authorities as a hangout for Arthur "Boodie" Cowan who was recently found murdered, the body being in the trunk of his auto.

**THUNDERBIRD MOTEL**

*7501 South Shore Drive*

*Chicago, Illinois*

is one of the group of hotels-motels controlled by the Alhara Management Corporation, this one under a separate corporation listing — The Thunderbird, Inc. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Harry Boshes and Albert Nadolna as officers of both corporations.

**TIDES MOTEL**

*5230 North Sheridan Road*

*Chicago, Illinois*

is another of the group of hotels-motels owned and controlled by Alhara Management Corporation, this one under the separate corporation listing of Foster Lake Realty, Inc. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Harry Boshes and Albert Nadolna as officers in both corporations.

**TOWN PARKING STATIONS, INC.**

*332 South Michigan Avenue*

*Chicago, Illinois*

controls parking lots at the following Loop locations : 410-16 South Wabash Avenue, 329 South Wabash Avenue and 401 South Wabash Avenue. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect the following persons as officers of this corporation : Alex B. Ponzio, president ; Marie Ann Ponzio, secretary, treasurer, and registered agent, both at 332 South Michigan Avenue.

A newspaper clipping from the June 29, 1966, Chicago Daily News reported that the Monroe-Dearborn Stations, Inc., headed by Alex B. Ponzio, had planned to build a 5-story garage at 55-57 West Monroe Street, Chicago, Illinois.

Alex Ponzio and Paul Richard DeLucia, a son of Paul DeLucia, also known as Paul "The Waiter" Ricca, are associated with Town Parking Stations, Inc., and are believed to hold principal positions with Renee and Associates, Inc., the owner of parking lots at 328 and 339 South Wabash Avenue which are leased to Airport Parking Company of America.

An automobile leased from Mars Oldsmobile by the Town Parking Stations, Inc., and driven by Paul DeLucia, Jr., was observed at the Santa

Fe Saddle and Gun Club dinner-dance held at the Edgewater Beach Hotel in March, 1967.

The Marie Ann Ponzio who is listed in the records of the Secretary of State as an officer of Town Parking Stations, Inc., is a daughter of Paul DeLucia.

#### *TRANS-AMERICAN CONSTRUCTION COMPANY*

*5206 North Sheridan Road*

*Chicago, Illinois*

was the general contractor during the construction of the following motels : Dunes Motel, Thunderbird Motel, Tides Motel, Sands Motel, Delta Motel and 50th On The Lake Motel, and the Americana Motel of Gary, Indiana. The 1966 Illinois Secretary of State's records reveal the following officers for the subject company : Harry Boshes, president, and Albert Nadolna, Secretary.

#### *UNION INSURANCE COMPANY OF ILLINOIS*

*1221 North LaSalle Street*

*Chicago, Illinois*

is an agency that operates as a broker in the insurance field whose principal business is life and health insurance of union and welfare funds. Parent companies of the subject agency are the Health Welfare Agency of Georgia and the Costal Union Insurance Agency. The Illinois Department of Insurance records list the partners of this agency as Rose Dorfman and Allen Dorfman, her son. Allen Dorfman is the stepson of Paul "Red" Dorfman who was identified in the Senate Rackets Committee hearings as the "corrupt labor leader who introduced James R. Hoffa to the midwest mob." Testimony before the Senate Committee hearings indicated that James R. Hoffa had personally selected this company to handle the Teamsters Union's health and welfare insurance.

In April 1964, Allen Dorfman and his stepfather, Paul Dorfman, were indicted by the Federal Government on charges of attempting to extort \$100,000 from a millionaire San Francisco insurance broker.

#### *UNIQUE IMPORT TRADING COMPANY*

*1644 North Honore Street*

*Chicago, Illinois*

shares office space with its affiliate, the M & E Sales Company. Unique operates as a consumer mail order firm with a mailing list of approximately 300,000 names.

The 1967 credit report reflects the subject company was believed to be incorporated January 3, 1967 with the following officers : Ronald Yaras,

president ; S. Z. Green, vice president ; and Leonard Yaras, secretary-treasurer. S. Z. Green is believed to be identical with Sherman Z. Greenberg whose arrest record reflects a conviction for forgery in California in 1963. Ronald and Leonard Yaras are sons of David Yaras who was listed in the 1963 Senate Permanent Subcommittee records as a member of the Chicago crime syndicate.

#### **UNIVERSAL VENDING CORPORATION**

*2634-38 West Fullerton Avenue*

*Chicago, Illinois*

operates as a cigarette vending machine company. The officers, according to the 1966 Illinois Secretary of State's records, include Charles Buffano, president ; Kenneth S. Leonard, treasurer and registered agent. This company is located at the same address with the Zenith Vending Company. Charles Buffano, prior to the incorporation of the subject company in 1963, was a manager of the Suburban Cigarette Service for Ralph Capone for many years. Leonard is the president of the Zenith Vending Company and in an interview with a Chicago Tribune reporter in 1963 admitted that Ross Prio was employed by him.

#### **WILCO TOBACCO COMPANY**

*2634-38 West Fullerton Avenue*

*Chicago, Illinois*

is a cigarette vending company and a subsidiary of the Universal Vending Corporation located at the same address. The Universal Vending Corporation purchased the cigarette vending machines and routes from Wilco Tobacco and Music Company, Joliet, Illinois, in 1966. The Universal Vending Corporation uses the name of Wilco Tobacco Company, division of Universal Vending Corporation.

#### **ZENITH VENDING CORPORATION**

*2634-38 West Fullerton Avenue*

*Chicago, Illinois*

operates as a vending company handling cigarettes, candy, soda and coffee. The 1966 Illinois Secretary of State's records reflect Kenneth S. Leonard, president ; Ben King, secretary ; and Cyrus Garfield, registered agent. Garfield was murdered in 1963. The 1966 records continue to carry his name as the registered agent.

In a 1963 interview with a Chicago Tribune reporter Leonard is quoted as saying, "It is no secret that Ross Prio works for us." A July 31, 1967, Chicago Sun-Times news clipping reports that Ross Prio is identified

as being on the payroll of the Attendant Service Corporation of which Kenneth Leonard is listed as president.

## **THE CHALLENGE**

Virgil W. Peterson, Executive Director of the Chicago Crime Commission, poses the challenge to the community in these terms :

“Organized crime will cease to exist as a major problem in this country only when the vast majority of people merely assume the duties of good citizenship. Obviously included in such duties are the willingness to report information of known illicit activities to the authorities, the appearance as a witness when necessary before a grand jury or trial jury, service on a jury when called and the impartial appraisal of the evidence without fear or favor.

“But the successful prosecution of crime syndicate leaders, as highly important as that may be, is only one phase of the battle against organized crime. As long as citizens continue to patronize those activities which give the underworld wealth and power — gambling, vice, loan sharking — the battle against organized crime will never be won. When a citizen asks the usual question, ‘What are the authorities doing about organized crime ?’, he should be able to give a satisfactory answer to the query, ‘What am I doing about organized crime ?’ ”

October, 1967.

#### **APPENDICE 16**

Documentation concernant " State of New York "  
No. 5040 — Int. 4336 — In Assembly, March 18,  
1958 — " Introduced by Committee on Rules —  
read once and referred to the Committee on Rules ".



# STATE OF NEW YORK

No. 5040

Int. 4336

IN ASSEMBLY

March 18, 1958

---

Introduced by COMMITTEE ON RULES  
read once and referred to the Committee on Rules.

## AN ACT

Creating a temporary state commission of investigation ; prescribing its functions powers and duties ; making an appropriation therefor ; abolishing the office of commissioner of investigation and repealing the provisions of the executive law with respect thereto ; and amending the code of criminal procedure, in relation to the designation of investigators of such commission as peace officers.

The People of the State of New York, represented in Senate and Assembly, do enact as follows :

Section 1. Commission created ; appointment, terms, qualifications and compensation of members ; vacancies. 1. There is hereby created a temporary state commission of investigation. The commission shall consist of four members, to be known as commissioners.

2. Two members of the commission shall be appointed by the governor, one by the temporary president of the senate and one by the speaker of the assembly, each for five years.

3. The members of the commission appointed by the temporary president of the senate and the speaker of the assembly and at least one of the member appointed by the governor shall be attorneys admitted to the bar of this state. No member or employee of the commission shall hold any other public office or public employment. Not more than two of the members shall belong to the same political party.



4. Each member of the commission shall receive an annual salary of fifteen thousand dollars and shall also be entitled to his expenses actually and necessarily incurred in the performance of his duties, including expenses of travel outside of the state.

5. Any vacancy in the commission shall be filled for the unexpired term in the same manner as original appointments. A vacancy in the commission shall not impair the right of the remaining members to exercise all the powers of the commission.

Section 2. Functions, powers and duties of the commission. The commission shall have the following functions, powers and duties ;

1. The commission shall have the duty power to conduct investigations in connection with :

- a) The faithful execution and effective enforcement of the laws of the state, with particular reference but not limited to organized crime and racketeering ;
- b) The conduct of public officers and public employees, and of officers and employees of public corporations and authorities ;
- c) Any matter concerning the public peace, public safety and public justice.

2. At the direction of the governor the commission shall conduct investigations and otherwise assist the governor in connection with :

- a) The removal of public officers by the governor ;
- b) The making of recommendations by the governor to any other person or body, with respect to removal of public officers ;
- c) The making of recommendations by the governor to the legislature with respect to changes in or additions to existing provisions of law required for the more effective enforcement of the law.

3. At the direction or request of the governor or of the head of any department, board, bureau, commission or other agency of the state, the commission shall investigate the management or affairs of any such department, board, bureau, commission or other agency.

4. Upon request of district attorneys and other law enforcement officers, the commission shall cooperate with, advise and assist them in the performance of their official powers and duties.

5. The commission shall cooperate with departments and officers of the United States government in the investigation of violations of the federal laws within this state.

6. The commission shall examine into matters relating to law enforcement extending across the boundaries of the state into other states ; and may consult and exchange information with officers and agencies of other states with respect to law enforcement problems of mutual concern to this and other states.

7. Whenever it shall appear to the commission that there is cause for the prosecution for a crime, or for the removal of a public officer for misconduct, the commission shall refer the evidence of such crime or misconduct to the officials authorized to conduct the prosecution or to remove the public officer.

8. The commission shall be authorized to appoint and employ and at pleasure remove deputy commissioners, counsel, an executive officer, investigators, accountants, clerks, and such other persons as it may deem necessary ; and to determine their duties and fix their salaries or compensation within the amount appropriated therefor.

9. The commission shall make an annual report to the governor and legislature which shall include its recommendations. The commission shall make such further interim reports to the governor, or to the governor and legislature, as it shall deem advisable, or as shall be required by the governor.

10. By such means and to such extent as it shall deem appropriate. the commission shall keep the public informed as to the operations of organized crime and problems of criminal law enforcement in the state.

11. With respect to the performance of its functions, duties and powers and subject to the limitation contained in paragraph of this subsection, the commission shall be authorized as follows :

- a) To conduct any investigation authorized by this section at any place within the state ; and to maintain offices, hold meetings and function at any place within the state as it may deem necessary ;
- b) To conduct, private and public hearings and to designate one or more members of the commission or of its staff to preside over any such hearings ;
- c) To administer oaths or affirmations, subpoena witnesses, compel their attendance, examine them under oath or affirmation and require the production of any books, records, documents or other evidence it may deem relevant or material to an investigation ; and the commission may designate any of its members or any member of its staff to exercise any such powers ;
- d) Unless otherwise instructed by a resolution adopted by a majority of the members of the commission, every witness attending before the commission shall be examined privately and the commission shall not make public the particulars of such examination. The commission shall not have the power to take testimony at a private hearing or at a public hearing unless at least two of its members, one of whom shall be an appointee of the governor and the other an appointee of either the temporary president of the senate or of the speaker of the assembly, are present at such hearing.

Section 3. Construction. Nothing contained in section two hereof shall be construed to supersede, repeal or limit any power, duty or function of the executive department or any other department or agency of the state, or any political subdivision thereof, as prescribed or defined by law.

Section 4. Cooperation and facilities of other departments. The commission may request and shall receive from every department, division, board, bureau, commission or other agency of the state, or of any political subdivision thereof, cooperation and assistance in the performance of its duties.

Section 5. Disclosures. Any person conducting or participating in any examination or investigation who shall disclose to any person other than the commission or an officer having the power to appoint one or more of the commissioners the name of any witness examined, or any information obtained or given upon such examination or investigation, except as directed by the governor or commission, shall be guilty of a misdemeanor.

Section 6. Evidence to be impounded. Upon the application of the commission, or a duly authorized member of its staff, the supreme court or a justice thereof may impound any exhibit marked in evidence in any public or private hearing held in connection with an investigation conducted by the commission, and may order such exhibit to be retained by, or delivered to and placed in the custody of, the commission. When so impounded such exhibit shall not be taken from the custody of the commission, except upon further order of the court or a justice thereof made upon five days notice to the commission or upon its application or with its consent.

Section 7. Immunity from prosecution. In any investigation or hearing conducted by the commission pursuant to this article, relating to any crime or offence with respect to which, by express provision of statute, a competent authority is authorized to confer immunity, the commission may confer immunity in accordance with the provisions of section two thousand four hundred forty-seven of the penal law, but only after affording the attorney-general and the appropriate district attorney the opportunity to be heard in respect to any objections which they may have to the granting of such immunity.

Section 8. Section one hundred fifty-four of the code of criminal procedure, as amended by chapter one hundred eighty-nine of the laws of nineteen hundred fifty-seven, is hereby amended to read as follows :

154. Who are peace officers. A peace officer is a sheriff of a county, or his under sheriff or deputy, or a county detective appointed pursuant to chapter sixty-two of the laws of eighteen hundred and thirty-two of the laws of nineteen hundred and by chapter five hundred and ninety-eight of the laws of nineteen hundred and eleven, or a constable, marshal, police constable or policeman of a county, city, town or village, or a county detective employed in the office of the district attorney in any county embraced wholly within the limits of a city, or an attendant or an official of the court of general sessions of the county of New York or an attendant or

an official of the supreme court in the first and second department or an attendant or other official attached to the county court of Kings county or a detective attached to such county court, or the criminal investigators attached to the district attorney's office in the counties of Kings, Bronx, Erie and Suffolk, or an attendant or other official attached to the county court of Bronx county or a detective attached to such county court, or an attendant or other official attached to the county court of Queens county, or an attendant or other official attached to the county court of Nassau county, or a clerk or attendant of the district court of Nassau county, or a criminal investigator employed in the office of the district attorney in the county of Queens, or an attendant or other official attached to the county court of Richmond county, or a uniformed court officer or other official of the court of special sessions of the city of New York, or a clerk or a uniformed court officer of the magistrates' courts of the city of New York, or an attendant, or an official, guard or parole officer of any state prison or of any penal correctional institution, or state park patrolman or an attendant or an official of the city court of the city of New York, or a uniformed court officer or an official of the municipal court of the city of New York, or an attendant of any children's court or clerk or uniformed court officer of the domestic relations court of the city of New York, or a patrolman, officer, or other member of the police force appointed by the Port of New York Authority, or an investigator of the waterfront commission of New York harbor, *or an investigator of the office of the state commission of investigation*, or a patrolman, officer or other member of the police force appointed by the New York state bridge authority, or a member of the uniformed force of the New York city transit police, or a member of the housing officer force of the New York city housing authority, or a member of the Westchester county parkway police force, or the criminal investigator attached to the district attorney's office of Westchester county, or the criminal investigator attached to the district attorney's office of Rockland county, or the special investigator attached to the district attorney's office of Orange county, or an officer or agent of a duty incorporated society for the prevention of cruelty to animals or children, or an inspector or investigator of the department of agriculture and markets.

Section 9. Section eleven of the executive laws, as added by chapter eight hundred eighty-seven of the laws of nineteen hundred fifty-three, is hereby repealed.

Section 10. The office of commissioner of investigation, created by chapter eight hundred eighty-seven of the laws of nineteen hundred fifty-three, is hereby abolished. Any investigation, hearing, proceeding or other action of the commissioner of investigation pending on the effective date of this act may be continued and completed by the commission of investigation created

by this act. Nothing contained in this act shall be construed to invalidate or otherwise affect any investigations, hearings, proceedings, the service of subpoenas or any other actions commenced or completed by or on behalf of the commissioner of investigation prior to the effective date of this act. All books, papers, records and property of the commissioner of investigation shall be delivered to and become the property of the commission of investigation created by this act.

Section 11. All unexpended balances of appropriations or reappropriations of moneys heretofore made or allocated, or to be made or allocated, to or for the office of commissioner of investigation created by chapter eight hundred eighty-seven of the laws of nineteen hundred fifty-three, whether obligated or unobligated, are hereby transferred to and made available to the commission of investigation created by this act. All liabilities for administrative expenses and personal services incurred by the commissioner of investigation but unpaid prior to the effective date of this act shall be assumed and paid by the commission of investigation created by this act. Such moneys shall be paid out of the state treasury on the certificate of the commission of investigation created by this act and after audit by and upon warrant of the comptroller. In addition to the sums appropriated or reappropriated as provided above, the sum of three hundred fifty thousand dollars (\$350,000), or so much thereof as may be necessary, is hereby appropriated to the commission of investigation created by this act from any moneys in the state treasury in the general fund to the credit of the state purposes fund, not otherwise appropriated, for the purposes set forth in this act, for maintenance and operation, including personal service, payable on the audit and warrant of the comptroller certified or approved in the manner prescribed by law.

Section 12. If any section, clause or portion of this act shall be unconstitutional or be ineffective in whole or in part, to the extent that it is not unconstitutional or ineffective it shall be valid and effective and no other section, clause or provision shall on account thereof be deemed invalid or ineffective.

Section 13. This act shall take effect May first, nineteen hundred fifty-eight and remain in effect until April thirtieth, nineteen hundred sixty-three.

NOTE: Section eleven of the executive law, repealed by this act, created the office of commissioner of investigation in the executive department and defined its powers and duties.

## **APPENDICE 17**

Rapport confidentiel d'un conseiller spécial  
de la Commission.



CET APPENDICE A ÉTÉ REMIS AU  
MINISTÈRE DE LA JUSTICE ET N'EST PAS PUBLIÉ  
EN RAISON DE SA CONFIDENTIALITÉ.





## **APPENDICE 18**

Citations originales anglaises  
qui ont été traduites dans  
le texte du rapport.



**CITATIONS ORIGINALES ANGLAISES**  
**QUI ONT ÉTÉ TRADUITES DANS LE TEXTE DU RAPPORT.**

*Paragraphe 2*

(1) — Organized crime is a society that seeks to operate outside the control of the American people and their government. (...) Its actions are not impulsive, but rather the result of intricate conspiracies, carried on over many years and aimed at gaining control over whole fields of activity in order to amass huge profits. The core of organized crime activity is the supplying of illegal goods and services : gambling, loan sharking, narcotics and other forms of vice. (...) It is also deeply involved in legitimate business and labor unions.

*Page 16*

*Paragraphe 4*

(1) — In the third term of reference you require me to inquire into and report upon

- 1) The extent of crime in Ontario
- 2) The sufficiency of the law enforcement agencies to cope with it.

Before reporting to you under those hearings I think it would be serviceable if I first dealt with the subjects of organized crime and syndicated crime.

1) *Organized crime*

The term "organized crime" appears to have been coined in the present century. I am not aware of it having been used earlier.

It relates to an association of persons whose business is crime and to the criminal activities conducted by them as an organized group.

The commission of any crime, except one committed in the heat of passion, involves some degree of organization. The lone robber plans the course of conduct that he will follow in committing a robbery and even if he commits a whole series of robberies his conduct does not come within the meaning of organized crime.

Two or more persons may collaborate and formulate their joint plans for the commission of an isolated robbery but their commission of that offence does not bring it within the term organized crime. Together they might even commit several robberies at isolated times getting together and formulating their plans for each one separately and in the intervals between them having no association or relationship with one another. One robbery having been completed each goes on his separate way, with no plans be-

tween them to become associated one with the other in the future. Each of those robberies would be an isolated occurrence and would have no relation to the others notwithstanding that they were committed by the same persons and notwithstanding also that, if it so happened, the same procedure was followed in all of them.

“Organized crime” denotes a subsisting association as a social organism within the social body. Within that association are individuals or groups of individuals having a special function to perform and co-operating with one another as interdependent parts of the whole in such a way that together they operate a system and their purposes or objects are criminal. There is a continuing subsisting, conspiracy between them evidenced in part by the substantive offences committed by them.

Organized crime does not have to be nation or state or province wide. Its existence is not determined by the area in which the conspirators operate, although it is not likely to be confined to a relatively small area. Fagan and his band of pick-pockets in London were engaged in organized crime but I am not aware that Charles Dickens described their activities as such.

Neither is it necessary that the association be organized with the precision of a well run commercial organization. It may be relatively tenuous and loose knit. The “fence” who operates a pawnshop in the City of Toronto and the housebreaker with whom he conspires to provide the outlet for the stolen loot together are engaged in organized crime and this notwithstanding that the pawnbroker is also engaged in legitimate business and the housebraker, perchance, works in a factory by day and carries on his housebreaking at night and at irregular intervals. What brings their activities within the term is this namely, that there is a continuing, subsisting arrangement between them by which the stolen loot is disposed of and converted into cash.

There is a misconception, more widespread than I should have thought, that there cannot be organized crime unless there is a “Mr. Big” at the top and in control, an underworld tycoon such as Al Capone in Chicago, Louis Lepke and “Legs” Diamond in New York and other gangland leaders who established criminal empires in the United States. Fortunately we have not had characters of that ill in this Province but we have had organized crime and specifically organized gambling.

## 2) *Syndicated crime*

This term, too, seems to have been coined in the present century.

It denotes a subsisting association of criminals which is so highly organized that it has acquired exclusive control of crime over a given area, in other words a monopoly. The monopoly does not necessarily include all organized crime in the area. In a given area there may be one or more

syndicates exercising exclusive control in different types of crime. One syndicate may have exclusive control of gambling, another of prostitution and another of narcotics. These syndicates are jealous of their respective monopolies and in their own way guard the areas over which they have control against the intrusion into their field of any opposition. Their common enemy are the honest police and crooked politicians. If they are to thrive they need the assistance of both. Their methods of crushing any opposition that threatens their monopoly are varied and usually subtle. They resort to violence only as a last resort. With the aid of crooked police it can be arranged that criminals who set up in opposition to the syndicate are caught. "Knocked off" is the term they use.

The terms "organized crime" and "syndicated crime" are frequently used as though they were interchangeable when in fact they are not. There can be the former without the latter but there cannot be the latter without the former.

Having defined each and differentiated between them I now deal with the first matter into which you have asked me to inquire, namely, the extent of crime in the Province.

*Pages 18-19-20*

#### *Paragraphe 6*

(1) — A study of organized crime in depth, very naturally directs itself to three areas of consideration. First, the nature of the syndicate organization ; second, the personnel which causes it to function ; and third, the product or service brought forth as the end result which achieves the aims and goals of the organization.

*Page 23*

#### *Paragraphe 7*

(1) — When Charlie Lucky arrived he was surrounded by a phalanx of agents of the Bureau of Immigration and Naturalization who had brought him over from Ellis Island, where he had been held for several days. It seemed that the heavy federal bodyguard was there more to protect him from the press than to prevent his escape. The big longshoremen scanned the official party, permitted it to pass. There were shouts of "You'll be back, Lucky" — "You keep punchin', boss". Then the ranks closed again to prevent newsmen from following.

What happened during the next few hours before the ship sailed still seems incredible. Big cars kept arriving with members of the top echelon of the brotherhood. Their bodyguards lugged out great baskets of wine and delicacies which grinning stevedores wheeled carefully onto the pier. *Frank Costello* and *Albert Anastasia* came to pay their respects to Don

Salvatore and wish their old compadre well. There were others of almost equal underworld rank including prominent Mafia satellites such as *Meyer Lansky*, the great gambling organizer, and Joseph (Socks) Lanza, boss of the Fulton Fish Market and the Lower East Side docks. Tammany Hall was also prominently represented. The party aboard — with champagne, caviar and lobster, as reported by a federal agent — was very gay, while the longshoremen and their bailing hooks, city police and dock patrolmen kept newsmen and all others at bay. Finally the Laure Keene blew her whistle, an impressive group of cheeful gangsters gathered on the pier to wave and shout a last good-by and Don Salvatore was on his way to Italy, a new life and, supposedly oblivion.

*Pages 24-25*

*Paragraphe 10*

(1) — If this kind of inferential process is applied to the problem at hand, we can use knowledge about the structure of organized crime to create information and manufacture data about both norms and interaction processes. It is true, of course, that our knowledge of structure is as yet quite fragmentary and restricted. Nevertheless, observations of structure can be made without conducting interviews or observing day-to-day affairs. The assumption is that, as such observations become well authenticated, we will be able to create increasingly good information about values and norms.

As a preliminary step, it can be observed that analysis of only one position in the structure, “enforcer”, enables one to create information about complex governmental processes and a set of “laws”. The Enforcer position was selected because all observers of organized crime agree that it exists and, moreover, because analysis of only one “gangland slaying” would establish that it exists, even if observers insisted that it did not.

*Page 28*

*Paragraphe 11*

(2) — Although little is known about the Enforcer position a description of it makes it obvious that this position is one of a subset of positions existing within a broader division of labor designed to maximize organizational integration by means of just infliction of punishments on wrongdoers. Any person occupying the position of Enforcer makes arrangements for the injuring or killing of members. The person occupying the Enforcer position does not order the action, and he does not injure or kill anyone. He performs functions analogous to those performed by a prison warden or the prison official who makes the arrangements for imposing the death penalty. This means that the position must necessarily be integrated with

a number of others, including a position or the person actually doing the killing or maiming and a position for the person giving orders to, and participating in "understandings" with, the person occupying the Enforcer position. Moreover, since these positions, like the Enforcer's functions, are political, they must necessarily be co-ordinated with other political functions of a legislative, adjudicative, or law-enforcement character. The presence of an Enforcer position in a division of labor can, in other words, be taken as evidence of the presence of complementary governmental positions, leading to the conclusion that La Cosa Nostra is a government as well as a business.

The rationality evident in the creation of specialized occupations among working groups of criminals such as pick-pocket troupes and check-passing rings has, in La Cosa Nostra, been extended to the creation of a cartel arrangement designed to minimize competition. It also has been extended to the creation of a governmental division of labor designed to maximize organizational integration. The presence of an Enforcer position in a division of labor also can be taken as evidence that members of the organization must have created some functional equivalent of the criminal law, from authority and power . . .

The presence of an Enforcer position in a division of labor also signals the fact that punishments are to be imposed "justly", in a disinterested manner.

*Pages 28-29*

#### *Paragraphe 12*

(1) — Although the above sketch is a gross oversimplification of the complex inferences which can be made about La Cosa Nostra norms from observation of one structural position it does show that the social scientist can create data on organized crime by reasoning from the known to the inaccessible, just as the archeologist creates data, and just as the geologist proceeds as if the present were the key to the past. The social scientist who is an "organized crime expert" has an advantage over these other two types of scientists because he works with contemporary materials and therefore can comfortably make the assumption that "in the long run" the action scene which he has created by inference can be directly observed.

*Page 29*

#### *Paragraphe 13*

(1) — Today the core of organized crime in the United States consists of 24 groups operating as criminal cartels in large cities across the Nation. Their membership is exclusively men of Italian descent, they are in frequent



communication with each other, and their smooth functioning is insured by a national body of overseers. To date, only the Federal Bureau of Investigation has been able to document fully the national scope of these groups, and FBI intelligence indicates that the organization as a whole has changed its name from the Mafia to La Cosa Nostra.

*Page 30*

*Paragraphe 14*

(1) — In individual cities, the local core group may also be known as the “outfit”, the “syndicate”, or the “mob”. These 24 groups work with and control other racket groups, whose leaders are of various ethnic derivations. In addition, the thousands of employees who perform the street-level functions of organized crime’s gambling, usury and other illegal activities represent a cross section of the Nation’s population groups.

The present confederation of organized crime groups arose after Prohibition, during which Italian, German, Irish, and Jewish groups had competed with one another in racket operations. The Italian groups were successful in switching their enterprises from prostitution and bootlegging to gambling, extortion, and other illegal activities. They consolidated their power through murder and violence.

Today, members of the 24 core groups reside and are active in the States. The scope and effect of their criminal operations and penetration of legitimate businesses vary from area to area.

*Pages 31-32*

*Paragraphe 15*

(2) — Federal Bureau of Investigation summaries of about two weeks of conversations on the part of organized crime leaders in Rhode Island touched upon their day-to-day activities in murder, kidnapping, extortion, fraud, bribery, perjury, loan-sharking, and official corruption. The conversations also reflected measures of control over legal gambling, labor unions, race tracks, vending-machine operations, and liquor sales.

*Page 32*

*Paragraphe 16*

(1) — When the reports began to come in, it became apparent to the staff that provision had to be made for an analysis or, at least, a discussion of them. I was invited to do the job, but I accepted with reservations because, as indicated, I was not at all sure that a “Mafia”, “La Cosa Nostra”, or any other nationwide organization of criminals existed.

*Page 33*

*Paragraphe 17*

(1) — However, a few days spent reading the materials submitted to the Commission, a few days spent reading other, more confidential, materials, and a few days spent interviewing knowledgeable policemen and investigators convinced me that the following eight points are facts.

- 1) A nationwide alliance of at least twenty-four tightly knit “families” of criminals exists in the United States.
- 2) The members of these “families” are all Italians and Sicilians, or of Italian and Sicilian descent, and those on the Eastern Seaboard, at least, call the entire system “La Cosa Nostra”. Each participant thinks of himself as a “member” of a specific “family” and of “La Cosa Nostra” (or some equivalent term).
- 3) The structure of each “family” — a structure consisting of positions for “Boss”, “Underboss”, Lieutenants, and Counselor, and for low-ranking members called “Soldiers” or “Button Men” — is well known to law enforcement officials having access to informants. Other positions, such as “Buffer”, “Money Mover”, “Enforcer”, and “Executioner” also are well known, but except in the case of “Enforcer”, the terminology varies from place to place.
- 4) The “families” are linked together by understandings, agreements, “treaties”, and obedience to a nine member “Commission” made up of the leaders of the most powerful of the “families”.
- 5) The “Boss” of each “family” directs the activities, especially the illegal activities, of the members of his “family”.
- 6) The names, criminal records, and the principal criminal activities of at least two thousand of the participants have been assembled.
- 7) The members of this organization control all but a tiny part of the illegal gambling in the United States. They are the principal loan “sharks”. They are the principal importers and wholesalers of narcotics. They have infiltrated labor unions, where they extort money from employers and, at the same time, cheat the members of the union. They own state and federal congressmen and other officials in the legislative, executive and judicial branches of government at the local state, and federal levels. Some government officials are considered, and consider themselves, “members”. The members control some legitimate enterprises, such as vending-machines, and they own a wide variety of retail firms, restaurants and bars, hotels, trucking companies, food companies, linen-supply houses, garbage-collection routes, and factories.

- 8) The information about the Commission, the "families", and the activities of members is based on detailed reports from a wide variety of informants, wiretaps, and "bugs", not merely on the case histories of the participants in the Apalachin meeting or on Mr. Valachi's testimony before the McClellan Committee.

(1) — This report shows that the Mafia fits neatly and snugly into the framework established by these eight characteristics :

- 1) A substantial number of members.
- 2) The group is aggressively engaged in attempts to subvert the process of government by well-organized endeavors to capture or otherwise make ineffectual the three branches of our local and Federal Government by various forms of bribery and corruption.
- 3) The primary purpose of this group is to dominate those categories of crime which we refer to as "organized crime". By "organized crime" I mean the following : gambling, illegal distribution of narcotics, commercialized prostitution, labor and management racketeering, loansharking, and the infiltration of the crime syndicate into legitimate enterprises.
- 4) The group anticipates a continuous, indefinite lifespan of operations.
- 5) Members habitually engage in similar criminal activity as a primary source of income.
- 6) Top leadership and management people primarily engage in crimes of conspiracy, and are usually divorced from operations by two or more levels.
- 7) The group is dedicated to commit murder and other acts of violence upon any member who informs on the group, and to commit similar violence on any outsider who seriously threatens the security of the group.
- 8) ... the group does not recognize any geographical boundaries of operations and is often associated in crime with similar groups in other cities, States, and, in some instances, in other countries.

*Pages 33-34-35*

#### *Paragraphe 18*

(2) — Each of the 24 groups is known as a "family", with membership varying from as many as 700 men to as few as 20. Most cities with organized crime have only one family ; New York City has five. Each family can participate in the full range of activities in which organized crime generally

is known to engage. Family organization is rationally designed with an integrated set of positions geared to maximize profits. Like any large corporation, the organization functions regardless of personnel changes, and no individual — not even the leader — is indispensable. If he dies or goes to jail, business goes on.

(3) — The wedding of Italian interest, together with those of Jewish, Irish, Slavic and other groups, came to represent a United Nations of crime, then the Commission can be said to act for Cosa Nostra in a role similar to some functions of the United States Senate.

(1) — The hierarchical structure of the families resembles that of the Mafia groups that have operated for almost a century on the island of Sicily. Each family is headed by one man, the “boss”, whose primary functions are maintaining order and maximizing profits. Subject only to the possibility of being overruled by the national advisory group, which will be discussed below, his authority in all matters relating to his family is absolute.

*Pages 35-36*

#### *Paragraphe 19*

(2) — Each “family” is headed by a Boss, whose rule is absolute within his group, geographical area and any extended sphere of influence which does not come into conflict with any other recognized group. Vertically below him is the Underboss, an executive vice-president who would serve in his absence. A horizontal off-shoot is the Counselor, an elder statesman held in general high regard, who can advise the Boss or any “member” of the family, such advice being offered without any of the mandate which lies in an order or command. He is an historian, his advice usually based upon precedent, and of a nature which can be expected to reflect the wishes of the Boss, of whom he is a close confidante.

(1) — Beneath each boss is an “underboss”, the vice-president or deputy director of the family. He collects information for the boss; he relays messages to him and passes his instructions down to his own underlings. In the absence of the boss, the underboss acts for him.

(2) — On the same level as the underboss, but operating in a staff capacity, is the “consigliere”, who is a counselor, or adviser. Often an elder member of the family who has partially retired from a career in crime, he gives advice to family members, including the boss and underboss, and thereby enjoys considerable influence and power.

*Pages 36-38*

#### *Paragraphe 20*

(3) — Below the level of the underboss are the “caporegime”, some of whom serve as buffers between the top members of the family and the

lower-echelon personnel. To maintain their insulation from the police, the leaders of the hierarchy (particularly the boss) avoid direct communication with the workers. All commands, information, complaints, and money flow back and forth through a trusted go-between. A "caporegima" fulfilling this buffer capacity, however, unlike the underboss, does not make decisions or assume any of the authority of his boss.

Other "caporegime" serve as chiefs of operating units. The number of men supervised in each unit varies with the size and activities of particular families. Often the "caporegima" has one or two associates who work closely with him, carrying orders, information, and money to the men who belong to his unit. From a business standpoint, the "caporegima" is analogous to plant supervisor or sales manager.

(1) — The next level of authority is that described as Captain, Caporegime, Group leader, section Chief or Lieutenant. This is the active supervisory level between family boss and the lowest level made up of the Soldiers, Button Men or members. The Capo or group leader relays policy and orders downward from the top, and when he is unable to make an adjudication of his own, within what he knows to be a matter of policy, will refer upward from the Soldiers requests and/or complaints. Below the Soldiers, and outside of the formal structure, are eligibles functionaries and employees.

(2) — The lowest level "members" of a family are the "soldati", the soldiers or "button" men who report to the "caporegime". A soldier may operate a particular illicit enterprise, e.g., a loan-sharking operation, a dice game, a lottery, a bookmaking operation, a smuggling operation, on a commission basis, or he may "own" the enterprise and pay a portion of its profit to the organization, in return for the right to operate. Partnerships are common between two or more soldiers and between soldiers and men higher up in the hierarchy. Some soldiers and most upper-echelon family members have interests in more than one business.

Beneath the soldiers in the hierarchy are large numbers of employees and commission agents who are not members of the family and are not necessarily of Italian descent. These are the people who do most of the actual work in the various enterprises. They have no buffers or other insulation from law enforcement. They take bets, drive trucks, answer telephone, sell narcotics, tend the stills, work in the legitimate businesses.

*Pages 38-39*

### *Paragraphe 21*

(1) — Cosa Nostra lends itself to a formal structure with the use of specific titles of rank, only some of which clearly define authority and function. At

the top of Cosa Nostra is a national commission, made up of representatives who are themselves the leaders of the larger and more influential combines of Italian criminal groups called "families".

*Page 40*

*Paragraphe 22*

(1) — In the matter of family leadership it does not nominate or direct the choice, but rather it is required that the group which seeks to select a new chief must obtain the "advice and consent" of this senate, and he its ratification. Briefly, its role is to govern conditions which will exist between and among "families" as well as between Cosa Nostra and others. Groups without any direct representation on The Commission have their views represented for them by a geographical neighbor.

*Page 41*

*Paragraphe 23*

(1) — When it became evident that Genovese would not be sprung, Joseph Bonanno decided to follow in his footsteps. Bonanno had already expanded from his Brooklyn base and, working out of Phoenix, Arizona, claimed a good chunk of the Southwest as his own. Then he decided to go all-out and issued contracts for at least three bosses, Frank De Simone in Los Angeles, Buffalo's venerable Magaddino and his fellow chieftain in Brooklyn, Carlo Gambino. The grand council, having gone through this one with Genovese, struck back swiftly. Shortly after midnight on October 15, 1964, Bonanno was kidnapped at gunpoint on a Manhattan street by two members of the Magaddino Family. He managed, however, to talk his way to freedom by promising to parcel out his rackets, abdicate as Family boss, and retire to a leisurely life in Phoenix. He laid low for almost two years and suddenly came back fighting. Currently he is engaged in trying to grab Magaddino's Canadian interests. Meanwhile, much to the Cosa Nostra's distress, he is making headlines regularly in New York and littering its streets with bodies in an effort to quell a rebellion in his own family, led by members who thought he really had resigned.

Publicity of this sort is abhorrent to the modern Cosa Nostra, which envisions itself a much more businesslike operation and considers such goings-on as an unwelcome echo from the past. This is not to say that the younger generation, kept down by their elders hanging onto power won't make rash moves. Or that, given the opportunity, it will not revert to type. Elements of the Angelo Bruno Family in Philadelphia practically raped the city of Reading, the self-describes "pretzel capital" of the world in the heart of the bucolic Pennsylvania Dutch country.

*Pages 41-42*

## *Paragraphe 24*

(1) — Along the other avenue of advancement, violence, lies a welding of himself to the very backbone of the syndicate, the role of "enforcer". The enforcer maintains internal security and discipline.

(2) — a) Perpetration of robberies or hijacking in which weapons were carried, were, or would have been used ;

b) Arrest, which brings about an awareness of the need for bail and the services of an attorney ;

c) Incarceration, following conviction ; all together, make the candidate ready to take his place in the structure.

### *(3) — INSULATION*

Top-ranking members avoid involvement in actual crimes. They limit social contacts and eliminate all obvious links to criminal operations. The strongest insulation is Cosa Nostra's inherent philosophy that bosses must be protected. A combination of fear and traditional distaste for informing has helped preserve 30 years of silence, broken publicly only by Joseph Valachi.

### *RESPECT*

Deference is given to position, authority, and seniority, and is unmistakable when observed. Status is often revealed by the tone of voice, the held door, the proffered seat. "Sleepers" (high-ranking members whose importance was relatively unknown) have been revealed to police by displays of respect.

### *THE APPOINTMENT*

Infrequently, with utmost security a leader may meet an underling upon an urgent matter. Ordinarily, even the most important matters go through regular channels.

### *THE BUFFER*

Leaders do not mix or deal with underlings, but use a trusted aid to stand between the boss and trouble. This buffer has many functions and knows all the boss' operations.

### *THE SITDOWN*

Meetings known as "sitdowns" are peace conferences within families or among allied families. Usually these are held at lower levels, although sometimes the heads of Cosa Nostra families must meet on vital questions. Decisions at the upper level are final.

## *DISCIPLINE*

Whenever necessary, as it frequently is, discipline is kept within a family and is carried out by associates. Punishment ranges from warnings to sanctions on criminal enterprises to murder.

## *PERMISSION*

All illicit activities within a family require the approval of the boss. The family that gives permission will help if anything goes wrong. Family policy is the criterion ; crimes which arouse the public are forbidden.

## *THE DISAPPEARANCE*

When murder is decreed, trusted fellow members carry out the sentence, and the man vanishes without a trace — no violence, no gunplay, no blood, no body, no public outcry. The case is carried by police as a disappearance ; the victim is a missing person.

## *THE MONEY MOVER*

One or more trusted members handle much of the cash pouring into a family from its illegal sources. The money mover has commercial connections ; he puts the profits to work while hiding their sources. He invests in importing, real estate, trust funds, stocks and bonds, and certain other favored enterprises. The bulk of the profits clandestinely go to the bosses.

## *PUBLIC RELATIONS*

The organization is always concerned with public opinion, and all strong actions which might influence the public must be cleared with the Cosa Nostra leaders. Failures in this area reflect upon the boss. The front of respectability and propriety must be maintained.

*Pages 43-44.*

## *Paragraphe 25*

(1) — “Organization”, whether it be that of a working group of criminals, of a legitimate corporation, or of a criminal cartel, means rationality.

(2) — The rationality behind the operations of working groups of criminals can be observed in three different contexts. First, the crimes committed by teams of criminals tend to be those whose nature makes it difficult to apprehend and prosecute the perpetrators. Second, the divisions of labor are made up of positions such that all incumbents must be skilled in the use of techniques which make the whole group’s work safe and, therefore, profitable. Third, rational organization for safety and profit is indicated



in some but not all working groups of criminals by the establishment of at least one position for a "corrupter" and at least one position for a "corruptee". The "corruptee" position, occupied by public officials who for a fee will insure that the group can operate with relative immunity from the penal process, is as much a part of the system as any other position.

*Page 46*

#### *Paragraphe 26*

(1) — A configuration of three positions — corrupter, corruptee, and enforcer — is both essential to and unique in organized crime. Corrupter and corruptee positions are found in other organizations, but they are not integrated, in a broader division of labor, with an enforcer position. They are positions in a division of labor rationally designed to maximize illegal profits. When they are integrated with the position of enforcer and, indirectly, with the subset of position containing the enforcer position, the organization becomes concerned with keeping the peace and with maximizing conformity as well as with maximizing profits.

*Page 47*

#### *Paragraphe 27*

(1) — The recruitment and training of Syndicate personnel has been such so as to have brought forth a success phenomena which is perhaps unequalled. The screening process employed for the acceptance of personnel into inner core syndicate groups has enabled the structure to remain inviolate, there being no record of there ever having been entry by any person who was in fact serving some other master.

(1) — Neutralizing local law enforcement is central to organized crime's operations. What can the public do if no one investigates the investigators, and the political figures are neutralized by their alliance with organized crime? Anyone reporting corrupt activities may merely be telling his story to the corrupted; in a recent "investigation" of widespread corruption, the prosecutor announced that any citizen coming forward with evidence of payments to public officials to secure government action would be prosecuted for participating in such unlawful conduct.

In recent years some local governments have been dominated by criminals groups. Today, no large city is completely controlled by organized crime, but in many there is a considerable degree of corruption.

Organized crime currently is directing its efforts to corrupt law enforcement at the chief or at least at middle-level supervisory officials. The corrupt political executive who ties the hands of police officials who want to act against organized crime is even more effective for organized crime's purposes. To secure political power organized crime tries by bribes or

political contributions to corrupt the nonoffice holding political leaders to whom judges, mayors, prosecuting attorney, and correctional officials may be responsive.

(2) — Another distinction between organized crime and the ordinary crimes of burglary and so forth, is the multi-level factor. This protects the big bosses of the crime syndicate from detection and arrest by providing several descending levels of operations between him and the commission of the overt act.

(3) — In recent years organized crime has become increasingly diversified and sophisticated. One consequence appears to be significant organizational restructuring. As in any organization, authority in organized crime may derive either from rank based on incumbency in a high position or from expertise based on possession of technical knowledge and skill. Traditionally, organized crime groups, like totalitarian governments, have maintained discipline through *the unthinking acceptance of orders by underlings* who have respected the rank of their superiors. However, since 1931, organized crime has gained power and respectability by moving out of bootlegging and prostitution and into gambling, usury, and control of legitimate business. *Its need for expertise, based on technical knowledge and skill, has increased. Currently both the structure and operation of illicit enterprises reveal some indecision brought about by attempting to follow both patterns at the same time.* Organized crime's "experts" are not fungible, or interchangeable, like the "soldiers" and street workers, and since experts are included within an organization, discipline and structure inevitably assume new forms. It may be awareness of these facts that is leading many family members to send their sons to universities to learn business administration skills.

Pages 48-49-50

#### Paragraphe 28

(1) — Inasmuch as they are seeking personnel to be employed in criminal activity, which is one form of antisocial behavior, they direct their recruitment program toward areas where antisocial feelings, which already exists, can be exploited.

(2) — Literally, he, the Syndicate personnel, can pick and choose the cream of the crop, for the initial part of his work has been accomplished for him, better than he himself could have accomplished it, for his ally, his confederate, his unwitting co-conspirator, has been Society.

Page 50

#### Paragraphe 29

(1) — The characteristic technique through which the elite of organized crime exercises its influence in our society : corruption.

(2) — Under our Anglo-American system of jurisprudence, effective law enforcement depends upon the coordinated actions and decisions of a number of closely interrelated individuals each occupying separate and independent positions in the law enforcement process. Legislators, citizen witnesses, police officers, prosecutors, and courts must all act affirmatively before the sanctions of the criminal law may be brought to bear on the activities of organized crime. Successfully corrupt and key individual in the process and the ultimate effect is the nullification of the entire process.

Page 51

#### *Paragraphe 30*

(3) — Depending on the size and the organization of the institution, however, one or more key individuals can be identified whose decisions and actions significantly affect the collective action of the institution. It is thus often far more efficient — and sometimes more economical — to subvert the institution by subverting these key individuals. This then is usually the technique and aim of the corrupter of organized crime.

(1) — The techniques of corruption are not terribly sophisticated. Some may be unwittingly subverted by false ideology. Others may be bought with votes or the funds with which to buy votes. Some are bought outright. Others are threatened or blackmailed. Whatever the mode of payment, the result is the same ; the individual soon serves the master of organized crime. Whenever its interests are at stake, he will act, fail to act, or act ineptly, whichever will best serve his master's will.

Pages 51-52

#### *Paragraphe 31*

(2) — Organized crime comes into contact with most of the major institutions in our society : schools, businesses, unions, political parties, legislatures, executive offices, and courts ; the list may be extended virtually without end. Each at one time or another is one place or another has been corrupted. Nevertheless, the *chief impact of the corrupting influence of organized crime has fallen, naturally enough, on the processes of law enforcement.*

Page 52

#### *Paragraphe 32*

(2) — Law enforcement may also be affirmatively corrupted. It is possible to use the police to eliminate your competitors. Selective law enforcement has its advantages. It helps create an illusion of honest enforcement, while it secures the reality of illegal monopoly.

(3) — It is possible, too, to build into enforcement techniques planned illegalities, which will cause even honest courts to throw out cases on the grounds that constitutional rights have been violated.

Page 53

#### Paragraphe 33

(1) — Today's corruption is less visible, more subtle, and therefore more difficult to detect and assess than the corruption of the prohibition era. All available data indicate that *organized crime flourished only where it has corrupted local officials*. As the scope and variety of organized crime's activities have expanded, its need to involve public officials at every level of local governments has grown. And as government regulation expands into more and more areas of private and business activity, the power to corrupt likewise affords the corrupter more control over matters affecting the everyday life of each citizen.

(2) — The millions of dollars it can spend on corrupting public officials may give it power to maim or murder people inside or outside the organization with impunity ; to extort money from businessmen ; to conduct businesses in such fields as liquor, meat, or drugs without regard to administrative regulations ; to avoid payment of income taxes or to secure public works contracts without competitive bidding.

Page 54

#### Paragraphe 34

(3) — "Organized crime" will not be controlled until it is understood, and it will not be understood until its division of labor has been specified in detail.

(1) — An organized crime is any crime committed by a person occupying, *in an established division of labor*, a position designed for the commission of crime, providing that such division of labor also includes at least one position for a *corrupter*, one position for a *corruptee*, and one position for an enforcer.

Pages 54-55

#### Paragraphe 35

(1) — Organized criminal groups are known to operate in all sections of the Nation. In response to a Commission survey of 71 cities, the police departments in 80 percent of the cities with over one million residents, in 20 percent of the cities with a population between one-half million and a million, in 20 percent of the cities with between 250,000 and 500,000 population, and in over 50 percent of the cities between 100,000 and 250,000, indicated

that organized criminal groups exist in their cities. In some instances Federal agency intelligence indicated the presence of organized crime where local reports denied it. Of the nine cities not responding to the Commission survey, six are known to Federal agencies to have extensive organized crime problems. Where the existence of organized crime was acknowledged, all police departments indicated that the criminal group would continue even though a top leader died or was incarcerated.

*Page 56*

*Paragraphe 37*

(1) — Furthermore, violence and the threat of violence do not present as great a hazard as do other risks in an industrial society.

(1) — When citizens in Washington were asked what steps they had taken to protect themselves from crime, they spontaneously spoke of avoiding danger on the streets.

No one mentioned efforts to avoid loss through fraud or overly sharp loan practices or any kind of swindle. It was clear that the crimes which they feared were crimes which might endanger their personal safety, especially attack by a stranger.

*Pages 57-58*

*Paragraphe 38*

(2) — A large part of organized crime is the selling of commodities and services contrary to law. In the underworld this includes dope, prostitution, gambling, liquor under prohibition, abortions, contraceptives in some states, pornography, and contraband or stolen goods. (Most of these are consumer goods.)

(3) — Organized crime as we know it today — the Mafia, La Cosa Nostra, Syndicate-type of organized crime — took shape during Prohibition. Although it has changed since the late Twenties, it has maintained its formidable organization and its large size both with respect to personnel and the dollar volume of its business. If the leaders of our country and its citizens had reacted strongly to organized crime as a menace, it seems likely that it would have been reduced to a fraction of its present size.

*Page 58*

*Paragraphe 39*

(1) — Most large-city gambling is established or controlled by organized crime members through elaborate hierarchies. Money is filtered from the small operator who takes the customer's bet, through persons who pick up

money and slips, to second-echelon figures in charge of particular districts, and then into one of several main offices. The profits that eventually accrue to organization leaders move through channels so complex that even persons who work in the betting operation do not know or cannot prove the identity of the leader. Increasing use of the telephone for lottery and sports betting has facilitated systems in which the bookmaker may not know the identity of the second-echelon person to whom he calls in the day's bets. Organization not only creates greater efficiency and enlarges markets, it also provides a systematized method of corrupting the law enforcement process by centralizing procedures for the payment of graft.

Organization is also necessary to prevent severe losses. More money may be bet on one horse or one number with a small operator than he could pay off if that horse or that number should win. The operation will have to hedge by betting some money himself on that horse or that number. This so-called "layoff" betting is accomplished through a network of local, regional, and national layoff men, who take bets from gambling operations. There is no accurate way of ascertaining organized crime's gross revenue from gambling in the United States. Estimates of the annual intake have varied from \$7 to \$50 billion. Legal betting at racetracks reaches a gross annual figure of almost \$5 billion, and most enforcement officials believe that illegal wagering on horse races, lotteries, and sporting events totals at least \$20 billion each year. Analysis of organized criminal betting operations indicates that the profit is as high as one-third of gross revenue — or \$6 to \$7 billion each year. While the Commission cannot judge the accuracy of these figures, even the most conservative estimates place substantial capital in the hands of organized crime leaders.

*Pages 59-60*

*Paragraphe 40*

(1) — There is no question that the long black hand of organized crime reaches into our state and national legislative chambers. As yet it has nowhere ever mustered a majority, but then it has never needed a majority. It does not have to secure the repeal of statutes outlawing its many activities. Indeed, the existence of some laws aid it in maintaining a monopoly over the activity and gives to the services the organization provides artificial value.

*Page 61*

*Paragraphe 41*

(2) — Organized crime has been defined as "the combination of two or more persons for the purpose of establishing, in a geographic area, a *monopoly or virtual monopoly* in criminal activity of a type that provides a

continuing financial profit, *using gangster techniques and corruption* to accomplish their aim". According to one authority, "it has come to be synonymous with economic enterprises organized for the purpose of conducting illegal activities and which, when they operate legitimate ventures, do so by illegal methods. They have arisen for the chief purpose of catering to our vices..." Criminal activity particularly susceptible to organization includes narcotics traffic, gambling, prostitution, and the illegal manufacture and sale of liquor. These "victimless" crimes, involving the willing participation of parties to the illegal activity, are difficult to prevent and difficult to prove. Reported offences, as reflected by arrest data, will thus give a greatly understated picture of the number of offences in the community.

Page 61

#### *Paragraphe 42*

(1) — The cumulative effect of the infiltration of legitimate business in America cannot be measured. Law enforcement officials agree that entry into legitimate business is continually increasing and that it has not decreased organized crime's control over gambling, usury and other profitable, low-risk criminal enterprises.

(2) — Control of business concerns has usually been acquired through one of four methods :

- 1) investing concealed profits acquired from gambling and other illegal activities;
- 2) accepting business interests in payment of the owner's gambling debts;
- 3) foreclosing on usurious losses; and
- 4) using various forms of extortion.

Acquisition of legitimate businesses is also accomplished in more sophisticated ways. One organized crime group offered to lend money to a business on condition that a racketeer be appointed to the company's board of directors and that a nominee for the lenders be given first option to purchase if there were any outside sale of the company's stock. Control of certain brokerage houses was secured through foreclosure of usurious loans, and the business then used to promote the sale of fraudulent stock, involving losses of more than \$2 million to the public.

Page 62

#### *Paragraphe 43*

(1) — With all these benefits, one might expect that businesses acquired by the racket element would at least be paid for and operated honestly. Such is not the case. Extortion, one of the major criminal activities of the organized underworld, is also used as a means of acquiring an interest in a legitimate business.

(2) — Another danger that exists when a legitimate business is owned and operated by the organized racketeers, is that the employees may be compelled to join a union that is controlled and operated by the underworld.

Page 63

*Paragraphe 44*

(1) — Investigation has demonstrated that there is practically no legitimate field of endeavor that has not been infiltrated by members of the organized criminal groups. They have invaded the field of entertainment. Some have financial interests in performers. Others own night clubs. Some control juke boxes and vending machines. Operating in these fields, they are able to force out competitors and guarantee the success of their proteges. Each enterprise aids the other and maximum profits are squeezed out of the investments.

(2) — The core of organized crime activity is the supplying of illegal goods and services — gambling, loan sharking, narcotics and other forms of vice — to countless numbers of citizen customers. But organized crime is also extensively and deeply involved in legitimate business and in labor unions. Here it employs illegitimate methods — monopolization, terrorism, extortion, tax evasion — to drive out or control lawful ownership and leadership and to exact illegal profits from the public. And to carry on in many activities secure from governmental interference, organized crime corrupts public officials.

Page 64

*Paragraphe 45*

(1) — Syndicate control of the local bookmaker, considered by many to be just a local problem, a street-corner problem, became very obvious. The existence of loose-knit, interlocking directorates which controlled certain types of crime in specified areas became established as a reality.

But the committee was also to learn that the racketeer was found not only engaged in these illegal activities, but that he also took his ill-gained funds and put them into legitimate businesses as well. And, of course, *the racketeer, in addition to transferring his funds to legitimate enterprises, also generally transferred his illegal methods.*

(1) — In some industries the racket-owned enterprise is frequently operated as nonunion shop. In many instances, where the business is unionized, the racketeers are able to avoid a substantial portion of welfare fund payments, by keeping a double set of books.

(2) — The acquisition of a legitimate business or the organizing of a new one may be part of a criminal conspiracy to defraud creditors.



(3) — A legitimate business enables the racket executive to acquire respectability in the community and to establish a source of funds that appears legal and upon which just enough taxes may be paid to avoid income tax prosecution. Organized crime invests the profit it has made from illegal service activities in a variety of businesses throughout the country. To succeed in such ventures, it uses accountants, attorneys, and business consultants, who in some instances work exclusively on its affairs. Too often, because of the reciprocal benefits involved in organized crime's dealings with the business world, or because of fear, the legitimate sector of society helps the illegitimate sector.

(1) — However, no clear-cut evidence exists as to how extensive has been the infiltration of legitimate business by organized criminals. Some of the methods used to gain ownership and control of a legitimate business are known but the full effect of this incursion of the racket element into lawful enterprises is still to be determined. For instance, investigations have established that organized crime groups have used their control of certain labor unions to gain an advantage over legitimate business through "sweet-heart contracts", or the avoidance of unionization. What is not known is how widespread has been this invasion of certain businesses through the controlled unions.

*Pages 64-65-66*

#### *Paragraphe 46*

(2) — Racketeering includes two kinds of business, both based on intimidation. One is criminal monopoly, the other extortion.

(1) — In organized crime, the rationality evident in the creation of specialized occupations among working groups of criminals has, as indicated, been extended to the creation of a cartel arrangement designed to minimize competition. It also has been extended to the creation of a government division of labor designed to maximize organizational integration.

(2) — The simplest explanation of a large scale firm, in the underworld or anywhere else, is high overhead costs or some other element of technology that makes small-scale operation more costly than large-scale. Second is the prospect of monopolistic prices.

(3) — Finally, there is the attraction of not only monopolizing a market but achieving a dominant position in the underworld itself, and participating in its governing.

*Pages 66-67*

#### *Paragraphe 51*

(1) — As with the Deity, moreover, direct knowledge of this phenomenon is apparently not vouchsafed to us. "While law enforcement officials now

have detailed information about the criminal activities of individual men", Professor Cressey writes, "knowledge of the structure of their confederation remains fragmentary and impressionistic". He goes on to say that "our knowledge of the structure which makes *organized crime* organized is somewhat comparable to the knowledge of Standard Oil which could be gleaned from interviews with gasoline station attendants". But there is nothing tentative about his explicit statement that "in the United States, criminals have managed to organize a nation-wide illicit cartel and confederation". And in a lengthy chapter beginning "The structure of the nation-wide cartel and confederation which today operates the principal illicit businesses in America, and which is now striking at the foundations of legitimate business and government as well came into being in 1931", sufficient baroque detail is provided to suggest that interviews with gasoline station attendants may not be totally uninformative for those with ears to hear.

Yet, as Professor Cressey acknowledges, "some officials, and some plain citizens, remain unconvinced". And, although he regards skepticism as "misplaced", he does not, like Senator Kefauver, define unbelievers as criminals, self-servers, blind fools and so on. Which is, in the circumstances, prudent. For when only "fragmentary and impressionistic" data about an "elusive and furtive" phenomenon are available for judgment, it is unwise to assume that doubt must be disingenuous or perverse.

Pages 72-73

#### *Paragraphe 52*

(1) — But, we come now to what must in this context and in the present state of knowledge be crucial questions. The first of these concerns what may be called the mythopeic factors which operate in this field. For it is important to recognize that, quite apart from the evidence available, the notion that behind the diverse phenomena of crime there exists a single mysterious omnipotent organization which is responsible for much of it, is one which has long exerted a powerful influence on the minds not only of journalists but also of law enforcement agents and serious students of crime. The second question which we have to ask is, leaving aside non-evidential and irrational considerations, what kinds of evidence are available and may be regarded as providing a means of ascertaining the truth in this matter ; and further what sorts of argument may be adduced as if not being fully probative at least having a significant bearing on the question at issue.

Page 73

#### *Paragraphe 53*

(1) — In regard to our own society, Ruth Benedict has pointed out that "the fundamental opposition of good and evil is a trait of occidental folklore

that is expressed equally in Grimms fairy tales and in the Arabian Nights. . . It determines some of the most deeply seated world views of western religions and western civilizations. The opposition of God and the devil, of Christ and Antichrist, of heaven and hell, is part of the fundamental intellectual equipment of those who participate in these civilizations". It is probable that a large part of the appeal of such TV series as "The Untouchables", "Target: The Corrupters", and "The F.B.I.", to mention only three, rests on the fact that they dramatize the struggle against organized crime in terms of this fundamental myth. In this, too, it seems likely lies some of the appeal of televised and reported congressional investigations, newspaper accounts of *crusades* against organized crime and a vast literature dealing with law enforcement efforts against it.

Page 74

*Paragraphe 54*

(1) — It is therefore relevant to ask also in *this* context: What would count as evidence against the assertion that an All-American crime syndicate exists? What would constitute disproof of, or be regarded as sufficient reason for withdrawing, that assertion? Is there anything which might conceivably count against it and, if so, what?

Page 75

*Paragraphe 55*

(1) — Organized crime at this level involves association of a small group of criminals for the execution of a certain type of crime, together with the development of plans by which detection may be avoided, and the development of a fund of money and political connections by means of which immunity or relative immunity may be secured in case of detection.

Page 76

*Paragraphe 56*

(1) — Here, too, there would be little dispute. Moreover, in the field of what we may call "service" crime involving the supply of consumer goods and service for which there is a widespread demand, it would be surprising if there did not develop, as in legitimate business, what Harvard economist professor Schelling, in a paper on "Economic Analysis and Organized Crime", refers to as "large-scale continuing firms with the internal organization of a large enterprise, and with a conscious effort to control the market".

The question we are considering however, is whether in addition to such "large-scale continuing firms" located in various parts of the country there is a national syndicate which dominates organized crime throughout the country — one large nation-wide criminal organization which controls

the majority, if not all, of the local undertakings. For the concept of organized crime which was presented in the evidence given by Attorney General Robert F. Kennedy before the Permanent Subcommittee on Investigations of the Committee on Government Operations (McClellan Committee) in 1963 involves "a private government of organized crime, a government with an annual income of billions — run by a commission (which) makes major policy decisions for the organization, settles disputes among the families and allocates territories of criminal operation within the organizations.

*Pages 76-77*

*Paragraphe 57*

(1) — Large-scale continuing firms with the internal organization of a large enterprise, and with a conscious effort to control the market.

*Page 79*

*Paragraphe 63*

(1) — Organized criminal gangs operating in interstate commerce are firmly entrenched in our large cities in the operation of many different gambling enterprises such as *bookmaking, policy, slot machines*, as well as in other rackets such as the sale and distribution of narcotics and commercialized prostitution.

*Page 83*

*Paragraphe 64*

(2) — Who is the typical policy player? He or she — women are heavy bettors — is usually about 40 or older. Mostly, they are embittered, frustrated, shiftless and superstitious. The nickel, quarter or dollar they bet daily represents a dream; a crock of gold spilling into their laps. With one swoop they can retire to luxury and a life of ease. It never occurs to a bettor that he has less than a 1000 to 1 chance of winning. The odds never count, it's the dream, the escape from the humdrum, monotonous, abrasive daily life that must be lived day after day. Sometimes he comes close — if only he had bet 432 instead of 423! The near miss spurs him on. Finally the daily bet is a habit which is never broken. During the Depression we found case histories of men and women who played their relief checks on the numbers. Some spent the money usually set aside to pay a weekly insurance policy premium.

*Page 83*

*Paragraphe 65*

(1) — It is important at this point to pause a moment to examine the so-called "innocent nickel-and-dime numbers game" and the average player

who has made it a multi-million dollar racket. Down through the years we have collected evidence that this supposedly innocent game has financed underworld infiltration into unions, supported loan-shark syndicates and organized crime of every description. The dossier of almost every big-time racketeer shows some affiliation with the policy, or numbers, game. It is their financial stepping-stone to more vicious activities.

*Page 84*

#### *Paragraphe 74*

(2) — The primary, usually indispensable, financial base of a crime syndicate is gambling.

(...) In 1966, two years after a reform mayor had closed down — or driven underground — all of these gambling operations, a team of interviewers' asked a random sample of Wincanton residents their opinions on a variety of questions, including several related to gambling. Fatalism and a sense of unconcern seemed to mark many of their answers. Ninety-six per cent of the respondents agreed with the statement. "No matter what you do, people will always gamble". They also felt that a high proportion of their neighbors actually did gamble ; when asked "How many people in Wincanton like to . . . ?"

(...) Going beyond fatalism and a belief that gambling is widespread, Wincantonites also feel that at least some forms of gambling are not particularly reprehensible. Despite a current ban, 88 per cent of the respondents felt that bingo should be permitted, and 64 per cent agreed that "churches and other charitable organizations should be allowed to hold bingo games". Fifty-nine per cent felt that the state should establish a lottery to support public schools ; 55 per cent thought that the state should legalize all gambling. Forty-seven per cent also felt that "the police should not break up a friendly poker game, even if there is betting".

While not asked this directly, a few Wiscantonites recognized a relationship between gambling and organized crime. Fifteen per cent of those who advocated a state lottery felt that it would serve as a means of getting gambling out from under the control of the rackets ; 11 per cent of those favoring the legalization of all gambling offered this justification. (The most frequently offered explanations for support of either of these proposals were "gambling is harmless" and "the state can use the money" ; "all gambling is wrong" and "people would waste their money" were the most common arguments offered in opposition.

*Page 91*

#### *Paragraphe 76*

(1) — It will not be easy to establish organized crime as a social problem,

despite the fact that organized criminals already are exacting tributes from most Americans, and despite the fact that, by means of political corruption, organized criminals have already deprived many Americans of their right to cast an effective vote, to experience a fair trial, or, generally to be honestly dealt with in political and economic relationships. There are three reasons for believing that this problem will not in the near future become a social problem, one of them a legal reason.

First, the American confederation of criminals thrives because a large minority of citizens demand the illicit goods and services that it has for sale. (...) But if *La Cosa Nostra* were suddenly abolished, it would be sorely missed because it performs services for which there is a great public demand. The organized criminal, by definition, occupies a position in a social system, an "organization", which has been rationally designed to maximize profits by performing illegal services and providing legally forbidden products demanded by members of the broader society in which he lives. Just as society has made a place for *La Cosa Nostra* by demanding illicit gambling, alcohol, and narcotics ; usurious loans ; and a cheap supply of labor. *La Cosa Nostra* has made places, in an integrated set of positions, for the use of the skills of a wide variety of specialists who furnish these goods and services. Organized crime cannot become a social problem until a much broader segment of society perceives that the cost of the services provided is too high.

Second, a large proportion of the persons demanding illicit goods and services believe that they are being supplied by criminals who are unorganized and who, for that matter, are not very criminal.

(...) "Gambling" cannot become a social problem until it is widely known that bookmakers are not gamblers. The nature of their business is such that they must join hands with others in the same business. Other illicit businesses have the same character. By joining hands, the suppliers of illicit goods and services (1) cut costs, improve their markets, and pool capital ; (2) gain monopolies on certain of the illicit services or on all of the illicit services provided in a specific geographic area ; (3) centralize the procedures for stimulating the agencies of law enforcement and administration of justice to overlook the illegal operations ; and (4) accumulate vast wealth which can be used to attain even wider monopolies on illicit activities and on legal businesses as well. Organized crime cannot become a social problem until a much broader segment of society perceives that "organization", not gambling, is the phenomenon to worry about.

Third, "organized crime" is not against the law. What is against the law is smuggling and selling narcotics, bookmaking, usury, murder, extortion, conspiracy and the like. Except when conspiracy statutes are violated, it is not against the law for an individual or group of individuals rationally

to plan, establish, and develop a division of labor for the perpetration of crime, whether it be bookmaking or murder. Neither is it against the law for an individual to participate in such a division of labor.

(...) The legal lacunae permit directors of illicit businesses to remain immune from arrest, prosecution, and imprisonment unless they themselves violate specific criminal laws such as those prohibiting individuals from selling narcotics. Moreover, they permit law enforcement agencies to ignore organized crime if they wish to do so, because any change in policy is not reflected in a set of statistics. Most important, it makes it difficult for a wide segment of society to perceive "organized crime" as a social problem.

*Pages 93-94*

#### *Paragraphe 78*

(1) — Illegal gambling is an area-wide problem, and is not restricted to the District\*. Syndicated on a small scale, a typical gambling operation will obtain most of its bets from customers in the District, transport the bets to a central office or "bank" in the Maryland suburbs, and finally "lay-off" a portion of the wagers with other gamblers in either the Virginia or Maryland suburbs or the District. There are indications that over 100 million dollars is bet annually on "numbers" and sports events in the Metropolitan Area.

\* Letter from Sheldon S. Cohen, Commissioner of Internal Revenue, May 9, 1966.

*Page 95*

#### *Paragraphe 88*

(1) — Most large-city gambling is established or controlled by organized crime members through elaborate hierarchies. Money is filtered from the small operator who takes the customer's bet, through persons who pick up money and slips, to second-echelon figures in charge of particular districts, and then into one of several main offices. The profits that eventually accrue to organization leaders move through channels so complex that even persons has facilitated systems in which the bookmaker may not know the identity of the leader. Increasing use of the telephone for lottery and sports betting has facilitated systems in which the bookmaker may not know the identity of the second-echelon person to whom he calls in the day's bets. Organization not only creates greater efficiency and enlarge markets, it also provides a systematized method of corrupting the law enforcement process by centralizing procedures for the payment of graft.

Organization is also necessary to prevent severe losses. More money may be bet on one horse or one number with a small operator than he could pay off if that horse or that number should win. The operator will

have to hedge by betting some money himself on that horse or that number. This so-called "lay-off" betting is accomplished through a network of local, regional, and national layoff men, who take bets from gambling operation.

Page 102

*Paragraphe 89*

(2) — As a result of the Kefauver hearings, and the previous support furnished by the 1950 Attorney General's Conference on Organized Crime, two pieces of legislation were enacted. This was probably the real beginning of congressional interest in this subject. The witnesses convinced the committee that the basic source of racketeering income was gambling and gambling devices.

This obviously was a matter of Federal interest because of interstate shipments, so Congress enacted the Gambling Devices Act, which restricted the shipment of slot machines and similar gaming equipment, and also, Congress enacted the wagering stamp law, which required those engaged in the business of wagering to purchase Federal tax stamps.

(1) — *Gambling.* Law enforcement officials agree almost unanimously that gambling is the greatest source of revenue for organized crime. It ranges from lotteries, such as "numbers" or "bolita", to offtrack horse betting, bets on sporting events, large dice games and illegal casinos. In large cities where organized criminal groups exist, very few of the gambling operators are independent of a large organization. Anyone whose independent operation becomes successful is likely to receive a visit from an organization representative who convinces the independent, through fear or promise of greater profits, to share his revenue with the organization.

(2) — Fourthly, we are directing our efforts at those activities which we believe bring the racketeer his greatest income. This, in our definite judgment, is wagering, gambling. Here the principal investigative agencies we work with are the FBI and Internal Revenue Service, Intelligence Division.

It is not enough to arrest and convict bookmakers and writers. That is not our purpose. To be successful in an anti-wagering campaign, we have to arrest and convict the higher ups. To this end, we use grand juries to assist in the development of evidence against those who direct illegal gambling enterprises.

This involves, particularly in large national layoff bookie operations, the use of immunity statutes.

Pages 102-103

*Paragraphe 91*

(1) — One of the best illustrations of how racketeering operates as a form of quasi-legitimate business in a big North American city is contained in



William Foote Whyte's classic study *Street Corner Society*. In Boston, according to Whyte's account which has, to my knowledge, never been refuted, the racket most widely practised involved mass illegal gambling by highly organized syndicates operating on what one can only call sound business lines. Gone are the days of internecine gang warfare which characterized American urban crime during the hey-day of bootlegging. Violence is now subdued so competition, as in other commercial concerns, has given way to rational co-operation. The philosophy is : let us unite our illegal practices and divide the spoils, with agreed shares for all racketeers and nobody gets hurt. The police occupy an important role in this organized crime since they possess the power, if not to stamp out unlawful betting then at least to interfere seriously in its extent. Too frequent prosecutions would be bad for business, therefore the police have to be incorporated into the whole concern. Says Whyte : "The cops are paid off. They call it the "union wage". The patrolman gets five dollars a month for every store on his beat that sells numbers . . . They divide up the territory between themselves." From time to time, in order to allay public anxiety, they make a pretence at enforcing the law. Some of the lesser people who take and transmit the bets allow themselves (for a financial reward of course) to be prosecuted and sent to jail, having pleaded guilty in order to avoid fuss. Whyte suggests that in Cornerville "the primary function of the police department is not the enforcement of law but the regulation of illegal activities". Organized gambling hence operates as a system. All its parts are closely inter-related and individuals, who may come or go, occupy specialized positions in the system. The purpose of the organization is to provide a service to certain members of the public who desire it, i.e. gambling. At the same time it gives the little men involved in the business a reasonable living, offers the police a useful emolument and furnishes the top level racketeers with substantial profits. And seldom does anybody get hurt ! What could be more rational ?

The question which this illustration poses most acutely is whether such rackets ought not to be made lawful. Is this not a vivid example of the way in which modern societies create their own crime ? As the law stands such activities are illegal, but are they really immoral ? It is not much use arguing that betting is an essentially evil practice. It may or may not in individual cases become a damaging vice. But because one man ruins himself by backing horses, is that any justification for forbidding the rest of the community ? Many a man has ruined himself on the stock exchange, but we don't therefore call for a banning of the sale of stocks and shares. Prohibition in America led to bootlegging which in turn led to criminal wars and rival gangs. But what an idiotic law it was ! It is a sound legal proposition that if a law is held in contempt by a substantial body of citizens, then that must be a bad law. A good law, on the other hand, while it

must sometimes be broken to show that it is necessary, should receive the approval of the majority of the people. In this way it is apparent that the possession of a body of laws serves to bind members of a society together. When a serious crime is committed — when, that is to say, a law we are all agreed about is broken — we unite together to seel out the criminal and bring him to justice. A homicide seldom receives asylum, but is hounded by every good citizen. Thus law is socially cohesive and confirms feelings of community. But a bad law acts divisively. If it is invoked, it divides public opinion sharply and makes for disunity. An example of a bad law, almost everywhere held in contempt, is that on the British statute book obliging everyone to attend divine service on Sunday. The Sunday Observance and kindred acts have never been revoked but they are not respected. Imagine what a kurfuffle would ensue if anyone attempted a prosecution under the Sunday Observance Act !

To return to William Foote Whyte's *Corneville* study, we must note two significant things. First, that the existence of anti-gaming laws results in police officers being placed in a position of acute temptation. The patrolman who is "honest" and who will not co-operate with the racketeers and accept his bribe is a source of considerable embarrassment to the whole system. He has to be removed before he creates a scandal and the most effective way is for his superiors to transfer him to another branch of police work where he is not brought into contact with the number's racket. So they put him on traffic control duty, an arduous and unpopular task, *pour encourager les autres*. The second point one has to make, and this is a grave consideration, is that once the racket is in being many people, and the police in particular, have thereafter a vested interest in its continuation. If gambling on numbers were to be made legal, it would no longer be necessary to pay off the cops and they would all be out of pocket. Thus we can see that, in some cases, not only does the society create its own offences but it also tends to develop attitudes of mind favourable to their perpetuation. Once crime becomes a social system it has all the characteristics of other social systems, viz. stability, tradition, individual interest, capital investment an so on.

*Pages 105-106-107*

#### *Paragraphe 96*

(1) — The basic methodological problems stem from the fact that the society of organized criminals, if it is a society, is a secret society. The ongoing activities of organized criminals simply are not accessible to observation by the ordinary citizen or the ordinary social scientist.

*Pages 109-110*

#### *Paragraphe 101*

(1) — LEROY GOULD : Among the professionnall criminals I cannot gener-

alize. It happened. In general what we found is that they would get into it young, but more likely it was in young manhood, rather than teenage juvenile delinquency per se. Typically what would happen is they would be on their first job, and it would be a sort of job where they had contact with other professional criminals, and they would be selling tips, they would be working in a trucking business, for example, and would be selling tips and get to know these guys, found they were living better than they were and got into it. This was a more typical pattern: young, but not the usual pattern of juvenile delinquency.

PAUL MARTINEAU: Did you notice a certain degree of specialization among professional criminals, or was it the reverse: was it remarkable flexibility on their part?

LEROY GOULD: Well, the latter is more descriptive of the case, and the more remarkable because of what we had been led to believe, and in fact what we thought about criminals. Traditionally in the United States the conception of the professional criminal is one who is a craftsman and proud of his trade, a safe cracker, and that is all he does, he only picks safes. The policemen, in fact, they organize their files along this way, along the M. O., the modus operandi of a criminal trying to catch them according to a particular crime done in a particular way, then trying to link up the criminal who does it.

What we found with the professional criminals we talked to is that while they might have preferences as to what they would or would not do, these preferences would be very general in nature and, in fact, they would do a wide variety of things. They would do anything from burglary to fraud to con games, to running a string of prostitutes, the same man, and he would do this all in the course of one year. And as it got too hot, too much pressure being brought on him in one thing and it looked like he would be caught doing one thing, he would move off to do something else, then another team, another detective team was brought in. No, they were very versatile and very opportunistic.

One characteristic of this population is the degree to which they were opportunistic. Occasionally we would find a man who would say: "Look, I will have nothing to do with strongarm activities or with the use of violence. I will have nothing to do with it".

Generally speaking, by the way, the professional criminals are very reluctant to engage in violence. We did find some, for example, that would not engage in armed robbery because they were just too afraid of violence, but other than that — and, of course, all of them would not know how to blow a safe, but safe blowing is very rare these days, but they would do a wide variety of things if the opportunities arose, and they watch the opportunities, they organized crimes into small groups of criminals who engag-

ed in crimes around the opportunities to commit crimes, putting together different people with different skills for each one, but in general any one criminal has to engage in a wide variety of crimes and have a wide variety of skills, probably the most important being able to evade detection. The skills are not all that difficult, by the way.

**PAUL MARTINEAU :** The majority of the criminals that you spoke about were ones that were more or less given particular jobs, particular tasks in a job that was being undertaken or were they leaders? In other words, did these people work independently, were they people who worked as part of a group, and if they did, were they the ones in the main in charge of the group, or just people given a job by somebody who was planning something?

**LEROY GOULD :** We talked to people that worked in all types, but to be more clear I should point out that the structure of these groups is very loose. Leadership in them is on a one-time basis, usually there is no clear pattern of gang operation or leadership. There is a pattern of shared or divided workload, but clear leadership — leadership is not clear or evident, generally, with some exceptions, of course.

So we find that the one who would be a leader of a particular job is usually the one who found the opportunity and who was organizing it and went out and got some friends to help him out. That is as close as leadership came, and we found amazingly a very great lack of stability in the groups themselves. In the small groups of professional criminals they almost always were organized around one crime only. They were re-organized for each additional crime.

We found some groups, especially of the more successful criminals, especially in Chicago, where there was the most evident structure that we found in any of the cities we looked into. We found there that there was a loose organization of maybe 200 professional criminals who had some family ties and childhood ties. Loose organization of that kind, but then who would maybe group together in a small group, core group, for a series of jobs, series of crimes, but if these gangs lasted a year it was a long time. They typically would be for no more than one or two jobs, and there is a real important reason for this, and this is because each job demands its own specialists, even the number of people had to vary, and that is determined by the crime, not by the gang.

I mean, it takes a different number of people and a different type of people to engage in a warehouse theft than it does to, say engage in a hi-jacking or a jewelry theft, and so on.

So what we found was that the structure, the groupings together were very fluid, very, very poorly structured, and very little of ongoing leadership or follow leadership.

PAUL MARTINEAU : Was this something that was known to the police, or something you —

LEROY GOULD : No, this was —

PAUL MARTINEAU : They learned from you ?

LEROY GOULD : I do not know that they have learned anything from us. No, they generally were not aware of it. Many of the detectives were still working under the conception that there would be gangs, and they would work for a long time and they would have a particular *modus operandi*. They would tell us this, but at the same time individual detectives would know that was not true. This was a very curious — they would know that they were doing different things ; they would know they would skip town for a time and must be doing something else, but somehow this did not upset their myth.

Generally speaking, the police seemed to think they were better organized and more specialized than we found them to be. Also the police thought they were more honourable than we found them to be.

*Pages 113-114-115*

### *Paragraphe 103*

(1) — *Loan sharking*. In the view of most law enforcement officials loan sharking, the lending of money at higher rates than the legally prescribed limit, is the second largest source of revenue for organized crime. Gambling profits provide the initial capital for loan-shark operation.

No comprehensive analysis has ever been made of what kinds of customers loan sharks have, or of how much or how often each kind borrows. Enforcement officials and other investigators do have some information. Gamblers borrow to pay gambling losses ; narcotics users borrow to purchase heroin. Some small businessmen borrow from loan sharks when legitimate credit channels are closed. The same men who take bets from employees in mass employment industries also serve at times as loan sharks, whose money enables the employees to pay off their gambling debts or met household needs.

Interest rates vary from 1 to 150 percent a week, according to the relationship between the lender and borrower, the intended use of the money, the size of the loan, and the repayment potential. The classic "6-for-5" loan, 20 percent a week, is common with small borrowers. Payments may be due by a certain hour on a certain day and even a few minutes default may result in a rise in interest rates. The lender is more interested in perpetuating interest payments than collecting principal ; and force, or threats of force of the most brutal kind, are used to effect interest collection, eliminate protest when interest rates are raised, and prevent the beleaguered borrower from reporting the activity to enforcement officials.

No reliable estimates exist of the gross revenue from organized loan sharking ; but profit margins are higher than for gambling operations, and many officials classify the business in the multibillion dollar range.

*Pages 116-117*

*Paragraphe 105*

(2) — These interviews all went quite smoothly with one exception. He became extremely upset when I questioned him about the use of strong-arm methods in his loan-shark operations. This had been prompted by an FBI report that he often carried a baseball bat with him while making the rounds to delinquent debtors. But except for “maybe two or three times”, he was outraged at the suggestion that he ever used force to collect loans. “What did I want to do that for ?” he snapped. “I only dealt with people I knew would pay-bookmakers, policy men, guys like that. I stayed away from businessmen. What good was it beating up somebody ? The idea was to keep the money moving”.

*Page 118*

*Paragraphe 106*

(1) — Mr. FASCELL : Then the main thrust of what you are telling us is that as far as organized crime is concerned, its heart and soul is gambling on a national level, all interstate, interlocked, and directed ?

Mr. VINSON : Yes, sir. That is definitely and distinctly the source of the principal bank roll.

I would not say it is all interrelated, however. There are some open areas. And it operates differently in different cities.

For instance, in the city I referred to there is one distinct gambling operation that is Cosa Nostra owned, controlled, and run. This is a tight ethnic group. There are two other gambling operations in that same city that are not ethnic groups. They are connected. We are frankly not sure how they are connected. We don't know whether it is a question of tribute, maybe a 10 percent overriding royalty, so to speak, or not.

We do know in some cities — there is one major city in the country where the Cosa Nostra ran gambling ; they owned it lock, stock, and barrel, until about 3 or 4 years ago. They concluded to get out of the business, and they did get out of the business. They are no longer actively operating the barbutte and numbers, and so forth. However, our information is that they do extract an overriding royalty, if you will, that approximates 10 percent of the gross in exchange for which they arbitrate territorial disputes, they furnish bondsmen, lawyers, etc.

MR. FASCELL : Sounds kind of professional. You mean they have given up settling disputes the old-fashioned way ?

MR. VINSON : Well, their ultimate mediation decision has quite a few teeth in it, Mr. Chairman. They don't have the collection and enforcement problems that some of us have.

MR. FASCELL : You mean they still do use the old-fashioned way on occasion ?

MR. VINSON : Yes, sir.

MR. FASCELL : Just line them up and shoot them ?

MR. VINSON : Yes, sir. I actually believe they do it reluctantly these days, though, because I believe —

MR. FASCELL : That is a new twist on crime.

MR. VINSON : I believe they try to avoid the glare of publicity. We have a fairly apathetic public, particularly in the gambling area, and they are smart enough not to want to arouse the citizenry.

*Pages 119-120*

#### *Paragraphe 107*

(2) — There is a clear connection between so-called ordinary crimes and organized crime. Former Attorney General Katzenbach noted in 1965 that : "It is racketeers' involvement in narcotics which causes substantial theft and robbery, committed by addicts to support their hunger.

It is the racketeer's method of dealing with those who stand in his way which established examples of violence for others. Organized crime is known as a sponsor of burglary, hijacking, and bank robberies. The National Crime Commission pointed out that trucking, construction, and waterfront shipping companies, in return for assurance that business operations will not be interrupted by labor discord, countenance pilferage sponsored by organized crime on company property.

(1) — Chicago and New York, where the organized crime problem is most severe, contain about 5.4 percent of the nation's population. Yet, in 1966, these two cities alone accounted for 10.7 percent of the murders and non-negligent homicides, 11.8 percent of the forcible rapes, 26.3 percent of the robberies, 15 percent of the aggravated assaults, and 10.9 percent of the burglaries in the entire nation.

*Pages 120-121*

#### *Paragraphe 108*

(2) — It is apparent that a variety of working arrangements exist between professional criminals and organized crime which are of significance for both categories of crime. There is some evidence, for example, that the

fences and loan sharks with whom professional criminals deal are frequently part of the organized crime operation. And there is some indication that organized crime exerts significant power and control over professional crime.

*Page 121*

*Paragraphe 111*

(1) — But Valachi meant a great deal to the FBI for a very special reason. Prior to the advent of Kennedy as Attorney General, it had been paying little attention to organized crime. In 1959, for example, only four agents in its New York office were assigned to this area, and their work was primarily in-office “bookkeeping” chores collating such routine information as the whereabouts of known racketeers. On the other hand, upwards of 400 agents in the same office were occupied in foiling domestic Communists. Although FBI Director J. Edgar Hoover nominally takes orders from the Attorney General, he had operated under a succession of them as if they never existed. Kennedy was able to change much of this, at least during his tenure. Not only was he knowledgeable and concerned about organized crime and determined to crimp its mushrooming growth, but he also had a brother in the White House. Thus by 1962, again using New York as an example, about 150 agents, the bulk of them drawn from security work, were specializing in organized crime, assigned to specific cases, ferreting out leads, actively engaged in surveillance, etc. Still, embarrassingly caught off guard by Kennedy’s initial demand for underworld intelligence data, the FBI high command had been forced to resort to widespread wiretapping and bugging to provide information which is euphemistically ascribed to sources like “confidential informant T-3, known to be reliable in the past”. Now all at once here was Valachi, the first warm body to come forward whose statements jibed with this electronic eavesdropping and apparently a hot prospect to fill in the gaps.

*Page 127*

*Paragraphe 112*

(2) — (. . .) the basic distinction between ordinary criminals and organized criminals turns on the fact that the ordinary criminal is wholly predatory, while the man participating in crime on a rational, systematic basis offers a return to the respectable members of society. If all burglars were miraculously abolished, they would be missed by only a few persons to whose income or employment they contribute directly — burglary-insurance companies, manufacturers of locks and security devices, police, prison personnel, and a few others. But if La Cosa Nostra were suddenly abolished, it would be sorely missed because it performs services for which there is a great public demand.

*Page 127*



*Paragraphe 114*

(1) — The accidental police discovery of a conference of Italian figures, most of them with underworld and police records, in Apalachin, New York, in November 1957, revived the talk of a Mafia. "Time" magazine assigned a reporter, Serrell Hillman to check the story, and this is what he reported : "I spent some two weeks in New York, Washington and Chicago running down every clue to the so-called Mafia that I could find. I talked to a large number of Federal, state and local law enforcement authorities ; to police, reporters, attorneys, detectives, non-profit civic groups such as the Chicago Crime Commission. Nobody from the FBI and Justice Department officials on down, with the exception of a couple of Hearts crime reporters — always happy for the sake of a street sale to associate the "Mafia" with the most routine barroom shooting — and the Narcotics Bureau believed that a Mafia exists as such. The Narcotics Bureau, which has to contend with a big problem in dope-trafficking, contends that a working alliance operates between an organized Mafia in Italy and Sicily and a U. S. Mafia. But the Bureau has never been able to submit proof of this and the FBI is skeptical. The generally held belief is that there is no tightly knit syndicate, but instead a loose "trade association" of criminals in various cities and areas, who run their own shows in their own fields but have matters of mutual interest to take up (as at the Apalachin conference). At any rate, nobody has ever been able to produce specific evidence that a Mafia is functioning."

In early 1959, Frederic Sondern, Jr., an editor of the "Reader's Digest", published a best-selling book on the Mafia, "Brotherhood of Evil", but a close reading of Mr. Sondern's text indicates that his sources are largely the files of the Narcotics Bureau, and his findings little more than a rehash of previously publicized material. (For a devastating review of the book, see the "Time Literary Supplement", London, June 12, 1959, p. 351.) Interestingly enough, in May 1959, Alvin Goldstein, a former assistant district attorney in New York, who had prosecuted racketeer Johnny Dio, conducted a crime survey of California for Governor Pat Brown and reported that he found no evidence of the existence of a Mafia in California.

*Page 129-130*

*Paragraphe 115*

(1) — If the subcommittee were to do nothing more than to provide the people of the United States with a better comprehension of the organized crime menace and the obligation of the citizenry to aid in eradicating this evil, I would feel that our efforts were more than justified. However, we do not intend to stop at that point. It is certainly my fervent hope that

this study will result in actions and recommendations which will further buttress the Federal Government's abilities to carry out its responsibilities against syndicated crime.

*Page 131*

*Paragraphe 117*

(1) — RALPH SALERNO : In my paper I say that the best weapons that have thus far been devised to fight organized crime is the gathering and dissemination of knowledge rather than evidence in a court because here is what is wrong with case orientation :

If you study organized crime you address yourself to three things : you say there is some kind of an organization, and then you say there are personnel which make up this organization and performs its function, and then you have an end product which might be illegal goods and services. Okay.

Let's study organized crime. In the United States there are those three aspects. We find we have been totally unsuccessful in doing anything about organization, per se.

There is one piece of legislation which is being introduced, which is intended to be directed at the organization in that it makes it a violation of law for anyone to hold membership in an organization involved in a continuing conspiracy to commit crime.

The intent of that law is good, but I think in the actual process of establishing who is a member, we are talking about an organization that has members but no membership rolls ; members but no membership cards. How will we ever be able to satisfy a court that we have evidence which will prove membership we don't know.

So I say in attacking the organization per se, society has not yet come up with anything that really could be considered useful.

Let's take the other side of the equation : illegal goods and services have expanded tremendously. Narcotics and addiction to narcotics is a greater problem today in our country than it has ever been.

Gambling has increased in dollar volume tremendously. There is no evidence that the number of people seeking this illegal service has diminished, but certainly in dollar volume we know it has been increased tremendously.

What about the personnel ? At first glance I feel very pleased with ourselves because we can say we have removed from the scene any number of people involved in organized crime. We can point to a conviction and we say, "Look, we put these people in jail", and what did we really accomplish ? How hard did we hurt organized crime by putting people in jail ? Not at all.

So the only area where we have had success which is in putting people in jail has not hurt organized crime at all because it is self-perpetuating. They have no indispensable men.

My answer to someone who believe that "Well, we put so-and-so in jail", my answer to them is "What was he doing before he went to jail?"

He was in charge of gambling in West Montreal".

"Did you abolish gambling in West Montreal?"

"No, he went to jail and two other fellows are running the store for him", so you have accomplished, in my estimation, nothing by putting him in jail.

Your object is to eradicate from illegal activity in this geographical area. If putting him in jail did not accomplish that, you have accomplished nothing.

*Pages 132-133*

#### *Paragraphe 118*

(1) — Now, we have been doing that ; and this is what we discovered. We have established pretty clearly, I believe that fighting organized crime cannot be left to the law enforcement man all by himself. He cannot do the function.

I think any law enforcement man who would not admit to that does himself a disservice, and certainly the public he is supposed to serve.

I think law enforcement should very frankly and openly admit, "We can't control organized crime all by ourselves". It calls for more than that. It calls for application to organized crime of the entire area of the administration of justice.

The courts must learn something about organized crime and how it operates, so that in their role in the administration of justice they can have this awareness. Probation people, parole people, correctional institutional people — all these people that go into making the administration of justice must play their part in trying to control organized crime.

We have to go beyond the area of the administration of justice, and we have to realize that organized crime is a very complex thing. It is not a cops and robbers story. So we find that there are sociological factors involved here. We find that there are economic factors involved here.

So what we have to do is get people — and we have started to do it ; we have started to get people in the academic and intellectual community, who have a particular professional expertise, to come and take a look at organized crime.

(1) — For example, some have discussed a suggestion box type of operation : if you have any ideas, drop in here, and we will drop it over to the Organized Crime Section. The theory goes that if you stimulated public interest and

activity in this kind of thing — which would amount to house-to-house informants, for example, and vigilante committees — that you would clog the whole law-enforcement machinery to the point where it could not do anything.

What is your comment on this kind of idea ?

*Mr. Vinson :* I would agree with you in part — that certainly we do not need any committees of public safety, vigilante operations. That is contrary to our history and philosophy. Public protection is Government's business.

I think an informed public, a public that is aware of the problem is what I mean.

You do have the problem — and again it gets back to what Congressman St. Germain said — about the 25 percent arrest rates. Our courts are clogged. If the police were to waive a magic wand and double their arrest rate, our court system could well collapse. This is a challenge that I would love to be faced with. We have resources in this country that we can devote to our institutions of criminal justice, and that we should devote to them.

*Mr. Fascell :* Well, I agree with you.

*pages 134-135-136*

#### *Paragraphe 119*

(2) — Second, (...) much more important is the bias involved in the administration of criminal justice under laws which apply exclusively to business and the professions and which therefore involve only the upper socio-economic class. Persons who violate laws regarding restraint of trade, advertising, pure food and drugs are not arrested by uniformed policemen, are not often tried in criminal courts, and are not committed to prisons ; their illegal behavior generally receives the attention of administrative commissions and of courts operating under civil or equity jurisdiction. For this reason such violations of law are not included in the criminal statistics nor are individual cases brought to the attention of the scholars who write the theories of criminal behavior. The sample of criminal behavior on which the theories are founded is biased as to socio-economic status, since it excludes these business and professional men. This bias is quite as certain as it would be if the scholars selected only red-haired criminals for study and reached the conclusion that redness of hair was the cause of crime.

*Page 136*

#### *Paragraphe 120*

(1) — Consider the former way of life of Frank Costello, a man who has repeatedly been called a leader of organized crime. He lived in an expensive apartment on the corner of 72d Street and Central Park West in New York.

He was often seen dining in well-known restaurants in the company of judges, public officials, and prominent businessmen. Every morning he was shaved in the barbershop of the Waldorf Astoria Hotel. On many weekends he played golf at a country club on the fashionable North Shore of Long Island. In short, though his reputation was common knowledge, he moved around New York conspicuously and unashamedly, perhaps ostracized by some people but more often accepted, greeted by journalists, recognized by children, accorded all the freedoms of a prosperous and successful man. On a society that treats such a man in such a manner, organized crime has had an impact.

*Page 137*

*Paragraphe 121*

(1) — Organized crime must be thought of as a natural growth or as a developmental adjunct to our general system of private profit economy. Business, industry, and finance are all competitive enterprises within the area of legal operations. But there is also an area of genuine economic demand for things and services not permitted under our legal and social codes. Organized crime is the system of business functioning in this area. It, too, is competitive, and hence must organize for its self-protection and for control of the market.

*Page 138*

*Paragraphe 122*

(1) — This is a common assumption among law-enforcement personnel. When I approached one official with a plea for aid in obtaining organized-crime data from his agency, his first reaction was one of bewilderment. He recalled the publications of the McClellan Committee and the work of the participants in Senator (then Attorney General) Kennedy's "organized crime drive", then asked: "What can you do? What can you possibly say that hasn't been said?"

*Page 139*

*Paragraphe 134*

(1) — Sgt. Ralph Salerno, of the New York City Police, regarded as an expert on organized crime, testified to the results. In each case, Sergeant Salerno verified from police records the specific details of Valachi's accounts of the gang slayings, including dates, locations, and circumstances.

*Page 149*

*Paragraphe 144*

(1) — MR. St. GERMAIN: Well, I am talking now on the Federal level.

Supposing you want information from the FBI this afternoon on John Doe that you are investigating, and you feel that information they have in their files would be of immense value to you, you save your investigators a great deal of time, and help you to conclude successfully this investigation and indictment, a whole lot sooner, and perhaps make sure that you do get sufficient evidence to have an indictment. Can you get that information this afternoon?

MR. CASEY: Yes. But I understand what is in the back of your mind, sir. I think the Justice Department has reached that point. I think maybe Mr. Vinson and Mr. Peterson, during their presentation, mentioned about a project that they have doing where everybody as one unit is involved in a certain area. We found...

MR. FASCELL: This is the experimental project in the East up here?

MR. CASEY: Yes, sir. We have found in the past the Justice Department was accumulating all of this information and intelligence. We could seek that out by going to them on an individual basis, on a case-by-case basis. We find now that with their attorneys that they have assigned to the different districts throughout the country, where our people are involved, that he is sort of a local on-the-spot coordinator there.

We might have a very minimum amount of evidence on one of these individuals where he will have knowledge that Immigration or Narcotics or somebody else who have more. And through the united effort they try to get the whole group together working toward one goal to get the individual involved on the type of violation where the most evidence exists.

MR. St. GERMAIN: My question is this. If you were to call the FBI this afternoon on John Doe and say "We have reason to believe that we can make a case here, however there are certain parts of the puzzle that we do not have as yet, and we need your file on this man with all the information that you have on him for our people to go over, to see whether or not the missing links are available from your file". Can you get that information this afternoon?

MR. CASEY: We possibly will not get the file. But through the liaison man assigned to the Internal Revenue Service, Mr. Putnam, he would get that information for us.

MR. St. GERMAIN: You would have to go to Internal Revenue to get it from FBI?

MR. CASEY: They have a liaison man assigned to IRS, and we would deal through him. On this case that I was mentioning, Mr. Gallagher, on the big firearms case we made out in California on this individual — he was a suspect in a murder case, just a suspect with a lot of other people.

We liaised and coordinated that information through the FBI because they were the ones that had the information that he was a suspect in this murder. But we would not get the case file or the intelligence file.

MR. St. GERMAIN : Now, one further question. The Intelligence Division testified they had 1,700 agents out in the field. You have how many agents ?

MR. CASEY : 970, sir.

MR. St. GERMAIN : According to the concept of the Organized Crime Division, as now set up, they are supposed to be coordinating all of this. They have got 60 men to coordinate, just between your two agencies, the work of 2,600 men, and to serve as liaison.

MR. CASEY : I don't think they have enough man-power myself.

MR. St. GERMAIN : It seems evident, wouldn't you say ?

MR. CASEY : Yes, sir ; I would agree with you.

MR. FASCELL : Will you gentlemen yield at that point. The real point is that the Organized Crime Section cannot coordinate, because they have no line authority with respect to investigations.

MR. CASEY : That is correct, sir.

MR. FASCELL : Furthermore, on a case-by-case basis, with anything that is in the FBI file, which they are carrying on as an independent investigation, unless you ask the specific question on the evidence you want, you don't get an answer, because you don't see the file.

MR. CASEY : We do get a flow of information.

MR. FASCELL : I know. But you don't get the file.

MR. CASEY : No, sir.

MR. FASCELL : Now, the only case and working rule is that if the FBI decides that they cannot make the case, OK, they let you have the file — it is no good to them. Is that a working rule ?

MR. CASEY : In the firearms area we have maybe a closer relationship with FBI than any of the other areas of jurisdiction that we have. We do get daily information on Klan members who possess firearms, we get it on the Minute Men. This is a general day-to-day referral basis. They give us the complete file on what they develop in that area. But the other — it is usually on a case-to-case — we go to them for certain information.

MR. FASCELL : How about with other agencies that have investigative information that might be of value to you ? Do you have the same kind of difficulty ? Is it on a case-by-case basis with specific requests for evidence ?

MR. CASEY : In our own family of the Treasury Department, no sweat, sir.

MR. FASCELL : But you go outside of Treasury, and you have a problem. An operational problem.

MR. CASEY : That is why I think this section over here has been invaluable to us in Justice, because they have been able to get information from all of the agencies, I expect, and we go to them, if there is a missing link in our case, to see if they have something we need.

MR. FASCELL : And if they can get it. We are talking about the Organized Crime Section.

MR. CASEY : Yes, sir.

MR. FASCELL : And if they can get it. Because they probably cannot get the file either.

MR. GALLAGHER : Who ?

MR. FASCELL : The Organized Crime Section.

MR. GALLAGHER : Why ?

MR. FASCELL : Don't ask me. Ask them. I don't know.

MR. St. GERMAIN : Are there any FBI agents in this experimental unit that you referred to, that you are aware of ?

MR. CASEY : I cannot answer that, sir. We have a man up there, my assistant is up there — not constantly. But I understand that the FBI did come in in the general discussion when they kicked the thing off. Whether they have somebody in there now or not, I do not know.

MR. St. GERMAIN : One further question. OCD asks you to concentrate, once again, on John Doe, maybe a member of the Cosa Nostra, or a suspected head of organized crime in a particular area. Does OCD then supply you and Internal Revenue and let's say Immigration and Customs with a full file from all the agencies — in other words, compile your respective files into one complete file — here is the information we have to date on this individual.

MR. CASEY : We have access to go into these files on any case that we have. But as far as getting a complete file from them, I am sure we could get it.

MR. FASCELL : The answer is, Mr. St. Germain, there is no such master file. There is no compilation of investigative evidence.

MR. St. GERMAIN : Why haven't OCD Division, where they say they are coordinating and working together — if they are not going to work in this manner . . .

MR. GALLAGHER : Their computer is not complete.



MR. FASCELL : That is the reason, we are holding this inquiry, because there seems to be some question about what is really being coordinated with respect to an organized crime drive in the country. That is a very good point.

*Pages 156 à 159*

*Paragraphe 148*

(1) — The creation in the last century of statutory police forces throughout Great Britain marked a major break with the past. For hundreds of years constables had been unorganized, generally inefficient, not infrequently corrupt. Until about the middle of the eighteenth century these rudimentary arrangements made for the protection of the public were no doubt generally adequate for the needs of a predominantly rural community, but they were quite unable to cope with the consequences of the industrial revolution, the rapid expansion of the population and the growth of towns. Reluctant, however, to improve the effectiveness of the police for fear of creating an instrument capable of serving the ends of tyranny, the Government sought to meet the situation by increasing the severity of the criminal law ; and the death penalty was extended to all but the most trivial offences. But crime was not the only problem. Political agitators constituted a direct threat to established authority. At times, as during the Gordon Riots in 1780, London was in the hands of the mob, and even the military were powerless to intervene. Yet still, for another half-century. Parliament seems to have feared less the visible dangers of insecurity and of growing lawlessness than the threat to liberty which it saw in an effective police force. ( . . )

“ . . . It is difficult to reconcile an effective system of police, with that perfect freedom of action and exemption from interference, which are the great privileges and blessings of society in this country ; and Your Committee think that the forfeiture or curtailment of such advantages would be too great a sacrifice for improvements in police or facilities in detection of crime, however desirable in themselves if abstractedly considered”.

These debates, in substantially the same terms, have continued to the present day ; and they have been echoed in much of the evidence submitted to us — with recent examples of “ police states ” cited as menacing instances of failure in the twentieth century to solve the problem succinctly stated two centuries earlier by Dr. Johnson :

“ The danger of unbounded liberty and the danger of bounding it have produced a problem in the science of government which human understanding seems hitherto unable to solve”.

The establishment of statutory local police forces was the first attempt made in this century to grapple with this problem ; and it is in the legislation

by which these forces were established that the characteristics which dominate the modern police system emerge.

*Pages 166-167*

*Paragraphe 154*

(1) — The most common response to organized crime is to build prosecutions against the members of organized crime. Along with arrests and prosecutions, law enforcement may harass organized crime by means of the close attention which is given to its members. Such responses attack organized crime as an existing, thriving process. In order to succeed as a process, it must be supported by many elements in the larger social context.

*Page 175*

*Paragraphe 156*

(1) — The social scientist and social engineer can contribute much to the improvement of the organized crime situation by aiding in the development of new social responses aimed at reducing the degree to which society supports organized crime. Such assistance begins with an exploration of the way in which this support is given. Two particularly important areas of support appear to be : (1) the acceptance by the popular ethic of much greater freedom in the accumulation of wealth and political power than is tolerated by the official ethic, and (2) the acceptance by part of the popular ethic of a wider range of pleasure-seeking behavior than is permitted by the remainder of the popular ethic.

(2) — If public officials or social engineers discover important reasons for altering the present situation, the people and their leaders must be sold on the change before it has a chance of success.

*Pages 176-177*

*Paragraphe 157*

(3) — The Los Angeles Police Department was one of the first local police agencies to become aware in detail of the cartel nature of the organization of modern organized crime. This was a major working premise in Los Angeles when it was denied or discounted elsewhere. The department believes that its ability to contain a serious and expanding organized crime problem was due in part to its use of electronic equipment. Today its personnel believe that the division's effectiveness is seriously undercut by its inability to use such equipment. Its present intelligence estimates, for example, reflect the lack of this source of information. In addition, the effectiveness of the department as a whole is believed to be undercut by the widespread use of the telephone by organized crime groups in both the

gambling and narcotics fields. Little reliance is placed on the use of paid informants by the division although funds are available for the purchase of information.

Competence and dedication of the department has thus accounted, in part, for the present law enforcement control or organized crime in Los Angeles. The absence of serious political corruption problems has also played a major role. This is accounted for, in part, by the traditions of the State dating back to former Governor Earl Warren and *the wide use of civil service*.

The files of the Intelligence Division are indexed as to persons, classes of crime, areas of crime, and businesses. An excellent cross-index exists to speed information retrieval. The division regularly collects information from national newspapers and congressional and other investigative hearings.

(1) — An important aid in this area, which has been used successfully by some prosecutors' offices, is the employment of skilled certified public accountants. Their specialized experience and training has been utilized to expose the activities of criminal organizations in acquiring and operating legitimate business.

(2) — The sociologist, the anthropologist, the economist, the political scientist and others, must come forth and take their rightful place in the team effort. Then, and only then, can we properly speak of a "war against organized crime". Our principal soldiery will have to be made up of educators, for the best proven weapons thus far have been the amassing and dissemination of knowledge.

*Pages 177-178*

#### *Paragraphe 158*

(1) — There is much for an economist to study. As organized crime begins to invade such basic regions of our economic system as the stock market, banking, and real estate ; someone should be charting the extent of these invasions.

(2) — Systems analysts who would study organized crime must show a concern for identifying a division of labor established for the administration of justice as well as for making profits. What they have learned from studies of legitimate judicial and law-enforcement systems should be combined, in studies of organized crime, with what they have learned from studies of legitimate business enterprises.

*Page 179*

#### *Paragraphe 160*

(1) — First, information on organized crime has, by and large, been presented to the public in a sensational manner. Policemen, well aware of the

sensationalism present in televised Congressional hearings involving unsavory characters ; in newspaper accounts of the activities of "muscle men", "go-rillas", and "meat hooks" ; and in popular books about "The Mafia Menace", say that the public is misled because the mass media insist on playing "cops and robbers" and "gang busters". Newspapermen find it virtually impossible to depict the participants as anything but gangsters who prey principally on each other. For example, there are few newspaper accounts in which Mr. Lucchese is called "Mr. Lucchese" or Mr. Ricca is called "Mr. Ricca". The writer always displays his "inside knowledge" about how things really are by using the first name, parenthesis, corny "alias", parenthesis, last name. "Mr. Lucchese", when he was alive, could possibly have been someone who was corrupting my labor union, but "Three Finger Brown" could only have been a somewhat fictitious character in a "cops and robbers" story.

(. . .) Calling the murder a "hit" makes it all but impossible for the reader to realize that control of a community's economic and political affairs by an alliance of criminals is serious business, certainly as serious as would be control of these affairs by Communists.

Page 180

#### *Paragraphe 162*

(1) — Lack of knowledge about organized criminal groups has meant that the public, and even those directly concerned with combating organized crime, see only bits and pieces of what the groups are, what they do, and what effect they have upon society. One may see an article on gambling and organized crime or read about legislative hearings on narcotics and organized crime. A reporter may publish a story about organized crime's infiltration of legitimate business or a federal agency may spend years unraveling bankruptcy fraud schemes perpetrated by organized crime. With this fragmentation, very few persons are raising the question as to what social, political, economic, and criminal effects are produced by the fact that Cosa Nostra groups in practically all sectors of the nations are doing all these things all the time.

Fragmentation also builds up stereotypes in public conception of even organized crime's individual activities. For example, the idea that organized crime still controls and derives much income from prostitution has been perpetuated despite several years of indication to the contrary. Wholly irrelevant remedies, such as legalizing prostitution, are thus still being proposed as a partial counterthrust against organized crime.

Fragmentation of the problem also serves to hinder possible preventive efforts. Concentration upon gambling and loan-sharking alone deters anal-

ysis and planning based upon the broader and more correct conception that organized crime desires to, and does, participate in any criminal activity that offers high profit at low risk of detection.

Fragmentation also means that the public, being aware of only part of the problem, develops much less concern than if the total picture were available to them. Scholars, too, unable to perceive from existing public data that here, indeed, is a national problem deserving priority, have practically neglected organized crime as an area of study.

Page 181

*Paragraphe 163*

(1) — The Grand Jury has proved to be, where used properly, a most valuable aid in the investigation of organized crime. It should have the power to grant immunity when necessary to obtain testimony from coconspirators. *All organized criminal elements are engaged in a continuing conspiracy and the best source of evidence is the coconspirator.* When witnesses have been given immunity, failure to answer or to evade answering proper questions should be punishable as contempt. Failure to answer truthfully should be punishable as perjury. In this connection, the general rule of law in a number of jurisdictions requires that two witnesses must testify to the contrary to establish proof of the crime of perjury. This requirement should be re-examined to provide a fair and just but realistic rule.

In order to insure that witnesses are not threatened or harmed, adequate money and facilities should be provided to protect them and their families. The power of the Grand Jury can be further strengthened by granting the jury itself the right to appeal to higher authority should the prosecutor responsible for the presentation of evidence before it fail to do his duty properly. The Grand Jury should have the right to issue reports exposing corrupt practices to public attention and recommending legislation to deal with new problems as they come to light.

Pages 182-183

*Paragraphe 166*

(1) — Organized crime, like any large enterprise, depends upon swift communications for effective operation. For its members, particularly its insulated leaders and bosses, the telephone is the primary means ; the surreptitious meeting, the secondary means.

(1) — One of the most serious consequences of the present state of the law is that private parties and some law enforcement officers are invading the privacy of many citizens without control from the courts and reasonable

legislative standards. While the Federal prohibition is a partial deterrent against divulgence, it has no effect on interception, and the lack of prosecutive action against violators has substantially reduced respect for the law.

The present status of the law with respect to wiretapping and bugging is intolerable. It serves the interest neither of privacy nor of law enforcement. One way or the other, the present controversy with respect to electronic surveillance must be resolved.

*Pages 184-185*

#### *Paragraphe 167*

(2) — The conclusion of the Nordic Conference of The Right to Privacy was that this term means the right to be let alone to live one's own life with the minimum degree of interference. In expanded form : The right of the individual to lead his own life protected against :

- a) interference with his private, family and home life ;
- b) interference with his physical or mental integrity or his moral or intellectual freedom ;
- c) attacks on his honour and reputation ;
- d) being placed in a false light ;
- e) the disclosure of irrelevant embarrassing facts relating to his private life ;
- f) the use of his name, identity or likeness ;
- g) spying, prying, watching and besetting ;
- h) interference with his correspondence ;
- i) misuse of his private communications, written or oral ;
- j) disclosure of information given or received by him in circumstances of professional confidence.

*Page 186*

#### *Paragraphe 170*

(1) — In the first place, the crying need in the improvement of law enforcement is its removal from the influence of local politics and its establishment as a technical and professional function. The creation of a unified police metropolitan command would be designed to eliminate the present disastrous effects of local political domination of the police. Secondly, there are ample safe-guards which can be provided to insure that a regional police authority operating as such would be to the equal advantage of the central city, the outlying cities and villages and their adjacent unin-corporated areas.

*Page 188*

*Paragraphe 171*

(2) — Police departments in every major city should have a special intelligence unit solely to ferret out organized criminal activities and to collect information regarding the possible entry of criminal cartels into the area's criminal operations.

(3) — The prosecutor's office in every major city should have sufficient manpower assigned full time to organized crime cases. Such personnel should have the power to initiate organized crime investigations and to conduct the investigative grand juries recommended above.

*Page 188*

*Paragraphe 172*

(1) — It uses the automobile, the telephone and the radio. Because of its heightened mobility, its "big business" character, it does not confine itself to a single jurisdiction. At the same time, its extensive organization and its enormous earnings make possible the corruption and subversion of local political processes. In my judgment, the creation of a Metropolitan Police function is the most important single step that could be taken in subjecting the organized criminal element to the power and authority of the police.

(1) — Inroads on this illegal system can only be made if the several levels of government enter into effective alliance. Federal, state, and local officials must pool information and secure simultaneous federal and local indictments. Reforms in Newport and in Beaumont were achieved through federal-local cooperation. But in the long run, only metropolitan police forces, coextensive with the new metropolitan communities, have enough time, jurisdiction, freedom of operation, money and authority to support the necessary investigative apparatus.

*Pages 189-190*

*Paragraphe 173*

(2) — It is now possible to provide necessary communications for "surveillance, stakeouts, raids and other such activities", on frequencies not known to criminal elements. This will help. Since both the criminal and those who would locate and apprehend him depend on the automobile, it follows that we must depend on radio to provide the needed communications capability. To accomplish this the use of the radio spectrum in the public safety must be granted a new status, even if it requires an Act of Congress to obtain it.

*Page 190*

#### *Paragraphe 174*

(1) — Organized crime will not be controlled until it is understood, and it will not be understood until its division of labor has been specified in detail.

*Page 191*

#### *Paragraphe 175*

(1) — Before “organized crime” as such can be outlawed we must be able to show how its division of labor differs from the structure of legitimate enterprises.

(2) — The criminal’s behavior is usually viewed, both popularly and scientifically, as a problem of individual maladjustment, not as a consequence of his participation in social systems. Further, the law-enforcement process is, by and large, designed for the control of individuals, not for the control of organizations, or of membership in organizations. Only in exceptional cases, such as those involving price fixing or other monopolistic practices, are organizations put on trial.

*Page 194*

#### *Paragraphe 176*

(1) — But not until the complex divisions of labor called “organized crime” have been identified in detail will legislative bodies be able to proceed with the process of either (a) declaring development of, and participation in, such divisions of labor a violation of the criminal law or (b) specifying that a person committing a crime while occupying a position in an illicit division of labor shall be subject to different procedures in criminal law administration than a person committing the same crime while not participating in such a division of labor.

*Page 195*

#### *Paragraphe 177*

(1) — If we can understand the past, and if we can formulate hypotheses on developments within contemporary organized crime, then perhaps social scientists can assist in the prediction of the future directions of organized crime. What are the aspirations of organized crime? What is their potential for change? If placed under great stress, how will they fight back? If they suddenly discover some important new source of wealth and power, how quickly can they go after it? How big and powerful can they get? These questions have many sides — economic, political, military, and social.

*Page 195*



### *Paragraphe 178*

(1) — Charting the past of organized crime would allow us to measure its dynamics. How fast can it grow or shrink? How easily does power change hands between individuals, groups, and whole ethnic communities? When is it stable? When, unstable? What signs seem to indicate instability? What signs indicate the changes to be expected? How can we assess changes that are in progress?

(2) — The law enforcement officer today is confronted by such a changing climate involving his day-by-day responsibilities that he must constantly change his methods and devise new techniques if he is to achieve his objectives. Progressing and creative thinking is a must if we are to increase the effectiveness of our fight against crime.

*Page 196*

### *Paragraphe 179*

(1) — The criminal justice effort may have to watch its figurative step :  
(i) First, it will probably not be able to command the industry attention that the more affluent defence, space and atomic energy programs have been able to attract. Constraints on support for contractor and grantee facilities, for investment in competing approaches and investigations, and for proceeding with a generally lavish hand in funding research will necessitate more careful and deliberate action ; (ii) As an “economy size” program, the National Crime Commission recommendation for substantial investment in major scientific and technological research programs within one or a few research institutes would seem to make sense. Only by this method may it be possible to achieve the “critical mass” necessary to attract top talent, facilities, and aggregations of the foregoing to criminal justice research ; and (iii) Since the Justice Department may never be a prime R & D market, development of the necessary expertise, discrimination and, indeed, agency aggressiveness in research contracting may be hard to come by. Utilization of the know-how of other major contracting agencies for procurement and proposal work may result in quicker and more efficient dollar deployment.

(1) — The Federal Government must take the lead in the effort to focus the capabilities of science and technology on the criminal justice system. It can sponsor and support a continuing research and development program on a scale greater than any individual agency could undertake alone.

*Pages 197-198*

### *Paragraphe 180*

(2) — Organized crime is a social problem. Its causes are social, its effects

are social, and its most effective treatment should derive from attacking its roots in society. The social scientist and the social engineer can play a major role in the understanding of and control of organized crime. The pursuits described above would not only render an important service to society, but would also create a challenging region of scientific exploration, illuminating many facets of our social development.

*Page 198*

*Paragraphe 181*

(1) — Crime prevention must be multi-faceted : Impinging on problems of housing, employment, family life, education, health, leisure time, neighborhood organization, and it must intertwine the programs addressed to these problems with a coordinated system of — at least ones, that enjoy a high measure of interagency cooperation — with law enforcement and correction.

(3) — A permanent joint congressional committee on organized crime should be created.

(1) — In every State, and every city, an agency, or one or more officials, should be specifically responsible for planning improvements in crime prevention and control and encouraging their implementation.

(2) — Citizens and business groups should organize permanent citizen crime commissions to combat organized crime. Financial contributions should be solicited to maintain at least a full-time executive director and a part-time staff.

*Pages 199-200*

*Paragraphe 182*

(3) — Selected residents in high crime areas must be given progressively important roles in local problem-solving as members of advisory groups, policy bodies and as paid professional aides.

(4) — Today, however, we are facing a new problem. The only check on the growing influence of organized crime is public power. Many of the checks and balances we have built into the exercise of public power are the weak points at which through corruption organized crime has succeeded largely in placing itself above the law.

*Page 200*

*Paragraphe 183*

(1) — These moves are the professionals' and the planners' way of admitting that the consumer must "get into the act". Notwithstanding the

above, there are still agencies and practitioners whose doors remained shut tight, doing for and to — never with — “the party of the first part”, the recipient of the program. Such agencies may become fossils in time. Community planning or programming is too vital a task to leave entirely to the specialist.

*Page 201*

*Paragraphe 184*

(1) — All newspapers in major metropolitan areas where organized crime exists should designate a highly competent reporter for full-time work and writing concerning organized criminal activities, the corruption caused by it, and governmental efforts to control it. Newspapers in smaller communities dominated by organized crime should fulfill their responsibility to inform the public of the nature and consequence of these conditions.

*Page 202*

*Paragraphe 185*

(2) — If we would agree that communication and affiliation represent basic factors in a program of crime prevention, the urban developer is then obligated to design, plan and construct with a deliberate eye to facilitating inter-personal relations, and to bridging the needs of residents with the resources of the community's agencies and institutions.

(1) — The challenge is now to use such empirical wisdom for city planning efforts in the future. The city planner must insure that neighborhoods are laid out for people, not poor people, not segregated in ghetto, not impotent people, but for human beings in a total environment that accommodates to their needs and promotes their growth.

(2) — Today's isolation of low-income families into overly dense and massive sites has led to ingrown and depersonalized communities that are distressingly homogeneous in race, social status, family and cultural background. The life of these families is seriously handicapped because the options offered them are so few.

(3) — To reduce or alter the character of anti-social behavior :

Small scale neighborhood-based programs and service facilities in preference to the large city or district-wide installation.

Experimental designs in construction, such as the “Atrium”, in which the windows of a group of dwellings all face inward toward a sitting and play area with blank walls except for a single door, facing to the outsider.

The removal of thick bushes and hedges as safety hazards. Main traffic arteries rerouted around residential sections. Culs-de-sac to discourage through traffic,

off-street parking, zoning codes to restrain industries, one-way traffic, wider sidewalks and narrower streets to accent the residential character of neighborhoods. Lighting in alley-ways.

The installation of emergency phones in homes of selected leaders in high crime areas ; and security, surveillance, and alarm systems in homes and businesses.

Educational Parks to stimulate inter-group experiences for student populations, increase educational resources and enhance controls for the safety of the students.

*Pages 202 à 204*



## **APPENDICE 19**

Liste des ouvrages et études  
utilisées par la Commission.



## BIBLIOGRAPHIE

- Annals (The)*. Combating Crime, vol. 374, novembre 1967, 184 pp.  
CRESSEY, DONALD R., *Methodological problems in the study of organized crime as a social problem*.  
GARDINER, JOHN A., *Public Attitudes toward Gambling and Corruption*.  
McINTYRE, JENNIE, *Public Attitudes toward Crime and Law Enforcement*.  
RUTH, HENRY S., JR., *Why Organized Crime Thrives*.
- Challenge (The) of Crime in a Free Society*. A Report by the President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice. Washington, D. C., février 1967. 340 pp.
- CLINARD, MARSHALL B., *Sociology of Deviant Behavior*. New York, Holt, Rinehart and Winston, Inc. (3rd Edition), 1968. 845 pp.
- Comprehensive Report of the Massachusetts Crime Commission (5th Report)*, Republished by The Lincoln Filene Center for Citizenship and Public Affairs, Mai 1965. 409 pp.
- DUYZINGS, MARTIN W., *La Mafia*. Paris, Petite Bibliothèque Payot, 1965.
- Eighth Annual Report of the Temporary Commission of Investigation of the State of New York to the Governor and the Legislature of the State of New York*, Mars 1966, No 96. 53 pp.
- Eleventh Annual Report of the Temporary Commission of Investigation of the State of New York to the Governor and the Legislature of the State of New York*, Mars 1969. No 93. 321 pp.
- Federal (The) effort against organized crime*. Audiences tenues devant un sous-comité du comité sur l'administration gouvernementale, partie I. Washington, D. C., 1967. 136 pp.
- Law Enforcement, Science and Technology*. Washington, D. C., Thompson Book Company, 1967. 985 pp.  
ANDREOLI, PETER D., *Organized crime enterprises - legal*.  
BLAKEY, ROBERT G., *Organized crime and corruption practices*.  
BROOKING, ROBERT E., *Status and future utilization of the radio frequency spectrum*.  
CRESSEY, DONALD R., *Organized crime as a social system*.  
DUFFY, WILLIAM J., *Organized crime - illegal activities*.  
EMRICH, ROBERT L., *Cultural anthropological analysis of causes and threat of organized crime*.  
HYMAN, MILTON, *Urban development for crime prevention*.  
SALERNO, RALPH F., *Syndicate personnel structure*.  
SCHELLING, THOMAS C., *Economics and the underworld of crime*.  
SKOLER, DANIEL L., *Federal assistance in developing the technology of criminal justice*.
- LOHMAN, JOSEPH D., *On Law Enforcement and the Police: A Commentary*. University of California, Berkeley, California, 1967. 33 pp.



- MAAS, PETER, *The Valachi Papers*. New York, G. P. Putnam's Sons, 1968.
- MAYS, JOHN BARRON, *Crime and the Social Structure*. Faber & Faber Ltd., Londres, 1963. 256 pp.
- Organized Crime and Illicit Traffic in Narcotics*. Report of the Committee on Government operations, United States Senate, 1965. 127 pp.
- Report of the Ontario Police Commission on Organized Crime*. 31 janvier 1964.
- Report of the President's Commission on Crime in the District of Columbia*. Washington, D. C., 1966. 1041 pp.
- Report on protection of privacy in Ontario, part 1: An initial statement of themes*.
- Royal Commission on the Police 1962*. Londres, Her Majesty's Stationery Office, mai 1962.
- Sixth Annual Report of the Temporary Commission of Investigation of the State of New York to the Governor and the Legislature of the State of New York*, mars 1964. No 102. 148 pp.
- Summary of the Activities during 1959 of the Temporary Commission of Investigation of the State of New York*, février 1960. 95 pp.
- Summary of the Activities during 1960 of the Temporary Commission of the State of New York*, février 1961. 102 pp.
- Summary of the Activities during 1961 of the Temporary of Investigation of the State of New York*, février 1962. 99 pp.
- Summary of the Activities during 1962 of the Temporary Commission of Investigation of the State of New York*, février 1963. 134 pp.
- SUTHERLAND, EDWIN H., *White Collar Crime*. New York, Holt Rinehart and Winston, 1949. 272 pp.
- Task Force Report: Organized Crime*. President's Commission on Law Enforcement and Administration of Justice, Washington, D. C., 1967.
- Task Force Report: Crime and its impact — an assessment*.
- TYLER, GUS, *Organized Crime in America*. Ann Arbor Paperbacks, The University of Michigan Press, 1967.
- DANFORTH, HAROLD R. and JAMES D. HORAN, *Fixing the Clearing-house*.
- SONDER, FREDERIC, JR., *Brotherhood of Evil*.
- WHYTE, WILLIAM FOOTE, *Street Corner Society*. University of Chicago Press, 1943. 358 pp.

## **APPENDICE 20**

Liste des appendices.



## LISTE DES APPENDICES

- APPENDICE 1 : Procès-verbaux des rencontres de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale, tenue à Boston, Chicago, Washington, Saint-Cloud, New York et Albany.
- APPENDICE 2 : Conversations enregistrées entre divers membres de la Cosa Nostra dans l'état de New York entre 1963 et 1965, par le Comité conjoint de la législature de l'état de New York chargé d'enquêter sur le crime, ses causes, les moyens de l'enrayer et ses effets sur la société.
- APPENDICE 3 : Extrait du rapport de « The Loan Shark Racket ». Rapport annuel de la Commission d'enquête de New York, sur le crime organisé - 1965 - consacré aux prêts usuraires ; p. 45-50.
- APPENDICE 4 : Éditorial écrit par M. André Dugas en date du mois de janvier 1964, concernant quelques-unes des soumissions demandées par l'Hydro-Québec.
- APPENDICE 5 : Procès-verbal d'une rencontre de la Commission d'enquête sur l'administration de la Justice en matière criminelle et pénale tenue le 8 juillet 1968 à 9h30 avec les Professeurs Norval Morris, Gorden Hawkins et Hans Mattick. La rencontre a eu lieu à Chicago.
- APPENDICE 6 : Relevé d'appels téléphoniques situant Montréal dans le réseau du pari clandestin.  
Cet appendice a été remis au ministère de la Justice et n'est pas publié parce qu'il est trop volumineux et présente peu d'intérêt pour le grand public.
- APPENDICE 7 : Dossiers judiciaires d'individus condamnés pour des infractions aux lois sur le jeu.
- APPENDICE 8 : Opinion d'un policier sur les sentences que devraient recevoir les individus coupables d'infractions aux lois sur le pari (Exhibit P-24 huis clos).
- APPENDICE 9 : Rapport transmis à la Commission par le directeur Jean-Paul Gilbert de la Sûreté municipale de Montréal à propos des homicides commis dans les limites de la ville de Montréal pour les six premiers mois de l'année 1968 et un tableau constitué à partir des informations fournies par M. Gilbert.
- APPENDICE 10 : Extrait du rapport de « The Loan Shark Racket ». Rapport annuel de la Commission d'enquête de New York, sur le crime organisé - 1965 - consacré aux prêts usuraires p. 32-41.
- APPENDICE 11 : Rapport soumis par le Comité tripartite formé à la demande de la Commission pour étudier le crime organisé.
- APPENDICE 12 : Documentation sur The New York State Identification and Intelligence System (NYSIIS).

- APPENDICE 13 : Constatations et opinions sur le crime organisé tirées du volume *Organized Crime and Illicit Traffic in Narcotics*, 89th Congress, 1st Session - Senate - Report No. 72 - March 4, 1965.
- APPENDICE 14 : Extrait d'un article écrit dans *The Wall Street Journal* par Frederick C. Klein, Staff Reporter of the *Wall Street Journal* en date du mercredi 30 juillet 1969.
- APPENDICE 15 : Documentation sur « The Chicago Crime Commission Spotlight on Organized Crime » - The Chicago Syndicate.
- APPENDICE 16 : Documentation concernant « State of New York » No. 5040 - Int. 4336 - In Assembly, March 18, 1958 - "Introduced by Committee on Rules - read once and referred to the Committee on Rules".
- APPENDICE 17 : Rapport confidentiel d'un conseiller spécial de la Commission (supprimé dans l'édition publique).  
Cet appendice a été remis au ministère de la Justice et n'est pas publié en raison de sa confidentialité.
- APPENDICE 18 : Citations originales anglaises qui ont été traduites dans le texte du rapport.
- APPENDICE 19 : Liste des ouvrages et études utilisées par la Commission.
- APPENDICE 20 : Liste des appendices.

## **TABLE DES MATIÈRES**



# TABLE DES MATIÈRES

	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
INTRODUCTION .....	1-5	15-20
I — DÉFINITION COMMENTÉE .....	6-47	23-67
a) <b>Une société...</b> .....	6	23
b) <b>...permanente...</b> .....	7-8	24
c) <b>...et secrète...</b> .....	9-22	27
d) <b>...qui réserve généralement la violence         pour la régie interne...</b> .....	23-24	41
e) <b>...mais dont la conspiration constante...</b> .....	25-34	45
f) <b>...vise un profit considérable et         régulier...</b> .....	35	55
g) <b>...soit en offrant des services illicites...</b> .....	36-40	56
h) <b>...soit en s'infiltrant à l'intérieur         d'entreprises légales...</b> .....	41-45	61
i) <b>...de façon à établir des monopoles         lucratifs</b> .....	46	66
Résumé .....	47	67
II — LE CRIME ORGANISÉ À L'OEUVRE .....	48-108	71-121
a) <b>Le crime organisé existe-t-il ?</b> .....	49-57	71-78
b) <b>Les champs d'activité</b> .....	58-108	79-121
1 — Les activités voulues par le public..... Exemple : le jeu .....	59-94	80-108
2 — Les activités secrètes .....	95-108	108-121
Exemple : <i>La contrainte</i> .....	96-100	109
Exemple : <i>L'exploitation du criminel</i> ..	101-108	113
III — LES ATTITUDES TRADITIONNELLES FACE AU CRIME ORGANISÉ .....	109-146	125-161
a) <b>La version policière</b> .....	110-122	125-139
1 — La découverte du crime organisé .....	110-115	125
2 — Le monopole policier de l'information ..	116-122	131
		621



	<i>Paragraphes</i>	<i>Pages</i>
b) <b>Les démarches de la Commission</b> .....	123-146	140-161
1 — Première rencontre avec les corps policiers .....	123-132	140
2 — Seconde rencontre avec les corps policiers .....	133-135	148
3 — Le rapport du comité tripartite .....	136-146	150
<b>IV — L'OPTION DE LA COMMISSION</b> .....	147-185	165-204
a) <b>Le bilan</b> .....	147-153	165-174
1 — Nécessité d'un équilibre .....	147-148	165
2 — Inefficacité d'une lutte menée sans le public .....	149-153	167
b) <b>Le crime organisé : un problème social</b> .....	154-163	175-182
1 — Contribution des sciences humaines ....	154-159	175
2 — Information de l'opinion publique .....	160-163	180
c) <b>Lutte sur trois fronts</b> .....	164-185	183-204
1 — La technologie policière .....	165-173	184-190
i — Usage limité de la table d'écoute .....	166-168	184
ii — Régionalisation des forces policières .....	169-171	187
iii — Coordination et communications .....	172-173	189
2 — La recherche .....	174-179	191-197
i — Analyse de l'organisation criminelle .....	175	191
ii — Aspects légaux de l'organisation criminelle .....	176	194
iii — Prévisions sur le crime organisé ..	177-179	195
3 — Le travail social .....	180-185	198-204
i — Comités spécialisés .....	181	199
ii — Éveil de l'opinion publique .....	182-184	200
iii — Action préventive unifiée .....	185	202
<b>CONSTATATIONS ET RECOMMANDATIONS</b> .....		207
<b>CONSTATATIONS</b> .....		207
<b>RECOMMANDATIONS</b> .....		225
<b>LISTE DES APPENDICES</b> .....		617

## LISTE DES APPENDICES

	<i>Pages</i>
APPENDICE 1 .....	235
"      2 .....	269
"      3 .....	341
"      4 .....	349
"      5 .....	355
"      6 .....	361
"      7 .....	365
"      8 .....	411
"      9 .....	421
"     10 .....	429
"     11 .....	443
"     12 .....	477
"     13 .....	483
"     14 .....	499
"     15 .....	509
"     16 .....	541
"     17 .....	549
"     18 .....	553
"     19 .....	613
"     20 .....	617
TABLE DES MATIÈRES .....	621
	623

Gouvernement du Québec  
Éditeur officiel du Québec  
Roch Lefebvre  
\$5.00

Bibliothèque de l'Assemblée nationale



QL A 026 054